

Biblioteca Centrală Universitară
București

COTA 49088
Dublet

INVENTAR 406695

ESSAI DE SYNTHÈSE
DE
L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

ESSAI DE SYNTHÈSE
DE
L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

PAR

N. IORGA

Professeur à l'Université de Bucarest
Agrégé à la Sorbonne
Membre de l'Académie Roumaine
Correspondant de l'Institut

IV

ÉPOQUE CONTEMPORAINE



PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE
J. GAMBER, ÉDITEUR
7, RUE DANTON, 7

1928

Biblioteca Centrală Universităţii
BUCUREȘTI
C.A. 49088 Sublet.
406695

B.C.U. Bucuresti



C406695

ESSAI DE SYNTHÈSE DE L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

ÉPOQUE CONTEMPORAINE

CHAPITRE PREMIER

Les nouvelles autonomies américaines.

La Couronne d'Angleterre avait refusé pendant une guerre difficile à laquelle ses colons d'Amérique avaient participé de leur argent, de leurs soldats et de leur initiative, de leur permettre une confédération. Un congrès de ces Etats, dont quelques-uns avaient pour base une charte royale, mais d'autres s'étaient formés d'eux-mêmes et au prix d'un dur labeur et de longs sacrifices, sur les ruines d'une race écartée, et en partie détruite, apparaissait comme indésirable et dangereux aux ministres de Londres.

L'esprit qui animait ces « dépayés » et fondateurs de pays à se serrer dans une œuvre de nouvelle création n'appartenait pas à un seul territoire et à une seule race. Si les colons espagnols en général ne l'avaient pas, sauf le cas, tout particulier, de ce Paraguay, où les Jésuites s'étaient formés une république dont ils étaient l'oligarchie, avec la croix pour blason, l'église pour palais, la règle de l'ordre pour constitution, les Français nourrissaient les mêmes sentiments envers la terre abandonnée et celle qu'ils avaient conquise et organisée. Puisqu'il n'y avait pas, comme dans l'Hindoustan, des despotes

indigènes dont on pouvait se faire des amis, ou qui surgissaient en ennemis, un tiers se trouvant entre la métropole et la colonie, ils osaient prétendre à se diriger d'eux-mêmes et à repousser les immixtions de la mère-patrie, qui signifiaient trop souvent des abus administratifs ou des tentatives d'exploitation.

On avait vu au commencement du XVIII^e siècle un gouverneur de la Martinique revenir en France parce que les habitants de l'île n'en avaient pas voulu. Au Canada ce n'était pas de Paris que venaient pendant la guerre de sept ans les instructions d'agir, et cette guerre même avait été en partie provoquée par des actes d'hostilité, par des incidents sanglants pour lesquels les bureaux parisiens n'étaient pas responsables. Il y eut même tel cas de marchandises refusées, en guise de protestation contre des droits de douane trop élevés.

Ce n'était pas la théorie qui façonnait les âmes. D'elles-mêmes elles arrivaient à penser ainsi dans ces formes isolées où chacun se rendait compte de la participation au défrichement, au labeur, à la défense, dans ces villages où se trouvaient ensemble ceux qui avaient collaboré à l'œuvre commune, dans ces villes qui s'étaient formées, avec une bourgeoisie d'importation, avec des fonctionnaires envoyés, mais aussi par la sélection même de ces éléments ruraux, de travail, de patience et d'initiative.

La race conservait son prix, car il y avait la langue la rappelant. Les institutions traditionnelles manquaient cependant presque totalement. Le prestige d'un prince, d'une noblesse agissant comme telle, était absent. Les produits de l'esprit pénétraient difficilement, les ouvrages défendus en France encore plus que les autres. L'Eglise restait beaucoup plus qu'en Europe maîtresse des âmes, et l'école en dépendait exclusivement.

S'il n'y avait pas eu la différence de religion profondément marquée par cette façon de vivre et de s'instruire, si les jésuites n'avaient pas entretenu l'aversion pour « l'hérétique » d'à-côté, on aurait passé facilement par-dessus les recommandations du monde officiel pour se

confondre avec ceux d'une autre nation, d'une autre langue et d'une autre dépendance qui travaillaient à la même œuvre. Les Hollandais de jadis avaient bien fini par tendre la main aux Anglais, en dépit de la séparation des deux confessions, parties cependant de la même révolte contre le catholicisme.

Sur les Anglais, en partie des rebelles, la main-mise de l'Etat avait été toujours plus faible. Ils n'avaient rien à voir ni avec les facteurs parlementaires — car ici il n'y avait pas de whigs et de tories —, ni avec les tendances hannovériennes ou avec les appétits de hégémonie continentale du royaume britannique, où il n'envoyaient pas même pour les études leurs fils, pour le gain leurs négociants.

Le système d'impôts des colonies anglaises était absolument autonome, et il servait à couvrir les seuls besoins de chaque province. Le commerce d'un établissement à l'autre se faisait d'après les normes traditionnelles.

Ce qui avait été au commencement du moyen-âge les « Romanîæ » sur la vieille terre européenne se renouvelait ainsi par la similitude des circonstances, par la quasi-identité du milieu sur le sol américain.

On avait toujours reconnu à Londres la nécessité d'admettre cette façon de vivre. Du reste, pendant longtemps les choses des Indes orientales avaient été laissées aux soins de la compagnie autonome, et pour les intérêts des Indes occidentales on n'avait pas eu d'attention sérieuse et suivie. La dernière guerre avait cependant amené un changement essentiel; l'idée d'un empire régi, administré, exploité se formait enfin dans la tête des ministres anglais. Pitt était dans l'opposition et ne manquait pas de préparer par des agitations dans le monde londonnien son retour au pouvoir; Bute, qui avait signé la paix avec la France qu'un patriotisme exagéré considérait comme mauvaise, avait dû se retirer; le Ministère, de simple intermezzo, d'un Halifax et d'un Granville avait des finances prospères à sa disposition; le taux de l'intérêt dans les transactions particulières ayant diminué, une

réduction fut pratiquée sur les rentes d'Etat. Ceci ne paraissait pas encore suffisant. On greva le commerce des colonies avec les Antilles, car depuis la paix — fait remarquable — la couronne avait, à côté des provinces formées par des réfugiés, des pays de conquête, sans aucun autre droit que celui de simples sujets du roi. Le Canada entier, avec sa nombreuse population, appartenant à deux races n'était que la partie la plus importante et la plus précieuse de ces acquisitions faites les armes à la main et auxquelles on pouvait imposer un statut administratif, demander les contributions au trésor de l'Etat, envoyer des gouverneurs et infliger des garnisons ¹. Les Américains des provinces autonomes se rendaient parfaitement compte eux-mêmes que quelque chose de grand se prépare pour la race anglaise des deux côtés de l'Océan et que cette fondation impériale doit nécessairement se poser sur des bases unitaires.

La conception d'un seul régime fiscal put partir des cabinets ministériels, mais c'était le Parlement qui devait en prendre l'initiative. Il n'hésita pas à le faire. Une certaine envie à l'égard des colonies florissantes agitait à ce moment le milieu commercial anglais, très développé dans les derniers temps, et animait toute une opinion publique, exaltée par les succès.

Il y eut donc des taxes de timbre; puis on imposa le vin, le sucre (1760-1765), plus tard le papier, les couleurs, le thé.

La réaction fut immédiate, et d'un caractère invincible. Comme au moment où Penn quittait l'Angleterre pour ne pas payer une taxe, celle des vaisseaux, que n'avaient pas voté, dans les formes requises, ses représentants légaux, les colonies déclarèrent dans leurs assemblées qu'il ne leur est pas permis, dans leur conscience politique, d'accepter les conséquences d'un vote auquel elles n'ont pas eu part. Sans compter que les rapports avec la métropole dont ils parlaient la langue sont

¹ Les sujets français de S. Domingue protestèrent aussi contre l'introduction des troupes.

réglés pour toujours dans des chartes royales auxquelles le Parlement ne pouvait pas porter atteinte. Elles ajoutaient, du reste, ne pas daigner même avoir des députés au Parlement d'un pays qui au point de vue politique leur est étranger, car ils font partie, eux, d'un autre Etat. « Les colonies ne se sentent pas être dans le royaume », et, comme c'est l'opinion d'hommes libres, « aucune force, fût-elle si grande, ne peut les faire changer¹. » Elles n'ont rien à faire ni avec les partis en lutte, ni avec leurs procédés de haine et de corruption. Elles veulent se créer un système économique particulier; comme elles ont déjà passé du simple cabotage à des relations lointaines avec l'Espagne, le Portugal, la Scandinavie, elles prétendent qu'on leur en reconnaisse le droit, ainsi que celui d'importer, après avoir si longtemps été un débouché pour les manufactures anglaises, des matières premières, entre autres le fer.

Il n'y avait pas moyen de s'entendre. Aux colonies on n'entend qu'une seule voix contre la tyrannie du Parlement de Londres; en Angleterre la nécessité de réduire à l'obéissance ces rebelles était admise par les deux partis séparés sur presque toutes les autres questions.

Dès 1764 on rencontre la protestation formelle de Boston, du Massachussets, qui avait conduit la lutte contre les voisins français, et du grand centre qu'était devenu New-York. Il y eut un congrès dans cette dernière ville pour s'entendre sur la voie à suivre pour les revendications communes. Il y eut même des conflits avec les officiers du roi. Granville tomba, l'opposition faisant semblant, — Pitt, malade, à sa tête —, de soutenir les Américains, et la taxe du timbre fut retirée en 1766. Mais la tension des esprits n'en continua pas moins. Elle était alimentée par la nouvelle politique française, qui, dans les intrigues personnelles du roi, avait pensé à un débar-

¹ *Correspondance de Benjamin Franklin*. Il y a une traduction française de Laboulaye.

quement en Angleterre ¹. Et, ajoutons, par l'essor vers tout ce qui était liberté, dont était animée à ce moment la société française. Car, après la paix, si le voyage à Londres ne cessa pas d'être comme un devoir de conscience des « philosophes », si on y vit M^{me} de Boufflers avec toute une mission scientifique, grandement accueillis dans le monde anglais, la France, plus hardiment « philosophique », se glorifiant de rompre avec le passé autoritaire, devenait pour les Anglais d'idées plus avancées ce qu'avait été, une vingtaine d'années auparavant, l'Angleterre pour Voltaire et Montesquieu. Toute une légion de penseurs écossais, sans aller jusqu'au radicalisme de la fronde parisienne et s'en tenant à des attitudes convenables envers la religion et la royauté, que cependant un parlementaire Wilkes, bientôt réfugié en France, se gagna le droit de discuter, les Hume, les Robertson, historiens à tendances, s'inspiraient du mouvement d'idées français. Gibbon, qui préparait, sous l'influence des « Considérations sur la grandeur et la décadence des Romains », son Histoire du Bas Empire, portant un titre pareil et présentant Byzance comme le type des abominations fatales sous le despotisme, allait s'initier en France aux nouvelles idées directrices. Il se rendra ensuite à Genève, où il fréquentera la société « philosophique » de la demoiselle Curchod, bientôt femme du banquier réformiste Necker, destiné à être le Law honnête des nouvelles combinaisons financières en France. Il commencera par une étude sur la liberté populaire de la Suisse, publiée en français, de même que ses *Mémoires littéraires de la Grande-Bretagne*. Et pour la première fois la Constitution anglaise sera analysée sans pitié, en rapport avec les autres établissements d'Etat en Europe, par un étranger, le Genevois de Lolme, dont l'ouvrage, publié aussi en anglais, fit sensation ². Déjà les lettres de Junius (1769-1771), précédées

¹ Broglie, *Le secret du roi*, Paris, 1879, II, 1^{er} chapitre. Cf. du même *Frédéric II et Marie-Thérèse* (Paris, 1882, 2 vol.) et *Frédéric II et Louis XV* (Paris, 1884, 2 vol.).

² *Constitution de l'Angleterre ou état du gouvernement anglais, comparé avec la forme républicaine et avec les autres monarchies de l'Europe*. Il voulait des Parlements annuels.

par les pamphlets, signés de noms romains, du *Public Advertiser*, ouvraient une guerre de plume pareille à celle que Voltaire avait menée en France.

Le nouveau ministre Pitt, jouissant de toute la confiance du roi, qui avait créé lord Chatham le chef des whigs, se butta aux mêmes difficultés. Le commerce anglais ne voulait pas perdre les deux millions de livres sterlinges que rapportait le commerce, quelque temps interrompu, avec les colonies, mais il n'entendait pas qu'on fit des concessions sur l'essentiel.

Pitt se trouvait devant des nécessités financières urgentes, et on lui refusait la continuation de l'impôt sur le sol, en même temps que la misère des classes populaires continuait à provoquer des incidents dans la rue. Il fallut en revenir aux taxes sur les colonies; c'est alors, en 1767, que, leur épargnant celle sur le timbre, particulièrement vexatoire, on atteignit les marchandises d'importation. C'était le moment où un secrétariat d'Etat était créé pour l'administration des colonies, et des mesures de contrôle à l'égard de la compagnie des Indes, à laquelle on contestait le droit de conclure des traités, de faire la guerre aux princes indiens, de posséder des territoires, préparaient la politique annexioniste, impériale de l'Etat. Il y aura avec la Compagnie aussi des discussions concernant les droits sur le thé. Les Parlements viagers de l'Irlande furent réduits à une durée de huit ans, et il y aura dans l'île des mouvements de révolte. Toute une reconstruction de l'Angleterre et de ses dépendances se dessinait ainsi, encouragée d'un côté par les découvertes maritimes d'un Willis et Carteret, d'un Cook, de l'autre par l'invention des métiers mécaniques à tisser, de la machine à vapeur par un Newcomen, un Watt, un Arkwright, et l'Amérique n'était guère disposée à l'accepter. Des troupes irlandaises, allemandes étaient déjà envoyées au delà de l'Océan.

Le Massachusetts prit de nouveau la direction. Il provoqua la conclusion de cette ligue de défense dont on parlait depuis une trentaine d'années. Le congrès de Boston poussa plus loin que celui de New-York cette question,

sans prendre encore des décisions radicales, car, à côté de la ferveur pour les libertés, il y avait chez ces gens d'une pensée politique naïvement complexe le respect traditionnel pour cette couronne qu'on pouvait, à Londres, élabousser de boue. En 1770, année au cours de laquelle Wilkes sortit de prison et les responsables pour les pamphlets de Junius se virent absoudre par la Cour du banc du roi, les taxes furent de nouveau retirées, sauf celle du thé. Or, pour les colonies il ne s'agissait pas de plus ou de moins; elles s'étaient levées pour une question de principe et n'entendaient rien céder de la théorie qu'avait déjà exposée au Parlement, avec toute l'autorité d'un grand physicien, de l'inventeur du paratonnerre, Benjamin Franklin, le simple ouvrier typographe, l'auteur de la *Science du Bonhomme Richard*, devenu, sans aucune qualité officielle devant ces lords et ces riches bourgeois parlementaires, le représentant moral incontestable d'une nation naissante.

Lord North avait pris la succession de Pitt. Son programme était celui de ses deux prédécesseurs. On fit le procès à la Compagnie des Indes orientales, lui imposant à côté des directeurs élus par les actionnaires, devant fonctionner seulement quatre ans, un gouverneur, comme pour les Antilles, comme pour le Canada, — et ce sera l'avidé Warren Hastings — et une Cour royale de justice; on examina l'administration de lord Clive, qui échappera par le suicide à une condamnation. Répondant aux dernières mesures du Parlement d'Angleterre, les colonies américaines s'interdirent tout commerce avec la métropole. Comme trois vaisseaux de la Compagnie des Indes ancrèrent à Boston, chargés de thé, ils furent envahis par une foule vêtue en Peaux-Rouges et la cargaison jetée à la mer (décembre 1773). C'était la rébellion formelle; les troupes du général Gage entrèrent dans la ville coupable : ceci signifiait la guerre, et on procédera aussitôt à la constitution d'un nouvel Etat, au moment même où en Europe on en démembrait un : la Pologne, attendant de faire la même chose à l'égard d'un autre : la Turquie, les

deux en pleine voie de réformes, et au profit des seules monarchies n'ayant fait aucune concession à l'esprit nouveau.

Le 5 septembre 1774 se rassemblaient à Philadelphie, capitale de la Pensylvanie, les délégués de toutes les colonies, formées en corps politique indivisible. Les élus du « bon peuple des colonies », car ils ne s'accordaient pas un titre plus pompeux, fonctionnaient cependant au nom d'« Etats distincts et séparés, bien qu'ils eussent le même chef comme souverain ». Ils reconnaissaient comme « législateur de ses sujets d'Amérique » le roi, mais pas avec le Parlement de Londres, mais bien « avec les Parlements des plantations », d'après les anciens privilèges de « leurs constitutions ». Il ne s'agissait pas de « pétitions », comme on voulait bien l'admettre à Londres, mais de l'affirmation d'un droit imprescriptible. Les troupes royales devaient partir et être remplacées par les milices indigènes. Or, la couronne, tutelée par le Parlement, envoya avec Howe, Clinton, Burgoyne, de nouveaux contingents germaniques à Gage et voulut désarmer les miliciens. On répondit par l'échauffourée de Lexington ¹, par l'attaque des forts ayant garnison royale. La rencontre de Burkershill, où commandait le général délégué par le congrès, le riche propriétaire virginien Georges Washington, pouvait être considérée comme une vraie bataille. En tout cas, il y avait un vrai Etat, et tel que le monde n'en avait pas vu jusqu'alors. Les rebelles pensèrent à s'ajouter le Canada, où Montgomery, qui ne réussit pas devant Québec, put prendre Montréal; le clergé se prononça pour le roi, le chef américain fut tué dans un combat, et les whigs le commémorèrent avec enthousiasme dans le Parlement de Londres. En 1776 les « insurgés » perdirent Boston, qu'ils devaient cependant bientôt reprendre, et l'amiral Parker avait débarqué avec de nouveaux renforts à Charleston.

¹ Sur laquelle voyez la vivante description dans les *Orations and Speeches* d'Everett. I, Boston, 1850, p. 73 et suiv.

La France poussait de tous les efforts de sa diplomatie à la résolution qui aurait proclamé légalement cet Etat indépendant. De fait, après la « déclaration des droits de l'homme » dans la nouvelle Constitution du Massachussets, le 4 juillet 1776, l'indépendance des treize Etats confédérés : Massachussets, Pensylvanie, New-York, New-Hampshire, Maryland, Rhode-Island, Connecticut, New-Jersey, De la Ware, les deux Georgies et les deux Carolines. était solennellement votée. Le « genre humain » était invoqué, non plus comme arbitre de cette querelle, mais comme témoin d'une résolution inébranlable.

CHAPITRE II

Les « philosophes » comme conseillers des États et les monarchies de « partages ».

Pendant que les Américains transformaient en Etat durable, du plus grand avenir, la doctrine des « philosophes », en Europe la tentative de l'établir rencontra la résistance énergique des vieilles monarchies dont la Prusse de Frédéric II était le type, et la copie la nouvelle Autriche du fils de Marie-Thérèse, Joseph, roi des Romains, empereur qui cherchait à faire de son congrégat de provinces héréditaires un État unique, avec des institutions décrétées.

Déjà au commencement du XVIII^e siècle la Prusse, offrant à l'empereur l'appui dans ses guerres et une compensation dans la province du Zips, avait proposé de donner au Tzar la Livonie suédoise et une partie de la Lithuanie pour pouvoir s'approprier elle-même la province de l'Ordre teutonique ¹. Le roi Auguste II avait consenti à se voir garanti à ce prix contre son rival, Stanislas. On ne reparla plus de ce projet, que Pierre I^{er} n'avait pas agréé. Au contraire, en 1711, sous l'étreinte turque, il paraissait disposé à se défaire de ses acquisitions polonaises ². Elisabeth pensait plutôt à la possession de cette Prusse de Königsberg que plus d'une fois avaient envahie ses armées.

Le royaume de Pologne n'avait rien changé à ses institutions, qui lui paraissaient pouvoir répondre aux

¹ Schuyler, *Peter the great*, II, New-York, 1884.

² Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 405.

nécessités d'une époque où la liberté, que la nation aimait tant, devait avoir deux qualités indispensables : s'appuyer sur l'union de toutes les classes, comme chez les Américains, et avoir les moyens de se défendre contre l'esprit de conquêtes qui infestait le monde. Or, le paysan polonais était serf, le bourgeois, jadis Allemand ou Arménien, était Juif et la noblesse se rappelait, dans sa différence de religion, catholiques d'un côté, dissidents, orthodoxes et quelques protestants, de l'autre, que cet Etat avait été fait de la réunion purement dynastique entre une vraie Pologne et une Russo-Lithuanie, jadis ennemie et restée rivale. Les Jésuites, chassés de Toscane dès le commencement du siècle, du Portugal, à la suite d'une conspiration de nobles contre le roi Joseph, un émule d'un Louis XV dans la volupté, cassés à Paris, menacés à Naples et abolis à Rome, s'y étaient logés, tendant à former un Paraguay européen; de leur côté, les Russes s'y étaient installés en maîtres dès le règne de cet Auguste qui leur devait sa victoire : leurs résidents, un Sievers, un Replin, un Stackelberg, y étaient plus maîtres que le roi. Du vivant d'Auguste III on avait discuté sur la personne de son successeur : duc de Chartres, prince de Conti, duc de Bourbon, marié en espoir à la fille cadette de Pierre I^{er} et aussitôt arrivé au pouvoir en France. Catherine II y avait député pour « le faire roi » un courtisan disgrâcié de ses charmes, Stanislas Poniatowski.

A la vacance du trône, en 1763, il y avait déjà en Pologne la guerre civile, au nom de la liberté religieuse, que la Russie soutenait pour masquer ses projets d'extension. Les dissidents préparant une confédération armée, l'impératrice les servit en faisant expulser huit sénateurs, comme ayant manqué envers leur promesse et contribué à ravir abusivement à ces dissidents leur droit de voter à la diète d'élection. Elle finit par imposer son ancien ami, devant lequel s'effacèrent les tout-puissants Czartoryski, anciens amis de la France, chefs de la confédération dissidente. En 1768 la protectrice garantissait l'intégrité territoriale du royaume. Mais

déjà en 1767, pour défendre la « liberté », la confédération de Bar s'était formée, avec l'évêque de Kamieniec, contre la tentative royale, imposée par les Russes et les Prussiens, de donner des droits politiques aux dissidents, mais de fait contre l'envahissement russe, soutenu par l'accroissement des troupes de la protectrice, qui avaient envoyé en Sibérie l'évêque de Cracovie, le voévode de cette ville et son fils. Cette fois on se moquait de la « philosophie ».

Mais le roi en était un adepte; il avait parlé d'introduire le système anglais. M^{me} Geoffrin, dont le salon parisien était le plus achalandé, fut invitée à Varsovie en conseillère. Voltaire envoya des compliments au prince qui avait « mérité » son trône. Marmontel lui dédia son *Bélisaire*. Des « considérations sur le gouvernement de la Pologne ¹ » ont été demandées à Rousseau. Une nouvelle ère paraissait devoir éclore de la bonne volonté des meilleurs parmi les chefs de la nation, ce souverain d'une origine qui n'était pas plus méprisable que celle de beaucoup d'autres princes, en tête. Le nom d'Auguste pris par Stanislas ne rappelait pas seulement ses deux prédécesseurs, mais aussi ce Sigismond-Auguste qui représentait le moment le plus brillant de l'histoire du pays au xvi^e siècle.

Les vaincus de la diète, comme le maréchal Mokranowski, avaient essayé de se trouver un appui en Prusse, en Autriche, et la cause de la liberté, maltraitée, fut présentée devant l'opinion publique de la France. On savait que Louis XV n'oubliait pas son devoir envers la mémoire de sa femme polonaise, qu'il tenait absolument à conserver la Pologne, qu'il lui avait destiné pour roi le prince Xavier de Saxe, frère de la Dauphine, que toute une diplomatie récente s'employait dans le but d'enrayer la réalisation des projets de la Russie qui avait inondé le pays de Cosaques et de ses soldats réguliers ².

¹ Voy. surtout Broglie, *Le secret du roi*, II, pp. 139, 179, 180.

² Voy. Boutaric, *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère avec le comte de Broglie, Tercier, etc.*, Paris 1866, 2 vol., et Broglie, *Le secret du roi*, II, p. 132 et suiv.

Les ennemis de la Cour de France, qui avait envoyé pendant l'élection trois émissaires pour soutenir trois causes différentes, devant les abandonner tous — et ils finirent par être brutalement congédiés —, n'avaient pas détruit en Pologne le prestige de la nation, mais la Russie était sûre de son fait; elle se trouvait dans le pays, l'Autriche n'aurait pas fait la guerre pour la déloger, et, quant à la Prusse, le petit-fils de l'ancien amateur de projets qui avait décoré de l'aigle noir Poniatowski candidat et avait ordonné les démonstrations à la frontière pour intimider les « républicains » de la diète, venait de conclure un traité avec la Tzarine qui contenait toutes les garanties nécessaires pour l'avenir.

La « philosophie » était à côté de Catherine, lectrice passionnée de Voltaire, de Helvétius et de l'*Encyclopédie*, qui s'inspirait de Diderot et mettait à la place de l'hégémonie allemande, héritée de Pierre I^{er}, renforcée par Anne, poussée jusqu'aux dernières limites par Pierre III, cette influence française pour laquelle s'était déjà décidée sa tante Elisabeth. La Tzarine raillait les « fanatiques » polonais, qui défendaient l'indépendance de leur pays et les intérêts de leur nation, et, lorsqu'ils firent appel aux Turcs, leur cause fut condamnée par la même opinion publique qui encourageait les Américains. Le vide de la formule « philosophique » apparaissait pour la première fois risible à tout esprit clairvoyant. Mais ces esprits étaient rares alors.

On fit cependant en France une bonne réception à l'évêque de Kamieniec, et la diplomatie française se mit au travail pour exciter les Turcs, auxquels on envoya un nouvel ambassadeur, le comte de Saint-Priest. On eut dans quelques semaines une déclaration de guerre du Sultan contre la Tzarine, dont les troupes, poursuivant les confédérés, avaient vidé son territoire.

En Turquie, depuis la conclusion de la paix de Belgrade, il n'y avait d'intérêt réel que pour les choses de Perse. Nadir-Chah paraissait enivré par un rêve d'Alexandre-le-Grand. Il demandait la Géorgie, l'Ar-

ménie, Bagdad, il pensait à l'Arabie même, où il avait ses agents. De son côté, la Porte, qui avait défendu Mossoul et la capitale de la Mésopotamie, aussi bien que Kars, chercha à conclure avec le Grand-Mogol, souverain de l'Hindoustan. Malgré une grande défaite en 1745, la paix, très favorable, put être signée sans aucune cession, dès l'année suivante, et en 1747 Nadir était tué par les siens.

Mais l'Égypte était si peu sûre, qu'il fallut l'intervention personnelle du Grand Vizir; à Bagdad c'étaient les janissaires qui commandaient; un réformateur, Abdoul Wehhab, le « Calvin de l'Islam », avait levé en Arabie le drapeau d'une réforme radicale des institutions et des mœurs, et à son tour il menaça Bagdad. Il y eut des troubles en Asie Mineure, en Bosnie; des paysans bulgares osèrent porter la main sur les officiers et les soldats de leur « empereur ».

Après le traité avec Nadir, la Turquie, échappée aux tutelles extérieures et intérieures — car l'influence des Grecs avait beaucoup diminué — et administrée par des Turcs de race, paraissait vouloir se diriger elle aussi, vers une ère de réformes. On savait à Constantinople par les ambassadeurs envoyés aux Cours chrétiennes, Mohammed-Saïd à Paris¹, Chatti-Méhémed à Berlin, plus tard Resmi-Effendi à Berlin, encore, les grands changements qui se passaient en Occident. Si on n'était guère disposé à accepter les modes, jugées bizarres, ridicules et inconvenantes au plus haut point : jeux de cartes, soupers, danses, le côté technique de la révolution lente qui s'accomplissait intéressait ces « intellectuels », les « effendis », auxquels était confiée depuis un demi-siècle la conduite des affaires. De son propre fonds, cette société de lettres fondait des bibliothèques et élaborait hâtivement une littérature que l'abbé italien Toderini crut devoir faire connaître à l'Europe dans un assez gros ouvrage. L'intérêt pour la géographie, les mathématiques, les sciences appliquées était en progrès; des albums, les

¹ Voy. nos *Voyageurs français en Orient*, Paris. 1927.

astrolabes étaient recherchés. Constantinople devait avoir de larges rues, des palais, des maisons privées d'un certain luxe, ornées de plafonds sculptés et dorés. L'aventurier français Flachet, polytechnicien d'inspiration et courtisan de hasard¹, y put jouer un rôle comme intime de « l'aga des filles » : les femmes de son ami, le « grand ennuqué », pouvaient venir le visiter. Un vent d'innovation soufflait sur cet Empire, pareil à celui qui avait transformé, quelques dizaines d'années auparavant, la Russie. Osman III, successeur de Machmoud, en 1754, parut vouloir s'assumer le rôle de Pierre-le-Grand : on le vit s'informer personnellement, changé d'habits, de la façon dont vivaient ses sujets, et se glorifier de leurs éloges; les grossiers divertissements coutumiers sous son frère furent abolis; comme en France, le « sévère » succédait au dissolu. Lorsque la mort le prit, en 1757, trop tôt pour le succès de l'œuvre qu'il avait entreprise, il laissait l'Etat entre les mains de ce « Choiseul » turc qui fut le rénégal grec de Crète, Raguib. Avec Moustafa III, un poète, la Turquie, bien qu'en n'ayant pas une direction si ferme, continua dans la voie qui devait mener à l'européanisation dans le nouveau sens du mot.

Cette Turquie, en automne 1768, déclarait la guerre à une Russie « philosophique » qui défendait elle-même contre les « fanatiques » un roi de Pologne protégé des salons de Paris. De tout côté on était dans « l'ère nouvelle ». C'étaient des « révolutionnaires », chacun à sa manière, qui allaient se battre.

Le caractère même donné par la Tzarine à son entreprise montre bien qu'il s'agissait d'une autre guerre que celles qui jusque-là avaient mis aux prises les deux Empires rivaux.

Au lieu d'attendre le moment propice pour une invasion sur des territoires voisins, considérés, comme l'avait fait Munich, en 1738, — après les relations, d'un prince

¹ *Observations sur le commerce et sur les arts d'une partie de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et même des Indes Orientales*, par Jean-Claude Flachet, 2 vol., Lyon, 1766.

à l'autre, entre Pierre I^{er}, d'un côté, et Cantemir, Brâncoveanu, de l'autre —, sous le seul rapport de leur dépendance envers la Porte, on traita par les émissaires, des officiers qui se présentent en paysagistes, des moines, avec la « nation » elle-même, dont on découvrit l'existence comme telle. Un prince de Moldavie, un « gospodar », comme on se plaisait à l'appeler en Russie, le terme étant ensuite adopté par la diplomatie, Grégoire Callimachi, était considéré en « esclave » de la Porte; si le Valaque Grégoire Alexandre Ghica devait être traité autrement, c'est que ce fils d'un interprète du Divan décapité comme traître aux chrétiens s'offrait de lui-même à l'impératrice. Leurs sujets sont ceux qui intéressent en première ligne.

Les deux principautés sont, du reste, préparées depuis longtemps pour cette conception. Dès le début il y a de la « philosophie » dans les Phanariotes qui les administrent en fonctionnaires ottomans ayant eu de l'avancement, mais aussi comme descendants des anciens « domni » indépendants au début de ce siècle. « Philosophie » grecque chez Nicolas Maurocordato, un des érudits d'éducation latine et auteur lui-même d'un *De officiis* hellénique, sorti de ses lectures assidues dans sa bibliothèque, la mieux fournie de l'Europe orientale, après celle des Cantacuzènes, dont l'un, Constantin, fondateur de l'Académie de Bucarest sous son frère, Șerban, avait fait des études à Venise et à Padoue, où il publia une carte de la Valachie. « Philosophie » française, de la première époque déjà, chez ce Constantin Maurocordato, réorganisateur de l'administration dans les deux pays, contrôleur actif de ses subordonnés et avant tout auteur des édits, approuvés par ses boïars en assemblée solennelle, par lesquels le paysan, poussé au servage dès la fin du xvi^e siècle, devenait un rural libre de sa personne, qui ne pouvait plus être même qualifié des anciens noms dégradants; un abbé Desfontaines a fait à Paris l'éloge de ce réformateur danubien qui voulait retenir Flachet, plein d'éloges à l'égard d'un homme qu'il compare à Pierre-le-Grand,



-406695-

moins l'Empire¹. Et désormais il est de tradition pour ces princes, représentant la seule vie autonome de la chrétienté d'Orient et soutenant ses efforts vers la délivrance, de s'entourer de secrétaires français et italiens, un peu marchands, un peu espions, de commander les livres français appartenant au mouvement de rénovation — et les évêques orthodoxes, comme Césaire de Râmnic, lisaient l'*Encyclopédie* —, de dépouiller aussi, pour l'information des maîtres constantinopolitains, les journaux qui commencent à paraître dans les capitales de l'Occident, de se distraire en examinant les instruments de physique et d'astronomie, comme ce pauvre jeune Callimachi, destiné à périr de la main du bourreau turc sur le Bosphore, de fonder des manufactures de drap et d'autres fabriques selon le nouveau devoir des princes, de régler enfin au profit du paysan les rapports économiques avec le propriétaire qui en dehors de la dîme —, et encore excepté les vignes et les vergers, — n'aura de son « hôte » laboureur que dix ou douze jours de travail par an, beaucoup moins qu'en « Europe ».

Les Monténégrins, gouvernés par un hégoumène de monastère portant le titre d'évêque, « vladika », mais n'en continuant pas moins les vieilles traditions des Tchnoïévitch, maîtres de la Zenta, avaient essayé déjà d'une révolte populaire contre les Turcs; « le petit Etienne » un aventurier qui prétendait être le Tzar Pierre échappé à ses assassins, n'avait fait, du reste, que donner une impulsion à une vie nationale, de caractère patriarcal, qui se cherchait une issue vers l'indépendance, cachée jusque-là dans les âmes.

Enfin la Morée vivait comme à part dans l'Empire, avec ses campagnes soumises à des spahis rétablis dans les maigres bourgs de la péninsule, avec ses janissaires titulaires — car c'en était maintenant la mode dans toutes les provinces —, mais aussi avec son clergé

¹ Voy. l'ouvrage cité de ce voyageur; Omont, *Missions scientifiques en Orient* et notre article sur Flachet dans les *Mémoires de l'Académie Roumaine*, année 1926.

respecté, sous des évêques qui étaient une petite monnaie des princes déchus, avec ses palicares, ses chevaliers-ban-dits, auxquels s'était adressé le Tzar Pierre lui-même, et ses armatoles, camarades des haïdoucs slaves, le fusil sur le dos et l'yatagan à la ceinture au fond des forêts ou dans les recoins des montagnes. Elle préparait un nouveau terrain propice aux incitations, aux conspirations et aux soulèvements, en un mot à la « révolution ». A Constantinople, où on n'en était pas à la première mesure de ce genre, tel chef de l'Eglise grecque ayant été pendu pour trahison dès le xviii^e siècle, un patriarche sera jeté aux Sept Tours, l'évêque de Larissa devant aller en exil¹.

Rarement vit-on une guerre aussi ridicule que celle qui commença pendant l'hiver 1768-1769. Le Khan Krim-Guirai, soutenu et conseillé par les Français, qui lui avaient envoyé même un consul permanent, s'était vanté d'amener Catherine prisonnière à Stamboul; il risqua une expédition manquée, dont il revint mourant. En tout cas, c'était un homme de guerre. Le Sultan n'en avait cependant aucun. Les hauts dignitaires, le Vizir Emin à la tête, qui devait expier un défaut général dans la société turque de l'époque, ne s'entendaient qu'à la lecture et aux dissertations. L'armée ottomane perdit son temps pendant le printemps et l'été suivant sur le Pruth moldave; sa composition était misérable : quelques Pachas d'Europe, de vrais souverains dans leurs provinces, étaient venus avec leurs contingents; ceux d'Asie, comme le terrible Dschezzar d'Acre, maître de la Syrie, celui d'Egypte, où Ali-bey, chef des mamelouks, paraissait songer d'un réveil de l'ère des Pharaons, s'étaient tout simplement abstenus; quelques janissaires, plutôt paysans et marchands, des Albanais, qui n'oubliaient pas tout à fait que, malgré l'Islam, ils étaient une nation, ne pouvaient pas donner du nerf à ce conglomerat informe, dont le principal attribut était la lâcheté. De leur

¹ Notre *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV. pp. 482-483.

côté, les Russes, d'une préparation insuffisante et retenus par les « dissidents » de Pologne, par Potocki, un « grand boïar », un *déli-boïar* pour les Turcs, se bornaient à des évolutions du côté de Hotin. Cependant, comme les Turcs, après une défaite, se rendaient tout simplement, en groupes, vers leurs foyers, il fallut bien que les généraux de Catherine avançassent. Les Moldaves étaient chaleureusement disposés à les accueillir, espérant consolider leur autonomie nationale sous la domination de forme de la Tzarine, dont la qualité rappelait de très anciens souverains impériaux de Rome. Hotin fut occupée, puis Jassy, où les Russes furent accueillis par les chefs du clergé et de la noblesse sous le signe de la croix d'Orient. Il ne fallut pas même l'avance des libérateurs sur la Valachie pour que les boïars de cet autre pays, deux Cantacuzènes et un Brâncoveanu à leur tête, prissent possession de Bucarest, envahie par une bande de volontaires, les *stoupaïs*¹. Les Roumains libres, les déserteurs albanais de la garde du prince moldave risquèrent même, aussitôt, une offensive, malheureuse, du côté de la forteresse turque de Giurgiu. En même temps, une flotte russe dont un des commandants était l'Anglais Elphinstone, — le prince Orlov, protecteur du trône qu'il venait d'établir, devant prendre plus tard le rôle d'amiral, — avait fait le tour par Gibraltar pour aller révolter les Grecs des îles et de la Morée.

A cette conspiration générale des chrétiens, qui correspond à ce qui se passait en Amérique, avec moins de moyens momentanés, contre les Anglais, la Porte — car désormais c'est d'elle, de cet ensemble anonyme, qu'on parlera, et non plus du Sultan — répondit par la « guerre sainte », par la levée en masse des fidèles, en vertu d'un fetva du moufti : donc dans cette Turquie, presque nationale, un autre phénomène populaire. Les nations commençaient à s'affronter les armes à la main.

Cette provocation au sentiment national ne resta pas absolument infructueuse, car, si l'Etat mourait, la race

¹ D'après le cri de guerre russe, sorti de lèvres étrangères.

était encore vivante. Il y eut quelques efforts en hiver, mais sans pouvoir ni reconquérir Bucarest, ni sauver Brăila, qui fut brûlée par les Russes. L'approche de la seconde armée ottomane, provoquant la concentration des troupes de l'impératrice en Moldavie, permit l'installation d'un nouveau prince valaque, mais de nouveau le lamentable spectacle d'une armée totalement incapable de combattre se présenta aux amis de l'Empire ottoman. Après la retraite précipitée des Turcs, non seulement Bucarest fut de nouveau occupée, puis Giurgiu et, en janvier suivant, aussi Craiova, mais toutes les places du Bas-Danube et Bender sur le Dniester; les Tatars du Boudchak offrirent humblement leur soumission. La Crimée sera facilement réduite en 1771. Dans les eaux grecques, la Morée ayant été déjà presque conquise, avec l'aide de la révolte des chrétiens, la flotte turque fut battue, chassée vers le golfe de Tchechéme et brûlée. On fut désolé à Pétersbourg de ne pas apprendre que les Dardanelles ont été forcées, car les prophéties annonçaient la restitution de l'Empire byzantin et il y avait des illusionnistes qui rêvaient de la possession des Iles Ioniennes, ainsi que, du reste, de la Transylvanie autrichienne¹. En Asie même, les princes du Caucase se soumettaient à Catherine et les soldats russes paraissaient sous les ruines de Kars.

En septembre 1770, l'empereur Joseph et Frédéric s'étaient rencontrés pour prendre une attitude. En juillet 1771 le premier avait déjà reçu la promesse turque qu'on lui céderait la Petite Valachie, s'il réussit à sauver cet Empire impotent, qu'on paraissait pouvoir détruire. En 1772 on négociait à Focşani sur la paix, et les Roumains, Moldaves et Valaques, s'y présentaient invoquant des privilèges fabriqués *ad hoc* pour réclamer le droit de vivre par eux-mêmes.

Ces gens, qui voulaient des « Académies pour les sciences, les métiers et les langues », étaient disposés à se

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, IV, p. 504.

réunir à la Pologne sous une suzeraineté turque, évidemment d'un autre caractère, ou même continuer en organisme particulier, sous la protection commune de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse même. Ils ne voulaient plus de Phanariotes à leur tête et demandaient que leurs devoirs envers la Porte soient strictement définis ¹. Echapper aux « tyrans » de Constantinople était le comble de leurs désirs, et, comme on savait que les Cours chrétiennes voisines travaillaient à la « liberté » de la Pologne, on voulait participer au même bonheur ². Les Tatars eux-mêmes, dont on avait improvisé une députation dans ce but ³, devaient jouir, d'après la prétention formelle de la diplomatie russe, du même privilège d'une entière « indépendance ». On ne parlait pas à Boston une autre langue politique; seulement il y avait un peu plus de sincérité.

Car on s'était arrangé pour le simple partage de la malheureuse République polonaise.

Dès 1771 ⁴ c'était une affaire que Frédéric avait mise en train avec l'Autriche dirigée par Kaunitz aussi bien qu'avec la Russie, où Catherine travaillait pour elle-même. On n'avait pas pu lui laisser à elle seule tout le pays largement envahi. Il ne s'agissait maintenant que de fixer les détails et, naturellement, de trouver le prétexte. L'attaque d'un aventurier français sur Cracovie, la capture en pleine rue de Varsovie du roi Stanislas par un parti de confédérés, qui finit par l'abandonner dans une forêt, ne paraissaient qu'avancer l'heure de l'intervention concertée. Pour Louis XV la Pologne n'était qu'un « gâteau » dont il paraissait désirer seulement le partage équitable ⁵.

On pouvait donc commencer « l'affaire ». Les premiers qui s'entendirent furent ceux qui n'avaient rien à ménager: Frédéric et Catherine. Le roi de Prusse s'arrangea

¹ Notre *Gesch. des rumänischen Volkes*, IV, pp. 181-182.

² *Gesch. des Osmanischen Reiches*, IV, p. 505.

³ *Ibid.*, p. 506.

⁴ Une première entrevue des deux princes à Neiss en août 1769.

⁵ De Broglie, *ouvr. cité*, II, p. 301-302.

de façon à avoir ses neuf cents lieues carrées de terre polonaise, mais sans Danzig et Thorn, alors que la Tzarine en prenait plus de trois fois autant (4 janvier-19 février 1772), et surtout cette « acquisition » était faite en Lithuanie, terre « russe » et orthodoxe, qu'Oginski avait essayé vainement de révolter. Marie-Thérèse, qui avait encore le dernier mot, mais pas la décision essentielle, que se réservait son fils, copie docile de Frédéric II, « philosophe » aux doigts crochus comme celui-ci, tarda quelque temps à se rallier au partage d'un Etat qu'elle avait paru protéger. Car c'est à Eperjes, dans sa Hongrie Supérieure, que fut, pendant longtemps, le camp de refuge des coréligionnaires combattant pour la cause catholique; c'est là qu'était venu le bizarre agent militaire de Choiseul, Dumouriez, escomptant de grands succès, et c'est de là qu'étaient parties ces expéditions, un moment heureuses, qui défrayèrent pendant longtemps la conversation des salons de Paris. Ses scrupules cédèrent enfin, et par la convention du 5 août suivant Marie-Thérèse gagna une portion presque aussi grande que celle de la Russie, portion que, du reste, l'impératrice, — qui avait « pris » depuis dix ans du côté de la Moldavie, tacitement, et qui se croyait sûre de la Petite Valachie, elle qui fera de sorte à avoir à la paix russo-turque au moins le beau pays de la Moldavie septentrionale, — tenait déjà occupée pour avoir la satisfaction morale qu'elle a procédé seulement sur la base de l'*uli possidelis*. Exhibant d'anciens documents et surtout des « déductions solides », allant jusqu'aux droits de l'ancienne Hongrie sur le royaume de Halitch, sa Galicie, elle s'installait à Lemberg-Lvów et allait sur la rive droite de la Vistule jusqu'à Sandomir. On avait supposé que le roi Stanislas pourra gouverner plus facilement ce qui restait de ses Etats ¹.

¹ Rulhière, *Histoire de l'anarchie en Pologne*, Paris, 1807, 4 vol.; De Saint-Priest, *Hist. du partage de la Pologne*; Arneht, *Geschichte Maria Theresias*, Vienne 1863-79; *Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau* (trad. française de Geoffroy, Paris 1874); Bilbassoff, *Geschichte Katharina II.*, Berlin 1897, I; *Katharina II. in ihren Memoiren*, Leipzig, 1918; de Broglie, *Marie-Thérèse impératrice*, Paris, 1892.

Les deux conventions furent mises en exécution en 1773. Une diète polonaise extraordinaire, que composaient les seuls délégués de la « confédération générale » formée par le roi, ratifia les « cessions » et consacra l'inviolabilité du régime « libre » (septembre) ¹.

Les confédérés n'existaient plus comme force militaire. Les armées des trois Puissances s'installèrent sans opposition. On entendait à peine la voix de protestation de ceux qui ne se trouvaient pas à l'abri au delà des frontières. L'opinion publique en France fut molle, les « philosophes » en restant à l'adoration, intéressée ou naïve, de leur collègue couronnée. Tout paraissait s'être passé dans l'ordre.

Les auteurs du partage considérèrent comme un acte d'affreux désordre, d'intolérable violence ce qui, au cours de l'année 1772, se passa à Stockholm, où une nouvelle constitution, logique et unitaire, s'inspirant des vrais principes, venait d'être imposée à un pays vivant jusque lors dans un régime d'« Etats » qui venait du moyen-âge.

Le petit-fils de la sœur du roi-héros Charles XII, le fils de Charles-Adolphe et de la sœur de Frédéric, Gustave III, avait passé comme prince héritier des mois à Paris, dans la société des « philosophes » qui l'inspirèrent pour son règne futur. Nourri de toutes les idées nécessaires pour une « révolution », il n'hésita pas à l'accomplir. Les querelles des partis, les intrigues des Russes le dégoûtaient. On lui avait imposé un serment qui était obligatoire après la glorieuse aventure et qu'il ressentit, lui, comme une humiliation. Il savait bien que la Russie était décidée à maintenir le « système » chez ces voisins aussi, mais parut ne pas trop s'en incommoder. Il était impossible de gouverner avec l'oligarchie des douze sénateurs, nommés par le roi d'après des indications, et qui avaient jusqu'au droit de convoquer la diète-tribunal devant laquelle seule ils étaient responsables. L'ambas-

¹ Une vraie diète ne donna son assentiment qu'en avril 1775.

sadeur de France ¹, de Vergennes, l'encourageait vivement à se défaire de cette étreinte russe. Il osa, et le dispersa. Le nouveau régime fut inauguré, dès avant le pacte américain, par une constitution, ainsi nommée : le Sénat perdait son droit de contrôle, mais les Etats restaient législatifs, bien que leur discussion fût limitée sur les propositions royales, et ils conservaient leurs attribution de voter le budget; un Conseil de dix-sept membres, contenant aussi les hauts dignitaires, assistait la couronne, qui, regagnant le droit de guerre et de paix, avait une partie du pouvoir législatif, le roi avec un seul conseiller formant la majorité.

Gustave se concevait en roi anglais, gouvernant avec son Parlement. Et, par ses mesures d'ordre économique, il prouva qu'il pouvait bien le faire ². Les idées françaises venaient de remporter encore un triomphe, et Voltaire vieilli osa chanter, contre l'opinion russe, le « sauveur d'un peuple libre ³ ».

Comme le projet paraissait d'un second partage d'Etat dans lequel Frédéric II aurait pris cette Poméranie qu'il faisait semblant de mépriser et la Russie aurait créé une « indépendance » finlandaise, pareille à celle des Tatars, la France officielle se mit en devoir de défendre les armes à la main le seul ami qu'elle conservait dans le Nord, mais le Danemark s'était depuis longtemps lié à la Russie. Au moins Dumouriez aurait été chargé d'une nouvelle action désavouée. Il y eut un moment où on crut pouvoir gagner l'Angleterre aussi.

Mais le parti militaire, qui dominait en Russie, par-dessus les graves soucis provoqués par la révolte du nouveau « Pierre III », le Cosaque Pougatschev, de ses ambitions, bien moscovites, dirigées vers Byzance, la

¹ Le roi Christian VII du Danemark, qui devait se séparer de son tout-puissant ministre réformateur Struensee et l'envoyer à l'échafaud; y parut aussi pour se faire valoir devant l'opinion publique française.

² Voy. Geffroy, *Gustave III et la cour de France*, 2 vol., Paris, 1867; Roman, *Mémoires historiques et inédits sur les révolutions arrivées en Danemark et en Suède pendant les années 1770, 1771 et 1772*, Paris.

³ Broglie, ouvr. cité, II, p. 324 et note 1.

politique de Catherine, ne se risqua pas à ce nouvel acte d'avidité, car, pris d'un élan belliqueux, d'une foi subite dans la victoire, les Turcs, auxquels on avait demandé les choses les plus inimaginables, venaient de rouvrir, sous un autre Sultan, Abdoul-Hamid, et un autre Grand-Vizir, les hostilités.

Cette fois encore, bien que seulement après de longues luttes acharnées, la fortune fut défavorable aux armes ottomanes. Les troupes concentrées du côté de Choumla et de Varna furent attaquées par les Russes de Roumientzov, qui employaient la voie de la Dobrogea, et battues. Le Vizir Mouhsounogli se trouva cerné par les ennemis dans Choumla. Il fallut négocier. Dans le petit village de Keutschuk-Kainardschi, près de Silistrie assiégée, fut conclu, le 17 juillet 1774, un traité qui rendait à la Russie Azov et Yénikaleh, Kertsch et Kilbourn, y ajoutant le territoire entre le Boug et le Dniéper et les deux Cabardies. Les Tatars, enfin « indépendants », n'avaient plus que des liens religieux avec le Sultan. Avec des privilèges étendus pour les principautés roumaines et les îles de l'Archipel, la Cour de Pétersbourg obtenait le droit de protéger ces coreligionnaires de l'Empire ottoman et de bâtir à Constantinople une église dans laquelle sera mentionné à la messe le nom du futur Tzar, considéré comme « Padichah », empereur. Le commerce de la Mer Noire devenait libre, et les consuls de Russie pouvaient être installés dans n'importe quelle localité des Etats du Sultan. C'était un peu moins que Constantinople, mais assez pour pouvoir se ménager à chaque moment un prétexte d'intervention, destinée à pousser plus avant l'œuvre de destruction de cette fondation politique délabrée.

CHAPITRE III

La révolution en France.

Vers la fin du règne de Louis XV, le hardi Dumouriez avait écrit qu'il « donnait l'an quatre-vingt pour la grande révolution du royaume », puis, se reprenant, il avait fixé la date de 1775 pour la « guerre terrible »¹.

C'était encore trop loin, car dès la mort, le 10 mai 1774, de Louis XV, pris par la vérole, on pouvait dire qu'avec ce qu'il y avait dans l'esprit de tout le monde, du moins de toute une nouvelle génération, le roi y compris, la révolution s'établirait au gouvernement de l'Etat, avec ses buts et avec ses méthodes.

« Je suis le roi de tous, grands et petits », avait déclaré le « sévère » au moment où il commençait « le règne de la philosophie » et de la « philanthropie », à l'encontre de la corruption royale, de la tyrannie ministérielle, des abus administratifs².

Les « réformes » éclatent aussitôt. Les paysans ne furent plus solidaires du paiement de la taille, le servage disparut sur les domaines de la couronne. Rien de plus naturel à une époque où le Portugal, gouverné par Carvalho-Pombal, exemptait d'impôt les terres défrichées et introduisait les écoles populaires, auxquelles un grand cœur, Pestalozzi, tout empreint de la sentimentalité de Rousseau, créait un enseignement d'amour. Avec Turgot comme contrôleur des finances³, avec celui

¹ Broglie, ouvr. cité, II, p. 351.

² Marquis de Ségur, *Au couchant de la monarchie. Louis XVI et Turgot (1774-1776)*, p. 81.

³ Il avait pénétré dans le Ministère conduit par le vieux Maurepas,

qui s'inspirait des nouvelles théories d'un Quesnel et d'un Gournay, de liberté de la circulation économique, il était tout indiqué d'autoriser le libre commerce des grains d'une province à l'autre. A la même date, la théorie était mise en pratique au Portugal, qui supprimait toute douane intérieure¹. Maupeou ayant été écarté au milieu de la joie du peuple, qui brûla dans la rue son effigie, les parlements reprirent leur activité. Vergennes, l'auteur de la révolution de Stockholm, était aux Affaires Etrangères. L'opposition du règne précédent s'installait sans retard au pouvoir. Ferney servait comme champ d'expérience pour les réformes futures sous le sourire, devenu doucement reconnaissant, de Voltaire. Les salons préparaient les lois du nouveau régime, et les dames faisaient fonction d'inspiratrices aux « bureaux d'esprit ». De tous les trônes conquis par le mouvement des idées, des encouragements venaient, chaleureux. C'était enfin un roi « d'opinion »².

L'œuvre sera continuée pendant les deux années suivantes. La corvée sera abolie; pour la construction et l'entretien des routes il y aura désormais un nouvel impôt, sur toutes les classes. On savait que « l'encyclopédiste devenu ministre » a tout un projet, ces « plans d'économie » tendant à révolutionner les différentes branches de l'administration et même les institutions fondamentales, la façon de vivre. Toute la « philosophie » applaudissait d'avance à ce renversement des valeurs. Pour le moment, le programme était très séduisant, le nouveau ministre ayant promis de rétablir la prospérité des finances sans nouveaux impôts et sans emprunts³. Mais l'impôt général proportionnel, sur la terre, commençait déjà.

« Je serai », avait prévu Turgot « craint, haï même, de la plus grande partie de la Cour, de tout ce qui sollicite

contemporain de Louis XIV, à la marine. Cf. Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*.

¹ *L'administration de Sébastien Joseph de Carvalho et Mélo, comte de Peyras, marquis de Pombal*, Amsterdam, 1789, 4 vol.

² Voy. Lacretelle, *Histoire du XVIII^e siècle*, IV, p. 347.

³ *Ibid.*, p. 352 note.

des grâces. » Il avait pensé aussi, dès le début au « peuple aisé à tromper ¹ ».

Mais déjà contre le nouveau Sully du Henri IV ressuscité ² la réalité, inintelligente ou haineuse, se dressait. Il y eut d'abord une révolte de prétendus simples paysans : la liberté du commerce des grains aurait provoqué çà et là la disette. Il y eut des scènes de jacquerie, que ne justifiaient ni la misère, ni l'oppression. Le roi fut désolé de voir qu'il paraissait n'avoir pas fait « le bonheur du peuple ». La confiance dans le ministre thaumaturge en fut ébranlée, et c'était, connaissant le tempérament timide, irrésolu du monarque, ce qu'on voulait. On vit Louis paraître au balcon de son palais de Versailles où l'appelaient les cris de ces salariés ou de ces égarés et leur faire un discours plein de promesses. Il y eut la répression, et tout cela finit par une généreuse amnistie. On était mécontent aussi dans les cercles de la noblesse des mesures que prenait le nouveau ministre de la guerre, jusqu'hier au service de Danemark, après avoir servi dans plus d'une armée étrangère, pour transformer une carrière qui donnait occasion de se manifester à tous les fils de famille, dans l'instrument mécanique et anonyme qui avait donné ses succès à un Frédéric II. La maison militaire du roi fut entamée, les mousquetaires y compris, et les regrets les accompagnèrent; ils déposèrent leurs vieux drapeaux dans l'église de Valenciennes, qui rappelait les conquêtes d'un roi-gentilhomme ³.

Lorsqu'il s'agit d'enregistrer au Parlement les six édits, dont celui de la corvée et un autre qui supprimait les jurandes et les corporations, « libérant » l'industrie et le commerce — ce qui était une profonde erreur, car on détruisait des formes organiques, auxquelles depuis des siècles s'était habituée la société française, — les magistrats, qui n'avaient témoigné nulle reconnaissance

¹ *Ibid.*, p. 353 note.

² *Ibid.*, p. 362. Mais au départ de Turgot on chanta :

On juge au renvoi de Sully.

Que nous n'avons plus d'Henri IV.

— En 1776 avait paru l'ouvrage d'Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

³ Lacroix, ouvr. cité, IV, p. 386.

de leur rétablissement, se refusèrent à l'enregistrement. Un lit de justice brisa cette résistance. Mais, le lendemain, accusés du déficit produit par les dépenses du sacre, les ministres « philosophes » s'en vont, d'abord Lamoignon de Malesherbes, puis Turgot aussi, contraint de démissionner. La reine Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse, avait affirmé pour la première fois sa volonté en provoquant ce geste.

La révolution en fut arrêtée. Elle ne devait pas l'être pour longtemps.

Turgot était tombé à cause du déficit; il fallait quelqu'un pour le combler, et on ne pouvait pas le trouver en France. Des préoccupations de politique extérieure s'ajoutèrent bientôt à ces difficultés, Louis XVI conservant les mêmes sympathies pour la « philosophie », dont il avait écarté au pouvoir les représentants.

Franklin arrivait à Paris comme envoyé de la nouvelle République des Etats-Unis, et il était l'objet de l'admiration générale, comme émule des sages de l'antiquité et comme mandataire d'un peuple libre qui, proclamant solennellement, dans la constitution de Massachussets, « les droits de l'homme », paraissait jeter un défi à tous les monarques. On savait que Locke lui-même avait donné la première constitution à l'un de ces Etats. Au moment où jurandes et corvées furent rétablies, on reconnaissait dans la nouvelle forme politique américaine le système inauguré par Rousseau dans son *Contrat social* : « l'homme libre » par naissance, s'organisant par des « conventions » librement consenties sans jamais abdiquer la liberté primitive, car « renoncer à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'homme »; « la force ne fait pas le droit »; elle ne crée que des situations qui ne sont pas « légitimes »; le « prince » c'est la totalité de la « cité », qui ne peut pas même être « représentée » par son « délégué » provisoire, son simple « gouverneur » royal. Lorsque le « peuple » est légitimement assemblé en corps souverain, toute juridiction du gouvernement cesse. La puissance exécutive est suspendue. On relisait

les termes mêmes du « Contrat » dans une déclaration, due en partie à Franklin, qui attribuait au même « peuple » le droit de « changer et d'abolir » une forme de gouvernement et d'en organiser, en vertu de son droit à la liberté et au bonheur, une autre.

Frédéric II lui-même applaudissait, Catherine aussi, à l'époque où Joseph II devait paraître à Paris incognito comme un Marc-Aurèle qui se rappelait cependant être royaliste. Le moment n'était donc pas trop favorable à une réaction au profit des classes privilégiées, et cette réaction, du reste, le roi ne la voulait à aucun prix. Tout en sacrifiant deux ministres qu'il avait considérés comme les réalisateurs de ses propres intentions, Louis entendait poursuivre par d'autres moyens le même but. Mais il fallait que celui qui sera ajouté à l'opportunisme de Maurepas fût avant tout un financier à toute épreuve.

Un banquier genevois s'était depuis longtemps établi à Paris comme représentant de sa patrie, puis comme syndic de la compagnie des Indes. Dans une discussion sur la liberté de commerce contre les économistes, il avait montré de la pensée et de la verve, et son Eloge de Colbert prétendait lui présenter un successeur. « Il tint le public en balance et se fit déclarer homme d'Etat à l'aide d'une « brochure ¹. » On se réunissait entre philosophes dans le salon de sa femme, qu'avait courtisée Gibbon, et une jeune fille se formait aux luttes de l'esprit qui sera M^{me} de Staël. De cet étranger de naissance on ne pouvait pas faire un ministre. On commença par le nommer directeur du Trésor. Sa modestie ne gênait personne; il ne prenait pas de place et n'appartenait à aucune faction. Dans quelques mois il avait la conduite du Ministère, occupé jusqu'alors, après le frivole Clugny, par un simple prête-nom. En attendant le coup de théâtre du « Compte-rendu », imprimé en 1781 pour dénoncer les dépenses exagérées de la Cour : 704 millions par an, il réduisit le budget des pensions, mit l'ordre dans les fonctions, simplifia le système de perception.

¹ Voy. Lacretelle, ouvr. cité, V, p. 27-28.

Mais il n'était pas pour rien un adepte de la « philosophie », ¹ et le courant réformiste était là pour le pousser dans la voie des grands changements. Necker y était d'autant plus disposé que, son ambition à part, qui, pour être lourde, n'en était pas moins grande, sa Genève à lui devait lui paraître une forme de gouvernement de beaucoup supérieure au régime français. A cette époque une lutte acharnée s'y continuait entre les vieilles familles et les nouveaux venus, qui demandaient leur part dans la conduite de la petite République. Les « natifs », car c'est ainsi qu'on appelait les intrus, avançaient par dessus l'acte de pacification de 1734 et la contrainte de l'intervention militaire française sous Louis XV. Le grand Conseil général s'imposait à la place des assemblées plus restreintes des oligarques. Rousseau avait participé de sa plume à cette intéressante querelle qui lui avait arraché les belles pages de sa « lettre de la montagne ». « Représentatifs » et « négatifs » n'en poursuivaient pas moins leurs discussions, au cours desquelles on arriva à demander un « Conseil National ». Dès 1774, on combattait dans la rue, les démocrates s'étant organisés par « cercles », capables d'attaquer.

Nourri de ces souvenirs, le nouveau ministre ne renouela pas, il est vrai, ces « municipalités » de Turgot qui devaient culminer dans la « grande municipalité », mais il créa les assemblées provinciales, auxquelles était confiée la charge de s'occuper des impôts et même de certaines matières judiciaires. Il eut la satisfaction de voir que, en Dauphiné, le parlement soutint la nouvelle institution et que l'assemblée du Berri réussit à remplacer la corvée par un impôt général sur la terre, sans qu'il y eût eu d'opposition. La résistance des privilégiés, se valant du Parlement de Paris, était ainsi tournée.

1. Bientôt paraîtront les *Essais historiques sur la nouvelle constitution des Provinces unies de l'Amérique septentrionale* et la brochure de Mirabeau, *Des lettres de cachet et des prisons d'Etat. La Réforme du clergé en France* demandait la confiscation des biens de l'Eglise. Cf. Stourm, *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*, Paris, 1885, 2 vol.

On continuait à la Cour la même attitude de tolérance à l'égard de ce réformateur mitigé dont la banque d'es-compte, fondée cependant par Turgot, s'appuyant sur des banques privées, rendait de bons services. Il avait su se gagner les emprunts même de l'étranger. La « philosophie » se contentait du peu que lui donnait cet homme d'affaires. Elle avait offert, en 1778, un dernier triomphe à Voltaire, qui mourut à Paris le lendemain des applaudissements, Rousseau disparaissant trois mois plus tard dans sa solitude. On paraissait s'entendre entre gens qui au fond n'étaient pas différents, d'autant plus que la noblesse envoyait, avec Lafayette et de Fleury, les premiers volontaires aux États-Unis, où ils se rencontrèrent avec les vaincus de la révolution polonaise, un Pulawski, un Kosciuszko. Enfin le traité de commerce et d'amitié de février 1778 reconnaissait les États-Unis comme Puissance indépendante, bien que sans aucune provocation formelle contre l'Angleterre irritée.

L'opinion publique en demandait plus : la guerre.

Le commerce français avait commencé à entrer en rapport avec ces Américains, auxquels avait été interdite jusqu'alors toute relation commerciale avec l'étranger. Les financiers qui applaudissaient le « système » de Necker espéraient d'une action militaire victorieuse, avec la délivrance des mers, de grands revenus de douanes pour le Trésor. La flotte française avait été refaite par Sartines, et Saint-Germain avait fabriqué une armée à la prussienne. Il y avait même entre les mains du Ministère assez d'argent emprunté pour faire les frais des futures expéditions. Les succès du général Howe contre les milices américaines, dont les chefs se jalousaient, ne faisaient qu'irriter l'impatience des esprits jusqu'à ce que la capitulation du général Burgoyne au Canada, à Saratoga (octobre 1777), ranima les espérances.

En avril, la guerre était donc déclarée à l'Angleterre, et le premier combat naval eut lieu en juin, sans que les résultats de la campagne de début eussent pu répondre aux attentes fiévreuses d'une nouvelle génération, qui,

après s'être plongée follement dans le luxe et les plaisirs, désirait se signaler d'une façon plus mâle et plus noble. On apprit même la perte de Pondichéry. L'île de la Dominique fut prise aux Anglais, mais on avait perdu aussi celles de Saint-Pierre et Miquelon, de Sainte-Lucie. On ne s'entendait pas trop avec les « chers et loyaux » amis d'Amérique, qui venaient de reprendre Philadelphie. Le commerce français se ruinait, et déjà des reproches s'adressaient à une noblesse incapable même à la guerre.

L'intervention de l'Espagne, qui avait fait d'abord office de médiatrice, ne donna pas, en 1779, une allure plus vive à cette guerre de revanche. L'idée de la descente en Angleterre s'évanouit. Gibraltar résista. Il n'y eut pas, jusque si tard que 1782, d'attaque contre Port-Mahon. Oubliant presque la cause américaine, qui sera menacée de ruine en 1780 par les succès de Clinton, on se contentait de maigres succès dans les Antilles; la prise de Grenade étant considérée comme une grande victoire nationale. Parfois les hostilités dégénéraient dans des entreprises de flibustiers.

L'Angleterre se chercha une victime dans la Hollande, dont le stathoudérat, rétabli au profit de la Maison d'Orange, comme organe héréditaire, pendant les guerres de Louis XV, s'appuyait cependant sur l'alliance anglaise. Pour des motifs futiles, la guerre fut déclarée à la république en décembre 1780. La flotte anglaise attaqua aussitôt les possessions hollandaises aux Antilles et dans la Guyanne.

Necker voulut dégager sa responsabilité. Il avait amené le changement des ministres de la marine et de la guerre, lorsqu'il dénonça par son « Compte-rendu » l'origine des difficultés financières. L'opinion s'en préoccupa plus que des vicissitudes d'une guerre qui l'avait désillusionnée. Les pensionnaires de la Cour, l'entourage des frères du roi et surtout du comte d'Artois, dont la dissipation avait scandalisé Joseph II, s'en offusquèrent. Leur réponse fut la chute du ministre assez hardi pour dire publiquement ce dont depuis longtemps tout le

monde se doutait (mai 1781). On oublia tout à Paris pour accompagner de regrets la retraite de celui qui avait osé s'en prendre aux grands coupables. Presqu'au même moment, Turgot mourait avant d'avoir atteint la cinquantaine et Maurepas finissait avec sa vie le régime de l'hésitation entre l'ancien régime et les réformes.

Les grands succès du comte de Grasse aux Antilles, la capitulation du général anglais Cornwallis devant les Américains, puis, l'année suivante, le succès de Minorque, les combats sous Gibraltar, les vicissitudes de la guerre dans l'Inde, où Haïdérali de Mysore laissa son héritage à son fils Tippto-Saïb, l'ami des Français, n'eurent pas le don de détacher en France l'attention des préoccupations intérieures.

En Angleterre, pendant tout ce temps, le Ministère, qui refusait d'admettre l'indépendance des Etats américains, avait été battu en brèche, malgré les efforts de Pitt mourant, par l'opposition libérale. Une nouvelle génération, radicale, s'y était formée, dans d'autres principes que ceux de la tradition. On osait parler, dans le pays de « l'égoïsme sacré », d'une instance supérieure, qui est celle de « l'humanité ». Le passé était employé seulement à faire voir combien Washington et Jefferson, Franklin et Adams correspondaient à un Hampden et à un Penn. La guerre fut conduite sans aucune haine, presque sans aucune passion contre la Maison de Bourbon, sous laquelle on voyait toute une société de sentiments identiques à ceux qui animaient les whigs. Dans ces cercles de plus en plus influents, on allait presque jusqu'à la considérer comme une querelle entre les deux gouvernements.

Des opinions révolutionnaires se manifestaient déjà par delà l'opposition constitutionnelle. A côté de Wilkes et par-dessus son agitation, un Payne, un Price faisaient retentir d'autres appels à la conscience des masses populaires. A Londres même on respirait l'air enflammé qui annonce la tempête des soulèvements.

Georges II céda à la poussée, de plus en plus forte, qui se dirigeait contre une politique aux conséquences catastrophales. Le Ministère fut changé. Rockingham qui avait osé assimiler la perte inévitable de l'Amérique rebelle à celle de la Normandie et de la Guyenne, Fox, le plus furieux des assaillants contre la politique de résistance, Burke, le penseur qui en ce moment manifestait les mêmes croyances, Shelburne, le duc de Richmond, le jeune Pitt eurent, en mai 1782, l'héritage. Malgré la mort du chef du gouvernement et la retraite des meneurs radicaux, Pitt persista dans ses intentions, courageusement pacifiques. La faillite menaçante du royaume l'y poussait.

On commença par s'entendre avec l'Amérique. Le traité signé le 21 janvier 1783 reconnaissait le territoire occupé par les anciennes provinces comme formant « des Etats libres, souverains et indépendants », à la seule condition de la liberté de navigation sur le Mississipi. Le jour auparavant avaient été signés les préliminaires de la paix entre l'Angleterre, d'un côté, et la France, l'Espagne et la Hollande, de l'autre. Les Français regagnaient Saint-Pierre et Miquelon et conservaient Tabago, Sainte-Lucie et le Sénégal; la possession de la Minorque et de la Floride occidentale était reconnue à l'Espagne. La Hollande, qui devait faire des cessions, retarda de quelques mois la signature de ce traité de paix.

La guerre avait fini; c'était le tour de la « philosophie » politique. Necker fut le premier à répondre au désir de l'opinion publique ¹.

Dans son nouvel ouvrage, *Sur l'administration des finances*, publié en 1784, il proposait de remplacer tous les vieux impôts enchevêtrés, vingtièmes, taille, capitation, douanes, gabelle, droit sur les tabacs, « grosses fermes », « fermes générales », « régie générale », domaines,

¹ Cf. Charles Gomel, *Les causes financières de la Révolution française, les Ministères de Turgot et de Necker. Les derniers contrôleurs généraux*, Paris, 1893.

timbre, taxes, postes, messageries, monnaies, loterie, don du clergé, revenu des fonctions, accises, rachat des corvées, par cet impôt unique qui était déjà dans le programme de Turgot : l'impôt sur les terres à côté de la capitation personnelle ¹. On lut avec avidité ce large exposé, dont douze mille exemplaires s'écoulèrent en un mois, pendant que Calonne, auquel, après l'intermezzo d'un Joly de Fleury et d'un Ormesson, le comte d'Artois avait procuré l'administration des finances, se lançait à cœur-joie, — bien que sans froisser les réformistes, car, il pensait lui-même à une vie parlementaire, à une assemblée nationale, mais dans un plus lointain avenir, — dans les petits expédients, destinés à masquer la dissipation quotidienne, le gaspillage au profit d'une Cour entourée maintenant du prestige de la guerre heureuse. « L'argent », disait-il au roi confiant, « abonde dans le royaume, le peuple n'a jamais eu plus de moyens de travail. Le luxe réjouit ses regards, parce qu'il met ses bras en activité. » Le ministre, applaudi par toute une Cour flattée et payée, croyait pouvoir offrir au roi et à son entourage des maisons de plaisance et des jardins; il payait les dettes princières². Dédaignant « l'inepte parcimonie », il montrait la France, les colonies en plein essor vers une prospérité inconnue jusqu'alors. Un semblant de progrès matériel paraissait lui donner raison; le pouls des affaires, fiévreux, était présenté comme preuve d'une grande vitalité financière, et les dettes de la guerre furent liquidées par des emprunts nouveaux.

Pour entamer cependant la grande question des changements qu'il jugeait, lui aussi, être inévitables, Calonne, devenu le principal ministre du règne, désirait éviter ce Parlement toujours difficile aux enregistrements, hargneux aux lits de justice, dans lequel s'imposait de plus en plus cet esprit, incorporé dans l'ambition d'un Espréménil, qui croyait pouvoir transformer une pareille

¹ La guerre d'Amérique avait coûté 50 millions livres sterling (Young, *Voyages en France*, Paris, 1882, p. 366).

² Gomel, ouvr. cité, II, pp. 102 et suiv., 237 et suiv. — Calonne fit répondre à Necker par un pamphlet de persiflage.

institution dans une Chambre à l'anglaise. Consulter séparément les différentes classes lui paraissait risqué, étant donné leurs motifs de mécontentement. Henri IV s'était bien trouvé d'une assemblée des notables, en 1596, Richelieu aussi en 1626; pourquoi n'en essaierait-on pas au moment où les passions paraissaient, après le grand effort national, s'être apaisées?

En décembre 1786, l'assemblée fut donc convoquée, à l'insu des courtisans qui n'en appréciaient pas l'utilité. Dans la liste, dressée par le roi lui-même, il y avait des princes, des nobles de la Cour et de la province, des chefs de l'Eglise, des magistrats, des hauts fonctionnaires (trente-huit), le prévôt des marchands de Paris, des maires, çà et là quelques députés de la noblesse et du clergé et du tiers-état, mais seulement douze et pour les seuls «pays d'Etat», alors qu'auparavant l'Assemblée était élue par les trois ordres et par les Parlements : deux représentants du Tiers-Etat se trouvaient devant six de la noblesse et quatre du clergé, et encore beaucoup des bourgeois y étaient-ils seulement à cause des fonctions qu'ils remplissaient. Les séances s'ouvrirent en février de l'année suivante, à Versailles, avec un discours de Louis, qui ne manquait pas d'invoquer «le chef de sa branche dont le nom est resté cher à tous les Français». Il proposait comme objet des délibérations, destinées du reste à ne donner que des conseils à un souverain qui avait déjà pris sa décision, des nouvelles sources de revenus, «une répartition plus égale des impositions», et un régime plus libre du commerce. De son côté, Calonne n'hésita pas à parler, dès le commencement, de l'impôt unique sur toutes les classes, impôt qu'il voulait en nature. Etaient signalés «les abus» et condamnés «les antiques préjugés». On avait adopté tout le programme de Turgot et de Necker : suppression des corvées, remplacées par une taxe, assemblées provinciales, élus pour la répartition de l'impôt. Personne ne pouvait trouver prétexte à se plaindre, car cette main large à donner avait cueilli de toutes parts.

Les deux principaux points du programme, ceux pour lesquels s'était passionnée l'opinion publique furent cependant, d'une façon ou d'une autre, rejetés; on s'en prit au Ministère qui les avait proposés, et Calonne, qui avait perdu par la mort de Vergennes un appui important, eut le sort des prédécesseurs réformistes qu'il avait invoqués. On lui avait imputé le déficit d'une centaine de millions qu'il révélait. Il partit en dénonçant au pays les privilégiés récalcitrants ¹.

Après sa chute, due surtout au clergé, on modifia le projet de l'impôt sur la terre et celui du timbre. Le roi présidait à cette séance du mois d'avril 1787. On l'accueillit assez chaleureusement, par gratitude pour avoir cédé. La corvée, la gabelle furent cependant abolies; on admit la libre circulation des grains; on approuvera « la nouvelle forme dans l'administration », c'est-à-dire les administrations « provinciales »; un emprunt de soixante millions sera accordé. La Fayette lança même la proposition d'une Assemblée nationale, et, comme le comte d'Artois demandait si cela signifie les Etats-Généraux, il risposta : « Oui, Monsieur, et même mieux que cela ² ». Le chef de l'opposition, Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, fut nommé bientôt (mai) « chef du Conseil des finances ».

Mais les mandataires des notables, qui se séparèrent sans avoir décidé sur les principes, se plaignaient contre leur facilité à abandonner les privilèges. L'opinion publique, analysant les conditions dans lesquelles devaient s'effectuer les réformes, se montrait froide à leur égard. C'était au fond ce qu'il peut y avoir de plus inquiétant dans la vie d'une société : la crise de confiance. Brienne hésitait à faire décréter les réformes. Le Parle-

¹ Gomel, ouvr. cité, II, p. 309.

² *Ibid.*, p. 336. L'archevêque-ministre pouvait formuler cette conclusion : « Vous avez pensé que la nation était une. Vous avez en conséquence abjuré toute distinction lorsqu'il serait question de contribuer aux charges publiques » (*ibid.*, p. 339). Il promettait la double représentation du tiers dans les assemblées (*ibid.*, p. 340). D'où cette conclusion d'opinion publique : « Les notables ont montré que la Nation existait encore » (*ibid.*, p. 343).

ment enregistrait à regret des édits qu'on lui présentait avec timidité. Devant celui du timbre, porté gauchement le premier, il prononça nettement sa décision de combattre, par rancœur de se voir ravir le privilège de la réforme; on se buttait à la difficulté qu'on avait voulu éviter. La garde des sceaux avait commis l'erreur de permettre au Parlement d'ouvrir la guerre sur une taxe impopulaire qui rappelait la révolution d'Amérique¹. Ainsi se vérifiait cette prédiction d'une brochure anglaise de 1777 : « Votre gouvernement sera examiné, jugé et condamné d'après les principes qu'on professe à Philadelphie et qu'on appliquera dans votre capitale ² ». Il fallait donc livrer bataille au Parlement ³, qui se croyait être représentant unique des aspirations de la nation, tout en restant ennemi de toute atteinte aux privilèges sur la base desquels il vivait lui-même.

L'opposition, conduite par l'ardeur étourdie de d'Esprémenil et de la « faction américaine », rencontra aussitôt l'adhésion enthousiaste de tous ceux qui avaient des lectures dans le domaine de la politique et qui brûlaient de jouer un rôle, des classes entières même : avocats, étudiants et l'immanquable Basoche, qui avait déjà prédit la révolution au roi précédent. Les pairs avaient été plus d'une fois froissés par les faveurs bruyantes de la jeune Cour, que conduisait une reine désireuse de jouer le premier rôle, comme l'avait fait à côté de François de Lorraine Marie-Thérèse à Vienne; ils se réunirent à cette coalition entretenue par les applaudissements des salons. Parmi la multitude ignorante et indisciplinée, qui se rappelait trop les émeutés pour le pain et le voyage à Versailles, des agents semaient l'argent, et on accusa publiquement le richissime duc d'Orléans, qui portait à travers ce monde de mécontents et d'illusionnés la nonchalance de son ambition incapable.

Dans la discussion prolongée surgit de nouveau l'idée

¹ Lacretelle, ouvr. cité, VI, p. 174. Cf. Gomel, ouvr. cité, p. 11 et suiv.

² Lacretelle, ouvr. cité, V, p. 83.

³ Sur sa composition et l'esprit différent des jeunes et de leurs collègues plus âgés ; Gomel, ouvr. cité, II, p. 347 note.

des Etats généraux¹, sans qu'on les eût demandés auparavant, sauf le Parlement de Besançon. Pour tous ceux qui pensaient que rien n'a de valeur qu'à la condition que la nation elle-même soit à la source, c'était tout naturel. La solution correspondait bien à ce qui se trouvait au fond de toutes les âmes. On finit par l'adopter comme la mesure qui devait nécessairement venir après les troisièmes remontrances du Parlement; une commission fut même élue pour les préparer, mais en même temps la théorie anglaise et américaine était établie par vote de l'assemblée: que seuls les Etats-généraux ont le droit d'admettre les impôts.

Le roi eut l'énergie d'imposer par un lit de justice (août), non seulement la taxe sur le timbre, mais aussi cette subvention territoriale que redoutaient les classes privilégiées. Conformément à la nouvelle théorie, dès le lendemain le Parlement déclara l'enregistrement forcé un attentat. Le comte d'Artois fut hué lorsqu'il se rendit à la Chambre des aides et à celle des comptes pour faire savoir la volonté de son frère; le comte de Provence, considéré comme frondeur, eut un meilleur accueil.

Le Parlement fut envoyé en exil à Troyes², mais le cours de la justice en resta suspendu. Les difficultés du règne de Louis XV revenaient, mais cette fois sans personne pour les maîtriser. Maupeou, tel qu'il avait été, en devenait regrettable.

Loménie de Brienne, qui s'était fait attribuer la qualité de « ministre principal », plus tard aussi le siège de Sens, amena le roi à résipiscence à l'égard de ces rebelles punis. Il abandonna les deux impôts pour un simple « second vingtième », promettant de recourir plus tard à la nation pour le nouveau système financier. A Paris, on reçut en triomphe les « champions » de la liberté qui revenaient. Louis parut en novembre au milieu de l'assemblée pour demander la faculté d'un grand emprunt, et

¹ On publia le discours qui finissait par ce vœu.

² Surtout pour éviter des manifestations populaires à l'occasion de la procession coutumière le jour de l'Assomption (Gomel, ouvr. cité, II, p. 370).

on avait cru qu'elle passerait si on réunissait cette demande à celle de rendre aux protestants les droits civiques. Excités par le duc d'Orléans, qui considéra la séance royale dans laquelle Louis avait paru sans l'apparat officiel, comme un lit de justice, le Parlement se montra pourtant difficile à traiter. Le roi imposa l'enregistrement, et il exilera le prince factieux. Car après son départ on avait déclaré nulle la transcription de l'emprunt, « la délibération ayant été incomplète ». La séance avait continué après le départ du souverain, qui ne l'avait pas levée ¹.

On avait pensé à réduire le pouvoir du Parlement par la création de « six grands bailliages », avec quarante-sept tribunaux à côté, et par l'attribution du droit d'enregistrement à une « Cour plénière », de composition restreinte. On s'en aperçut, et l'assemblée menacée de cette déchéance, en protestant et en affirmant qu'elle déposera devant la violence ses pouvoirs entre les mains du roi, mais de la nation aussi (« des Etats généraux et de tout le royaume »), renouvela son opinion sur les droits de ces Etats généraux et rappela au souverain qu'il doit gouverner « par des lois fixes et établies ». D'Eprémèsnil et un collègue furent arrêtés, mais au milieu du Parlement, qu'ils avaient pu prévenir, et devant une foule menaçante, prête à la rébellion. Le lendemain, il y eut lit de justice à Versailles et, pour regagner l'opinion, une réforme du code criminel y passa aussi (8 mai 1788).

On préparait l'exécution d'un projet de nouvelles Cours de justice. Mais la « nation », partout réveillée, ne le permit pas. Elle se déclarait pour les parlements de province, qu'on venait de casser, et allait jusqu'aux dernières violences contre un pouvoir discrédité.

En Bretagne, la noblesse se déclarait gardienne de son parlement, taxait « d'infâmes » ceux qui consentiraient à le remplacer, invoquait « les lois constitutionnelles de la province » et envoyait à Louis une députation formelle, qui à son arrivée fut arrêtée. Les officiers d'un régiment

¹ Sur la résistance des assemblées provinciales, *ibid.*, p. 417 et suiv.

pirent ouvertement une attitude d'opposition. A Paris on promena par les rues comme un symbole le berceau du bon roi Henri. En Provence on attaqua les dépôts de grains. En Dauphiné il y eut des scènes révolutionnaires. Encouragés aussi par le spectacle de ce qui s'était passé à Genève, où les « cercles », imités des « clubs » anglais, avaient levé des barricades en 1774 et avaient repris la lutte contre les privilégiés en 1781, demandant l'abolition du servage, où enfin les Conseils, auxquels on avait dénié la souveraineté, avaient lancé une protestation inspirée par la doctrine de Rousseau ¹, non seulement les paysans et la multitude de Grenoble recoururent aux moyens de violence pour défendre la liberté, mais les notables de la province se rassemblent d'eux-mêmes, à Vizille, en juin 1788. Ils demandent, étant donné que les « Français ne peuvent être imposés sans leur consentement », les Etats généraux avec la représentation double du tiers, comme dans les assemblées provinciales de Necker. Des théories y étaient proclamées comme celles que « les droits des hommes dérivent de la nature seule et sont indépendants de leurs conventions », le roi n'étant que « le dépositaire des forces publiques », les « municipalités étant nées avant la monarchie »; le Dauphiné lui-même avait « une loi fondamentale aussi ancienne que le royaume ». La multitude, hommes et femmes, attaque les troupes royales ². A Paris même, au retour du Parlement, il y aura des scènes hideuses, la plèbe attaquant dans la rue les « royalistes » et se moquant cruellement de leurs souffrances; la police sera pourchassée, on brûlera les corps de garde; l'hôtel de l'archevêque de Sens, tombé du pouvoir, y sera envahi. Il fallut tirer sur les maraudeurs, vomis par les quartiers de misère de l'immense ville. Et le Parlement finit par acquitter les amis compromettants ³.

¹ Voy. aussi Henry Fazy, *Les Constitutions de la République de Genève*, Genève, 1890.

² Ville de Grenoble, *Documents historiques sur les origines de la Révolution dauphinoise*, Grenoble, 1888.

³ Voy. *Introduction aux révolutions de Paris, dédiée à la nation*, 1790.

Tout autour, les principes de Rousseau, mis en pratique par les Américains, déclanchaient les révoltes.

En Hollande, le stathouder, Guillaume V, mari de la sœur du nouveau roi de Prusse, après la mort, le 17 août 1786, de Frédéric II, conservait les idées que lui avait inculquées son tuteur allemand, le duc de Brunswick; son royal beau-frère de Berlin l'incitait à fonder une vraie monarchie sur les ruines d'un système constitutionnel usé, qui ne le tolérait que comme magistrat héréditaire. Or, un parti républicain s'opposait à ces tendances d'usurpation. Les Etats essayèrent de donner des ordres directs à l'armée pour entrer librement au palais. Des bandes populaires furent payées alors pour se tourner contre les « révolutionnaires ». La Hollande alla jusqu'à déclarer déchu un prince envahissant. Guillaume avait dut partir, et, lorsque sa femme, décidée à tout braver, chercha à entrer à la Haye, où l'attendait l'ambassadeur d'Angleterre, elle fut arrêtée (juillet 1786). Malgré le geste français d'annoncer un camp à Givet, le duc de Brunswick envahit la Hollande, se saisit d'Utrecht, où s'était réfugié le prince allemand qui commandait les troupes des Etats, et d'Amsterdam, et rétablit l'autorité du jeune Guillaume (septembre-octobre 1787). Les vaincus se réfugièrent à Paris et furent entretenus par le gouvernement d'un roi autour duquel grondait la révolution ¹.

Dès le commencement de cette même année 1787, Joseph II apparaissait en grand réformateur de ses Etats héréditaires, qu'il gouvernait seul après la mort, en 1780, de sa mère. Il abolit le servage et ravit au clergé catholique ses pouvoirs traditionnels, contraignant le faible Pape lui-même à lui faire une visite d'hommage, au cours duquel on le vit sourire devant les manifestations pieuses de la population. Ainsi il avait provoqué, à côté, une autre révolution. Le créateur de l'Autriche, d'après le modèle de la monarchie prussienne et de celle de la Russie nouvelle, en négligeant ces privilèges provinciaux

¹ Pierre de Witt, *Une invasion prussienne en Hollande en 1787*, Paris, 1886.

sur lesquels avait reposé jusqu'alors la vie des Etats héréditaires, n'entendait guère se laisser dominer par ses sujets, quel que fût le caractère historique de leur patrie. Il avait espéré faire de la Bavière une terre autrichienne et il n'avait cédé que devant l'opposition armée de Frédéric II avançant sur la Bohême (1778-1779) et grâce à la médiation de la France et de la Russie (traité de Teschen); il avait voulu imposer à la Hollande, en 1784, la libre navigation de l'Escaut et il alla, ici encore, jusqu'au seuil d'une guerre, empêchée par la même diplomatie française (juin 1785); il avait brisé enfin, l'esprit d'indépendance des Hongrois, favorisant même les paysans roumains de Transylvanie, révoltés sous Horea, en 1784; de ses Pays-Bas il avait voulu faire, un moment, un royaume d'Austrasie pour l'Electeur palatin, qui lui aurait cédé la Bavière. N'y ayant pas réussi, et devant les retenir, il tenta de les avoir au même titre que ses autres possessions. Une insurrection à Bruxelles en 1785 n'avait fait que le confirmer dans sa résolution.

En janvier 1787, la constitution provinciale fut donc abolie, le pays partagé en cercles; un gouvernement établi. Le rationaliste, adversaire des « prêtres », remplaça le séminaire de tradition par une école presque laïque du clergé; des impôts décrétés frappèrent toutes les classes. Un soulèvement éclata aussitôt, et l'empereur parut céder, mais les germes d'une vraie révolution étaient jetés, et elle devait éclater en janvier 1789, dans le Brabant et le Hainaut, sous la conduite d'un prêtre, van Eupen, d'un avocat, van der Noot.

Dès le mois d'août, par un revirement foudroyant de sa politique timide, le roi de France — puisqu'on l'appelait par ce nom — annonça les Etats-Généraux pour une date plus rapprochée que 1792; ils devaient s'ouvrir le 1^{er} mai 1789. Aussitôt, la faillite étant déjà à demi proclamée, la paix fut faite avec Necker comme sauveur des finances définitivement compromises par l'archevêque. Les notables furent de nouveau convoqués en octobre pour décider des conditions dans lesquelles seront

élus des représentants de la « nation »¹. Chaque bailliage devait élire dans les « assemblées primaires », composées de tout Français âgé de vingt-cinq ans, les électeurs qui donneront les députés, d'après la population, mais, aussi, pour affirmer le but de la convocation, d'après la participation aux dépenses du royaume; les électeurs avaient l'obligation de présenter des « cahiers de doléances ». La pensée du nouveau ministre des finances était connue; en vain le Parlement, du moins au début, et la majorité des notables se déclarèrent-ils pour une représentation égale des trois ordres, en vain les princes envoyèrent-ils des remontrances; le tiers eut donc le double de députés que les deux autres ordres.

L'assemblée préparatoire finit ses travaux, et l'agitation électorale commença, enthousiaste, du radicalisme le plus effréné, pendant qu'une mauvaise politique des grains soulevait les villes et les campagnes de France. Le texte des « cahiers », généralement semblable, parce qu'influencés de source inconnue, contenait aussi beaucoup de croyances divergentes. Il y en avait contre les grandes usines, qui brûlent les haies, contre les chaussées, qui prennent la matière première, contre les machines, qui ont « désœuvré beaucoup de monde », contre l'importation d'Angleterre, contre les privilèges de Marseille, etc. On se réunissait cependant pour demander l'abolition du servage et des droits féodaux, des douanes intérieures, pas aussi celui des associations industrielles, la disparition des intendants royaux, une nouvelle division du pays d'après la population et l'assiette des impôts, l'unification des poids et même des monnaies, l'égalité à l'impôt, une meilleure justice; les nobles voulurent que la Bastille, où on jetait par simple ordre du roi certains des leurs pour des questions de famille, cessât d'être une prison presque secrète; certains désiraient pouvoir faire le commerce. Mais on allait aussi, tout droit, aux plus hardies des revendications politiques : *caisse nationale*

¹ On avait projeté aussi une simple « Cour plénière ».

autonome, « inaccessible à toute influence du pouvoir exécutif », périodicité des Etats. On recommandait à l'assemblée qui devait bientôt commencer ses débats « de consulter les droits de l'homme ». Une fois il est question de l'« alliance » avec la royauté, « alliance » qui doit être renouvelée sur une autre base ¹. On parlait plus clairement dans l'avalanche de pamphlets. Rappelant ce qui s'était passé en Dauphiné, tel de ces écrits, que le public dévorait, faisait l'éloge des « plus grandes idées de justice et d'ordre public descendues des montagnes ¹ ». Il n'y a pas de Constitution, s'écriait, après Turgot, Mounier, qui avait pris ses leçons de Genève, « il n'y a pas même de lois, il faut que le peuple crée l'une et les autres ». La noblesse était invitée à reconnaître qu'elle serait « plus grande à la tête d'une nation libre et bien constituée que dans les forteresses de ses aïeux ou dans les antichambres des Couis ² »

Par l'acte de convocation du 24 janvier 1789, qui dépassait le programme financier et semblait indiquer vaguement un travail constitutionnel ³, Louis XVI admettait qu'il « a besoin de (ses) fidèles sujets pour établir... un ordre constant et invariable et toutes les parties du gouvernement intéressant le bonheur de (ses) sujets et la prospérité du royaume ». C'était abdiquer

¹ Cf. *ibid.*, pp. 426 et suiv., 428, 432, 454-455; de Poncins, *Les cahiers de 1789*, Paris, 1887; Boiteau, *Etat de la France en 1789*, Paris, 1889; *Cahiers des différents baillages*; Roger Picard, *Les cahiers de 1789 et les classes ouvrières*, Paris, 1910; Lesort et Sée, *Cahiers de Rennes*, Paris, 1909 et suiv., ceux publiés par Babeau, Loufchisky, Wahl, Champion; Chassin, *Elections et cahiers de Paris en 1789*, Paris, 1889, 4 vol.; Sée, dans la « Revue historique », année 1910; Levasseur, *Histoire des classes ouvrières avant 1789*, Paris, 1903, *depuis 1789*, Paris, 1903; Germain Martin, *Histoire de l'industrie en France avant 1789*, Paris, s. d.; *La grande inaustrie en France sous le règne de Louis XV*, Paris, 1900; Mathiez, *La question sociale en 1789*, Paris, 1905.

² *Suite de l'écrit intitulé « Les Etats généraux, convoqués par Louis XVI »*, p. 7, 28. Cf. Rocquain, *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution*, Paris, 1878; Brette, *Documents relatifs à la convocation des Etats généraux de 1789*, I, Paris, 1878.

³ « Proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité de notre royaume et le bien de tous et chacun de nos sujets. »

l'ancienne royauté et en demander, assez humblement, qu'on lui en confère une autre, toute différente de principe.

Le 4 mai le descendant d'une longue et glorieuse série de rois se trouvait face à face avec son maître multiple, anonyme et inexorable.

CHAPITRE IV

L'agonie de la royauté française.

Dès avant la réunion des Etats une atmosphère s'était formée à Paris qui permettait au radicalisme le plus avancé d'afficher ses prétentions et d'imposer ses mesures de réforme intégrale.

Pendant qu'à Marseille la rue grondait, dans la capitale, éprouvée par un très rude hiver qui laissa dans un seul quartier ouvrier, celui de Saint-Antoine, vingt à trente mille malheureux à secourir¹, sur une population totale de 500.000 habitants², il y eut une émeute contre la grande industrie : une fabrique de papiers peints étant assaillie et pillée.

On n'accordait pas assez d'attention au fait, significatif, que les électeurs parisiens ne se séparaient pas, s'organisant en commune et se cherchant des forces. Le règne des « Démosthènes » à un écu par tête³ et de ceux qui n'étaient récompensés que par la satisfaction de leur vanité commençait. Le 4 mai, le roi, la reine, les princes prirent part avec les mille six cents députés à une procession solennelle. Elle n'impressionna pas. Le lendemain Louis fit son discours devant les « représentants des Français ». Il impressionna encore moins. Le désir qu'il témoigna, le seul, fut qu'on lui donne des conseils pour réformer les finances. Or, des dizaines d'années auparavant, ce fin et cruel observateur qu'était le duc de Saint-

¹ Schlosser, *Histoire du XVIII^e siècle*, II, p. 42, note 2.

² Young, ouvr. cité.

³ Gomel, ouvr. cité, II, p. 633.

Simon, avait écrit : « Assembler les Etats-généraux pour les consulter et ne pas vouloir qu'ils prononcent ce serait une inconséquence, une dérision qui révolterait les esprits¹ ». En ce moment, la philosophie n'était que dans les livres; elle était maintenant dans les âmes, dans toutes, les seigneurs n'ayant pas confiance plus que le roi lui-même dans leur droit, aux curés, qui s'abonnaient, comme le lointain évêque roumain de Râmnic, à l'*Encyclopédie*.

Les gens voulaient visiblement agir d'eux-mêmes. Tout conseil leur était un désagrément, toute directive une injure. Un féroce désir d'égalité les torturait : n'avaient-ils pas été élus de la même façon et pour le même but? Y a-t-il plus d'une nation? Déjà les cérémonies initiales de la réception les avaient blessés². Ceux du tiers ne voulaient à aucun prix siéger à part. Le vote par tête, qui était aussi dans les intentions du ministre, tout-puissant dans son impuissance, formait leur premier point de programme. Déclarés indispensables pour la réforme des finances, qui n'était pour eux qu'un chapitre, et le moins important, de la réforme générale, ils se refusaient à travailler autrement.

Les actes suivants se succédèrent par une logique qu'auraient pu détruire seules les baïonnettes des gardes françaises, mais les officiers rêvaient de libertés américaines et les soldats, mêlés aussi aux associations de franc-maçons, n'avaient pas plus de respect pour leurs supérieurs nobles que les nombreux curés de l'assemblée pour leurs collègues évêques.

Les deux ordres privilégiés ne voulaient pas être dès le début de bons frères pour leurs cadets. Les « questions générales » seules devaient être traitées ensemble, ce qui, tout de même, était quelque chose. Le 29 mai il y eut une interruption dans les discussions sur ce point : le roi les fit reprendre. Puis tout à coup la résolution la

¹ Voy. aussi, Marmontel, *Mémoires, Régence*, éd. de 1804-1805, p. 42.

² Barère de Vieuzac, *Point du jour ou résultat de ce qui s'est passé aux Etats-généraux*, Paris, 1790.

plus extrême, habilement ménagée par les intéressés, s'imposa. Le tiers, des « communes », ayant vérifié tous les mandats et ayant réuni quelques curés, se déclara, le 7 juin, « Assemblée nationale »¹, ouvrant les portes aux retardataires du clergé et de la noblesse. Il invoquait hautement l'exemple des Etats-Unis et assimilait Louis XVI au roi d'Angleterre². On disposait des impôts, on formait les comités : bref, on gouvernait. Le clergé, curés en tête, était pris d'enthousiasme et se « réunissait ». A la séance royale, annoncée aux rebelles pour mettre fin à l'agitation, leur intimant de cesser leurs discours, ils répondaient, passant de la salle des Menus Plaisirs à celle du Jeu de Paume, — une ironie en égard à la tragédie qui commençait — pour tenir leur séance « nationale » et se lier par un serment comme ceux qui avaient servi à fonder la liberté des Etats-Unis, dont la copie est évidente. Comme on avait lu dans Rollin l'histoire de l'antiquité romaine et que les figures de Plutarque hantaient les esprits à une époque où le Collège des Jésuites était fondé sur cela, l'âme des grands républicains de jadis paraissait animer les combattants d'une nouvelle lutte contre les « tyrans ».

Le 22 juin Mounier faisait donc déclarer à une assemblée qui se considérait comme souveraine, — le roi n'étant que le mandataire, — qu'elle entend donner une Constitution à la France, c'est-à-dire, car la valeur de la conception territoriale avait disparu, aux Français, considérés en dehors de leurs traditions, de leurs mœurs, de leur histoire et de leur race, comme exemplaires quelconques de « l'humanité ». La séance royale du lendemain fut pitoyable; elle ne servit à rien. Louis avait cru pouvoir interdire à l'Assemblée, renvoyée aux « chambres » des trois ordres, toute discussion sur la propriété, sur les droits des privilégiés, sur la forme de la Constitu-

¹ Proposition d'un obscur député de la Lorraine, approuvée par le meneur du moment, Sieyès. Déjà en mai on connaissait cette intention du tiers état de se déclarer lui seul la nation (Vaissière, *Lettres d'aristocrates*, p. 10; Louis Madelin, *La Révolution*, Paris, 1920, p. 47 et suiv.).

² Madelin, *ouvr. cité*, p. 51. Cf. le premier volume de *La Révolution française* par A. Mathiez (Paris, 1922).

tion à donner aux prochains « Etats »; il présentait un programme personnel de réformes qu'il qualifiait de « différents bienfaits qu'il accorde à ses peuples ». Il y avait dedans, dans tout un article, l'impôt égal, la liberté individuelle, le vote des contributions par les Etats et aussi la menace que, si on l'abandonne, « seul il fera le bien de ses peuples »¹.

Il n'y avait pas moyen de s'entendre. « Voudrait-on nous assimiler à une assemblée de notables? », écrivait un des principaux meneurs, Mirabeau, homme de grand talent, qui avait toute une réputation à refaire, dans le journal qu'il intitulait *Lettres à ses commettants*. Le tiers, sans la noblesse, bien entendu, même sans le clergé, qui cependant revint, refusa, à l'instigation de ce manieur d'hommes, de quitter la salle après la séance, qui devait être dans les intentions de la Cour la dernière des trois Etats réunis². Les députés s'y refusaient, les soldats ne marchaient pas contre eux; le roi fit le geste las de l'abandon. Il ordonna à la noblesse d'abdiquer, en attendant sa propre abdication. Les rebelles s'étaient engagés à servir contre quiconque parmi eux déserterait au devoir qu'ils s'étaient imposé; la première loi les déclarait inviolables. Le 27, le roi admettait donc formellement que devant lui il n'y a qu'un seul corps représentatif et que ce corps a un caractère constitutionnel. Le 9 juillet ce caractère s'était affirmé par un vote solennel. Le royaume avait un souverain qui n'était plus le roi de France.

Le système de Necker était tombé. Son auteur pouvait s'en aller. La Cour amena dès le 11 juillet sa démission et il dut partir le lendemain. Ce fut le prétexte qu'on employa à Paris, déjà préparé pour la révolte par les nouveaux journaux d'agitation, dont le *Courrier de Provence* de Mirabeau. Les électeurs censuraient dès le mois de mai les décisions du Conseil royal : en juin cette

¹ *Archives parlementaires*, VIII, pp. 143-145 ou le recueil de Buchez.

² Beaulieu, *Essais historiques sur les causes et les effets de la Révolution de France*, Paris, 1801-1803; Paganel, *Essais critiques sur la Révolution française*, Paris, 1810.

« Assemblée du tiers état de la ville de Paris » se déclara permanente. Il y eut soixante districts correspondant à la distribution des électeurs. Leur union se créa sous le prétexte de conserver contre les brigands une force militaire en armant la bourgeoisie et les masses populaires. Le même 11 juillet l'Assemblée refusait, indignée, la proposition d'aller siéger à Noyon ou à Soissons, le roi se rendant à Compiègne. Le 13, prétextant la menace des troupes, la grande ville était en pleine anarchie : la Bastille, — depuis longtemps indiquée, plutôt sans raison, car c'étaient des nobles qui y faisaient contrition, à la haine des masses, — fut attaquée en désordre par une majorité de brigands et conquise sur les quelques invalides et Suisses qui la gardaient. Les gardes françaises, transformées en public pour les réunions en plein air, les Suisses mêmes s'étaient dirigés contre les dragons qui avaient fait leur apparition. Des têtes furent portées en triomphe sur des piques, celle du prévôt des marchands, entre autres, tué à l'Hôtel de Ville ¹.

La victoire, facile, fut aussitôt organisée. Pour donner à la révolution un caractère de modération, l'Assemblée envoya ses délégués pour s'informer et arranger les choses; on chanta le *Te Deum* à Notre-Dame pour les scènes affreuses.

Le « maire » de Paris, qui n'en avait pas eu, fut un illustre mathématicien, Bailly; le chef des troupes qu'on intitula « garde nationale » l'ancien combattant pour la liberté américaine La Fayette, qui se voyait déjà un Washington français à la tête de ses « milices ». Avec de pareils maîtres de sa capitale effervescente, où on s'affolait pour les cocardes tricolores, surgies instantanément, Louis XVI, qui avait cru devoir se reconforter au sein de l'Assemblée, pouvait se permettre le luxe inutile d'un dernier voyage dans sa « bonne ville de Paris ». Il y eut des acclamations sur son chemin, et son âme douce en fut profondément troublée. Il ne manquait que le rappel de Necker pour redevenir « populaire » : il ne tarda pas. Le ministre exilé vint prendre sa part de l'hommage qui

maintenant, quand tout le pouvoir était ailleurs, ne signifiait rien.

Il put apprendre, le matin du 5 août, que les représentants de la nation, effrayés par les nouvelles pressantes du sac général des châteaux par les paysans mêlés d'éléments louches, avaient abattu d'un seul coup de cognée le vieux chêne de tous les privilèges. Le 13, les créateurs d'un nouvel ordre de choses acclamaient dans le roi, pris, innocemment, du même enthousiasme, le « restaurateur de la liberté française » : en lui prenant le droit de veto aux résolutions des assemblées futures on ne croyait pas avoir touché à ce que le droit révolutionnaire pouvait lui accorder. A la France on offrait, après d'assez longs débats, la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, qui achevait le chapitre américain du grand changement.

En octobre aussi, sous l'impression des démonstrations imprudentes faites avec la cocarde blanche, à la fête des gardes du corps, en présence du roi et de la famille royale, les masses affamées par le désordre général, s'improvisant en armée révolutionnaire, femmes en tête, qui portaient des trophées sanglants au bout des piques, venaient détruire le nid réactionnaire de Versailles en amenant Louis, la reine, insultée et menacée de mort, leurs enfants à Paris, et dès le 12 du mois, l'Assemblée, protégée par les forces populaires, y transporta ses séances ¹. Au milieu des menaces Louis, qui avait jusque là hésité, dut faire la déclaration qu'il « accepte purement et simplement les articles de la Constitution et la déclaration des Droits de l'homme que l'Assemblée nationale lui a présentés ». Tout cela avait l'air d'une affaire parfaitement arrangée et mise en exécution par des manieurs sachant manœuvrer les passions populaires, la haine et l'envie des masses ignorantes.

Depuis ce moment il n'y a en France qu'une ville, Paris, dans Paris une seule force : la Commune ², et une

¹ Mathiez, *Les journées d'octobre*, dans la « Revue historique », 1898-1899.

² Voy. Sigismond Lacroix, *Actes de la commune de Paris pendant la Révolution*, Paris, 1894-1914.

seule direction : celle des « amis du peuple », comme le médecin Marat, hideux nain pervers, dont le journal dépassait en violence excitant au meurtre tout ce que jusqu'alors avaient pu dire le *Courrier de Provence*, celui de Versailles, celui de Brabant, rédigé par un jeune énergumène, le *Père Duchesne*, les *Actes des Apôtres*, l'*Orateur du peuple*¹ et autres pamphlets pareils.

La popularité de Necker n'est plus même un souvenir ; on le voit avec indifférence s'en aller pour toujours. La mort de Mirabeau, en avril 1790, ravit à la Révolution le seul maître qu'elle aurait pu avoir ; les députés doivent être retenus de force à l'Assemblée, où commence à dicter Maximilien de Robespierre, représentant d'Arras, qui avait un passé d'avocat sans verve et de poète sans talent, ayant chanté même les gloires de la monarchie. La Fayette est resté trop marquis pour qu'on suive le vide de son éloquence et l'éclair de son épée américaine. Le Club Breton de Versailles, où se rassemblaient les députés d'une province dont la noblesse et le clergé n'avaient pas voulu élire aux Etats généraux, devint à Paris, dans les salles du couvent de Saint-Jacques, « le club des jacobites » ou « jacobins », où il y avait une assemblée perpétuelle à côté de l'autre, et plus puissante qu'elle. Les autres clubs, même, plus tard, celui logé chez les Cordeliers, dominé par Danton, en furent effacés et annulés. Etre affilié aux jacobins, qui avaient étendu leur organisation, celle des « Amis de la Constitution », de la « liberté » et de « l'égalité », sur tout le royaume, c'était participer au seul pouvoir réel.

Les éléments appartenant à l'ancienne noblesse, à l'intellectualité, Lameth, Barnave, Dupont, l'abbé Siéyès, qui avait proclamé les droits du tiers-état, s'étaient même retirés, ou on les avait contraints de partir. L'Assemblée avait délibéré, en janvier 1791, au milieu des hurlements de la foule ameutée. Dans ses Tuileries, le roi, qui parle encore comme s'il régnait, reçoit les ministres

¹ Avant 1789 le journal le plus populaire avait 20.000 abonnés (Gomel, ouvr. cité, II, p. 352, note 1).

qui ne gouvernent pas, les partisans qui lui conseillent la fuite à l'imitation de son frère cadet et des princes déserteurs du trône assailli; il assiste aux discussions prolongées d'une Constitution qui ne sera terminée qu'en septembre 1791.

Tout ce qui appartenait au passé tombe sans distinction, à une époque où on détruira les archives comme rappelant un régime détruit. Il y aura à la place des provinces de caractère historique des districts tirés au cordeau et portant des noms géographiques qui ne disent rien; des cantons comme en Suisse seront superposés à des municipalités, « des communes », bornées aux lisières des seules villes. L'Eglise modèlera ses évêchés d'après cette nouvelle distribution du territoire, et la justice aussi, les Parlements, arrêtés dans leurs actions dès le commencement, ayant été payés de cette façon pour la préparation du régime. L'administration centrale sera représentée par un grand Conseil d'Etat, composé de deux cent quatre-vingts membres, un corps administratif lui étant ajouté. Il n'y aura, bien entendu, aucune distinction entre les citoyens dont est chef ce roi auquel on voulait interdire les titres de « Sire » et de Majesté, mais on demandera à l'électeur actif un impôt : on créera pour un revenu de trois jours de travail l'électeur de première classe, il en faudra dix pour être délégué à élire, un marc d'argent et une terre pour être élu, clause remplacée par une autre condition de propriété ou d'usage de la propriété pour les seuls électeurs. Tout pouvoir, même celui sur les âmes, viendra de la « nation » par voie électorale. Les compagnies de commerce disparaissent, chacun étant libre d'entreprendre ce qu'il veut dans les conditions qui lui plaisent.

On a prêté un nouveau serment en février 1790, au simulacre monarchique, qui, de son côté, s'est de nouveau engagé envers cette Constitution non encore terminée. On l'a présenté au « peuple » à la festivité de la Fédération, en juillet suivant, une foule énorme venue de tous les départements, se pressant, au son des musiques,

dans la vaste enceinte du Champ-de-Mars, et il sourit, ayant au moins l'illusion que, pour avoir tout sacrifié et tout oublié, on l'aime. Il n'y a que la conscience religieuse du prince sans pouvoir qui résiste encore. Or on a créé un nouveau clergé, sous l'impulsion d'un évêque de naissance noble, celui d'Autun, Talleyrand, qui s'ouvre par des actes de détachement envers la tradition une grande carrière au gré de tous les pouvoirs. Il faut être, sans égard à la dépendance envers Rome, dont on confisquera, on « réunira » les possessions en France, d'abord citoyen, citoyen ayant prêté le serment, et puis « ministre du culte » ; ceux qui ne sont pas « assermentés » devront être poursuivis et punis.

Alors le roi ose s'échapper, vers la forteresse de Montmédy, mais, tandis que son frère aîné trouve le chemin des Flandres autrichiennes, lui il est reconnu en chemin et ramené en prisonnier ¹.

Ses attributions, strictement déterminées, lui seront provisoirement retirées. Des articles sont votés qui prévoient l'abdication mécanique et la mise en accusation du souverain qui violerait son serment sur la Constitution ou ne s'opposerait pas à un mouvement militaire « contre la nation ». Lorsque, la Constitution lui étant apportée en procession, il l'accepte, c'est de fait une nouvelle royauté, qu'on installe, sans rien de ce qui jusque-là, dans le passé et dans le présent, avait soutenu l'autre.

La France, devenue « la province », n'accepte pas facilement ce renversement complet de l'ancien ordre de choses. Trop d'intérêts étaient douloureusement pris dans ces ruines. Dans le Béarn, dans l'Artois, on avait refusé d'élire à l'Assemblée à cause des conditions nouvelles contenues dans le décret de convocation apparemment révolutionnaire. A Toulon, à Marseille ainsi qu'à Bordeaux, à Montauban il y eut des soulèvements dont on ne connaît pas assez le caractère. Les protestants

¹ *Relation du départ de Louis XVI. Mémoire du roi ou déclaration de Sa Majesté à tous les Français et l'adresse de l'Assemblée Nationale aux Français à l'occasion du départ du roi.*

voulurent s'organiser séparément, et il y eut une fédération catholique du côté de l'Ardèche. On constate de timides essais de protestation de la part des Parlements supprimés. Il y eut un dernier tressaillement de vie dans les autonomies provinciales centralisées. Mais les Jacobins étaient là pour dénoncer et poursuivre, et une haute Cour de justice fut établie pour juger ces crimes envers la « nation » dont les coupables représentaient trop souvent les instincts les plus tenaces et les penchants les plus honnêtes. En 1790 on en était arrivé ainsi à créer une nouvelle organisation de la France, la seule réelle, quels que fussent les titres inscrits sur l'enseigne, en se « fédérant » d'après ses intérêts, aussi selon le hasard. Et ces fédérés étaient venus à Paris lors de la grande fête apportant au roi les souvenirs de la dynastie pour se jeter aux pieds de celui qu'ils retenaient encore leur maître en vertu de la tradition ¹.

La Révolution de Paris avait une atmosphère tout autour. Dès avant la réunion des États, en janvier 1789, Genève avait pris les devants. Il y eut de nouveau les « cercles » défendus, les membres du Petit Conseil devant être élus par le peuple; les « natifs », les immigrés qui comptaient quatre générations, furent admis à la cité; il y eut déjà à ce moment une milice bourgeoise.

Aux Pays-Bas, la révolution, un moment apaisée, avait repris, assombrissant les derniers jours de Joseph II, le réformateur autoritaire, l'égalisateur philanthrope qui ne connaissait que deux systèmes : celui du changement complet ou de la renonciation à des projets contrariés.

Après les troubles provoqués par les mesures concernant les séminaires, il y eut, en mai 1789, quand les États-généraux ouvraient à grand fracas leurs séances « héroïques » à Paris, dissolution des États du Brabant. Des chefs populaires surgirent aussitôt, prêtres, avocats : un Van der Noot, un Van Eupen, un Vonck. Sous l'influence des décisions parisiennes, sous celle des nom-

¹ Madelin, ouvr. cité, p. 129-131; Mathiez, ouvr. cité, I, p. 91 et suiv.

breux émigrés se trouvant à Bruxelles, le Brabant, ayant formé la confédération de Bréda, proclama son indépendance, sous la forme républicaine (octobre). Cependant le duc d'Orléans, qui n'espérait plus la couronne dégradée de la France, se fit charger d'une mission à Londres pour voir si on ne l'accepterait pas comme « stathouder » ou prince de cette nouvelle « liberté »¹. On s'intéressait à Paris aux Etats Belges — ici encore, le passé romain dominait les esprits — qui venaient de se former. Il y eut une armée, qui, battue à Gand, réussit à en chasser les généraux autrichiens. Des négociations furent nouées avec la femme de Guillaume d'Orange et, par cette princesse prussienne, avec la Cour de Berlin. En décembre, il n'y avait plus d'Impériaux dans les limites du nouvel Etat, et les « statistes », les défenseurs du régime des Etats, paraissaient avoir gagné la partie. La « République unie », fondée en toute forme le 11 janvier 1790, comprenait aussi le Limbourg.

Ici comme en France il y eut cependant plusieurs tendances. Contre les « statistes » travaillèrent, alléchés aussi par les promesses du nouveau souverain de droit, Léopold, frère de Joseph, les aristocrates, alliés aux familles autrichiennes et se partageant souvent entre leurs châteaux et les palais de Vienne. Les « vonckistes » regardaient du côté de la France plus que les adhérents des deux autres chefs, qui tenaient à un isolement national sur la base de traditions différentes. Ils étaient en minorité, et les radicaux, qui ne voulaient rien entendre, préparaient la prochaine chute d'une république qui n'avait pas, comme la France révolutionnaire, pour soutien l'effervescence d'une grande nation².

En Pologne même, le comité permanent, dont jusque-là s'était servi Poniatowski, fut écarté au profit de la diète, qui tendait de plus en plus à devenir une Assemblée nationale, et on demandait au roi de se rappeler le passé glorieux pour rééditer les exploits d'un Jean Sobieski.

¹ Gomel, ouvr. cité.

² Voy. Vonck, *Abrégé historique servant d'introduction aux considérations impartiales sur l'état actuel du Brabant*.

Mais, malgré les députations des peuples enchaînés, jusqu'aux nègres qui se présentaient devant l'Assemblée de Paris et suscitaient l'enthousiasme des tribunes pleines d'inoccupés, malgré les déclarations de cette Assemblée qu'elle entend travailler pour tout le « genre humain », il n'y eut pas encore d'écho dans d'autres pays. Si on s'embrassait dans la rue à Pétersbourg après avoir appris ce qui s'était passé en mai 1789 à Versailles, ceux qui faisaient le geste noté par l'ambassadeur de France, Ségur ¹, n'étaient que les membres nombreux de la colonie étrangère.

¹ *Mémoires*, III

CHAPITRE V

Les monarchies et la Révolution.

Ce qui se passait en France n'avait pas manqué de soulever l'intérêt attentif des princes qui conduisaient en ce moment les monarchies européennes.

Il n'y en avait un qui eût désapprouvé en théorie l'idée des réformes. La plupart étaient eux-mêmes gagnés, mais surtout pour d'autres Etats que les leurs, par les nouvelles conceptions des pouvoirs politiques. Tel, comme Gustave III, avait déclaré dès 1778 à ses Etats, dans lesquels était resté beaucoup de l'ancien esprit oligarchique, par son « acte d'union et de sûreté », décrété après l'arrestation d'une trentaine des chefs de l'opposition, qu'il veut l'« égalité démocratique », « la nation également libre aux droits égaux », la participation plénière de la bourgeoisie aux affaires ¹. Frédéric II avait critiqué sévèrement l'attitude de la Cour de France, peu intelligente de ses intérêts, mais n'oubliant pas d'ajouter un peu son crédo « philosophique ». Catherine avait montré seulement de l'inquiétude, provoquée par l'insuffisance du roi ². A Vienne, les frères de Marie-Antoinette n'avaient pas montré de l'empressement à donner des conseils. Les premiers émigrés, en Angleterre, Calonne à côté d'Eprémèsnil, à Bruxelles, sur le Rhin, en Italie, même en Sardaigne, qui avait donné deux princesses à la France, ne furent guère encouragés. La grande question pour l'Europe centrale et orientale, par répercussion

¹ Voy. aussi Ségur. *loc. cit.* p. 296 et suiv.

² *Ibid.*

aussi pour les autres, était, dès la fin de l'année 1787, la nouvelle guerre déclarée par la Porte, rassasiée d'insultes et de conspirations, à la Russie, contre laquelle s'était dressée aussi la Suède de Gustave III, entré comme un nouveau Charles XII en Finlande.

La Porte ne pouvait pas admettre que ses coréligionnaires tatars fussent détachés pour toujours de l'Empire, et elle employa donc tous les prétextes fournis par le droit de protection religieuse pour s'immiscer dans les affaires de cette Crimée indépendante, où des Khans rivaux, Sahib et Sélim, d'un côté, et Devlet, puis, surtout, Chahim, de l'autre, ayant chacun l'appui d'une des Puissances rivales, combattirent bientôt pour le pouvoir. Les Russes, qui occupèrent Pérécop, finirent par se loger en maîtres dans la péninsule, comme ils l'avaient fait en Pologne, et c'était certainement une violation cynique de l'acte de 1774. Le capoulan Hassan fit aussitôt son entrée dans la Mer Noire, avec une flotte imposante. Malgré les garanties offertes par le traité que le Réis-Effendi lui-même déclarait confidentiellement ne vouloir pas appliquer, un prince de Moldavie, jadis prisonnier à Pétersbourg, où son fils était élevé à l'école militaire, Grégoire Ghica, fut « exécuté » dans sa propre capitale par un émissaire du Sultan. Les consuls de l'impératrice travaillaient dès 1782 dans les principautés roumaines pour les préparer au sort du pays tatar envahi, et les « hospodars », avec leurs boïars, s'habituèrent au goût des insultes de chaque moment.

Cependant on s'était entendu à Aïnali-Kavak, en 1779, pour réduire au minimum les droits du « calife » en Crimée, où Chahim organisait de nouveau le régime européen, pour admettre le pavillon russe dans l'Archipel, où les relations avec les Grecs agités étaient strictement interdites, pour nouer des liens de commerce et donner une plus large interprétation à l'immixtion religieuse de la Russie dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman. Le Sultan avait sollicité vainement un appui en Europe chrétienne contre la lente pénétration

de l'influence russe sur tous les terrains. Les Turcs avaient dû céder à Marie-Thérèse en 1775 la belle « Bucovine »¹ moldave, dont le modeste nom, inventé par la diplomatie autrichienne, recouvrait toute une grande province. Ils espéraient s'être gagnés ainsi une protection permanente contre la Russie. Mais dès 1780 Joseph II, qui n'avait pas encore hérité de sa mère, allait trouver Catherine II à Mohilev, et le partage de la Turquie alimenta, au milieu des cérémonies officielles, la première conversation entre le roi des Romains, désireux de détacher la Tzarine de l'alliance prussienne, et celle qui se considérait comme la future héritière de Constantin-le-Grand à Byzance. Joseph fit des démonstrations à la frontière pour appuyer son impériale amie, lorsqu'elle rétablit Chahim dans son « empire » envahi par un frère que soutenait la Porte. Après une nouvelle confirmation de la paix, en 1783, qui fut payée du côté des Turcs par de nouvelles cessions. Catherine reçut l'hommage de la « nation tatare », qui renonçait à son indépendance. Elle daigna les annexer solennellement et, douloureusement, de nouveau la Porte acquiesça.

L'alliance avec Joseph, qui devait avoir la Serbie et la Bosnie lorsqu'il y aurait à Constantinople un empereur russe et un roi russe de la « Dacie » à Jassy et à Bucarest, avait été déjà dûment conclue et ouvertement déclarée. La France même pensait à Candie, un ancien rêve. Vienne osait déjà demander la Petite Valachie. La catastrophe, dont les détails avaient été arrangés, fut retardée par les affaires de Hollande.

Mais un nouvel esprit guerrier avait fini par se réveiller chez ces Turcs abreuvés d'humiliations. Des campagnes victorieuses contre les rebelles de Syrie et d'Égypte, les begs mamelouks, l'avaient nourri¹. La Russie était mêlée aux affaires de la Géorgie, s'asservissant le roi Héraclius, des Lesghiens, de la Perse même, où des querelles de parti avaient été habilement suscitées et entretenues, faisant du Chah une espèce de Stanislas-

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, p. 33.

² *Ibid.*, p. 56 et suiv.

Auguste ou de Chahim. Or, l'islamisme, plus fort que l'organisation ottomane dégénérée, résista, alors que les ministres de Constantinople se faisaient un devoir de céder. Les succès des chefs lesghiens, un prêtre, un « imam », Mansour, échauffèrent les esprits des Turcs. Un Grec des îles, brave et entreprenant, plein de confiance dans l'avenir de l'Empire, un ami du « victorieux » capou-dan devenu comme le prince d'un royaume de la Mer, où les Grecs devaient être ses esclaves, Nicolas Maurogénis, fut établi comme gardien de la frontière autrichienne en Valachie. Tout cela annonçait la guerre. Catherine répondit à ces provocations par le grand défi des festivités de Cherson sur la « voie de Byzance », dans la compagnie du co-partageant de la Turquie, l'empereur d'Occident.

Leur entrevue excita partout en Europe le plus grand intérêt. De Ségur accompagnait de son esprit et de ses compliments la marche triomphale de l'impératrice ; il y avait dans la compagnie les ambassadeurs de l'empereur lui-même et du roi d'Angleterre, dont le commerce était cependant essentiellement intéressé au maintien de la Turquie. Le roi de Pologne parut incognito devant son ancienne amie qui l'avait dépouillé d'une partie si importante de ses Etats. Patiomkine, l'amant de Catherine, déployait devant sa souveraine et maîtresse les splendeurs orientales de sa principauté de Tauride, où il introduisait, avec une superficialité devenue proverbiale, les bienfaits de la civilisation. Joseph parut très discret sous son nom d'emprunt et presque timide, désirant plutôt s'effacer. Il erra aussi parmi les rués paisibles de la résidence des Khans détrônés. Cette mélancolie d'un empire détruit dut le toucher ; il revint de cette parade de la Sémiramis moderne avec effroi : « cette femme est exaltée », dit-il après l'avoir entendue parler des fantasmagories qu'elle projetait dans le plus prochain avenir.

Déjà un prince de Moldavie élevé en Russie, le poète Alexandre Jean Maurocordato, avait paru donner par sa fuite inopinée dans les possessions de Catherine le signal

de la guerre. A Constantinople on sentit bien d'où venait l'impulsion. Le régime des consuls était insupportable : plutôt tout risquer qu'abandonner le pouvoir entre les mains de ces proconsuls insolents. Toutes les anciennes blessures saignèrent ; on répondit à la dernière injure en réclamant la Crimée. L'ambassadeur russe fut jeté aux Sept Tours, avec les matelots des vaisseaux séquestrés. A la fin du mois d'août de cette année 1787, le Sultan annonça aux Puissances amies qu'il ouvrait les hostilités contre un Empire dont les actes d'usurpations n'en finissaient plus ¹.

Mais le parti militaire, qui employait le savoir et les talents d'un St Rémy, d'un Aubert, d'un Toussaint, d'un Kaufer, d'un Dureste, d'un le Roy, d'un Lafitte, s'aperçut trop tard qu'il n'avait pas d'armée pour la guerre qui s'ouvrait. L'empereur avait retiré son ambassadeur, et en février 1788 il déclarait lui aussi la guerre à la Turquie. Il était cependant tout aussi peu préparé que la Tzarine elle-même pour une lutte que les Turcs n'osaient pas commencer. Une attaque sur Belgrade, au printemps, fut empêchée sans beaucoup de difficultés, et on verra en décembre, malgré les succès autrichiens en Bosnie, le Grand-Vizir devant Temeschwar. Le prince de Valachie, auquel après la capture par les Impériaux de son voisin moldave, Alexandre Ypsilanti, fut confiée aussi la défense de la Moldavie, se montra un hardi guerrier pour son « empereur ». Ses proclamations invitaient les Transylvains de race roumaine à se lever contre le régime des Habsbourg.

Les Russes avaient été d'abord occupés à résister au roi de Suède ; ils firent marcher contre lui le voisin danois de Gustave III (août-octobre). La campagne contre les Turcs fut donc ouverte sur leur front, où il y avait aussi le prince de Cobourg, descendu par la Bucovine seulement en automne, devant Hotin, et plus tard sous Otschakow, la grande forteresse du Dniéper. Du côté de Kilburn l'amiral Hassan avait dû abandonner ses projets

¹ *Ibid.*, pp. 3-53.

de restauration tatare devant les vaisseaux que l'impératrice avait mis sous le commandement du prince de Nassau-Siegen, hardi aventurier militaire, et de l'Anglais Paul Jones.

L'année 1789 paraissait devoir être décisive. En avril un nouveau Sultan, plein de l'élan de sa jeunesse, Sélim, avait remplacé la vaine pompe pacifique de son prédécesseur. S'étant débarrassé de la tutelle encombrante du capouдан, maintenant brisé par la défaite, il espérait pouvoir gagner la guerre sous de nouveaux chefs. Mais le Russe Souvorov, maître de la Moldavie orientale, alors que les autres Impériaux tenaient, avec Roman comme capitale, les districts entre les Carpathes et la rivière du Séreth, descendit au printemps jusqu'aux environs de Focșani où il se réunit avec les Allemands du prince de Cobourg. La cavalerie asiatique du Grand-Vizir fut battue et mise en fuite (1^{er} août). Si Souvorov poussa plus loin son offensive, ce fut le commandant autrichien, incapable d'avancer par lui-même, qui le lui demanda. Entre Râmnic et Martinești les Turcs, qui s'étaient refaits, furent de nouveaux attaqués et, malgré la plus héroïque des résistances, enfin brisés. Pendant que le Vizir se retirait au delà du Danube, les Russes prenaient donc les forteresses bessarabiennes d'Akkerman et de Bender, et le prince de Cobourg marcha sur Bucarest, qu'il n'occupa cependant qu'après avoir longuement tâté le terrain (novembre). On put aller ensuite, avec confiance, car l'ennemi n'existait plus, jusqu'à la capitale olténienne de Craiova. Après ces grandes victoires sur le principal champ de bataille, Laudon put facilement s'installer à Belgrade dès le mois d'octobre. En Valachie les Turcs se maintenaient à Giurgiu en 1790 encore, et ils risquèrent une offensive, assez faible du reste, du côté de Calafat.

Par la mort de Hassan l'amiral et celle du Grand-Vizir, par le supplice de Maurogénis, décapité sur le Danube bulgare, le parti de la guerre avait perdu ses chefs. Le nouveau Sultan manqua à sa promesse de se mettre à la tête des armées. Ici comme en Occident les diplomates avaient désormais la parole.

La Porte avait abandonné tout espoir de regagner la Crimée ; elle aurait été très contente de regagner au moins les Principautés, que paraissaient s'être déjà partagées les deux Puissances impériales. Déjà en 1789, la Prusse avait offert sa médiation. Le projet formé dans un élan d'imagination par le ministre de Hertzberg tendait à obtenir Dantzic et Thorn pour son maître en faisant céder par l'Autriche à la Pologne la Galicie et en dédommageant la Cour de Vienne par la cession de la Petite Valachie et, si possible, quelque chose de plus. L'ambassadeur du roi à Constantinople dut insister longuement pour cette cession, que les Turcs refusèrent par un haussement des épaules. Ils voulaient, eux, que Frédéric-Guillaume II déclarât la guerre aux Autrichiens et aux Russes. On arriva cependant au traité secret de mars 1790, sur les bases fixées encore en janvier. Les principaux points du « projet » devaient être mis à exécution.

De son côté, la Russie avait demandé à Constantinople Otchakov et Akkerman, et, pour les territoires roumains, la création d'un Etat « indépendant » de Moldavie, en faveur de Patiomkine, qui fut bientôt investi comme Hetman des Cosaques, et d'un autre de Valachie, pour un archiduc autrichien, les cinq districts de l'Olténie devant retourner tout simplement sous la domination de l'empereur. A la Prusse et à l'autre Puissance médiatrice, l'Angleterre, qui se félicitait des troubles de France et croyait sa revanche toute proche, la diplomatie russe parlait de toute la « Bessarabie » à annexer et, en dehors des prétentions, « modérées », de Joseph sur les districts olténiens, la création d'un seul Etat roumain, « indépendant » sous son souverain « orthodoxe », ce qui était très clair ¹. Léopold déclara cependant dès son avènement qu'il ne demande que le retour à la situation fixée par la paix de Passarowitz ; les projets fantastiques de la Russie et de la Prusse lui étaient totalement étrangers ².

¹ *Ibid.*, pp. 89-91.

² *Ibid.*, p. 92.

Cependant, pour forcer les ennemis du Sultan à la paix, la Prusse faisait avancer, en juin 1790, ses troupes en Silésie; il était question aussi d'une invasion en Hongrie. C'était le côté sérieux de l'action « médiatrice » excitée par les appétits du côté de la Pologne, à laquelle le roi donnait en même temps les plus fortes assurances de concours si elle voulait modifier, dans le sens des idées nouvelles, une « Constitution » arriérée et dangereuse. Léopold finit par céder, d'autant plus que son voisin de Berlin s'était détaché enfin des illusions de Hertzberg et avait accepté, malgré les offres autrichiennes de lui procurer son lot s'il pouvait arracher à la Porte les conditions de Passarowitz, les propositions anglaises tendant au *status quo* avant la guerre¹. La convention de Reichenbach fut conclue le 27 juillet 1790, après avoir su que les Turcs avaient renoncé au profit de la Russie à la reprise de la Crimée². Après l'armistice de Giurgiu, en septembre, les négociations d'une paix dont on connaissait déjà la base, immuable, commençaient à Sichtov, petite ville bulgare sur le Danube.

Elles traînèrent en longueur, les délégués des deux côtés, mais surtout de celui des Autrichiens, revenant aux anciennes prétentions. Les trois Puissances médiatrices, Prusse, Angleterre et Hollande, ne purent pas empêcher une rupture des discussions en juin. Elles ne furent reprises que sous l'influence des événements de Paris, en juillet, et l'acte de la paix fut signé seulement, sans que presque rien eût été changé aux prescriptions de Reichenbach, le 4 juin 1791, la ratification suivant en quelques jours pour laisser les mains libres à l'empereur³. Les Russes seuls restaient en guerre avec le Sultan, se flattant de lui arracher, après la prise de Chilia (Kili) (octobre 1790) et d'Ismaïl (décembre), puis, au printemps de l'année suivante, de la Dobrogea, dont on avait déjà le gué, par de nouvelles victoires et une plus vaste possession, des conditions plus favorables, bien lointaines

¹ *Ibid.*, p. 93.

² *Ibid.*, p. 92.

³ *Ibid.*, p. 94.

cependant de ce qu'avaient espéré les deux monarchies lorsque le facteur révolutionnaire n'existait pas encore. Mais le Vizir ne risquait pas de bataille; il avait la liberté de ses mouvements sur la rive droite du Danube inférieur, et il fallut bien condescendre à un armistice, le 1^{er} août, à Galatz. La paix ne sera conclue cependant qu'après la mort de Patiomkine, le 9 janvier 1792, à Jassy, Otchakov étant le seul gain obtenu par tant de sang versé¹.

Le facteur révolutionnaire on le retrouvait maintenant en Orient aussi. Un riche Grec de Trieste, appartenant à cette Compagnie orientale qui, formée dans les Etats de Habsbourg, avait des comptoirs dans tout l'Occident et faisait même le commerce avec l'Amérique, Lambros Katzonis, avait acheté, dès 1788, un vaisseau américain dont il avait fait son « Athènes du Nord » et il avait commencé une action contre les Turcs sous le drapeau de la nationalité hellénique ressuscitée². En 1791 il combattait à Andros contre les « tyrans » turcs. Les Grecs n'étaient plus avec les Phanariotes, alliés, complices des Ottomans, comme Alexandre Ypsilanti, ni avec le parti guerrier au service de la Porte, comme Maurogénis. Ils voulaient leur révolution à eux, et les riches marchands, les intellectuels de Bucarest, de Jassy, de Pesth, de Vienne nourrissaient de leurs écrits et de leur argent ces aspirations qui ne seront plus désormais abandonnées.

Il y avait un parti de la révolution roumaine, dans les Principautés et surtout en Valachie, sous le régime, plus timide, du prince de Cobourg. Un jeune Cantacuzène, parent de ceux qui avaient conduit le parti russophile en 1768-1774 et dont l'un, le général Michel, s'était définitivement réfugié en Russie, se trouvait à sa tête. Ces quelques boïars, animés d'un hardi esprit « patriotique », avaient prêté l'oreille aux mani-

¹ *Ibid.*, pp. 95-99.

² *Ibid.*, p. 69.

festes russes et autrichiens qui s'adressaient à ces « habitants » comme à une vraie « nation », dont on rappelait les souffrances et on dessinait l'avenir. Lorsque le prince gouverneur au nom de l'empereur demanda que les Etats valaques prêtent serment à Léopold II, il y eut des discussions sur sa teneur, et la fraude des Impériaux, qui voulaient introduire un passage contraire aux libertés traditionnelles du pays, fut découverte et énergiquement attaquée. Un mémoire adressé aux médiateurs, et qui a été heureusement conservé, contient, au nom de la « nation valaque », ces revendications : disparition du traitement comme « simples provinces turques », comme « pachalik ou sandchakat », ajoutant qu'on préférerait « être engloutis par la terre comme Lisbonne et Lima », restitution des forteresses danubiennes usurpées par les Turcs, paiement d'un tribut invariable, chaque deux ans, par les ambassadeurs des deux Cours impériales chrétiennes, liberté du commerce, établissement d'une milice nationale, neutralité pendant les guerres à venir, protection, simple protection russo-autrichienne, pour empêcher l'influence exclusive des Russes, et élection du prince, d'un prince désormais roumain, et non phanariote — on avait essayé de le faire dès 1774, après la paix de Keutschuk-Kainardchi — par « un nombre restreint d'électeurs appartenant aux trois Etats ¹ ».

En Russie même, un Radichtchev plaignait les souffrances des serfs, un Novicov publiait des revues d'après le modèle de celles de Londres (le *Peintre des réalités*, 1773; l'*Aurore*), un Journal de Moscou (un autre sera publié, pendant l'occupation de la Moldavie, à Jassy). Mais, dans cet Empire où Pétersbourg se glorifiait d'imiter l'Occident, et Moscou, qui avait acclamé les victoires de Pougatchev, se morfondait dans ses vieux souvenirs, on ne peut pas encore parler de « révolution » parmi les indigènes et pour eux. Du reste, l'impératrice s'était empressée d'expulser tout Français un peu suspect.

¹ Revue roumaine *Convorbiri literare*, année 1901, p. 1126 et suiv.; *Gesch. des rumänischen Volkes*, II, pp. 197-199.

Il est facile de s'imaginer qu'il en était tout autrement en Pologne.

Le règne de Stanislas-Auguste n'a pas été aussi infécond pour les idées qu'on le croit ordinairement. Vivant journellement dans la compagnie des écrivains polonais, il s'imprégnait de leur esprit, qui ne se nourrissait pas seulement de « philosophie » occidentale, mais aussi des réminiscences, présentées par un Naruszewicz, du grand passé de la République. Déjà une Commission pour l'éducation nationale, dépassant par son but, son programme, son intitulation même tout ce qu'on avait conçu et proposé jusque-là en Occident, s'était formée en 1772, établissant aussitôt des écoles supérieures d'un type très moderne. En 1788 une autre Commission entreprend l'étude des institutions. Le roi de Prusse signa même une convention formelle, le 29 mars 1791, pour encourager l'œuvre régénératrice, en attendant la récompense en cessions territoriales. Il n'avait, déclarait-il, que des « vues innocentes et honnêtes » que pouvait comprendre « un monarque si patriote et éclairé », Thorn et Danzig étant, « surtout la première », « absolument environnée des Etats prussiens »¹. On créa une « confédération » pour donner à la réforme des bases dans les anciennes institutions. L'acte constitutionnel du 3 mai, antérieur à la rédaction définitive de la Constitution française, créait une royauté réelle, à caractère héréditaire, sous la Maison de Saxe (le roi actuel n'ayant pas de famille), un Ministre responsable, un Sénat législatif et une Chambre des nonces, élue. Mais il faut remarquer que cette noblesse réformatrice, qui admettait que les bourgeois parviennent aux honneurs et faisait entrer trente de ces « bourgeois nobles » à la diète, ne touchait pas d'un mot à la question sociale du servage, douloureusement ouverte depuis longtemps.

Dès le 11 juin suivant Frédéric Guillaume II, qui continuait la politique de réalisme cynique de son grand

¹ Entre autres, Ségur, *Histoire de Frédéric Guillaume II*, p. 309 et suiv.

prédécesseur, proposait à Léopold II un nouveau partage de la Pologne, à laquelle la Russie ne serait pas invitée; il n'avait pas abandonné les bases du projet de son ministre disgrâcié. Seule la guerre contre les Turcs, énergiquement poussée de ce côté-là, empêcha Catherine II de réclamer sa part, mais bientôt on devait s'entendre sur ce terrain aussi.

Pour le moment, l'Autriche avait frappé un grand coup décisif du côté des Pays-Bas. L'Angleterre avait invité les rebelles à la conférence de la Haye; ils commirent l'erreur de refuser. Lorsque les armées impériales parurent, la diplomatie anglaise essaya d'arracher à l'empereur les concessions contenues dans l'acte de décembre 1790. Mais les vainqueurs de ce qu'ils considéraient comme une simple révolte n'en tinrent nullement compte. L'ancien régime fut rétabli. Au contraire, le roi de Prusse soutenait comme médiateur «la nation liégeoise», partie constitutive de l'Empire germanique, contre son évêque.

Ne pourrait-on pas en agir de même à l'égard de la France, où une minorité turbulente, une Assemblée d'idéologues et une ville en ébullition, dominée par la populace, retenaient prisonnier un roi qui était le beau-frère de l'empereur? C'est la question qui, sous la pression des émigrés, parmi lesquels les deux frères de Louis XVI, se posa pendant l'été de l'année 1791, lorsque, les Autrichiens ayant rendu la Valachie aux Turcs, des armées russes se dirigeaient encore contre les cités bessarabiennes.

Les prétextes étaient là. Dans sa grande œuvre d'abolition, l'Assemblée française avait touché aussi aux droits, formellement garantis en 1648, des princes allemands, auxquels on offrait des prix de rachat qu'ils dédaignaient; on avait accepté, à la fin de l'année 1790, Avignon, offert par le peuple, et, quelques mois après, le Pape déclarait schismatique la nouvelle Eglise créée par la constitution du clergé et dépouillée de tous ses biens par la volonté

de la nation. Une diplomatie secrète partant du cabinet de ce roi emprisonné demandait secours pour la vieille couronne de France. Ajoutons que la Russie, occupée dès lors de la Pologne, malgré les dernières batailles qu'elle livrait aux Turcs, était enchantée de pouvoir jeter contre la France les copartageants du premier déchirement de la malheureuse République.

On avait parlé des affaires de France à Reichenbach. En mai 1791, le roi de Prusse avait vu à Mantoue l'empereur, peu disposé cependant à une intervention immédiate en France, que sollicitait en vraie mouche du coche le frivole comte d'Artois. Cependant un traité secret engageait l'Autriche à envoyer des troupes sur les frontières de la Flandre, à faire envahir par celles de l'Empire l'Alsace, à lancer les Suisses du côté de la Franche-Comté et de Lyon et les Piémontais contre le Dauphiné, pendant que l'Espagne ferait passer à ses soldats les défilés des Pyrénées. Léopold promit une seconde rencontre à Pillnitz, pour l'été. Pillnitz est en Saxe, et, quelques mois auparavant, la propagande pour les « droits de l'homme » était sur le point d'y amener les paysans, affligés d'une mauvaise récolte et irrités par les abus des droits seigneuriaux, par la mauvaise distribution de la justice, à se saisir de l'électeur et lui imposer des mesures contre la noblesse, l'abolition des droits d'entrée dans les villes, la garde nationale. Le long du Rhin on signalait des agitations pareilles. Or, ceci était plus sérieux que les assurances données par le frère cadet de Louis XVI¹.

De tout cela ressortit, le 27 août, la déclaration de Pillnitz, par laquelle les deux Puissances allemandes reconnaissaient que « la situation où se trouve actuellement le roi de France » doit former « un objet d'un intérêt commun à tous les souverains de l'Europe », obligés moralement à « le mettre en état d'affermir dans la plus parfaite liberté les bases d'un gouvernement monarchique également convenable aux droits des souverains

Böttiger, *Gesch. des Königreichs Sachsen*, II, p. 419-423 et note 1.

et au bien-être de la nation française ¹. » Et les frères du roi, dont l'aîné tranchait du régent, poussaient leur imprudence jusqu'à adresser une lettre publique à Louis, roi constitutionnel, ou, selon l'expression de son ministre Montmorin, « premier des fonctionnaires de l'Etat nouveau » ², qu'ils considéraient comme « dépositaire usufruituaire du trône qu'il a hérité de ses ancêtres », pour l'assurer qu'une « noble et irrésistible confédération », à laquelle participerait la vieille Tzarine, qui faisait son jeu à part, puis Gustave III, qui avait fait sa paix avec elle à Verela et était accouru à Aix-la-Chapelle, enfin l'Espagne, la Sardaigne et les Suisses, est prête à marcher contre les rebelles ³. Bouillé, le commandant de Metz, depuis peu émigré après l'esclandre de Varennes, déclarait à l'Assemblée qu'il est prêt à conduire l'invasion, et le maréchal de Broglie promettra un châtement terrible ⁴.

Les réformateurs se séparèrent à ce moment même, après un dernier décret qui les déclarait non-éligibles. Des partis entiers furent emportés dans cette retraite, qui était, sous les formes de la « vertu antique », de la part de ces Cincinnatus revenant à leurs charrues, de ces Washington abdiquant le lendemain de la victoire, une désertion. L'opposition monarchique et religieuse de 1789, les « monarchiens », avec l'abbé Maury, si sage et si discret, avaient depuis longtemps succombé; les amis du roi enclos à Paris, Mounier, Malouet, Lally-Tollendal, s'étaient effacés peu à peu devant les Jacobins modérés : Lameth, Barnave, Sieyès le pontife. Des silhouettes menaçantes paraissaient à côté de la blême figure de Maximilien Robespierre, qui s'était imposé par sa froide patience : Danton aux gestes de tribun, d'autres républicains, Pétion, Condorcet. Le corps électoral, si large et

¹ Ségur, *Hist. de Frédéric-Guillaume II*, II, p. 317 et suiv.

² Peut-être même au-dessous du président de l'Assemblée; *ibid.*, pp. 206, 335-336.

³ *Ibid.*, p. 341 et suiv.

⁴ Madelin, ouvr. cité, pp. 184, 197.

si indiscipliné, manquant totalement d'orientation, échappait à tout conseil de la prudence. Ce furent les clubs, celui des Jacobins, appartenant à Robespierre, celui des Cordeliers, dominé par Danton, qui firent ces élections. La Législative, qui se réunit le 1^{er} octobre, leur ressemblait.

Parmi les 750 députés, dont 130 jacobins, l'immense majorité était composée d'hommes jeunes, cherchant à se faire une carrière et bien disposés à ne rien épargner pour y arriver. Quelques-uns rappelaient le passé d'hier : la plupart, dénués de tout intérêt réel à la vie nationale, rêvaient d'un avenir impossible sans avoir au moins le courage de l'établir résolument, dès la première heure. Le club, nouveau, des Feuillants, avait donné une cinquantaine de membres de la nouvelle droite, desquels dès le début l'opinion parisienne se défia. A la majorité de gauche, chez les Brissot, Vergniaud, Isnard, Guadet, Gensonné, on pense en philosophe et on parle en romain, on clame et on gesticule en gens de Bordeaux et de Marseille, même de Lyon, qu'ils sont ¹. Le centre ne comprenait pas les modérés, mais les irrésolus.

Pour faire preuve de talent, on démolit d'abord les émigrés, qui en grande partie le méritaient bien par la légèreté et l'inutilité de leur action, puis les prêtres non-assermentés. Le roi opposa son veto aux décrets de l'Assemblée, tout en acceptant celui qui menaçait son frère le comte de Provence de la perte de ses droits dynastiques s'il ne reviendrait pas. L'attaque se dirigea ensuite contre les ministres « feuillants ». Pétion, devenu maire de Paris, tenait les forces de la capitale à la disposition de ses amis. On finit par renverser des adversaires qui ne s'appuyaient sur rien. Et, comme on connaissait l'alliance récemment conclue contre les deux monarchies allemandes, décidées à empêcher toute attaque sur le territoire germanique, et que les sentiments du nouvel empereur François, qui venait de remplacer son frère, mort en mars, étaient assez connus, on jeta le défi aux

¹ Madelin, ouvr. cité, p. 191.

« tyrans » en déclarant la guerre, le 20 avril 1792 ¹, à l'empereur. Dumouriez, l'ancien émissaire secret en Pologne et sur la Baltique, nommé ministre des Affaires Extérieures pour se faire lui-même général, avait lancé la foudre contre les « monarques » pour « la liberté au monde entier ». Louis XVI parut à cette occasion ceint de l'épée et le sceptre en main, comme symbole d'un pays qui relevait l'insulte.

Cette guerre, il fallait la mener avec un trésor formé d'assignats discrédités reposant en pure théorie sur les biens de l'Église et avec une armée qui depuis 1790 s'était manifestée en destituant ses officiers, en les emprisonnant, en pillant les caisses militaires et en combattant contre les troupes restées dans la légalité, comme à Nancy, où Bouillé, qui parvint à réduire les rebelles, laissa cinq cents morts sur le terrain. Les nouvelles recrues assez dociles, ignoraient tout du métier ². Et les généraux, en partie vieillis comme l'Allemand Luckner, en partie trop mêlés à la politique, comme La Fayette et Dumouriez, n'avaient aucune prise sur leurs hommes.

Et il n'y avait pas qu'un seul ennemi, d'autant plus qu'on avait provoqué toute la « classe » des « rois ». Celui de Berlin avait aussitôt répondu, se rendant à l'armée : sa déclaration de guerre (juin) mentionnait les droits des princes allemands, l'usurpation française à Liège et Bâle et manifestait l'intention de rétablir en France un « pouvoir légal » nettement monarchique. Celui qui s'était mêlé aux affaires de Hollande et de Liège, celui qui prenait ces mesures d'annexion en Pologne avait cependant sans doute aussi des intentions territoriales. Sans compter que l'héritier de Frédéric II devait faire honneur au grand chercheur d'annexions. D'autres n'attendaient que leur heure. Catherine II,

¹ Déjà en janvier, en mars, il en avait été question à l'Assemblée (*Arch. Parlementaires*, et Vaissière, ouvr. cité, p. 373).

² Beaucoup de volontaires repartaient à cause du traitement (*Vaissière, Lettres d'aristocrates*, p. 331). Il y en avait qui réclamaient ne vouloir défendre que leurs localités, *ibid.*, p. 409.

feignant de considérer aussi la lutte comme concernant tous les monarques, assimilait les Polonais aux « Jacobins de Paris » et, envoyant ses troupes au secours de la « confédération » de Targovitsa, qu'elle s'était fabriquée, s'entendait avec l'empereur et le roi de Prusse dans un « concert intime » pour le rétablissement de l'ancienne Constitution polonaise. Le roi abandonna les Potocki, les Malakowski, les Kollontai et admit l'acte de partage qui donnait à la Prusse, avec les deux villes si longtemps désirées, la Posnanie et la vieille cité des couronnements moyen-âgeux Gnezno, la Russie se bornant à arrondir sa portion du premier partage et l'Autriche restant en dehors pour cette fois. Ce ne sera qu'en septembre 1793 que l'envoyé de la Tzarine, Sievers, imposera à la diète de Grodno, qui en silence versait des larmes, la consécration de l'acte infâme.

Mais l'armée autrichienne était celle que les Turcs avaient battue presque partout où elle était seule, se glissant vers l'occupation seulement sur les pas des Russes vainqueurs ¹. Et l'admirable instrument mécanique qu'était l'armée prussienne s'était rouillé pour n'avoir plus été employé depuis plus d'un quart de siècle.

Les premières hostilités contre les Autrichiens paraissaient augurer une défaite catastrophale. Le général Dillon, de l'armée Rochambeau, entrée en Belgique, où on avait des intelligences, fut tué par ses troupes. La révolution brabançonne, qu'on avait attendue et préparée, ne s'était pas produite. Quelques succès, comme celui de La Fayette à Maubeuge, ne furent pas continués, le commandant ayant ses yeux tournés sur Paris, où d'étranges changements se produisaient. Seul le vieux Lückner s'en allait, d'après l'ancienne méthode, insouciant de la politique, sur Ménin, Ypres, Courtrai, qu'il avait occupées, pendant que les ennemis se concentraient avec peine, jusqu'à la fin de juin. Mais dès le 12, le roi, qui jouissait depuis la fin de l'année précédente d'un fort regain de

¹ Cependant les royalistes croyaient que cette guerre avait eu l'avantage de discipliner les Autrichiens (Vaissière, ouvr. cité, p. 421).

popularité et qui avait su imposer à l'assemblée de revenir sur l'abolition des titres de « Sire » de « Majesté » et du trône dans son enceinte, avait eu le courage de renvoyer les ministres, confiant à Dumouriez le portefeuille de la guerre. Or, cet essai de se soustraire pour quelques jours à la servitude du parti de la « Gironde » amena aussitôt une sanglante insurrection : les sociétés dominées par Robespierre, Marat et Danton, dont le crédit s'établissait, lancèrent, le 20, leurs bandes anarchiques, avec huit canons, sur les Tuileries ¹. La garde nationale assista, l'arme au bras, auprès d'une cinquantaine de canons, à ce spectacle, qu'on prétendait être seulement un « défilé » devant l'assemblée et le chef de l'Etat. Louis fit ouvrir les grilles de son palais et se présenta au peuple. La consigne, s'il y en avait une et une seule, était le meurtre du « premier fonctionnaire », coupable d'avoir usé de ses droits constitutionnels aussi à l'égard de deux décrets, dont l'un atteignait sa conscience, condamnant à la déportation les prêtres non assermentés. On se borna à lui faire poser sur sa tête, dans son palais envahi, le bonnet rouge de la « liberté » et à lui faire boire le vin de la « fraternisation » avec le « peuple ». Il ne sanctionna pas les décrets.

La Fayette était revenu à Paris pour se rendre compte d'une situation qu'il trouva totalement perdue pour son influence. On n'écoula pas à l'Assemblée son intimation, faite au nom des troupes, de punir la municipalité de Pétion, qui n'avait pas su maintenir l'ordre, et la fermeture des clubs : « Amis de la Révolution » « Droits de l'homme » ; le roi lui-même agit de façon à lui couper le contact avec la garde nationale. De nouveau au milieu de son armée, La Fayette prit l'attitude suspecte de l'attente. Lückner avait dû rétrograder jusqu'à Lille ; lui aussi avait fait entendre vainement ce qu'il croyait être l'opinion de ses soldats. Il finira par se rendre à Paris en personne privée.

¹ Sur les porteurs de piques, Vaissière, ouvr. cité, pp. 487, 489. — On croyait que l'intention de ces vengeurs des Girondins était de transporter le roi dans le Midi (*ibid.*, pp. 495-496, 499).

Il y avait cependant même dans la société civile de l'indignation contre les actes sauvages provoqués par le dépit des Girondins et encouragés par les Jacobins assoiffés du pouvoir. Des pétitions contre les coupables affluaient, des départements; des milliers de signatures s'accumulaient à Paris même, montrant que le pays, dans son immense majorité, était sain. Le département de Paris suspendit le maire pour son inertie.

Pour affirmer sa prédominance, la minorité organisée sentit le besoin d'avoir aussi d'autres forces que celles des quartiers populaires de Saint-Antoine et de Saint-Marceau, où cependant les ouvriers laborieux désiraient l'ordre pour le travail. L'Assemblée avait appelé, sous la forme de délégation, pour la prochaine fête nationale, un camp de 20.000 volontaires, qu'on aurait pu opposer aux armées, sous Paris. Louis, fortement conseillé, usa de son veto, qui du reste était conforme à la Constitution, puisqu'elle éloignait à 30.000 toises de la capitale tout rassemblement militaire. Alors un autre décret invita à Paris les gardes nationales des provinces pour la fête du 14 juillet, qu'on voulait exploiter au profit des clubs. La patrie était déclarée en danger, trois jours auparavant, et on faisait appel au « peuple » pour avoir une armée d'un demi-million, une autre armée que celle qui parissait rester paralysée, à l'affût des événements, sur les frontières.

Le 14 juillet — Pétion, rétabli par un vote de l'Assemblée, participant à la fête —, on s'en prit, naturellement, au roi dont on ne se bornait pas à demander la suspension : l'allié des étrangers menaçants devait être jugé par la nation. Des sections modérées de la garde nationale l'acclamèrent cependant et lui sauvèrent ainsi la vie. C'est dans cette atmosphère qu'éclata la bombe du manifeste, rédigé au nom du duc de Brunswick, le dompteur de révolutions, par les émigrés en pleine effervescence et par leurs amis ¹. Presque toute la France non

¹ Presque tous les termes de cet acte se trouvent dans des bruits de 1791 sur la prochaine déclaration des Puissances (Vaissière, ouvr. cité). Un

émigrée était rendue responsable pour ce qui s'était passé et pour ce qui pouvait encore arriver à la personne du roi, envers laquelle on avait le droit d'entretenir les craintes les plus fondées (25 juillet). Le meurtre et l'incendie leur étaient promis officiellement; Paris risquait d'être détruit.

La terreur la plus folle se mêla au plus noble enthousiasme pour résister à cette menace. Pour le moment on ne vit cependant que les horribles effets de la première. Par la déclaration de la « patrie en danger », les municipalités gagnaient des pouvoirs presque illimités. Celle de Paris fut envahie par les républicains, qui établirent les leurs à l'Hôtel-de-Ville, faisant disparaître tout pouvoir du maire et du commandant de la garde nationale.

Les « fédérés », c'est-à-dire les volontaires du Midi, les Marseillais et les Bordelais, avec « les gens à piques », étaient déjà là, « en citoyens », pour briser toute résistance de la bourgeoisie parisienne, largement représentée dans la garde. La nouvelle Commune appartenait à Danton et à Santerre. On avait fait déjà demander par quarante-huit sections la déchéance du roi et saisi plusieurs fois l'Assemblée de cette proposition. Le nouveau pouvoir communal lança ses bandes sur les Tuileries. Les Suisses, remplaçants, appelés à la hâte, de la garde du roi, licenciée, pour avoir tout dernièrement exhibé des cocardes blanches, et des grenadiers essayèrent de résister. Des éléments de la garde nationale s'unirent à la foule pour les attaquer. Quelques centaines d'insurgés seront tués. Mais on finit par tailler en pièces les défenseurs du château, restés sans munitions et lâchés par le roi. Le souverain et sa famille s'étaient réfugiés, suivant des conseils intéressés, dans l'Assemblée qui eut un dernier geste de respect à l'égard de « Louis » pour que dès le lendemain il fût suspendu. Une Convention nationale devait se rassembler pour la défense du pays : on lui laissait la charge de proclamer la République, qui exis-

tait déjà de fait. L'idéal des Girondins, revenus au pouvoir, avec Danton à leurs côtés, pour la justice, était déjà réalisé. Ils ne devaient pas survivre longtemps à ce triomphe, mais ils ne s'en doutaient guère, bien qu'ils eussent entendu le cri de désespoir d'Eprémèsnil, roué de coups au Palais Royal : « Et moi aussi j'étais l'idole du peuple¹. »

Le 23 août, les Prussiens commençaient le siège de Thionville, qui devait traîner en longueur. Mais ils prirent Longwy et, le 30, Verdun était entre leurs mains. Dix jours auparavant, sous l'impression des horreurs de Paris, La Fayette avait passé aux Autrichiens. Le chemin de Paris était ouvert. Des uhlans en patrouille paraissaient en Champagne. Les républicains croyaient que la majorité, enfin encouragée à résister, accueillera les envahisseurs et que la sanction commencera contre eux.

Pour détruire cet allié de l'ennemi, le « comité de surveillance », où s'était niché Marat, organisa froidement, sur la base d'un ordre des sections, l'assassinat en masse des suspects, jetés dans les prisons de Paris (2-4 septembre). Ce fut Danton qui paya une des scènes les plus piteuses et les plus infâmes de l'histoire. Il y eut, avec 150 bourreaux improvisés, 2.000 victimes. Et, en plus, c'était inutile. Car ce qui devait sauver la France, ce ne furent ni les crimes de la populace, ni les déclarations de l'Assemblée agonisante, ni la proclamation, le 25 septembre, de la République par la Convention sortie du vote de tous les Français sans distinction, où réapparaissaient les figures les plus grimaçantes de la gauche de 1791, mais bien l'élément le plus sain de la nation, les provinciaux simples et naïfs, guère politiciens, de la nouvelle armée, dans laquelle revivait la vraie nation.

Les récits des jeunes soldats² montrent combien ils étaient étrangers aux misérables querelles de mots, aux

¹ *Ibid.*, p. 431.

² Voy. Hennem, *Les volontaires nationaux*, 3 vol., Paris, 1899-1906 et les ouvrages d'histoire militaire de Chuquet.

exhibitions vaniteuses et au conflit féroce des intérêts qui convulsionnaient le monde politique, presque perdu au milieu de l'immense ville qui, revenue au travail, l'ignorait. Ils étaient accourus à la frontière pour défendre leur pays; pour eux « la nation » c'était cela : rien de plus et, surtout, rien de moins. Une bonne artillerie pouvait seconder cette infanterie toute d'entrain, qui faisait du plus bel hymne de guerre, éclos de l'âme enflammée de Rouget-de-Lisle, *la Marseillaise*, de fait un chant pour les volontaires de ces marches de la France envahie, un nouvel et terrible engin de guerre. On trouva aussi les officiers de l'ancien régime que leurs soldats n'avaient pas chassés et qui ne s'étaient pas dirigés vers le camp de la cocarde blanche. Dumouriez, mis à la tête de cette armée défensive, fit une qualité de son plus grand défaut : l'ignorance du système prussien, inégalable pour une autre nation; dans Kellermann, qui avait remplacé Lückner, il trouva un auxiliaire obéissant. L'aventurier de Pologne se révéla un grand général de l'entrain populaire. Les Prussiens que conduisait avec ennui, sous les ordres d'un roi peu militaire, le duc de Brunswick, minés par les maladies, mouillés par la pluie d'automne, habitués à toutes les attentions de la caserne-modèle, ne s'attendaient guère à rencontrer une armée, ni à se voir envahis de cette façon par cette folle cohue inébranlable. Ils fléchirent sous l'attaque désespérée dans l'Argonne, à Valmy, le 20 septembre, offrant devant l'ennemi leur sang pur pour racheter celui versé à Paris par la discorde civile.

Mais, pour la retraite prussienne, abandonnant les places conquises, il y avait aussi un autre motif : en juillet le chef de la résistance polonaise, Kosciuszko, combattait contre les Russes près de Lublin; on pouvait s'attendre à une autre guerre nationale de ce côté-là. Or en Pologne il y avait des provinces à gagner, celles dont depuis longtemps on poursuivait la possession. Là-bas, on n'avait donné aucun lambeau de terre à l'Autriche, et on n'entendait guère lui procurer en échange des com-

pensations en Flandre, que la diplomatie viennoise avait annoncées avant que les canons de l'empereur eussent entrepris le bombardement de Lille. Cette guerre d'Occident, amenée par la diplomatie, se liquidait ainsi par les discordes de cette même diplomatie.

Aussitôt après le premier succès, capable de stimuler des troupes dont la valeur résidait surtout dans leur état d'esprit, il y eut le double envahissement rapide de la Rhénanie et des provinces flamandes de l'empereur. Custine, général de l'ancien régime, prenait Spire, Worms, Mayence et se faisait livrer Francfort par un général allemand prêt à entrer dans les rangs de l'armée française. Dumouriez tenait parole de prendre ses quartiers d'hiver à Bruxelles. Il lui fallait une seule victoire de ce côté-ci pour que la résistance, faiblement organisée, s'effondrât. Il l'eut à Jemmapes, le 6 novembre. Sans retard, Mons fut occupée; des groupes séparés allèrent poser des garnisons à Tournai, Gand, Charleroi. La capitale du Brabant étant prise dès le 13 du mois, les Français entrèrent à Ostende et à Ypres, à Bruges et à Liège, à Anvers. Comme le roi de Sardaigne avait poussé ses troupes vers Lyon, on lui répondit par un « acte national » : la Savoie, de langue française, déclara par la voix des orateurs « allobroges » de ses clubs, facilement formés, vouloir suivre l'exemple d'Avignon; on l'accepta, Nice s'y ajoutant (novembre). Les radicaux de Genève eurent les cocardes tricolores entre leurs murs. Bâle les verra bientôt.

Mais l'affaire de Pologne paraissait être définitivement réglée. On pouvait s'attendre à une reprise des hostilités en 1793. La Convention fournit tout ce qu'il fallait aux ennemis de la France pour se déclarer et se donner la main.

Un procès contre le roi déchu et prisonnier au Temple n'était nullement une nécessité politique, d'autant moins son immolation. Mais, entre les partis républicains : Girondins, représentant la France, Jacobins de Robespierre, tenant Paris, — et ils formaient la Montagne,

en face d'un centre, d'un « marais » indécis —, Cordeliers de Danton, appuyés sur la Commune, il y avait, devant une opinion publique dominée par une minorité de forcenés, décidés à tout, un assaut de radicalisme sans scrupules. Se prononcer contre le procès, contre la condamnation, contre la peine de mort, au moins pour l'appel à la nation, pour le sursis de l'exécution, c'était se désigner à la vindicte des maîtres de l'heure, qui avaient amené dans les tribunes les « septembriseurs ». Il y eut donc, le 21 janvier 1793, l'assassinat juridique de « Louis Capet » au bout d'un procès qui offensait l'humanité.

Depuis longtemps déjà les excès de la minorité, idéologique d'abord jusqu'à l'absurdité, enfin violente jusqu'au crime, lui avait éloigné les esprits. L'historien suisse Johannes von Müller avait commencé par se réjouir de la terreur que la Révolution française inspirera « à tant de Sultans dans l'Empire » et, tout en étant froissé par le dévergondage d'une éloquence avide de se faire admirer, il ajoutait que « quelque chose en restera tout de même, car ces idées sont dans les cœurs et dans l'opinion publique »; dès les scènes de juillet 1789, il croit cependant assister à une résurrection de la Saint-Barthélemy, à une reprise de la Tour de Babel, et la phraséologie des beaux esprits ne le réconcilie pas avec le mépris des expériences du passé et avec la violation des droits de propriété, avec la conception de l'homme considéré « comme une idée abstraite ». Un Polonais, Potocki, jugera, de son côté, au milieu d'une agitation semblable, qu'on commet à Paris une grave erreur, « prenant les membres de la société civile pour des êtres idéals ou pour des figures géométriques, sur lesquelles on pourrait faire ses raisonnements systématiques par abstraction, sans prendre les hommes tels qu'ils sont ¹ ». Fox déclarait, en février 1790, que de pareils événements doivent « remplir d'alarmes ou exciter à l'indignation », et Burke publiait tout un système de critique contre les

¹ Ségur, *Hist. de Frédéric-Guillaume II*, II, p. 353.

rénovateurs. Il est vrai que le premier considérait la journée de Jemmapes comme « glorieuse » et qu'il voulait que le roi envoie un représentant à Paris, où on recevait des délégations anglaises, comme celle de Payne, qui apportaient de nombreuses adhésions auxquelles on répondait promettant de « jeter 50.000 bonnets de liberté » par-dessus le canal et d'y planter l'arbre de la liberté. Flood proclamait dès 1790, en plein Parlement, que ce corps élu par 6 à 7.000 hommes n'a pas le droit de représenter une nation de huit millions. Il y avait des clubs, comme celui de la « London corresponding society », celui de Hard, celui des « amis du Peuple », comptant 30.000 membres, celui des « Droits de l'homme », qui entretenaient des relations avec les Jacobins, et une « convention » se formait en Ecosse, avec des sections, des comités, avec l'idée d'un calendrier de la liberté, et on préparait la réunion de la grande Convention d'Angleterre. Les partis du passé et de l'avenir révolutionnaire combattirent dans les rues à Birmingham. Un programme nouveau demandait des droits pour les catholiques, un Parlement annuel élu par le suffrage universel, et en 1795 le roi Georges sera accueilli à l'ouverture de l'assemblée par les cris de : « Il ne nous faut pas de roi; à bas Georges ¹. » En Irlande on demandait l'union par dessus les confessions pour introduire les « principes de la liberté civile, politique et religieuse », ainsi que pour l'abolition de l'armée, et le bonnet rouge se réunissait à la vieille harpe d'Erin sous les bannières de la nouvelle garde nationale, à côté de laquelle les white-boys pillaient les propriétés de leurs maîtres anglais. L'île marchera vers la grande révolution pour l'indépendance en 1798, sous un directoire « disposant de 300.000 hommes ». L'union avec l'Angleterre, faisant disparaître le Parlement réactionnaire de Dublin, précéda de nouvelles révoltes. On verra en 1797 une révolte de la flotte bloquant Londres. Elle se répéta.

En Flandre et au Brabant, Dumouriez victorieux ne

¹ Voy. nos *Revoluții politice si întregiri nationale*, pp. 31-2, d'après Hughes, *History of England*, p. 313.

passa pas sous des arcs de triomphe et au milieu des acclamations : une députation des partis démocratiques qui, ayant chassé l'archiduchesse Christine et son mari, proclama la déchéance de la Maison d'Autriche, vint à Paris demander la reconnaissance d'une vie nationale indépendante, qu'on aurait organisée tout autrement que celle de la France. Les Belges offraient 40.000 soldats et 50 millions. Or, au lieu d'écouter ces vœux, on mettait en coupe réglée le pays occupé et on séquestrait ses revenus jusqu'à l'élection d'une Constituante locale. Il y eut une Convention à Alost, qui offrit à la France 6.000 fédérés, mais le pillage n'en continua pas moins, les soldats se détachant en bandes pour l'exercer ¹. En Hollande il y eut des danses au son de la Carmagnole et une « légion batave », mais tout était à la surface. Et, malgré les prédictions du grand poète qui se levait en Allemagne, Goethe, présent dans l'armée prussienne, malgré la pénétration, par les écrits du moins, de l'esprit de Diderot, malgré l'haleine révolutionnaire des « Räuber », avec le héros levé contre les « préjugés » de la société, malgré le doux souffle de rousseauisme qui anime les premières œuvres de cet autre chef de la nouvelle poésie allemande, Schiller, — les deux sont des fils de bourgeois anoblis —, les régions du Rhin, surtout celles de la rive gauche, restèrent insensibles à la parade des arbres de liberté, des bonnets phrygiens et des serments civiques. Les discours faits à Paris par un Anacharsis Clootz et d'autres représentants sans mandat de l'« humanité » ne valaient qu'à tromper les intéressés : il pouvait y avoir désormais une Europe à conquérir, mais plus de « nations » à délivrer de leurs « tyrans ». A Rome le secrétaire de la légation de France, Basseville, est tué dans la rue, et il se trouve un grand poète pour célébrer cet exploit. C'est en vain que la Convention offrira officiellement « secours à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté », tout en acclamant la formule des

¹ *Mémoires de Dumouriez et Cahiers d'un volontaire de 91*, Xavier Vernère, publiés par Ch. X. Gerin-Roze (Collection Funck-Brentano.)

frontières naturelles¹. La tête du bon Louis XVI roulant en Place de Grève n'avait pas donné le signal de la lutte contre les rois; une grande pitié avait réconcilié les sujets avec ceux qui les gouvernaient d'après de très mauvaises coutumes parfois, mais qui étaient les leurs et que n'avait éclaboussés aucun sang innocent.

Du reste, les partis qui ont communiqué de ce sang royal préviennent toute désapprobation et toute provocation en déclarant la guerre à leurs voisins sans exception : à l'Angleterre en janvier, pour avoir renvoyé l'ambassadeur de la République, à la Hollande, on ne saurait pas dire pourquoi, à l'Espagne, dont le roi est de la même race que le monarque sacrifié; on avait oublié l'Empire, qui se rappela par sa déclaration de guerre, en mars encore, et on feignait de ne pas savoir ce que préparait la Russie de Catherine, alliée de l'Angleterre.

On perdait en même temps les chefs de la guerre, ouverte sur toutes les frontières. Dumouriez ne réussit pas contre la Hollande, où il comptait prendre Maestricht; la revanche des Impériaux le rappelle en Belgique, où Liège est repris; il perd contre les Autrichiens la bataille de Neerwinden dans les environs de Louvain. Alors lui, qui avait défié la Convention dans une lettre de reproche, se sent si menacé par le régime des « commissaires » de la Convention, envoyés aux armées, qu'il est contraint d'agir comme La Fayette : après avoir pensé à dissoudre l'Assemblée, il passe dans le camp des ennemis. Lorsque Custine livrera Mayence — déjà depuis 1792 Francfort avait été récupérée par les Prussiens et la conquête de la Rhénanie ne tiendra pas, — on lui coupera la tête sur l'échafaud. Houchard vainqueur y montera aussi, et, après, Lückner, Biron, de Flers, Chancel. Il se trouvera peu d'amateurs pour des places de commandement où il y avait tant à risquer.

Et la bataille continue à Paris, impitoyable. On avait voulu condamner Robespierre; il s'en tira par le sang-froid de sa « vertu » sûre d'elle-même. On avait espéré

² Madelin, ouvr. cité, p. 279.

pouvoir se débarrasser de Marat. On avait arrêté le furieux Hébert. Les adversaires des Girondins, qui sont compromis par la trahison de Dumouriez, disposent des armes terribles que sont le Tribunal révolutionnaire et le Comité de salut public, appartenant celui-ci à Robespierre et à ses adeptes, le jeune noble Saint-Just et le nommé Couthon. Une levée par la Commune, qui se proclame en révolution, des sections fidèles au radicalisme guillotinant, illusionnées par une famine artificielle, amène la mise en jugement et l'arrestation, autant que possible, des vingt-deux membres de la Convention qui résistent à l'extrême-gauche. La nouvelle Constitution élaborée, non plus par le philosophe Condorcet, mais par le cynique Héroult de Séchelles, sur la base de la représentation populaire directe et intégrale (le 24 juin), en plus le plébiscite, mais ensuite « ajournée et voilée » et bientôt confirmée par la « nation », n'amena pas la réconciliation, impossible. Au contraire, la Vendée, soumise à son clergé et indignée de l'exécution de son roi, refuse les conscrits pour la nouvelle armée, et bientôt elle est en pleine révolte, dès le commencement de l'été; le mouvement s'étend à l'Anjou, au Poitou; la Bretagne y participe. Le Midi se lève, avec Lyon aussi, pour ses députés menacés de l'échafaud. A Caen est appelée l'Assemblée des départements unis. La victoire ne dérivait pas plus de cette dictature. Elle venait de l'énergie des nouveaux chefs populaires, improvisés par la nécessité et par le désir de se faire valoir, et surtout par l'état des armées ennemies.

En juillet Condé et Valenciennes étaient prises, mais Clerfayt, le commandant des Autrichiens, ne marcha pas sur Lille; plus tard il fera quelques pas vers Cambrai pour s'arrêter de nouveau, et le prince de Cobourg, visant enfin cette place de Lille, perd la bataille de Wattignies (octobre). Il y eut la flotte anglaise devant Toulon, puis un débarquement, mais sans suites ¹. Les troupes du roi

¹ Les Anglais parurent aussi dans l'île d'Aix, à la Hougue (Vaissière; ●uvr. cité, p. 607).

de Sardaigne se bornaient à faire évacuer la Savoie; la guerre d'Espagne s'immobilisa dans les Pyrénées. Les Prussiens ne passèrent pas le Rhin. L'armée du duc d'York s'attarda à Dunkerque et finit par être battue à Hondschooten (septembre). Deux victoires de Brunswick ne le firent pas sortir de la région des Deux-Ponts; sur le Rhin les vieilles « lignes » seront reprises en décembre. On combat, très stratégiquement, pour les places fortes, comme à l'époque du maréchal de Saxe. Tout cela ressemble plutôt à une démonstration politique qu'à la guerre d'invasion, promise. Et, pendant ce temps la nouvelle armée française des recrues, entretenue par les plus terribles réquisitions, sous la surveillance de l'inlassable Lazare Carnot, se consolide.

Mais le Comité de salut public avait usurpé le pouvoir exécutif et, s'il unifiait la défense, il se souillait par les plus ignobles représailles de parti, inaugurant la terreur par le meurtre des Girondins, hommes et femmes, de Bailly et de la malheureuse Marie-Antoinette, des anarchistes, de l'infâme duc d'Orléans, régicide par convoitise, de la femme héroïque qui avait tué Marat dans son bain; on décapitait les cadavres, on tuait en masse, par tous les moyens, les « fédéralistes » de Toulon, de Lyon, de la Normandie et de la Vendée.

En 1794 la Pologne, c'est-à-dire toutes les classes, unies sous le drapeau élevé par Kosciuszko, ancien élève de l'école de guerre de Versailles et combattant pour la liberté américaine, se leva contre les usurpateurs russes. La guerre commença par la proclamation de Madalinski à Ostrolenka, par le décret d'insurrection, par le serment à la Constitution prêté à Cracovie le 24 mars, Kosciuszko gagna la victoire de Raslavice, près de cette ville. Les troupes d'Igelström ne purent pas résister à Varsovie. Pendant des mois l'ancienne République parut revivre.

Mais le roi de Prusse devait se mettre dès le mois de juin à la tête de son armée pour prendre Cracovie et se diriger vers la Capitale elle-même, qui résista. Il sera

cependant rappelé par la révolte de sa Posnanie, par l'agitation qui régnait à Dantzig et à Thorn. Seulement en octobre les Russes de Souvorov, les légions éprouvées contre les Turcs, remportèrent la victoire décisive de Macieiwice, et Varsovie prise fut ensanglantée par les plus grossiers des conquérants. On abdiquera le méprisable roi, qui n'avait pas combattu, et les négociations commencèrent pour le troisième et dernier partage de la Pologne.

Ainsi, l'Autriche seule continuait la guerre contre la France, qui, malgré la lutte acharnée contre les Vendéens, contre l'armée catholique, sous la Rochejacquelein, envoyait Pichegru pour tenter de nouveau la conquête des Pays-Bas. Le jeune empereur Français vainquit à Landrecies, mais à Fleurus, près de Charleroi, en juin, la victoire sera aux Français d'un autre général improvisé, Jourdan. Il y aura de nouveau la domination jacobine dans les provinces autrichiennes, et même, le 25 décembre, une attaque contre la Hollande. L'invasion en Piémont n'avait pas aussi bien réussi.

Sans aucune autre utilité que celle d'un parti résolu à s'imposer par tous les moyens à la majorité d'une nation revenue au calme, Robespierre et ses adeptes, introducteurs du culte ridicule de la « Déesse Raison », à côté de l'« Etre Suprême », et même contre lui, ont fait cependant mourir sur l'échafaud par charretées tout adversaire, réel ou supposé, de leurs intérêts; Danton, le chimiste Lavoisier, le poète des beautés helléniques André Chénier, d'Eprémèsnil, jadis favori du « peuple », qui acclamait le couperet tombant sur sa tête, Malherbes, le vieillard qui avait noblement défendu son roi devant les juges de sang. La charmante princesse polonaise Lubomirska, Kellermann, Hoche, les plus glorieux généraux attendaient le même sort : « Le pays entier semblait destiné à l'échafaud ¹. » Ils terrorisent tant qu'ils finissent par déguster leurs propres soutiens. Un

¹ Madelin, ouvr. cité, p. 362.

peuple entier ne peut pas assister jusqu'au bout à un pareil déchaînement de la fureur homicide. Contre les malades qui infligent à la France cette honte impérissable se lèvent leurs propres complices menacés par le dictateur qui prend des airs d'initié et demande autour de lui-même le tribut de sang qu'il lui faut pour chaque jour. La Droite de la Convention, qu'il caresse, ces gens « vertueux » et « purs » qui ont si longtemps attendu leur heure, se sentent maîtres de la situation par les fautes de la Gauche qui s'entre-mange. La voix si écoutée jusque-là est étranglée par les clameurs; le pouvoir mystérieux de cet illuminé, doublé peut-être d'un hypocrite, des membres des Comités de salut public et de sûreté générale, s'évanouit. Réfugié à l'Hôtel-de-Ville, Robespierre y est arrêté quand même, le lendemain de la restauration solennelle de Dieu par sa grâce, avec ses derniers amis, et, sanglant de la grave blessure qu'il s'est — ou qu'on lui avait — faite, il est envoyé retrouver sur les planches sanglantes le souvenir de ses innombrables victimes (28 juillet, 10 thermidor du nouveau calendrier républicain, 1794).

La réaction fut instantanée; de nouveau il y eut une Convention, qui regagna ses nombreux membres écartés, et des commissions exécutives. On se mit à l'œuvre pour préparer une nouvelle Constitution, grâce à laquelle on puisse gouverner. Avec cet Etat, revenu presque aux conditions normales et capable de se défendre par la « jeunesse dorée », les « muscadins » la nouvelle garde nationale, et, au besoin, par les troupes de ligne (le 12 germinal, le 1^{er} prairial 1795) contre un retour des Jacobins, on pouvait chercher à s'entendre pour le nouvel ordre européen. La proie de la Pologne était là, et on se la partagea difficilement : enfin la Russie eut le reste de la Lithuanie avec Vilno, Kovno, Grodno, Novogrodek, la Courlande s'y ajoutant d'elle-même, et la Galicie occidentale de l'Autriche s'étendit sur Sandomir, Lublin et Chelm, Varsovie elle-même étant arrachée par le roi de Prusse, qui ne l'avait pas conquise (24 octobre).

Pour en arriver là, il avait fallu à Frédéric Guillaume II la paix avec la France. La tradition de son prédécesseur était qu'il faut, à tout prix, suivre la seule ligne de l'intérêt de l'Etat. S'il était besoin de serrer la main des régicides de Paris, c'était un sacrifice acceptable pour un plus gros lambeau de Pologne. La présence des soldats de la République à Cologne, à Bonn et à Coblentz ne pouvait lui imposer aucun devoir de revanche. Clèves fut abandonnée à la France jusqu'à la conclusion de la paix générale, et la neutralité des cercles de l'Allemagne du Nord, de la Franconie et de la Saxe assura les armées françaises sur la frontière de l'Est (5 avril). En ce moment toute la Hollande, dont le stathouder s'exila en Angleterre, était déjà occupée par les soldats de la République, Amsterdam elle-même ayant dû capituler. Un nouveau traité, conclu avec les Etats de Hollande, le 16 mai, cédait la partie détenue jusque lors par la République, offrait cent millions et admettait les Français dans toutes les places fortes de la Flandre. La politique hollandaise se confondait désormais avec celle des vainqueurs : c'était une forme déguisée de l'annexion. L'Angleterre, qui avait déjà pris aux Français la Guadeloupe et la Martinique, la Dominique, Sainte-Lucie, s'empressa de prendre sa part dans les colonies hollandaises : Ceylan, Malaca et cap de Bonne-Espérance. L'Espagne, envahie jusqu'à Bilbao, payait la paix, déterminée par le favori de la reine, femme de Charles IV, le triste Manuel Godoy, devenu « prince de la Paix », par sa partie dans l'île de Saint-Domingue. La Toscane, qui n'avait fait que de nom la guerre, par solidarité avec Vienne, céda aussi.

L'Autriche s'obstinait à combattre, et des seuls côtés restés encore ouverts, Allemagne centrale et Italie. Après la prise par les armées de la République de Düsseldorf et de Manheim elles durent rétrograder jusqu'à Mayence, mais du côté de Gênes la victoire française se maintint. On arriva vers la fin de l'année à une convention d'armistice, et l'Angleterre elle-même faisait des ouvertures, qui, étant donnée la présence des Français à Anvers et à Amsterdam, devaient rester vaines.

Mais cette France, presque partout victorieuse, imposant des traités au successeur de Frédéric « le Grand », au Bourbon d'Espagne, arrachant aux Anglais un témoignage d'estime pour la valeur de ses armées, n'était plus celle des odieux fournisseurs journaliers de la guillotine; elle n'était pas non plus celle de leurs vainqueurs, muscadins élégants à lourds gourdins plombés, jouisseurs de l'espèce de Barras et de Tallien, dépensant des sommes folles pour la toilette des femmes qui les dominaient, gens du « Marais », rêvant d'une bonne royauté constitutionnelle que leur refusait avec opiniâtreté, confiant dans son étoile, le comte de Provence d'hier, devenu le « régent » pour le malheureux enfant, dégénéré et perverti dans sa prison du Temple, — le « Louis XVII » des légitimistes, puis le « roi » Louis XVIII. Ni celle des acquéreurs des biens du clergé et des émigrés, enrichis aux dépens des armées, ni celle même des petits marchands, décimés aussi souvent par le tribunal révolutionnaire, celle des ouvriers qui se reprenaient au travail sans l'appui des associations, défendues par une loi, stupide, au nom de la « liberté », des nombreux, des très nombreux paysans ayant gagné à la grande liquidation du passé ou bien arrivés à agrandir leurs possessions. Elle était ailleurs : on ne s'en rendait pas assez compte dans le tourbillon des plaisirs dont on avait été trop longtemps sevrés : bals à la victime, soirées chez les belles dames plus luxueuses que les « poupées de Versailles », toute une ivresse de luxe et de bruit, toute une folie de vanités nouvelles ou déjà assouvies, dans lesquelles il n'y avait plus l'ombre de cette intellectualité, orgueil des salons dont les beaux esprits avaient fait l'ascension de l'échafaud. La nouvelle France de la victoire, même pour la victoire, de la conquête, bien au delà des frontières naturelles, et sans aucun souci des intérêts généraux de l'« humanité », car on imposait et on pillait les asservis, était celle de l'armée.

Elle n'approuvait pas depuis longtemps les faits et gestes des politiciens de Paris, dont la rhétorique ne prenait plus sur les esprits de ces hommes habitués aux

dures réalités du danger et aux saines voluptés du succès gagné par l'effort honnête, à la concurrence par les moyens probes de l'intelligence, de l'endurance et de l'élan. Les commissaires ne se risquaient plus dans les camps, où on n'avait pas besoin de leurs conseils et où leurs intimations risquaient de ne pas être obéies. Les temps étaient passés où à la simple lecture d'un décret un général heureux contre l'ennemi devait se préparer au voyage de Paris et à celui dans l'autre monde.

Tel petit soldat, conscrit de 1791, repousse dans ses notes, « avec horreur », « l'affreux terrorisme qui afflige sa malheureuse patrie », il maudit intérieurement les furi-bonds qui lui déchirent le sein, il condamne l'assassinat juridique de celui dont il était né sujet ¹. Il se rendait bien compte que Robespierre était « l'auteur de l'odieux régime qui couvrait sa belle patrie de sang ² ». Le régime des politiciens menant leur sarabande sur les tombeaux de leurs victimes répugnait à ceux-ci, et ils n'aimaient pas non plus, disciplinés par l'âpre nécessité, ces aveugles instruments des discordes civiles qui, pour avoir besoin de pain et revêtir des guenilles, se croyaient les meilleurs représentants de la « nation ».

Ils ne vinrent pas, un Cromwell à leur tête, demander à Paris que tout cela finisse; on ne faisait plus même à cette Convention qui, par la nouvelle loi électorale, imposant l'élection de deux tiers des futurs législateurs dans son sein, s'imposait cyniquement pour l'avenir aussi, l'honneur de présenter des pétitions comme celles de La Fayette ou de Dumouriez. Les rapports avec le pouvoir exécutif étaient impossibles, car, en attendant le Directoire de cinq, prévu par la nouvelle Constitution, on n'avait affaire qu'à de vagues délégués anonymes et changeants. Cette armée donc, restée, du reste, fidèle aux « principes » de la Révolution et ennemie d'une restauration des Bourbons, pacifistes de tempérament et, surtout, complices de l'ennemi, formait un corps à part.

¹ *Cahiers d'un volontaire*, pp. 46, 74.

² *Ibid.*, p. 92.

Un corps complet, pouvant créer de lui-même des organes, car, si le gouvernement, si on peut l'appeler de ce nom, ne pouvait plus se créer, comme celui de 1791 ou de 1793, une armée, l'armée pouvait fonder un gouvernement, ce vrai gouvernement dont était désespérément avide la vraie nation.

Les politiciens avaient dû recourir, dans leurs difficultés, à l'armée. C'est par l'armée des « bleus » qu'avait été réduite la Vendée blanche, la « chouannerie » qui lui avait succédé; c'est par elle qu'avait été empêché le succès des émigrés que les Anglais avaient débarqués par milliers sur la côte, favorable à l'attaque, de Quiberon. Un Hoche, un Kléber avaient ainsi sauvé le régime. Contre Paris, où les Jacobins rêvaient encore du passé et où les royalistes sortis des prisons, revenus de l'émigration, attendaient l'avenir, c'est aux soldats de ligne, et non aux gardes nationaux, qu'il fallait s'adresser, à ces officiers qui devant la séduction répondaient brièvement qu'ils sont là seulement pour exécuter des ordres. La Convention avait été délivrée par Pichegru, au moment où la « jeunesse dorée » ne suffisait plus pour dompter la lie des clubs ressuscités. Une vingtaine de jours après sa dissolution, lorsque les bandes du « roi », la garde nationale des sections traditionnellement dévouées au « trône » voulaient empêcher l'établissement de la nouvelle Constitution, dont elles aussi considéraient le vote par le peuple une falsification, le 4-5 octobre (13 vendémiaire) Barras fut heureux d'avoir rencontré à côté de son amie, la créole Joséphine de la Pagerie, veuve du décapité vicomte de Beauharnais, un maigre soupissant qui, après avoir contribué essentiellement à chasser les Anglais de Toulon, était général en retraite sur le pavé de Paris. Ce Corse, de sang toscan, venu d'un pays où Paoli travaillait depuis des années à un régime d'autonomie se maintenant par la force, Napoleone Buonaparte, jadis élève de l'école de Brienne, où on rêvait de cette Rome dont le costume était porté par les futurs officiers de l'école parisienne, parlait le langage de la « rhéto-

rique », il l'écrivait même à ses heures libres, et on le classait parmi les Jacobins, mais son instinct restait plus fort que la mode, et cet instinct n'était que la *virtù*, inexorable, de ses co-nationaux aux xv^e et xvi^e siècles, dont du reste il ignorait l'histoire. Sans venir des camps, il savait ce qu'y pouvait trouver à son appui un homme à poigne. Il le fut dès le début, sans l'annoncer et même sans trop s'en rendre compte, car il ne faisait pas de projets, se bornant à prendre aux réalités tout ce qu'elles pouvaient lui offrir, et rien de plus.

Il attendait patiemment que la rébellion se formât, avançât avec confiance sous ses canons; et il fit tirer sans hésitation et sans pitié, lui qui avait vu en 1792 Louis XVI s'enfuir à l'Assemblée, alors qu'une armée était prête à le défendre. A côté des Jacobins avides de revanche, ses « épauletiers à panaches », trop longtemps insultés ¹, s'étaient vengés avec volupté. On peut dire que ce fut par cette victoire dans les rues que le nouveau régime put s'établir : Conseil des Cinq Cents qui propose, Conseil des Anciens qui décide ², Comité des directeurs qui regarde. Et, comme on avait élu Barras, vrai proconsul de décadence romaine, « pourri » et paresseux, plus trois insignifiants, Carnot restant en marge parce que le pontifiant Siéyès ne croyait pas venu le moment où il décréterait ses Douze Tables, il y avait à prévoir qu'il faudra nécessairement se chercher ailleurs des chefs du pouvoir.

Ceux qui avaient été vaincus le 13 vendémiaire étaient des bourgeois et les personnes dont, comme marchands, comme chefs de service, comme personnes d'influence, ils pouvaient disposer, c'étaient ceux qui dans l'ombre prenaient la cocarde blanche, acclamaient Louis XVIII et envoyaient des émissaires aux chouans normands du comte de Frotté. Dans l'armée même il y avait des généraux, comme l'ancien baron Menou, prêt à céder devant l'insurrection, matée par Barras et son acolyte, qui appartenaient aux talons rouges. On savait que Pichegru a des ententes avec les émigrés, et on lui

¹ Madelin, ouvr. cité. p. 424.

² Pichegru et Mcreau au 18 fructidor an V, dans Schlosser, ouvr. cité. II.

opposait Jourdan et Hoche, mais Moreau donnait, avec les généraux de la conquête de la Hollande, un certificat de civisme au suspect¹. De nouvelles mesures avaient été prises par la Convention mourante contre ces « restaurateurs » : les droits civils furent repris à tous les parents des émigrés et à tous les adversaires de la nouvelle Constitution. Mais les élections avaient tourné au profit de ce même parti, qui n'attendit donc que son heure et tout ce qu'on fit pour corriger le scrutin qui avait laissé des lacunes ne réussit pas à faire changer le caractère de la double législative, dont le corps des votants, les « Anciens », avait été élu par les Cinq Cents d'une manière tout aussi peu légale.

Il fallait des victoires pour consolider un régime aussi compromis à ses débuts mêmes et qu'entourait à Paris une opinion nettement conservatrice. L'Autriche, mettant à la tête de ses armées, à la place de Clerfayt, général de premier ordre, le très jeune archiduc Charles, en fournit l'occasion, déclarant en mai 1796 l'armistice rompu. En Allemagne méridionale, car la Hesse, le Hanovre restaient neutres, comme la Prusse, il y eut de longues manœuvres, terminées après que Moreau eût sauvé Jourdan, menacé par l'avance du premier sur la Bavière. Frédéric-Guillaume II en profitait pour chercher à s'attacher la Franconie, séparée du corps de l'Empire; il s'annexa deux villes impériales et fit marcher ses troupes sur Nuremberg. On savait qu'une convention secrète, cédant à la France la frontière du Rhin, lui assure au-delà du fleuve un « dédommagement » et qu'il avait pris même des mesures pour caser son beau-frère, le stathouder hollandais, en exil. Le Wurtemberg, le duché de Bade adhèrent au grand projet des « sécularisations » qui devaient créer une nouvelle Allemagne au profit de quelques puissants. Il fallut que l'archiduc désarmât les troupes du cercle de Souabe².

¹ Schlosser, ouvr. cité, I, p. 291 et suiv., d'après les *Lettres sur quelques particularités secrètes de l'histoire pendant l'intèrègne des Bourbons*, 1815, 3 vol.

² Schlosser, ouvr. cité, II, p. 313-317.

Dès le mois d'avril, Carnot avait fait envoyer Bonaparte en Italie, où, jusque-là, la majorité des Etats de la péninsule étant contre la France, on n'avait pas osé dépasser le territoire de Gênes. Il y avait une armée, mais dans le plus mauvais état. Le général de vingt-cinq ans réussit dans peu, par le prestige de sa personnalité, à lui donner une bonne organisation et surtout à lui infuser un esprit invincible. Une série de victoires, à Montenotte, où les Autrichiens avaient presque gagné la journée lorsqu'ils se butèrent à la résistance de grenadiers, à Millesimo, à Mondovi, séparant les Sardes des Impériaux, permirent aux Français de pousser vers Turin. Aussitôt le roi de Sardaigne se déroba par une trêve : on lui infligea une contribution de guerre, des garnisons et des ministres au gré de Bonaparte. L'Italien qu'était le conquérant fouillait par ses proclamations dans l'âme des Italiens, dont il traversait les belles contrées par delà le Pô et le Tessin jusqu'à l'Adda. Il n'acceptait pas la collaboration, qu'on voulait lui imposer, de Kellermann, ni pensait à régler son action d'après celle de Jourdan, bientôt de nouveau battu, et de Moreau, qui fut empêché par cette défaite d'aller le chercher dans les gorges du Tyrol. L'Adda fut franchie à Lodi, contre toute attente, par cet oiseau qui traita à Vérone, en maître, avec le Sénat de Venise, signant la paix avec le Pape et le roi de Naples dont la femme était sœur de Marie-Antoinette.

En chemin il créait les républiques comme à Modène et en fixait les limites : Cispadane d'abord, Cisalpine plus tard. Il s'entretenait par de lourdes contributions imposées aux spectateurs, terrorisés, de ce drame : Mantoue, Parme, Modène, Bologne, Ferrare, Rome, Lucques, Livourne occupée en pleine paix, Gênes, et on reconnaissait à Paris que le trésor national s'entretenait par lui. Ses généraux, Masséna, Berthier, Lannes, Augereau, au lieu de le jalouser, comme c'était la coutume dans les guerres de la République, marchaient comme hypnotisés dans son sillage. Il séduisit Clarke, envoyé pour l'observer, et se l'attacha pour la vie. « Tous les hommes de génie sont Français, quel que soit le pays qui les ait vus

naitre », disait-il aux gloires scientifiques, littéraires et artistiques de l'Italie qui, tout en regardant les œuvres d'art « partir » par ordre du Directoire pour Paris, entrevoyaient un nouveau César de leur race. Déjà il était monarque de son armée et de sa conquête et il en prenait le ton et les allures.

Le principal général des Autrichiens, Wurmser, crut pouvoir reprendre l'Italie. Bonaparte s'ouvre, en août, l'entrée au Tyrol par Roveredo, et retourne ensuite sur Mantoue, pour y trouver un adversaire trop confiant, bientôt renforcé des troupes fraîches d'Alvinzi. Pendant trois jours, en novembre, les Français combattirent sur l'Adige, à Arcole, contre ce dernier; et à Rivoli, en janvier 1797, ils brisaient complètement la nouvelle armée d'invasion. Mantoue se rendit aussitôt, et le Pape, qui avait ouvert des hostilités, implora la paix. Dans le voisinage presque de Vienne furent signés enfin les préliminaires de Leoben (18 avril), qui cédaient à la France les Pays-Bas, la Lombardie, l'empereur gagnant sur le compte de Venise l'Istrie, l'Illyrie, un lambeau de terre italienne appartenant à la malheureuse république qui n'avait pas combattu. L'avance des armées de Hoche et de Moreau sur le Rhin en fut empêchée.

Venise restait cependant libre, mais le maître de ses destinées en méprisait la « population inepte, lâche et nullement faite pour la liberté ». Des intrigues à Vérone, du sang français répandu dans les rues de cette ville amenèrent la déclaration de Bonaparte que la liberté vénitienne avait vécu; ses troupes parurent sur la place de Saint-Marc le 20 mai. Les démocrates de Gênes permirent d'y établir la république ligure (mai-juin) et ceux de Milan devenaient, en juillet, des citoyens de la république cisalpine. La France avait jusqu'aux frontières du royaume de Naples toute l'Italie, lorsque, le 17 octobre, François II signa la paix de Campoformio, près d'Udine. Il consentait à ce que Mayence devienne française et que le drapeau tricolore s'élève sur les îles Ioniennes, obtenant en échange le Frioul et la Dalmatie.

Il y avait du fantastique, de la folie dans ce résultat. Bonaparte marchait déjà dans l'irréel. Pour le moment, c'était encore une gloire française qui en résultait. Le héros se fit modeste et insinuant, « bon citoyen ». « Je demande du repos, après avoir justifié la confiance du gouvernement et acquis plus de gloire qu'il n'en faut peut-être pour être heureux. » Il parlait du « soc de Cincinnatus ». Mais en même temps il se déclarait prêt à accourir pour sauver la Constitution contre les royalistes; il n'entendait pas déchoir jusqu'à faire l'hommage à Louis XVIII ou au jeune duc d'Orléans, l'ancien lieutenant de Dumouriez. On l'avait tenu au courant de ce qui s'était passé à Paris, où le Directoire ne faisait que louvoyer pour se maintenir : contre les royalistes, maîtres du Midi entier, auteurs des troubles de Marseille et d'Aix, organisateurs d'une vraie fureur mystique dans les sociétés de Jésus et du Soleil, et les Jacobins des clubs refaits, dont les journaux criaient au meurtre, pour reconquérir la Constitution de 1793, les agents des clubs travaillaient l'armée, et les plus exaltés, Babeuf à leur tête, rêvaient d'un paradis social largement arrosé de sang. Presque au moment où le triomphe des armées était paraphé à Leoben, s'ouvraient les séances du Corps Législatif, renouvelé d'un tiers selon la Constitution; ce tiers était, sinon royaliste, très modéré, et le président, élu, des Cinq Cents fut Pichegru; son collègue des Anciens était dans les mêmes sentiments.

Pour empêcher le coup d'Etat contre le Directoire, réduit à un triumvirat, Barras fit marcher les généraux. Ne pouvant pas faire usage de Schérer, n'ayant pas réussi à s'entendre avec Hoche, il prit Augereau, émissaire de Bonaparte. Tous ses collègues de l'armée d'Italie s'étaient « prononcés » par écrit contre les royalistes. Lorsque les deux Assemblées se préparaient pour leur contre-révolution, les soldats de cette armée victorieuse envahirent les salles de séances. Pichegru fut arrêté : cinquante-trois députés condamnés à la déportation à Cayenne, et les deux directeurs royalistes, Carnot et le

nouvel élu, Barthélemy, devaient y aller avec eux. Le prince de Conti, deux femmes de la famille des Bourbons, dont la veuve du ci-devant duc d'Orléans, étaient voués au même sort. La presse royaliste fut muselée. L'administration de Paris sera changée et quarante-huit élections annulées. Des « bureaux centraux » eurent le pouvoir dans les provinces. Quelques semaines plus tard, Bonaparte faisait son entrée à la romaine, comme « imperator » de ces troupes qui avaient couronné leur activité en sauvant la tradition révolutionnaire.

La victoire à l'intérieur rendit le gouvernement français assez confiant pour créer de ses gestes la nouvelle carte de l'Europe « révolutionnée », transformée jusqu'aux frontières de l'Allemagne, dont le sort était discuté aux conférences de Rastadt, en républiques succursales. Jamais on n'avait vu un changement pareil, accepté avec plus de docilité par les nations qui s'ignoraient encore.

On suivit l'exemple de « l'épuration » parisienne et celui des décrets de Bonaparte en Italie. Dans le corps législatif de La Haye on arrêta les membres suspects de réactionnarisme ou on les exclut, et, pour avoir une Constitution comme celle de l'an III, en France, une Convention s'improvisa (janvier 1798); un essai de revenir sur ce changement ne réussit pas.

A Rome on attendit l'arrivée de Berthier, en février, pour en agir de même à l'égard du Pape, expulsé en Toscane par la république romaine; Masséna, qui était juif, fut chargé de représenter, sur les ruines du pouvoir temporel la France protectrice. En Suisse, le canton de Vaud fut aidé à devenir la république lémanique, avec Lausanne comme capitale, et Berne, jadis dominatrice du canton, ayant été prise, en avril, on eut une république helvétique pour tous les cantons, Aarau servant de siège à la première Assemblée nationale. On essaya même d'une république irlandaise, mais les forces débarquées dans l'île finirent par capituler. Le roi de Naples ayant conclu un pacte avec l'empereur, le général Cham-

pionnet ira créer dans le Midi de l'Italie la république parthénopéenne. La Sicile servit de refuge à la dynastie, soutenue dans cette île par la flotte anglaise. Dans le Nord de la péninsule, la France prenait le Piémont, et le roi de Sardaigne s'établissait à Cagliari.

L'Angleterre était restée seule en guerre avec la République. Bonaparte crut pouvoir la forcer en attaquant l'Égypte, dont la dépendance de la Porte était, malgré le voyage d'autorité qu'y avait fait le capoulan Hassan, presque seulement nominale, les beys mamelouks administrant en maîtres le pays. Le Directoire acquiesça à ce projet extraordinaire, et l'ancienne armée d'Italie alla chercher une nouvelle gloire à l'autre bout de la Méditerranée, après avoir pris en chemin l'île de Malte (juin-juillet).

Depuis longtemps le nouveau régime français avait une politique orientale. Elle devait consister d'abord à soutenir les Polonais avant le dernier démembrement. Après Sémonville, le ci-devant marquis de Sainte-Croix, devenu le bon jacobin Descorches, parut à Constantinople, sous le nom de « citoyen Aubry », marchand et, en même temps, « commissaire civil de la Convention », alors qu'un autre républicain, Gaudin, s'installait dans les Principautés comme « personne de confiance »; plus tard un troisième propagandiste, Hénin, se montra dans les rues de la capitale ottomane. Ces agents fréquentaient, la tête enveloppée de turbans, les cafés turcs et croyaient pouvoir se gagner dans le monde constantinopolitain, si bigarré, aussi d'autres amis que les Grecs agités. Officiellement, dès mars 1793, la Turquie était neutre; elle ne réagissait pas aux offres des Polonais, qui allaient jusqu'à imaginer un « Hospodarat » vassal pour leur nation ¹. Verninac avait remplacé Descorches à Constantinople, lorsque Oginski parut comme mandataire de la révolution polonaise qui survivait à l'État, qu'elle espérait pouvoir reconstituer, de l'« autorité nationale »

qui se cherchait un siège et un point de départ dans les Principautés ¹. Une nouvelle « confédération » s'était formée avec Dombrowski et Denisko, avant l'expédition italienne de Bonaparte, à Cracovie, en janvier 1796². Une attaque se produisit même en Galicie au cours de l'année 1797. Car dès le 7 novembre 1796 Catherine II avait succombé à une attaque d'apoplexie et, comme les Polonais attendaient de son fils, le demi-fou Paul, un autre traitement de leur malheureuse nation, — les Russes étant, du reste, pris du côté de Derbend et de la Perse, servie par des officiers français ³ —, la haine se tournait entière contre cette Autriche dont le déchirement pouvait être escompté après ses défaites en Italie.

Mais, aussitôt la paix de Campoformio conclue, l'attitude des Turcs changea. L'agitation polonaise ne fut plus permise. Malgré les exploits, dans l'Archipel, de Katzonis, sujet russe et chevalier de l'Ordre de Saint-Georges, on se rapprochait de la Russie. Le moment n'était plus où Bonaparte lui-même, qui n'avait pas encore la gloire d'Arcole, s'offrait à préparer contre les troupes de la Tzarine la nouvelle armée européenne de Sélim III ⁴. La France s'était installée non seulement dans les îles Ioniennes, mais aussi sur le continent balcanique : à Butrintò, à Parga, à Prévésa, à Vonitza; elle entretenait des relations étroites avec les deux plus grands des rebelles, aïans en Europe, déré-beys en Asie Mineure, pachas autonomes en Syrie, beys mamelouks en Egypte, qui de fait avaient déjà émietté à leur profit l'empire devenu inerte : Ali de Janina, qui disposait de l'Albanie et de la Thessalie, qui venait d'occuper Ochrida, vieille ville impériale pleine de souvenirs, et le défenseur de la tradition et de la « vertu » à Vidine, Pasvan-Oglou; elle excitait les Grecs à Arta, dans le Magne spartiate, dont

¹ *Ibid.*, pp. 112-113.

² *Ibid.*, p. 113. Cf. Askénazy, *Napoléon et la Pologne*, trad. Grégoire, Bruxelles, 1925.

³ *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, p. 115.

⁴ *Ibid.*, pp. 112-113.

le passé antique excitait des espoirs, aussi bien qu'à Vienne, où Rhigas, Macédonien, jadis secrétaire d'un boïar à Bucarest, lançait les accents d'une « Marseillaise hellénique »; ses agents préparaient pour la révolution d'Orient le milieu, si sensible aux influences occidentales, si pénétré de « philosophie » française, des Principautés roumaines.

En plus, avoir des points d'appui dans la Méditerranée orientale c'était pousser nécessairement une Puissance dont le commerce du Levant était si ancien et si important à tenter encore une fois la réalisation de l'ancien rêve qui sous les rois déchus avait amené la diplomatie française à se réserver, en cas de partage de la Turquie, l'île de Crète. La France révolutionnaire était en même temps l'héritière de Venise, dont elle avait quelques-uns des postes les plus avancés. Tout cela, avec le désir de Bonaparte de s'isoler, et notamment dans une nouvelle gloire lointaine, amena l'expédition de 1798.

En juillet, Bonaparte était à Alexandrie : confisquant ce qui appartenait aux Anglais, il n'avait pas touché aux vaisseaux turcs. Il prétendait se venger seulement contre les deux beys mamelouks, Ali et Ibrahim, dont les insultes à l'égard des marchands français, nombreux dans ce pays, n'avaient pas été punis par la Porte. Elle « se méprendrait bien gravement », lui faisait-on savoir, « si elle s'obstinait à regarder notre descente en Egypte comme un acte d'hostilité exercé contre elle ».

La cavalerie, brillante, mais indisciplinée, des Mamelouks, fut dispersée sous les Pyramides. En vain les chéïks avaient-ils prié publiquement au son des tambours pour la victoire. On n'osa pas tuer les chrétiens comme on l'avait suggéré. Les soldats de l'armée d'Italie, qui avaient vu tant de choses nouvelles sous d'autres soleils, firent leur entrée au Caire. « Ils marchaient », dit le timide témoin arabe, « sans armes dans les rues, n'inquiétaient personne, riaient avec le peuple et payaient bien ce dont ils avaient besoin; ils donnaient un thaler pour la poule et vingt paras pour l'œuf, suivant les prix

de leur pays. La confiance s'établit, et on ouvrit des boutiques de comestibles ¹. »

Pour la première fois Bonaparte, successeur des Pharaons, put mettre en pratique dans un pays de l'Islam cette tolérance religieuse, base de sa politique naissante, dont il avait fait preuve en Italie, courtisant le haut clergé catholique. Ordre fut donné de célébrer la fête de la naissance de Mahomet, et au défilé de l'armée de conquête on entendit sa musique, qui « a beaucoup d'analogie avec la musique turque, étant composée de toute sorte d'instruments qui rendent un son agréable ². » Les chrétiens durent porter des turbans noirs et blancs et ne pas manger dans la rue pendant le jeûne du Ramazan ³. On distribuait des « rubans de soie bleu, blanc et rouge », mais les cheikhs n'en voulurent pas, « parce que c'est contraire à la religion », les gens timides seuls consentant à porter la cocarde ⁴. Des discours étaient faits devant la foule multi-nationale, qui se demandait si « c'étaient des ordres ou des reproches ou un sermon ⁵. » On donnait des livres à tous ceux qui désiraient s'instruire, on ouvrait des bibliothèques populaires arabes, « car tous les Français, grands et petits, savent lire et écrire », et ils appréciaient « un homme d'esprit ». Bonaparte assista même à la fête de Housséin, l'armée ayant élevé un arc de triomphe en l'honneur du martyr vénéré par les chiites ⁶.

Mais il fallait vivre sur le pays. Les impôts furent trouvés plus désagréables que les cocardes. Il y eut une rébellion qui fut écrasée à coups de canon. Les Français rentrèrent au Caire « comme des démens ». Une mosquée fut envahie par eux : « ils cassèrent les lampes, effacèrent les écritures, pénétrèrent partout et pillèrent ce qu'ils trouvèrent dans les boutiques des environs, jetant

¹ *Journal d'Abdurrahman Gabarli*, dans la *Revue rétrospective*, 2^e série XXXIV (1837), p. 179.

² *Ibid.*, p. 187.

³ *Ibid.*, p. 345.

⁴ *Ibid.*, p. 189-190.

⁵ *Ibid.*, p. 193, 221-222.

⁶ *Ibid.*, p. 199-200.

les livres dans la boue, foulant aux pieds le Coran et crachant dessus. Les Français buvaient du vin dans la mosquée et cassaient les bouteilles sur le kiblé¹. »

Mais on revint à la bonne intelligence. Les habitants du Caire, avec ou sans cocarde, étaient traités humainement. On les assurait que la France aime le Sultan, qu'elle veut l'aider à combattre les Russes, et on montrait à ces grands enfants les ballons qui seront employés à cette occasion : « une tasse, une mèche et du feu ». Dans le salon du général on voyait les portraits des chéikhes peints par le Grec Rhizo, pendant que d'autres artistes de la mission scientifique « dessinaient les animaux et les poissons². » Dans les rues étaient installés des « réverbères à quatre faces ». On engageait les anciens soldats des mamelouks. Mais ce qui gagnait surtout l'estime des indigènes c'était la personnalité de Bonaparte. « A Suez il se promenait à cheval jour et nuit sur le bord de la mer, il n'avait pour toute nourriture que trois poulets rôtis, enveloppés dans du papier; il n'avait ni cuisinier, ni lit, ni tente³. »

L'amiral anglais Nelson avait détruit dès le 1^{er} août, dans le port d'Alexandrie, la flotte de Brueys. Aussitôt, encouragée, la Porte, que pressaient instamment les Russes, déclara la guerre à ceux qui par leur présence en Egypte diminuaient les revenus des villes saintes Mecque et Médine. Une alliance formelle avec le Tzar sera conclue le 23 décembre, une autre avec l'Angleterre le 5 janvier 1799. La flotte de l'amiral Martinov parut dans le Bosphore, et les vaisseaux d'Ouchakov allèrent avec la flotte du Sultan prendre, en mars, Corfou. Ali s'attaquait aux possessions françaises voisines de son Albanie, les Russes l'arrêtant devant Parga, qu'ils se réservaient. Le roi de Naples étant dans l'alliance russe, on vit les turbans sur la flotte qui vint le soutenir devant sa capitale.

« La Turquie doit être aujourd'hui regardée comme

¹ *Ibid.*, p. 208.

² *Ibid.*, p. 223.

³ *Ibid.*, p. 334.

une province russe », avait-on déclaré à Paris. Aussi Bonaparte entra-t-il comme ennemi en Syrie, assiégeant Saint-Jean d'Acres. Un prestige de croisade paraissait descendre sur celui qui, ayant occupé Gaza et Jaffa, combattait à la place où avaient été les tentes de Philippe-Auguste. Mais le terrible « boucher » Dschezzar avait pris ses mesures, et Bonaparte n'était pas général des sièges. La peste décima son armée; il put la braver, mais pas aussi la vaincre. S'il revint en Egypte, où il fit exposer les canons et les drapeaux du butin ¹, il le fit pour annoncer son retour par une victoire. Les Turcs avaient envoyé des janissaires, des gens d'Anatolie, bref une armée d'empire. Elle fut battue une première fois à Aboukir, en juillet 1799.

Les Arabes avaient plaisanté sur ces soldats européens, si gais à chevaucher sur les petits ânes dans les rues du Caire. Tel chéikh écrivait à leur adresse ces vers : « Les Français perdent leur argent dans notre Egypte et là ils perdront la vie ². » Revenus sous leurs turbans blancs, « ils avaient changé de couleur; on voyait qu'ils avaient beaucoup souffert de la chaleur et de la fatigue ³. » Pas assez pour abandonner un pays qui pour Bonaparte ne devait pas être seulement le théâtre légendaire d'une aventure personnelle.

Ils n'avaient pas cependant, il ne pouvait pas avoir le loisir de poursuivre les projets orientaux. La France demandait un maître, et elle ne pouvait pas s'en découvrir un autre que lui.

Pendant qu'à Paris, le Directoire, Barras en tête, s'ingéniait à annuler les élections et commençait, dès la fin de l'année 1798, la lutte contre les Jacobins assoifés de revanche, qui gagnèrent bientôt la partie aux élections de l'an VII, l'Autriche avait recommencé la guerre.

Elle n'était pas sortie trop à son désavantage à la paix de Campoformio, si déplorée par les patriotes allemands

¹ *Ibid.*, p. 348.

² *Ibid.*, p. 343.

³ *Ibid.*, p. 379.

au point de vue de l'honneur national et des intérêts de l'Empire. En effet, si elle perdait les Pays-Bas, territoire isolé, de perpétuelle révolte, et, provisoirement, le Milanais, tout en gardant la vaste et belle Toscane pour la dynastie, elle acquerrait ce Frioul, cette Istrie, pour la possession desquels avaient travaillé les ducs d'Autriche au moyen-âge; elle s'installait dans la splendide Venise et se gagnait dans les Balcons, outre l'Illyrie, le solide point d'appui de la Dalmatie et des Bouches de Cattaro; chez elle, la révolution avait été rapidement supprimée. Le conspirateur Martinovics avait été envoyé à l'échafaud, et les Hongrois versaient leur sang sur le Rhin; les visées des Saxons de Transylvanie, parlant dans la diète le langage à la mode, n'avaient que l'importance de leur nombre si restreint et de leur province si éloignée. François II, bon catholique, avait l'appui de l'Eglise contre cette France où les théophilanthropes, les « décadaires » en étaient encore au déisme et où les membres du Directoire, sous l'influence de La Révellière-Lepeaux, déportèrent par centaines les curés qui devaient mourir à Cayenne, contre cette France enfin qui exilait le Pape, auquel le prince autrichien qui régnait à Florence avait offert respectueusement le premier asile.

L'Autriche rivale ayant été gagnée pour la nouvelle guerre contre l'esprit révolutionnaire, le Tzar Paul était ramené à cette politique d'alliance qu'il avait déclarée vouloir abandonner à son avènement. L'Angleterre s'était décidée à un grand effort en Hollande. L'Empire rompra les conférences de Rastadt, et les délégués français seront ignominieusement tués en route.

La Triple Alliance commença par la marche de l'archiduc Charles sur le Lech, en Bavière. Le Directoire répondit, le 12 mars, par une déclaration de guerre à l'empereur. Jourdan, envoyé à Suisse, fut battu comme d'habitude (bataille de Stokach, près du lac de Constance; 22 mars). Une semaine après, le Hongrois Kray remportait en Italie une victoire sur l'Adige et une autre, près de Vérone, en avril. Moreau lui-même, successeur

de Schérer, ne put pas tenir la ligne de l'Adda contre la poussée des lourds bataillons inébranlables du vieux Moscovite Souvorov (fin avril). De Naples, Macdonald accourut soutenir son collègue, mais sur la Trebbia, près de Plaisance, il rencontra ce nouvel ennemi auquel les légers soldats de la République n'étaient pas habitués, et il perdit la bataille (juin). Toute l'Italie du Nord fut rapidement évacuée, les restes des deux armées battues se réfugiant sous le canon de Gênes. Joubert, envoyé pour être le nouveau Bonaparte, périt dans la bataille de Novi (août). A Naples, le roi Ferdinand était revenu, et on donnait la chasse aux « parthénopéens ».

Sous la pression de ces si mauvaises nouvelles, le Directoire, dans lequel Barras et son nouvel associé, Siéyès, qui n'avait pas encore dévoilé ses trésors constitutionnels, s'étaient débarrassé de leurs deux collègues « incapables » (juin), s'adjoignant des remplaçants qui n'étaient pas supérieurs à ceux-ci, recourait à des mesures extrêmes. De nouveau on ordonna la conscription, qui provoqua la résistance passive ou la révolte; l'emprunt progressif chercha dans les bourses pleines qui ne manquaient pas, mais qui surent se garantir et, pour ne pas avoir affaire avec l'ennemi intérieur, on recourut à l'atroce moyen des otages pris dans les familles des émigrés. Ce n'était pas de la force, c'était seulement la violence, exaspérée, de la peur. De l'autre côté, les clubs menaçants, qui demandaient le renouvellement de la Terreur, furent fermés par la police, sans que Paris bougeât, ce qui montrait que le jacobinisme était bien mort.

Mais les armées, même sans leurs plus grands chefs — avec Bonaparte absent, presque perdu; et Hoche était mort — se ressaisirent. Souvorov projetait d'entrer en France par la Suisse; le gouvernement de Vienne ne voulait pas que ce sauveur de l'Italie, qui commençait à trancher du Bonaparte russe, y restât trop longtemps. Les troupes du Tzar, fatiguées, passèrent difficilement sur cet autre théâtre de la guerre. Près de Zurich, avec des troupes fraîches, Masséna rencontra Korsakov et le battit; Souvorov arriva trop tard pour le soutenir. Du

reste le Tzar, fantasque dans ses résolutions, rappelait ses légions endurentes. Les Russes, qui doublaient en Hollande le duc d'York, avaient été vaincus, quelques jours auparavant, par le général Brune, à Alkmaer, étant réduits à capituler. Or, avec la retraite de ces masses que le Cabinet de Vienne avait entendu sacrifier pour ses buts égoïstes, la guerre était finie pour cette année.

Le 8 octobre déjà Bonaparte, qui avait laissé son armée à Kléber ¹ et s'était faufile sur un seul vaisseau à travers la croisière anglaise, débarqua avec toute une suite de généraux et de savants à Fréjus. Une grande mission publique l'attendait : celle de mater les Jacobins, d'éloigner les pourris, de correspondre au désir désespéré de toute une nation en établissant le règne de la tolérance, tout en consolidant les résultats essentiels de la Révolution.

Barras et Siéyès crurent pouvoir l'employer comme « le bras » dont ils avaient besoin pour échapper à l'étreinte d'une gauche capable de les détruire. Il s'arrangea de façon à se gagner des alliés même contre ceux qui voulaient se servir de lui, car dans sa pensée tout devait être renouvelé, sur les ruines de toutes les factions de ces « avocats ». Le cortège des généraux restait sous son influence, Bernadotte, ministre de la Guerre, tolérant ce qu'il sentait bien ne pas pouvoir empêcher et Augereau se résignant à abandonner un rôle qu'il ne pouvait pas garder. Les masses applaudissaient le héros revenu comme un dieu de la guerre, capable lui seul d'imposer la paix à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur.

Pour dissoudre les Conseils, il fallait tout de même les éloigner de Paris, où le pouvoir des municipalités sera suspendu. Une vague conspiration fut inventée pour amener les Anciens à user de leur droit constitutionnel, fixant à Saint-Cloud le siège de ce double « Parlement »

¹ Le témoin arabe que nous avons plusieurs fois cité s'exprime ainsi sur son compte : « Ils (les indigènes) ne trouvèrent pas un visage riant comme celui de Bonaparte : il ne causait pas non plus comme lui (loc. cit., p. 395).

et confiant à Bonaparte la charge de sauver la République soi-disant menacée. Deux des « directeurs », Gohier et Moulins, furent surpris par l'intention de démissionner; Barras comprit, mais ne résista pas. Siéyès, qui avait ménagé cette disparition du pouvoir exécutif, s'exerçait à monter à cheval, mais ne chevauchera guère. Le général, peu habitué à haranguer à la tribune, fit assez mauvaise figure devant les Anciens; aux Cinq Cents on cria au tyran et on malmena, malgré son prestige, ce petit homme devenu timide devant les toges rouges. Il se retira en mauvaise posture, le visage égratigné, les cris de « hors la loi » le poursuivant. Le coup paraissait manqué. Mais le président, Lucien, frère de Bonaparte, tint bon et parla, à cheval, aux soldats qui appartenaient pour la plupart à la garde des Conseils et n'avaient donc rien de commun avec le général d'Italie et d'Égypte. Les gardiens armés de la Constitution se laissèrent persuader. Ils pénétrèrent tambour battant dans l'assemblée qu'on leur avait présentée comme dominée par une bande de conspirateurs et firent sauter par les fenêtres de l'Orangerie les « représentants de la nation », inaccoutumés au procédé. Les Anciens se transformèrent, séance tenante, en constituants et, soutenus par une minorité de leurs collègues, ils créèrent pour Bonaparte. Siéyès et un tiers, Roger-Ducos, un triumvirat consulaire, bien entendu provisoire ¹. La Constitution devait être rédigée par des commissions législatives, les Conseils s'étant « ajournés ». C'est ce qu'on appelle le 18 brumaire (9 novembre 1799).

L'année ne finit pas sans que Bonaparte, ayant facilement écarté les prétentions directoriales de Siéyès, eût terminé cette nouvelle Constitution, attendue avec tant d'impatience. Les consuls furent maintenus, mais il y avait un « premier consul », le seul « nommé par la Constitution » et ayant le droit de choisir ses conseillers et

¹ Déjà en 1798 la révolution romaine avait proclamé sur le Capitole deux consuls au nom du « peuple romain ».

ses fonctionnaires, les deux autres pouvant seulement être consultés. C'est du consulat que partait l'initiative des lois. C'est lui qui nomme « la première fois »¹ les soixante membres du Sénat « conservateur » de la Constitution. Les projets de loi passeront aux tribuns, au nombre de cent, élus par le Sénat sur des listes nationales, et ceux qui les voteront, de même création, les trois cents du Corps Législatif, qui siège un tiers de l'année, n'auront pas le droit de discuter. Ce sont les consuls seuls qui, en l'absence des corps législatifs, peuvent suspendre la Constitution. Dans l'administration, on s'en tient encore au régime des élections, mais avec combien de réserves ! Les électeurs fixent les listes sur lesquelles seront pris les fonctionnaires de l'arrondissement ; les électeurs des communes en agissent de même pour le département ; les listes nationales donnent les fonctionnaires nationaux, les juges, sauf les juges de paix, directement élus, et les membres du jury. Siéyès disparut à la formation de la nouvelle exécutive, Bonaparte se choisissant le conventionnel modéré Cambacérès et Lebrun, jurisconsulte de l'ancien royaume, à l'époque où Maupeou gouvernait.

Le vainqueur sur le champ de bataille des luttes intérieures auxquelles il mettait fin définitivement et, grâce à son caractère immuable, sans les remplacer par le régime des intimes et l'influence des femmes, entendait-il se servir de cette base solide pour courir jusqu'à perdre haleine et à périr sur la voie sacrée après le mirage d'une gloire toujours nouvelle ? Malgré les apparences, il faut dire résolument non.

Il voulait créer. Déjà les gouvernements de la Révolution, c'est-à-dire les assemblées qui s'étaient arrogé le pouvoir exécutif, lui avaient légué des créations. Les lettrés de la Convention avaient posé les bases du nouvel enseignement laïc, commençant par l'école primaire ; ils avaient donné aux sciences l'Institut ; le système

¹ Dans la suite, voteront le second et le troisième consul avec les deux sortants.

métrique avait été imposé au pays, jusqu'alors divisé sous ce rapport aussi. Mais que pouvait-on faire étant toujours sur la brèche avec l'éclat du couperet de la guillotine à l'horizon?

Bonaparte avait parlé plus d'une fois de la carrière civile qu'il voulait ouvrir. En Italie il avait été chef d'Etat; encore plus en Egypte. Il ne venait pas en apprenti dominer un grand pays ravagé par la plus terrible des révolutions et tenu en haleine par les coups d'Etat périodiques. Il prenait une responsabilité énorme dont son génie constructeur pouvait se croire digne.

Les premières mesures de consolidation commencent. Les jacobins se soumettent sous la menace de se voir transportés à Cayenne. Les restes des bandes vendéennes capitulent devant un chef d'Etat qui leur promet le respect pour la religion catholique. Des préfets et des sous-préfets prennent en main la conduite des départements et des arrondissements, sachant à qui ils doivent rendre compte de leur activité. Pour subvenir aux difficultés financières dans lesquelles depuis des années se débat le Trésor, une Banque de France est fondée, qui trouve des actionnaires. Bientôt on ne paiera plus en mandats territoriaux, presque aussi discrédités que les assignats, les créanciers de l'Etat.

Mais l'Autriche entendait mener même sans la Russie sa guerre de revanche. Le général Melas, Saxon de Transylvanie, occupe Nice et compte reprendre l'expédition de Charles Quint en Provence. Pendant que, en Egypte, Kléber livre des combats heureux aux Anglo-Tures, reprenant le Caire pour périr sous le couteau d'un fanatique, le premier consul descend à Dijon.

Il y forme presque instantanément une armée, car le régime précédent ne lui avaient légué aucune, et par le miracle du passage des Alpes à travers le Saint-Bernard, jugé inaccessible pour une armée (fin de mai), il plonge sur Milan et y réinstalle ces Cisalpins. Milan s'empresse de revenir au passé. Dans les environs d'Alessandria sont livrés en juin les combats de Montebello et de Marengo.

Vaincu, le général autrichien abandonne par l'armistice du 16 juin tout ce que les Russes avaient gagné à l'empereur.

Encore une fois les opérations en Allemagne, conduites par Moreau, n'amènent pas de résultats décisifs. Les troupes françaises gagnent la route de la Bavière, et un armistice, en septembre, leur permet de s'installer à Philippsbourg, conquête de Louis XIV, à Ulm, dans la ville moyen-âgeuse d'Ingolstadt. Macdonald est dans les Grisons, pendant que Bonaparte fait entrer ses soldats à Florence. Mais une nouvelle campagne, en hiver, amène, après la bataille de Hohenlinden, Moreau à Munich, à Salzbourg, à Linz, devant Vienne. En même temps, il y a une armée française au Tyrol, une autre, celle du premier consul, au delà de l'Adige.

François II pouvait se rendre compte qu'à lui seul il ne peut pas, quels que fussent les subsides anglais, mener la guerre contre de pareilles armées. L'armistice est signé à Stayer et à Trévis. Le 9 février 1801 le traité de Lunéville, en Lorraine, impose à l'empereur la reconnaissance de toutes les républiques italiennes, plus celles de l'Helvétie et de la Batavie; il renonce même pour sa dynastie à la Toscane, dont on fera pour les Bourbons d'Espagne, fidèles à l'alliance avec la Révolution française, un royaume d'Etrurie. C'est la première couronne que décernent les mains, habiles à manier, du premier consul. Le duc de Parme s'établit à Florence, promettant de léguer à la France ses premières possessions. Le roi d'Espagne cédera, à la fin de l'année, la Louisiane occidentale, mais il triomphera des Portugais, alliés de l'Angleterre. Celui de Naples abandonne Elbe, destinée à abriter la plus grande des déchéances. Si on ne peut pas maintenir l'Égypte, où Menou, successeur de Kléber, fait semblant d'embrasser l'islamisme, l'armée abandonnée par Bonaparte pourra retourner en France (septembre). Enfin, le Tzar, qui demande aux Anglais Malte, qu'ils viennent de conquérir, et qui se voit Grand-Maître des Hospitaliers, est horriblement assassiné dans son palais par des courtisans qui opèrent presque en

présence de l'héritier du trône, et le nouveau maître de la Russie, Alexandre, portant, de par la volonté de Catherine, le nom glorieux du Macédonien, est trop l'élève du philosophe suisse Laharpe pour persévérer dans une politique qui ne sert que son rival naturel de Vienne. Déjà, il avait désapprouvé l'acte brutal de la flotte anglaise, qui était venue, en mars, se venger des neutres du Nord en bombardant Copenhague, après avoir détruit la flotte danoise; il força les Anglais à sortir de la Baltique et imposa le principe que « le pavillon couvre la marchandise », sauf la contrebande de guerre (juillet). Pour faire la paix il demande seulement que Bonaparte, qu'il admire de loin, reconnaisse la république fondée par les Russes aux îles Ioniennes, qu'ils ne sont pas en mesure d'annexer, qu'il admette la possession ottomane à Prévésa et Parga, c'est-à-dire qu'il se retire de ces Balcons que la Russie entend se réserver. Ceci une fois accordé, en octobre, le Tzar se réconcilie avec la France et avec l'Espagne; les Turcs, qui n'ont plus à se plaindre de rien, reprennent les relations avec les anciens amis français après avoir tranché la tête des otages.

En Angleterre, sous le coup des événements de 1800, un grand ministre est tombé qui dirigeait depuis dix-sept ans la vie du royaume auquel il venait de réunir constitutionnellement l'Irlande. Il est vrai que Pitt se fait remplacer par des amis, mais il n'est pas moins vrai qu'une politique qui a chargé de dettes l'Etat, tout en livrant au commerce anglais le presque-monopole des mers, fait banqueroute. Le 25 mars 1802, à Lunéville encore, le royaume de George III rend tout ce qu'il a pris à la France, gardant seulement l'île de Trinidad, prise aux Espagnols, et réunissant à ses Indes, où Tippou-Saïd est mort en vaincu, Ceylan, jusque-là hollandaise. Le Cabinet de Saint-James admet toutes les annexions et reconnaît toutes les fondations politiques de la République française.

Maintenant, Bonaparte croit s'être gagné le droit de régler par-dessus les larges frontières acquises par sa

patrie toutes les questions encore indéterminées, d'un bout de l'Europe à l'autre. Ici encore, le grand ordonnateur entre dans son rôle.

À l'intérieur, on se rend enfin compte qu'en matière de droit le nouveau régime s'appuie encore sur les vieilles coutumes médiévales qui ne correspondent nullement aux nouvelles réalités. La commission des codes, aiguillonnée par ce nouveau Justinien en redingote consulaire, dota la France et, avec elle, le monde, car ses principes, tirés du droit romain et corrigés par la raison « philosophique », s'étendent rapidement sur presque tous les pays, d'une nouvelle législation unitaire. Pour imposer le Code Civil il faudra briser l'opposition du Tribunat. Il faudra vaincre celle du président du Corps Législatif, personnage préoccupé depuis longtemps de problèmes religieux, pour imposer le Concordat, qui règle les rapports de l'Etat avec la Papauté, par-dessus les souvenirs des persécutions et des folies innovatrices, avec le successeur de Pie VI, mort résigné à Valence, en exil chez ces républicains mécréants. Le jour de Pâques de cette mémorable année des plus grandes réformes, des « lois organiques », on vit le premier consul, qui n'avait conservé du passé que l'ère républicaine, assister en grande solennité à la messe de grâces dite à Notre-Dame. Cette même année, un adepte de Rousseau, un noble de Bretagne, un émigré qui était allé, avant de grelotter à Londres dans une mansarde de réfugié, dans les vastes plaines de l'Amérique pour y chercher chez les Peaux-Rouges, dans une nature qu'il ignorait jusque-là, l'homme vertueux parce que primitif, Chateaubriand, fera entendre dans son *Génie du Christianisme*, compilation informe, mais d'un style impressionnant, en littérature des accents d'orgue chrétienne.

À côté du culte restauré, d'après le désir de l'immense majorité des Français, qui demandaient dans les villages depuis des années le retour des cloches, il faut un nouvel enseignement, de discipline romaine. Le latin fera sa rentrée dans les écoles secondaires nommées du titre grec de lycées, et dans ces quarante établissements

pourront se presser, préparant ainsi la première génération révolutionnaire cultivée, les fils des faubourgs et des campagnes, car le gouvernement donne généreusement une cinquantaine de mille bourses.

L'économie nationale aura, sous la conduite de cet homme habitué à faire travailler les armées comme en Italie et en Egypte, des routes; des canaux, en Flandre, du côté de la Loire et en Bretagne, aideront la circulation, garantie par une parfaite sécurité, des marchandises. Les Alpes seront franchies à travers le Simplon, d'un côté, le Mont Genève, de l'autre par des voies copiées sur celle des Romains.

D'après des idées depuis longtemps proclamées, le chef de la nation française ne connaît que des citoyens ayant, quel que fût leur passé, plus ou moins récent, les mêmes droits. Il n'y a plus de Vendée. Les émigrés pourront revenir. Deux attentats en 1801 n'ont pas amené de proscriptions en masse, selon la recette fixée par les luttes des factions. Pour la première fois on classe les hommes, non plus d'après leurs idées et leurs adhésions, ni même d'après leurs talents — celui de la parole n'étant plus prisé par ce grand orateur qu'est cependant Bonaparte —, mais d'après leur bonne volonté, leur travail dévoué, leur collaboration à l'œuvre créatrice qui commence. L'esprit jacobin se rebiffe lorsqu'un projet propose la Légion d'honneur, qui doit former une armée du travail fécond et utile; la loi passe par-dessus les murmures de ceux qui, ayant, par leur carrière; leur influence, leur fortune, depuis longtemps réalisé l'inégalité de fait, entendent maintenir l'égalité de droit.

Mais cette œuvre qui débute si brillamment par des coups de génie a besoin d'autre inspirateur et guide qu'un premier consul renouvelable. Le Sénat est invité donc à demander à la « nation » que le terme des pouvoirs de Bonaparte soit prolongé. Il propose dix ans; presque l'unanimité des votants, plus de trois millions et demi, accepte le consulat à vie (2 août). La Constitution remaniée va permettre au détenteur de cette suprême magis-

trature de se désigner un successeur : c'est donc, sous un autre nom, la monarchie héréditaire. Alors il y aura dans les arrondissements et les départements des électeurs élus à vie par les cantons. Comme le Tribunat a montré un esprit de fronde, ses membres, réduits à cinquante, seront presque confondus avec ceux du Conseil d'Etat, docile; le régime reposera sur le Sénat, qui aura désormais cent vingt membres, et jouira du droit de dissoudre le corps législatif sans initiative.

Déjà l'Italie a le même maître. Le Piémont est partie intégrante de la République, Turin devenant un simple chef-lieu de département. La mort du duc de Parme, roi d'Etrurie, permet d'occuper des territoires qui, d'après le traité, reviennent à la France. L'Italie devient par le vote de ses représentants une grande réalité nationale s'arrêtant aux seules frontières des royaumes gouvernés par les Bourbons, au territoire que regagne le Pape : dès le 26 janvier 1802 une députation est venue à Lyon acclamer dans la personne de cet Italien de naissance un président qui rappelle les Césars d'autrefois. La fin de l'année verra une intervention militaire en Suisse, qui se formera, sous sa « médiation », en république des dix-neuf cantons, sur la base de l'égalité des citoyens, sous un landamman « premier consul ». On prépare la refonte complète de l'Allemagne, partagée en plus d'un millier d'autorités, dépendant de façon « médiate » ou immédiate de l'Empire et coupant les chemins, les cours d'eau, empêchant la justice, gênant toute liberté de mouvements — une population paisible et soumise, vendable même comme soldats à l'étranger, est habituée depuis des générations à s'interdire toute initiative.

On est arrivé, après les démonstrations du jacobinisme mayençais, après l'ère des clubs et des arbres de liberté, à ne plus aimer les formules françaises. Le plus grand des écrivains de l'Allemagne, qui a au moins sa littérature unique, Goëthe, suivant la tradition de Lessing, qui s'était tourné contre la copie servile du théâtre français du XVIII^e siècle dans sa *Dramaturgie de Hambourg*,

ridiculise, dans le *Général Citoyen*, dans le *Grand Kophla*, dans la *Fille naturelle*, cette emphase qui offense son classicisme renouvelé à la source directe de l'Italie. Mais, si la cocarde n'enivre plus, si on ne voit pas dans le soldat français un philanthrope le rameau d'olivier dans la main, on en a assez des restrictions mesquines et vexantes. Se sentant une nation, on ne tient guère à « appartenir » à son prince, dont du reste la miniature de Versailles a pâli au moment où s'est éteinte la splendeur de l'original en France. Le vœu général est que cette poussière soit enfin balayée et, comme les grands le veulent dans leur avantage, elle le sera.

Sur ce point, Prusse et Autriche, Puissances d'annexion, s'entendent. Comme, après avoir digéré leur portion de Pologne, elles ont été empêchées de mettre leurs dents dans les lambeaux de France, les deux monarques allemands cherchent naturellement à se refaire chez eux, dans leur propre milieu germanique. Ils seront impitoyables envers leurs collègues plus petits, envers les bonnes villes impériales, Ulm, Augsbourg — la Prusse s'étant déjà installée à Munster et Paderborn, les cités westphaliennes, qui n'ont pas acclamé le soldat fédéricien —, envers les seigneurs n'ayant pas d'autre dépendance que celle du Saint-Empire romain de nation germanique. La Russie du nouveau Tzar, qui transpose chez lui ce qu'il peut du nouveau régime français, avec un Sénat délibératif, des ministres de département, dont l'un à l'instruction publique, des Universités russes ajoutées à celles héritées de la Pologne, est à l'autre bout du chaos allemand pour soutenir cette simplification, qui peut servir mieux l'influence qu'on escompte sur ce centre de l'Europe.

D'abord, comme l'esprit clérical catholique est mort à Vienne aussi, comme depuis longtemps le protestantisme de toutes nuances bat en brèche les souverainetés des archevêques et évêques, elles seront supprimées sans qu'une voix s'élève pour leur maintien. Un grand mur du moyen-âge s'écroule sans bruit tragique. L'Autriche catholique en a profité, car un Habsbourg, le Grand-Duc

évincé de Toscane, devient électeur de Salszbourg, sécularisée. L'électeur de Mayence conserve sa voix, mais il est établi à Ratisbonne, qui ne cesse pas d'être ville impériale. Les voix de Cologne, de Trèves sont attribuées aux princes de Bade, de Wurtemberg et de Hesse, ce dernier perdant au profit du roi de Prusse une partie de son territoire. On réunit dans le collège de la liberté urbaine Ratisbonne, Augsburg, Nuremberg, Wetzlar, Francfort, Lübeck et les dépendances, jusque-là, du Hanovre, fortement entamé : Hambourg et Brême; les expropriés seront indemnisés en argent. L'Empire, réuni en diète, a accepté, a dû accepter, car il n'y a pas de force disposée à soutenir les privilèges agonisants. De fait, il n'y a plus d'Allemagne ailleurs que dans le domaine de l'esprit; François de Habsbourg, qui a hérité d'une « Autriche » consolidée à la prussienne, unifiée en dépit de tout les souvenirs, de tous les droits et de tous les intérêts, s'en apercevra bientôt et, tout en restant un empereur, en tirera les conséquences, sortant de la vieille idéologie et se « territorialisant » lui-même.

Mais l'Angleterre¹ ne tient pas compte de la paix qu'elle vient de signer. Elle la rompt formellement dès le mois de mai 1803. Elle n'a pas restitué Malte. Les envahissements français en Allemagne lui portant dommage et l'irritent. Elle ne peut pas se risquer à voir la Hollande réunie politiquement à la France, qui détient Dunkerque, Anvers et Amsterdam, qui se forme une grande flotte d'invasion, qui dispose des vaisseaux de l'Espagne, qui arrache, par un acte de neutralité, le Portugal à une dépendance devenue traditionnelle envers les Anglais. En plus, un autre client, le roi de Naples, se voit forcé à une « alliance » qui lui prend toute la Pouille et un district des Abruzzes. Le Pape cède ses deux ports de Civita-Vecchia et d'Ancône à ses nouveaux amis. Dans l'Etrurie

¹ Voy. J. Holland Rose, *William Pitt and the great war*, 2 vol., Londres, 1911; Stanhope, *Life of William Pitt*, 3^e éd., 1867, 4 vol. (aussi traduction italienne); Lecky, *History of England in the eighteenth century*, 8^e éd., 1891-1894, 5 vol.

où règne, après la mort de Louis I^{er}, un enfant, les commandements viennent de Paris. Sans aucune déclaration officielle, de ce côté-là, il y a la guerre.

Mais ce ne sera pas le chef de la France qui la déclarera. Bonaparte se voit encore en butte aux conspirations. S'il attend l'immunité d'un Pichegru, il est très sensible à celle de Moreau. Les émigrés qui ne sont pas rentrés s'agitent aux frontières. Dans sa retraite de Mittau, sous la protection du Tzar, « Louis XVIII » ne cède aucunement des droits qui lui viennent de la « grâce de Dieu ». Le dictateur républicain s'énerve : on trouve Pichegru étranglé dans sa prison, le duc d'Enghien, de la Maison de Condé, est pris sur le territoire badois et exécuté sans procès, par ordre du premier consul, dans les fossés de Vincennes. Le maître de la situation européenne sent le besoin d'accroître par un nouveau titre, surtout par un nouveau système, son prestige et de garantir sa sécurité en se mettant au pair de ceux qui, sur des trônes, au milieu d'une Cour, à la tête d'une aristocratie, représentent les vieilles dynasties vénérées.

Les Conseils qui le servent avec l'enthousiasme d'une fidélité bien récompensée se sont rappelés que, depuis 1789 déjà, dans certains milieux adversaires de la royauté, mais suspicionnant l'anarchie républicaine, on a lancé le mot d'empereur. Dans le sens de l'« imperator » romain Bonaparte l'est déjà depuis longtemps par ses victoires, par l'amour que lui portent ses armées, par le respect dont on l'entoure. On peut conserver la Révolution, retenir même l'enseigne de la République, vivre sous le tricolore de la « liberté, égalité et fraternité » tout en s'impérialisant. Le Conseil d'Etat propose donc par ses « orateurs » au Sénat de « confier » le gouvernement de la République à un « empereur des Français ». Il aura des assemblées muettes, dont le Tribunat sera bientôt supprimé au profit des six sections du Conseil d'Etat, qui de fait dirige, sous les ordres du monarque, et le Sénat, avec ses princes et ses hauts dignitaires, ne sert qu'un prestige. A Saint-Cloud, qui rappelle un peu

trop l'exécution brusque de la « liberté », est donc proclamé empereur celui que, cinq ans auparavant, on voulait mettre « hors la loi », et un nom qui n'avait jamais été celui d'un monarque devient celui du plus puissant parmi les empereurs : Napoléon.

Toute la pompe du Saint-Empire Romain passe en France, car il s'agit, de fait, de ramener en Neustrie latine la couronne de Charlemagne. Les frères de l'empereur seront des princes : sinon Lucien, l'auteur du coup d'Etat de 1799, au moins le beau Jérôme, le négociateur de la paix de Campoformio, et le doux Louis, qui a épousé la fille, avec Beauharnais, de Joséphine. Des anciens consuls on fera un archi-chancelier et un archi-trésorier, comme ceux qui paraissaient, portant les insignes archaïques de leur dignité, aux diètes germaniques de jadis. Il y aura un second archi-chancelier, de l'Etat, un grand électeur, un grand amiral, un connétable. Les généraux qui ont établi par leurs victoires, à côté de leur chef, le nouvel ordre de choses ne seront pas oubliés : on en fait des maréchaux, au nombre de dix-huit, attendant les principautés, les duchés, dont le nom rappellera leurs glorieux exploits. L'empereur, dont la couronne vient d'être confirmée par les suffrages populaires, très nombreux, mais moins que pour le consulat à vie, n'ira pas à Rome se faire oindre par le chef de cette Eglise à laquelle il a fait l'hommage de la conscience française. C'est le Pape qui viendra vers lui, et c'est dans la cathédrale parisienne de Notre-Dame que lui se déploieront les plus brillantes cérémonies que connaisse l'histoire moderne, peut-être toute l'histoire jusqu'aux vieilles monarchies asiatiques (2 décembre 1804).

L'Empire est aussitôt reconnu. Qui aurait pu s'y opposer, le contester même? A l'autre bout de l'Europe, sans vote d'une assemblée, sans consultation populaire, sans la pompe d'un couronnement — il ne l'avait pas même pour l'Allemagne, ce « roi des Romains » — François II, empereur germanique, devient de par sa propre volonté, qui délaisse son ancienne situation, purement nominale, François I^{er}, empereur réel de son

Autriche à lui. Il ne croira pas même nécessaire de réunir une diète pour le lui faire savoir. Cette vénérable dynastie de Rodolphe de Habsbourg et de Charles Quint est entrée de cette façon elle aussi dans l'ordre nouveau.

Dans cet ordre nouveau doivent entrer, et sans retard, tous les autres, sauf la Russie, ferme sur ses anciennes bases, si on ne considère pas comme un changement de direction le volte-face occidental, la germanisation par Pierre-le-Grand, la francisation par Catherine II. Par les origines et le caractère, par les allures de son pouvoir, Frédéric-Guillaume II n'est pas un roi de tradition.

Il y aura donc, à la place des républiques qui muent de plumage, des rois vêtus de pourpre et des princes portant leurs couronnettes. Napoléon a pris aussi, en vrai successeur du grand Charles, le cercle de fer des rois lombards à Milan; en Italie, au nom de laquelle seront frappées ses monnaies royales, le fils de Joséphine, Eugène, le remplacera en brillant cavalier jeune et en grand constructeur et organisateur d'après le modèle de l'empereur qui a adopté ce vice-roi; une transformation totale du pays s'opère sous ce demi-sceptre, devenu facilement populaire. Il y a pour une des sœurs de Sa Majesté Impériale une principauté à Piombino et à Lucques. Gênes disparaît dans la France. La Hollande ne peut pas avoir encore un roi; elle aura dans la personne de Schimmelpenninck un monarque qui ressuscitera le titre de grand pensionnaire, supprimé par les stathouders du vieux régime.

On poursuivrait volontiers sur cette voie dont la perspective est si large. Mais il s'agit d'abord de défendre la création impériale contre l'Angleterre, réunie par le traité du 11 avril à la Russie, qui la première a protesté contre les envahissements français. Le pacte conclu, l'Autriche accourt, en août, participer à cette coalition dont elle attend au moins la restitution de l'Italie.

L'intention, annoncée par Napoléon, d'envahir l'Angleterre par les troupes nombreuses, plus nombreuses que jamais, qu'il a rassemblées à Boulogne était-elle réelle?

On peut en douter. Il ne pouvait pas se cacher tout ce qu'il y avait dans ce projet de provocation au hasard. Il paraît plutôt que, préparant son troisième coup contre l'Autriche, envers laquelle il paraissait reprendre les traditions, violées par Louis XV, de la royauté française, il voulait l'illusionner sur ses vrais desseins.

L'organisateur, à Vienne, de la nouvelle alliance, Mack, avait jeté, en septembre, une puissante armée sur la Bavière, envahie jusqu'à Munich. Un archiduc, Jean, tient le Tyrol; l'autre, le grand général de la dynastie, Charles, risque sur l'Adige une campagne d'Italie. Sans s'incommoder de la neutralité prussienne, Napoléon va chercher l'envahisseur en Allemagne, alors qu'on s'attendait peut-être à une nouvelle descente en Italie. Il est bientôt dans la capitale de la Bavière, que Mack est incapable de protéger. Il ne peut pas se défendre lui-même, car, tourné par les corps français, il met bas les armes, une catastrophe pour le prestige militaire autrichien. Pendant que Masséna retient sur l'Adige l'archiduc, l'empereur pousse vers Vienne et y fait son entrée, regardé avec plus d'admiration que de haine par une population qui se rend compte de l'impuissance de son maître impérial.

Les Russes s'attardent sur les marches de Pologne. L'empereur va les y chercher en Moravie, où ils viennent enfin d'entrer. L'épopée se poursuit sur les champs glacés d'Austerlitz, où, le 2 décembre, sont rompues les terribles troupes que Souvorov avait conduites, quelques années auparavant, sur les plaines riantes de l'Italie septentrionale et dans les glaciers de la Suisse. Le Tzar se retire aussitôt de la coalition.

Il s'agit maintenant de régler au gré du conquérant le sort de l'Allemagne entière.

Alliés par des traités à la force nouvelle, au vrai empereur de leurs pays, les princes de Bade, de Wurtemberg et de Bavière seront épargnés aujourd'hui pour être récompensés demain. La Prusse, qui a assisté indifférente à la honte et à la catastrophe de sa rivale autrichienne, accepte, bien que neutre, le Hanovre que lui donne, se-

vengeant pour la provocation, pour la destruction de sa flotte, à Trafalgar, par Nelson, le vainqueur sur le continent, qui seul compte, de la politique anglaise. Ce splendide cadeau, qui la rapproche plus largement du Rhin, est payé par des cessions, légères, à Neufchâtel, à Clèves, acquisitions récentes, où s'installe le grand-duc de Berg, Murat, à Anspach, ancienne dépendance des Hohenzollern.

L'Autriche doit être punie. Les anciennes cessions, les cadeaux de Campoformio, lui seront reprises. Elle n'aura plus ni l'Istrie, ni la Dalmatie, ni cette Venise où elle vient à peine d'installer sa garnison et ses bureaux. Une nouvelle Autriche est créée à côté de l'Etat impérial : la dynastie de Bavière, d'un pays qui jadis a créé cette marche de l'Est, gagne, non seulement Eichstadt et Passau, avec leurs dépendances épiscopales, plus la Souabe autrichienne et Augsburg, qui rentre dans ses limites naturelles, mais aussi ce Tyrol, qui tient cependant avec opiniâtreté à son ancien maître et seigneur. Les deux autres chefs de la Souabe ont aussi des avantages territoriaux. Et deux couronnes royales y sont créées pour la Bavière et pour le Wurtemberg, qu'on espère gagner ainsi, d'une façon constante, à la politique française. C'est le traité de Presbourg, conclu le 26 décembre 1805. Il sera bientôt complété pour l'Allemagne : les clients de la France, vassaux de sa couronne impériale, se confédéreront et annonceront à la diète convoquée à Ratisbonne que pour eux l'Empire a vécu (1^{er} août 1806); une abdication de la part de François d'Autriche complètera la dissolution. Partout les grands ont détruit les petits; il n'y a que de grands Etats et par-dessus ceux-ci, le nouvel Empire.

Pitt a assisté encore à la catastrophe du nouveau projet anglais. Il meurt en janvier 1806, consolé seulement par la grande victoire que Nelson a payée de sa mort, ce qui signifie qu'elle ne pourra plus se renouveler. Il y a en Angleterre des hommes politiques, comme Fox, qui ont des inclinations pour la paix, pour la vraie paix définitive, celle qu'on aurait pu avoir dans des conditions

dont n'auraient pas souffert les intérêts commerciaux de la nation. Mais on ne veut pas avoir à ses côtés cet Empire, dont on continue à suspecter les projets d'avenir. De ce côté, la guerre subsistera théoriquement, car sur le continent il n'y a plus de coalition pour la soutenir.

La vindicte de l'empereur se poursuit, après la paix, contre ses adversaires au moment de la crise. Ferdinand de Naples, neutre de mauvaise foi, doit retourner à Palerme, et Joseph Bonaparte ceint la couronne de Naples, doux prince réformateur, que beaucoup de ses nouveaux sujets préféreraient au Bourbon lâche et ridicule. Il entend avoir la Sicile aussi et se prépare à en chasser son adversaire. Il y a deux Italies maintenant ¹, et les deux sont françaises, roi et vice-roi rivalisant à y introduire les nouvelles institutions et le nouveau système de « république impériale ». Il y a aussi pour Bernadotte et pour le ministre de tous les régimes que son dévouement ne consent pas à dépasser, l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand, des principautés vassales dans ce Midi italien. L'empereur s'est réservé, du reste, dans toute la péninsule, le droit d'y tailler les fiefs d'Empire.

L'Angleterre suscita, au défaut de l'Autriche, brisée, de la Russie, qui tâtait le terrain pour se dérober au moment du désastre, ses vastes étendues résorbant les restes d'une armée vaincue, insaisissable, la Prusse de Frédéric-Guillaume III, qui, dès 1797, avait succédé à son père ².

Depuis longtemps la Prusse, agrandie cependant par le « dépôt » du Hanovre, tombé des mains du nouvel empereur d'Occident ³, n'avait pas eu un moment de prestige. Or, ceci, cette attitude passive récompensée, n'était pas précisément dans l'héritage de coups hardis, d'ini-

¹ Le duché de Guastalla, créé pour Pauline Borghèse, sœur de Napoléon, fut vendu par elle au royaume du Nord.

² Voy M. E. Bonnal, *Capitulations militaires de la Prusse et la diplomatie prussienne depuis la paix de Presbourg jusqu'au traité de Tilsitt, d'après les archives du dépôt de la Guerre et du Ministère des Affaires Étrangères*, Paris, 1880.

³ Napoléon lui offrait aussi son concours pour prendre la Poméranie suédoise.

tatives risquées de celui dont, à une époque de décadence, on entretenait le culte comme celui d'un dieu, Frédéric « le grand ». Dès 1800, la Cour de Berlin, où régnaient les influences nouvelles, poussant en avant le roi sentimental et rêveur, surtout la grande influence de la reine, princesse de Mecklembourg, Louise, avait formé le projet d'une autre confédération, au Nord, opposée à celle de l'Ouest aussi bien qu'à l'Autriche, rejetée vers l'Orient, où la menaient aussi les conceptions de Thugut, le négociateur heureux du rapt de la Bucovine. Il s'agissait de réunir sous l'hégémonie prussienne les Hesse, et la Saxe aussi, qui n'entraient pas dans le système rhénan, et même le Danemark, puissance germanique par son établissement dans le Holstein et le Slesvig. Or cette combinaison échoua. Dès 1805 on échauffa cependant une autre, celle de ce « Reichsbund » du Nord qui devait procurer à Frédéric-Guillaume une couronne impériale.

Le plan de Hânlein comprend deux nouvelles royautés, ajoutées et opposées à celles de création napoléonienne; royauté de Saxe au Sud; à l'Orient, royauté de Hesse; au Grand-Duc de Bade on pose comme rival celui de Weimar où il y a des liaisons russes et dont l'importance est rehaussée par la présence de Gœthe, ministre d'Etat d'un duc qui l'apprécie hautement, d'une duchesse qui le protège. La Saxe de la ligne ernestine, le Brunswick, étroitement lié avec la Prusse, le Mecklembourg, d'où vient la reine, l'Oldenbourg, sur lequel s'exerce depuis longtemps une pression russe, les villes hanséatiques, et, en face, la Suède, le Danemark, nécessairement, feraient partie de cette vaste association, qui pourrait se dispenser de tout appui non germanique pour retenir l'honneur et l'indépendance de cette Allemagne révolutionnée au profit d'une autre race. Mais le roi de Prusse hésita : il voulait que la couronne du nouvel Empire lui fût offerte par ses futurs collègues et vassaux, et ils n'osèrent pas le faire ¹.

¹ Böttiger, *Geschichte Sachsens*, p. 442; Politz. *Friedrich-August I*, pp. 276-280.

Si cette solution pour l'essor d'un royaume sûr encore de son importance militaire ne pouvait pas être gagnée par l'inertie des Allemands restés en dehors de l'alliance du nouveau maître français, on se décida, sous l'influence d'un fort courant à la Cour et même dans l'opinion publique ¹, à solliciter la Russie pour, ensuite écouter les propositions pressantes de l'Angleterre, l'inlassable distributrice de subsides.

Le 3 novembre 1805 déjà un traité secret avec le Tzar, venu à Berlin et accueilli avec enthousiasme, avait promis une intervention militaire si l'empereur de Paris n'acceptait pas une médiation prussienne. Le « soleil d'Austerlitz » se leva trop brillant pour qu'on pensât à exécuter cette convention; en février 1806 en était conclue une autre, avec la France, dont Frédéric-Guillaume retira aussitôt tout l'avantage, qui était grand. Napoléon allait jusqu'à proposer formellement à son voisin de « réunir sous une nouvelle loi fédérative les Etats qui appartiennent encore à l'Empire germanique et faire entrer la dignité impériale dans la Maison de Brandebourg. Elle peut, si elle le préfère, former une fédération des Etats du Nord de l'Allemagne ² »; des négociations parallèles étaient poursuivies en secret à Pétersbourg ³. Mais la reine ne s'en contentait pas. Et avec elle était la Cour, dominée par le frère du roi, qui portait son nom de Louis dans la forme française, et tous ces officiers de noblesse, dédaigneux à l'égard des bourgeois, qui les payaient de haine pour leurs insultes, et convaincus qu'avec une armée en congé pendant des mois pour épargner le trésor et qui n'avait combattu une dizaine d'années auparavant que pour battre en retraite devant les bandes des enthousiastes de Dumouriez ils sont toujours en état de vaincre, les légions de fer formées par les longues guerres de la République fran-

¹ Bonnal, *Diplomatie prussienne*, pp. 8, 9.

² *Ibid.*, p. 158 (dépêche du 22 juillet 1806). Cf. *ibid.*, p. 169-170, 211 et suiv., 237. Sur un autre projet de confédération du Sud, *ibid.*, p. 228. et suiv.

³ *Ibid.*, p. 139 et suiv.

gaise et couronnées de succès inouïs dans l'histoire militaire. L'armée en était arrivée, dans sa folle confiance, à ne plus tenir compte des ordres du roi.

De Berlin partit donc, en septembre 1806, l'intimation pour Napoléon, — devenu inquiet sur le sort du Hanovre à la suite de la réconciliation franco-anglaise par Fox, après la mort de Pitt, et sur les projets de nouvelles annexions — d'évacuer les terres germaniques, permettant aux membres de la confédération du Rhin d'accéder à celle de l'Allemagne du Nord, et aussitôt le roi se rendit à l'armée. Rassuré par la neutralité autrichienne, Napoléon renouvela les foudres de la guerre d'invasion. A Schleitz, à Saalfeld l'avant-garde prussienne fut repoussée, le prince Louis-Ferdinand étant tué dans la bataille.

Il fallait isoler les Saxons alliés et les Prussiens; il y avait aussi les petits associés, comme les Weimarois, qui se confondaient avec l'armée royale. Contre le roi et son principal conseiller, le vieux Brunswick, qui avait signé le fameux manifeste contre la France et devait mourir maintenant d'une balle française, marcha au-delà de la Saale le maréchal Davoust, un vieux soldat de grande expérience. Sa victoire à Auerstädt fut complète. Le même jour, 14 octobre, du côté de Weimar, à Iéna, Napoléon brisait l'effort de la seconde armée prussienne; le commandant, prince de Hohenlohe, capitula dans la retraite, d'autres aussi. La parade prussienne avait été détruite; tout un système militaire avait vécu.

Napoléon fit, quelques jours plus tard, son entrée triomphale à Berlin, comme il l'avait fait en 1805 à Vienne. Cette seconde grande capitale germanique admira encore plus son « génie » et il y trouva, non seulement un commandant empressé à lui tout livrer, mais les dénonciations qui finirent par dégoûter le commandant français de la ville. L'Académie royale présenta ses hommages, et l'orateur fut le Suisse Johannes von Müller¹. Frédéric II reçut dans son tombeau à Potsdam

¹ Cf. Menzel, *Geschichte Europas vom Beginne der französischen Revo-*

la visite d'un disciple de Voltaire qui ne se payait pas de la seule philosophie des grands mots, et ses os durent tressaillir devant l'hommage de ce grand « camarade » qui le dépassait de si haut. Il revint à Paris après cette apparition imposante, et, cependant, on prenait en novembre Lübeck et Magdebourg. Breslau et les places silésiennes ne résistèrent que jusqu'en janvier 1807. Königsberg ne verra qu'en juin le vainqueur. La famille royale était à Osterode, en Prusse orientale, où elle entendit les conditions de Napoléon : cession de toutes les provinces jusqu'à l'Elbe; en cas d'alliance renouvelée, un peu moins. Soutenu par la reine, Frédéric-Guillaume refusa.

Car les Russes, qui avaient proclamé au Kremlin une vraie guerre sainte ¹, approchaient. Encore une fois le Tzar paraissait vouloir se réserver. Il aurait été sans doute disposé à négocier sur la base des compensations. Pour se les préparer, sa diplomatie s'était valu de ce que la Porte avait destitué, contre le texte des conventions, les princes de Valachie et de Moldavie, Alexandre Mourousi et Constantin Ypsilanti, et en avait fait le prétexte d'un énorme esclandre à Constantinople. Le Sultan, sous les menaces des Anglais, avait fini par céder, restituant les vassaux suspects d'intelligence avec l'ennemi héréditaire. Néanmoins, dans les derniers jours de décembre, il y avait déjà des troupes russes à Jassy ².

Mais l'empereur des Français s'en prenait à la Pologne prussienne, qui comprenait alors Varsovie aussi, qu'on était en train de « transformer », de dehors et d'esprit. Dombrowski, ancien combattant contre Souvorov dans les armées de la République, fut appelé pour soutenir et organiser la révolte, qui avait déjà éclaté. La restitution de l'Etat polonais était formellement annoncée, et les proclamations de Napoléon excitèrent une folie

lution bis zum Wien r Congress (1789-1815), II, Stuttgart, 1853; Manso, *Geschichte des preussischen Staates*, II, p. 184 et suiv.

¹ Bonnal, *ouvr. cité*, p. 267.

² *Geschichte des osmanischen Reiches*, V.

d'enthousiasme et de dévouement. Les Prussiens étaient partout chassés. Varsovie même dut être évacuée, et les Français, Davoust et le sémillant Murat en tête, y firent leur entrée, le 28 novembre. Un combattant dans les armées impériales, Joseph Poniatowski, eut l'administration du territoire libéré, dont le roi devait être, d'après la Constitution de 1791, l'Electeur de Saxe arraché ainsi à l'alliance prussienne, qu'il avait, du reste, si mal servie. Napoléon lui en donna lui-même l'assurance par le traité de Poznan (Posen), et le 15 décembre on put saluer l'empereur dans les rues de l'ancienne capitale polonaise, où il suscita des scènes de chaleureuse reconnaissance ¹.

Il était venu pour repousser les Russes, qui s'étaient déjà formés sur le Narew. Une série de combats d'hiver les rejetèrent dans l'intérieur de leur Pologne, où ils étaient incapables de prendre une offensive contre les Français, solidement établis sur le cours de la Vistule.

En février 1807 l'offensive russe fut cependant reprise avec des troupes supérieures en nombre, sous le commandement du Hanovrien Bennigsen; il prétendit être resté vainqueur à Eylau, en Prusse, le 8 du mois, mais la retraite des Russes jusqu'à la rivière du Pregel permit de présenter l'horrible bataille comme une victoire française.

On put poursuivre l'occupation de la Prusse. Malgré le concours de la flotte anglaise et suédoise — cependant le roi de Suède dut conclure une convention de neutralité —, Danzig fut enfin prise, en avril. L'Autriche, sollicitée des deux côtés, guettait le résultat des hostilités, qui ne s'ouvrirent de nouveau qu'en juin. Des renforts de tous les pays de son vaste empire, de tous ceux de ses alliés arrivèrent au César de l'Occident. Le basileus russe de l'Orient marcha contre lui, espérant de la résistance de ses soldats une victoire contre les espérances de restitutions polonaises. Il fut complètement battu à Friedland le 14 juin, sous les yeux des

¹ Cf. Schottmüller, *Polenaufstand, 1806, 1807*, Lissa, 1907, et Askénasi; *Napoléon et la Pologne*, traduction H. Grégoire.

royaux de Prusse, terrifiés dans leur dernière et triste retraite, à Memel. Sur le Niémen, à Tilsitt, le vainqueur s'arrêta, attendant qu'on lui sollicite la paix. Il l'accorda de grâce au roi de Prusse, brusqué, à la reine, qui avait essayé en vain l'influence de sa beauté et de son intelligence. Il n'y aura plus de Prusse qu'au-delà de l'Elbe; le ministre de la Guerre, Hardenberg, étant écarté, son successeur se soumit, presque humblement.

La Pologne restait comme Etat constitué à la façon française, avec sa Chambre des députés, choisie pour neuf ans, avec sa Chambre haute, de privilégiés. Avec le Tzar, accouru au devant de l'invincible, il y avait d'autres conventions à conclure : contre l'Angleterre, qui avait bloqué les provinces et toutes les dépendances de l'Empire français, ainsi qu'aux dépens des « partageables » : Suède impotente, Turquie en déconfiture.

A l'égard de l'Empire ottoman, on en revenait aux projets concertés entre la « folle » Catherine et le sceptique Joseph II. Constantinople seule gênait et la « langue de chat ». Pour le reste, les deux Majestés impériales, successeurs à titres différents de Constantin-le-Grand, étaient disposées à s'entendre, sur le célèbre radeau dans le Niémen, et ensuite.

Lentement, sous la conduite de l'énergique Sultan Sélim, l'Empire ottoman semblait cependant s'être presque refait. Sans pouvoir regagner Mecque et Médine, prises en 1803 et 1804 par les puritains régénérateurs de l'Islam, les Véhabites d'Abdelaziz, il avait regagné l'Egypte, évacuée par les Anglais, en tolérant comme tuteur du Pacha l'entrepreneur Albanais, ancien marchand de tabac en Macédoine, Mehémed-Ali; il s'était réinstallé dans l'héritage de Dschezzar et du Pacha rebelle de Damas; il avait mis fin au régime des « déré-beys » (« beys des vallées ») en Anatolie. Pasvan de Vidine finira bientôt sa brillante carrière, et, de ce côté-là, il n'y avait que la lutte commencée par les paysans serbes, que commandait l'ancien sous-officier autrichien Carageorges, contre les excès des aïans, tout en invoquant la

justice de « l'empereur » de Constantinople. Ali-Pascha de Janina restait encore tout-puissant dans son vrai royaume, qui s'étendait maintenant jusque dans les défilés macédoniens. Sélim espérait pouvoir donner des formes nouvelles, décalquées sur celles de l'Occident, à son empire de nouveau unifié. Il s'était servi largement dans cette œuvre du concours français, et il croyait pouvoir s'appuyer sur cet empereur lointain dont il admirait les exploits ¹.

Il y avait bien eu un traité secret entre la Porte et la Russie, nichée à Corfou, pour la défense éventuelle de la Morée contre l'esprit révolutionnaire qui pourrait être infiltré par la France. Mais, malgré un nouveau « ferment d'amitié » à l'égard de ce pays, l'Empire français ne fut pas reconnu, comme du reste ni celui d'Autriche. Le Divan ne se laissa pas intimider même par une énergique missive impériale adressée personnellement au Sultan. Les présents étaient encore envoyés à « l'ami Bonaparte ». Le traité de Presbourg amena un changement dans le Ministère turc, bien que la ligue avec le Tzar eût été renouvelée à la fin de l'année 1805 : on ferma les yeux sur l'envahissement russe aux Bouches de Cattaro, sur le serment prêté par les Monténégrins à l'empereur orthodoxe, sur le recrutement des Albanais pour l'armée russe dans les îles Ioniennes ². Sébastiani, envoyé à Constantinople, put bien amener la destitution des Phanariotes de Jassy et de Bucarest, mais pas aussi le maintien de cette mesure énergique. On trouva à Pétersbourg qu'on l'avait fait de « trop mauvaise grâce », et les Principautés furent donc occupées. Déjà les Serbes, qui avaient attaqué les forteresses et auxquels Ypsilanti, l'ami des Russes, avait procuré les moyens nécessaires pour mener la lutte, avaient vaincu, en août, après le Pacha de Nich, les commandants turcs en Bosnie et Herzégovine ³.

Comme ils s'offraient à tolérer un Pacha à Belgrade et

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, pp. 146-147.

² *Ibid.*, p. 151.

³ Voy. notre *Histoire des Etats balkaniques*, 2^e édition, Paris, 1925.

à payer tribut, on feignit d'accepter la nouvelle situation, mais, la convention n'ayant pas été ratifiée, les bandes de la liberté chrétienne s'emparèrent de Belgrade même au moment précis où les troupes russes passaient le Pruth. Les rebelles seront bientôt aussi à Chabatz et à Nich. La Russie avait donc dans les Balcans un précieux allié, auquel elle allait réunir le contingent roumain de l'Olténie, déjà préparé par Ypsilanti, et ses propres régiments, qui pour la première fois touchaient ce sol d'outre-Danube.

En février 1807 l'Angleterre, furieuse de voir les Turcs à côté des Français contre le Tzar, avait pensé renouveler l'acte de Copenhague, en faisant entrer, avant l'arrivée des vaisseaux russes annoncés, sa flotte dans le Bosphore. La population de Constantinople, plus confiante que le Sultan, prêt à céder, n'en parut pas effrayée; elle trouva dans sa haine héritée plus que dans les excitations de Sébastiani les moyens de résister, et les vaisseaux de l'amiral Duckworth sortirent presque malmenés de cette aventure sans profit ¹. Un coup d'essai sur l'Égypte se termina en août par la capitulation d'Alexandrie ². Malgré une légère victoire de l'amiral russe Siniavine, la tentative d'une blockade de la capitale ottomane était restée vaine ³. Bien que maîtres des deux pays roumains, les Russes de Michelson et de Miloradovitch n'avaient pris ni Ismaïl, ni Brăila, ni Giurgiu, et des troupes turques avaient même pu passer le Danube ⁴.

Les décisions de Tilsitt auraient été donc moins menaçantes pour la Turquie, si le Sultan Sélim n'avait succombé, en juin, à une révolte militaire de partisans de l'ancien régime. Sa déposition, son emprisonnement, que suivra sa mort violente, paraissaient annoncer l'anarchie complète qui provoque le démembrement des Etats.

Le traité de Tilsitt (8-9 juillet) pourra donc régler, en dépit de l'ancien système abandonné par les Turcs eux-

¹ *Ibid.*, p. 162 et suiv.

² *Ibid.*, p. 165.

³ *Ibid.*, p. 66.

⁴ *Ibid.*, p. 168.

mêmes, en refusant d'abord l'alliance formelle avec Napoléon, puis en brisant, avec le trône de Sélim, la base française d'une Turquie nouvelle, les choses d'Orient aussi.

Pour l'Occident, Frédéric-Guillaume regagna, par la volonté de son puissant allié le Brandebourg la Poméranie, la vieille Prusse et la Silésie lui reste; Danzig seule, avec ses souvenirs séculaires de liberté, sera ouverte aux vaisseaux de toutes les nations, sans aucune dépendance d'Etat, et Magdebourg est détachée provisoirement du royaume. La masse de territoires à l'Ouest de l'Elbe se formera, à la place du Hanovre disparu, un Etat royal de Westphalie pour Jérôme, frère de l'empereur; l'Electeur de Saxe devient roi, mais la Pologne n'est pas son royaume; pour réconcilier Alexandre au changement, ce ne sera qu'un grand-duché, et le nom même de la nation ne lui sera pas attribué : à sa place celui, purement territorial, de Varsovie seule. Le Tzar étend sa main protectrice sur le Mecklembourg et l'Oldenbourg. La Hollande devient, sans secousse, le royaume d'un autre frère de l'empereur, Louis. Comme la Suède reste attachée à l'Angleterre, ordre est donné d'attaquer sa portion de Poméranie, et la Russie est autorisée à prendre la Finlande. Le Danemark reste fidèle, et pour la seconde fois la flotte anglaise paraîtra dans le Sund, au commencement de septembre, bombardant trois jours la malheureuse capitale d'un Etat honnêtement neutre qui n'a pas voulu livrer sa flotte et son arsenal. L'empereur s'est réservé seulement, par les clauses d'une convention secrète, Raguse, les Bouches de Cattaro et les îles Ioniennes, ce qui représente la continuation, au Sud, de la Dalmatie, confiée aux soins d'organisateur du maréchal Marmont, devenu duc de Raguse.

Turcs et Russes devront faire la paix sous la médiation de Napoléon; l'armistice de Slobozia, en août, imposa aux deux parties d'évacuer les Principautés dans le terme de trente-cinq jours. Mais le Tzar désap-

prouva cette clause et résista à toutes les instances qu'on lui fit pour retirer ses troupes du Danube roumain. Le nouveau Sultan, Moustafa, fut conseillé alors de se « débarrasser » de la possession incommode des provinces roumaines. Bientôt on alla plus loin : dans la pensée des Russes le projet de partage se confirmait. Constantinople elle-même pourrait être annexée par Alexandre, si l'Empire français s'accroissait de la Morée, depuis quelque temps guettée, des îles de croisade française, Chypre et Rhodes, de la Crète, à laquelle on avait pensé dès l'époque de Louis XIV, de l'Archipel, même des côtes septentrionales de la Mer Noire, où il y avait la Crimée, travaillée par les consuls de l'ancien régime, de cette Syrie, de cet Egypte où avait erré l'ambition aventurière du jeune général élevé au trône impérial; l'Autriche serait compensée par une « secondo-geniture » royale en Serbie, par la Macédoine et le port de Salonique ¹.

Napoléon crut qu'il fallait y penser plus mûrement. Le moment viendra cependant où de grands soucis en Occident, les premiers menaçant sa situation d'arbitre du continent, le contraindront à prêter une oreille plus docile au seul désir qui animait en ce moment son bon et grand ami, son frère au sourire inquiétant : les possessions du Danube roumain.

¹ D'après Tatischtscheff, *Alexandre I^{er} et Napoléon*, Paris, 1891, p. 349 et suiv., ma *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, p. 175.

CHAPITRE VI

Nations et dynasties à l'époque du libéralisme

Mais, pendant des mois l'attention de l'ordonnateur des deux moitiés de l'héritage romain fut distraite par la guerre contre l'Angleterre, qui mettait en mouvement les derniers de ses alliés.

Le Portugal constituait une base traditionnelle pour son action contre la France. Napoléon le fit envahir dès le mois d'octobre par Junot; la dynastie de Bragance, sans essayer de résister, se retira dans ses vastes possessions d'Amérique, où elle restera longtemps, comme jadis, au moyen-âge, les Grecs évincés de Constantinople avaient trouvé un abri pour se retremper en Asie Mineure. Une partie du royaume sera donnée à la ci-devant reine d'Etrurie (la Lusitanie supérieure); l'autre sera la récompense du favori espagnol démissionné. Il fut question même d'établir à Lisbonne le beau-frère Murat. Le tour de l'Espagne vint à un moment où l'Empire, outre le Danemark, avait un allié plus précieux contre les Anglais, le Tzar lui-même, auquel, rejetant dédaigneusement sa proposition d'intervenir en médiateur, le Cabinet de Saint-James avait déclaré la guerre.

On commença par « abdiquer » la régente d'Etrurie, princesse espagnole dont les Etats furent réunis à la France. Puis Parme et Plaisance furent aussi annexées. Une visite impériale en Italie avait montré, du reste, combien avait cédé tout mur de séparation entre les pays des deux couronnes portées par le César. Rome l'attirait déjà, et il allait en faire (février 1810) la seconde

capitale de son Empire romain, la place de son second couronnement, le Pape, résidant aussi à Paris, comme un grand chapelain du nouveau Charlemagne.

En Espagne même, la vie de la famille royale était un scandale public. L'ami de la reine et, par elle, du roi aussi, qui ne pouvait pas même se mettre à table sans l'indispensable don Manuel, exaspérait par ses allures le fils de Charles IV, Ferdinand. Ce prince voulut prendre, son père vivant, le pouvoir et, si possible, la couronne elle-même. Dès le mois de mars, Murat faisait son entrée dans le royaume, et bientôt on dut se lever à Aranjuez pour empêcher une décision comme celle des royaux du Portugal. Godoy tomba, et les partisans de l'héritier du trône proclamèrent aussitôt Ferdinand VII. Alors, Napoléon se présenta en arbitre de la triste querelle et appela, en empereur qui juge les souverains, les deux rois devant son tribunal à Bayonne.

Charles vint piteusement avec sa femme, vieille coquette ridicule, et l'amant de celle-ci. Il ne fallut pas trop d'efforts pour l'amener à résigner. Pour convaincre le fils, rusé et hypocrite autant que lâche, qui suscitait une révolte — et elle fut réprimée à Madrid d'une façon sanglante, — il fallut une forte pression, allant presque jusqu'à la brutalité (mai). Le lamentable personnage sollicita la faveur d'épouser la fille de Lucien, qui n'était, à côté des rois ses frères, que prince de Canino; établi à Compiègne, il feignit d'accepter avec joie la nouvelle ordonnance de son royaume et sollicita d'être adopté par le maître impérial.

Pendant ces discussions désagréables, Murat fonctionnait en Espagne comme « lieutenant d'Empire ¹ ». Il avait la mission de préparer la mise en exécution d'un point nouveau du programme impérial : régénérer l'Espagne, l'enlever à l'Angleterre et l'unir intimement au système ², au grand « système » mondial qui se déta-

¹ Comte Murat, *Murat lieutenant d'Empire en Espagne, 1808*, Paris, 1897.

² *Ibid.*, p. 98.

chait de plus en plus, dans son caractère romain, des traditions et des intérêts de la France.

Jusqu'aux dernières décisions, dont Murat attendait la seconde couronne des Bourbons, le peuple de Madrid, qui avait fait son devoir de crier « Vive la France, vive l'Empereur », comme dans une petite résidence germanique quelconque, est entretenu par des parades militaires brillantes, des feux d'artifice et des courses de taureaux. Il paraît ne penser qu'à ses « circenses », sans aucune préoccupation politique. Le parti de l'indépendance, plutôt de l'isolement, ne restait pas cependant simple spectateur de ces réjouissances populaires. Ce qu'on craignait surtout, c'était le « système », et il y avait des Anglais pour découvrir ce qu'il renferme de changement contre les très anciennes traditions respectées. On voulait, même avant le massacre des Français dans les rues de Madrid, que les cortès fussent convoqués. De son côté, Ferdinand poussait à une violente rupture. Des juntas s'organisaient dans les provinces dont la plupart n'avaient pas encore vu les armées d'invasion et n'avaient pas bénéficié des spectacles, alors qu'à Madrid il y avait une assemblée qui demandait ouvertement la disparition des Pyrénées et que les libéraux applaudissaient à la Constitution octroyée par Napoléon à Bayonne ¹.

Quel sera le nouveau réalisateur de l'union de l'Espagne avec la France? Murat était convaincu que le choix s'arrêtera sur lui; Louis de Hollande paraissait avoir été appelé aussi dans ce but. Les Espagnols eurent cependant Joseph, qui fut bientôt remplacé à Naples par le même Murat, bien que la première idée eût été celle de renouveler le condominium ancien des deux royaumes, comme sous le magnanime Alphonse, au xv^e siècle.

Par ses qualités et par ses défauts celui qui avait commencé déjà dans l'Italie méridionale une œuvre complète de réformes, déplut. La junta de Séville, qui s'intitulait : *junte suprême de l'Espagne et des Indes* et nomma dans

¹ *Ibid.*, p. 393 et suiv.

la personne de Palafox un « capitaine-général de l'Aragon », ordonna « l'insurrection ». C'était une assemblée nationale, une Convention, et en même temps une réunion pour défendre les anciens privilèges des classes et des catégories du royaume; le clergé soutenait de tous ses efforts les combattants contre un régime qui, juste à ce moment, était en conflit avec le Saint Siège et menacé d'excommunication. Une espèce de Vendée ibérique surgissait, et bientôt les détachements français trouveront des chouans espagnols sur leur chemin, trop nombreux pour être détruits par des fusillades. Dans une forme encore élémentaire pour la plupart de ses représentants c'était déjà une opposition nationale armée contre le « système » de la monarchie romaine ressuscitée, dont le français était le latin.

Dès le mois de juillet, celui où don José commença son malheureux règne, il y avait en Espagne les Anglais de Moore, suivis par ceux Wellesley, qui reprendront tout le Portugal. Les Français résistèrent à Medina del Rio Seco le 14 juillet, mais, six jours plus tard, Dupont capitulait à Baylen; coupé de toute base, Junot dut faire le même geste à Cintra, un mois plus tard.

Jusque-là le nouvel Empire n'avait pas subi de pareilles humiliations. Il fallait donc abandonner tout projet d'Orient, satisfaire la Russie, grâcier la Prusse et accourir sur cet autre point où il y avait tout un prestige à défendre, ce prestige qui formait une bonne moitié de la puissance du César d'Occident.

La visite que Napoléon fit à l'Allemagne pour aller rencontrer à Erfurth Alexandre et échanger, par le traité du 12 octobre sur le sort de l'Empire ottoman, des promesses qui restèrent vaines — jusqu'au royaume de Dacie pour le grand-duc Constantin, — fut accompagnée d'une pompe extraordinaire. L'empereur put s'apercevoir que les malheurs d'Espagne n'avaient pas encore atteint l'admiration générale dont était entourée sa personne. Goethe fut très honoré d'être distingué par le ruban de la Légion d'Honneur après avoir été invité à

déjeuner par l'empereur. « Sa Majesté daigna s'entretenir longtemps avec lui. » Wieland, le poète frivole, à la façon du XVIII^e siècle français, jouit aussi de l'appréciation impériale. Les étudiants de Iéna réunirent leur hommage à ceux qui de partout s'élevaient vers le créateur des royautés germaniques, destructeur des formes gênantes du moyen-âge, vers l'introducteur des grands principes du droit romain, vers celui qui avait donné le modèle de toutes les transformations administratives. La Turquie devait être abandonnée à son sort.

Elle montrait le mériter. En juillet 1808, l'armée du Danube, sous le baïractor Moustafa, indignée d'apprendre ce que les janissaires embourgeoisés de Constantinople venaient de perpétrer contre le Sultan Sélim, prisonnier d'un groupe d'aventuriers, se dirigea en masse vers la capitale. Elle ne rencontra pas de résistance. Victorieux, le chef de ces vengeurs du pouvoir légitime allèrent chercher leur maître. Ils ne trouvèrent qu'un cadavre. Sélim avait été ignominieusement tué. Entourant son jeune frère Mahmoud ¹, la contre-révolution nettoya le terrain des conspirateurs; mais vaincre les Russes, c'était un peu plus difficile.

Le nouveau Sultan était cependant un homme d'initiative et il s'était proposé dès le début de mener à bonne fin l'œuvre entreprise, risquant sa vie, par Sélim. Une vraie « Assemblée des notables » fut convoquée par lui en octobre à Constantinople. Les beglerbegs, les chefs des grandes maisons féodales d'Asie Mineure s'entendirent pour mettre des bornes aux désordres des faux janissaires, à l'abus des pensions, au luxe et pour établir au milieu de cette masse des janissaires le corps ordonné des « armes perfectionnées » et des « manœuvres », les seïmens, dont le nom, ancien, recouvrait l'institution, cassée par le moufti, des premiers nizams, de l'armée régulière de Sélim². Le fantôme du grand Soliman avait

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, pp. 179-182.

² *Ibid.*, pp. 182-184.

été évoqué pour sanctifier ces mesures, assez révolutionnaires. Or en novembre les janissaires furent de nouveau maîtres de Constantinople; ils attachèrent à la potence les restes carbonisés de l'ancien baïractor devenu grand vizir. Mais le Sultan Moustapha avait eu, dans la terrible anarchie de quelques heures, le même sort que son prédécesseur, et, les troubles ayant cessé d'eux-mêmes, Mahmoud put ordonner la fin de la guerre civile et la fraternisation d'une armée appelée à défendre l'intégrité de l'empire¹. Car les Serbes s'étaient organisés en Etat, avec une Assemblée du peuple, la Skoupchtina, un Conseil ou Sénat de douze membres et un « chef de la nation », le victorieux Carageorges. Soutenus par les Russes venus de l'Olténie, ils battaient les troupes des pachas voisins. Le Monténégro collaborait à cette délivrance slave. Et en Valachie et Moldavie, considérées comme annexées par la Russie, Napoléon l'ayant reconnu dans son discours au Sénat, le nom de Tzar était invoqué dans les prières comme celui du souverain légitime, un exarque du Saint-Synode étant appelé à prendre la direction de l'Eglise.

De son côté, Napoléon avait bien montré en Espagne que l'heure n'était pas encore venue où on pourrait résister à son pouvoir démonique sur les armées. Passant par les victoires rapides et complètes de Burgos, où s'était timidement retiré son frère, d'Espinosa, de Tudela, de Sommo-Sierra, il avait paru à Madrid en dieu offensé, mais cependant généreux. Il y décréta l'abolition, d'un trait, de tout le mauvais héritage de l'ancien régime : droits seigneuriaux, justices locales, séparation des provinces, empêchement de la circulation des biens, douanes multiples, couvents d'oisifs, inquisition. On peut bien dire qu'à cette date de décembre 1808 il créait l'Espagne moderne telle que, ayant regagné ses rois nationaux, elle reste jusqu'aujourd'hui : Castille et Navarre, Aragon et Catalogne ne formaient désormais qu'un seul corps

¹ *Ibid.*, pp. 184-186.

politique, régi par une Constitution qui n'était guère inférieure à celle que, avec un système bicaméral de représentation populaire, les Anglais feront voter bientôt à la junte révolutionnaire de Cadix sous les canons, protecteurs, de Gibraltar.

Au moment où Napoléon quitta cette Espagne, où il croyait avoir apporté la paix sous son égide, Barcelone avait capitulé, mais au Nord de la péninsule, à Coruña (la Corogne), une nouvelle armée anglaise avait débarqué, et elle se dirigeait, soutenue par la population, vers Burgos. L'empereur avait laissé des lieutenants capables de le remplacer : Soult et Saint-Cyr firent capituler deux armées et réinstallèrent Joseph à Madrid, un jour avant l'entrée à Paris, en vainqueur, de Napoléon lui-même, le 23 janvier 1809. Palafox capitulera, après une défense héroïque, dans Saragosse, et une longue série de succès parut rendre, jusqu'au printemps, impossible toute nouvelle action militaire anglaise, en Espagne aussi bien qu'au Portugal, où une garnison française fut établie à Oporto.

Mais déjà l'Autriche s'était réveillée en armes. Dès l'hiver, l'Angleterre travaillait à une nouvelle coalition. La Turquie lui confia ses destinées par le traité de janvier; la Perse chassait le représentant de Napoléon, Gardanne. Des efforts extraordinaires étaient dépensés à Vienne, et on essayait de tous les moyens pour gagner les Russes, qui s'étaient établis en Finlande, mais n'arrivaient pas à prendre aux Turcs ni Brăila, ni Ismaïl pour s'assurer le Danube, qu'ils considéraient comme la nouvelle frontière de leur empire.

En avril l'empereur François ouvrit les hostilités. L'archiduc Charles essaya d'imiter les offensives foudroyantes de son grand adversaire. Il entra à Munich. Mais, moins d'un mois plus tard, Napoléon, venu par Ingolstadt et Ratisbonne, était à Vienne. Trois jours après, l'archiduc Maximilien mettait bas les armes. L'insurrection du Tyrol, conduite par l'aubergiste Andreas Hofer, un rude guerrier, fut supprimée par la prise d'Innsbruck.

Mais l'armée autrichienne s'était retirée en manœuvrant. On n'en était plus à l'époque de Mack et de son désarroi. Les élèves autrichiens de Napoléon ne démentaient pas plus leur maître français que les Russes de Pultava ne l'avaient fait à l'égard de Charles XII, qui les avait dressés à la victoire. Les 21 et 22 mai l'empereur eut de grandes difficultés à vaincre pour se retrancher — sa première défensive — dans l'île de Lobau, sur le Danube. Il apprit l'entrée de l'archiduc Jean à Varsovie, l'apparition de « corps libres », composés de Prussiens, dans l'Allemagne septentrionale. Il lui fallut attendre ses lieutenants d'Italie et de Dalmatie, Marmont et Eugène, qui arriva à coups de victoires, poussant jusqu'à Raab, alors que Davoust était déjà en Hongrie septentrionale, prenant Presbourg. Ayant réuni tout ce qu'il avait sous la main, l'empereur fit le grand effort de Wagram (6 juillet), qui ne fut pas décisif. Aussi fallut-il deux mois pour en arriver à une paix qu'on ne pouvait plus imposer par la terreur d'une action unique et foudroyante. En Espagne la situation s'obscurcissait de nouveau par des journées indécises, comme celle de Talavera.

La paix de Vienne, signée le 14 octobre, fut cependant un triomphe de la diplomatie française. Elle donnait à la confédération du Rhin Salzbourg et un lambeau d'Autriche septentrionale, à la Saxe des districts appartenant à la Bohême, au grand-duché de Varsovie toute la Pologne autrichienne, sauf ce qui en « Galicie » passait au Tzar. Tout le pays jusqu'à la Saxe, Gorizia-Görz, Trieste, Carniole, un morceau de Croatie, formaient désormais l'Illyrie napoléonienne, partie intégrante de l'Empire.

Et, dès le lendemain, ébloui par ce dernier succès que n'avait pas procuré une de ces victoires qu'il paraissait gagner en se jouant, Napoléon, vieilli avant l'âge, se livra à une fureur de violences et d'annexions. Gendre de l'empereur François par son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise (1^{er} avril 1810), il espère fonder cette dynastie que la stérilité de l'impératrice Joséphine lui interdisait. Rome est ajoutée à ses États en février.

Le Tyrol «velche» est arraché, le même mois, à un vassal, le roi de Bavière, pour être rattaché à l'Italie. La Hollande, où règne cependant un frère, Louis, tancé d'importance pour avoir voulu embrasser les seuls intérêts de ses sujets, doit sacrifier d'abord ses intérêts de commerce en admettant le bloc continental, puis on lui prend pour la France énorme, arrivée aux bords du Rhin, les bouches de ce fleuve et celles de l'Escaut. Louis ayant abdicqué par trop de honte, toute la Hollande sera réunie. Ce sera aussi le sort de villes hanséatiques et de Lübeck. Murat avait déjà cédé son grand-duché de Berg à son beau-frère, qui lui donnait une couronne à Naples. Jérôme, roi de Westphalie, qui, ayant épousé une princesse de Wurtemberg, cherche à se gagner le cœur de ses sujets, doit abandonner Münster et toute la région environnante. Napoléon accepte que Bernadotte soit proclamé héritier du trône de Suède, où Charles XIII, sans enfants, avait remplacé son malheureux neveu Gustave IV (août) : les Suédois, à peine réconciliés au Tzar par la cession de la Finlande, déclarèrent la guerre à l'Angleterre, entrant dans le « système ».

Pendant ce temps — sans compter la prise, une par une, des colonies françaises, que pas une flotte ne vient défendre, de façon que celle de l'Angleterre peut s'en prendre aussi aux îles Ioniennes, qu'elle convoite et qu'elle aura — en Espagne, dans un chaos de défaites et de victoires, les Anglais grignotent la vieille armée napoléonienne. Wellington y commande, et à Torres Vedras il a remporté, en septembre, une grande victoire. L'armée d'invasion est décidément indélogeable, malgré les succès marquants que gagnera, l'année suivante, Suchet. A l'Est, l'ami Alexandre n'avait pas bougé à l'heure la plus difficile pour les armées françaises, mais il n'avait pas oublié de demander, à la paix, sa part de Pologne. Et, peu à peu, la Russie se détacha d'une alliance qui n'a plus rien à lui offrir, qui, au contraire, par la nouvelle Suède qu'on est en train de fonder et par le ménagement des Turcs, paraît périlcliter les intérêts de l'Empire d'Orient.

En 1809, les Russes s'étaient rendus maîtres de toute la Dobrogea, et Ismaïl avait fini par leur ouvrir les portes. Ils assiégèrent Silistrie au moment où partait pour le Danube la nouvelle armée du grand-vizir, dont les seïmens remportèrent cependant un succès qui amena les adversaires à se retirer sur la rive valaque du fleuve. Ce fut seulement en 1810, Brăila étant maintenant occupée, qu'une nouvelle offensive russe amena la réduction de Silistrie. Mais une grande attaque sur Varna, où on espérait obtenir une victoire décisive sur la principale armée turque, ne réussit pas. Seulement en automne la rive droite du Danube put être complètement occupée, en même temps que les Serbes complétaient les limites de leur Etat autonome. Ceci ne suffisait pas pour pouvoir arracher au tenace jeune Sultan la possession des principautés roumaines.

Napoléon ne le lui recommandait plus. Il avait eu la naïveté de croire que le lien de famille avec les Habsbourg — il avait été question aussi de son mariage avec la Grande-Duchesse Catherine — suffirait pour lui assurer le concours permanent de cette Autriche qui trois fois, avec la même fureur, avait attaqué la France. Le Tzar, sachant que François I^{er} pense à s'établir en Serbie, qu'il rêve même d'un partage en sa faveur de cet Empire ottoman qu'il supposait agonisant, lui offrait dès le commencement de l'année 1811, non seulement cette province serbe, non seulement la Petite Valachie, dont on avait parlé à Vienne, mais le territoire valaque entier et même toute la Moldavie entre les Carpathes et le Séreth. Napoléon ne proposait que les Principautés, en même temps qu'il promettait aux Turcs de les aider à les conserver, et même de leur procurer la Crimée.

Le Sultan aurait probablement retardé toute décision sans la catastrophe imprévue qui atteignit la meilleure de ses armées. Comme le Tzar dirigeait ses troupes du côté de la Pologne, où il attendait l'attaque française, les prétentions russes, qui s'étaient étendues aussi sur la Dobrogea, avaient diminué. On conservait seulement celle de la cession des Principautés, qui auraient formé

la Dacie de l'archiduc Jean ou du duc d'Oldenbourg. La Serbie serait une principauté vassale. Les délégués secrets des Turcs ne voulurent rien entendre sur ce sujet. « Intégrité et indépendance » était la formule invariable de la Porte. Une grande attaque turque rejeta pendant l'été de cette année 1810 les troupes du Tzar, de nouveau sur la rive roumaine. Le Danube fut passé par les soldats victorieux de Mahmoud : on s'attendait à les revoir à Bucarest. Une surprise rendit cependant les Russes maîtres de la base des Turcs à Roustchouk, et le Vizir resta enclos dans l'île de Slobozia, sans pouvoir en faire un Lobau. Il y vit les siens périr par les privations et les maladies. La situation était perdue au moment où on avait cru toucher au but.

Déjà avait été concédée aux Russes une extension jusqu'au Pruth, ce qu'ils appelèrent plus tard, d'après le nom archaïque de la seule portion méridionale qui avait appartenu aux « Bessarabiens » de la principauté valaque : Bessarabie. Maintenant, dans le camp ottoman, affamé, on était disposé à retirer les frontières jusqu'au Séreth. Le Sultan cependant s'obstinait, ne voulant rien abandonner. Au printemps de l'année 1812, lorsque de nouveau les troupes russes se mirent en mouvement, il voulait se jeter contre elles à la tête de sa dernière armée. Il espérait encore la suprême décision d'une intervention française. Elle se produisit plus tard qu'il ne l'avait cru, et, n'ayant aucune sécurité de ce côté, ne trouvant pas même à Constantinople l'envoyé extraordinaire depuis longtemps promis par Napoléon, Mahmoud aida essentiellement à la défense russe, consentant à cette paix hâtivement offerte tour à tour par le commandant de l'armée d'occupation, Koutouzov, et par l'envoyé spécial du Tzar, l'amiral Tchitchagov, jetant la Bessarabie dans la gueule du loup amené à défendre sa tanière (paix de Bucarest, 28 mai 1812) ¹.

La guerre folle, celle qui ne pouvait pas avoir un but

¹ Napoléon n'a eu connaissance du traité que le 13 août (Montgailard, ouvr. cité, VII, p. 90-91.)

politique, sauf si Alexandre céda sous l'impression de la formidable avance d'une immense armée européenne, pour arranger ce qu'il y avait encore à partager sur le continent plein de tombeaux, commença en été de cette année 1812, un peu tard. Napoléon y avait été forcé : l'Angleterre avait gagné le Tzar et, à un jour de distance après la sommation anglaise de rendre l'Espagne au roi Ferdinand (23 avril), Alexandre invita son ancien allié à abandonner l'Allemagne.

De Dresde, où il tint sa « Cour de rois », les souverains de Prusse et d'Autriche s'étant rendus à l'appel, l'empereur prépara l'invasion des lointains Etats de son nouvel ennemi : la Pologne, qui serait complétée de la Galicie que l'Autriche aurait cédée en échange pour les provinces illyriennes, devait servir de base. Le 22 juin la déclaration de guerre fut lancée, le 24 un demi-million de soldats, appartenant à toutes les nations soumises ou amies, passait le Niémen et entraît en Lithuanie, où le souvenir de la Pologne était très vivant. Six jours après, Vilna était occupée, mais les patriotes polonais attendirent vainement que le libérateur, qui y séjourna plus de deux semaines, décrêtât le rétablissement de l'ancien royaume. Sur le Dniéper, l'avant-garde eut un échec, et Smolensk ne fut prise qu'avec de grands sacrifices. Sur le chemin on rencontrait le désert, l'incendie, la ruine. Le médiocre géographe qu'était l'empereur de l'Europe, ne se rendait pas compte qu'il était déjà dans l'Asie vide et morne de la steppe des Scythes et que le sort de Darius devait nécessairement l'atteindre. Des villes qui étaient de grands bourgs aux maisons de bois flambaient à son approche. Alexandre restait invisible, comme les vieux rois barbares des expéditions de l'antiquité; on l'empêchait de négocier. Les quelques paysans ignares qui se levaient devant l'« Antichrist » étranger à leur religion et qu'on disait l'ennemi juré de leur nation se courbaient devant l'apparition apocalyptique pour piller et tuer sur les derrières de l'avalanche aux aspects insolites et terrifiants. Nulle part, dans la terre et dans

les hommes, un point d'appui. Seulement, au fond brillait le mirage trompeur des coupoles byzantino-tatares de Moscou, où jamais n'avait pu s'installer un conquérant.

Cependant, pour défendre la ville sacrée, Koutouzov eut l'ordre de risquer une bataille : le vainqueur des Turcs la perdit à Borodino; une autre rencontre ne fut pas plus heureuse pour les soldats fatigués du Tzar.

Le 14 septembre, les Français entrèrent dans la capitale russe; sur le seuil des mêmes demeures de bois quelques marchands faisant la courbette obligatoire : pas l'ombre de l'émissaire attendu. Quatre semaines furent perdues dans l'illusion de son arrivée, immanquable. Cette immensité envahie restait muette. On pouvait bien s'en inquiéter : l'hiver était aux portes. Officiellement on fit brûler le tas de maisons vermoulues pour faire entendre à l'ennemi que la guerre sera sans trêve et sans merci. L'impression sur l'esprit, déjà las, de Napoléon, en fut profonde. Pour la première fois dans sa carrière incomparable l'inquiétude se logeait dans son âme, et pour n'en plus sortir.

Au milieu d'octobre, sur la neige, la retraite commença donc, décourageante. En chemin, il fallut combattre, car l'hiver paraissait réveiller tout un monde d'adversaires; ils ne poursuivaient pas : c'est devant les armées en route qu'ils s'immobilisaient, formant ce mur de résistance sans élan, jusqu'à la mort, que les campagnes de Souvorov avaient déjà révélé. Cependant Koutouzov ne put pas arrêter les soldats encore frais. Ce n'était pas, du reste, le but; ce qu'on voulait, c'était autre chose que la victoire brillante dont veut l'Occident : la destruction, lente, inexorable. Au 9 novembre, à Smolensk, la faim sévissait dans cette multitude transie. Sous un terrible gel on marcha à la hâte vers le Dniéper; on s'y traîna douloureusement. Les martyrs de la plus grande ambition que le monde eût connue rencontrèrent sur les bords de la Bérésina d'autres troupes, que la ratification turque, en juillet, avait libérées sur le Danube. Tchitchagov était à leur tête; il fallut les Polonais de Dombrowski pour défendre la tête de pont, permettant à ces nom-

breux et lamentables débris de la plus belle armée de passer à travers les monticules de neige. De la Douna descendait Wittgenstein avec des forces nouvelles.

Napoléon crut devoir abandonner les dernières agones de cette armée qui dans ses transes cruelles l'acclamait bien que vaincu. Murat, dont le rôle naturel était autre, eut la mission de sauver ce qui pouvait encore être arraché aux intempéries et aux poursuites. Confessant, avec une héroïque sincérité, le désastre, l'empereur revenait à Paris pendant une nuit de décembre pour se fabriquer à tout prix, avec les plus jeunes des recrues de la France épuisée, l'armée de la suprême résistance contre les ennemis, et, on pouvait bien le prévoir, contre les amis aussi. Il eut le génie de la prolonger deux ans, ne pouvant plus assurer ce qu'il avait acquis comme César mondial et ne se résignant pas à redevenir, dans les limites naturelles, un simple « roi de France », laissant à son fils, le jeune « roi de Rome », le plus beau des héritages.

En Espagne, Wellington était entré à Madrid, dès le mois d'août, pour en être chassé par Soult et Marmont dans quelques semaines : Ferdinand et Joseph jouaient le rôle du roi Philippe et du roi Charles à l'époque de Louis XIV. A Paris, sous l'impression des premières nouvelles du désastre, le général Mallet fut sur le point de renverser par un coup de main ce régime qui avait paru si solide. Au centre déjà la colossale création se montrait pourrie. Ayant supprimé toute opinion publique, elle ne rencontrait aux heures de crise aucun élan pour l'appuyer. La machine, admirable, pouvait fonctionner au profit de quiconque en avait sous la main le moteur unique. On allait s'apercevoir que l'anarchie de 1792 était plus solide parce que toute une nation se dressait pour l'étayer dans ses espérances et dans son désespoir.

Avant la nouvelle campagne, deux défections se produisirent, l'une particulièrement douloureuse. Avec Koutouzev, en Posnanie, auquel s'était rallié par une

capitulation le général prussien York, Frédéric-Guillaume III pouvait jeter le masque humiliant. La mobilisation fut décrétée en février. La nation allemande entière était invitée à prendre les armes, et toute une jeunesse, élevée par la souffrance dans un autre esprit que le serein internationalisme « humain » de Goëthe, répondait à la voix enivrante des professeurs et des poètes : Fichte, le philosophe du nationalisme sacré, Schleiermacher, le penseur religieux de la liberté voulue par Dieu, l'agitateur Jahn, créateur de légionnaires populaires, Arndt, le prophète, Körner, le chantre des combats. L'idéologie à laquelle la pensée de Kant, métaphysicien du « monde en soi », mais en même temps prédicateur d'une nouvelle vie morale partant de la conscience créatrice, se mettait à la rescousse pour créer un autre ordre des choses.

Les dynasties, empressées à détruire le « tyran » déjà ébranlé par la fatalité de 1812, cherchaient à réveiller dans les nations affligées par les contributions, d'hommes et d'argent, pour la guerre sans fin au profit du maître étranger l'instinct de la liberté. L'Angleterre n'avait pas donné à l'Espagne seule une Constitution; le nouveau roi de Sicile, François, succédant à son père qui avait abdiqué, dut admettre un système constitutionnel de même essence, pareil au régime parlementaire anglais. Par Stein et, après lui, avec des ménagements, par Hardenberg, revenu au pouvoir, la Prusse s'était profondément réformée. Elle avait paisiblement et discrètement accompli, à coup de décrets, le roi y acquiesçant à peine, sa résolution : délivrance du paysan, suppression des justices seigneuriales, abolition des jurandes et corporations, gouvernement par des présidents appuyés de « conseillers » (Landrâte) et assemblées locales, élection des curés, école laïque; tel des rénovateurs avait proposé même une Chambre unique dans laquelle seraient représentées toutes les classes de la nation. En Russie on parlait d'une « guerre pour l'honneur et la liberté de l'homme », et, alors que des odes s'adressaient à tous les chefs des Etats dominés, humiliés ou menacés

par Napoléon, le ministre du roi Ferdinand d'Espagne y prônait « la liberté civile, le plus grand des biens dont l'homme puisse jouir sur la terre »¹.

Mais cet instinct populaire voulait plus que la libération dans des formes qui seraient les mêmes d'un bout du continent à l'autre, celles qui avaient été créées par cette Révolution française dont on voulait détruire le grand héritier et le sage continuateur à l'intérieur. Guidé par les nouveaux penseurs de l'Allemagne, il osait croire à la nation réelle, éternelle, nécessaire, supérieure à tout autre intérêt et à n'importe quelle autre considération, car elle a une mission divine à remplir dont la détourner serait un sacrilège. Avec sa langue, sa littérature, ses traditions, ses chefs voulus, elle doit former l'élément créateur dans une nouvelle vie moderne, incapable de tolérer désormais un Empire universel pour le motif que son chef représente une grande nation, une réforme bienfaisante dans tous les domaines et un puissant génie.

Napoléon en était arrivé, comme le XVIII^e siècle, dont il venait, au calcul parfait, à la réglementation infaillible, au règne de la raison souveraine, dans tous ses projets et dans toutes les actions. On lui opposera l'enthousiasme, la croyance folle à l'impossible, l'ardeur effrénée au risque, la nouvelle poésie. Si en Prusse un Scharnhorst, un Gneisenau ont lentement travaillé à créer la nouvelle armée d'allure française et s'ils y ont réussi, par dessus toutes les résistances d'une glorieuse tradition, ils ont pensé aussi à soulever les masses, à en faire une autre armée. L'exemple de l'Espagne a pu leur en donner l'exemple : chaque homme dans chaque village entre dans le système de la guerre libératrice, avec ou sans uniforme, à la rigueur une simple pique à la main. Les prêtres, comme en Russie, conduiront les bandes introuvables. Et, lorsque le roi objecta que dans ces projets il y a de la « poésie », Gneisenau répondit que « la reli-

¹ Cf. Ségur, *Histoire de Napoléon*, II, et la correspondance de Joseph de Maistre.

gion, la prière, l'amour pour le souverain, pour la patrie, pour la vertu ne sont que poésie » que « toute élévation des âmes demande une disposition poétique ¹ ».

Devant lui le maître de l'Europe a une force qu'il n'a jamais connue et à laquelle ce grand disciple de la philosophie, resté en arrière sous ce rapport, ne pourra jamais s'accoutumer.

Cependant la campagne qui s'ouvre s'annonce brillante. La nouvelle armée prussienne se forme à peine : visiblement elle n'a pas d'unité. Les Russes sont lents à arriver : lorsqu'ils paraissent en Allemagne, sous Wittgenstein et Miloradovitch, encore un général du Danube, ils ne forment qu'une trentaine de mille soldats, lourds, sans élan. L'Autriche observe ce qui se prépare et n'entend rien risquer.

Une victoire napoléonienne est gagnée en mai, à Lützen, mais la cavalerie manque et on ne peut pas poursuivre les fuyards. Toute cette armée inexpérimentée ne pourra pas réaliser ce dont étaient capables les « vieux de la vieille ». A travers la Saxe, envahie par l'ennemi, mais restée fidèle, l'empereur, brisant les résistances isolées, arrive avant la fin du mois sur l'Oder. En Espagne les Anglais ont chassé Joseph; ils sont aux Pyrénées. Une longue indécision retient l'élan auquel les adversaires étaient accoutumés. Ils reprennent courage. Le Cabinet de Vienne offre une médiation, après avoir refusé tout concours; des conférences s'ouvrent à Prague. Elles restent nulles. Au bout, la Puissance médiatrice, qui avait proposé, avec l'acquisition de l'Illyrie et une restitution partielle de la Prusse, un nouveau partage de la Pologne, se démasque ennemie (août).

Ce sera un général autrichien qui aura le commandement suprême sur les Russes, sur les Prussiens de Blücher et York. Schwarzenberg attaque Napoléon immobile en Saxe et perd la bataille de Dresde (27 août). Mais ce nouveau succès ne peut pas non plus être

¹ Walther Classen, *Das Werden des deutschen Volkes*, III, 1923, pp. 175-176.

exploité; en vain avait-on craint pour la Bohême, pour Vienne. Quelque chose manque dans le camp français, et ce n'est pas seulement la cavalerie, détruite en Russie : c'est l'ancien esprit de Napoléon lui-même. Les apparences sont les mêmes, imposantes, mais le ressort ne fonctionne plus comme jadis. Le vent de tempête de la vraie, de la grande victoire ne soufflera plus désormais dans ses drapeaux. Et avec de simples succès ne peut pas être sauvé celui dont tous, les siens aussi, attendent les miracles.

Les vaincus ont eu le temps de se refaire pour la seconde fois. Les généraux français sont battus : Macdonald, Vandamme, dans leur poussée vers le Nord, où cependant la rive de la Baltique a été reprise. Les alliés ont fixé déjà la base du nouvel ordonnement de l'Europe; il faut revenir en arrière jusqu'en 1803. Le prince héritier de Bavière a fait abandonner à son père l'alliance traditionnelle. Après l'attaque de Wachau, une grande bataille est livrée à Leipzig, où trahissent Saxons et Wurtembergeois. L'empereur ne peut pas employer une armée internationale qui le sabote pour désertir. Il est rudement battu, le 18 octobre, dans cette « bataille des nations », où presque tous s'étaient tournés contre lui. Il lui faut briser les Bavaoises pour passer à Hanau, abandonnant l'Allemagne. Au commencement de novembre il est heureux d'être en sécurité momentanée sur le Rhin. Derrière lui le résultat de tant d'efforts et le sacrifice s'effondre à grand fracas. La Hollande suivra les pays germaniques; les Danois tendront la main aux Russes; Genève se rendra aux Autrichiens; la Suisse acclamera Schwarzenberg cherchant par Bâle l'entrée dans la France; il faudra reconnaître Ferdinand VII pour échapper à une attaque du côté du Sud.

Napoléon en est réduit à la France, mais il ne tarde pas à s'apercevoir qu'elle n'est plus, d'âme, à lui. Pour beaucoup des catholiques il ne restait plus le fils fidèle de l'Eglise, le restaurateur de la religion ancestrale. Son conflit avec le Pape pour la possession des Etats ecclé-

siastiques et de Rome avait réveillé en lui le révolutionnaire, l'adversaire du pouvoir temporel. Pie VI était mort en captif; Pie VII avait été élu sous la pression de sa volonté, inexorable. Avec le nouveau pontife un conflit avait éclaté, et le Saint-Siège avait refusé d'admettre les évêques du nouveau régime français. Le prisonnier d'Etat de Fontainebleau se montrait inexorable à l'égard de celui qui dans les provinces annexées avait supprimé d'un seul trait toutes les corporations religieuses. Un concile national en 1811 avait reconstitué l'Eglise gallicane libre, avec un métropolitain institué par le plus ancien de ses collègues et ayant lui aussi le droit de l'institution canonique à l'égard de tout évêque auquel le pontife la refuserait, six mois après que l'élection lui eût été communiquée. Quiconque s'opposa à cette révolution dans l'Eglise eut à subir de la part du pouvoir laïc des sanctions. La querelle fut poursuivie jusqu'en mars 1813, quand Pie VII accéda à une nouvelle forme du concordat pour revenir aussitôt sur sa première décision, que Napoléon déclara seule valable.

De nouveau la question de conscience était ainsi suscitée. Sans l'interdiction, par la loi de la presse, de la manifestation de l'opinion publique, les anciens débats entre les gallicanistes et ultramontains se seraient rouverts. Sans cela même, au moment où en Allemagne, en Hollande, tout le clergé protestant conduisait la lutte contre le tyran, où en Espagne les curés avaient marché à la tête des insurgés, l'empereur ne pouvait plus compter sur ce concours dévoué, absolu, de l'Eglise de France qui lui avait été de si grand profit pour établir son pouvoir.

Mais il y avait, même en dehors des complots royalistes, de nouveau signalés aussitôt après les premiers revers, en dehors des ambitieux chercheurs d'aventures, qui croyaient leur heure venue, autre chose encore. Toute une partie de la société française, des classes supérieures de cette société, ne trouvait pas satisfaction dans le nouvel ordre des choses.

Les chefs de l'armée et ceux qui pouvaient l'être

avaient raison de bénir un régime dans lequel aucun privilège de naissance, aucune intrigue de cabinet, aucun appui de femmes ne pouvaient empêcher le soldat-né d'arriver aux plus hautes situations. Des fils de tonneliers, de simples paysans, des Juifs, comme Masséna, des anciens peintres comme Saint-Cyr devenaient des héros et portaient les titres de duc et de comte, frappés aux souvenirs de leurs victoires. Une diplomatie active et intelligente, pleine d'initiative et même un peu trop, créait aussi les grandeurs dont s'entourait le maître. On arrivait aux cimes en remplissant avec zèle des fonctions administratives. Presque tout le jacobinisme modéré, qui avait tout de même communiqué du sang de la royauté, était casé et doré.

Mais on ne pouvait plus aspirer à la gloire de l'orateur, du pamphlétaire, du meneur des masses. Dans les corps constitutionnels, dont les discussions n'étaient pas publiques, il était impossible de se distinguer. Dans un pays où on aime parler et où on parle si bien, de race, d'éducation et de tradition, il y avait des gens qui en mouraient, même sans avoir l'esprit révolutionnaire. Et dans les assemblées déjà se démenait une volonté d'être quelque chose sans s'être rabaissé à la situation, bien récompensée, d'un simple instrument. Il y avait dans l'air trop de l'agitation d'un passé non enseveli encore complètement sous la poudre d'or des coups de théâtre du grand magicien, pour que ce calme commandé, jalousement maintenu, pût durer. La tribune réclamait ses orateurs, et les multitudes, surtout celles de Paris, désiraient entendre aussi un autre son que celui des cloches de Notre-Dame annonçant une nouvelle victoire et celui des canons qui, aux Invalides, les accompagnaient.

Une nouvelle génération s'était aussi levée, et elle avait un esprit distinct de celui de tous ces arrivistes triomphants qui menaient la superbe parade, maintenant arrêtée sans que l'Empire eût pu donner quelque chose en échange. Ce grand pétrisseur d'hommes avait cru pouvoir se préparer pour lui et transmettre à son successeur de bons sujets dont la formation, d'après les programmes

strictement définis, avait été confiée à l'Université, à cette Université qui ne ressemblait guère aux libres institutions du moyen-âge discutant toute formule devant un auditoire bienveillant. Sous ce nom vénérable se cachait l'organisation centralisée des casernes scolaires, déplorablement uniformes. Les recteurs commandaient des professeurs, instructeurs de leurs recrues, et à Paris résidait le chef de l'Académie surveillant selon les vues du gouvernement tout ce dressage dans lequel n'entraient que les vérités officielles, pouvant servir à étayer le régime. Or tout cela suscitait des résistances dans l'école même; d'autant plus dans le monde des intellectuels, nombreux, qui ne se laissaient pas enrôler.

L'Empire n'avait pas cru que la suggestion littéraire pût lui être utile. Défendant à Chateaubriand, élu membre de l'Académie française, elle-même sujette aux idées régnantes, de toucher à la mort de Louis XVI, faisant reconduire par la police cette femme qui avait été jadis, après M^{me} Roland, une Egérie de la Révolution et dont les *Considérations sur la Révolution française* montrent un sens politique de premier ordre, la fille de Necker, M^{me} de Staël, César se contentait des ordres d'un Esménard, d'un Lebrun- « Pindare », de tout ce fade et vide classicisme d'imitation, destiné à accompagner les tableaux de glorification d'un David converti, les statues d'un Canova divinisateur.

Au point de vue moral, il n'y avait pas de France, de sentiment français unique, agissant, capable de résister par lui-même. Tout tenait dans cette terrible petite main, dans la griffe d'aigle dont l'étreinte, subitement, faiblissait.

Les signes de la déchéance prochaine apparaissaient; on ne pouvait plus se méprendre. Le Sénat avait accordé encore 300.000 soldats sans se demander où les trouverait-on. Il fallut de nouveau recourir à la garde nationale pour maintenir l'ordre intérieur sans penser quelle sera la disposition d'esprit de cette bourgeoisie, qui n'était plus celle de 1799. Devant une demande de nouveaux

impôts, s'ajoutant à la vexation des droits réunis, le Corps Législatif osa se rebiffer. Presque un milliard avait été pris sur l'avenir. Pour la première fois, le 1^{er} janvier 1814, l'empereur dut recourir au langage des luttes de parti entre jacobins et anti-jacobins pour dénoncer à la nation les « factieux », les « vendus » à l'Angleterre.

Et l'invasion suivait son train. Encouragés par leur grande victoire, les coalisés avaient oublié les lenteurs qui jusque-là avaient rendu vains tous les efforts. Les Autrichiens étaient en Franche-Comté, les Prussiens au-delà du Rhin, Bernadotte, qui convoitait la Norvège aux Danois, revenus, sous l'impression des premières batailles, auprès de Napoléon, puis contraints à un armistice, mais qui pensait plutôt à l'héritage français de son grand camarade, traversait la Hollande et la Belgique sans rencontrer de résistance. Wellington avançait par les Pyrénées. D'Italie arrivait la nouvelle, démoralisante, que Murat lui-même avait abandonné la lutte pour sauver sa couronne branlante. Les Bourbons revenaient dans le pays dont ils réclamaient la possession.

L'histoire militaire ne pourra pas assez admirer cette tactique de trois mois pendant lesquels le plus grand général de tous les temps réussit, avec une armée dont l'existence était un miracle, à paralyser tour à tour Russes, Autrichiens et Prussiens, battus presque dans chaque rencontre, mais sans arriver à un résultat décisif. Au milieu de ces victoires les forces impériales fondaient. Le 23 mars les Alliés battus pouvaient enfin se réunir sur la Marne, à Châlons, et ils se dirigeaient sur Paris. Dans une semaine Paris devait capituler, pour la première fois depuis les Normands du ix^e siècle.

On avait cru se libérer ainsi avec le concours du beau-père de Napoléon et de deux nobles souverains amis de la France. L'impératrice, femme d'un esprit inférieur, avait été confiée au faible Joseph, qui savait assez l'art de perdre uné couronne. Les maréchaux abandonnaient le drapeau vaincu; ils refusèrent d'attaquer les triom-

phateurs dans la capitale de la France. Marmont se déclarait publiquement contre son ancien collègue. Napoléon se sépara donc de sa garde à Fontainebleau : il a abdiqué, mais pas au profit de son fils, qui ne sera que pour lui Napoléon II (6 avril), le grand-père autrichien n'osant pas soutenir ouvertement les droits de sa fille et de l'enfant. Le 11 avril, la magnanimité des « vainqueurs » lui a donné la principauté de l'île d'Elbe, l'impératrice étant mieux partagée du duché de Parme et de Plaisance. Déjà dans le Sénat se formait, sous la poussée des événements, un parti royaliste. Naïve, l'opinion parisienne trouvait goût aux cocardes blanches, sachant que Bordeaux s'était déjà déclarée pour le roi de France et de Navarre. On allait jusqu'à applaudir l'arbitre de la situation, Alexandre, prince d'éducation française, qui visitait Joséphine à la Malmaison, allait présenter l'hommage de sa reconnaissance à son ancien maître Laharpe et affichait la nécessité d'un nouvel ordre de choses reposant sur les « idées libérales »¹. Et Louis fut de fait roi. Les Anglais l'avaient transporté de son dernier refuge après Mitau et Varsovie, le château de Hartwell; le Sénat l'avait proposé, les libéraux plus vieux, comme La Fayette et Carnot, plus jeunes, comme Benjamin Constant, s'étaient ralliés à la « dynastie incontestée ».

Le souverain de la France avait attendu pendant de si longues années d'exil, de pauvreté et d'humiliation le « revirement de l'opinion publique, » sachant lui aussi, en philosophe pénétrant, que « ce sont les hommes qui importent, non les choses »². Ce « revirement » il l'avait enfin : c'était pour la royauté restaurée une base plus sûre que la protection d'Alexandre de Russie qui, capricieux dans son rôle de nouveau « maître du monde », calqué sur Napoléon, qu'il venait de vaincre, aura plus tard d'autres idées.

Malgré son air épais et disgracieux, son costume d'un

¹ G. Pallain, *Correspondance de Talleyrand et de Louis XVIII*, Paris, 1884, p. 18.

² J. Lucas-Dubreton, dans la *Revue hebdomadaire*, XXXIV, p. 81. Les paroles sont de Mallet du Pan.

autre âge, le ridicule de certaines personnes de son entourage, l'insignifiance niaise du duc d'Angoulême et la tenue revêche de son père, le comte d'Artois, un vieux « dauphin », il recueillit les applaudissements. La figure intéressante de la pâle fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, femme de son cousin, de celle qui, à dix-huit ans, avait demandé à son oncle « grâce et paix », attendrit. Toute une jeunesse se pressa sous le drapeau blanc de la nouvelle garde, entre autres Lamartine, le futur grand poète de la royauté et du catholicisme, qui en était encore à imiter le classicisme à la mode. Le grand rêve glorieux et plein de souffrances était fini : on se sentait commode et rassuré, un peu vieillot, comme le roi, dans cette France des « frontières de 1792 », où les cloches de Notre-Dame ne sonnaient plus que pour les fêtes de l'Eglise et l'orgue ne célébrait plus les *Te Deum*.

D'autant plus croyait-on que toute une ère tragique était définitivement close, qu'on avait obtenu par les soins du Tzar, sous la forme d'une « ordonnance de réformation »¹, — bien que Louis XVIII eût promis d'abord une Constitution libérale, élaborée par la commission des deux corps législatifs en remplacement de celle présentée par le Sénat² — une constitution sans Constituante, bénignement « octroyée » par Sa Majesté.

Le roi résume toute l'autorité; il incorpore la majesté; tout doit partir de lui, à son gré; aucun droit ne lui impose les mesures qui dépendent uniquement de lui. Parce qu'il l'a voulu, il donne une « charte » à ses « sujets ». Ils auront une représentation élue, parce qu'il daigne l'admettre : les pairs, avec la Chambre haute, ces lords français, toléreront à leurs côtés une « Chambre basse », formée, non pas par les représentants de la nation, mais seulement, car on pense de nouveau par « territoires », les « députés des départements », les pro-

¹ L'expression est du chancelier; Napoléon la relèvera pour l'attribuer au roi. La Chambre des députés ne connaît que « la charte constitutionnelle ».

² Déclaration de Saint-Ouen, dans Montgaillard, *Histoire de France*, VIII, Paris, 1835, p. 13.

vinces étant mortes. Pour voter, il faut avoir trente ans et le cens. Les présidents des deux Assemblées sont nommés par les pairs, si le chancelier n'occupe pas la présidence. L'initiative des lois vient de la Couronne, qui se réserve d'approuver les amendements; la Chambre élue vote les impôts, pour cinq ans même, quand il s'agit des indirects. Bien entendu, le roi convoque, le roi proroge, le roi dissout; ses ministres assistent aux débats; ils ne peuvent être jugés que pour malversation ou trahison, et seulement par les pairs.

Dans ces conditions pour les rapports qu'il admet avec ses « sujets », le souverain leur abandonne tout ce qu'ils ont mal acquis pendant l'« interrègne » : terres, capitaux, titres, et leur concède l'égalité aux fonctions, aux honneurs, la tolérance religieuse.

Avec la première Chambre le roi « restauré » gouverne selon les opportunités, d'après le principe de conserver les choses en évitant les noms. C'est bien l'« héritage de Bonaparte » qu'il maintient de fait ¹. Il ne sait pas au juste ce qu'il a et ce qu'il peut se permettre, car la décision est à cette assemblée de monarques, assiégée continuellement, au milieu de réjouissances, des fêtes, des bals, comme après une pestilence ou un tremblement de terre, par des prétentions, des doléances, des espérances et des illusions, qui siège à Vienne et traîne tout en longueur par incapacité de vouloir, et par nonchalance aussi.

Alexandre y tranche en roi des rois ². Metternich, le chancelier autrichien, défend autant que possible l'ancienne tradition contre le courant révolutionnaire que représente le réformateur prussien von Stein, qui ne

¹ Joseph de Maistre, *Correspondance*, I, p. 379.

² Sur sa personnalité, « sans énergie et caractère », « faible et variable », voir, entre autres, l'excellent travail d'Ernest Molden, *Zur Geschichte des österreichischen Gegensatzes, die Politik der europäischen Grossmächte und die Aachener Konferenzen*, Vienne, 1916, p. 14 note 1. Cf. Bernhardt, *Geschichte Russlands und die europäische Politik, 1814-1831*, Leipzig, 1863; Schiemann, *Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I*, Berlin, 1919; Rain, *Alexandre I^{er}*, Paris, 1911 (extrait de la « Revue des études historiques », 1911); du même, *l'Europe et la restauration des Bourbons*, Paris, 1908.

pense qu'à la monarchie unique de la nation allemande appuyée sur une Constitution « organique ». Il n'y aura un Empire que de forme, et son lien sera une Diète impuissante, presque inexistante; la couronne impériale reste en Autriche. Les intérêts d'Etat se choquent à tout moment, s'enlisent et s'annulent. La Prusse veut le Rhin, et elle l'aura, mais aussi la Saxe, dont on voudrait « déporter » le roi sur la frontière occidentale, dans un nouvel Etat-tampon, à côté du Hanovre, devenu une royauté; elle ne l'obtient pas, sauf le lambeau que prend Frédéric-Guillaume. Il faut au Tzar le Grand-Duché de Varsovie, dont il est tout prêt à se proclamer prince constitutionnel, et en échange les Prussiens reviennent à Poznan-Posen; Cracovie seule et Thorn restent villes polonaises libres ¹. Déjà Bernadotte s'est fait céder la Norvège, en échange pour la Finlande, la Poméranie, l'île de Rügen, et, après une forte résistance, les Etats du pays l'acceptent par les conventions d'Eidwald et de Moss, car il faut être libéral. L'Italie redevient autrichienne, sauf Naples, où provisoirement on tolère Murat, et le Piémont, rendu au roi de Sardaigne, qui annexe Gênes : il y aura un gouverneur à Milan et à Venise, un grand-duc à Toscane, un duc à Modène, une duchesse à Parme, tous vrais vassaux de François II. L'Espagne, le Portugal regagnent les dynasties de l'ancien régime. On discute sur les nouvelles formes des Pays-Bas, Hollande et Belgique ensemble. La Prusse y installera un roi de ce Pays-Bas dans la personne de Guillaume d'Orange.

Au milieu des dépêçages et des adjudications de « sujets » éclata la bombe du retour de Napoléon.

L'empereur titulaire n'avait pas seulement rempli ponctuellement ses devoirs de prince d'Elbe, transformant par son travail la petite île qui devait lui être seulement une prison. Il avait entretenu des relations suivies avec ses anciens fidèles et avec les mécontents, dont le nombre s'accroissait à mesure que les émigrés faisaient sentir

¹ Voy. sur la pensée d'Alexandre à l'égard de la Pologne, les articles de M. Joseph Michalowski, dans l'*Europa Orientale*, VI.

leur influence sur la royauté à laquelle ils demandaient en leur faveur un retour courageux au passé. Quittant son abri avec quelques centaines de soldats dévoués, il réussit à débarquer en Provence, et sur son chemin personne n'osait l'affronter avec décision. Les troupes désertaient dans le camp, journellement grossi, du « rebelle ». Les dévouements à la dynastie restaurée s'évanouissaient. Pouvait-on, du reste, servir un monarque qui presque aux premières nouvelles avait fait ses bagages pour la Belgique, se confiant de nouveau à l'étranger pour une seconde « restauration »?

Par une déclaration de l'ancien Conseil d'Etat, l'Empire fut rétabli.

A l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur le « tyran » d'hier faisait des offres de réconciliation. Envers les Français il se présentait comme « empereur par la grâce de Dieu et les constitutions de l'Empire », rappelé au pouvoir par le « vœu de la France »; par un « acte additionnel » (23 avril 1815) il entend « affermir les libertés publiques »; il soumet donc à « l'acceptation libre et solennelle » du « plébiscite » populaire, car il ne parle pas de « sujets », les conditions d'un nouveau pacte dans lequel entre le système bicaméral, d'après le type de la nouvelle royauté, — parce que c'était Alexandre qui l'avait dicté, — mais avec l'initiative des députés, le devoir des ministres de s'expliquer, l'éligibilité du président de la Chambre élue et le droit d'élire de la part des « collègues de département et d'arrondissement »; l'industrie, la propriété manufacturière et commerciale » ajouteront leurs délégués. La presse sera délivrée de la censure, tout en étant sujette à une responsabilité légale devant le jury, et l'état de siège sera réglé par une loi qui pourra être éludée seulement dans des circonstances graves. Il y aura des administrateurs élus. Lucien, qui avait conservé jusqu'ici une attitude d'opposition, mais qui revenait en prince d'Empire à côté de son frère, peut-être Lanjuinais, président de la future Chambre, où reparaitra aussi La Fayette, et Benjamin Constant avaient inspiré l'acte : Carnot doit réorganiser l'Etat; les jaco-

bins, les fédérés rouvrent leurs clubs et défilent devant l'ancien « citoyen général ». Les modérés en eurent un frisson, et Louis XVIII gagnera dans la bourgeoisie, apparemment menacée, des partisans durables. On vit l'empereur au Champ de mai, après le plébiscite, prêter serment à la nation. Les Chambres siègèrent ¹.

A l'extérieur l'ogre repentí déclarait abandonner son projet de « grand système » fédératif européen, conforme à l'esprit du siècle et favorable aux progrès de la civilisation. Il acceptait les frontières tracées par le sabre qui l'avait détrôné. Mais des le début un sentiment de crainte, de méfiance, d'horreur même réunit de nouveau, pardessus l'antagonisme russo-anglais et austro-russe fixé dans des conventions secrètes, les vainqueurs de 1814. Le 9 juin, la terreur avait amené la signature de tous les traités pour la réorganisation de l'Empire. Les armées non encore démobilisées furent jetées contre « l'ennemi de l'humanité ». Talleyrand, dont l'influence sur le congrès avait grandi par les discordes, ameutait les lances contre le maître qu'il avait trahi.

Pour faire face à la nouvelle épreuve, Napoléon n'avait qu'une armée cueillie dans les garnisons. Il essaya des gardes nationales et des corps francs, à l'exemple de ceux que l'Allemagne avait organisés contre lui, il exhorta à former des fédérations. Brisant la levée en masse de la Vendée, il partit le 11 juin vers la Belgique, où Wellington, surpris au bal par cette nouvelle, rassembla à la hâte, avec ses vieilles troupes anglaises, les Allemands de toutes les appartenances et les anciennes troupes impériales des Pays-Bas, attendant les Prussiens du vieux Blücher et les Russes ².

Comme en 1814, l'empereur réussit quelque temps à empêcher la réunion des deux armées; elle se produisit cependant au cours de la grande bataille qu'il livrait, le 18, aux Anglais dans les environs de Waterloo. Deux

¹ Vingt-neuf départements n'avaient pas voté (Montgaillard, ouvr. cité, VIII, p. 170).

² Ils avaient tué en chemin, à Bamberg, le maréchal Berthier, en le jetant par la fenêtre.

jours après, le vaincu revenait à Paris, où de nouveau tout le monde ne voulait plus de son malheur.

Pour la seconde fois, il abdiqua, cette fois en indiquant formellement son fils comme successeur. On n'en tint pas compte. Déjà les alliés avaient déclaré ne rien vouloir changer à l'ordre des choses une fois établi. Mais il n'y eut pas seulement l'étranger qui imposa sa volonté contre la tentative de prolonger le régime impérial. La nouvelle France elle-même s'y opposa.

Le corps législatif élu en mai contenait un nombre prépondérant de ceux qu'on devait appeler « libéraux »¹. Refusant de céder tout pouvoir entre les mains du vaincu, il crut pouvoir créer une nouvelle vie constitutionnelle sur les ruines de l'Empire, qu'il considéra déchu. Il y eut une « Déclaration des droits de l'homme »; une Constitution radicale fut élaborée à la hâte. Carnot fut placé, avec d'anciens auxiliaires de Napoléon, dans une « commission exécutive ». Mais, pendant que des rêves de pouvoir consolaient les chefs du mouvement, les alliés s'approchaient. Carnot eût admis que Napoléon reprit la conduite des armées que l'ex-empereur croyait capables de vaincre; ses collègues s'y opposèrent. Ils furent probablement plus sages. Dix-sept généraux protestèrent contre les indécisions d'un gouvernement incapable. Il y eut même un succès contre les Prussiens. Mais il fallut se retirer au delà de la Loire, et le 3 juillet, de nouveau Paris se livrait aux envahisseurs. « Dans le carré de garnison du jardin des Tuileries, placé sous les fenêtres du roi, les dames titrées se mêlèrent aux femmes du peuple et, entrelacées dans les bras des Cosaques, des soldats prussiens, elles chanteront et danseront », dit un témoin oculaire².

Le premier soin des royalistes revenus fut de chasser gouvernants et législateurs qui avaient espéré qu'on traiterait avec eux. Le 8, Louis XVIII était rétabli; il licenciera l'armée, qui avait conservé son honneur. Le même

¹ Thureau-Dangin, *Le parti libéral sous la Restauration*, Paris, 1876.

² Montgaillard, *ouvr. cité*, VIII, p. 247.

jour, Napoléon s'embarquait pour l'Amérique, qui, après une dure guerre contre l'Angleterre et la perte momentanée de Washington, avait fini par les chasser en 1814 (paix de Gand, en décembre). Arrêté en route par les Anglais, il fut mené directement au tombeau de Sainte-Hélène, où il se rongea pendant des années l'âme et le corps en nouveau Prométhée. Le roi pour la seconde fois rétabli n'aura cette fois que les frontières de 1790, dépouillées de la ceinture des forteresses; il acceptera une forte occupation de trois ans et paiera sept cents millions de dédommagements.

Les « Cent Jours » avaient amené cependant un triple changement à la situation : Les alliés, qui avaient accueilli amicalement à Vienne le vice-roi déchu de l'Italie, gendre d'un souverain allemand, et qui avaient subi plus d'une fois les suggestions de Talleyrand, pouvaient se rendre compte maintenant que cette France, pour la « liberté » de laquelle ils prétendaient combattre, leur est en très grande majorité profondément ennemie, qu'elle considère comme sienne la plus grande partie de l'œuvre accomplie sous ses drapeaux et qu'on se plaisait à considérer comme le résultat passager des caprices du « tyran ».

En même temps, ils avaient dû se convaincre que la popularité des Bourbons n'existe pas, que le pays les considère comme des attardés venus dans les « bagages » de l'invasion, qu'il est toujours prêt à écouter la grande voix qui le rappellerait vers un brillant passé.

Et, enfin, dans les rapports entre la royauté et ses « sujets », un changement essentiel était intervenu. D'un côté, Louis XVIII avait vu presque toute l'armée, le maréchal Ney, son « cousin », en tête, ne rêvant que de retour de Napoléon ou, du moins, que ce retour l'avait ramenée à l'état d'esprit dans lequel elle s'était trouvée pendant une brillante carrière d'une vingtaine d'années et, de l'autre côté, que, sous l'adhésion à la « charte octroyée », se cachait le désir ardent d'institutions absolument libres, que l'ancien jacobinisme n'est pas mort

et qu'une nouvelle forme de la Révolution, celle du libéralisme, domine les âmes d'une jeunesse pleine de talents et surtout d'ambition. La « Restauration » revenait cette fois pour une lutte, une longue et difficile lutte dans laquelle elle devait finir par succomber. Elle commencera par tolérer les assassinats populaires de ses ennemis.

Dans les pays mêmes des souverains qui avaient remporté pour la seconde fois la grande victoire, il y avait un engagement à remplir, une dette de reconnaissance à payer : celle envers les nations qui avaient offert leur argent et leur sang pour une œuvre de délivrance, au bout de laquelle elles n'attendaient pas un état de choses inférieur aux institutions que les Français avaient créées d'un bout de l'Empire à l'autre. En Allemagne, la Westphalie avait eu sous le bon roi Jérôme, marié à sa princesse de Wurtemberg, les institutions assez libres de la Constitution de Cassel (novembre 1807). Le roi de Saxe prétendait respecter la vie d'Etats et une ancienne Constitution ¹. Le Wurtemberg, où l'héritier du trône était « libéral » contre le roi son père, le Grand-Duché de Bade avaient subi l'influence profonde des idées révolutionnaires : dans le premier de ces pays les Etats demandèrent en 1814 le retour aux libertés déjà une fois acquises. En Bavière, la loi municipale de 1810 fixait les conditions d'une représentation sortie, du reste, à deux ou trois degrés de la partie de la nation qui n'était ni noble, ni anoblíe par l'intellectualité. En Hesse, dont le prince avait espéré voir créer en sa faveur une royauté des Chattes, dès 1813 un régime à base d'Etats avait été solennellement promis. Au Hanovre une diète siégea l'année suivante. Talleyrand pouvait écrire que la noblesse y est « jacobine », les princes mêmes, tous, rêvant de l'unité de la patrie allemande ².

En Autriche on se contentait de l'ancien droit des provinces historiques, de fait jamais consultées. Mais en Italie, si Murat, conseillé par Salicetti, n'alla pas jus-

¹ Böttiger, ouvr. cité, II, p. 538-539.

² Pallain, ouvr. cité, p. 55-56.

qu'aux institutions anglaises, en Sicile, le résident anglais Bentinck imposa un régime bi-caméral, s'appuyant sur la participation des trois ordres et la séparation des pouvoirs; les communes élues pour quatre ans siègent à côté des princes, ducs, marquis, comtes et barons, « des pairs »; s'attaquer aux droits de ce Parlement entraîne la sanction de dix ans d'exil et d'une forte amende ¹.

En 1815, Murat, pour défendre son trône, lança son appel à l'Italie entière « des Alpes à Scylla » pour chasser l'« étranger » et « réaliser les hautes destinées » du pays, qui doit être « une nation indépendante ». Sa défaite par les Autrichiens, son exécution, au retour, à Pizzo, n'empêcheront pas l'idée en marche.

La Russie seule, où les mécontents prenaient bientôt le chemin de l'Occident, s'établissant dans cette ville de Paris dont ils avaient maudit le satanique élan, n'avait pas une opposition contre l'ancien régime; mais là même, si rien ne se mourait dans les couches plus profondes, Alexandre lui-même écoutait les conseils des mystiques : une Madame de Krudener, un Alexandre de Stourza, fils du gouverneur roumain de la Bessarabie nouvellement acquise, la comtesse Ebling, sœur de cet écrivain idéologue, d'une certaine réputation européenne, et bientôt il recourra à un bourgeois, au « fils de pope » Spéranski, l'esprit plein de théories réformatrices, puis au prince polonais Adam Czartoryski pour entreprendre d'en haut, de son trône « divin », l'œuvre de transformation de ses nombreux Etats, auxquels il avait réuni cette Pologne si hantée de souvenirs révolutionnaires.

Là-bas, la Constitution napoléonienne de 1807 prévoit un Conseil d'Etat, un Sénat à vie, composé d'évêques, de voévodes, de châtelains, une Chambre des nonces, élue pour neuf ans et renouvelable à terme; le servage disparaît et les codes français remplacent les vieilles coutumes. La première Diète demanda cependant, en 1808, l'abolition du Conseil d'Etat. Un régime scolaire libre fut établi. En 1812 le même conte Czartoryski proclamait

¹ Coletti, *Histoire du royaume de Naples*.

dans la Diète une ère de liberté basée sur la fédération des provinces de l'ancien royaume, la levée d'une armée populaire sous la forme des confédérations, ce que Napoléon, en attendant sa propre levée en masse, refusa.

On avait renouvelé contre la France, qui dut payer 700 millions et entretenir une armée d'occupation allant jusqu'à 200.000 hommes, la garantie de la « barrière ». Alexandre crut qu'il suffisait, en dehors du traité d'alliance de Chaumont (mars 1815) entre les adversaires de Napoléon, d'une entente personnelle avec ses frères de Vienne et de Berlin pour arrêter l'avance des mauvaises idées et pour rendre au monde, sous le signe de la croix, le calme dont il avait un si grand besoin. Les « pères des peuples » se réuniront autour d'une « arche », et elle contiendra les statuts de la Sainte-Alliance. Ils seront proclamés solennellement au nom d'un christianisme nouveau ne ressemblant pas à celui du Pape, avec lequel, du reste, la Russie avait négocié pour l'union confessionnelle ¹, ni à celui des Eglises nationales, comme le gallicanisme français, et capable de réunir dans son universalité toutes les nations, prises dans un élan de fraternité idéale ². Dans une phraséologie ampoulée, pareille à celle des théophilanthropes de Paris sous le Directoire, le nouvel Evangile était annoncé aux nations ou plutôt à la « nation chrétienne », avec la garantie des souverains frères en Jésus-Christ, le moyen d'action des congrès périodiques, où seront jugées toutes les aspirations, et le ressort permanent, hélas! des polices, des espions et des armées de répression.

Faut-il s'étonner que tout un monde d'étudiants, d'intellectuels, d'anciens militaires, de riches bourgeois considéra cet acte comme une déclaration de guerre et que par dessous l'ordre apparent il s'organisa pour combattre?

1. Mission du jésuite Michaud; Joseph de Maistre, ouvr. cité p. 185. Cependant il finit par expulser l'Ordre de ses Etats en 1816. (Cf. Pypin, *Die geistigen Bewegungen in Russland*, Berlin, 1894).

2. Muhlenbeck, *Etude sur les origines de la Sainte-Alliance*, Paris, 1887.

Dans certains pays les armes furent celles du parlementarisme de système anglais, très peu efficace en Angleterre même, à une époque de lourdes dettes, de famine, de révoltes ouvrières, comme à Nottingham, contre les machines, d'attentats, comme celui qui amena la mort au président du Conseil, lord Perceval.

Des diètes furent conquises — et on rappelait l'engagement formel pris par tous les princes dans l'acte de reconstitution de l'Empire — par l'opposition, dans les Etats de second ordre en Allemagne : dans le Grand-Duché de Bade en 1818, au Wurtemberg entre 1817 et 1819, avec une vraie Constitution, imposée aux Etats récalcitrants, qui garantit la liberté des personnes et des opinions, établit un Conseil général, en partie indirectement élu, et compose l'« assemblée générale des districts » d'une Chambre haute, de nobles, de membres du clergé, d'intellectuels, dont un tiers est nommé par le roi, les deux autres étant héréditaires, et d'une Chambre élue par les collèges restreints. Le Hanovre se plie à la même nécessité. En Bavière on a des Etats triennaux, à deux Chambres, dont la première élue, à plusieurs degrés, par cinq curies (grands propriétaires, universitaires, clergé, villes, petits propriétaires terriens); dès 1818 elles votent le budget, peuvent demander l'amendement des lois et ont surtout la mission de présenter des doléances. Le Nassau, la Saxe-Weimar, la Saxe-Cobourg ont déjà une vie constitutionnelle. En Prusse cependant on n'aura, sous le régime Hardenberg, — les chefs de la guerre de délivrance étant aussitôt écartés, certains même plus tard casés dans des forteresses ou simplement dépouillés de leurs fonctions, éloignés de leurs disciples — que les « assemblées de provinces », des *Provinziallandtage*, dominés par la grande propriété terrienne, qui créeront les *Landräte*, sans que la vie générale du royaume s'en ressente. En Autriche, c'était, de par ordre du tout-puissant Metternich, devenu, de diplomate habile, chef du gouvernement, un crime de faire mention même de l'institution parlementaire, d'autant plus de la diabolique Constitution : seul le Tyrol, puis l'Illyrie, qui se rappelle le

régime napoléonien, sont exceptés et la Galicie conserve les institutions représentatives. Il n'y a qu'une littérature de pamphlets et des discussions d'étudiants formés par le « père Jahn » aux exercices physiques, à la façon des anciens Germains, dans les « ligues de vertu » (*Tugendbunde*) et des démonstrations comme celle du troisième centenaire de Luther à la Wartburg, en 1817. Pas de tribune publique, la chaire du professeur, surveillée de près, parlant seule à la jeunesse; pas de presse. L'ancienne cellule est rétablie par l'administration « paternelle », qui ne s'en excuse pas au moins par des créations d'ordre matériel.

En France, les pairs jugent les traîtres et font fusiller Ney, alors que Napoléon avait donné l'ordre de libérer l'héritier de Louis XVIII, le duc d'Angoulême. A la Chambre des députés, qui ne représentent que 17.200 électeurs votant dans leurs cantons des collèges de département, les compromis manquent : Lanjuinais, Barrère, Cambon, Manuel, qui s'étaient manifestés dans la restauration napoléonienne. Mais il y a une forte ascension d'avocats prêts à tout risquer pour le triomphe de la parole. Les premiers parlementaires, dont la cocarde blanche était un symbole de guerre civile, de revanche et de persécutions, sont dissous en 1816 par le vieux roi, ironiquement sage, qui avait aussitôt tâté le pouls de cette société, plus facile à manier qu'on ne l'aurait cru; et ce sont ces nouveaux qui, d'après le décret sur les élections à double degré, héritent des « introuvables ». Le grand tournoi de rhétorique commence, éclatant, et les nouveaux journaux, les journaux qu'on reprend sont là pour populariser les merveilles d'une éloquence qui désormais entretient seule la curiosité publique, sevrée des bulletins glorieux et des messes de victoire. Il y a *le Censeur* du grand historien des Mérovingiens et de la conquête de l'Angleterre par les Normands, le disciple du style de Chateaubriand, Augustin Thierry, *La Quotidienne* des émigrés, chargée de revendications, *Le Journal des Débats*, jadis « Journal de l'Empire », *le Nain Jaune*, qui se moque un peu de Sa Majesté, laquelle, bénévolement,

en homme du doux XVIII^e siècle, enclin aux bons mots, y trouve plaisir. Malgré les concessions faites à l'opinion publique par le gouvernement du duc de Richelieu, — le créateur de la prospère Odessa —, en introduisant l'élection unique et abaissant le cens, et malgré la disparition de la justice exceptionnelle des « cours prévôtales », la satire aigre d'un Paul-Louis Courier vise les travers de ce monde exhumé, et ou chanssonne l'aristocrate, le prêtre de la Congrégation et des « petits séminaires » par les vers, souvent grivois et d'autant plus populaires, de Béranger, fils d'un artisan. Au-dessous déjà, les sociétés secrètes se forment : « Patriotes de 1816 », « Union de 1818 », « Amis de la presse », « Amis de la vérité ». Bientôt l'Italie enseignera une nouvelle façon de s'organiser, et le but ne sera plus la lutte contre l'émigré qui « n'a rien appris et rien oublié », mais contre cette royauté même, à laquelle on préférerait le jeune Napoléon, retenu en cage à Vienne, le prince Eugène ou même le fils du roi des Pays-Bas.

En 1818 on aurait pu croire que le nouvel ordre est solidement établi. Les appétits russes d'un établissement dans la Méditerranée, le système, non-officiel, d'un Pozzo di Borgo, le Corse ennemi de Napoléon, d'un Capodistria, l'intime d'Alexandre au Ministère des Affaires Etrangères, d'un Tatichtchev, ambassadeur à Madrid, de réunir sous les ailes de l'aigle moscovite France, Espagne, Sardaigne, Naples, en flattant en même temps le libéralisme occidental, avaient été arrêtés par les talents diplomatiques de Metternich, le chef autrichien de l'Europe conservatrice ¹. Dès l'année précédente Richelieu avait obtenu une évacuation partielle de l'armée d'occupation ². Le Tzar, qui avait donné un Sénat à la Pologne et proclamait la tolérance religieuse dans tous ses Etats, était sur la voie des réformes : on procédait à l'affranchissement des paysans en Courlande, en Livonie; la diète de Varsovie s'ouvrit par un discours en français, plein des meilleures intentions; on travaillait aux codes pénal et

¹. Molden, ouvr. cité, p. 43 et suiv.

². Voy. Cisternes, *Le duc de Richelieu*, Paris, 1898.

criminel. Des officiers commençaient déjà à s'initier aux sociétés secrètes. En septembre le premier acte de la Sainte-Alliance, la réunion, au « congrès » d'Aix-la-Chapelle, souverains et ministres de la Sainte-Alliance ensemble, décidait le départ des dernières troupes restées encore en France et associait dans une « pentarchie » le royaume des Bourbons à la quadruple alliance, restée l'arme au bras contre la Révolution¹. Cela paraissait manifester l'opinion que tout souci de troubles a cessé au point même de départ de la Révolution. Alexandre et le roi de Prusse seront les hôtes de Louis XVIII, le libérateur du territoire.

Mais en Amérique, et aussi dans les centres pleins de Grecs du Midi de la Russie, se préparait une autre réforme des institutions, tendant aussi à l'ordonnement par nations de la nouvelle Europe : celle qui, partant des principes de la révolution américaine, mettait à la base de tout changement la volonté des citoyens libres, établissant eux-mêmes le pacte fondamental.

La vie des pays fédérés de l'Amérique du Nord, troublée seulement par la dure guerre contre l'Angleterre, au cours de laquelle brûlèrent les grands édifices de Washington envahie par un raid hardi, ne pouvait pas rester sans influence sur les sujets de l'Espagne en Amérique du Centre et du Sud.

Si un Américain anglo-saxon, Morris, assista aux séances de la Constituante française, dont il fit une continuelle critique amère, un général de la Révolution, Miranda, venait de ces colonies. Il nous faudrait connaître ses rapports avec les siens pour pouvoir comprendre d'une manière plus complète ce qui amena le soulèvement contre la couronne d'Espagne de ces provinces si négligées, abandonnées surtout sous une royauté sans aucun sens des devoirs et des responsabilités aux abus des fonctionnaires exportés au Nouveau Monde et à la seule influence intellectuelle d'un clergé ignare.

¹. Cf. de Pradt, *l'Europe après le congrès d'Aix-la-Chapelle*, Paris, 1819. Il y eut une réponse de la part de Metternich.

Les possessions américaines du Portugal, au splendide Brésil, échappèrent seules à cette contagion d'esprit révolutionnaire par le fait qu'après l'entrée de Junot dans le royaume, dona Maria et son fils avec le roi Pierre, le régent Jean VI, se réfugièrent à Rio-de-Janeiro, y établissant pour de longues années une Cour de vie modeste et d'intentions libérales.

Alors que Haïti proclamait président à vie le fameux Toussaint-Louverture, et que dans les îles de l'Océanie il y aura une copie du Consulat et de l'Empire, avec ses ducs et ces comtes de couleur, sous Jacques I^{er} Dessalines, continué par un autre monarque noir, Henri I^{er}, opposé au républicain Pétion, alors qu'en Afrique se préparait la république nègre, au titre « latin », de Liberia, il était impossible que les événements de France n'eussent une répercussion au milieu de ces créoles de bonne race, habitués aux dangers, d'esprit chevaleresque et aventureux. La grande révolte éclata en 1810, quand les provinces du Venezuela, se séparant de la couronne de Ferdinand VII et refusant obéissance à la junte de Séville, se proclamèrent Etat indépendant. Le Chili voisin, la province de Buenos-Aïres, qui devait être une République Argentine, la propriété des Jésuites à Paraguay, habituée à obéir d'une façon mécanique, le vaste Mexique suivirent aussitôt l'impulsion. On peut se demander s'il y a eu ou non des incitations américaines — la Louisiane sera cédée par la France à la confédération, et une partie de la Floride espagnole demanda d'y être attachée — ou plutôt des intrigues anglaises, à l'époque où le royaume britannique se soumettait l'Hindoustan, s'annexait les colonies françaises et les bases inébranlables de son empire des mers. Si, au Paraguay, un individu, d'une extraordinaire puissance de suggestion et de commandement, un organisateur hors ligne, le « philosophique » docteur Francia, établit aussitôt une dictature, pendant de longues années inattaquable de l'intérieur ou l'extérieur, les provinces maritimes trouvèrent un chef d'une « vertu » républicaine invincible et d'un grand courage dans Bolivar, spectateur lui aussi des

grands changements en Europe et prédicateur du *credo* des Droits de l'homme. Au Mexique, Hidalgo et Mina furent vaincus, mais la révolte n'en fut pas de ce fait étouffée. La victoire du général américain Jackson sur les envahisseurs anglais à la Nouvelle-Orléans, la conclusion d'une paix qui assurait la patrie de Jefferson et d'Adams étaient un encouragement pour ces rebelles qui dès le commencement avaient demandé radicalement la séparation. Sous Bolivar combattaient des soldats revénus d'Italie, et les idées qui avaient séparé les Girondins des Montagnards, unité ou fédération, agitaient les chefs de la révolution au La Plata. Le Chili reprend en 1817 la lutte sous la conduite d'un Français et d'un Irlandais de race : Saint-Martin et O'Higgins. La Guyane espagnole est prise dans un mouvement que ne peut pas empêcher ni même endiguer le faible gouvernement de Madrid, uniquement occupé à rogner ou à abolir les droits que s'était gagnés toute une nation par une longue et héroïque résistance, par un triomphe mérité. L'établissement à Lucques, avec des droits sur le duché de Parme et de Plaisance, de Marie-Louise, sœur du roi, pouvait paraître au jeune monarque, tyrannique et ridicule, une acquisition capable de contrebalancer la perte au-delà des mers d'un immense et riche domaine. En 1818 la guerre de libération continue, avec des vicissitudes, sans que les rebelles pensent à abandonner quelque chose de leur programme, qui est, sous la forme républicaine, l'indépendance parfaite.

Dès ce moment le concours anglais apparaît sans voiles, et au même moment la reconnaissance de la république du Vénézuela par les Etats-Unis. La déclaration du Chili est significative. « Depuis plus de trois cents ans, » y est-il dit, « la force obligeait le Nouveau-Monde à respecter comme un dogme de la foi l'usurpation de ses propres droits par l'Espagne et d'y chercher l'origine de ses devoirs envers elle ¹. » C'est le même dogme de la liberté

1. Traduction de Montgaillard, ouvr. cité, VIII, p. 397. Napoléon aurait pensé, en 1815, à y poursuivre sa carrière (*ibid.*, p. 401).

humaine non intangible, mais inaliénable, qui avait amené un demi-siècle auparavant la constitution en Etats libres des provinces anglaises de l'Amérique du Nord.

Ajoutons que le Portugal libéral, qui voulut se soulever contre l'influence anglaise (conspiration du général Freyre d'Andrade en 1817; mouvement des franc-maçons) prenait à la réactionnaire Espagne Montevideo, dominé d'abord par Artigas, et préparait ainsi la formation d'un autre Etat sud-américain, l'Uruguay.

Tout un courant révolutionnaire vient en Europe, de ces contrées agitées. L'opinion publique approuve chaleureusement cette action de révolte contre un monarque qui chez lui en Europe envoie à l'échafaud d'anciens auxiliaires de l'indépendance espagnole, comme les généraux Lascy et Porlier, pour avoir défendu les idées de Cadix (1817, 1819) et écrase la tentative du colonel Vidal à Valence. Alors que Ferdinand, manquant de flotte contre les « rebelles », la quémande à la Russie, lord Cochrane se rend, de sa propre impulsion, au Chili, dont il devient l'amiral, l'Angleterre officielle se déclarant presque ouvertement pour les colonies révoltées. L'année 1819 voit le grand succès de Bolivar à Santa-Fé de Bogota et la création d'une république de la Nouvelle Grenade, qui bientôt se confondra avec le Venezuela dans un Etat réuni qui prendra son nom du souvenir de Colomb. Cochrane, Saint-Martin et le lieutenant de Bolivar, Sucre, s'en vont fonder la liberté du Pérou en 1820. Il y aura une Bolivie, d'après le nom du « libérateur », et une république de l'Equateur.

Au Mexique s'installait en dictateur Iturbide, capable de vaincre, et en 1821 il créa un Empire constitutionnel pour Ferdinand VII ou un Bourbon d'abord, puis pour lui-même, Bonaparte de l'Amérique Centrale : Augustin I^{er}. On pensa même à créer, par le congrès de Panama, les Etats-Unis de race latine en Amérique et, malgré les contradictions, Bolivar lui-même étant adversaire de cette grande idée, on arrive à une alliance entre les républiques fraîchement écloses. Cela n'empêcha

pas, malheureusement, la force centrale manquant, cette continuelle lutte entre les généraux qui ruina le territoire et déshonora une si belle action. Une longue et dure guerre entre le Brésil et les Argentins suivit, contribuant à diminuer le crédit du mouvement révolutionnaire au Nouveau-Monde.

Pendant que l'Amérique latine attirait les regards des partisans de la liberté en Europe, des symptômes inquiétants pour le régime de la Sainte-Alliance, auquel s'étaient rattachés aussi la France et les Pays-Bas ¹, apparaissaient en Allemagne.

Le roi de Prusse, impopulaire dans ses nouvelles possessions de l'Orient ou sur le Rhin — François I^{er} avait été accueilli en vrai maître et héritier des bonnes traditions en 1818 ² — avait pris soin de supprimer les « mauvaises » Universités de Padersborn, Münster, Duisburg, où les idées d'Arndt, de Görres, du « père » Jahn dominaient, pour en créer d'autres, — comme celle de Bonn, dominée par l'esprit de Hegel, identifiant ce qui est avec ce qui doit être, — dont on croyait être sûr. Mais l'action secrète continuait au milieu de cette jeunesse qu'on croyait avoir disciplinée. Sans programme et sans chefs, on marchait obscurément vers l'avenir. Ce que pouvait Metternich dans son Autriche arriérée, dans sa Vienne patriarcale se montrait impossible dans les pays qui avaient largement bu du vin enivrant de la Révolution française. Toute la nouvelle littérature romantique, se détachant de l'harmonie classique, du serein internationalisme de « Monsieur de Goethe », ministre de Saxe-Weimar, poussait vers les contrées séduisantes de cet avenir. Une soif de vie nationale unifiée se cachait sous ces aspirations sentimentales vers la « liberté ».

Un étudiant, Sand, tua Kotzebue, écrivain réactionnaire au service de la Russie et un peu mouchard aussi

¹ La femme de l'héritier du trône était la sœur du Tzar.

² Molden, ouvr. cité, p. 115 et suiv. On acclamait « notre empereur » et on attendait du congrès d'Aix-la-Chapelle la restauration de l'Empire pour ainsi dire légitime.

(mars 1819). On s'occupa de cette sanglante révélation au second congrès de l'Alliance, en territoire autrichien, à Carlsbad, qui fut moins solennellement calme que le premier, d'Aix-la-Chapelle. Le démon enchaîné n'avait donc pas besoin du revenant napoléonien pour secouer ses fers. Les Universités furent soumises à un stricte régime de police, la censure contrôla désormais une littérature qui paraissait être trop libre; une commission pour l'Empire entier fut établie à Mayence pour découvrir d'où venait cette agitation de sinistre présage au moment où, sauf les deux plus grands, Prusse et Autriche, tous les Etats du Reich « restauré » autant que possible — car qui aurait pu refaçonner la poussière prise par le vent! — s'exécutaient à donner la Constitution prévue et un tolérable régime représentatif. Après la rencontre des souverains, Metternich, qui admit une Faculté protestante en Autriche pour empêcher la contagion de l'étranger dans ce domaine aussi, appela chez lui, à Vienne, les ministres pour établir tout un programme d'action préservatrice.

Mais presque en même temps que la nouvelle de l'assassinat à l'Opéra du second fils du comte d'Artois, le jeune duc de Berry, marié à la fille du roi de Naples (février 1820), arriva au coordonnateur des mouvements de la réaction celle de la révolution d'Espagne.

Ce qu'avaient préparé des précurseurs malheureux dans l'armée étroitement liée à ses souvenirs de liberté réussit en janvier, dans les régiments destinés à s'embarquer pour l'Amérique, à deux officiers, Quiroga et Riego. Par le pronunciamiento de Cadix ils demandèrent le retour au régime constitutionnel. Aussitôt Ferdinand VII, qui conservait ses traditions de lâcheté, céda devant l'attitude des provinces habituées aux déclarations révolutionnaires des juntes. Il se rendit compte que l'Angleterre a sa main dans cette action aussi, et il apprit que la France même de Louis XVIII, celle d'avant l'attentat, recommande l'introduction d'une « charte » pareille à la sienne. Les cortès furent donc convoquées, la Constitu-

tion admise sous serment, telle qu'elle était, le roi déclarant que « ce jour avait été l'objet de ses plus ardents désirs », la liberté de la presse accordée, l'inquisition et les jésuites abolis. En juillet, les anciennes assemblées siégèrent, l'archevêque de Séville consentant à présider à côté de Quiroga, et le serment à la Constitution fut renouvelé par le roi.

Le Tzar avait demandé aussitôt la suppression à main armée de cet état de choses, capable d'infecter la bonne Europe muselée. En France, la loi électorale était aussitôt modifiée, et, lorsqu'il fallut voter l'élection à double degré, en même temps que le rétablissement de la censure et les restrictions apportées au principe de la liberté individuelle, Richelieu lui-même revint à la place de Decazes, se rendant à la nécessité des mesures préventives. Pour la première fois dans Paris travaillé par les sociétés secrètes empruntées à l'Italie, les *Charbonniers*, les *ventes* et autres associations, il y eut des mouvements séditieux (juin). L'armée, sevrée de gloire, paraissait disposée à suivre l'exemple de Cadix, et une conspiration formelle dans les casernes sera découverte en août. Le roi intervenait directement dans les nouvelles élections, signalant les « circonstances graves » et priant qu'on « écarte des nobles fonctions de députés les fauteurs des troubles, les artisans des discordes, les propagateurs d'injustes défiances contre son gouvernement, sa famille et lui ». On s'orientait vers les émigrés, et Villele, devenu conseiller prépondérant, s'associait un ministre de l'Instruction, capable de contrôler dans « le bon sens » les écoles.

Or, partout en Europe, soldats et parlementaires se préparaient à la lutte, jusqu'en Hollande, où les Etats généraux refusèrent le premier projet de budget, comme ils l'avaient fait du reste l'année précédente aussi, et en Pologne, où, devant la chute des projets présentés par le gouvernement, Alexandre crut devoir ajouter des reproches et des menaces au décret de dissolution de la diète. Les *carbonari* de Naples s'étaient gagnés une grande influence : l'armée en fut conquise. Dès le commen-

cement de juillet, les garnisons demandèrent la Constitution espagnole. Un chef fut trouvé dans la personne d'un émule de Bolivar, Guglielmo Pepe¹, ancien ennemi des Bourbons sous la Révolution, officier de la légion italienne de Dijon sous Bonaparte, puis au service de la France dans les îles Ioniennes et colonel du roi Joseph en Espagne même. La Sicile se révolta séparément, au souvenir du régime imposé jadis par Bentinck. Le roi, le duc de Calabre suivent l'exemple de leur parent de Madrid et prêtent, avec la même sincérité, serment à la Constitution, telle qu'on l'a voulue.

Puis en août c'est le Portugal qui voit triompher le mouvement révolutionnaire. Des troupes demandées pour le Brésil s'insurgent contre la main-mise de l'Angleterre, à Oporto, le centre du libéralisme. La régence est déclarée déchue, et la monarchie constitutionnelle de Jean VI proclamée avec enthousiasme. La Constitution de Cadix est, dans ce pays aussi, la base du nouveau régime, accepté aussitôt par le roi; une junte se rassemble pour consacrer l'acte de libération.

Aussitôt la réaction de la Sainte-Alliance se produit. Les gardiens de l'ordre se rassemblent encore une fois en Autriche, qui continue à donner la direction. Le troisième congrès de l'association sacrée des monarques siège donc en août à Troppau, sans prendre des décisions définitives, mais établissant cette base d'action qui est l'entente sur « le droit d'intervention réciproque dans les affaires intérieures des Etats ». On a pu déjà voir que, malgré la présence au gouvernement de l'Angleterre, sous le nouveau roi George IV, du Ministère conservateur de lord Castlereagh, même malgré la conspiration radicale contre les ministres en juillet, suivie d'exécutions, ce royaume ne marchera pas aussi facilement que la France, effrayée par la mort d'un Bourbon, dans la voie indiquée par Vienne. Dans le monde même des princes, — en Suède dès 1818 Bernadotte règne comme

¹ Voy, ses *Mémoires*.

Charles XIV ou Charles Jean, et ce fils de la Révolution a débuté par rappeler ironiquement son humble origine, pour s'adonner à des réformes libérales — il y a de la froideur envers les intentions du chancelier autrichien. L'œuvre des traités de Vienne se dévoile fragile.

En janvier 1821 il faut se réunir de nouveau en congrès à Laybach, chez l'hôte autrichien maintenant accoutumé. Le Tzar y arrive, bien décidé à mettre en mouvement la machine contre-révolutionnaire. L'Autriche, qui craint pour l'Italie, où les étudiants s'agitent comme en Allemagne et déjà la société des sanfedistes de Turin prépare un mouvement de cette armée dont dès le début Joseph de Maistre avait dénoncé les tendances anti-royalistes, pousse de tous ses efforts à la décision d'une intervention armée. Elle tient ses troupes prêtes à marcher pour réinstaller dans la péninsule, d'un bout à l'autre, son hégémonie.

Mais en Russie même il y a des gens qui pensent autrement que l'empereur. L'impératrice et son entourage témoignent ouvertement leurs sympathies pour les intentions du jeune Phanariote Alexandre Ypsilanti, fils du prince roumain mort à Kiev, avec le rêve de cette révolution chrétienne dans les Balkans, pour laquelle sa fille Marie offrira sa dot. Ypsilanti est général au service d'Alexandre; il a perdu un bras à la guerre. Séduisant et hardi, il a vécu dans la société de Vienne, s'initiant profondément au mouvement des esprits en Occident ¹. Il sait ce qui se prépare en Russie Méridionale, en Crimée, à Odessa, à Taganrog, dans les Principautés roumaines, jusqu'aux consuls, de race grecque, du Tzar, puis, à Constantinople, autour du Patriarcat, par la société destinée à soutenir les étudiants ², par les cercles littéraires, comme celui d'Athènes, protégé par le consul de France, Fauriel, qui rassemble les chansons populaires grecques, et surtout par la mystérieuse « association des amis », l'Hétairie. Celle-ci compte des adhérents cachés aussi parmi les

¹ Voy. les *Mémoires* (traduits en allemand) de Louise de Thürheim.

² Voy. notre *Revista Istorică*, VII, p. 181 et suiv.

Albanais de la garde des princes, comme le capitaine, d'origine roumaine balcanique, Georges (Géorgakis, Iordaki) l'Olympiote, parmi les Roumains, comme ce Théodore ou Tudor de Vlădimiri, fils de paysans, élevé chez des boïars de Craiova, officier russe dans l'armée de Serbie, puis « avocat », chargé de missions d'affaires à Vienne, où il espère au congrès la libération de sa patrie. S'appelant Alexandre comme le Tzar, Ypsilanti rêve de conquêtes pour l'hellénisme, installé déjà dans les écoles et les salons de Jassy et de Bucarest, influent même en Serbie, abandonnée par les Russes en 1812, où le rusé paysan Miloch Obrénovitch a succédé à Carageorges, assassiné par ses ordres, en chef d'une autonomie chrétienne, en pacha baptisé. Il rêve, ce jeune fils d'un prince grec, de la restauration de l'Empire byzantin sous la croix orthodoxe, du Pruth à la Crète, de la résurrection du Phénix qu'il fera peindre sur ses drapeaux.

En janvier 1821, le prince de Valachie, Alexandre Soutzo, est mort, opportunément, et non sans soupçons; celui de Moldavie, un autre Soutzo, Michel, est complice de la conspiration. Vladimirescu est déjà parti vers son pays olténien, où il y a des troupes de police, utilisables, et des couvents-forteresses. En mars, défiant le congrès, mais promettant secrètement l'appui du Tzar, l'entrée prochaine des troupes russes, la guerre contre la Turquie, Ypsilanti et son ami Georges Cantacuzène, les deux des fils de Roumains, passent le Pruth et entrent à Jassy, appelant aux armes et indiquant les marchands turcs du pays comme victimes expiatoires.

L'action autrichienne contre l'Italie révolutionnaire avait été foudroyante ¹. Parmi les alliés, c'était la seule Puissance connaissant ses buts et tenant toujours à sa disposition les moyens de les atteindre sans retard. Le roi de Naples avait été convoqué à Laybach pour rendre compte de son attitude. Son Parlement l'autorisa à y aller. Il ne fallut pas de trop grands efforts pour lui faire

¹ Voy. Wiedemann-Warnhelm, *Die Wiederherstellung der österreichischen Vorherrschaft in Italien, 1813-1815*, Vienne, 1912.

abjurer son consentement forcé à la Constitution. On lui offrit alors de rétablir la « légalité ». Les Autrichiens, « gardiens naturels et défenseurs de la tranquillité publique en Italie », ayant mandat de la Sainte-Alliance, même de l'Angleterre, car Castlereagh avait pris part aux discussions du congrès, chassent Pepe à Rieti, occupant Capoue et Naples, où l'assemblée révolutionnaire fut dissoute (mars)¹.

Restait le Piémont. La situation paraissait y être plus difficile. Le roi des émigrés, Victor Emmanuel, avait abdiqué, et l'héritier du trône, encore un vieillard, le frère de ce souverain, Charles Félix, se trouvait à Modène. Le tour venait au prince de Carignano, Charles-Albert, qui avait fait ses études à Genève et à Dijon : il se déclara ouvertement, chaleureusement pour la Constitution et pour la *giunta*, à la mode d'Espagne, qui s'intitulait de « la foi italienne » et poursuivait donc le même but que Murat en 1815 : l'unité nationale, le cri de ralliement étant, non sans un souvenir de la vice-royauté napoléonienne du prince Eugène : « Royaume d'Italie, indépendance italienne ». Ces espérances furent détruites par l'offre d'intervention que les Autrichiens firent à Charles-Félix; se réunissant aux troupes restées fidèles, contre celles de Santa-Rosa, du général la Tour, ils arrivèrent dans quelques jours à mettre fin à ce second incident italien (avril).

En Occident, la péninsule ibérique était seule entre les mains des révolutionnaires. En Espagne la junte catholique et les « serviles » ne purent pas renverser la domination de l'armée libérale, et ceci malgré la révolte de la Navarre (décembre). Au Portugal, le roi Jean, qui avait accepté au Brésil la Constitution, revint pour prêter serment au même pacte dans sa patrie européenne, et, en son absence, son fils, dom Pedro, deviendra, à l'exemple de Napoléon, dans cette République, qui se déclare indépendante, empereur à titre héréditaire (octobre 1822).

¹ Les fils du roi avaient promis de défendre à la tête de l'armée la cause constitutionnelle qui est celle de « l'indépendance et de la liberté de l'Europe ».

En Suède, les intentions du roi français étaient dépassées par une assemblée, le *storting*, qui mettait fin à la noblesse historique du pays.

En mars 1821, au moment où le problème révolutionnaire se posait en Occident aussi bien qu'en Orient, sous la forme du libéralisme militaire du prononciamiento des armées, mourait dans sa solitude africaine, lentement empoisonné d'amertumes, sous la surveillance du géôlier anglais de Sainte-Hélène, celui dont l'esprit provoquait toutes ces commotions, Napoléon. La disparition de « l'homme » devait créer pour les espérances du parti écrasé à Paris, exilé de Naples et de Turin, combattant encore à Madrid et à Lisbonne la divinité protectrice, ne conservant de sa carrière sur la terre que l'auréole de triomphes et le mérite des organisations immortelles.

Le foyer ardent d'une révolution en pleine lutte restait l'Orient ottoman, des frontières de la Bessarabie à la capitale du Sultan, où la réaction turque massacrait les Phanariotes et suspendait sous la voûte de la porte du Patriarcat le corps du chef de l'Église orthodoxe, et à la Morée, où accouraient les armatoles, les clephtes, les bandits de la montagne, en perpétuel état de guerre, — Ali-Pacha contemplant de loin ce grand embrasement dont il espérait le progrès de son autonomie de roi « épirote »¹. Il y avait dans cette révolution des souvenirs de l'antiquité, cultivés dans les écoles, la survivance de l'instinct byzantin, la revanche chrétienne contre l'Islam, mais aussi, par les Phanariotes philosophiques des Principautés, par les marchands grecs disséminés dans le monde entier, jusqu'à Marseille et à Philadelphie, par les navigateurs des îles de l'Archipel, Hydra, Psara, Spetza, agents enrichis du commerce de la Méditerranée pendant le

¹ Il avait été question d'établir le roi exilé de Sardaigne dans un royaume de Macédoine; *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, p. 240. Pendant la guerre de 1806-1812 la Russie avait employé un corps macédonien, formé par Constantin Ypsilanti, *ibid.*, p. 241. C'est de Bessarabie que revint, en agent russe, Carageorges, pour être aussitôt assassiné.

blocus continental, par les Grecs libres de la république de tutelle anglaise dans les îles Ioniennes, par les restes de domination française dans ces îles et sur ces côtes et enfin par les incitations de ce centre hellénique de Vienne d'où avait lancé sa Marseillaise Rhigas, une influence de l'esprit occidental. Aussitôt qu'on procédera à une organisation constitutionnelle, elle sera bien visible.

Les Moréotes, archontes en tête, avaient commencé par des réunions de notables, par une grande assemblée populaire, un « sénat représentant tout le peuple des provinces du Péloponèse », à Kalamata-Messène, en mai, au milieu des incidents d'une campagne sans aucun plan et sans aucun but, d'un bourg à l'autre bourg, d'un défilé à un autre défilé. Les Phanariotes étaient encore en Moldavie et en Valachie, dans l'attente de l'alliance roumaine, que les boïars de Moldavie éviteront et que Vladimirescu, entouré d'une armée de paysans, assemblée nationale « en armes », comme celle de Carageorges, refusa nettement, comme représentant une autre idée nationale, puis de la révolte serbe, qui manqua, de l'intervention russe, qui, pour n'être pas une promesse de charlatan, était une naïve illusion. Les Turcs, injustement méprisés, arrivèrent, sous les Pachas de Silistrie et de Brăila. En Moldavie, les rebelles furent détruits à Sculeni sur le Pruth, sous les yeux des troupes russes massées en Bessarabie (juin), le capitaine Georges, réfugié au cloître de Secu, mettant feu aux poudres à la fin d'une héroïque résistance; en Valachie, sur l'Olt, à Drăgășani, Ypsilanti lui-même, qui s'était fait livrer Vladimirescu, accueilli en prince à Bucarest et disposant de l'appui des nobles « patriotes », par ses propres soldats, que gênait une stricte discipline, fut définitivement battu et chassé en Autriche, où on le retint prisonnier. L'occidentalisme phanariote, représenté par les frères du chef prisonnier, Nicolas et Demètre, et surtout par le seul homme politique de la révolution grecque, Alexandre Mavrocordato, jadis ministre des princes danubiens et tout imbu d'esprit anglais, passa alors en Morée, où on pouvait lutter, et toute la révolution, maintenant affiliée aux libéraux

d'Occident, soutenue par la sentimentalité « philhellénique », en changera de caractère. La plaie du localisme avait cessé, même celle d'un nationalisme étroit, d'une guerre de religion, qui survécut seulement dans les âmes obscures des masses. La cause de la Grèce devenait pour des années un chapitre, un seul chapitre possible, du combat des libéraux pour amener, partout, l'ère constitutionnelle.

Dès la réunion des Chambres françaises¹, Louis XVIII dut entendre, de la part des deux oppositions réunies, des paroles de remontrance, laissant entrevoir que les relations constamment amicales avec les Puissances « étrangères » pourraient être au prix de sacrifices incompatibles avec l'honneur de la nation et la dignité de la couronne » (novembre). Le roi lui-même, qui n'avait consenti à recevoir comme porteurs de cette désagréable mission que le président et les secrétaires, avait parlé du devoir des gardiens de la paix de « satisfaire à ce que la religion, la politique et l'humanité peuvent justement réclamer ». La Chambre des députés soulignait qu'il faut en Orient une « politique généreuse ». L'esprit de Napoléon paraissait agiter les drapeaux emprisonnés. Et, au même moment, après l'installation à Tripolitza du « gouvernement provisoire » de la liberté hellénique, le libéralisme phanariote de Mavrocordato et des Ypsilanti, préparant la Constitution, convoquait le congrès de Piada, dont le nom ancien, exhumé, d'Epidaure retentissait glorieusement à travers le monde, augure d'avenir, comme si les héros de Plutarque, ressuscités, se seraient mis à la tête de l'assaut général vers la liberté.

L'acte constitutif de la nouvelle Hellade, proclamé le 1^{er} janvier 1822, était une nouvelle victoire de l'esprit libéral. Les Grecs étaient régis par une assemblée, une vraie Convention, avec des « comités » et un « pouvoir

1. En 1815 les conservateurs, inquiétés par l'évacuation, le comte d'Artois à leur tête et comptant sur l'appui militaire, allaient jusqu'à l'idée d'un complot; le prince parlait d'un appel à la nation; Molden, ouvr. cité p. 77 et suiv.

exécutif», élu, dont les membres, Mavrocordato, Negri Koletti, étaient justiciables devant les électeurs.

Dans tous les pays, cette année 1822 amena le progrès turbulent de cet esprit. En Amérique, les États-Unis reconnaissent le Mexique indépendant, de l'empereur révolutionnaire et interdisaient formellement, sous menace de guerre, toute tentative des anciens maîtres de reprendre leurs colonies. Le Brésil annonce son indépendance, par un manifeste plein des théories nouvelles, suivi par un autre qui présente le roi de Portugal comme prisonnier des « vils ministres et des membres séditieux du congrès ».

A Palerme une nouvelle révolution se préparait au sein des sociétés secrètes. Mais c'était surtout en France que le libéralisme bouillait dans l'armée, parmi les officiers à demi-solde, dans le monde des écoles. L'école militaire de Saumur est en effervescence; un général, Berton, montera à l'échafaud. L'opinion publique entourera des plus chaleureuses sympathies les quatre sergents de la Rochelle, condamnés à mort pour conspiration, de même que le lieutenant-colonel Caron à Strasbourg. A la Faculté de droit les cours sont suspendus, on supprime pour délits d'opinion la Faculté de médecine, puis l'École normale. Le Ministère présidé par Villèle, protestataire contre la déclaration constitutionnelle de la royauté restaurée¹, prétend défendre le régime en interrompant les leçons à la Sorbonne d'un jeune professeur, Guillaume Guizot, qui a aussi le défaut d'être protestant. Si en Espagne la garde royale essaye un mouvement réactionnaire, elle est attaquée et réduite à l'impuissance par la milice nationale. Le mouvement contre-révolutionnaire d'un trappiste est empêché, et la junte absolutiste d'Urgel proclame vainement une régence qui ne pourra pas s'installer. Les boïars moldaves réfugiés en Bucovine autri-

¹. Sa carrière dans Montgaillard, ouvr. cité, IX, p. 77-79. Il était aussi pour l'expropriation des détenteurs de biens nationaux. Ses « observations sur le projet de constitution », publiées en 1814, demandent le retour à l'ancien régime. Les tombeaux de Voltaire et de Rousseau seront arrachés au Panthéon, restitué au culte.

chienne et en Bessarabie russe y rédigent des Constitutions, et il y a des progressistes qu'on appelle les *carbonari* qui traduisent les droits de l'homme; les Valaques abrités en Transylvanie s'occupent au même travail. En Serbie, Miloch, réconcilié dès 1817 avec son « empereur » turc, régnait en chef d'une nation en armes, avec sa « chancellerie » nationale, espèce de sénat, ses cnèzes et ses évêques, avec ses « momkes » et ses haïdouks. Les kapitans de la Bosnie étaient aussi de vrais chefs nationaux, et le Monténégro restait libre dans ses montagnes. La monarchie d'Epire avait seule cessé avec le meurtre d'Ali, au nom du Sultan.

Les massacres perpétrés par les marins turcs à Chio enflamment les imaginations de même que la rentrée à Corinthe des troupes ottomanes. On jubile à la nouvelle que le léger brûlot de Canaris a fait sauter le vaisseau de l'amiral ottoman et que cette flottille improvisée se montre capable d'empêcher l'intervention de la puissante flotte envoyée par l'Egyptien Mehmed-Ali, qui, sous le titre modeste de vice-roi, vient d'établir sur le Nil, avec le concours d'anciens officiers français, Clot, Sève, devenus des beys dans son autonomie, un vrai régime de Pharaon. Lorsque, pressé par les nizams de Mahmoud, le Phanariote à haut col et à lunettes au milieu des clephtes resplendissant de dorures qu'est Mavrocordato installé à Missolonghi, sur le bord de la mer d'Occident, la résistance désespérée de la révolution orientale, c'est vers ce refuge du drapeau bleu et blanc marqué de la croix que se dirigent les yeux enflammés des poètes, les aspirations romantiques de toute une jeunesse à laquelle pèse la lourde uniformité de cette paix autrichienne servie par les espions et les sbires, par les anciens émigrés français, sans horizon, et par les brutalités d'une soldatesque payée pour les fonctions de simple police sous des drapeaux qu'elle déshonore ¹.

Pour obvier à un soulèvement général, qui paraît menacer, les trois chefs couronnés de la réaction descendent

¹ Voy. notre *Histoire des Etats balcaniques* et notre *Histoire des Rou-*

en Italie autrichienne au mois de septembre, accueillis par l'indigne veuve de Napoléon et par le grand-duc de Toscane, visités par le roi de Naples, et ils ont pour eux, non seulement l'envoyé de la royauté française, qui n'est autre que le Metternich souriant de Louis XVIII, Talleyrand, et le prince royal de Suède, mais aussi le représentant de l'Angleterre, où, après le suicide de Castlereagh, Canning donne cependant une direction plus libérale au gouvernement. Il gagne sur le congrès de Vérone la suppression de la traite des nègres, mais en sa présence est décrétée la solidarité de toutes les révolutions, auxquelles on opposera l'intervention armée des monarchies solidarisées.

Louis XVIII avait fait savoir au Corps législatif des « efforts... pour mettre un terme aux calamités qui pèsent sur l'Orient et qui affligent l'humanité », ajoutant son espoir qu'on pourra voir renaître la tranquillité dans ces contrées sans qu'une nouvelle guerre vienne accroître leurs maux. La Russie avait en effet rappelé son ambassadeur de Constantinople dès le mois d'août et elle avait fait faire des funérailles solennelles au prétendu corps du patriarche martyr amené par les vagues jusque dans le port d'Odessa. Mais l'Autriche gardait une attitude amicale, et l'Angleterre, qui garantissait la parfaite neutralité des Ioniens, s'employait patiemment, avec la Prusse et la Suède, à recommander une satisfaction à l'égard du Tzar. Une partie des troupes ottomanes avait été retirée dès avant janvier 1822 des Principautés, et les discussions diplomatiques suivaient leur train pendant que, dans des « sièges » de villes mal fortifiées, dans des rencontres magnifiées en Occident, le sang continuait à couler.

Mais il était bien certain que les Russes ne passeraient pas derechef le Pruth, et dès le début Alexandre avait rayé des contrôles de son armée les chefs du mouvement hellénique. Il est vrai qu'un projet de « démonstration militaire », d'occupation partielle avait été proposé par

le Cabinet de Pétersbourg, mais les alliés s'empressèrent de rejeter ce projet insidieux, dont il était facile de découvrir la portée ¹. On parlait néanmoins déjà d'« un changement de système en faveur de la nation grecque en général » et d'un régime qui, avec des « stipulations municipales » en Morée, aurait réservé au Sultan la seule suzeraineté ², et déjà des ententes avaient été ménagées avec l'Autriche et la Prusse même pour le cas où la Porte se montrerait revêche à l'égard des concessions à faire, sur le Danube aussi bien que dans les provinces grecques ³. Et déjà des collaborateurs de toutes les nations de l'Occident étaient accourus sans se décourager par le triste spectacle d'un pays arriéré et par les péripéties lamentables d'une guerre anarchique où on se coupait réciproquement les têtes, pour soutenir cette cause de l'Hellade dont le caractère avait été affirmé en mai 1822 par la prise de la glorieuse Athènes, devenue cependant un méprisable bourg turc. Mais dès le mois de juillet la nomination de princes indigènes en Moldavie et en Valachie, Jean Sturdza et Grégoire Ghica, paraissait un commencement sérieux de retour aux traités, et la Russie n'eut pas le prétexte désiré d'une intervention militaire. Comme « Puissance indépendante », la Turquie de Mahmoud refusait toute autre concession, qui l'aurait diminuée.

Metternich avait parlé de son désir ardent d'en finir une fois avec « la seule guerre en Europe » sur laquelle bien des choses pourraient se greffer ⁴; la conférence intime de Vienne, à laquelle participèrent les représentants de la France et de l'Angleterre se rangea à cette opinion, philanthropique, mais vaine. Le lord-commissaire dans les îles Ioniennes, Maitland, était d'avis que tout ce qui se passe sur le théâtre de la guerre n'est qu'« imbécillité, folie, nullité absolue » ⁵ et qu'à tout prix ce sanglant non-sens doit cesser. Dès le mois de

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, IV, p. 273-274.

² *Ibid.*, p. 274.

³ *Ibid.*, p. 275.

⁴ *Ibid.*, p. 283.

⁵ *Ibid.*, p. 286.

février 1823 le nouveau Ministère turc, qui avait succédé à celui de Halet, s'offrait à satisfaire le Tzar sous tous les rapports ¹. Et, dès le mois de mai, l'Angleterre et l'Autriche reconnaissaient comme un « fait » l'existence d'une Grèce belligérante, le Cabinet de Londres affirmant sa neutralité entre « les deux parties en lutte » ². Déjà le grand poète du romantisme anglais, lord Byron, avait paru à Missolonghi, roi non couronné de la révolution hellénique, pour y mourir de fièvre et de lassitude, et la pression de l'opinion publique à Londres devenait irrésistible; un emprunt important fut accordé à Mavrocordato, comme chef du gouvernement hellénique.

Et pour la première fois, dans le but d'éviter un conflit encore plus grave, deux Puissances de la Triple Alliance, cédant à la pression d'une troisième, la Russie, admettaient l'existence d'un nouvel Etat formé par la révolte contre le légitime souverain et organisé, malgré les propositions du gouvernement grec de se voir accorder un « trône », sur les bases républicaines, d'après les plus authentiques modèles de la Révolution française. Le Tzar et l'empereur de l'Autriche se rencontrèrent en Bucovine avant la fin de l'année, et l'affaire grecque fut désormais réglée pour les deux plus intéressés des voisins de l'Empire ottoman : un émissaire officiel russe fut envoyé à Constantinople, et, après qu'un Grec ionien, Capodistria, eût conduit pendant des années la diplomatie russe, ce fut un autre Grec, Minciaky, qui fut chargé de reprendre les rapports diplomatiques avec le Sultan. Il était question de fonder trois principautés de cette nation ³, que le Patriarche de Constantinople représenterait auprès du Sultan.

Mais cette guerre qu'on paraissait avoir prévenue en Orient, s'ouvrait en Occident par l'intervention française en Espagne.

Louis XVIII l'avait fait pressentir par son message

1. *Ibid.*, p. 291.

2. *Ibid.*, p. 292.

3. *Ibid.*, p. 295-298.

à la Chambre, où il qualifiait durement le régime constitutionnel dans le royaume voisin. Une junte royaliste était amicalement accueillie à Toulouse. Le cordon sanitaire aux Pyrénées prenait le caractère d'une armée d'observation. En mars, un traité était conclu par Ferdinand VII, impatient cependant de voir arriver ses libérateurs, avec dom Juan de Portugal, guère plus sincère, pour défendre les principes de la Constitution de 1820. Les cortès, emportant le roi, se retiraient à Séville, où prenaient résidence à ses côtés les ambassadeurs de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Le duc d'Angoulême, pauvre prince timide et peu doué, devait se gagner un prestige, en vue de la succession au trône, par cette expédition. Il était à Bayonne à la fin du mois de mars 1823. Bientôt entra en Espagne une armée qui, quel que fût l'ennemi et malgré les sentiments courageusement libéraux, même napoléoniens, de beaucoup des officiers, désirait avant tout se distinguer, après un si long repos suivant de si grands souvenirs. Ça et là des noms de généraux de la Grande Armée, Oudinot, Moncey, Molitor, Guillemainot, surgissaient de la masse anonyme des nouvelles promotions politiques. Un essai de révolte militaire, fait par des réfugiés de cette ancienne armée impériale, ne réussit pas.

Non sans chercher une apparence de gloire dans le siège de villes fortifiées en chemin, les troupes avançaient vers Madrid, où on n'arrivera que le 24 mai. Les Conseils suprêmes de Castille et des Indes sont bientôt convoqués pour changer le caractère constitutionnel du royaume, « délivrant » le souverain. Une régence s'installe à la place du roi, considéré comme prisonnier. Il ne sera pas nécessaire de marcher sur le Portugal, car les réactionnaires, le second fils de Jean VI, dom Miguel, à leur tête, ont agi d'eux-mêmes, entraînant, plutôt de bon gré, le vieux monarque, qui condamne sévèrement les quelques années du « système subversif ».

Une autre régence espagnole siège à Cadix, où est détenu Ferdinand, déclaré irresponsable de ses actions et déchu. Il faudra forcer ce dernier refuge des idées

libérales dans la péninsule. Pendant que les armées françaises se dirigent de ce côté, la réaction sévit sans pitié contre ceux qui avaient créé et soutenu le régime constitutionnel agonisant. Il fallut que le duc d'Angoulême intervînt par une ordonnance pour empêcher les arrestations arbitraires. En même temps, pour gagner les Espagnols, dont les meilleurs généraux capitulaient, il leur rendait les drapeaux, une cinquantaine, pris jadis par Napoléon et ses armées.

Le 31 août, le Trocadéro, qui défendait Cadix, fut pris d'assaut : la promenade politique des soldats français en Espagne était terminée ¹. Le roi légitime regagna le pouvoir, son sauveur se « jetant à ses genoux », et Cadix fut occupée sans résistance. L'Angleterre avait refusé jusqu'au bout tout geste d'approbation, mais elle s'était interdit celui qui l'aurait séparée de la solidarité « chrétienne » à laquelle elle avait adhéré. Au Portugal elle regagnait le terrain, en dépit de dom Miguel, en faisant accepter par dom Juan, beau-frère de Ferdinand, une nouvelle Constitution (novembre), pendant que le roi d'Espagne exilait pour toujours de sa personne et de sa Cour tout « individu » qui aurait joué un rôle dans le « système dit constitutionnel » et faisait pendre Riego, le héros de la Constitution de Cadix, auquel jusque-là avaient été prodigués tous les signes de la faveur la plus sincère. A Madrid on criait : « Vive le roi absolu ».

C'est sur la joie de ces succès, pas trop chèrement payés, que Louis XVIII finira son règne. La guerre languissait en Orient. En Allemagne une entrevue de diplomates avait réglé à Johannisberg un régime de stricte police. En Amérique seulement se constituait, à Guatemala, une nouvelle république; l'empereur mexicain déposé et revenu en armes était fusillé comme rebelle ². A Paris, où on pouvait expulser par les gen-

¹ On la célébrera en lui consacrant l'Arc de triomphe de l'Etoile, encore en construction, et le palais du Trocadéro.

² Le discours du roi de France à la Chambre, en mars 1824, fait voir qu'on pensait sérieusement à « régler » la situation des « Etats » latins

darmes les députés de l'opposition, résonna l'écho des chaleureux applaudissements avec lesquels La Fayette était reçu par le congrès des Etats-Unis.

Déjà le renouvellement de la Chambre chaque cinq ans avait été remplacé par un système septennaire. L'« ordre social » tendait ainsi à se consolider sur la base d'une victoire exagérée contre le bon sens et le bon goût. Le romantisme réactionnaire de Chateaubriand, auteur de la *Monarchie selon la charte*, les tendances du *Conservateur*, journal des ultras, dominaient dans le conseil du roi agonisant. Si Chateaubriand est brutalement écarté, c'est pour laisser chemin libre aux ambitions de Villèle, qui ne s'impose pas même par le talent. De nouvelles mesures furent prises contre la presse. Le Conseil d'Etat réapparaît. Le nouveau Pape Léon XII pousse de tous ses efforts à la réaction, et les Jésuites s'infiltrèrent dans l'enseignement. En France les affaires religieuses et scolaires sont réunies dans un seul Ministère qui aura pour chef un ecclésiastique; un cardinal est ajouté au Conseil privé comme ministre d'Etat.

Charles X commence par supprimer la censure. On croit assister au début d'un règne populaire, destiné à être heureux. Mais le discours du trône à la Chambre promet des dédommagements aux émigrés : ce fut dans l'esprit public un effondrement. Le sacre de Reims, chanté par Lamartine, paraissait menacer du retour des pompes médiévales et aussi des conceptions leur correspondant; une dure loi contre les sacrilèges suivit. Le roi, dont l'âge avancé n'avait pas dompté le tempérament, préparait, croyant raffermir son pouvoir, la révolution prochaine des avocats, des intellectuels et des banquiers.

En 1825, Alexandre de Russie quittait sa capitale pour soigner sa santé dans le Sud de ses Etats; sa mort

d'Amérique. De fait, en décembre de cette année, la France et la Russie signèrent à Madrid un traité pour rétablir dans ses droits le roi d'Espagne. En 1825, Jean de Portugal, prenant le titre d'empereur pour le Brésil, en confirmait, sous la pression des Anglais, l'indépendance.

survint à Taganrog, dans des conditions presque mystérieuses, qui firent croire à une abdication, à un refuge parmi les paysans de Sibérie. Nicolas I^{er} hérita de son frère, et ce « général de brigade » fit sentir dès ses premiers gestes — après avoir brisé par une intervention personnelle la révolte des soldats, animés par des imitateurs de leurs camarades d'Espagne et d'Italie, un Pestel et un Ryléev, qui devaient échafauder bientôt un complot républicain, en faveur de son frère aîné, Constantin, et de la « Constitution », « femme de Constantin » — que cet avènement signifiait de fait, à l'intérieur et à l'extérieur, un nouveau système.

Alexandre, « le républicain », avait gouverné d'après des idées étrangères et avec des étrangers, Allemands d'Allemagne ou des Provinces Baltiques : Michelson, Wittgenstein, Bennigsen, Budberg, Rebinder, Ostensacken, Mayendorff, Anstett, Diebitsch, Barclay de Tolly, Buxhoevden, généraux; Cartensohn von Pahlen, Sievers, Ostermann, Nesselrode, diplomates; Français, comme Richelieu, Traversay, Lambert, Rochechouart, Saint-Priest, Langeron, Maison; Anglais: Cobley; Corses: Pozzo di Borgo. Les Slaves, qui avaient soutenu pendant la fin du règne d'Alexandre l'ère rétrograde d'un Arakschéiev, s'élèveront sous le beau, chevaleresque, mais impérieux et dur nouveau souverain, et ils apporteront la discipline muette, la lourde patience et aussi le manque de loyauté, dans le sens occidental, de leur race. Les types de paresse et de ruse du roman de Boulgarine, *Ivan Vijiguine*, feront maintenant leur ascension au-dessus d'une société de serfs, conservés par millions dans leur abjection. Une idéologie à leur usage avait été créée, contre l'occidentalisme de l'historien Caramzine, par l'auteur de comédies von Vizine, méprisant visiteur de Paris, par l'amiral Chichine, auteur de la « Veillée » traditionnelle, et le clergé orthodoxe y ajoutait son enthousiasme.

A l'extérieur, les anciens projets sur Constantinople seront repris. Renonçant aux visées en Occident, indifférent aux interventions en Espagne et en Amérique, insensible aux éloges des créateurs de réputations en

France et trop pratique pour se couronner de l'auréole d'arbitre immanquable dans la politique mondiale, de champion du conservatisme dans tous les continents, Nicolas marchera jusqu'à la fin de ses jours vers l'Empire de Byzance, vers le triomphe de l'orthodoxie sur les rives du Bosphore.

Roumains et Grecs étaient là pour l'aider à faire les premiers pas. Le Tzar se préoccupe d'abord de rétablir sa tutelle sur les Principautés, que les Turcs évacuent. Il ne veut pas de princes nationaux favorisant les auteurs de Constitution, qui en Moldavie avaient déjà leur projet intégral, approuvé par le bon voévode patriarcal. La Porte a dû envoyer ses diplomates en Russie pour un nouveau règlement de la situation sur le Danube, et de leurs négociations sortit, en septembre 1826, la convention d'Akkerman, — l'ancienne Cetatea-Albă moldave; conquise en 1484 par les Turcs —, convention qui dispose que dorénavant il y aura dans les Principautés des chefs élus, mais reconnus et confirmés par une entente entre les deux Puissances et qu'un règlement spécial leur donnera de fait cette Constitution qui était depuis longtemps dans leurs vœux. Pour les Serbes était concédée une liberté entière sous la suzeraineté du Sultan, avec la perspective de frontières naturelles plus étendues.

L'idée grecque faisait son chemin, bien que la Porte s'opposât pendant longtemps au moindre geste de vouloir l'accepter, déclarant avec énergie que, s'il est question d'envoyer les Turcs en Asie, « ils vendront cher chaque pouce de terrain » avant d'acquiescer au « projet monstrueux ». « Il n'y a pas de musulman, du plus haut au plus humble, qui ne préférerait pas périr plutôt que se soumettre à une pareille dégradation ¹. »

L'intervention égyptienne, sous le commandement d'Ibrahim, fils adoptif du vice-roi, devait précipiter les choses. Une armée organisée à la française était bien capable de mettre fin à cette longue guerre de guérilla

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, pp. 302-303.

et à ramener les rebelles sous le sceptre de Mahmoud. Bientôt la Morée fut nettoyée des bandes de la liberté hellénique, et des défections se produisirent, dont celle du nouvel Odysseus, la fleur des clephtes. On apprenait en Occident, après la mort de lord Byron, qui produisit une grande impression, « Child-Harold » ayant expiré sur le sol sacré de la Grèce, celle de Santa-Rosa, le héros du soulèvement piémontais. Un Fabrici, un Régnault de Saint-Jean d'Angély, un Porro, Milanais, se virent confier la conduite des opérations de la part d'un gouvernement effaré, qui faisait appel à l'Angleterre, revenue à des sentiments turcophiles, à la France, dont il disait attendre un monarque ¹. Le Ministère français pensait déjà à demander à la Porte quelle était sa solution du problème, maintenant que, sauf la résistance de Missolonghi, la guerre peut être considérée comme finie ².

« Si un des alliés me manque », avait dit, aussitôt après son avènement, le nouveau Tzar, « il faudra que j'agisse par moi-même, et vous pouvez croire que je n'en serai pas embarrassé ³. » Il s'était entendu avec l'Angleterre, avec le duc de Wellington lui-même, venu à Pétersbourg pour le féliciter, sur l'établissement d'un seul État tributaire, dont le chef serait nommé par le Sultan. C'était reconnaître pour la première fois le droit des nations à se créer des États, les Roumains devant être bientôt, d'après la convention d'Akkerman, un peuple « constitutionnel » et les Serbes maîtres d'une autonomie gagnée par les armes. Le rôle de l'Autriche avait cessé avec les incertitudes d'Alexandre I^{er}, et l'Europe entraît de nouveau dans une ère de changements révolutionnaires, par les monarques eux-mêmes d'abord, par les nations ensuite. L'ordre établi par la Sainte Alliance n'existait plus aussitôt qu'on pensait à faire la guerre pour les sujets et contre le souverain légitime.

Le grand révolutionnaire était à cette date de 1826 l'empereur de toutes les Russies.

¹ *Ibid.*, p. 306.

² *Ibid.*, p. 307.

³ *Ibid.*, p. 308.

CHAPITRE VII

Changements de l'ordre politique par les nations.

Missolonghi, assiégée pendant des mois entiers, pendant tout un hiver, fut prise par les Egyptiens en avril 1826, aussitôt après la conclusion de l'accord russo-anglais ¹. Et le Sultan, admirant la discipline et la tactique des troupes de son vice-roi, ne tarda pas à changer son propre système militaire, d'après les mêmes principes : par une action impitoyable il fit détruire à Constantinople ces janissaires qui ne servaient à rien qu'aux troubles dans la capitale contre leur maître et il établit, avec des éléments pris dans leur sein même, la nouvelle armée des « echkindchis », des « nizams » à la redingote et au fez rouge, le fusil européen sous le bras. L'ordre des anciens guerriers pour la fondation de l'Empire fut solennellement aboli par un acte religieux (mai), et les derviches agitateurs furent chassés de leurs couvents ².

Un appel à la fraternité du « peuple de Mohammed » résonna de la hauteur du trône impérial. Mahmoud avait accompli la première des révolutions qui allaient se suivre à brève échéance, changeant, dans quelques années, l'aspect du monde européen. Son apparition en modeste officier à la mode de l'Occident, passant en revue ses troupes, auxquelles il parlait un langage familier, représentait la déchéance de la plus ancienne des monarchies, qui se mettait au pair des Etats « révolutionnés ».

Aussitôt après avoir appris la conclusion de l'entente

¹ *Ibid.*, p. 310.

² *Ibid.*, p. 311 et suiv.

entre la Russie et l'Angleterre sur la question grecque, la France, la Prusse s'empressèrent d'y adhérer, recommandant la réfection d'un système qui avait fait faillite. L'Autriche seule restait dans une attitude de protestation, car ce système, initié par le Tzar défunt, était devenu celui de Metternich : elle admettait tout au plus que le Sultan « octroie » une « pacification » aux rebelles ¹. On arrivera cependant, le 6 juillet 1827, au protocole de Londres, réunissant les autres Puissances.

Mais le Tzar voulait la guerre, dont il attendait la possession des Principautés roumaines. Il avait déjà dessiné à l'horizon une « réunion des escadres » et des « mesures navales », même des « moyens ultérieurs » ². De son côté, la société anglaise donnait à la Grèce, maintenant un vrai Etat, ayant à sa tête un ancien ministre du Tzar, le comte Capodistria, des collaborateurs militaires expérimentés en fait de révolutions, comme Cochrane, revenu d'Amérique, et Hastings, Church, et l'amiral français de Rigny paraissait en rade du Pirée pour embarquer les défenseurs philhellènes d'Athènes qui avaient capitulé. Devant Navarin, que comptaient attaquer les vaisseaux d'Ibrahim, partout vainqueurs, se présentèrent, pour empêcher, selon la teneur formelle de la convention de juillet, les hostilités contre les Grecs, — une troupe de « brigands » pour Mahmoud, irréductible ³ —, les « escadres réunies » dont avait parlé Nicolas I^{er}. Sans que des ordres eussent été donnés dans ce sens, la flotte égyptienne, qui s'était engagée à ne pas attaquer, fut détruite en quelques heures par les canons anglais, français et russes (21 octobre) ⁴.

Le traité n'était plus « illusoire ». L'amiral russe voulait en prouver la valeur en expulsant aussitôt les Egyp-

¹ *Ibid.*, p. 322.

² *Ibid.*, p. 323.

³ On répondait aux Puissances chrétiennes : « Nous ne sommes plus aujourd'hui les Musulmans d'autrefois; nous ne nous laissons point effrayer ». *Ibid.*, p. 326, note 6.

⁴ Sur les instructions ambiguës données à l'amiral anglais, voy. *ibid.*, pp. 328-329.

tiens de Morée; Rigny paraissait devant Smyrne, et le philhellène Fabvier croyait pouvoir se signaler par une action d'éclat à Chio ¹. L'ambassadeur d'Angleterre parlait devant les Turcs, indignés par l'acte de Navarin, d'un partage de l'Empire ottoman. La situation internationale était plus « révolutionnaire » qu'au moment où Napoléon terrorisait.

C'est encore d'une façon révolutionnaire que le Sultan répondit au départ des ambassadeurs, sauf ceux de l'Autriche, et de la Prusse aussi, dont les propositions, tendant à la création d'une Grèce libre, avaient été repoussées. Une « assemblée de notables » fut convoquée pour appeler la nation, le « peuple de Mohammed », dont avait parlé la proclamation de fraternité, à la guerre, non plus à la « guerre sainte » dont on avait usé et abusé jusque-là, mais bien à la guerre « pour la foi et l'existence nationale » ². Les aïans d'Asie furent invités à s'armer.

Le Tzar, qui venait d'arracher à la Perse sa partie d'Arménie, répondit sur le même ton, absolument napoléonien. Son programme était : occupation « provisoire » des Principautés; démonstration navale dans le Bosphore et à Alexandrie; établissement de consuls en Grèce; discussions sur la paix dans une île de l'Archipel, avec participation des Grecs. Il déclara, devant l'opposition de l'Angleterre effrayée, où les théories d'Aberdeen étaient au pouvoir, qu'il ne s'en départira pas, « dût-il en résulter la chute de l'Empire ottoman » ³. Le 14 avril, il déclarait la guerre, et le 7 mai le prince de Moldavie était arrêté à Jassy et déporté en Bessarabie; le 12 les Russes entraient à Bucarest : Galatz, Brăila furent occupées. Avant la fin du mois les troupes impériales étaient au bout du pays, sur la frontière du Danube serbe. Après l'apparition du Tzar à Brăila, la Dobroudscha était envahie, et Silistrie cernée. En même temps, en Asie : Anapa, Poti, dans le Caucase, Kars, Ardahan, en Arménie, étaient prises. Pour empêcher l'apparition des

¹ *Ibid.*, p. 330.

² *Ibid.*, p. 333.

³ *Ibid.*, p. 334-335.

Russes en Morée même, la France prit sur elle la mission d'en éloigner les troupes d'Ibrahim (août); le général Maison surveilla le transport des habitants turcs en Asie; des garnisons françaises entrèrent dans les places fortifiées.

L'avance russe avait pénétré jusqu'à Choumla et Varna, où on combattit cependant, du côté des Turcs, qui montraient un tout autre esprit qu'avant de se sentir « nation », avec acharnement, le siège de la dernière de ces forteresses se prolongeant jusqu'en octobre. « Nous ne dormirons plus », avait déclaré le Réis-Effendi ¹. On refusait à Constantinople toute discussion sur cette Grèce dont une conférence à Londres cherchait à fixer les frontières d'Ambracie à Volo, avec l'Eubée et les Cyclades, un simple Etat de Morée, alors que Capodistria rêvait de la Thessalie, de la Crète, de l'Asie Mineure même. Et l'attaque foudroyante du « général de brigade » qui faisait du Napoléon s'arrêtait pendant tout l'hiver pour employer en 1829 des mois dans le but de réduire, pendant une guerre de places-fortes comme au XVIII^e siècle, Silistrie et Choumla en Europe, Erzéroum en Asie. La résistance « nationale » mettait en mouvement les « princes des vallées », les bandes des Lazes. Il fallut un grand effort pour briser en août la résistance du Grand-Vizir, mais alors, par dessus Andrinople, abandonnée, les Cosaques se montrèrent dans le voisinage immédiat de Constantinople.

Un grand mouvement des masses turques se produisit pour défendre la capitale, et le Sultan entra dans le camp d'une nouvelle armée. Le pacha de Scutari marchait sur le Danube. Mahmoud céda alors envers les Puissances occidentales, consentant à reconnaître la Grèce en miniature qui était sortie des discussions de Londres, pour arrêter par leur opposition le petit-fils de Catherine II devant les coupes de Byzance dont il avait rêvé. Les vaisseaux anglais et français firent voile vers le Bosphore, et un émissaire du roi de Prusse, que Nicolas avait visité récemment à Berlin, flanqué

de ceux de ses collègues de France et d'Angleterre, vint à l'armée du Tzar pour lui arracher les conditions du traité d'Andrinople (14 septembre).

Presque toutes les conquêtes russes furent rendues, Nicolas se réservant le droit d'occupation jusqu'à l'exécution intégrale des clauses de la paix qui prévoyaient une lourde indemnité de guerre comme celle que, jadis, les alliés avaient imposée à la France vaincue.

Avec des princes à vie, les pays roumains regagnaient la rive gauche du Danube, où s'établissait une vraie troupe de frontière, la quarantaine armée des Russes; le thalweg du Danube devait borner la domination directe du Sultan. Six districts s'ajoutaient à la Serbie. Pour avoir sauvé l'intégrité de l'Empire ottoman sur d'autres points, l'Europe occidentale obtenait la reconnaissance par les Turcs des conditions de Londres, celles du 22 mars 1829, de même que celles du 6 juillet 1828. La « principauté » grecque sera déclarée complètement indépendante par un troisième acte, signé le 3 février 1830, et on avait déjà désigné son chef dans la personne d'un prince apparenté à la dynastie anglaise, Léopold de Saxe-Cobourg, qui cependant, devant le manque de moyens financiers et l'opposition cachée de Capodistria, se démit bientôt ¹. L'Acarnanie, la Livadie furent ensuite gagnées pour le nouvel Etat, république avec un « gouverneur », Capodistria lui-même et bientôt, après l'assassinat de ce président, royaume pour le jeune prince Otto de Bavière, le « basileus des Hellènes » « Othon ». La Russie avait payé d'une partie de la dette de guerre l'admission par la Porte de ce démembrement, le premier qui détachait une province chrétienne pour en faire un Etat d'après les nouveaux principes.

La France de Charles X était prise elle-même par le courant qui menait aux mesures de prestige, aux actions de conquête. Déjà l'Angleterre avait pris l'initiative contre les pirates d'Alger, qui, de fait, complètement

¹ Voy. notre *Histoire des Etats balkaniques*, p. 275 et suiv.

séparés de la Turquie, continuaient les vieilles traditions des redoutés Barbaresques. Le dey ayant frappé de l'éventail le consul de France, la flotte royale se mit en devoir de fermer le port d'Alger. Une guerre s'ouvrait ainsi qui devait faire participer la France au partage, déjà commencé, des provinces de l'Empire ottoman.

En même temps qu'elle prenait part, à côté de Fabvier qui avait excité en 1823 à la révolte les régiments sur la frontière espagnole, à la libération de la Grèce, satisfaisant une opinion publique échauffée par les *Orientales* de Victor Hugo, le nouveau ciseleur du vers français rénové, et par Casimir Delavigne, la royauté de Charles X paraissait vouloir se dégager des bras de la réaction, qui avait dissous en 1827 la garde nationale et réintroduit la censure, provoquant à Paris des troubles dans lesquels on revit pour la première fois les gens des faubourgs ouvriers, tournés contre le libéralisme « endormeur ». Comme, après la dissolution de la Chambre, les électeurs avaient voté pour les libéraux, le roi se défit de Villèle, qui fut même mis en jugement. C'était le moment où Thiers, jeune avocat méridional, soulevait, dans un style d'une terne modération, les souvenirs de la Révolution de 1789, où Mignet l'exposait avec plus de verve, où Guizot présentait le drame de celle d'Angleterre contre Charles I^{er}, où Victor Hugo amenait sur la scène l'âpre figure de Cromwell, où, avec les nouveaux journaux, dépassant le ton « sage » du *Constitutionnel*, telles les *Tablettes*, le *Globe*, où collaboraient les jeunes philosophes Victor Cousin et de Rémusat, le nouvel esprit parlait fort. Ce n'était plus le temps des dissertations d'avocats à la tribune, ni celui des énonciateurs de principes, comme Royer-Collard; la nouvelle génération avait des conceptions philosophiques et s'appuyait sur les enseignements sévères de l'histoire.

Un libéral fut donc appelé au pouvoir, de Martignac, ancien secrétaire de Sièyès, prôneur de Napoléon en 1814, pour travailler avec une Chambre dont le président était le combattant d'hier contre les projets des émigrés,

Royer-Collard. La révision de l'enseignement des Jésuites commença donc, avec un ministre laïc et progressiste à la direction de l'Instruction publique qu'avait eue l'évêque d'Hermopolis. Les évêques présentèrent des observations, et les Pères s'en allèrent au Piémont, dont le roi gardait les écoles contre l'intrusion des enfants venant des classes populaires. On entendait de nouveau à la Sorbonne la voix de Guizot, celle de Cousin et d'un nouvel orateur, très disert, Villemain, en attendant les prophétiques fureurs de Michelet. La censure disparut de nouveau, et tout Français majeur put publier un journal. Des projets furent élaborés pour la nouvelle organisation des communes et des départements avec des conseils élus.

Mais les « aristocrates » voulaient en revenir au régime des « assemblées provinciales » et des « parlements ». Les nouveaux libéraux demandaient beaucoup plus que ce qui était offert par ce bourgeois sensé, manquant complètement d'idéologie. Il ne réussit pas à se créer une base dans les Chambres. A la clôture de la session, en juillet 1829, on pouvait prévoir sa chute.

Elle fut décidée par l'influence anglaise, devenue toute-puissante après l'effacement de l'Autriche et le musellement de la Russie, chassée du Danube roumain. L'Angleterre s'était obstinée depuis 1821 à refuser l'égalité juridique aux catholiques d'Irlande, fût-ce même au prix des révoltes qui ne tardèrent pas à éclater et de la formation d'un parti, celui d'O'Connell, qui demandait ouvertement un Parlement local à Dublin et la séparation; en 1825, de nouveau un bill en faveur des dissidents avait été rejeté. L'aristocratie, intéressée à la production du blé, n'admettait pas cette libre entrée des céréales étrangères qui pouvait mettre fin à la famine endémique parmi les ouvriers; la mesure de Canning, qui passa par-dessus cette opposition tenace, suscita des murmures; après la mort de ce ministre réformateur, les tories, que soutenaient aussi les préoccupations de politique agressive coloniale, chez les Achantis d'Afrique

et en Indo-Chine, où on arrachait aux rois de Birmanie et de Siam des provinces (Pégou, Aracan, Ava), amenèrent au pouvoir le glorieux vainqueur de Napoléon, Wellington, soutenu, du reste, aussi par les whigs. Il imposa le bill pour l'Irlande, sans récolter la gratitude des chefs du mouvement d'autonomie dans l'île. Dans la rue on demandait une réforme parlementaire qui, détruisant les privilèges des « bourgs pourris », aurait donné aux grandes villes industrielles, qui s'étaient formées, Manchester, Birmingham, des droits d'électeurs : il fallut tirer contre les mutins. Mais, surtout le premier anglais entendait prendre la place du Tzar Alexandre, du prince de Metternich dans le maintien de l'« ordre » en Europe.

On le vit bien au Portugal, où, après la mort du roi Jean, son héritier, l'empereur du Brésil, avait cédé le trône européen à sa fille, dona Maria, contre laquelle les absolutistes soulevaient son oncle, dom Miguel : de Venise, le prétendant passa à Londres, et de Londres, où cependant on continua à reconnaître la petite reine, il se rendit à Lisbonne comme régent (janvier 1828), pour se faire proclamer roi, en juin, par des cortès élus *ad hoc*. Wellington, qui avait accueilli la princesse en fuite, sanctionna cette usurpation, et dona Maria revint au Brésil auprès de son père, pendant que le plus odieux régime de persécution, dont souffrirent presque cent mille personnes suspectes, se déchaînait sous les yeux de l'Angleterre torie dans le malheureux petit royaume. En Espagne on opposait à Ferdinand don Carlos, son frère, plus nettement ennemi des nouvelles idées. En même temps le prince de Polignac, de la noblesse qui décidait jadis à Versailles, maintenant abandonnée, avait rempli les fonctions d'ambassadeur à Londres et s'y était fait bien venir par les cercles dirigeants du parti conservateur. Il fut poussé à la présidence du Conseil français, et dès le commencement d'août il commençait son action anti-libérale qui ne devait pas être fatale au seul Ministère qu'il forma, ne négligeant pas de lui donner la popularité de l'amiral vainqueur à Navarin, de Rigny.

Dans moins d'un an ce Ministère amena la révolution. La majorité de la Chambre, 221 députés, se tourna contre l'« homme des émigrés ». L'adresse au roi déclarait que le « concours permanent » entre les ministres et les Chambres n'existait plus. Charles X répondit par une prorogation, et la dissolution suivit. Pendant la période des élections, on apprit l'expédition du ministre de la Guerre, le général Bourmont, contre Alger, la prise de la ville (5 juillet 1830), ainsi que celle de Blidah, d'Oran, de Bône. Mais les journaux, *Le National* de Thiers et *le Temps* en tête, travaillaient à préparer le terrain pour la lutte intérieure, et ce furent encore les libéraux qui sortirent des urnes à la fin du mois.

Non content d'arracher au roi enivré par le succès militaire une nouvelle dissolution, Polignac crut pouvoir s'attaquer à la Charte elle-même. En souverain absolu, Charles X suspendait la liberté de la presse et créait de toutes pièces une nouvelle loi électorale. Les « ordonnances de juillet » étaient un coup d'Etat; on leur répondit par une révolution.

Les révoltés comprenaient, sous la conduite des journalistes, la jeunesse des écoles en première ligne, surtout les polytechniciens, que le peuple intitulait « des petits généraux »¹, la garde nationale, spontanément reconstituée, très peu d'ouvriers. Si on parlait de république, si pour la première fois paraissaient les revendications sociales sous la forme idéologique que leur avaient donnée un Saint-Simon, un Fourier et ses « phalanstériens », un « père Enfantin », la plupart des combattants du 27, 28 et du 29 juillet acclamaient la Charte que le roi venait de violer. Le nom de La Fayette reparut, et la « commission municipale » paraissait vouloir ressusciter la Commune de 1789. L'armée, subminée depuis longtemps, agit mollement. Le Ministère perdit la tête. La garde nationale fut enfin reconnue, avec La Fayette comme chef, et les ordonnances retirées.

¹ Comtesse de Boigne, *Mémoires*, II, p. 355. Sur tout cela aussi Alfred Stern, *Geschichte Europas von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871*, 2^e édit. Stuttgart-Berlin, 1913.

Déjà cependant la riche bourgeoisie avait improvisé un « lieutenant du royaume » dans la personne du duc d'Orléans, l'ancien combattant de Jemmapes, le lieutenant de Dumouriez, qui, réconcilié, dès Mittau, au chef de la Maison, était revenu en France, avec sa nombreuse famille, attendant patiemment, dans une attitude populaire voulue, son heure. Il parut au balcon de l'Hôtel de Ville à côté du général acclamé par l'Amérique et du banquier Laffitte, représentant d'un nouveau parti, celui de la ploutocratie naissante; le tricolore habilement exhibé cachait et protégeait son ambition. Cet homme d'un certain âge, rond et joufflu, à tête de « poire », aux paisibles favoris de mode russo-prussienne, n'avait ni l'air d'un Robespierre, ni celui d'un Napoléon. Personne jusque-là n'avait pensé à en faire le nouveau chef de la France. Cependant on l'acclama, et dès ce moment il se sentit roi de ses « Français ». Il alla jusqu'à rappeler les Chambres dissoutes. Charles X et son héritier abdiquèrent se voyant abandonnés; celui qui était venu, quinze ans auparavant, de Hartwell, fut honorablement reconduit en Angleterre.

Le 7 août, comme Charles avait emporté avec lui le roi légitime, Henri V, fils du duc de Berri, l'assemblée offrit au duc d'Orléans, « bien que Bourbon », la couronne, et il voulut bien l'accepter, de ce sourire qui jusque-là avait demandé grâce pour son passé révolutionnaire.

Ce « roi des Français » ne sera jamais sacré. On avait ainsi en 1830 ce qu'on avait voulu à la fin des Cent Jours, et les noms de Sébastiani, de Broglie, du baron Louis, de Bignon, de Dupin, à côté de Guizot, de Laffitte, de Dupont de l'Eure et du général Gérard, dans le nouveau Ministère, le disaient bien. Et la prépondérance de l'élément d'argent sur celui de doctrine (on parlera bientôt de « doctrinaires ») s'affirma lorsque Laffitte, s'associant aussi le général de Morée, Maison, prit la présidence du second Cabinet, en novembre.

La création politique des alliés de 1814 et 1815, le point de départ de leur ligue chrétienne, la gardienne de

l'ordre en Occident avait disparu. Encore une nation qui créait un trône.

C'était un fort encouragement pour d'autres mécontentements, et ils ne tardèrent pas à se manifester.

Le royaume des Pays-Bas avait été créé sur une base des plus fragiles. L'unité entre Hollandais et Wallons, entre des membres de la famille germanique et l'avance latine vers les bouches du Rhin avait été possible au moment où le même enthousiasme religieux animait, les menant jusqu'à la volupté du martyr, tous les sujets de l'ancienne Maison de Bourgogne dans ces régions. Depuis, le catholicisme, loyal au Souverain, était revenu dans l'Ouest, et il s'était organisé de façon à pouvoir retenir pour des siècles ces fidèles qui, un moment, avaient hésité ou bien avaient passé à la Réforme. La Révolution française avait créé deux Etats dont chacun avait gagné des habitudes se greffant sur des différences entre les deux groupes de population qui étaient bien, dans leur idée, deux nations. Sans compter que, après avoir goûté, par-dessus les souvenirs d'un républicanisme de deux siècles, du régime vraiment libéral de Louis Bonaparte, revenir à l'ancien système, muni d'une espèce de « charte octroyée » sous un prince dont la famille avait beaucoup perdu de sa popularité historique, pouvait paraître, même pour les provinces hollandaises, un retour en arrière, une gêne et une déchéance.

Dès le début, il y avait eu sur la question du budget des froissements entre le roi Guillaume et les Etats. L'attitude du souverain à l'égard de l'enseignement atteignit les intérêts d'un clergé habitué à dominer et qui était bien capable d'organiser une lutte politique, allant même, comme l'avaient fait les curés d'Espagne — et ils devaient continuer à la faire — jusqu'à la révolution. Prince de bonnes dispositions, créateur d'institutions, bâtisseur dans un lourd style romain, Guillaume commit aussi la grave erreur de vouloir unifier ses possessions par l'introduction du hollandais comme seule langue officielle. L'essor de la poésie patriotique parmi les Hollandais de race paraissait l'avoir gagné. Martignac avait

succombé en France à l'union de la droite avec l'extrême gauche. Dans les Pays-Bas il y eut de même une association, imposée par les circonstances, entre les cléricaux belges et les libéraux. Ici encore on vit un Ministère renversé, celui de Maanen, en 1829, et, au moins pour l'ancienne Belgique, la couronne aussi devait s'effondrer.

Dès le mois d'avril, un des chefs de l'opposition, ennemi personnel du roi, homme à peine sorti de la prison, de Potter, se réfugiait à Paris, où devait se préparer la révolution. C'est en vain que Guillaume revint sur sa mesure contre l'emploi du français. L'exemple parisien était trop séduisant pour les mécontents. Le roi, bien reçu dans les provinces catholiques, au cours d'un voyage, croyait, maintenant, pouvoir compter sur les sympathies de ses sujets qu'il irritait par sa gaucherie, irrémédiable.

Il y eut donc à Bruxelles, le 25 août, des troubles dans la rue, à la suite d'une représentation à l'Opéra, où s'étaient déroulées les péripéties de la révolution napolitaine de Mazaniello. Ils se poursuivirent les jours suivants; la police, l'armée ne donnèrent pas; la bourgeoisie riche, restée loyale, n'eut pas l'ardeur nécessaire pour endiguer le courant séparatiste. Les révoltés copièrent l'acte parisien, en s'installant à l'Hôtel de Ville. De vieux souvenirs du moyen-âge paraissaient ressusciter dans ces murs où avait vécu une autonomie municipale disparue. Le prince d'Orange, envoyé pour dompter un mouvement déjà victorieux, pensait à la simple union personnelle. Il n'agit pas. Les Etats généraux furent convoqués pour la Belgique seule. Des meneurs de Paris étant arrivés, on s'opposa à la tentative de répression du prince Frédéric, second fils du roi (septembre). Le sang coula, et cette fois il y eut un gouvernement provisoire pour proclamer l'indépendance et donner une couronne. On parlait du duc de Nemours, fils de Louis-Philippe, mais il paraissait hasardé de s'appuyer sur un régime qui lui-même, non reconnu à l'étranger, n'était pas encore consolidé. La candidature du duc de Leuchtenberg, fils du prince Eugène, ne réussit pas plus, bien

qu'il eût aussi été proposé par le congrès. Il y aura donc, avec une Constitution basée sur les principes de 1789, le roi soutenu par l'Angleterre, celui-là même qui n'avait pas voulu de la pauvre couronne périlicitee qu'on lui avait offerte en Grèce, Léopold de Cobourg.

Le Ministère Laffitte avait déclaré dès le mois de décembre que la nouvelle France libre ne permettra plus qu'on applique le principe d'intervention. Des troupes furent massées pour empêcher toute tentative dans ce sens. A la place de la haute Cour de la Sainte Alliance il y eut donc, sous la présidence de fait de l'Angleterre, qui, ayant un Ministère whig, sorti du nouveau Parlement (Grey, Brougham), s'accommodait des changements accomplis jusqu'à en faire la base de la nouvelle politique du Royaume-Uni, une conférence à Londres, réunissant à la France, dont la royauté révolutionnaire n'avait pas cependant été partout reconnue, l'Autriche, la Prusse, intéressée à maintenir les Orange dans leur droit, et la Russie de Nicolas I^{er}, irréductible à l'égard des royautés populaires (novembre). Encore une fois les « principes » étaient vaincus, la révolution entrant ainsi dans le droit public dont elle enfonceait les portes. La Belgique eut même par la décision de la conférence le Luxembourg et le Limbourg, que le roi Guillaume avait cru pouvoir conserver. Comme il s'imagina pouvoir résister, envoyant des troupes contre les « rebelles », les Français firent ce qu'ils avaient promis, les forçant à se retirer. Les Puissances protectrices du nouvel Etat lui donnèrent enfin un statut qui garantissait la liberté de navigation sur le Rhin et l'Escaut d'après les décisions du Congrès de Vienne.

La France y gagna la démolition des forteresses qui la gardaient, l'Angleterre un pied-à-terre sur le continent, mais surtout l'idée libérale un nouvel et durable appui.

La révolution de juillet n'eut pas d'écho en Espagne, où se développait la résistance carliste contre la nouvelle reine italienne, Marie-Christine, et bientôt contre la déci-

sion de son vicil époux de laisser l'héritage du royaume à sa fille née de ce mariage, à laquelle fut donné le grand nom historique d'Isabelle, ni au Portugal, bien qu'il y eût aux Açores un gouvernement libéral, antimigueliste. Mais dès 1831 dom Pedro, laissant son empire américain à son fils homonyme, accourt. Il est bien accueilli à Londres et à Paris. Autour de lui se rassemble l'armée internationale du libéralisme. Le régime de dom Miguel est attaqué violemment, ce qui donne naissance à une longue guerre civile. La France y intervient, en séquestrant les vaisseaux du roi réactionnaire, l'Angleterre en détruisant le reste de la flotte de la réaction. En échange, l'ancien ministre de la Guerre en France, le général Bourmont, sert dom Miguel au siège d'Oporto. Dona Maria, âgée de quatorze ans, est proclamée reine constitutionnelle, et dom Pedro se gagne, en s'en prenant au clergé, l'excommunication du Pape (1833). En 1834, les troupes espagnoles se réunirent à celles de l'Anglais Napier contre les rétrogrades qui ont accueilli don Carlos. Une quadruple alliance se formera en 1834 contre la ligue des deux prétendants, qui seront expulsés, et l'Espagne, avec des juntes de districts, élues à deux degrés, prend place dans l'Occident politique régénéré. Le fils du prince Eugène sera choisi comme époux de la jeune reine de Portugal et, après sa mort, bientôt arrivée, le neveu du roi des Belges, Ferdinand, devient prince consort.

L'Italie reçut dans toutes ses provinces la secousse révolutionnaire. Au Piémont, la rue avait été troublée au moment où Bruxelles prenait les armes; l'idéal de la royauté nationale réapparaissait, et on eut l'idée curieuse d'en faire hommage à un réactionnaire endurci, le duc de Modène. En Savoie aussi, il y eut des scènes révolutionnaires, que le roi réprima avec énergie. Le jeune Mazzini, adorateur mystique de la religion du « peuple », divin d'essence, accourait de Paris, espérant gagner le nouveau roi, Charles-Albert. A la mort de Léon XII Rome rêva d'un régime libre. En même temps que Mo-

dène chassait son duc, il y eut à Bologne, à Ancône, à Ferrare, dans les villes de l'Emilie et de l'Ombrie une résistance à la continuation par le nouveau Pape Grégoire XVI de l'ancien état de choses; rien ne manqua : le gouvernement provisoire, la garde nationale, l'appel au peuple souverain. Il y eut un président, un général suprême. Parme se débarrassa de Marie-Louise. Les « provinces unies italiennes » se formaient. Tout un avenir s'ouvrait au libéralisme italien, mais la France, où les idées les plus avancées s'enracinaient : saint-simonisme, nouvelle Église du « prophète » qui était Lamennais, républicains de toutes les nuances, et où, répondant à une manifestation légitimiste dans une église, la foule envahit et pilla l'archevêché de Paris, cette France, avertie par les nouveaux troubles, permit, sous le ministère de Casimir Périer (mars 1831), ce que Laffitte avait interdit. Les forces autrichiennes furent renforcées en l'Italie, et on « prêta » de l'artillerie aux princes chassés, qui revinrent dans leurs résidences. Naples, muselée, où Ferdinand I^{er}, bientôt époux d'une princesse savoyarde, a remplacé l'odieux François I^{er}, s'est bornée à regarder le spectacle.

La Suisse d'Usteri et du grand conteur allemand Zschokke aura dans tous ses cantons une Constitution populaire. Le canton Bâle-Campagne se séparera de Bâle-Ville ¹. Neuchâtel voulut rejeter la souveraineté prussienne. Le Danemark aura des assemblées provinciales pour les quatre groupes de ses provinces, le Slesvig et le Holstein demandant une réunion de leurs représentants; en 1834 il y aura la Chambre unique avec le droit de « proposition » au roi; on voudra les débats publics. En Suède il y eut un conflit entre le roi et le storthing, qui fut dissous, mais on vit un ministre mis en jugement pour n'avoir pas protesté.

D'un bout à l'autre de l'Allemagne l'esprit nouveau agitait les intellectuels, qui s'étaient détachés du serein

¹ Classen, loc cit., p. 288.

intellectualisme de Goethe pour donner toute une école de poètes de combat, correspondant aux Rossetti, aux Berchet de l'Italie, Geibel à leur tête; on troublait la vie patriarcale des masses naïves. A Brunswick le château brûle, et il y a un nouveau duc libéral. A Leipzig, à Dresde, par des troubles, on impose au roi Antoine la régence de son neveu, et on lui arrache la Constitution. Le Hesse-Cassel en aura une, avec une seule Chambre. A Iéna, chez les étudiants, à Weimar, sous les yeux du vieux Goethe, à Nassau, même, à Berlin, à Hanovre, où s'installe un roi qui n'est plus celui de l'Angleterre, dont a hérité la jeune reine Victoria, et à Mannheim la foule est dans les rues, demandant quelque chose même de nouveau. Malgré la décision de la diète de supprimer tout prétexte aux changements, en 1832 à Hambach les drapeaux d'une autre solidarité s'élèvent, en célébrant l'anniversaire de la Constitution de Munich. Et de nouveau les princes affirment leur ligue de conservation monarchique. Aussitôt, en 1832, la jeunesse se présente à Francfort, déjà rappelant les souvenirs du vieux Hermann et de la forêt germanique. Les sociétés secrètes des étudiants se réunissent en fédération. Il faut que les diplomates se rassemblent à Töplitz de Bohême, et les chefs des monarchies de l'ancienne Alliance la reforment de fait à leur entrevue de Münchengrätz, sur la même terre autrichienne (août-septembre 1833). Le congrès de Vienne (janvier-juin) donne un vrai règlement coercitif à tous les domaines de la vie publique. Un tribunal arbitral est établi ensuite par la diète de Francfort. Metternich, dont héritera, en 1835, le nouveau souverain à demi idiot, Ferdinand I^{er}, paraît rajeunir : il s'est relevé de sa défaite. Ce n'est qu'en 1839 que la Hongrie, imposant à l'empereur qui est son roi la convocation de la diète, demanda aussitôt, par la rébellion, la liberté des débats, celle de la presse, un nouveau régime de la propriété paysanne.

Mais l'Autriche n'a plus dans son sillage la France, et l'Angleterre de la reine Victoria est prête à l'affronter

A Londres, en 1832, ces deux Puissances restèrent seules pour trancher les difficultés de la question belge, et on verra, la même année, un général français prendre Anvers contre la Hollande, pendant que la flotte anglaise bloque l'Escaut et la France occupe Ancône pour contrebalancer en Italie l'influence envahissante de l'Autriche.

L'entente n'existait pas même entre la Russie et l'Autriche, qui voyait le régime du Tzar installé sur le Danube roumain, sous prétexte de présider à l'élaboration des « règlements organiques » et les soldats du « cordon », commandés par un officier russe, faisaient la garde sur le fleuve devenu une vraie frontière. Le souvenir de l'isolement pendant la crise grecque persistait. Metternich paya ceux qui avaient soutenu la révolution des sujets du Sultan en irritant sous la main le mécontentement national des Polonais sujets du « roi » Nicolas, moins accessible à leurs souvenirs que son prédécesseur. Ceci était d'autant plus facile que la petite république de Cracovie, placée au milieu des Etats autrichiens, était accessible à pareilles suggestions.

En plus, l'émigration polonaise de Paris, nourrie des idées françaises et enthousiasmée par une révolution victorieuse, capable de créer un nouveau régime, devait influencer la jeunesse. Ce n'était pas en vain que le crédo de la liberté pour toutes les nations, d'une douce idéologie, réunissant toutes les vies des peuples, avait été proclamé, de la chaire universitaire de Paris, par le plus grand poète de la Pologne, Adam Mickiewicz. Déjà se préparait la doctrine mystique d'un Towianski, considérant l'humanité en mal de rédemption et sa patrie comme la noble victime qui par ses longues et dures souffrances doit la racheter. Le vieux prince Czartoryski vivait encore, et ce roi national possible d'une nation en effervescence était l'incorporation même des réminiscences napoléoniennes sous le drapeau du royaume ressuscité.

Et, enfin, dans l'armée l'esprit nouveau pouvait venir de ce qui avait agité, quelques années auparavant, les officiers russes, leurs chefs étant menés au gibet pour leurs rêves de conspirateurs. C'est par les cadets de l'école

militaire de Varsovie, par les troupes polonaises de cette capitale qu'éclata, le soir du 29 novembre 1830, la révolution, applaudie par une foule qui n'était pas préparée pour l'organiser et surtout pour la défendre. Les munitions furent trouvées, sous les yeux du grand-duc Constantin, impuissant à arrêter le mouvement imprévu, dans les casernes russes.

Conduite par des intellectuels, comme Lelewel, le grand historien de sa nation, la révolution polonaise ne voulait plus rien de ce qui avait jusqu'ici rattaché le pays à la Russie impériale. L'opinion de Chlopicki, qui cherchait le moyen de s'entendre, fut rejetée avec indignation. On recourut aux vieux généraux de la lutte nationale, un Dembinski, un Malachowski. On espérait tout de la France révolutionnaire, bientôt bourgeoisement rassise, selon les intérêts de la banque et les ambitions des avocats, sous la conduite du plus prévoyant et timoré des monarques, qui ne pensait qu'au maintien d'un trône branlant dès le début. Dans la révolution universelle, propagée et dirigée de Paris, les Polonais voyaient cependant la force qui devait soutenir leur royaume restauré.

Aussi la noblesse n'accourut-elle pas à l'appel. Il n'y avait pas de bourgeoisie nationale, capable de combattre. On ne s'adressa pas cette fois aux paysans, dont le servage continuait. La revanche russe n'eut donc pas affaire avec un acte de désespoir national. Il était bien certain que Sagonte ou Saragosse ne se répéteront pas à Varsovie, cependant noblement défendue. Ce que n'avait pas pu accomplir Diebitsch, le vainqueur des Turcs, mort à la tâche, fut mené à bout, après la bataille d'Ostrolenka, par une sanglante répression dans les rues de la grande ville, « pacifiée » par le vainqueur des Persans, Pachkievitch. L'Autriche, la Prusse, où, en Pologne, il y eut une autre agitation révolutionnaire, reçurent les restes d'une révolution écrasée. A Paris, la chute de la Pologne fut suivie de violentes manifestations populaires contre le Ministère qui était resté indifférent. Et, désormais, dans chaque insurrection européenne on verra l'uniforme, repris pour la circonstance,

des exilés du plus sympathique des soulèvements nationaux.

Les deux pays étroitement liés pour la défense de l'idée libérale, France et Angleterre, ne se hâtaient pas du même pas à la réalisation des réformes intérieures, capables de leur assurer l'appui d'une opinion publique effervescente.

Dès 1832, les classes dominantes en Angleterre avaient cédé dans la question électorale. Les « bourgs pourris », par définition tout groupe d'habitations n'abritant pas mille hommes, perdirent le droit de se faire représenter au Parlement, et ce droit ne fut pas concédé à moins de vingt-sept villes importantes, ainsi qu'aux nouveaux quartiers de Londres. Pour être électeur il suffisait d'un modeste loyer, dont étaient du reste exempts tous ceux qui jouaient un rôle dans la vie municipale et certaines catégories d'intellectuels, jusqu'aux maîtres d'école et aux ministres des cultes dissidents, et de fonctionnaires. La proportion des députés à élire est fixée par l'impôt de la propriété immobilière. En 1833 pour la première fois la situation intérieure du Royaume-Uni était pacifiquement révolutionnée par l'installation des nouveaux maîtres sortis des urnes. Aussitôt surgirent les questions menaçantes de l'autonomie irlandaise, de l'abolition des droits sur le grain, de la misère des classes agricoles. En 1835 les élections eurent lieu au milieu du tumulte menaçant de la rue, et Robert Peel, qui avait succédé à lord Melbourne, celui-ci même remplaçant lord Grey, dut se retirer.

Melbourne revint ainsi avec Russel et avec un nouveau, Palmerston. Aussitôt on procède à la réforme de la vie municipale, où le privilège séculaire fut attaqué au profit des classes populaires groupées autour des fabriques. La Chambre des Communes, qui entra en conflit avec les lords, vota un projet qui fondait l'enseignement populaire interconfessionnel en Irlande, entretenu par les fonds des Eglises. L'Irlandais O'Connell commence, dans les réunions publiques, l'assaut contre la forteresse de

la Chambre Haute, nettement opposée à toute tentative de réforme. On l'amène à admettre au moins une réforme libérale dans la répartition des diocèses et la carrière ecclésiastique; l'Etat s'immisce dans la tenue des registres de naissances, mariages et décès, dans les formalités matrimoniales.

Les lords n'avaient pas encore été domptés, lorsque, en 1837, Guillaume IV mourut, et l'héritière du trône, déclarée majeure, Victoria, prit possession du pouvoir pour inaugurer une longue ère de développement magnifique qui correspond à celui d'Elisabeth. Le « victorian age » s'ouvre par des élections très mouvementées. Dans la nouvelle assemblée passent les bills sur les pauvres en Irlande, sur les dîmes ecclésiastiques, sur les corporations municipales, sur la corruption électorale, sur l'importation des grains, sur le travail des enfants dans les fabriques.

Mais le Canada s'est soulevé, puis la Jamaïque; il faut recourir à la répression militaire, aux sentences capitales. Le Ministère démissionne. Mais, comme Peel ne peut pas en former un autre, Melbourne revient (1839). Les whigs, dont la reine cherche vainement à se défaire, sont poussés en avant par ceux qu'on appelle les « chartistes », et une nouvelle réforme électorale est demandée au profit des ouvriers, ainsi qu'un régime plus libre pour les céréales étrangères. La question sociale est journellement en discussion; c'est d'elle, — ainsi que de celle de l'Irlande, qui est au fond une question sociale aussi, étant donné l'état arriéré dans lequel se trouvent ces paysans sans terre, mal logés et mal nourris, dénués d'instruction — que se nourrit la politique en Angleterre. Seule l'avance en Asie centrale, sur Caboul désormais et Candahar, l'envoi de la flotte anglaise dans la Mer de Chine peuvent en distraire un moment l'opinion publique.

La vie constitutionnelle de la France est beaucoup plus calme. On s'en tient à la charte, et la proposition des radicaux, Odilon Barrot, le général Lamarque, de procéder à une révision totale tomba. Les pairs furent

maintenus. On se borna à « purifier » l'assemblée, pendant que la censure était abolie et les procès de presse passaient au jury. La Chambre, qui se choisissait le bureau, avait plein droit d'initiative, elle pouvait juger les ministres et elle décidait du budget; 300.000 électeurs furent ajoutés par la diminution de moitié du cens. Mais les propriétaires, les fermiers avaient le vote double. Sous la royauté sans sceptre de Louis-Philippe, le travail national prend cependant un immense essor; si les paysans sont les parvenus de la Révolution, c'est le règne du roi-citoyen qui fait la prospérité de la petite bourgeoisie. Il y aura dans la Banque de France de quoi prêter cinquante millions aux finances anglaises.

On eut bien, en 1832, la tentative de la duchesse de Berry en Vendée et des troubles républicains à l'enterrement du général Lamarque, mais le bonapartisme, qui monte avec le culte de Napoléon, le martyr national et le « libéral », reçoit un coup qu'on pouvait croire décisif par la mort d'épuisement du fils de Marie-Louise, dont le grand-père autrichien avait fait un officier de son armée et un prisonnier d'Etat, attribuant à Napoléon II le titre presque caricatural de duc de Reichstadt, d'après un domaine quelconque en Bohême. Le saint-simonisme patriarcal, « paternel », le phalanstérisme succombaient sous les condamnations ou plutôt sous le ridicule des tentatives échouées. Le maréchal Soult à la tête d'un nouveau Ministère donne au tricolore un reflet de gloire impériale, et les succès d'Algérie entretiennent l'orgueil d'une nation guerrière, enfermée dans ses frontières européennes.

Mais ici encore l'agitation sociale commence en 1834. Les ouvriers s'associent pour imposer des revendications qui froissent les riches et les enrichis du régime. Des projets communistes se dessinent. On se souvient des Droits de l'Homme, et on appelle ainsi une société pour demander autre chose que la liberté théorique au profit de ceux qui peuvent en tirer les avantages dans la pratique. Il fallut mettre un frein aux associations, et alors on eut la révolte ouverte : à Lyon, à Grenoble, à

Clermont-Ferrand, à Vienne, à Marseille, à Châlons-sur-Saône, à Saint-Etienne. Ce fut comme une nouvelle révolution manquée.

Elle passa en Espagne, où Marie-Christine défendait difficilement le trône de sa fille contre les carlistes qui soutenaient les bandes basques. La régente a fait des concessions en convoquant les cortès des deux Chambres, les *proceres* de la couronne et les « procureurs » triennaux, élus; elle a chassé les jésuites et rendu la presse plus libre. Mais à Saragosse on lui demande la Constitution de 1812. Des juntas de municipalités s'organisent, les milices urbaines prennent les armes, la rue se soulève à Madrid, à Cadix, et une junta centrale s'improvise au nom de l'insurrection, s'attribuant le gouvernement, pendant que la Catalogne est au pouvoir des carlistes. Un nouveau Ministère introduira le régime des Parlements, de la garde nationale et de la presse libre; la mémoire de Riego est réhabilitée, et son camarade Mina marchera contre les réactionnaires du prétendant. Comme cependant Mendizabal ne cède pas sur les conditions du droit électoral, il y eut en 1836 de nouveau l'émeute, et la Constitution tant désirée est rétablie en août, sans pouvoir mettre fin à la guerre contre le carlisme.

Au Portugal, le régime de dom Pedro est attaqué par une révolution, celle des septembristes, qui en dépit de l'intervention des vaisseaux anglais, veut imposer à la jeune reine et à son mari, aux « chartistes » qui les entourent, la Constitution de 1822. Les principes furent admis (1837) l'année suivante, après qu'on eût vu les ouvriers descendre dans la rue.

Thiers et Guizot profitent de la crise française pour entrer, en 1834, au Ministère, l'un à l'Intérieur, l'autre à l'Instruction Publique. Bientôt, en 1836, le premier, adhérent des principes de 1789, remplace comme influence le « doctrinaire » Guizot et prend la présidence du Conseil. Les attentats contre le roi se répètent, et le neveu de l'Empereur, le second fils du roi de Hollande, participant à la révolution italienne, risque son premier coup

à Strasbourg pour être simplement envoyé, en Amérique. Sous Molé, puis sous le maréchal Soult, le pays paraît avoir gagné un équilibre définitif, malgré une dernière prise d'armes républicaine. Les fils du roi se gagnent l'estime publique en combattant en Algérie, et l'héritier du trône, le duc d'Orléans, se met au niveau des aspirations populaires; un fils vient de lui naître de son mariage avec une noble femme, Hélène de Mecklenbourg.

Ce qu'on appelle les Puissances maritimes, France et Angleterre, dominant l'Occident. Vers elles se dirigent toutes les aspirations libérales et les aspirations nationales, de plus en plus intenses. Sur le Danube roumain, les Russes étaient partis en 1834, après qu'eût été terminé le travail de rédaction d'un « règlement organique » le même pour les deux Principautés, fixant les conditions dans lesquelles sera élue pour chacune une Assemblée sortie du vote des privilégiés, mais introduisant aussi la vie communale et établissant les rapports entre propriétaires et paysans. Des princes d'éducation occidentale, Alexandre Ghica pour la Valachie, Michel Sturdza pour la Moldavie, prennent en main le pouvoir. Mais le parti national, soutenu par les Français Vaillant, Colson, rêve de la réunion de la race sous un drapeau de liberté. Le chef du mouvement, Jean Câmpineanu, qui a des attaches avec Czartoryski, se rend à Paris, à Londres pour proposer un projet qui aurait dû amener le démembrement des deux grands Empires voisins, d'Autriche et de Russie. En Serbie, on s'appuie sur le consul anglais pour s'opposer à la tyrannie russe, employant le Sénat contre Miloch. A Brăila se rassemblent des Bulgares armés, pour passer en Turquie et commencer l'œuvre de libération; il faut tirer contre les insurgés, et Alexandre Ghica, auquel la Russie tient rancune pour cet acte d'énergie, tombera. Des proclamations, des portraits sont distribués d'un côté et de l'autre du Danube, qui, au moment où le roi de Grèce, jeune, sympathique, mais indécis, s'emploie à donner à l'Hellade un vêtement bavarois, parlent de la grande révolution gréco-slave.

qui doit éclater dans les provinces soumises aux Turcs ¹.

Mais la question la plus grave en Orient est celle de la vice-royauté égyptienne, c'est-à-dire de la transformation de l'Empire ottoman lui-même par l'esprit et la force des Egyptiens de Méhémed-Ali et d'Ibrahim, et elle fut en 1840 sur le point de mettre aux prises les Puissances maritimes et de provoquer une guerre en Europe centrale aussi.

Dès 1829 il avait été question à Paris de confier au vice-roi la réduction à l'obéissance envers le Sultan des deux deys qui régnaient en Afrique septentrionale : celui d'Alger et celui de Tripoli. Le Gouvernement de Louis-Philippe, ne poursuivant pas des annexions étendues sur cette côté méridionale de la Méditerranée, hérita de ce projet. Dès ce moment, soutenue par Metternich, l'Angleterre resta en attitude de défense, ne voulant pas avoir un Etat musulman jeune et capable d'action dans ces eaux qu'elle se réservait. D'autant plus que Méhémed-Ali venait de se faire attribuer le gouvernement de la Crète, où il apaisa la révolte des chrétiens.

Mahmoud s'employait à rétablir l'ordre dans ses provinces. Ce n'était pas un travail facile, et les nizams n'y suffisaient pas. On put bien vaincre le pacha autonome de Scutâri, mais l'île de Samos obtint un régime de quasi-indépendance. Intervenir avec succès en Syrie, où le Pacha d'Acre, Abdallah, avait tout l'ancien royaume de Jérusalem et tendait vers Damas, était d'une impossibilité manifeste. Le quasi-Pharaon d'Egypte s'offrit pour cette tâche, qu'il était certainement en mesure de remplir, même après quelques déboires dans les tentatives de campagne de ce côté et après la révolte de Bagdad et les scènes sanglantes de Damas. Le Sultan ne confia pas à son vassal cette mission tant désirée. L'Egyptien la prit donc de sa propre initiative. Les traditions des Ramsès et des Toutmès parurent revivre.

La flotte et l'armée se dirigèrent vers la Syrie en oc-

¹ Voy. notre *Histoire des Etats balcaniques*.

tobre 1831. Les Druses musulmans des montagnes, les chrétiens molestés à Jérusalem étaient sympathiques à cette entreprise, bien préparée et bien conduite. L'ordre formel de quitter la province ne fut pas observé. Le pacha de Tripoli affronta les envahisseurs, qui avaient déjà la possession de la ville d'Acre; il fut complètement battu. Sous prétexte de défendre la liberté des pèlerinages, le séraskier ottoman, « gouverneur impérial dans les pays d'Égypte, de Crète, d'Abyssinie et de leurs dépendances » — il s'agissait donc de détruire le vice-roi —, s'avança contre Ibrahim, qui paraissait hésiter dans ses mouvements. Le Liban traditionnel s'agitait contre le musulman européenisé. Les fellahs et les Arabes du prince égyptien n'en entrèrent pas moins dans le château d'Acre, dans Damas, et ils menacèrent Alep (1832). Les « pachas ennemis », car on ne voulait pas parler d'une armée ottomane, furent vaincus par la discipline et la nouvelle tactique. Alep fut prise aussi. Les Véhabites, à peine soumis par les mêmes Égyptiens, se réunirent à leurs anciens adversaires. Les derviches prêchaient l'avènement d'un islamisme plus authentique. Antioche, Alexandrette, Adana reçurent les vainqueurs, dont la conduite envers la population était irréprochable. Les cols du Taurus furent franchis. Devant Konieh 15.000 soldats d'Ibrahim vainquirent 53.000 défenseurs de l'Anatolie. Ibrahim s'en excusa devant son « empereur » et même devant le Grand-Vizir, son prisonnier. Mais il parlera bientôt de ses visées sur la Roumélie aussi, de sa capacité de « faire encore davantage. »

La Russie s'était aussitôt offerte pour mater le rebelle qu'elle somma dans le camp de Kutayeh aussi bien qu'à Alexandrie même. La flotte du Tzar parut dans le Bosphore. Les protecteurs parlaient en maîtres à Constantinople. Les Puissances occidentales devaient agir pour empêcher cette installation russe aux Détroits. L'envoyé de Louis-Philippe réussit en effet à pacifier l'Orient, et il fut reçu aux sons de la *Marseillaise*, lorsqu'il vint annoncer à Ibrahim que la Syrie lui était confiée, avec Adana en plus (avril 1833).

Mais Mahmoud dut passer en revue devant Constantinople toute une armée russe accourue pour le soutenir. Officiers et soldats célébrèrent les Pâques entre les murs de la vieille Byzance, entourés et admirés par la population grecque, qui rêvait de la messe à Sainte-Sophie. Il fallut l'apparition de la flotte anglo-française dans la baie de Tenédos pour la retraite de ces vraies troupes d'occupation. Mais, auparavant, par le traité de l'« échelle impériale », Hounkiar-Skélessi, le Sultan avait promis de ne jamais ouvrir les Dardanelles à des vaisseaux étrangers. Et les Russes ne quittèrent Silistrie que deux ans plus tard. Par une convention conclue à Münchengrätz (août 1833) à l'occasion de l'entrevue du Tzar avec l'empereur François-Joseph, l'intégrité de la Turquie avait été garantie¹.

Le Sultan était cependant bien décidé à en finir avec l'usurpateur qu'il avait dû tolérer. Il favorisa les révoltes, nombreuses, contre une domination qui s'appuyait sur les monopoles, comme celui de la soie, qui frappait de lourds impôts une population ayant un autre sens de ses intérêts et de sa dignité que les esclaves féllahs de l'Égypte. Il fit passer des troupes en Asie contre les Kurdes, qui furent cruellement domptés, et les retint même après la victoire.

Ayant la possession réelle de ses provinces européennes, jadis révoltées, Albanie, Bosnie, tranquille du côté de la Serbie, Mahmoud, qui venait de faire une visite impériale à ses vassaux danubiens, acclamé par les Grecs qu'il se réconciliait, les Slaves, les Arméniens, les Juifs, qu'il prétendait chérir tous du même amour, se préparait au grand coup contre les Égyptiens, père et fils.

En 1839, bien que la France, l'Angleterre, sondées, se fussent formellement déclarées contre une pareille action, Hafiz-Pacha, le dompteur des Kurdes, descendit de Malatieh vers les fiefs égyptiens. Des officiers prussiens le suivaient comme conseillers. Il fut écrasé, à Nissib, et la flotte ottomane sera livrée aux Égyptiens. Mahmoud,

1 Molden, *Die Orientpolitik Metternichs. 1829-1833*, Vienne, 1913.

ruiné par ses ivresses, n'apprit pas cette catastrophe de ses projets de restauration. Le nouveau Sultan, Abdoul-Medchid, un adolescent, ne pouvait pas les poursuivre. Il offrit à Méhémed-Ali de le confirmer en Egypte; le vice-roi répondit qu'il demande aussi pour la Syrie une situation héréditaire et la province de Mérach en plus.

Pour se gagner l'appui de l'Europe libérale, le nouveau ministre turc des Affaires Étrangères arrangea alors la cérémonie du 3 novembre, dans laquelle fut proclamée la « charte » du *lanzimat*, établissant l'égalité de tous les sujets de l'Empire, quelle que fût leur religion; une assemblée des notables se réunit bientôt pour régler la réforme des impôts, de l'administration, de l'armée. A ce prix, l'Europe accepta l'arbitrage entre le suzerain sans forces et le puissant vassal.

Mais à la conférence de Londres, en 1840, les dissentiments éclatèrent. La Russie voulait l'humiliation de la Porte; la France proposait un royaume syro-égyptien pour l'élève de ses méthodes; l'Angleterre, soutenue par l'Autriche, qui traînait la Prusse, son associée en Allemagne, s'y opposait énergiquement, soutenant le dogme de l'intégrité, de l'intangibilité de l'Empire ottoman.

Le Ministère français tomba. Thiers prit en mars la conduite des affaires. Il eut une vision de gloire napoléonienne, qui l'éblouit un moment. La Chambre votait la translation des cendres de Napoléon aux Invalides (mai), et le neveu de l'empereur revenait d'Angleterre pour tenter à Boulogne un second coup, tout aussi peu heureux que le premier. La défection de la Russie, la formation, avec elle, de la quadruple alliance (15 juillet) l'irritaient. Son opposition au traitement fixé pour Méhémed-Ali ne fut pas considérée : l'amiral anglais Napier bombarda Beyrouth, les troupes européennes et turques, avec un général prussien et un archiduc autrichien, envahirent la Syrie, où les Maronites chrétiens étaient déjà en armes. Les troupes égyptiennes se dispersèrent. Les places fortes se rendaient l'une après l'autre; Acre après une résistance de quatre heures seulement.

Ibrahim se retira à travers le désert, poursuivi par les Bédouins pillards.

Pendant qu'on fortifiait Paris, Thiers rédigeait la déclaration du 8 octobre, qui demandait, pour Méhémed-Ali, la seule possession héréditaire de l'Égypte. Celui-ci avait espéré avoir au moins à titre viager la Syrie aussi. Il lui fallut renoncer à ce dernier espoir lorsqu'il vit les vaisseaux de Napier en rade d'Alexandrie. A la première sommation, la belle flotte égyptienne fut livrée à l'amiral anglais (27 novembre). Elle fut cédée au Sultan, qui consentit enfin à grâcier le rebelle. La conférence de Londres lui épargna ainsi qu'à son fils, qui fut admis à la succession, l'humiliation de venir à Constantinople y prêter hommage à son maître, ce qu'il fit du reste, plus tard, de sa propre volonté. Le Liban obtint l'autonomie, ce qui signifiait permettre aux Druses et aux Maronites de s'entre-détruire, et Jérusalem des privilèges étendus. Thiers ayant démissionné, pour faire place à un nouveau et durable Ministère Soult, Guizot, ministre des Affaires Étrangères, qui était l'âme du nouveau Cabinet, rétablit les bons rapports avec l'Angleterre, et l'entente anglo-française réussit à faire accepter par le Tzar, le 13 juillet 1841, le « traité des Détroits », qui fermait aux vaisseaux russes le passage du Bosphore, le Sultan restant enclos dans sa souveraineté garantie.

Après avoir rendu la paix à l'Orient, sous le régime francisé de Réchid à Constantinople, retenant Méhémed-Ali entre les limites de l'Égypte seule, l'Europe eut sept ans de vie calme à l'extérieur, employée au développement de l'industrie, à la création des nouvelles lignes de commerce par les chemins de fer, par les lignes de paquebots à vapeur, aux rapports de finances dus au progrès des grandes banques reliées entre elles par tout un système d'intérêts.

L'Allemagne a des liaisons de trains entre Berlin, Magdebourg et Leipzig; Kehl est reliée avec Mannheim et avec la frontière suisse, le long du grand-duché de Bade. La première question dont s'occupa le quasi-

Parlement des « commissaires » en 1842 fut celle de l'éten-
due du réseau prussien. En Angleterre, dès 1830 fon-
ctionne une ligne entre Liverpool et Manchester, les gran-
des villes industrielles. En France, Strasbourg est réunie
par une voie ferrée à Bâle en 1841. Neuf lignes furent
votées en 1842, reliant Paris au centre de la France
(Bourges) et à toutes les frontières; en plus, la Méditer-
ranée sera rattachée au Rhin et à l'Océan par des lignes
transversales (nouvelle loi en 1845).

En Belgique Anvers correspondra dès 1843 avec
Cologne. En 1836 Szechényi, le grand organisateur éco-
nomique et intellectuel de la Hongrie, fait passer sur le
Danube ses bateaux, qui avancent jusqu'à Smyrne et
Trébizonde. Une autre course part de Presbourg vers
l'Orient turc. Les bâtiments de Bruck circuleront de
Trieste aux Iles Ioniennes, à Patras, à l'île de Crète, à
Constantinople et à Alexandrie. Le gouvernement anglais
pense à une Compagnie transatlantique. Dès 1829, entre
la Hesse-Darmstadt, la Bavière et le Wurtemberg se
forme une alliance douanière, destinée à être bientôt un
Zollverein pour toute l'Allemagne, qui gagne ainsi une
base beaucoup plus solide que les diètes et les con-
férences des princes ayant pour seul but d'arrêter la
marche des idées et le développement des courants.
L'union douanière, comprenant vingt-deux Etats, mais
sans le Hanovre et les villes hanséatiques que retient
l'Angleterre, a ses assises qui exercent une influence
dirigeante sur toute la production et le mouvement
commercial des pays germaniques. Sans l'opposition for-
melle de la Hongrie, l'Empire d'Autriche s'y serait
rallié.

La Belgique essaiera d'une réunion douanière avec la
France, qui se buta à la résistance anglaise; il y eut
cependant d'un côté et de l'autre des tarifs de préfé-
rence pour les principaux articles, bien que les Belges
eussent ensuite créé une situation encore meilleure
au commerce prussien (1844). Un traité de commerce
cependant rapproche la monarchie de Louis-Philippe
de la Hollande. Il sera question en Espagne d'une entente

spéciale de la Catalogne avec l'Angleterre, et la résistance de la province amena une insurrection très sérieuse.

A la surface, il y a en France une simple agitation pour l'élargissement de la loi électorale, pour l'incapacité de siéger des fonctionnaires, qui cependant étaient obligés à l'entrée en fonctions de se soumettre à une réélection. Les « capacités » veulent être admises au vote en 1842, en même temps que les vœux des partis avancés se manifestaient de nouveau avec énergie. On voulait aussi écarter de la Chambre les chefs des compagnies de commerce. L'agitation continua, mais le Ministère Soult-Guizot résista avec la dernière énergie; en 1847 encore les changements au régime électoral furent refusés par la majorité de la Chambre censitaire, et, lorsque Guizot devint, quelques semaines plus tard, président du Conseil, tandis que l'opinion publique était travaillée par la campagne des banquets politiques, on pouvait être sûr que la doctrine de la riche bourgeoisie ne cédera devant aucune injonction et devant aucun désordre.

Pendant ces luttes parlementaires et ces agitations dans les classes supérieures de la société, des mécontentements plus profonds et plus menaçants couraient dans les couches profondes, qui ne participaient que très peu au violent assaut vers la richesse et les plaisirs, et parmi les idéologues, non encore convaincus de l'inanité de leurs projets, parmi les ambitieux qui se trouvaient à foison, parmi les meneurs qui excitaient les souffrances et proclamaient hautement les revendications.

Dès le commencement du nouveau régime, la rue appartenait aux énergumènes de l'espèce de Cabet, qui marchait directement au communisme ¹. Les sociétés secrètes se formaient : à côté de celle des *Droits de l'Homme*, d'autres, *la Société des familles*, *les Saisons* ². On se groupait par « sections » comme du temps des Jacobins,

¹ Voy. Salvandy. *La Révolution de 1830 et le parti révolutionnaire*, Paris 1885.

² Voy. Lucien de la Hodde, *Histoire des Sociétés secrètes de 1830 à 1848*, Paris, 1850.

et les titres étaient significatifs : « Le Niveau », « Ça ira », « Les Gueux », « Guerre aux châteaux », « Abolition de la propriété mal acquise ».

Les premières expositions attirent l'attention publique et deviennent parfois des événements nationaux. C'est par l'exposition de Pesth en 1843 que la nation magyare témoigne de sa volonté de se développer librement au moment où à Presbourg s'ouvrait, par un discours latin du « roi », le Parlement, la diète ressuscitée. La tendance vers l'unité de l'Allemagne, exprimée par le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, à Cologne, présentant catholiques et protestants comme « fils de la même patrie », s'incorpore en 1844 dans la grande exposition de tous les Etats germaniques à Berlin. L'Autriche répond aussitôt par un projet d'exposition à Vienne. Paris ouvrit, cette même année 1844 la sienne, qui fut très visitée.

Le régime colonial s'étend. L'Angleterre est en tête. Elle s'installe dans l'Asie centrale, malgré la révolte de Caboul et l'assassinat de ses soldats par les bandes afghanes de Dost-Mohammed, malgré la retraite désastreuse de ses corps d'armée : elle gagne le Béloutchistan, le royaume de Lahore, soumettant les Seikhs. La Chine est forcée par l'apparition des vaisseaux anglais sur l'Yang-tsé-Kiang à ouvrir Canton et quatre autres ports (1843), qui seront bientôt fréquentés par les bâtiments de tous les Etats européens. Elle collabore à Madagascar avec la France, qui s'installe en Algérie, à Taïti, malgré les Anglais, et bat à Isly les Marocains.

Cette activité matérielle solidaire de l'humanité devait être cependant bientôt interrompue par une nouvelle explosion de l'idéologie. Il y avait en France une puissante presse ministérielle ou modérée : Le *Constitutionnel*, le *Journal des Débats*, la *Paix*, la *Presse*, la *Législature*, du côté droit, le *Constitutionnel*, le *Siècle*, le *Journal de Paris*, la *Patrie*, le *Courrier français*, soutenant la nécessité des réformes, surtout de cette réforme électorale qui passionnait tous les esprits ; mais les

fidèles du souvenir napoléonien ont la *Révolution de 1830* et le *Capitole*; les républicains, comme Armand Carrel, successeur des Girondins dont Lamartine entreprenait la glorification, pendant que Thiers poursuivait, son « Histoire de la Révolution », entretenaient leur organe, le *National*; le néo-catholicisme, révolutionnaire et populiste, de Lamennais, se servait de l'*Avenir*, du *Monde*; les saint-simoniens et les fouriéristes lançaient la *Gazette du Peuple*, le *Globe*, la *Phalange*. La fronde contribuait au discrédit des institutions existantes par le *Figaro* et surtout le *Charivari*, par le *Corsaire*, dans les deux derniers la caricature ajoutant son dard à la propagande de la parole. Les intellectuels se réunissaient aux anciens ouvriers comme Proudhon, venant d'une imprimerie, pour proclamer que « la propriété c'est le vol », pour annoncer la nécessité immédiate d'une transformation radicale, par n'importe quel moyen (c'était l'époque des attentats un peu partout). Barbès, Blanqui se confondaient avec les agitateurs plébiens, et Louis Blanc, rédigeant le *Bon Sens*, combattait dans sa *Revue du Progrès*, car les revues, de mode anglaise, étaient lues avec assiduité, contre la *Revue des Deux-Mondes*, de Buloz, contre la *Revue de Paris*, bourgeoise. En même temps que l'extrême aile gauche des réformistes donne des feuilles à bon marché, la *Presse*, le *Populaire*, l'*Atelier*, la *Tribune*. un écrivain de grand mérite, cette descendante de Maurice de Saxe, cette baronne de par un mariage rompu qui signe George Sand, geste d'amitié pour son collaborateur Sandeau, donne une autre littérature que la poésie, maintenant dégagée des souvenirs du passé, de Lamartine, en train de devenir, par la sincérité et la spontanéité de son éloquence, le grand orateur de son époque, et que celle de Victor Hugo, dont le verbe claironnant a depuis longtemps abandonné aussi bien la « joute du roi Jean » que les espérances du bonapartisme confisqué pour le moment par la monarchie bourgeoise. Elle se réunit à l'intransigeant Leroux pour donner la *Revue indépendante*. Le roman-feuilleton apparaissait et s'inspire très souvent de la nouveauté littéraire

qui est dans la vie des masses, à la campagne et au milieu des villes ¹.

Partout en Europe le libéralisme se préparait au combat, et, dans les pays plus avancés, à sa gauche se levait le spectre sanglant de la révolution populaire, pour le pain, pour le droit électoral, pour la dure hégémonie inintelligente de la majorité.

Si la Belgique, malgré sa puissante industrie minière, se tient tranquille, se contentant de réglementer par voie d'Etat le travail des enfants, les caisses de secours et de retraite, les pays latins de la péninsule ibérique ne se donnent pas un moment de répit. En Espagne, la régente doit abdiquer pour se retirer en France (1840). Le régime tyrannique du général Espartero, qui garde le trône d'Isabelle II en faisant bombarder Séville, se termine par son exil en Angleterre. Le général Narvaez fait proclamer majeure une enfant royale de treize ans, qui débute par un mensonge, forçant la retraite de son ministre Olozaga, bientôt échappé par la fuite à une sentence capitale pour avoir « terrorisé » sa souveraine. Le carlisme n'est pas encore dompté, et les complots militaires se succèdent; la reine, qui épouse son cousin, don François, cherche un appui dans le retour de sa mère et dans le mariage de sa sœur avec le duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe. Au Portugal, on redemande la Constitution de 1838, on tâche d'écarter la jeune reine, qui parvient cependant à dominer les mouvements révolutionnaires, sollicitant l'appui de la flotte anglaise. En Suisse, libéraux et jésuites s'affrontent dans les cantons allemands, et, pendant que Genève fait deux révolutions radicales, les sept cantons catholiques forment un organisme à part, le « Sonderbund », qui sera détruit, après l'attaque des corps francs et l'assassinat du chef des catholiques de Lucerne, en 1847, d'après un ordre de l'assemblée générale suisse, par le général genevois Dufour.

¹ Voy. Granier de Cassagnac, *Histoire de la chute de Louis-Philippe* Paris, 1857, I.

En Italie, l'opinion publique est préparée par la littérature « libérale » d'un Guerrazzi, romancier, d'un Niccolini, dramaturge, d'un Giuseppe Giusti, poète, à l'aigu esprit de satire, d'un Leopardi, pleurant l'humiliation de sa patrie; de loin arrivent les pamphlets, vibrants de haine et d'enthousiasme, de Mazzini, condamné à mort dès 1832. César Balbo prêche la fédération italienne, et Vincenzo Gioberti, autre Italien du Nord, anti-jésuite, recommande, comme Mamiani, le « primat du Pape ». Les frères Bandiera, membres de l'union de la « Jeune Italie », meurent sur l'échafaud à Naples. Elevé sur le trône pontifical en juin 1846, le comte Mastai-Ferretti, le « bon cardinal » Pie IX débute en licenciant les Suisses et en promettant à Rome un régime municipal; il annonce un Ministère, une Assemblée des notables, un Conseil d'Etat, une garde civique, ce qui devait être accordé en 1847; il fait publier son budget et rend la presse libre. Un immense cri de « Viva Pio Nono » s'élève dans toute la péninsule¹, en dépit des Autrichiens qui, cyniquement, s'installent à Ferrare. Le grand-duc de Toscane, un Habsbourg, Léopold II, encourage les protestations contre la tyrannie brutale qui règne à Naples. Le nouveau roi de Sardaigne (dès 1831), Charles Albert, est gagné au mouvement : il refuse d'accepter une note de semonces des Autrichiens et ne se gêne pas de déclarer que, le jour venu, on le verrait se mettre avec ses fils à la tête de l'Italie combattant pour son indépendance : « Dites aux Italiens », écrivait-il, dès 1844, à Massimo d'Azeglio, « que ma vie, la vie de mes fils, mes armes, mon trésor, mon armée, tout, tout sera dépensé pour leur cause. » La ligue douanière italienne devenait une réalité entre les Etats réformistes : Piémont, Toscane, Rome.

En Prusse, dès l'avènement du nouveau roi Frédéric-

¹ Luigi Farini, *Lo stato romano dall'anno 1815 al 1850*, Florence, 1850-1851; Paravia, *Carlo-Alberto ed il suo regno*; Baldasseroni, *Storia di Leopoldo II*; Jules Zeiller, *Pie IX et Victor-Emmanuel, histoire contemporaine de l'Italie, 1846-1878*, Paris, 1879; R. de Cesare, *La fine di un regno*, 3 vol., Città di Castello, 1909.

Guillaume IV, fils de la reine Louise, les Etats provinciaux de Königsberg, de Breslau lui demandent la réforme, l'établissement d'un Parlement. Malgré ses rapports d'amitié presque servile avec son beau-frère, le Tzar, le souverain accorde aux assemblées de province des comités et des commissaires qui se rassemblent autour de sa personne à Berlin. Pendant que l'empereur Ferdinand, lamentable instrument de Metternich immuable, supprime les droits de ses sujets de Bohême, Frédéric-Guillaume convoque les Etats, qui comprennent, avec 80 membres de la haute noblesse et 231 de la basse, 182 représentants des villes et 124 des campagnes; il s'entend demander par les députés le droit complet du contrôle financier et du vote des lois générales, ce qui n'empêche pas les agissements de la Jeune Allemagne, des « Amis des Lumières », ni l'influence du saint-simonisme de la *Neue Rheinische Zeitung* et du *Vorwärts* (1845), d'un nouveau prophète, nourri de socialisme français, Karl Marx, né d'une famille de rabbins convertis, qui débute en 1847 par constater la « misère de la philosophie ».

Au Danemark, les paysans sont aidés à devenir propriétaires. En Suède, le droit héréditaire des nobles du *storting* est aboli, et les paysans réclament des réformes encore plus radicales au nouveau roi Oscar.

Mais, sous les revendications du libéralisme, il y a les nations encore subjuguées qui se meuvent douloureusement. On l'a bien vu en Italie, où Gioberti parle du « primat moral et civil » de sa nation. En Allemagne, à Cologne aussi bien qu'en Bavière, à l'inauguration du « Wallhalla », le roi de Prusse se professe défenseur de l'idée d'unité politique allemande. Lorsque le roi du Danemark touche aux privilèges du Slesvig et du Holstein, les Allemands des duchés s'agitent et tournent leurs regards vers la diète germanique. Les Magyars ne rêvent que de la résurrection du royaume libre de Saint-Etienne. La Pologne russe, écrasée, n'abandonne pas ses espérances. En Posnanie, les Polonais, auxquels le roi

de Prusse a accordé l'emploi de leur langue, se soulèvent cependant. En Galicie, la révolution parut prochaine; elle est empêchée seulement par la barbare politique autrichienne, qui lance les paysans ruthènes, dans une odieuse jacquerie, contre les châteaux de leur maître polonais. La république de Cracovie est en pleine insurrection, et, malgré les protestations de l'Angleterre et de la France, les Puissances partageantes suppriment ce minuscule Etat, refuge d'une liberté nationale persécutée.

A côté cependant, la misère ouvrière lève le poing. Les gouvernements s'en inquiètent. Dès 1844 des querelles de salaire ont lieu en Silésie, en Bohême. L'Angleterre, où depuis 1841 les tories de Peel sont au pouvoir, n'a pas seulement le souci des Irlandais d'O'Connell; il lui faut abolir les corn-laws, permettre l'entrée des céréales étrangères, en dépit de l'opposition d'une « association agricole », satisfaire aux revendications de libre commerce présentées par un Cobden; pour décharger les masses, l'impôt sur le revenu est admis. Le grand problème dans ce pays de fabriques est celui de l'organisation nouvelle de tout ce monde qui, sachant que la richesse vient de lui, en demande hardiment sa part, et elle doit être grande. En 1844, une loi fixe déjà les heures de travail. En France, les centres ouvriers se soulèvent du Sud, à Lyon, au Nord, à Lille, et, si les faubourgs se remettent à gronder, ce n'est pas pour satisfaire les ambitions personnelles de la bourgeoisie mécontente.

Un bloc des gouvernements libéraux était parvenu à se maintenir contre le spectre révolutionnaire. En 1843 on vit en France la jeune reine Victoria, qui avait épousé un prince allemand sincèrement progressiste et capable de comprendre tout ce qui était sain et réalisable dans les revendications du temps, Albert de Saxe-Cobourg. Le roi des Français apparaissait à Londres l'année suivante. La mort par accident de son fils, le populaire duc

d'Orléans, la disparition de sa sœur et bonne conseillère, la princesse Adélaïde, avaient assombri la vieillesse de Louis-Philippe, plus que jamais hésitant et timoré. L'atmosphère nouvelle lui était contraire. Le régime de la royauté constitutionnelle semblait vivre par la situation européenne plus que par sa propre base dans l'opinion publique dont il était sorti. Or aucune alliance n'était assez forte pour remplacer l'appui moral qui lui manquait presque totalement. On le vit au premier incident qui mit le pouvoir devant un grand soulèvement parisien.

Le mouvement révolutionnaire partit en 1847 de l'Italie. Des troubles éclatent à Messine. Le jour suivant, à Reggio de Calabre on demande, sous le drapeau tricolore et au cri de « Vive l'indépendance italienne », un gouvernement constitutionnel, représentatif, appuyé sur une force vraiment nationale ¹. Palerme suit l'impulsion avec Salerne et Naples. Puis il y a des troubles à Pavie, Padoue, Bergame et à Milan. A Rome on demande un Ministère de laïcs. Le « statut » constitutionnel s'impose : il est donné aussi bien à Naples, où le roi paraît vouloir se venger ainsi contre les voisins réformateurs qui l'ont « poussé », qu'en France et en Sardaigne; le Pape se soumettra d'autant plus facilement. L'Angleterre encourageait par un envoyé spécial, lord Minto, ces changements.

A Paris, le roi, ouvrant la session des Chambres, avait condamné l'action de l'opposition. Entre celle-ci et la jeune Italie il y avait depuis longtemps d'étroits rapports. Les incitations à la révolte s'accrurent à la nouvelle des événements italiens. Un banquet réformiste fut contremandé le 21 février 1848, mais, le lendemain, les chefs de la gauche demandèrent la mise en jugement du Ministère Guizot. La révolte fut spontanée. Il n'y eut aucune préparation, aucun ordre et aucun but. Parmi les combattants des barricades, spontanément surgies, il n'y avait pas, comme en 1830, la garde nationale, la jeunesse des écoles, les polytechniciens en tête, mais bien,

¹ Pepe, *Histoire des révolutions et des guerres d'Italie en 1847, 1848 et 1849*, Bruxelles, 1850.

d'après un témoin oculaire « la fourmilière fauve, débraillée, rauque, hideuse, des aigrefins, des filous, des souteneurs, des filles, des libérés, des gens n'ayant ni un écu, ni un gîte, ni un espoir, ni un principe, ni un remords »¹. Le drapeau rouge fut exhibé dans la capitale et à Dijon : il servit comme signal de ralliement à la foule sociale, qui voulait une autre république que celle des bourgeois. La garde nationale parut enfin aux cris de « Vive la réforme », espérant garder possession du terrain. Mais l'armée fut laissée sans ordres, et les troupes de ligne ne paraissaient guère disposées à tirer. Comme si la fatalité des sanctions pour 1830 l'aurait poursuivi, le roi, vivement pressé par son fils, le duc de Montpensier², abdiqua sans un geste de résistance. On essaya parmi les quelques amis que conservait la dynastie de proclamer le fils du duc d'Orléans, le comte de Paris, sous la régence de sa mère, qui parut un moment à l'Assemblée effarée seulement pour entendre pérorer Lamartine, dont l'orgueil de littérateur était flatté par le rôle d'arbitre qui lui était échu. On pillait aux Tuileries, on se battait au Palais-Royal. Paris appartenait aux bandes sans maître et sans conseiller, vengeant la misère sur tout ce qui leur paraissait tenir à la ploutocratie enfin détrônée. Le 24 il y avait cependant un gouvernement provisoire, d'après la recette révolutionnaire ; il réunissait Lamartine et Arago, Dupont de l'Eure, Crémieux, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès et Marie. Ce fut celui qui s'imposa, car il y eut deux autres dans les rédactions du *National* et de la *Réforme*.

La bourgeoisie s'était reprise ; Marrast fonctionnait seulement comme secrétaire à côté de Louis Blanc, d'un rédacteur de la *Réforme* et de l'ouvrier Albert. Il n'y eut que les républicains modérés dans le Ministère aussitôt formé, à la mairie de Paris. La formalité de proclamer la déchéance de la royauté eut lieu enfin le 25. Le décret

¹ Granier de Cassagnac, ouvr. cité, I, p. 177.

² On en était arrivé à dire à la princesse Hélène, soupçonnée de briguer la régence : « Réjouissez-vous, Hélène ; vous en êtes venue à vos fins » ; Comtesse de Boigne, *Mémoires*, III, p. 417.

pour la convocation de l'assemblée du suffrage universel fut publié le 5 mars. Des commissaires se rendirent dans les départements pour y préparer les élections.

Aussitôt les libéraux de tous les pays répondent à l'appel, mêlant partout le nationalisme à leurs manifestations révolutionnaires. Dès les premiers jours, si l'Italie est satisfaite de l'introduction du système bi-caméral et se prépare pour les prochaines assemblées, en Allemagne, où Breslau, Cologne s'agitent, où le poète Herwegh salue l'aurore d'une autre époque à Constance de Bade, la représentation nationale unique se prépare aux conciliabules de Mannheim et de Heidelberg: dès le 12 mars, alors que presque tous les gouvernements, Bavière, Prusse, Hesse, Saxe, Brunswick, Bavière, Hambourg, etc., cèdent sans aucune résistance au courant, les assemblées régionales sont invitées à venir discuter à Francfort, dès le 30 du mois, la nouvelle constitution de l'empire. En Autriche la jeunesse universitaire, professeurs en tête, encouragée aussi par le radicalisme juif, devient turbulente, à Vienne, plus tard à Innsbruck aussi, et les nationalistes tchèques prétendent à Prague la restitution du royaume de Bohême: partout l'autorité s'esquive lâchement, et Metternich se laisse déchoir sans réagir au moment où les étudiants sommaient de vieux ministres et des généraux (13 mars). Le roi de Prusse s'entendait avec l'empereur pour empêcher la prise de pouvoir par l'assemblée populaire de Francfort, en faisant savoir qu'ils daignent consentir au fonctionnement d'une « Chambre d'Etats », composée de députés de toutes les diètes locales, à côté de celle de l'empire. D'un côté, on a les troubles de Berlin, provoqués par des journaux comme la *Zeitungshalle*, plus tard le *Kladderadatsch*, la *Reform*, des barricades étant levées, le 18, sous la direction des étudiants, par les ouvriers des fabriques de machines, « les pauvres » surtout, contre la troupe. Il y a des Polonais en uniforme comme Miroslawski et les drapeaux rouges des Russes, des agitateurs venus de France; les maisons sont bombardées par l'artillerie et prises

d'assaut par les soldats ¹. Frédéric-Guillaume, qui cependant avait fait annoncer, de son balcon, l'admission de la liberté de la presse et des formes constitutionnelles sous le drapeau national, cède, abandonnant le projet d'une fuite, le jour suivant, au mouvement spontané de ses sujets et salue les victimes couronnées de lauriers, qu'on porte devant lui au château royal; il permet, après la retraite des troupes, la création d'une garde nationale. On le vit traverser patriarcalement les rues de Berlin en roi « des Allemands » ², portant les couleurs de la révolution; bientôt, même après la fin de cette « gemütliche Anarchie », il fera des promesses aussi à ses sujets polonais et embrassera la cause des Allemands du Slesvig-Holstein pour occuper ensuite le Slesvig du Nord et même le Jutland ³. Le roi de Bavière, compromis par sa liaison publique avec Lola Montès, abdique en faveur de son fils Maximilien II.

De l'autre côté, le gouvernement autrichien, resté sans boussole, admet le Ministère national magyar de Batthyanyi et fait sortir ses soldats de Venise en pleine révolte; il convoque docilement les « Etats des royaumes germaniques et slaves », les « assemblées centrales du royaume lombardo-vénitien ». Avant la fin du mois, après l'assentiment de la diète et l'élection d'une Assemblée nationale, le gouvernement provisoire, qui est la

¹ Voy. Adolf Pichler, *Das Sturmjahr, Erinnerungen aus den März- und Oktobertagen, 1848*, Munich-Leipzig, 1906.

Voy. Tim Klein, *1848, Der Vorkampf deutscher Einheit und Freiheit, Erinnerungen, Urkunden, Berichte, Briefe* (avec la bibliographie), Ebenhausen-Munich-Leipzig, 1914 (surtout la lettre du roi, p. 233 et suiv. : il croit à une conspiration longuement préparée). Deux coups de fusil, partis accidentellement des rangs de la troupe, avaient changé la disposition d'un public de « Gaffer und Mussiggänger », qui cherchaient un Metternich pour ne pas rester inférieurs aux Viennois. L'inscription française, « propriété nationale » avait déjà paru sur tel édifice officiel : le 19, le peuple demandait qu'on lui concède de fumer dans la rue et même au Thiergarten. On chantait le *Fuchsmarsch*, et on déclamaient contre cette mauvaise femme la *camarilla*.

² Il rejette l'acclamation comme empereur « d'Allemagne »; *ibid.*, p. 213. Il déclare vouloir l'unité, l'ordre, et ne rien « usurper »

³ Son frère, le futur Guillaume I^{er}, avait dû se retirer à Spandau, puis s'enfuir en Angleterre.

« Commission des sept », élue elle-même, à Heidelberg, par une cinquantaine de députés libéraux, rassemble un Parlement préalable, un *Vor-Parlement*, de cinq à six cents membres, auxquels on propose un comité de préparation du nouveau régime, qui devra installer une Constituante, un Sénat et procéder à l'élection d'un « chef » de la Fédération germanique.

En Bohême le mouvement prend, sous la conduite du grand historien Palacky, un caractère panslaviste. En Hongrie les jeunes chefs, Kossuth, Görgey, le poète Petöffy s'associent le Polonais Bem pour consolider une liberté nationale qui se tourne aussitôt contre les droits nationaux des allogènes, Saxons de Transylvanie, Roumains, Serbes. Ceux-ci s'agitent à leur tour contre ceux qui entendent contrecarrer la réalisation de leurs espérances de libération : les jeunes fonctionnaires roumains de Transylvanie mirent bientôt en mouvement le clergé des deux Eglises, orthodoxe et uniate, et les masses des paysans serfs; les Serbes, qui ont une organisation officielle à leur disposition, se grouperont autour de leur chef national, le Ban de Croatie, Jellacich. Beaucoup de sang sera versé là-bas dont la responsabilité historique retombe sur ceux qui croyaient qu'on peut former une nation artificielle par des décrets révolutionnaires à l'encontre des instincts séculaires et des coutumes consacrées.

Au delà des monts, Milan, qui a fait partir l'archiduc Renier, presque naturalisé, et a résisté aux soldats de Radetzki, acclame l'Italie, l'indépendance et aussi le Pape, le *Papa-rè* de demain, grâce à l'apparition de son prophète Gioberti; les Milanais prennent au service de la municipalité, devenue gouvernement provisoire, les Suisses italiens ¹. Un autre gouvernement provisoire s'est installé, sous la présidence de Daniele Manin, un enfant de la plèbe, et avec le concours du grand philologue Niccoló Tommaseo, un Dalmatin, à Venise, sous

¹ Perrens, *Deux ans de révolution en Italie, 1848-1849.*

le glorieux drapeau de Saint-Marc. A Florence, sous la pression de la jeunesse des écoles, un Ministère libéral se forme, et le grand-duc autrichien ose participer à la guerre italienne. Rome brise les écussons de l'Autriche, et les parents du Pape s'inscrivent parmi les soldats de la liberté, Pie IX lui-même accordant une vague bénédiction forcée. Le duc de Modène disparut; celui de Parme, héritier bourbon de Marie-Louise, se rallia.

L'Autriche eut même une déclaration de guerre napolitaine, arrachée au roi par ses nouveaux ministres libéraux (avril). La Sicile, « municipaliste », qui n'avait pas cessé la lutte révolutionnaire, appelle Charles-Albert ¹. Enfin celui-ci même se mit à la tête de la révolution pour déclarer la guerre italienne à l'Autriche rétrograde et surtout usurpatrice : il commencera par une proclamation aux Lombards de la « glorieuse Milan et aux Vénitiens (24 mars) ».

L'Allemagne crut se devoir une révolution. Elle oubliait que, d'après un témoignage allemand, « dans la vérité des faits et de l'histoire, la nation allemande consistait dans quelques douzaines de groupes (*Stämme*) de caractère différent et d'Etats séparés de temps immémorial par les institutions politiques, les accoutumances et les mœurs, par des particularités dynastiques et religieuses », que « l'unité de la nation vivait seulement dans la langue commune et la poésie. »

En mai, presque au même moment il y avait à Berlin une Assemblée prussienne qui se considérait comme Constituante, et dans l'église de saint Paul à Francfort commençaient les séances d'une Assemblée constituante pour l'Allemagne entière, sous la présidence d'un avocat disert, le « royal » Heinrich von Gagern ². L'idée républicaine, acclamée à Mayence, était représentée surtout

¹ Sur ces faits et sur l'optimisme exagéré qui régnait dans la ville libérée, voy. Adolphe Rey, *Hist. de la Renaissance politique de l'Italie*, pp. 228 229, 230 et suiv.

² Depuis longtemps il s'était déclaré pour l'unité germanique. Voy. Tim Klein, ouvr. cité, p. 234. Cf. Meyerink, *Die grossen Strassen kämpfe in Berlin hggen von Horst-Kohl*.

ailleurs par le « lymphatique » Struve, à tête et allure de Robespierre, par le beau Hecker, venu de Paris en blouse et souliers ferrés. L'Assemblée, une vraie « Académie » politique, déclare que les principes qu'elle fixera engagent tous les Etats de l'Empire, et, en dépit des amateurs d'un « comité de salut public » et d'un « gouvernement provisoire », un chef, provisoire aussi, de ce nouvel empire est élu dès la fin du mois. Pour flatter l'Autriche, l'archiduc Jean, un des généraux qui avaient commandé contre Napoléon, est préféré (29 juin), et il accepte pour liquider aussitôt l'ancienne diète. Il s'empresse donc de venir, en habit civil, et sa déclaration de loyauté fut longuement et chaleureusement applaudie. Il y avait dans cette Constituante 224 fonctionnaires, 104 intellectuels, 34 propriétaires ruraux, 13 représentants du commerce et de l'industrie, quelques membres du clergé, médecins et militaires. C'étaient surtout en majorité des libéraux assez modérés, alors que Frédéric-Guillaume IV, revenu au prussianisme intransigeant, a reconnu cet organe supérieur à sa royauté, désormais constitutionnelle.

Le drapeau de la vieille unité impériale s'élevait de nouveau, bien au-dessus de ceux de toutes les dynasties qui se partageaient le territoire, encore très morcelé, de l'Allemagne. Les meilleurs dans la nouvelle intellectualité, échappée aux formules, opportunistes en pratique, de Hegel, l'harmonisateur du logique et du réel, se groupaient sous ses plis : poètes, comme Geibel, Freiligrath, Kinkel et Herwegh, comme le grand Souabe, créateur de la ballade germanique, pleine de passé, Uhland, narrateurs, comme Gustave Freytag, dont le regard perce dans la psychologie des classes non privilégiées, historiens découvreurs de sources et curieux d'institutions, le « virginal » Waitz, qui a fait des institutions du passé son domaine, et Dahlmann, ancien professeur au Danemark des paysans, Gfrörer, Fallmerayer, qui sait la manière dont ont vécu au moyen-âge les paysans libres de la Baltique, Gervinus, qui a poursuivi le développement de la révolution hellénique, Droysen, qui a

présenté les exploits du grand Alexandre. En tout, cent dix-huit professeurs, prêts à discuter les « Grundrechte » de la nation.

Il y a ici une intellectualité, qui se rappelle, qui comprend, qui propose. Le mouvement est réfléchi : les mesures seront profondément étudiées et longuement discutées, avec talent. La chaire d'Université se transporte au Parlement national. S'il y avait seulement dans cette bourgeoisie, « disciplinée » pendant des siècles, dans ces artisans, habitués aux corporations, dans ces masses paysannes, qui ne sont pas encore délivrées de leurs liens, un peuple ! Mais, pour le moment, on se tuait à discuter les droits de « l'homme ».

Le regard de tous ceux qui, contre les princes absolutistes et contre les tyrans qui oppriment les nations, voulaient créer un nouvel ordre de choses sans savoir comment s'y prendre et sans avoir un appui dans les indispensables réalités organisées se tournait vers la France, sous plus d'un rapport inspiratrice. Au Luxembourg, en mai, on put voir fraterniser, sous la bénédiction de Lamartine et d'Arago, libérateurs *in spe* des nations, à côté des Polonais et des Italiens, des Allemands de toute provenance. Mais ils trouvèrent bientôt la France tragiquement divisée et impuissante.

Les ouvriers, qui avaient abandonné tout travail et pour l'entretien desquels Albert avait aussitôt organisé, au nom d'un gouvernement qui promettait de garantir l'existence de l'ouvrier par le travail, des « ateliers nationaux », se croyaient les créateurs et par conséquent les maîtres exclusifs de cette République dont on n'avait pas encore, non seulement le statut, mais au moins l'idée directrice. Lamartine avait à peine réussi à écarter par une phrase et une attitude le drapeau rouge que ces rudes combattants voulaient élever au-dessus de l'édifice politique dont ils réclamaient la propriété. On plantait des « arbres de la liberté » pour annoncer que le jacobinisme revenait. Louis Blanc, qui présidait la « commission de gouvernement pour les ouvriers »,

admettait hautement cette prétention. Et, pour prendre possession réelle du pouvoir, les masses s'organisaient rapidement dans des sociétés nouvelles : « Amis du peuple », « communistes icariens », « Révolution », « Société centrale républicaine des femmes ». On travaillait à unifier tous ces clubs sous celui des « Droits de l'homme » sous « le club des clubs ». Le « Père Duchesne » réapparaissait pour envenimer l'atmosphère, et un autre journal, *La Commune de Paris*, disait par son titre même ce qu'elle entendait poursuivre. Les ateliers se présentaient en vrai camp des forces populaires prêtes à agir, et on leur donnait officiellement la qualification de « représentation armée » de la Révolution ¹. La garde nationale essaya vainement de réagir par une démonstration; on vit aussitôt une bruyante manifestation des anonymes et des sans organisation, qui terrifia. Des corporations, convoquées dans ce but, on formait les « Etats généraux du peuple », appelés à discuter les problèmes du travail.

Le moment devait arriver où les deux forces opposées allaient se rencontrer. C'était celui des élections. Les anciennes assemblées avaient été dissoutes par le gouvernement provisoire, qui avait supprimé les pairs. La nouvelle loi électorale, un décret du 4 mars, introduisait, bien entendu, le suffrage universel, dont l'idée dominait l'Europe entière; tout citoyen domicilié depuis six mois et âgé de vingt et un ans pouvait élire, et les candidats n'étaient obligés qu'à prouver qu'ils en avaient vingt-cinq; le vote sera donné par liste dans les cercles de canton. La multitude, qui avait besoin de se reconnaître, demanda tumultueusement, le 16 avril, qu'on retarde le terme des élections. Elles se firent après Pâques. Malgré la pression des meneurs, qui avaient gagné la majorité des 36.000 instituteurs, la province, qui s'était vite ressaisie, envoya des modérés; à Paris même, les chefs des communistes échouèrent; les paysans avaient partout condamné la doctrine de l'expropriation. Le 4 mai, l'Assemblée ouvrait ses séances sous la protection de l'armée, qui

¹ Louis Grégoire, *Histoire de France, période contemporaine*, Paris, 1880, pp. 49, 60.

conservait son état d'esprit conservateur, et de la garde nationale reconstituée. Au nom de la République, solennellement proclamée, les cinq membres de « la commission exécutive » essayèrent de gouverner. La tentative de créer un nouveau gouvernement provisoire tomba, et les premières émeutes ouvertes, à Rouen, à Limoges, furent domptées par l'intervention immédiate des troupes.

Il était cependant de toute évidence que les promesses faites aux nations par Lamartine, par Blanqui, par Raspail n'étaient pas tenables. Si à Vienne il y avait, dans une atmosphère de *Kneipe*, par-dessus laquelle passait de temps en temps quelque brusque poussée des ouvriers ignorés, envahissant le centre de la ville et acclamant les intellectuels, bien qu'en repoussant leurs conseils, la dictature de l'étudiant à bérêt et à rapière, si, dans le Nouveau Parlement du suffrage universel (à partir du 22 juillet), on parlera pour les tribunes et pour la rue, l'empereur quasi-imbécile étant ramené d'Innsbruck presque en prisonnier pour participer, en « Louis XVI », au « bonheur de son peuple », il y avait une armée, celle de Radetzky, de Schwarzenberg, de Windischgraetz, qui n'avait rien de commun avec l'enthousiasme et l'impotence du libéralisme triomphant des adolescents et des naïfs. Comme il n'y avait plus de politique extérieure de la France, comme l'Angleterre ne se mêlait que lorsqu'il était question de ses intérêts — elle défendait aux Etats allemands d'envoyer une flotte dans la Baltique, où, pour le Slesvig-Holstein en révolte, avec son gouvernement provisoire, la guerre avait éclaté avec le Danemark, — Radetzky, retiré dans le fameux « quadrilatère », crut pouvoir agir contre le « roi italien » qui l'avait défié. Il bat les Toscans et les Napolitains le 29 mai, mais ne peut pas sauver Peschiera et est, à son tour, repoussé par les Sardes à Goito, à Rivoli; la Romagne envoie ses soldats pour participer à la victoire.

Il y a dans l'armée italienne des moines, des étudiants, des professeurs de droit et de géologie. Déjà l'Angleterre

veut un royaume italien jusqu'au Tagliamento et l'Autriche consentirait à restreindre au Veneto, gouverné par un royal archiduc, sa domination ¹.

Mais le Pape se dérobe, le roi de Naples retire ses soldats, qui tireront bientôt, dans sa capitale, sur les insurgés libéraux, envahis aussi par les lazzaroni « absolutistes », et reprendront en massacreurs Messine, sous les yeux des amiraux anglais et français. Vicence, Trévise, Padoue sont prises avant la moitié de juin, et, malgré la proclamation des Milanais, qui acceptent le roi de la révolution nationale, tout en entourant cependant Mazzini, cette Italie, qui existe dans les troupes composées du contingent de toutes les provinces et dans le Ministère de la fusion à Turin, est encore un point de discussion pour les armées qui ne cesseront pas de s'affronter. Dans un mois les Autrichiens seront à Ferrare. A Custozza les Italiens sont définitivement vaincus, et l'avance contre le Piémont se produit sans retard. Par-dessus Crémone, Radetzky arrive à Lodi pour vaincre de nouveau à Sandonato, près de Milan, le 4 août. Les Milanais, que menace l'abandon formel par leur nouveau roi, se sont donnés maintenant à Mazzini, le républicain intransigeant : au milieu des insultes, des cris de haine, des coups de fusil, Charles-Albert a dû quitter la ville. Abandonnée à ses propres moyens, elle capitule le lendemain de la bataille. Les Impériaux sont bientôt à Modène, devant Bologne, aussi bombardée, dans les villes du « quadrilatère ». Venise seule, se proclamant république de Saint-Marc, résiste héroïquement.

Une autre armée, celle de Jellacich, se tournera, en juillet encore, contre la révolution magyare, qui a envahi la Transylvanie en dépit de la volonté, cachée, des Saxons, adversaires de l'« union », imposée par les bandes populaires à Kolozsvár (Cluj), et de la protestation armée des Roumains, qui ont demandé solennellement, à Blaj, résidence de l'évêque uniata, en présence de son collègue, le vicaire orthodoxe, la reconnaissance comme

¹ Rey, ouvr. cité, p. 238. Mais les Italiens pensaient à l'Istrie et à la Dalmatie (*ibid.*). Voy. aussi Zeiller, ouvr. cité, pp. 78 et suiv. 99 et suiv.

nation politique et l'abolition du servage. A Prague, une courte révolution, avec Palacky pour « staroste », est supprimée par le militaire (17 juin). Le pauvre empereur offensé dispose dans son humilité de deux armées victorieuses et de deux insurrections nationales contre les prétentions de la Hongrie ressuscitée.

Les illusions sur la France reprenant la mission de promener le tricolore à travers l'Europe n'avaient pas complètement disparu en juin, lorsque, à Paris, la rue se souleva contre la légalité. On avait essayé d'une révolution belge, d'un envahissement de la Savoie. Les Polonais de Miroslawski s'étaient soulevés en Posnanie prussienne. Cracovie prit les armes. Plus loin, si, en Moldavie, le parti national du chef de la jeune intellectualité, Kogălniceanu, ne demandait, pour le moment, que l'exécution loyale du « Règlement Organique » — et le prince, Michel Sturdza, répondit par des arrestations et des violences, — en Valachie on avait tiré contre le prince, Georges Bibescu, successeur d'Alexandre Ghica, et la république roumaine avait été proclamée en Olténie, où vivait encore le souvenir du « prince Tudor », par le chef du mouvement littéraire valaque, l'élève du prophète transylvain Georges Lazăr, Jean Eliad, par un prêtre de village, et par quelques jeunes officiers, qui vinrent avec leur détachement établir à Bucarest, déjà « révolutionnée » par les « étudiants » revenus de Paris, Jean Brătianu, Constantin Rosetti, un gouvernement provisoire, qui demanda aussitôt l'appui du nouveau régime français.

Les chefs des révolutionnaires de Paris, Barbès, Blanqui étaient déjà sous les verrous lorsque la suppression des « ateliers nationaux » amena la révolte depuis longtemps prévue.

Une tentative d'envahir l'Assemblée avait été facilement repoussée. Le Ministère de la guerre avait été confié à un homme énergique, formé à l'excellente école de la guerre d'Afrique, le général Cavaignac. Du 23 au 26 juin on se battit dans les rues, avec un sauvage acharnement. L'archevêque de Paris, s'entremettant

entre les rebelles et la troupe, incorruptible dans l'exécution de son devoir, tomba sous les balles. Ce fut la plus grande bataille civile que jamais eût vue la ville immense. Cavaignac, créé dictateur, les ministres ayant cessé leurs fonctions, brisa les efforts désespérés des réformateurs par la violence.

La garde mobile, les gardes nationales des provinces avaient vaillamment combattu à côté des soldats. Les clubs furent fermés, la presse mise sous surveillance, les coupables des troubles déportés. Louis Blanc dut se retirer en Angleterre, le pays de la silencieuse attente, où cependant les chartistes s'agitaient (avril) et l'Irlande sera en feu (septembre).

L'état de siège ne fut levé que quelques jours avant la proclamation de la Constitution nouvelle, en octobre. Elle créait un président pour quatre ans et rééligible, bien que pouvant être mis en accusation, devant une commission de magistrats, par l'Assemblée; il partait du même suffrage universel que l'Assemblée avec laquelle il allait travailler, elle-même devant durer trois ans seulement. Il y aura un Conseil d'Etat de quarante membres, élus pour six ans et rééligibles aussi, que présidera le vice-président de l'Assemblée, pris lui-même par les députés sur la liste de trois que présentera le président.

La France avait tourné casaque : bourgeois et paysans, clergé et intellectuels, terrorisés par la levée du drapeau de la haine et de la destruction, avaient pactisé, par-dessus tout ce qui les séparait, pour rétablir l'autorité. Lorsqu'on procéda au scrutin présidentiel, le 10 décembre, un nom en sortit qui paraissait être la plus forte garantie à un moment où plus d'une fois avait retenti le cri de « Vive Napoléon » : celui de Louis-Napoléon, qui, déjà élu député, avait résigné le mandat, attendant son heure.

L'Allemagne, qui n'a pas pu se réunir aux festivités du dôme de Cologne, le roi de Prusse y paraissant en maître, sur son bateau armé, au milieu des coups de

canon ¹, avait passé elle-même par des troubles sociaux. Dans le grand-duché de Bade avaient paru, comme il a été dit, les insurgés d'un Hecker, d'un Struve, demandant la république. A Berlin les ouvriers tiennent un congrès. Il y eut à Francfort, protégée par les soldats austro-prussiens, sous l'impression de l'armistice de Malmœ, qui brisait les illusions concernant le Slesvig, des barricades, le 18 septembre, et deux députés modérés furent écharpés par la foule furieuse ², presque le même jour où Struve déployait de nouveau le drapeau d'une république radicale, qui vivra deux jours. Et à Pesth on tuait, on déchirait en morceaux, avec une sauvagerie sans exemple, le commissaire impérial Lamberg et on confiait à Kossuth, aidé de cinq collègues, la mission de résister aux troupes impériales.

Quand l'empereur voulut les diriger contre les rebelles magyars, il y eut à Vienne le supplice public, dans la rue, du ministre de la Guerre, Latour ³. Le 31 octobre cependant, Ferdinand I^{er} s'étant réfugié à Olmütz et ayant ordonné la translation de la diète à Kremsier, Vienne, bombardée par Windischgrätz, était occupée.

Un nouveau souverain, neveu de celui qui abdiqua, le très jeune archiduc François-Joseph, était proclamé, le même mois de décembre où Louis-Napoléon prenait possession de la présidence à Paris, et il fera appel, contre la Hongrie, séparée de sa monarchie, à Nicolas I^{er}, dont les troupes, réunies à celles du Sultan, venaient de supprimer le régime républicain en Valachie, commençant une occupation qui se prolongera. A Berlin, où le général Wrangel fit, dès le 20 septembre, une entrée triomphale comme restaurateur de l'ordre, le roi restant encore hors de Berlin ⁴ pour revenir, en commandant

¹ Les membres du Parlement et Gagern lui-même avaient été traités tout à fait cavalièrement par le roi occupé du seul archiduc Jean. Répondant au président, il dit d'une voix impérieuse : « N'oubliez pas qu'il y a des princes en Allemagne et que moi, j'en suis ».

² Une femme-écrivain avait donné le signal et l'exemple.

³ Le premier coup lui fut porté par un Magyar, vêtu en ouvrier; Tim Klein, ouvr. cité, p. 336. Les scènes de cannibalisme des assassins de Lamberg se répétèrent.

⁴ Le discours fait par le roi, à l'occasion de sa fête, le 15 octobre, aux

d'une armée d'occupation, en novembre ¹, l'Assemblée est transférée en province, à Brandebourg, puis dissoute. Il y aura un régime constitutionnel, mais ce sera le roi qui l'octroiera, et il aura deux Chambres (décembre). A Francfort on se berçait d'illusions, mais, dans la vaste étendue des pays germaniques aussi, l'ère des réalités s'était ouverte ². On reviendra peu à peu à l'opinion du prince de Prusse, du réactionnaire honni : « celui qui veut gouverner l'Allemagne, doit se la conquérir ».

délégués de la Chambre, fut d'une extraordinaire sévérité : il affirma hautement que son pouvoir vient de « la grâce de Dieu »; il se déclara prêt à briser révolte et rebelles, n'importe où il les trouvera, cette « grâce de Dieu lui en donnant la force ».

¹ On le décréta *Volksverräter*.

² Même à Pétersbourg, la foule s'était mise en mouvement, demandant au Tzar (juillet) de faire cesser le choléra et d'accorder « quelque chose comme à Paris ». Nicolas I^{er} la fit rassembler au champ de Mars pour entendre sa réponse; les troupes l'entourèrent et les meneurs furent passés aux verges (Tim Klein, ouvr. cité, p. 358).

CHAPITRE VIII

Les monarchies nationales: Période française.

Les chefs de la réaction qu'avait provoquée, encouragée et soutenue l'anarchie des uns, l'incapacité politique des autres s'entendirent, sans aucune convention qui eût coordonné leurs initiatives, pour en finir avec les révolutions qui duraient encore.

En Italie d'abord, il y avait eu, à la fin de l'année 1848, l'assassinat du ministre libéral Pellegrino Rossi, par des soldats révolutionnaires de Vicence, au moment de l'ouverture d'une Chambre qui, terrorisée, se sépara. Le Pape chercha un refuge chez le roi de Naples, qui a fait bombarder Messine avant d'offrir à la Sicile une vice-royauté relativement autonome. Le Saint-Siège abandonna la mission que lui avaient confiée les idéologues; il s'adressa aux Autrichiens, à l'armée victorieuse de Radetzky, pour soumettre les rebelles. Mazzini croit pouvoir créer alors une Italie républicaine, radicale, bien que bourgeoise, et faire de Rome même sa capitale¹. Ce sera la France, c'est-à-dire, contre une forte opposition de l'Assemblée, en majorité libérale, son président, dès le début allié à l'Eglise, qui mettra fin à la « liberté romaine » en faisant occuper Ancône, en ordonnant le siège de Rome, en réinstallant Pie IX, soutenu aussi par des Napolitains, par des Espagnols, dans sa capitale.

En Toscane, dont le grand-duc s'éloigna de lui-même, Mazzini, poussé par la Chambre et malgré la répugnance

¹ Giuseppe Beghelli, *La Repubblica romana del 1849*, Lodi, 1864, 2 vol.

de l'armée et les conseils venus de Paris et de Londres, établit un gouvernement provisoire, dans lequel il a pour collègue le littérateur Guerrazzi et Giuseppe Montanelli, affilié aux conspirateurs de France (février 1849). Les deux républiques se déclarent prêtes à fédérer pour préparer l'unité italienne. Elles font leur possible pour secourir Venise, la troisième, qui veut la réunion aux Romains et pense à leur envoyer des députés pour la Constituante. Le duc de Parme se dérobe, au profit de son fils, devant la vague révolutionnaire. Le duc de Modène, qui avait seul jadis reconnu la royauté du fils de Charles X exilé, Louis XIX, s'en va aussi ¹.

Mais la guerre, reprise contre le roi de Sardaigne, qui a dénoncé l'armistice, permet à l'Autriche, maintenant constitutionnelle, d'étouffer tous ces foyers d'agitation pour la grande idée de l'unité nationale, qui domine les plus nobles esprits, qui attire la masse des populations soumises à plusieurs régimes. Le 23 mars, Charles-Albert, qui a exposé devant l'Europe la justice de la cause qu'il représente, est battu à Novare et à Mortara par Radetzky; un général de l'émigration polonaise avait commandé l'armée qui combattait pour l'avenir italien ². Le roi vaincu abdiqua et, allant mourir à Oporto, laissa le trône au mari d'une archiduchesse, à son fils Victor-Emmanuel II, qui dut commencer par envoyer ses troupes contre les républicains de Gênes. Les Impériaux entrent à Alessandria, à Brescia, à Bologne, à Parme, à Florence, travaillée par les discordes (mai) et entourée, envahie de paysans adversaires de la république ³, pendant que le roi de Naples s'occupe à réduire ses sujets révoltés de Sicile. Mais Rome, où un Bonaparte, le prince de Canino, préside l'Assemblée, s'agite encore jusqu'en juillet dans l'agonie de sa révolu-

1. *Charles X et Louis XIX en exil*, par le marquis de Villeneuve, Paris, 1889, p. 185.

2. C'était Chrzanowski; Miroslawski défendra Messine et d'autres Polonais comme Cernuschi feront partie de la garnison de Rome à côté de Garibaldi, dont l'étoile montait à l'horizon.

3. Un gouvernement provisoire rappelant le grand-duc avait voulu éviter l'occupation étrangère.

tion, et Venise résistera jusqu'à la fin du mois d'août. Partout se déchaîne une réaction inintelligente : à Milan Radetzky faisait bâtonner en place publique jusqu'à des femmes qui avaient offensé une courtisane pour avoir exposé le drapeau autrichien, et la ville devait payer les frais de l'insolente exécution. Les pendaisons se succédaient sous les yeux des populations terrorisées; les enrôlements forcés punissaient les mécontents ¹.

La même armée de François-Joseph I avait commencé, dès le milieu de l'hiver, la réduction de Hongrie. Windischgrätz prend en janvier Bude. Quelques semaines après, les Russes, venant des Principautés, paraissent en Transylvanie, d'abord sans grands succès. En avril, les Autrichiens enregistrent même des revers du côté de Pesth et de Vâcz. La république magyare est proclamée le 1^{er} avril, avec Kossuth comme président; dix jours plus tard, elle a la possession de Pesth. Mais, après avoir fini avec la campagne italienne, l'empereur revient à la charge.

Par le Nord arrive une nouvelle armée pour se réunir avec les troupes autrichiennes, qui attendent à Presbourg. Toute cette région est nettoyée de révolutionnaires, et, dans peu, Kossuth doit se réfugier au-delà de la Theiss (Tisa), à Debreczen, puis encore plus loin, après le passage de la rivière par les ennemis. Malgré une hardie tentative de l'associé polonais qui est Bem, en Moldavie, sur le territoire habité par les Szekler, on a les Russes à Nagy-Várad (Oradea-Mare), près de la frontière transylvaine, à Temesvár (Timișoara), capitale du Banat. Le meilleur général de la révolution, Görgej, met bas les armes à Világos (Șiria), près d'Arad (août). La Turquie accueillit les chefs en fuite de l'éphémère république. De ce côté aussi, les pendaisons pouvaient commencer, et l'administration d'Etat, se valant du concours des nationalités, put rendre la paix et la prospérité matérielles aux régions si durement éprouvées.

¹. Rey, ouvr. cité, p. 325 et suiv. Haynau avait fait décapiter à Brescia une centaine de rebelles (Zeiller, ouvr. cité, p. 138).

De nouveau l'Autriche s'était régénérée, conformément aux principes mêmes de son existence. Il y eut une Constitution, mais c'était le souverain qui l'avait donné à Olmütz (mars). Elle avait dû cependant négliger l'Allemagne, et c'est ce que la Prusse, revenue elle-même à la conscience de sa force, attendait pour s'y installer solidement.

Dans l'Assemblée de Francfort un revirement s'était produit en sa faveur; il n'était plus question d'une espèce de république fédérale avec un chef apparent comme l'archiduc autrichien; le fantôme de l'Empire armé, régnant de fait sur les duchés subordonnés, avait réapparu. L'offre de la Couronne de Charlemagne fut donc faite à Frédéric-Guillaume IV. Il avait déjà crié « non, non, je ne le veux pas, je ne le puis pas » devant la foule qui au printemps de 1848 l'avait acclamé César; cette fois, comme l'Autriche n'était guère disposée à l'admettre — et elle retira ses délégués d'une Assemblée qu'elle déclara avoir outre-passé ses droits —, le porteur d'une couronne légitime, rendue glorieuse par le roi légendaire Frédéric II, refusa celle qui serait venue d'une manifestation nationale improvisée, et non légale par les « principes »¹.

Mais il continua au nom de la nation allemande la guerre contre le Danemark, qui avait rompu l'armistice, et ne s'arrêta, ayant détruit la flotte ennemie et pris d'assaut les fossés de Düppel, que devant l'opiniâtre résistance des Danois, soutenus par l'Angleterre, qui participa, après une nouvelle trêve avec les belligérants, à l'occupation du Slesvig.

1. Dès le 13 décembre 1848, dans une belle lettre à Bunsen, il avait dit ceci : « Die Krone, die die Ottonen, die Hohenstaufen, die Habsburger getragen, kann natürlich ein Hohenzollern tragen, sie ehrt ihn überschwänglich mit tausend-jährigem Glanze. Die aber, die Sie leider meinen, verunehrt überschwänglich mit ihrem Ludergeruch der Revolution von 1848 »; Tim Klein, ouvr. cité, p. 376. En 1849 il déclarait que l'offre de la couronne n'est qu'un collier de chien pour le lier d'une façon irrévocable à la souveraineté du peuple (*ibid.*, p. 415) : l'Assemblée de Francfort ne méritait pas de réponse à une proposition qu'elle n'avait pas qualité de faire (*ibid.*). Arndt, Dahlmann et Raumer faisaient partie de la délégation ; la réponse qui leur fut donnée ne contenait pas le déni de droit.

Le roi renvoya, en avril encore, à leur foyers les membres de la diète prussienne, élue en vertu de sa Constitution octroyée et se posa en champion de l'ancien ordre de choses. Ce que Radetzky avait fait en Italie et ses collègues en Hongrie, il le fit en Allemagne.

A Dresde, le Russe Bakounine était, à côté du grand musicien Wagner, le conseiller d'une révolution à forte tendance sociale; les Prussiens rétablirent le roi. Dans le Palatinat révolté, entrèrent des troupes de la même armée. Dans le duché de Bade, où les journaux républicains parlaient avec mépris d'un certain Charles Baden (le grand-duc) et de sa Constitution et appelaient les révolutionnaires français à l'aide, le Polonais Mirowski jouait le rôle d'organisateur révolutionnaire; il trouva devant lui, bien qu'il eût gagné une partie du militaire badois réunie ainsi aux paysans et aux femmes accoutrées en guerriers, les mêmes soldats, inaccessibles aux agitations, qui l'avaient chassé de Posnanie. Un traité de garanties fut signé dès le 26 mai avec le Hanovre et la Saxe délivrée.

Le Parlement de Francfort, abandonné par les principaux de ses membres, Gagern lui-même, Dahlmann, le vieux Arndt, craignit pour sa sûreté. Il se transporta à Stuttgart, patrie d'Uhland, son dernier inspirateur, pays de libéralisme effervescent, et y proclama une « régence d'empire ». Mais le gouvernement wurtembergeois s'en prit à ces hôtes indésirables. Une centaine de députés, le *Nachparlament* après le *Rumpfparlament*, erra à travers le pays, tenant des séances obscures, à Gotha, à Hanau.

L'Autriche, qui avait nettement refusé toute discussion avec les gens de Francfort, maintenant sa primauté parmi les gouvernements de droit, crut le moment venu pour reprendre son rôle à côté de cette Prusse qu'on espérait arriver à dominer. Un Conseil d'administration fédéral fut installé par l'entente entre les deux souverains, qui se rencontrèrent à Pillnitz. En attendant le Parlement d'Erfurth, ce Conseil travaillait à Berlin sous bonne garde. Une « commission d'Empire » lui succéda,

l'archiduc Jean, *Johann ohne Land*, ayant enfin abandonné le titre, vain et devenu ridicule, de *Reichsverweser*. L'Angleterre avait déjà ménagé, en juillet, la paix entre la Prusse et le Danemark, qui regagnait ses droits dans le Slesvig.

La Monarchie des Habsbourg, s'appuyant sur une convention antérieure entre la Bavière, le Wurtemberg et la Saxe pour faire un *Bundesstaat*, dans lequel elle aurait le même droit que la Prusse, réussit à improviser à Francfort une nouvelle Assemblée, à mettre en discussion un nouveau Zollverein. En même temps, à Berlin, après les débats d'Erfurth, où on avait approuvé la Constitution du 28 mai 1849, le Collège des princes, représentant vingt Etats, siégeait. L'idée autrichienne d'en revenir tout simplement à 1815 fut rejetée par la Prusse. Le « Conseil restreint » de Francfort est en lutte avec le « Conseil des princes » de Berlin. Cependant, en octobre, la Prusse abandonne les décisions d'Erfurth, tout en tenant son armée prête pour toute éventualité. A cause de l'appel du grand-duc de Hesse au Bundesrath, on avait été prêt, des deux côtés, à en venir aux armes, comme à l'époque de Frédéric II et de Marie-Thérèse. Le Tzar seul, protecteur de l'Autriche, avait empêché par son veto le conflit.

Pour réconcilier les deux points de vue différents, il y aura des conférences libres à Dresde. En 1852, après d'autres intrigues, on verra face à face le congrès du vieux *Zollverein* à Berlin et ensuite un autre, de la coalition de Darmstadt, à Munich. L'Autriche, revenue à l'absolutisme grâce aux conseils donnés au jeune empereur par un Kübeck, cherchait, sous la direction nominale de Schwarzenberg, mais par l'impulsion de Bruck, une hégémonie économique, en même temps que la réforme de Bach créait une solide classe de paysans libres ¹. Ce sera seulement en 1853 qu'un pacte pour douze ans, réclamé par les intérêts économiques, prépondérants, fera cesser cette rivalité sans issue, qui rédui-

¹. Classen, ouvr. cité, III, p. 383 et suiv.

sait de nouveau le rôle des Etats germaniques dans le monde.

Cet empire, dont Autriche et Prusse se montraient incapables, allait être créé, sous la magie du grand nom de Napoléon, en France.

Le président français revêtit, aussitôt après son installation, l'uniforme des anciennes gloires. Il montra déjà à l'égard de son premier président de conseil qu'il pouvait se dispenser d'un principal conseiller, employant les autres ministres comme de simples bureaucrates spécialisés. Il n'hésita pas à se mettre, à la première occasion, en conflit avec une Assemblée dans laquelle vivait la conscience d'une bourgeoisie victorieuse sur les courants populaires exaspérés. Il montra une forte satisfaction d'en être enfin débarrassé, lorsque des pétitions dont on pouvait découvrir au moins une des sources demandèrent impérieusement le départ de cette Constituante qui paraissait vouloir survivre à son œuvre. En mai 1849, les nouvelles élections, sur la base d'une loi que réglémentait le suffrage universel, donnèrent une majorité de modérés, mais aussi des députés qui ne tenaient pas au libéralisme mitigé et opportuniste. Dans le Ministère formé à cette occasion le prince président introduisait Lanjuinais, qui portait un grand nom révolutionnaire, et Tocqueville, théoricien déjà célèbre du jeu des Pouvoirs et connaisseur de la vie politique américaine, où le président était un vrai monarque, ayant de vastes initiatives et donnant en grande partie sa direction à lui aux affaires. Bientôt des mesures contre les clubs, une loi de la presse, en 1850, plus sévère encore, une autre sur l'état de siège, celle qui donnait au président le droit des nominations provisoires de maires, celle qui permettait de déporter aux colonies les criminels d'Etat, celle qui livrait aux préfets la situation des instituteurs, jusque-là souvent fauteurs des mouvements révolutionnaires, montrèrent dans quel sens s'orientait ce régime bâtard qui donnait comme chef à une démocratie d'avocats et de publicistes un prétendant au trône représentant le

plus hardi des absolutismes, le plus décidé des gouvernements personnels. On alla, sous l'impression des votes donnés, à l'occasion du renouvellement annuel de la Chambre, aux socialistes, jusqu'à changer le régime électoral, demandant une résidence de trois ans, ce qui renvoyait à vingt-cinq ans la majorité civique. Le clergé obtenait par la loi de l'instruction votée en 1850 une large part dans l'enseignement, qui revenait aux « Académies » napoléoniennes. L'armée se consolidait par une nouvelle organisation, qui lui permettait d'intervenir comme facteur décisif dans les commotions intérieures, et Jérôme Bonaparte, l'ancien roi de Westphalie, revenait à la surface comme maréchal de France. Les préfets présentaient, par de nouvelles pétitions, le vœu populaire que la Constitution en entier soit transformée. La question avait été soumise à la majorité des conseils généraux. L'appel à la province, au petit bourgeois patriarcal, au paysan économe et religieux, aimant le calme qui permet d'accumuler dans le « bas de laine », à ce monde dont la vie régulière, méticuleusement arrangée, pétrie de ce qu'il faut d'hypocrisie décente avait trouvé un grand poète en prose dans Honoré de Balzac (mort en 1850), était dès lors visible. Contre les tentatives faites par les socialistes dans le Midi on procéda sans réserve, et les tribunaux prononcèrent de dures condamnations.

En 1851 l'Assemblée renversa le Ministère. Louis-Napoléon, esprit tenace, d'apparence très douce, à la parole lente, au vague regard bleu, n'était pas de ceux qui risquent, mais non plus de ceux qui abandonnent une situation gagnée par tant de pénibles efforts renouvelés. On pouvait bien s'apercevoir que ce n'est pas un homme à débarquer, dans un pays qui depuis 1789 n'avait vu que des chefs d'Etat empressés d'abdiquer au premier mouvement plus violent des pouvoirs opposés, appuyés par l'opinion publique. Il se forma un nouveau Conseil, tiré de l'Assemblée même : parmi ses membres, que le maître présidait lui-même, il y avait des gens impatients de servir, comme Roucher et comme Fould.

Mais de nouveau il y eut un assaut de demandes pour

la révision du régime constitutionnel lui-même, d'autant plus que le terme était arrivé auquel l'Assemblée pouvait s'en occuper, provoquant la réunion d'une Constituante. Quatre-vingts conseils de départements étaient pour la modification des lois fondamentales. Il ne fallait pas absolument crier « Vive Napoléon », ce qui était cependant recommandable et utile, pour s'apercevoir de quel côté on s'orientait.

Le nouveau Ministère comprenait un homme capable de tout faire pour sa propre fortune et pour qui promettait de le soutenir, le général Saint-Arnaud, de provenance quelconque; la police fut confiée à Maupas, docile instrument du coup d'Etat à venir, dont la prévision était dans l'atmosphère.

La guerre avec l'Assemblée était imminente. Elle éclata dès la réouverture des séances. Le président voulait absolument la révision; une loi fut proposée, sous la forme d'une modification aux prescriptions électorales, qui la permettait. Les députés la rejetèrent et refusèrent de s'en occuper de nouveau. On répondit en déniaut au président de l'Assemblée le droit de réquisitionner les troupes pour défendre les institutions en vigueur. La discussion porta bientôt sur la responsabilité du président et de ses ministres. Il était impossible de toucher, d'un côté et de l'autre, à des sujets plus irritants.

Le frère bâtard de Louis-Napoléon, de Morny, qui affichait ouvertement et impudemment sa descendance, fut associé aux organes déjà préparés pour la grande épreuve. Saint-Arnaud était sûr de la troupe, cajolée et séduite par l'appât des récompenses. Les deux dernières révolutions étaient un enseignement dont ce petit groupe de personnes résolues, ayant mené une vie d'aventures qui durcit l'âme, se montra capable de profiter. Au nom de l'intérêt national et en vertu des démonstrations répétées dans le sens d'un établissement politique plus solide, « sortant de la légalité pour rentrer dans le droit », le président, ayant pris la précaution d'arrêter dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1851 les représentants de l'opposition, afficha les proclamations

annonçant qu'il supprimait l'Assemblée et le Conseil d'Etat aussi, introduisait le suffrage universel et, présentant un projet de Constitution copié sur celle du Consulat, appelait les citoyens à décider en arbitres sur un conflit qui était déjà définitivement résolu par ceux qui détenaient la force et n'avaient pas hésité à s'en valoir.

A Paris on tira sur la foule, même sur les curieux parus aux fenêtres¹. Après quelques heures, le vainqueur, très pâle, traversait à cheval les boulevards à la tête d'un brillant cortège de militaires. En province, la résistance des radicaux, qui avaient essayé même de la jacquerie, fut impitoyablement brisée. La Bourse répondit par une forte hausse. Le plébiscite donna une écrasante majorité : la « commission consultative », qui avait remplacé la Chambre, présenta triomphalement au maître ce résultat, qui était authentique. Oui, la France ne voulait plus du régime de l'éloquence, auquel elle préférait celui du travail. On en revenait à l'état d'esprit qui avait donné une si grande prospérité au régime de Louis-Philippe. Les ouvriers mêmes, auxquels on commença par donner les jours libres du dimanche et des fêtes pour les inviter ensuite à une collaboration largement rémunérée en vue de la réfection matérielle de la France dans le sens du premier Empire : boulevards, routes, canaux, établissements d'Etat, se laissèrent gagner par le courant. Il n'y eut pas trop de larmes versées pour les déportés de Cayenne, et la voix des expatriés, en Angleterre, à Bruxelles, parmi lesquels, à côté du noble idéaliste Edgar Quinet, il y avait Hugo à la trompette d'airain, l'accusateur futur de « Napoléon le Petit », ne trouva pendant longtemps que très peu d'écho. Visible-ment, le pays se reprenait à la vie, et de cette montée de la vitalité nationale surgissaient à l'horizon les brillants fantômes des gloires inoubliables, des revanches nécessaires. Car le prince n'avait pas parlé seulement d'ordre, d'autorité, de religion et de bien-être, mais aussi

¹ Voy. le récit de Kinglake dans son *Histoire de la guerre de Crimée* et les observations de Pierre de la Gorce, dans *l'Histoire du second Empire*; l'histoire a été présentée sous un point de vue de parti par Taxile Delord.

de « dignité nationale ». Et une forte armée, formée par les dures campagnes d'Algérie, était là pour interpréter cette formule.

De par la nouvelle Constitution, votée par le « peuple français », plus de sept millions de signatures, il y avait un « chef responsable pour dix ans », un Conseil d'Etat, une Assemblée de 261 membres, élue pour dix ans au suffrage universel, sans droit d'initiative, ni même d'amendement, une seconde Assemblée aux membres nommés par le président parmi les « illustrations du pays » ; mais de fait c'était déjà l'Empire.

Il ressuscitait par l'aigle des drapeaux, par l'effigie présidentielle sur les monnaies, par les décrets de déportation, par le rétablissement du Ministère de la police, par la création du Ministère d'Etat, par la reconnaissance de l'ancienne noblesse, attendant l'avènement d'une nouvelle, par l'introduction de la Légion d'Honneur, par l'intitulation de « Code Napoléon » donnée au Code civil.

La nouvelle Assemblée comprenait presque uniquement des dévoués ; comme elle devait prêter serment de fidélité, il n'y eut que trois députés qui le refusèrent. Déjà des décrets avaient fondé la Banque Nationale, le Crédit Foncier, avaient décidé une conversion favorable à l'Etat de la dette publique, la décentralisation des services, l'achèvement du Louvre. Ce que le chef de l'Etat voulut bien soumettre à la Chambre fut voté sans murmures : il y eut quatre-vingt-quatre projets, expédiés, sauf deux, par manque de temps, à la hâte. Avant de se séparer, le Sénat vota la haute Cour de justice.

Déjà l'anniversaire de la naissance de Napoléon I^{er} était une fête nationale. Les conseils généraux et d'arrondissement émettaient des vœux tendant à la présidence viagère de Louis-Napoléon ; on parlait même ouvertement et officiellement du rétablissement de l'Empire. Les acclamations populaires de « Vive l'empereur » accompagnèrent le président pendant un voyage qui n'était qu'une provocation à ce nouveau plébiscite non écrit. Le 7 novembre 1852 le Sénat présentait déjà une décision dans ce sens.

Le corps législatif, ayant mission de contrôler un nouveau plébiscite, constatait presque huit millions de partisans pour le règne de « Napoléon III, empereur par la grâce de Dieu et la volonté nationale ». Calme, ce penseur, ce littérateur de vocation, cet historien par délasement, ceignit la couronne de lauriers des Césars que ne lui avait décernée aucune victoire. Car la formule qu'il avait lancée du nouveau régime était : « l'Empire c'est la paix ».

L'Empereur nomme les ministres, qui ne forment pas un Cabinet et sont totalement dépouillés d'initiative, étant bientôt remplacés, dans le contact avec les Assemblées, par des ministres sans portefeuille, par le ministre d'Etat, par les conseillers d'Etat, par les « commissaires du gouvernement ». Les questions d'un grand intérêt national sont du reste réservées à un Conseil Privé, auquel certains ministres peuvent siéger. L'empereur propose les lois, et ses décrets peuvent les prévenir, même pour les dépenses, et les remplacer en cas d'utilité publique. L'empereur signe les traités politiques ou de commerce. Le rouage principal de la machine impériale est le Conseil d'Etat, qui, par ses cinq sections, de vrais Ministères, par ses auditeurs, ses maîtres de requêtes, est le grand législateur : l'empereur le préside. Le vote du Corps législatif, qui conserve son caractère, est vérifié selon l'esprit de la Constitution par le Sénat. L'empereur nomme le président et les vice-présidents. Dès l'inscription de sa candidature, chaque membre de ce corps a prêté serment aux institutions existantes. L'Assemblée discute dans son plein l'adresse et le budget; tout le reste se passe obscurément, dans les commissions, où seront renvoyées les interpellations, qui ne seront admises que par le changement constitutionnel de 1860. Le Sénat présente à l'empereur son adresse, l'informant sur les vœux du pays; il a soin des colonies, qui n'envoient pas de représentants; il reçoit les pétitions; il juge les ministres; il a les attributions du corps législatif en cas de dissolution de l'Assemblée, élue, un peu par ordre, sous le contrôle des préfets.

Il n'y avait plus de possibilité de donner expression légale aux sentiments du pays. La presse était sujette à la police. Mais sous cette pression de l'absolutisme renouvelé comme garantie de l'ordre il y avait toute une nation qui voulait et pouvait créer. Le premier Empire, avec un homme de génie, ne représentait pas autant une vitalité nationale envahissante.

Paris devenait la plus belle ville du monde. La rue de Rivoli s'ouvrait, et bientôt, sur les ruines de quartiers moyen-âgeux, noirs et pourris, Haussmann tracera les larges lignes aérées, lumineuses des boulevards. De nouveaux palais s'ouvrent pour les administrations. Un canal va de la Marne au Rhin, et les chemins de fer inaugurent de tous côtés leurs tracés. Le Crédit mobilier permet de refaire l'aspect des villes de France. Les Messageries, réunies par un pacte avec le Lloyd autrichien, font les courses maritimes jusqu'au lointain Orient. La marine militaire prend un grand essor.

Et cette France réorganisée crée par-dessus ces frontières, sans mettre en mouvement un seul soldat, des organismes politiques qui lui ressemblent, pour des nations qui lui en restent fraternellement unies. Dans les pays roumains, le régime de labeur paisible inauguré par Louis-Philippe avait trouvé un imitateur intelligent et actif dans Michel Sturdza, qui par la grande chaussée de Mihăileni, sa fondation, à Focșani, avait donné une nouvelle artère de communication au commerce européen. Le continuateur de Sturdza après la conclusion de l'entente russo-turque de Balta-Liman, qui limitait à sept ans la durée des règnes dans les Principautés, Grégoire Ghica, belle figure d'idéaliste prêt au sacrifice, entouré des réformistes, Kogălniceanu en tête, et son nouveau voisin en Valachie, Barbu Știrbei, frère de Bibescu, orientèrent leur action d'après celle du nouveau cours inauguré à Paris par Louis-Napoléon; jusqu'aujourd'hui il y a les traces du travail fécond accompli entre 1849 et 1853 dans les deux Principautés. La question des paysans fut reprise, et les conditions fixées en

Moldavie furent de beaucoup préférables à celles inscrites dans le Règlement Organique. Le nouveau plan d'études, tendant à la création de deux Universités par le développement de l'Académie Michel à Jassy et de l'école de Saint-Sabbas à Bucarest, correspondait à celui de la réforme scolaire en France.

La transformation d'un vieil Etat de traditions d'après le modèle français des organisations symétriques était infiniment plus difficile en Turquie, où en plus il y avait l'opposition religieuse, les principes sacrés du chériat, l'influence de la classe des oulémas et où manquait cette ancienne accoutumance, qu'on rencontre dès le xviii^e siècle chez les Roumains, avec la civilisation d'un grand pays occidental de même race. Et cependant cette transformation s'accomplit, au moins dans les formes, avec une étonnante rapidité, par le triumvirat réformiste : Réchid, dont le fils, devint gendre du Sultan, Aali, Fouad, formés tous les trois dans les chancelleries diplomatiques de l'Occident français et anglais, et par leurs auxiliaires, Ahmed Kibrizli, qui avait étudié à Paris, à Metz et en Allemagne, Ahmed Véfik, écrivain, Emir-Pacha, venu de Cambridge pour conduire l'Ecole militaire, Dervich-Effendi, son collègue dans les institutions anglaises.

Il y eut donc, sous le règne du doux Abdoul-Medschid, remplaçant Mahmoud, mort juste au moment de la crise égyptienne, un vrai Ministère ottoman, une Chancellerie d'Etat à côté d'un Conseil secret; il y eut des bureaux, des « casernes », des valis et de moutessarifs à attribution de préfets et sous-préfets pour les livas et les cazas administratives, des caïmacams et des mouhasils, aux fonctions strictement déterminées. La commune, la nahié, avec ses mouctars et ces khodschabachis, fut créée. Des tribunaux musulmans jugèrent aussi d'après les nouveaux codes traduits du français, acceptant les preuves écrites et le témoignage des chrétiens. Il y eut des gymnases, des écoles normales, des écoles d'agriculture, de médecine vétérinaire; le

projet de 1846 prévoyait l'Université turque. On fonda une Imprimerie de l'Etat, on ouvrit une bibliothèque publique. L'armée, formée à partir de 1843 par le recrutement, distribuée en corps, les « ordous », eut des officiers fournis par des écoles militaires de système occidental. Des étudiants en médecine fréquentaient une Faculté ottomane, des boursiers se rendaient en Europe pour y acquérir des connaissances spéciales. Et même le prince représentatif était admis dans les medchlis, de province, d'arrondissement, de commune, dans lesquelles les membres du clergé chrétien et les notables de leurs ouailles se présentaient, fût-ce même dans une attitude d'infériorité et de docilité, à côté des musulmans.

En même temps de grands projets économiques étaient formés en Turquie par les Français : navigabilité de la Maritza, ouverture d'un port à Enos. Un nouveau traité de commerce conclu en 1838 avec la France accroissait encore, malgré le peu d'effet sur les échanges, cette influence, opposée à celle, longtemps dominante, des Anglais. A côté des Messageries de Marseille, la compagnie Rostand envoyait ses vaisseaux dans les ports ottomans ; elle devenait concurrente de la « Compagnie péninsulaire et orientale » anglaise. Au canal de Suez les deux infiltrations occidentales rivalisaient ¹.

Ajoutons que la Banque ottomane était fondée par un Français et un Grec, que la presse paraissait, pour le moment, grâce à des étrangers entreprenants, un Blaque, un Churchill, et que les femmes mêmes, une tante de Fouad, une sœur d'Abdoul-Medschid, participaient au mouvement des esprits, qu'on s'employait à façonner une nouvelle langue, capable d'exprimer les idées modernes, que le Sultan daigna voyager, allant jusqu'à visiter les Grecs de l'Archipel, quelques années après que ceux de Constantinople eussent acclamé, en 1845, le grand-duc Constantin, venu pour faire son pèlerinage à Sainte-Sophie.

¹ *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, pp. 438-440.

L'Empire français, destiné à être la paix, ce qui rasurait le monde du travail, du commerce, des entreprises, ne devait pas seulement à ses origines et au grand nom de Napoléon, au souvenir de 1812 une guerre de prestige et de revanche. De nouveau la couronne d'Occident se levait contre celle de l'Orient, qui était sur la tête du Tzar.

Le rôle de Nicolas I^{er} était devenu prépondérant en Europe. Il était le chef de la réaction en mouvement, inexorable. C'était par lui qu'avait été rétabli le trône chancelant du jeune François-Joseph, et le souverain russe avait paru en terrain révolutionnaire, à Cracovie, pour diriger la restauration autrichienne. Son influence se sentait fortement à Berlin, où régnait son beau-frère. Dans l'Empire ottoman il contrôlait la vie des chrétiens tributaires et fonctionnait comme protecteur tout-puissant de l'orthodoxie.

Pour imposer l'hégémonie de la France, il fallait détruire celle de ce formidable adversaire. Napoléon III eut l'habileté d'employer pour ouvrir le conflit immanquable une question capable de lui assurer l'appui, les chaleureuses sympathies du clergé catholique, qui était de fait un des principaux créateurs du nouveau régime impérial. La tentative des Russes de s'imposer en maîtres à Jérusalem, soutenant les moines grecs contre les Franciscains qu'appuyait dès 1850, de toute son influence, l'ambassadeur de France à Constantinople ¹, fut l'occasion propice pour déployer les drapeaux.

De son côté le Tzar était contraint d'agir à Constantinople. Après Metternich, sous le régime nouveau de Schwarzenberg et de Buol-Schauenstein, l'Autriche régénérée reprenait, en se détachant politiquement de l'Allemagne, à laquelle elle offrait cependant la ligne économique de son Danube, ses projets sur les Balkans. Les Turcs étaient en guerre avec le Monténégro, dont le

¹ *Ibid.*, p. 443. On demandait aussi la confirmation des « capitulations » de 1740. Le Tzar fit dissoudre, par une lettre péremptoire adressée au Sultan, la commission mixte qui devait s'en occuper (*ibid.*, pp. 444-445).

prince-évêque, Danilo, un poète de l'unité yougoslave, avait visité Pétersbourg. La Bosnie était en pleine révolte, et l'Albanie aussi s'était levée en armes. Ici, il n'y avait pas l'incitation orthodoxe des Russes, mais bien les conseils et l'encouragement de l'Empire catholique de Vienne. Pour amener le Sultan à des mesures de réforme en faveur de ces Slaves occidentaux, dont les congénères, si nombreux, vivaient dans la monarchie de François-Joseph, le prince de Linange-Leiningen, aide-de-camp impérial, fut envoyé à Constantinople, où il parut cavalièrement, gagnant par sa belle allure et son hardi parler la partie. Il fallait contrebalancer ce succès et répondre à cette provocation. Le prince Mentchicov, aide-de-camp de l'empereur de Russie, se rendit de la même façon dans la capitale de l'Empire ottoman pour exiger, « conformément aux traités », le droit de protection sur tous les chrétiens de sa confession vivant sous le sceptre du Sultan, chrétiens compris dans la nouvelle titulature « gréco-slavone ». Il rencontra l'opposition des Puissances catholiques, qui s'attribuaient le même droit de protection sur leurs coreligionnaires en Orient turc : France et Autriche. En vain Mentchicov essaya-t-il de bluffer, paraissant devant le Grand-Vizir, beau-frère d'Abdoul-Medschid, en habit de rue; il parla (mars 1853) au Sultan lui-même de « hautes convenances qu'il aurait violées, ce qui est contre la dignité d'un monarque », et demanda des garanties « positives »; malgré ces menaces de partir en guise de défi, ses demandes, dont il n'entendait rien céder¹, furent nettement rejetées.

Aussitôt les troupes massées en Bessarabie passèrent le Pruth, appelant à la liberté « chrétienne », ces « habitants » dans lesquels la diplomatie russe avait déjà montré ne pas vouloir reconnaître une nation. Encore une fois on prétendait ne pas poursuivre des

¹ Entre autres, celle de la nomination à vie du Patriarche de Constantinople, *ibid.*, p. 450. Mentchicov offrait de défendre avec 400.000 hommes la Turquie armée contre les Puissances occidentales (*ibid.*). Il avait consenti cependant à accepter une simple note à la place du « sened » (*ibid.*, p. 455).

conquêtes, mais prendre seulement des garanties ¹. Les flottes de l'Angleterre et de la France ayant parut dans les eaux turques, ceci fut considéré comme une « occupation maritime » permettant et même motivant l'autre ².

La Porte prit une attitude calmement défensive : elle défendit aux Musulmans de faire payer aux Grecs la provocation de la Russie ². La médiation, provoquée par l'Autriche, des cinq Puissances ne fut pas acceptée à Constantinople ³. Des échanges de vues eurent lieu alors par la visite du Tzar à Olmütz, par celle du roi de Prusse à Varsovie, par celle de Nicolas I^{er} à Berlin. Une assemblée de notables donna au Vizir Réchid l'autorité qu'il croyait nécessaire pour demander aux Russes l'évacuation en quinze jours des Principautés, faute de quoi on fera marcher l'armée que commandait à Varna l'ancien déserteur autrichien, devenu le généralissime Omer-Pacha. Le Tzar répondit en timbrant la Turquie d'abri de révolutionnaires, à cause des Hongrois et des Polonais qui s'y étaient réfugiés. Déjà en octobre, la guerre ayant été déclarée, sur le Danube les hostilités s'ouvrirent. On apprit la destruction en novembre de la flotte ottomane dans le port de Sinope, et, malgré les derniers efforts d'une diplomatie effarée, les vaisseaux anglo-français entrèrent dans la Mer Noire. L'interven-

¹ *Ibid.*, pp. 456-457. Cf. Kinglake (éd. anglaise et française); *Diplomatic study of the Crimean war* (par le gouvernement russe), Londres, 1882; Edmond Bapst, *Les origines de la guerre de Crimée*, Paris, 1912; Thouvenel, *Nicolas I^{er} et Napoléon III*, Paris, 1891; *Trois années de la question d'Orient (1856-1859)*, Paris, 1897; J. A. R. Marriott, *The Eastern Question*, Oxford, 1918; sir Herbert Maxwell, *The life and letters of George William Frederick, fourth earl of Clarendon*, Londres, 1913; *Annual Register or a view of the history and politics of the year 1853*, Londres, 1854; *George Douglas, eighth Duke of Argyll (1823-1900)*, I, Londres, 1906; *The diplomatic reminiscences of lord Loftus, 1837-1862*, I, Londres, 1892; G. Rothan, *Souvenirs diplomatiques de la Prusse et de son roi pendant la guerre de Crimée*, Paris, 1888; Basile Popovitch, *Politika Frantzousské i Aousré na Balkanou vo vrémie Napoléona III*, Belgrade-Semlin, 1925 (d'après des inédits) et Ristitch, *La Serbie pendant la guerre de Crimée* (en serbe).

² *Gesch. des osmanischen Reiches*, V, p. 457. Cf. Bernadotte E. Schmitt, dans *American historical Review*, XXV, n° 1, p. 38.

³ Cf. Driault-Lhéritier, *Histoire de la politique extérieure de la Grèce*.

tion personnelle de l'empereur des Français fut accueillie à Pétersbourg par une note dans laquelle il y avait, à l'égard de l'« ami », et pas du « frère », l'assurance grossière que la Russie saura se montrer en 1854 ce qu'elle fut en 1812¹.

L'Autriche², la Prusse s'entendirent aussi pour empêcher l'action d'une Puissance qui travaillait ouvertement à la révolte de Slaves et des Grecs dans les provinces du Sultan³. La conférence de Vienne cessa enfin un travail vain, et le 12 mars 1854 les Puissances maritimes s'engagèrent envers la Turquie à la défendre: l'évacuation des Principautés fut demandée le 27 avril. Puis, la France, de concert avec l'Angleterre, déclara la guerre à son ancienne et tenace rivale.

Entre temps les Russes, entrés dans la Dobroudscha, s'étaient efforcés en vain de prendre Silistrie⁴. En juin, l'Autriche prit sur elle, pour empêcher les Franco-Anglais d'y entrer comme belligérants, la garde de ces pays roumains qu'elle espérait, comme maîtresse du Danube, pouvoir s'incorporer. Les Russes durent bien se décider à partir, y découvrant même un certain avantage. Ce qui n'empêcha pas l'entrée, en août, d'Omer-Pacha à Bucarest. Les troupes des alliés pénétrèrent dans la Dobroudscha, où les attendait le choléra, et leur flotte, occupant le Pirée, mit fin aux rêves byzantins du roi Othon.

A Gallipoli s'était formé le centre de rassemblement des Franco-Anglais; on les vit à Constantinople, rêvant de mystérieuses aventures; les cloches sonnèrent librement dans les chapelles de Péra; dans les environs de sa capitale, le triste Abdoul-Medchid les passa en revue;

¹ Sur les attentions du Tzar à l'égard de Napoléon III jusqu'à ce moment même, Bernadotte E. Schmitt, loc. cit., p. 48. C'est ce qui provoqua la lettre.

² Voy. H. Friedjung, *Der Krimkrieg und die oesterreichische Politik*, Berlin, 1907. La Russie lui offrait la Bosnie. L'offre fut, bien entendu, aussitôt, refusée, mais l'Autriche demandait au Tzar de s'en tenir à une guerre d'Asie.

³ Bernadotte E. Schmitt, loc. cit., p. 66.

⁴ A. N. Petrow, *Der russische Donaufeldzug im J. 1853-1854*, Berlin, 1891.

il accueillit en frère le prince Napoléon, fils du roi Jérôme, et espéra recevoir aussi la visite de l'empereur. Après la mésaventure dans la Dobroudcha et le bombardement d'Odessa l'armée fut dirigée sur la Crimée d'après une ancienne idée napoléonienne.

Pendant deux ans, tous les regards se dirigèrent vers cette lointaine Sébastopol, qui devint l'âme de la résistance russe, étonnamment opiniâtre, d'après cette recette de 1812 qu'avait promise le Tzar, mais sans pouvoir atteindre les mêmes buts. D'Inkerman à l'Alma Français et Anglais se gagnèrent une gloire impérissable; les Sardes, accourus pour pouvoir poser à la paix la question de l'Italie, vainquirent à Tchernaiâ. Mais l'apparition même des flottes réunies dans la Mer Baltique, menaçant Pétersbourg, et le succès de Bomarsund ne purent pas briser la volonté, désespéremment tendue, de celui qui avait été depuis trente ans l'impérieux arbitre de l'Europe. Ce fut seulement le 8 septembre 1855 que la formidable forteresse, qui avait dévoré quelques centaines de mille d'hommes, fut prise d'assaut. Mais en Asie les Russes restaient vainqueurs, et les alliés ne purent pas sauver Kars, ni Erzéroum.

Néanmoins, ils avaient gagné la partie. L'immense empire s'était épuisé; son sang s'était lentement écoulé par la large blessure ouverte à son flanc. Nicolas I^{er} ne survécut pas au coup porté à son prestige; il se laissa mourir, provoquant même la maladie, qui, dans quelques jours, l'emporta. Son « napoléonisme » moscovite s'était effondré aux prises, non pas avec l'autre seulement, plus authentique, qui avait surgi en Occident, mais avec cette Angleterre qui, si elle ne pouvait pas se préparer des triomphes, réussissait toujours à infliger des désastres.

Mais cet Orient des nationalités chrétiennes demandait une réorganisation sur les ruines du protectorat, de divers degrés, de la Russie impériale. Pour l'Angleterre la question était bien simple : restituer le Sultan dans son

droit, l'obligeant à donner des réformes surveillées dans leur exécution, autant que possible, telle était la solution. Napoléon III devait en avoir une autre. L'ancien révolutionnaire influencé par Mazzini, le croyant de jadis à la mission divine des nations ne voyait pas seulement la nécessité de renfermer l'Empire russe dans les espaces infinis de ces steppes, en lui interdisant la marche vers Constantinople, incessamment convoitée, en dépit des assurances les plus solennelles. Des nations s'étaient adressées et continuaient à s'adresser au vengeur de leurs longues souffrances : Polonais, qui, sous les drapeaux du Sultan, portant des titres turcs acquis au prix inestimable de la rénégation, combattaient pour la résurrection de leur patrie; Roumains, qui voulaient un seul pays libre de leur race, partagée entre trois Etats impériaux. Avec une victoire plus complète et sans la présence menaçante d'une Autriche installée sur le Danube pour prévenir de cette façon des agitations roumaines dans ses propres provinces, l'empereur des Français aurait repris l'œuvre polonaise de son oncle. Ne pouvant pas le faire, il chercha à satisfaire au moins le second postulat national, celui des Roumains, dont une émigration l'invoquait avec désespoir, faisant miroiter devant ses yeux, où passaient encore les éclairs de l'ancienne idéologie, l'image séduisante d'une Roumanie d'esprit français, réinitiée à la civilisation latine qu'imposent ses origines et complétant sur ces marches d'Orient l'œuvre de réfection du monde politique par les nationalités, qui restait au fond la pensée du combattant d'autrefois pour la liberté italienne.

Dès juillet 1854, les alliés avaient inscrit dans leur programme d'avenir prochain la réorganisation des Principautés roumaines, le régime européen aux bouches du « Danube », la neutralité de la Mer Noire, l'émancipation des chrétiens de Turquie¹. Tout cela, aussi comme

¹ *Geschichte des Osmanischen Reiches*, V, p. 476; Mundt, *Der Kampf um das Schwarze Meer*, 1855. Cf. les premiers chapitres de notre ouvrage sur la guerre de 1877-1878 (sous presse). Je n'ai pas pu consulter Wimpffen, *Erinnerungen aus der Walachei*.

condition indispensable pour l'admission de cet Etat dans la société des monarchies chrétiennes au même titre que celles-ci. Des conférences s'ouvrirent à Vienne (l'Autriche se flattant d'y jouer le premier rôle) : dès le début il fut question d'une « administration » indépendante et nationale pour les Principautés, disposant d'une armée purement défensive, mais le pays continuant à faire théoriquement partie de l'Empire Ottoman qui, s'étant entendu avec les Puissances garantes, confirmait par un *hâtichérif* ses privilèges; la France introduisait aussitôt l'idée de l'union possible sous un prince étranger, comme en Grèce, et celle d'une consultation populaire sur les vœux des populations. L'Autriche, qui voulait que la Bessarabie fût restituée à cette Moldavie qu'elle considérait comme une proie assurée, imposa le point de vue d'une commission européenne pour les bouches du Danube et d'une autre pour le cours inférieur du fleuve. On ne s'entendit pas sur le régime de la Mer Noire, la Russie voulant tantôt les détroits libres, tantôt le *mare clausum*¹.

L'Autriche se décida à menacer, avec le consentement de la Prusse, son ancienne rivale, d'une intervention armée si la Russie ne se pliait pas aux conditions de ce qui devait s'appeler « l'Europe », et elle énonça la nécessité d'une cession territoriale vaguement indiquée. Pendant ce temps une autre sommation, faite à la Porte, amenait, par le *hatihoumayoum* du 9 janvier 1856, l'égalisation plénière des chrétiens soumis au Sultan avec les Musulmans. On arracha ensuite à cette alliée sauvée du désastre le gouvernement viager des princes roumains, élus par le pays, l'élaboration d'un régime constitutionnel par des commissions nommées, des *caïmacams*, des « lieutenants », remplaçant les princes absents, sous la direction d'un « commissaire impérial ».

Mais c'était à Paris que devait être conclu le traité qui allait consacrer l'hégémonie européenne de la France impériale. Ouvert le 1^{er} février 1856, le congrès, qui sié-

¹ *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 480-181.

gea sous la présidence du comte Walewski, fils de Napoléon I^{er} et d'une Polonaise, décida que des Assemblées moldo-valaques affublées du titre turco-latin de « divans ad hoc » soumettront des vœux à une Commission composée de représentants de la Turquie et des Puissances gérantes, qui elle-même présentera un projet de réorganisation devant mener à la « convention » constitutionnelle. La Serbie fut soumise au même régime. Le nouveau statut de la Mer Noire et celui du Danube furent précisés. Et la Russie acquiesça à la cession d'un tiers de cette Bessarabie qu'elle avait ravie en 1812 à l'Etat roumain de la Moldavie, réunissant à ce pays les trois districts méridionaux de Cahul, Bolgrad (colonisé récemment par des Bulgares) et Ismail, sans aller au moins jusqu'à l'embouchure du Dniester. Le delta danubien, donné aux Moldaves, fut transmis bientôt à l'Empire Ottoman, désormais européen et parfaitement indépendant.

Le 15 avril suivant, un traité secret liait la France avec l'Autriche et l'Angleterre pour imposer l'observation des clauses de Paris, mais dès le lendemain des efforts étaient continuellement dépensés pour amener l'oubli de la guerre contre la Russie. Le duc de Morny, frère utérin de l'empereur, était envoyé à Pétersbourg et se laissait aussitôt gagner par tout un système de cajoleries prodiguées à celui qui n'était qu'un hardi aventurier heureux. Un sentiment de rivalité se réveillait à l'égard de l'Angleterre, qui, du reste, faisait son possible pour entraver les volontés de l'empereur latin sur le Danube roumain. Un homme habile et persévérant sous des dehors de légèreté, le chancelier russe Gortschacov, travaillait méthodiquement à isoler l'Angleterre. Napoléon alla jusqu'à écrire, en janvier 1857, à Alexandre II en ces termes : « Autant j'ai été franc et fidèle à l'Angleterre, autant je le serai à Votre Majesté si, de graves événements survenant en Europe, l'intérêt de nos deux pays nous permettait de combattre ensemble ¹ ».

¹ François Charles Roux, *Alexandre II, Gortschacoff et Napoléon III*, Paris, 1913, p. 187.

Car une nouvelle guerre se préparait que l'idéologie de l'ancien nationaliste révolutionnaire arrivé sur le trône français ne pouvait pas refuser.

Dès 1855, dans un discours public, Napoléon avait montré que l'Autriche suit une politique qui ne correspond pas aux buts poursuivis par la France. Le Piémont poussait déjà vers une intervention en Italie, où les Autrichiens n'étaient pas seuls à susciter le mécontentement des populations. Déjà sous le Ministère de Massimo d'Azeglio, gentilhomme aux talents variés, romancier apprécié, peintre et musicien, perçait la carrière d'un grand « initiateur », qui pouvait être en même temps, au moment décisif, un homme de résolution et de courage, le comte Camille de Cavour, D'une famille de fabricants, il avait commencé par rédiger en 1848 le journal du parti constitutionnel avant de se consacrer à une activité de réalisations économiques ¹. Comme ministre, il paraissait d'abord préoccupé surtout du développement de Gênes, dont il entrevoyait le grand avenir ².

Avec la marine, il prit les finances, en 1852, pour être ensuite débarqué, lors de la constitution d'un nouveau Ministère d'Azeglio, opposé à la gauche. Dans quelques mois, il revint comme président du Conseil, tout en gardant les finances; Balbo, chef d'une partie de la droite, se rallia à la nouvelle direction. Il poursuivit la lutte de longue date contre l'influence dominante qu'avait eue le clergé sur la société sarde. La nouvelle politique s'occupait, comme celle de l'empereur des Français, de voies ferrées, de lignes télégraphiques, de législation, de banques d'Etat. Des traités de libre échange, non seulement avec la France et l'Angleterre, mais avec la Bel-

¹ En 1836, de Londres il écrivait en personne qui va faire des bœufs et des moutons ses principales occupations (*Le comte de Cavour et la comtesse de Circourt, lettres inédites, publiées par le comte Nigra, Turin-Rome, s. d., p. 30*). Cf. *ibid.*, p. 40. « Lorsqu'on peut vivre en paix au Piémont, il faut s'occuper de champs et de prés ». Son plaidoyer contre les Jésuites, *ibid.*, p. 50 et suiv.

² Voy. aussi *Correspondance entre Alexis de Tocqueville et Arthur de Gobineau*, publiée par L. Schemann, Paris, 1909, p. 162-164, 168.

gique et la Hollande complétaient cette organisation économique. Le Sénat s'y opposant, l'appel aux électeurs donna une Chambre encore plus nettement favorable aux réformes entreprises; le roi se montra leur chaleureux défenseur, le soutien inébranlable de son principal conseiller. Des accents de patriotisme italien vibraient déjà dans son discours à cette Chambre. Les vaincus de la révolution hongroise, Kossuth, le général Türr, trouvaient un abri provisoire et de fidèles amis à Turin.

Le Piémont se préparait visiblement à sa mission, qui était de continuer et de compléter le *regno d'Italia* de l'époque napoléonienne, alors que dans le voisinage immédiat, en Toscane, se déchaînait une furieuse réaction, supprimant, comme François-Joseph l'avait fait en Autriche, la Constitution, la garde nationale, la représentation communale. Gioberti est mort, et avec lui aussi l'idée de l'unité italienne par le Pape, dont le gouvernement, la *vendetta prelina*, avec le « Pape rouge », le cardinal Antonelli, prendra, malgré la Consulte d'Etat, bientôt une telle direction que lord Clarendon pourra le déclarer le « déshonneur de la civilisation », celui de Naples étant, pour un jeune libéral anglais, la « négation de Dieu élevée en système politique ».

La Sicile seule prospérait sous le large régime d'un Filangieri. A Milan, on administrait des bastonnades aux femmes; à Parme, l'année suivante, le duc Charles, qui a épousé une fille de la duchesse de Berry, sera tué par les libéraux désespérés, et une révolution y sera tentée.

En participant à la guerre contre la Russie dans le sillage de l'Angleterre, très influente à Turin ¹, le nouveau cours au Piémont faisait aussi un geste de libéralisme, préparant par cette voie la discussion des affaires italiennes devant cette « Europe » qui paraissait s'établir en juge des droits nationaux et en adversaire des gou-

¹ La Sardaigne avait eu, en échange, la garantie de l'inviolabilité de son territoire. Victor-Emmanuel avait été amené à rappeler de Vienne son envoyé. L'Autriche en fera de même en 1857. Voy. aussi Lamarmora, *Un pò più di luce sugli avvenimenti politici e militari dell' anno 1866*, Florence, 1873.

vernements tyranniques. Cavour ayant vaincu encore une crise ministérielle, la convention avec les Puissances maritimes fut approuvée par le Sénat aussi bien que par la Chambre. Les incitations de Mazzini, qui voulait faire de Gênes le point de départ d'une révolution italienne, ne trouvèrent pas d'écho. A Rome, à Modène, le grand agitateur rencontra l'opposition habile de ce Piémont monarchique et militariste qui entendait réaliser par d'autres moyens et dans une autre forme l'unité nécessaire de l'Italie.

En 1856 l'intervention de Cavour à Paris en faveur des Italiens non libérés trouva de chaleureux approbateurs à la Chambre. Il avait amené la France et l'Angleterre à se prononcer contre ceux qui par leur façon de gouverner empêchaient la péninsule de se consolider. La prolongation du séjour des Autrichiens dans les Etats pontificaux et à Parme ¹, les fortifications de Ferrare et de Plaisance étaient dénoncées comme une violation de droit, et des « mesures extrêmes » avaient été mises en perspective. L'Angleterre et la France avaient rappelé leurs représentants à Naples, et Napoléon essaya d'introduire des réformes à Rome. On peut saisir la pensée du ministre italien à ce moment dans le passage suivant d'une de ses lettres : « Puisque la Providence a voulu que seul en Italie le Piémont fût libre et indépendant, le Piémont doit se servir de sa liberté pour plaider devant l'Europe la cause de la malheureuse péninsule. Nous ne reculerons pas devant cette tâche périlleuse. Le roi, le pays sont décidés à l'accomplir jusqu'au bout ². » On procédait déjà à des mesures militaires en vue d'une attaque de la part de l'Autriche, qui cependant retirait ses troupes des Etats qu'elle avait jusque-là protégés de ses garnisons. Le voyage dans le royaume lombardo-

¹ Sur une médaille frappée en l'honneur de Cavour il y avait cette légende : *Che fan qui tante peregrine spade* (Rey, ouvr. cité, p. 358). Les Milanais contribuèrent pour armer Alessandria (*ibid.*).

² Nigra, ouvr. cité, pp. 86-87; Plus loin : « Toutes mes forces, toute ma vie sont consacrées à une œuvre unique : l'émancipation de ma patrie » (p. 82). Il accusait les mazziniens d'« aimer plus la révolution que l'Italie »; Zeiller, ouvr. cité, p. 193.

vénitien du jeune empereur et de l'impératrice Elisabeth montrait l'intention d'essayer d'un autre système que celui des garnisons « croates », des « sbires », des pendants pour délits politiques et de l'envoi des « patriotes » italiens dans le tombeau du Spielberg. Le gouvernement de Milan voulait rivaliser en créations économiques avec le Ministère de Turin; une voie ferrée réunit la capitale lombarde à Venise (on avait pensé à une autre allant à Pise).

La guerre de presse entre la Sardaigne et l'Autriche commença dès 1857 après le voyage du roi à Londres et à Paris. Le Cabinet de Vienne s'offusquait des travaux à Alessandria, de la création d'un port militaire à Spezia. Malgré le résultat, favorable à la droite, des nouvelles élections, Cavour resta pour continuer une politique qui menait à la guerre, à cette guerre dans laquelle il fallait attirer la France.

L'empereur n'y paraissait pas trop disposé. D'un bout de l'Europe à l'autre on cherchait visiblement des ententes entre les monarques, même avec ce Napoléonide auquel avait été refusé l'honneur d'un mariage princier, l'arbitre de l'Europe nouvelle, qu'il venait de créer, n'étant que l'époux d'Eugénie de Montijo, de descendance écossaise et de noblesse espagnole. Comme la question de l'avenir des Roumains, des « Moldo-Valaques », était à l'ordre du jour, la Turquie de Réchid voulant les traiter en simples sujets du Sultan, alors qu'un grand mouvement national, soutenu par toute une littérature, demandait l'union et l'indépendance de fait, Napoléon, qui avait envoyé à Berlin, en mai, son cousin et avait accueilli en même temps le grand-duc Constantin en voyage d'amiral, alla s'entendre, à Osborne, dans l'île de Wight, avec la reine Victoria, qui avait changé de Ministère (chute de Palmerston, en mars). Il obtint la cassation des odieuses élections moldaves, qui devaient donner une immense majorité au candidat séparatiste pour le trône moldave, le caïmacam Nicolas Vogoridès.

La grande révolte des cipayes dans l'Hindoustan, la

lutte acharnée contre le « roi » de Delhi rendaient plus conciliante l'Angleterre, qui cependant continuait à maintenir le principe de l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman. Quelques semaines plus tard, dans la résidence du vieux roi du Wurtemberg, aux fortes sympathies françaises, Napoléon se rencontrait avec le nouveau Tzar Alexandre, qui paraissait être venu seulement pour visiter son vénérable parent de Stuttgart et assister au mariage de son frère, Michel, avec une princesse de Bade (septembre). Beaucoup de préjugés furent vaincus à cette occasion; la Tzarine elle-même, sœur du roi de Prusse, amenée contre son gré à cette réunion, se laissait adoucir, et, en échange pour l'assurance d'une collaboration franco-russe en Orient, où la Russie se posait de nouveau en protectrice des ses coreligionnaires, et de la promesse de dégager le Tzar des restrictions du traité de Paris, le sort de la domination autrichienne en Italie était décidé.

Une dernière concession française fut la visite à Varsovie du prince Napoléon, témoignant par sa présence dans l'ancienne capitale de la Pologne que l'alliance révolutionnaire avec les Polonais a définitivement cessé ¹. En échange, et malgré l'entrevue ultérieure avec François-Joseph, Alexandre déclarait ne pas vouloir reprendre l'attitude de 1849 à l'égard de l'Autriche ². Un attentat perpétré par des Italiens contre l'empereur, à Paris, au nom de l'unité italienne, dont on voulait le charger, et au moment même où un nouveau manifeste de Mazzini paraissait à Gênes, ne semblait pas devoir essentiellement avancer l'alliance indispensable pour chasser les Autrichiens de l'Italie; il en sera, au contraire, un facteur essentiel. Mais en 1858 il fallut que l'Autriche fermât l'Université de Pavie, pendant qu'à Milan retentissaient déjà les cris de « Vive Victor-Emmanuel ».

¹ François Charles-Roux, ouvr. cité, pp. 219, 243. Le Tzar avait cependant amené Napoléon à admettre le maintien des Bourbons à Naples (*ibid.*, p. 221).

² *Ibid.*, p. 223.

La grande question restait cependant celle des Principautés. La Chambre anglaise rejetait, en mai, la proposition favorable à leur union, formellement demandée par les *Divans ad hoc*, qu'avaient présentée Gladstone, lord Cecil, John Russell. Le nouveau Ministère, formé par lord Derby, avec un parvenu juif, d'un très grand talent, romancier en vogue, Disraëli, qui deviendra lord Beaconsfield, avait combattu le projet, et Palmerston aussi se manifesta contre une idée qu'il croyait inspirée par le désir du Tzar de revenir sur le Danube. Au bout des discussions à Paris, où une conférence s'était réunie, il y eut donc la conservation des deux organisations politiques séparées, avec deux princes, deux Chambres, deux drapeaux, le titre de Principautés Unies étant justifié seulement par une commission législative qui siégera sur la frontière, à Focşani, par des Cours suprêmes de justice et par le ruban qui devait orner chacun de ces drapeaux différents.

Les affaires de Chine demandaient, du reste, une collaboration étroite entre les vainqueurs de la Russie, et les vaisseaux anglais et français agirent de concert dans le golfe de Petch-ili et à la prise de Tientsin (juin). La Russie cependant, qui n'avait pas collaboré, trouva le moyen d'arracher aux Chinois des cessions territoriales sur le fleuve Amour et la liberté de commerce dans les ports de l'Empire du Milieu; ce fut seulement après un mois que Français et Anglais eurent leurs traités séparés (juin). Le Japon suivit dans cette voie d'ouvrir aux Européens ses ports (août-octobre), les Etats-Unis ayant obtenu le premier traité de commerce. Sur la seule question du canal de Suez il y eut une divergence, entre la France, qui se faisait honneur de réaliser le projet de Lesseps, malgré les craintes pour le commerce de Marseille et de Bordeaux, et l'Angleterre, qui croyait ses intérêts menacés.

En février 1859 les Roumains répondaient aux restrictions contenues dans la convention de Paris, qui devait

être leur Constitution, par « un fait accompli », le premier en Europe, le colonel Alexandre Couza ayant été élu aussi bien à Bucarest qu'à Jassy comme prince d'un pays qui se sentait et voulait être uni. La Sardaigne encouragera ce geste, qui ne trouva pas d'opposition à Paris, où on voulait retenir l'influence sur le Danube latin. Des changements comme celui-là étaient un encouragement pour l'Italie poursuivant son unité.

Dès le 1^{er} janvier 1859, après avoir conclu, le 10 décembre 1858, un traité secret avec Victor-Emmanuel, à la réception du corps diplomatique, Napoléon avait, du reste, parlé à l'ambassadeur d'Autriche dans des termes qui faisaient sentir une rupture prochaine. Le 10 du même mois, dans le discours de Victor-Emmanuel aux Chambres, il y avait un passage qui déclarait que sa royauté « ne peut pas être insensible au cri de douleur de l'Italie ». A Vienne, l'ambassadeur de France avait dû entendre de la bouche de François-Joseph des paroles déplaisantes sur les « dissidences exigées par les nécessités de la politique ». En février le message de Napoléon au Corps législatif constatait une « situation anormale ». L'Angleterre des tories essaya, par la mission Cowley à Vienne, d'empêcher le conflit, devenu inévitable. Puis, la Russie proposa un nouveau congrès, et la Prusse soutint ce projet : après avoir écouté les délégués des Etats italiens, on aurait procédé à l'œuvre salutaire du désarmement. C'était décidément trop tard, car la Sardaigne armait déjà en réponse aux préparatifs autrichiens. Après des actes diplomatiques qui des deux côtés témoignèrent d'une intransigeance absolue et après le voyage de Cavour à Paris, où on se montrait encore indécis, préférant le congrès, sur l'idée duquel on continuait à négocier, l'Autriche trancha les hésitations de la diplomatie, invitant la Sardaigne à désarmer, à disperser les corps francs formés par la société nationale et le Génois Garibaldi ¹, et ceci dans le terme de trois jours (23 avril).

¹ « Il n'était pas une grande famille toscane ou romaine qui ne comptât quelqu'un des siens dans l'armée piémontaise » (Rey, ouvr. cité, p. 373).

La réponse de Cavour fut le refus qu'on pouvait, qu'on désirait entendre. L'Angleterre essaya alors d'une dernière intervention médiatrice, puis elle se déclara neutre, de même que la confédération germanique. La Russie, qui cependant condamna publiquement l'agression autrichienne, la Prusse, le roi de Naples, le grand-duc de Toscane, qui se rappelait sa qualité d'archiduc pour refuser sa collaboration à la guerre du Piémont, le Pape en agirent de même.

Les Autrichiens étaient déjà à Vercelli, lorsque parut la proclamation de Napoléon III, déjà secrètement payé par la promesse de lui céder la Savoie et Nice; le défenseur du droit des nationalités prenait les armes pour étendre jusqu'à l'Adriatique les frontières de l'Italie (2 mai). Il descendit dans la péninsule.

Parme, Modène n'osent pas soutenir la cause autrichienne; la Toscane, dont le souverain, d'abord prêt à bombarder Florence¹, s'est enfui à Bologne, lutta à côté des Piémontais. Des commissaires de Victor-Emmanuel, « protecteur » proclamé malgré son refus, « dictateur » italien, prenaient la place des régimes qui croulaient. Par la bataille de Montebello les Autrichiens furent chassés au-delà du Pô. Ils font les plus grands efforts à Palestro, sans pouvoir s'y maintenir; à Magenta Napoléon gagne une victoire difficile, mais complète. Le 8 juin l'empereur des Français et celui qu'on acclamait déjà comme roi d'Italie entraient côte à côte à Milan : « Unissez-vous pour l'affranchissement de votre pays..., demain vous serez citoyens libres d'un grand pays », disait une proclamation impériale aux Italiens, à tous les Italiens, accueillie par un enthousiasme exalté au moment où les volontaires de Garibaldi pénétraient à Bergame pour se diriger vers Brescia, aussitôt évacuée par l'ennemi.

Vers la moitié de ce mois de juin, François-Joseph, confiant dans sa fortune, accourut en Italie pour prendre le commandement de ses soldats, encore capables de combattre avantageusement. Son armée était, du reste,

¹ Voy, Rey, ouvr. cité, pp. 378-382.

supérieure en nombre à celle des alliés. Une attaque formidable fut déclenchée à Solferino contre les Sardes; ils résistèrent, et la bataille du 24 juin fut décidée par la poussée victorieuse des Français. « Dans cette journée, la population d'une grande ville disparut, broyée par les boulets et la mitraille, décimée par les baïonnettes, écrasée sous les charges de cavalerie ¹. »

L'empereur d'Autriche abandonnait la conduite des opérations. La flotte française se préparait à attaquer Venise. La Hongrie s'agitait.

Mais déjà la Prusse avait décrété sa mobilisation, ayant pour objectif le Rhin. Tout en demandant à l'Angleterre, à la Russie d'intervenir diplomatiquement, elle s'offrit à conduire une action militaire de la confédération germanique. On sentait déjà l'influence du prince héritier, régent du royaume pendant la maladie mentale de son frère : dès 1848 Guillaume avait été pour l'hégémonie prussienne en Allemagne, par la force. Et toute une génération de hobereaux s'était groupée autour de lui pour servir ses intentions souvent, pour les provoquer parfois. L'Allemagne se groupait sous son drapeau; des troupes se dirigeaient vers l'Ouest et le Main, et, si Alexandre II continuait à menacer l'Autriche, il gardait la plus conciliante attitude à l'égard de cette Prusse amie, dont il n'entendait pas perdre le concours ².

Devant cette menace, Napoléon, dont l'armée était déjà fatiguée, s'arrêta. La proposition d'un armistice vint de lui, et il alla voir François-Joseph dans son camp à Villafranca. Les efforts de Cavour restèrent vains; il se retira. Le Habsbourg cédant à son cousin de France la Lombardie sauf Mantoue et Peschiera, conservait Venise, et, s'il est question de « confédération italienne », c'est le Pape, dépouillé, du reste, de toute souveraineté en dehors de Rome ³, et pas le roi de Sardaigne, qui la

¹ *Ibid.*, p. 395.

² François-Charles-Roux, ouvr. cité, p. 254 et suiv. Chouvalov fut envoyé en mission à Naples (*ibid.*, p. 260).

³ C'est ce qu'indique une seconde brochure officielle de Napoléon, *Le Pape et le Congrès*. Il s'agit du congrès qui devait se réunir à Paris le

présidera : les ducs expulsés reviendront. L'Italie vit dans ces concessions l'abandon de sa cause, une vraie désertion (12 juillet). Ce furent les bases des traités de Zurich, en octobre-novembre.

L'auteur du coup d'Etat de 1851 déclarait ainsi répudier le concours de la révolution, qui se préparait. Elle n'attendit pas ses ordres. Quatre assemblées, en Toscane, dont le prince héritier avait combattu contre l'idée italienne à Solférino et où, un moment, le prince Napoléon avait paru vouloir poursuivre des buts personnels, à Parme, à Modène, dans les Légations romaines, décidèrent la réunion à la Sardaigne.

Dans Palmerston, revenu au pouvoir, la cause italienne a gagné un puissant appui; Gladstone fait partie du nouveau cabinet. Répondant aux adresses qui l'accablent comme roi, Victor-Emmanuel, embarrassé, doit déclarer que la décision ne lui appartient pas à lui, mais à ceux qui déjà, par les conclusions de leurs conférences, ont reconnu les Etats de volonté nationale, Grèce, Belgique, Principautés Danubiennes. Le prince de Carignan est cependant nommé régent par les Constituantes dont les provinces n'ont pas un dictateur à elles. Ceci n'ayant pas été admis par Victor-Emmanuel, il y aura dans la personne de Ricasoli un « président » de cette « ligue ».

Or le Pape n'entend pas devenir simple chef spirituel du monde catholique, abandonnant sa souveraineté temporelle. Il ne veut pas du vicariat que lui offre Napoléon, lequel a déjà préparé le plébiscite lui donnant les provinces françaises de la Maison de Savoie, qui devaient être, au début, la rançon de Venise. Mais les troupes françaises restent à Rome. Le congrès qui devait se réunir à Paris fut abandonné. Le lendemain du sacrifice fait par la dynastie de Savoie, Cavour procède à la prise de possession de ce qu'on appelle l'Emilie, formée

19 janvier 1860 et que ces vues mêmes rendirent inutile. Le Pape traitait la brochure de « monument insigne d'hypocrisie », de « tissu honteux de contradictions » (Zeiller, ouvr. cité, p. 309).

des Etats de Parme et de Modène ainsi que de Bologne prise au Pape, et accepte la réunion de la Toscane (10-22 mars 1860), décrétée par un plébiscite à la manière française. Un Parlement italien est appelé à Turin : il ouvre ses séances dès le 2 avril pour ratifier la création du royaume d'Italie.

Dès le mois de mai 1859 le roi Ferdinand II était mort. Bientôt il y eut des troubles en Sicile. Des répressions sanglantes ne réussirent pas à les supprimer. Les campagnes se mettaient en mouvement et commençaient la « petite guerre » des *picciolli*. On leur répondit par le pillage et le massacre. Garibaldi forma alors à Gênes l'armée d'invasion des « chemises rouges ». Palerme, révoltée, fut soumise, mais les envahisseurs, parmi lesquels des Hongrois, des Polonais, descendent à Marsala en mai; deux vaisseaux anglais assistent au débarquement. Le « dictateur » prend Palerme au nom de l'Italie et de Victor-Emmanuel, qui continue à cacher son jeu. Le jeune roi, François II, fils d'une princesse de Savoie, mais mari de la sœur d'Elisabeth d'Autriche, essaie de sauver sa couronne en acceptant le tricolore, qui est aussitôt arboré, mais frappé des armes de sa dynastie, et même la réunion formelle de ses Etats avec ceux de Victor-Emmanuel, une solution comme celle qui avait été adoptée sur le Danube, l'union monétaire douanière, le gouvernement à deux de l'Etat pontifical, une vice-royauté sicilienne; il reprend la Constitution de 1848 et admet une garde nationale. Mais Garibaldi, entouré par le jeune Crispi, par le fils de Manin, par l'historien Amari, est entré à Messine et, par dessus la défense de son roi, il passe sur le continent, où la Calabre déjà s'insurge. Reggio est occupée en août; le 7 septembre les « chemises rouges » sont acclamées dans les rues de Naples déjà révolutionnée par la garde nationale, Victor-Emmanuel y est proclamé, et de ce fait cessent les ambitions du prince Murat, petit-fils du roi fusillé à Pizzo, au profit duquel, plutôt que pour maintenir le Bourbon, Napoléon III avait proposé à l'Angleterre une démonstration maritime dans ces eaux.

Enivré de ses succès, gagné, en outre, par les obsessions de Mazzini, de Ledru-Rollin, le républicain français accouru à Naples, Garibaldi fait la guerre à une diplomatie, qui, tout en poursuivant les mêmes buts ¹, en sait plus que lui. Il parle de Rome, de Venise et déplore la cession de Nice. Prétendant des nécessités militaires et invoquant le devoir de combattre la révolution en marche, Cavour fait occuper les Etats pontificaux et repousse à Castelfidardo les pontificaux commandés par le général Lamoricière, qui n'est pas au service de la France, et contraint leur chef à se rendre. On ne s'arrête qu'aux murs de Rome, gardés par les troupes impériales ². Victor-Emmanuel étant apparu dans sa conquête, le territoire napolitain est aussi envahi par les Piémontais. On finit par féliciter Garibaldi et par admettre un plébiscite du Midi italien. Le 7 novembre, le roi d'Italie y fait son entrée, pendant qu'une flotte française stationnait devant Gaète, où se défend François II et son héroïque compagne. Garibaldi, se réservant l'exécution ultérieure de son programme, se retire dans l'île de Caprera. La prise de possession de la Sicile eut lieu le 1^{er} décembre. Dix jours plus tard, réprouvant l'action de Victor-Emmanuel, Napoléon faisait savoir au dernier des Bourbons régnant en Italie qu'il lui conseille de partir. Pendant des mois encore, François s'obstinera à rester.

Le vœu du roi piémontais était devenu réalité. Sans congrès, sans conférence européenne, comme un fait sans doute désagréable, mais qu'on ne peut plus écarter, l'union italienne, proclamée dans un Parlement de la race, avait été fondée et reconnue peu à peu par toutes les Puissances, même par celles qui abhorraient le plus tout

¹ Cavour écrivait secrètement à l'amiral Persano, bientôt venu en rade de Naples, qu'il espère que le drapeau italien sera planté à Malamocco et à Saint-Marc (Zeiller, ouvr. cité, p. 371). L'Autriche sondait de nouveau la Prusse pour une intervention, pendant que Napoléon se rencontrait à Bade avec les princes allemands du Sud (*ibid.*).

² Cavour déclare qu'il fait délivrer les soldats français : « Quelle que soit la cause qui leur a fait prendre les armes contre nous, nous ne pouvons pas oublier qu'ils appartiennent à la nation qui est venue combattre pour notre délivrance » (Nigra, ouvr. cité, p. 103). Il craignit une nouvelle attaque de l'Autriche (*ibid.*, p. 105).

ce qui pouvait avoir rapport à la révolution. Les protestations du Pape, l'excommunication lancée contre ceux qui occupent les terres de l'Eglise restèrent sans effet en France même, où les journaux eurent ordre de ne pas donner de publicité à ces manifestations du Saint-Siège. L'Italie était, et restait.

Et son exemple devait trouver des imitateurs. A peine le Tzar s'était-il séparé, à Varsovie, de ses voisins d'Autriche et de Prusse, que les Polonais, auxquels il avait fait de grandes concessions pour l'emploi de leur langue dans les écoles, y célébrèrent l'anniversaire de leur révolution de 1830. En février 1861, le drapeau national fut levé à Varsovie, aussi bien qu'à Lublin, en souvenir des combats pour la liberté. La société d'agriculture, comprenant presque 5.000 membres, n'était de fait que le faisceau des forces révolutionnaires prêtes à agir; elle travaillait à une émancipation des paysans, pareille à celle que le nouveau Tzar avait proclamée dans ses provinces russes. Devant le gouvernement de Varsovie passèrent des dizaines de milliers de personnes en deuil, conduisant au cimetière les victimes d'une lutte de barricades. Alexandre II accorde un Conseil d'Etat, les municipalités, une réforme agraire, une refonte de l'enseignement; la garde civique existe déjà et la municipalité provisoire se forme. Mais on veut la Constitution de 1815 et l'autonomie¹.

La « société » est dissoute, et la foule attaque les soldats. Les corvées sont partout supprimées, mais l'agitation ne cesse pas. Des démonstrations eurent lieu à la mort du prince Adam Czartoryski. On se rappelle l'anniversaire de l'union polono-lithuanienne, et en Lithuanie se produisent des troubles; puis il est question de célébrer la victoire de Sobieski devant Vienne, ou telle autre date historique, l'anniversaire de la naissance de Kosciuszko aussi. Un Français, le comte Lambert, puis

¹ Voy. aussi H. Sutherland Edwards, *Sir William White, or six years' ambassador at Constantinople. his life and correspondance*, Londres, 1902, p. 32 et suiv.

Lüders, ancien commandant sur le Danube, se succèdent comme gouverneurs de la Pologne sans pouvoir endiguer le courant.

En 1862, le grand-duc Constantin leur succède, armé de faveurs et de grâces. Une œuvre de réformes est entreprise par le marquis Wielopolski. Les attentats contre Lüders, contre le grand-duc suivent, et les arrestations en masse après les salves des soldats de Gortchacov contre la multitude irritée, l'entrée du militaire dans les églises où on faisait des services défendus pour Kosciuszko, la condamnation à mort du vicaire-général qui avait protesté contre le sacrilège leur répondent. Des procès politiques agitent l'opinion. Lorsqu'on se saisit des jeunes gens dans les villes pour les enrôler, en janvier 1863, la révolution éclate sous l'impulsion d'une *junte* et sous la conduite de Miroslawski, un chef expérimenté (mars).

La France recommanda aussitôt la douceur à l'égard des rebelles; toute une opinion publique poussait à ce pas Napoléon, qui, dès 1860, avait admis, à la place de la réponse du corps législatif au Message, le droit d'amendement, la publicité des débats. Sans l'opposition de l'Angleterre, on aurait fait parler « l'Europe ». En avril, après que les bandes du « dictateur » Langiewicz eurent été battues, il y a l'offre d'amnistie du Tzar. Sans une entente commune, tous les Etats, grands et petits, qui s'intéressent aux choses de la Russie, envoient des représentations. Sous les ordres d'un gouvernement invisible, la guerre de partisans commence sur tous les points de l'ancien royaume, employant l'énergie et le sacrifice de toutes les classes. Les pendaisons, les déportations, celle-même de l'archevêque Felinski n'ont pas de résultat. On poursuit les fuyards en Autriche, en Prusse, on les affronte en Roumanie, où cependant le prince est un grand ami de la cause. La guérilla se poursuit. La France, l'Angleterre, l'Autriche présentent un projet de pacification, prévoyant une espèce de diète, mais le Tzar le rejette, pendant que les combattants polonais veulent la restitution de leur patrie telle qu'elle était avant les partages et l'indépendance. Le deuil sauf pour les plus

proches parents est interdit aux femmes polonaises, on force les Polonais à visiter les théâtres, à accepter les invitations au bal. Napoléon pense de nouveau à un congrès européen, sans se rendre compte que son prestige commence à pâlir.

En Roumanie, qu'on s'obstinait à intituler « Principautés unies », on ne consulte personne pour décréter l'union complète des deux pays qui avaient le même prince, la même armée, le même régime, étant séparées seulement, de par la diplomatie, à cause des deux Chambres qui siégeaient à Jassy et à Bucarest. Le Sultan, auquel le prince Couza fit une visite à Constantinople, reçu en souverain ami, dut accepter ce nouveau changement qui créait, dans les formes aussi, un seul Etat roumain des Carpathes au Danube, attendant la réalisation, très lointaine et dépendant du sort des grands Empires voisins, de la grande union nationale.

L'Autriche vaincue chercha à prévenir les événements. Elle céda aux revendications italiennes en étendant les droits de la « congrégation centrale » à Venise. Si elle fait encore la sourde oreille aux revendications de la Bohême, qui demande déjà son roi couronné, elle prétend régler d'un seul geste toutes les questions nationales.

D'abord le Conseil de l'Empire reçoit un accroissement de conseillers élus sur des listes dressées par les Etats provinciaux, et au sein de cette Assemblée commencent les longues discussions sur le point essentiel s'il faut conserver une seule monarchie ou passer à une fédération nationale. La Constitution rédigée par le Polonais Goluchowski (octobre 1860) établit un Conseil d'Empire avec cent membres nommés par l'empereur sur la présentation des mêmes diètes; c'est un Parlement à demi élu, auquel est reconnu le droit de s'occuper de tout ce qui forme le programme d'une vraie représentation nationale. Les nations pourront ainsi faire entendre leurs doléances et leurs vœux; les ministres de l'Intérieur, de l'Instruction, de la Justice sont supprimés comme

incorporant un centralisme auquel on prétend vouloir abdiquer. Les électeurs seront distribués par « curies » selon les réalités sociales qu'ils représentent. Et, en même temps, comme la Hongrie s'agite, protestant contre la patente de 1859 et célébrant la mémoire du grand Széchenyi, mort de désespoir dans une maison de santé devant le spectacle du désastre national provoqué par la jeunesse impatiente, rebelle à son programme, Vienne cherche à la cajoler, espérant étouffer ainsi son mécontentement. Il y aura, sous le régime du Magyar Benedek, un chancelier pour cette nation, fût-ce même l'impopulaire Vay, et des délégués de l'ancien royaume, en voie de restauration, aussi par la suppression du Banat et de la Voévodina serbe, comme organismes autonomes, se réuniront à des collègues autrichiens pour fixer ce que chacun de ses groupes de provinces doit comme contingent et comme impôts.

La révolution, la guerre civile d'Amérique était aussi une incitation aux mouvements de transformation, bien que le caractère national eût manqué complètement à ce conflit depuis longtemps préparé dans une société qui ne paraissait avoir, malgré le pullulement anarchique des sectes religieuses, que des préoccupations purement économiques.

En 1860 la querelle prit un caractère plus aigu par la victoire à l'élection présidentielle des républicains « abolitionnistes », contre les « démocrates » esclavagistes. Le fils de pionnier Abraham Lincoln, qui avait commencé de la même façon sa brillante carrière, fut élu. Celui qui croyait que la dernière des négresses a le même droit que lui à « manger le pain qu'elle s'est gagné ¹ » et qui considérait l'esclavage comme « la violation du droit éternel »², le défenseur de la liberté qui, plutôt que de tolérer l'offense à ces sentiments, aurait préféré aller quelque part, comme en Russie, où « le despotisme peut être pris sans

¹ Lord Charnwood, *Abraham Lincoln*, Londres, 1917. p. 123.

² *Ibid.*, p. 123.

mélanges et sans hypocrisie ¹ », annonçait par son simple nom la lutte qui devait s'ouvrir ². Aussitôt, en décembre, la Caroline du Sud, qui n'entend pas dépendre du Nord industriel, vote le détachement d'une fédération jadis librement consentie.

On a constaté entre les éléments constitutifs de l'« Union » des différences presque sociales, en tout cas déterminées par le caractère de l'immigration et par le développement historique. La partie centrale comprenait d'anciennes colonies hollandaises, des infiltrations suédoises, comme au Delaware; le Sud avait accueilli dans sa « Virginie » des aventuriers en quête de gain et tout disposés à le réaliser par le concours des nègres dans leurs larges fermes, — une association secrète, celle des « chevaliers du cercle d'or », pensait à un Etat séparé qui s'annexerait les provinces espagnoles voisines ³ —, tandis que les puritains de pur sang anglais de la Nouvelle Angleterre représentaient l'origine morale, le ressort actif et comme la raison d'être de l'énorme formation politique ⁴.

Des conflits armés se produisirent dès avant la fin de l'année, Lincoln n'étant pas encore installé à la place de son prédécesseur Buchanan. En février 1861 les Etats du Mississipi, de la Floride, de l'Alabama, de la Géorgie et de la Louisiane se séparèrent aussi. On préparait un nouveau pacte devant réunir les seuls pays à esclaves et à intérêts économiques que l'esclavage paraissait pouvoir servir. Le Texas, la Virginie, la Caroline du Nord, la Tennessee, l'Arkansas étaient déjà dans la disposition de faire la même chose. Il fallut réduire Missouri et surveiller Kentucky. A Baltimore on était pour les gens du Sud, et le Maryland mal assuré menaçait la capitale même de Washington ⁵. Le nouvel Etat

¹ I shall prefer emigrating to some country where they make no pretence of loving liberty, to Russia, for instance, where despotism can be taken pure and without the base alloy of hypocrisy (*ibid.*, p. 18).

² *Ibid.*, p. 125.

³ Eduard Arnd, *Geschichte der neuesten Zeit*, Leipzig, 1876, pp. 59-60.

⁴ Lord Charnwood, *ouvr. cité*, pp. 16-18.

⁵ *Ibid.*, p. 228.

se forma bientôt, malgré les efforts d'une « convention pour la paix »; il eut Jefferson David comme président. Et, chose inattendue, les rebelles proclamèrent l'abolition de la traite des esclaves.

La guerre commença avec un avantage marqué pour le Sud, où on était beaucoup plus habitué à combattre. Le Nord n'avait qu'une grande supériorité navale. Une armée de recrues, pleine de foi enthousiaste, exaltée par le sentiment qu'elle représente la cause de la justice et de la fraternité des hommes libres, qu'un « Dieu le veut » la conduit, se dirigea contre les rebelles, les « confédérés ».

Mais la fortune ne devait guère lui sourire. Si les intentions de Napoléon III, qui avait jeté déjà ses yeux sur le Mexique et attendait seulement l'acquiescement de l'Angleterre pour reconnaître la « confédération » comme un gouvernement légal, ne furent pas poursuivies, le Sud, même seul, était capable de se défendre. Une opinion publique européenne se formait en faveur du nouvel Etat, et parmi les premiers écrivains de l'Angleterre il y en avait qui lui souhaitaient la victoire.

Il était cependant certain qu'aucune des deux parties n'avait une vraie armée, et elles devaient apprendre, toutes les deux, le métier de la guerre à laquelle on avait si peu pensé auparavant dans ce monde laborieux, peu hanté par les grandes ambitions politiques. Les chefs de ces volontaires ¹ manquaient, et ce n'était pas la noble idéologie de Lincoln qui pouvait les créer d'un coup. On employait des fabricants, des ingénieurs que recommandait leur influence politique; on trouva même un évêque. Ils ne s'entendaient pas d'une armée à l'autre, et les militaires critiquaient le gouvernement composé de « traîtres chiens ». Mac Clellan, le plus doué des généraux, se prenait sérieusement pour un Bonaparte. En 1861 on n'avait rien fait de décisif; on tâtonnait en 1862.

¹. Le Sud introduisit d'abord la conscription pour les blancs de dix-huit à trente-cinq ans (la limite d'âge fut plus tard avancée jusqu'à celui de quarante-cinq). Le Nord suivit, mais seulement pour le cas où les volontaires n'auraient pas été suffisants.

Des forts capitulaient, des rencontres où décidait l'initiative individuelle entretenaient les espoirs des deux parties aux prises. On suivait difficilement en Europe cette guerre d'un caractère si particulier et d'une marche si lente, qui était un peu à côté du mouvement de l'histoire. En cette année 1862, le but de chacune des deux armées était de se saisir de la capitale de l'Etat ennemi : Washington, d'un côté, Richmond, de l'autre. Après quelques succès, Mac Clellan en arriva à la conviction que ses troupes, qui avaient devant elle la ferme résolution du général du Sud, Lee, ne pouvaient pas être « sauvées »; il écrivait des lettres « sur le seuil de l'éternité ». Les succès de Lee se suivirent rapidement à partir du mois d'août et jusqu'en mai 1863, dans des batailles où ses adversaires paraissaient s'abandonner l'un après l'autre. Mais Lincoln avait pris la conduite des opérations, et il changeait à son gré les chefs. On parlait de la nécessité d'installer un dictateur.

Car la résolution du « libérateur » était déjà définitivement prise. Un message présidentiel, excusable seulement par l'état de guerre et la nécessité de se gagner de nouveaux auxiliaires militaires, déclarait, en septembre 1862, libres tous les nègres du territoire « rebelle »¹. Les Etats encore hésitants devaient suivre cette direction, et la mesure révolutionnaire du président allait être bientôt légalisée par les Assemblées du Nord. Enfin dans l'ancien fermier, puis professeur de mathématiques Grant le président avait trouvé l'homme capable de mener à tout prix la guerre à bonne fin, aussi bien par son énergie d'apparence rude, par sa confiance dans son action que par les sentiments de camaraderie envers ses soldats. Lincoln le défendit contre tous ses critiques : « Je ne peux pas sacrifier ce général », répondait-il, « il se bat »¹.

Sans regarder aux pertes, Grant tendit à maîtriser bientôt les mouvements, heureux jusque-là, de Lee. L'année 1863 finit bien pour les gens du Nord, qui avaient

remporté en novembre une grande victoire du côté de l'Ouest. C'est ce qui arrêta probablement les progrès de cette intervention européenne que demandaient les mécontents, assez nombreux, des Etats du Nord et qui avait débuté par l'entrée d'une armée française au Mexique, qui, pour payer ses péchés envers l'Empire français, devra accepter, dès l'année suivante, la création d'un empereur voulu par Napoléon III dans la personne de l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur François-Joseph ¹. Le maréchal Bazaine, facilement victorieux sur les bandes républicaines du président des libéraux, Benito Juarez ², avait installé solennellement, mais plutôt comme un vassal à lui, le nouveau monarque, dont la femme était la fille du roi des Belges; les bonnes intentions de Maximilien I^{er} avaient été annoncées à une nation qui n'avait souci que de son indépendance, quels qu'en fussent les désavantages et les risques, pouvant aller jusqu'à l'anarchie économique produite par les aventures d'une politique déréglée. On craignait à Washington un coup des envahisseurs sur le Texas, et des mesures militaires, du reste inefficaces, furent prises pour s'assurer de ce territoire.

Pendant toute l'année 1864 la guerre continua, avec des pertes très sensibles des deux côtés. Lee paraissait menacer Washington. Il fut débouté, sans que des actions décisives eussent eu lieu encore. Mais le Sud commençait à se fatiguer, alors que l'armée du Nord elle-même manifestait de graves symptômes de relâchement. La Convention devant élire le président à Washington paraissait être sous l'influence de ceux qui voyaient la solution du problème de l'Union dans les

¹ Cf. aussi Prinz Félix Salm-Salm, *Queretaro*; Prinzessin Felix zu Salm-Salm, *Zehn Jahre aus meinem Leben*, II, Stuttgart, 1857, et les Souvenirs de Wilhelm Knechtel.

² Les conservateurs avaient eu à Mexico un autre président, le général Miramon, mais Juarez avait réussi à occuper en janvier 1861 la capitale. L'attaque française avait été décidée à la suite du traité de Londres (octobre 1861) avec l'Angleterre et l'Espagne dont les sujets avaient été aussi dépouillés et insultés : les Espagnols et les Anglais avaient pris part à l'expédition. Ils se retirèrent après la convention de Soledad avec Juarez.

« méthodes réclamées par la justice, l'humanité, la liberté et le bien public ». Mac Clellan consentait à être présenté comme le candidat des pacifistes.

Cependant Lincoln fut élu, et l'homme représentait la fidélité inébranlable à son programme. La « rébellion » devait être brisée. Et elle le fut lorsqu'en avril Lee capitulait à Richmond, où l'avait assiégé Grant, que les intrigues n'avaient pas pu détacher de son devoir; le généralissime du Sud devait finir en chef d'un collège. Quelques jours plus tard, l'homme représentatif de la cause qui avait vaincu finissait sa vie avec l'accomplissement de la mission qu'il avait comprise « sans haine pour personne, avec charité pour tous, avec fermeté dans le droit » : un fanatique affolé tuait d'une balle au théâtre celui que le parti démocratique considérait comme « le roi Abraham I^{er} » le « tyran » de la République réinstallé sur son siège de domination monarchique ¹. Il appartient maintenant aux âges de l'histoire, s'écria à son chevet celui qui veillait l'agonie ².

¹ Il avait dit deux ans auparavant : « Comme je ne voudrais pas être esclave, je ne voudrais pas être un despote (*a master*) : ceci exprime mon idée de la démocratie ». Il y a une édition en huit volumes des œuvres de Lincoln.

² La bibliographie dans l'ouvrage cité de lord Charnwood. Il y a une édition en huit volumes des œuvres de Lincoln. Une *History of the United States, 1800-1877*, après celle, classique, de Bancroft, a été publiée par James Ford Rhodes. J. C. Ropes a donné une *History of the civil war*. Les mémoires de M. S. Grant sont une source importante. Le point de vue du Sud dans les Mémoires de Jefferson Davis.

CHAPITRE IX

Les monarchies nationales; décadence de l'hégémonie française; avènement de l'Allemagne.

Dans la nuit du 1^{er} janvier 1861, Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, qui, s'il l'avait voulu et osé, aurait été empereur de l'Allemagne unifiée, finissait ses jours, après avoir, de fait, fini depuis longtemps, par son état d'esprit désespéré, son vrai règne ¹. Son frère Guillaume, « un militariste » de vieille date, un doux, mais au fond inébranlable absolutiste, fixé pour toute sa vie dans le crédo irréductible de la monarchie de droit divin, lui succéda et il commença par penser à la réforme de l'armée dans laquelle il voyait le seul instrument capable de l'aider à réaliser des projets qui étaient, tout de même, ceux de la génération, à laquelle il appartenait, des hommes de 1848.

Déjà, grâce à l'influence du rassemblement des Etats italiens sous la couronne piémontaise de Victor-Emmanuel, les tendances vers l'unité germanique s'étaient puissamment réveillées. Une société nationale existait depuis quelque temps, travaillant pour la réalisation du suprême idéal. En première ligne dans le programme du parti progressiste qui se forma au début du nouveau règne il y avait cette même idée d'un seul Empire qui reposerait, dans une nouvelle ère, sur les bases libérales, ce qui signifiait la conception intégrale de l'époque révolutionnaire. Le parti opposé, les conservateurs de

¹ Voy. Wagner, *Die Politik Friedrich-Wilhelms IV.*, Berlin, 1883; Ranke, *Aus dem Briefwechsel Friedrich-Wilhelms IV. mit Bunsen*, Leipzig, 1873.

l' « Union populaire prussienne », défenseurs de l'ordre traditionnel sous la sauvegarde d'une aristocratie privilégiée, avaient au fond, sur le problème national, la même façon de penser.

Mais encore une fois l'idéologie libérale devait entrer en conflit avec ces projets de restauration impériale par et pour la Prusse que favorisait la conscience même des chefs du libéralisme. Les progressistes refusaient avec opiniâtreté, dans les nouveaux projets militaires, le service de trois ans, fondement d'un système qui devait donner au roi une forte armée de 400.000 hommes, lui permettant de passer par-dessus les limites posées par le plus récent ordonnement de l'Allemagne. Le Parlement qui se réunit en décembre 1861 était nettement et verbeusement hostile aux intentions royales, non moins fermes que l'opposition de ses adversaires principaux.

Et cependant dès lors la perspective d'une nouvelle guerre nationale paraissait. Le souvenir de 1848 à l'égard des deux duchés réunis par un lien dynastique à la couronne du Danemark ne s'était pas évanoui. On continuait à penser en Allemagne aux « frères » non rédimés qui souffraient dans leur droit par la « tyrannie danoise ».

Le sentiment public était si fort que Guillaume I^{er} dut parler de cette question irritante, à l'ouverture de son second Parlement, en janvier 1862. La majorité des députés n'en tenait pas compte lorsqu'il s'agissait de défendre les conquêtes du nouvel esprit et d'en préparer d'autres pour l'avenir le plus prochain. Ils furent donc renvoyés à leurs foyers.

Le roi s'était séparé de son principal conseiller pendant la régence, le prince Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen, un libéral modéré, et de ses collaborateurs de même couleur. Une nouvelle manifestation libérale suivit après cette dissolution de la Chambre (mai). Le ministre de la Guerre, von Roon, avait conservé sa place, et il représentait la défense des projets militaires, combattus par l'opposition plutôt comme symbole de la réaction qui se préparait. Le nouveau chef du gouvernement prussien, un conservateur, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen,

ne demandait que le vote des sommes nécessaires pour la réorganisation de l'armée. On lui répondit exigeant qu'on présente un bill d'indemnité et qu'on réduise à deux ans le service militaire. Or, le roi déclara nettement s'en tenir à son droit. Après le vote négatif de la Chambre Otto de Bismarck, l'incorporation du féodalisme militariste, ne croyant qu'à l'Etat appuyé sur la force à l'intérieur, soutenu par les armes dans sa politique extérieure, fut nommé à la présidence du Conseil prussien. L'ancien ambassadeur à Francfort, à Vienne, puis à Pétersbourg accourut de Paris pour prendre la responsabilité d'un nouveau cours qu'il définissait lui-même ainsi : « Au lieu de faire une Constitution, je ferai un pays, et à savoir par le sang et le feu ¹ ».

Un âpre homme de fer venait d'obtenir, avec une confiance royale inébranlable, dans les bons et les mauvais moments, la conduite des affaires d'un pays discipliné, malgré les apparences d'une bien vive lutte politique, et plein d'un jeune élan de conquête. En dehors de toute cette brillante idéologie qui avait été le grand don fait par les pays germaniques à la civilisation du XIX^e siècle commençant, esprit étranger aux formules et insensible aux considérations sentimentales, méprisant toute critique et dédaignant tout conseil, c'était, avec son vieux sang de *Recke* baltique, le type même du monarque ministériel, capable, avec tous les gestes obséquieux du courtisan envers le maître formel, des initiatives personnelles les plus hardies. Comparé au froid Cavour, dont l'âme avait des ressorts cachés d'une profonde et délicate humanité et surtout au héros américain d'une guerre de droit et de justice, la conscience ouverte devant les responsabilités surnaturelles, Bismarck apparaît bien inférieur, avec ses moyens d'impression vulgaires, sa haute taille cambrée de baron batailleur, ses terrifiques yeux

¹ Déclaration du « comte Ferroll » qui le représente dans le roman *Endymion* de Disraëli-Beaconsfield. Tout jeune, lorsqu'il prétendait à n'importe quelle fonction diriger une fabrique de sucre, il écrivait : « Je veux faire la musique que je crois bonne, ou aucune »; Tim Klein, *Der Kanzler Otto von Bismarck*, Munich, 1917, p. 39.

ronds sous les sourcils en broussaille, sa lourde mâchoire d'implacable volonté, son élocution gauchement dure et ses brèves indications cinglantes. Etranger à l'esprit d'une nation de penseurs et de poètes, il réussit, après une lutte politique au cours de laquelle, plus d'une fois, il paraissait devoir succomber, à pétrir dans son sens à lui une nouvelle génération qui devait lui ressembler et lui servir beaucoup plus que celle qui avait vu ses débuts parlementaires contestés, malgré sa forte éloquence nourrie d'images nouvelles, ses succès diplomatiques assez communs, son attitude première encore gênée à l'égard des problèmes du jour. Son œuvre, patiemment poursuivie jusqu'à sa réalisation complète, qui substitua au napoléonisme français celui, d'imitation, de la Prusse, fut grande, mais la nation elle-même, élevée désormais pour un matérialisme de conquêtes et de gains, en sortit moralement diminuée, et elle le montra bien dans le domaine de l'esprit, où elle ne donnera désormais ni des théoriciens comme Kant et Hegel, ni des poètes comme Schiller et Goëthe, ni des interprètes de l'histoire comme Ranke, Raumer et Gregorovius. Sur des fondements éthiques discutables, le grandiose édifice lui-même, né de la violence première, appuyé sans cesse sur des violences nouvelles, n'aura pas la résistance de ces belles créations libres qui sortent lentement des nobles efforts de la patiente collaboration de toutes les classes dans une société humaine animée d'un même esprit.

Le nouveau ministre d'Etat avait déclaré jadis ne pas savoir ce que peut représenter en réalité le terme de « peuple ». « Il n'y a pas d'expressions dont on eût plus abusé dans les derniers temps que celle-ci. Chacun a cru qu'elle représente exactement ce qui pouvait lui servir à lui; en général une masse d'individus qu'il était arrivé à gagner pour ses buts ». Cette déclaration de 1848 correspondait encore à son jugement. Le fantôme du *Zeitgeist* ne lui en imposait pas. Le *Contrat social* le remplissait d'indignation, et il acceptait le parlementarisme anglais seulement avec le passé et les mœurs de l'Angleterre. Il se proclamait fier de ce nom de *Junker* que d'au-

tres rejetaient comme une injure. Entre les nouvelles idées et l'esprit traditionaliste, croyait-il, ce n'est pas la discussion parlementaire qui peut décider, mais le « Dieu des batailles », avec sa « massue de fer ».

En 1862, pendant que se poursuivait la grande guerre de liberté en Amérique et que l'empereur des Français revenait aux théories libérales de sa jeunesse, Bismarck restait ce qu'il se croyait obigé d'être par toute son ascendance : un membre de sa caste et un bon « vassal de la Couronne », un noble de race, un soldat de devoir et un nationaliste de simple opportunité¹. Cromwell avait cru beaucoup moins à son roi qu'il mena à l'échafaud, mais infiniment plus à son Dieu dont il se sentait le prophète armé.

Travailler avec le Parlement était une impossibilité pour un roi et un ministre n'entendant rien céder sur le point capital de leur programme qui était la réorganisation de l'armée. Satisfaire l'opinion publique, qui était entière du côté des libéraux, en était une autre. La Chambre Haute avait voté le budget de l'armée que les députés s'obstinaient à refuser, elle qui n'avait que le droit de décider sur un budget présenté par l'autre Chambre. Le roi accepta cependant ce vote comme légal, le conflit entre les deux Chambres, qui n'était pas prévu par la Constitution, paraissant lui laisser le droit de choisir. Dès le début de la nouvelle session de 1863, la majorité libérale des députés protesta devant le souverain, qui répondit un dénonçant les tentatives « criminelles » qui tendent à créer la discorde entre lui et « sa nation », et elle rendit responsables les ministres, violateurs de la légalité constitutionnelle. D'un côté et de l'autre, on s'accablait d'incriminations; une atmosphère impossible rendait nul tout essai d'activité parlementaire. La prorogation qui intervint, en mai, et qui fut suivie par des

¹ Glorifiant la Prusse, il s'était moqué de la « patrie allemande », inconnue au guerrier prussien, et de « l'enthousiasme tricolore ». Il désirait cependant « voir l'aigle prussienne étendre ses ailes de protection et contrôle de Memel au Donnersberg ».

mesures contre la presse inauguraient la restauration de l'absolutisme; le gouvernail était entre les mains d'un rude pilote qui ne craignait aucune des conséquences, supposées graves, de son action.

Quatre ans il gouverna sans demander aux Chambres son budget.

Lorsque Napoléon III avait appris à Bayonne les intentions de ce terrible homme, il avait douté du sérieux de son caractère politique. Le dompteur du socialisme révolutionnaire s'attendait à une violente explosion du sentiment, tant de fois brusqué, de la nation. Certaines personnes parlaient de Charles I^{er} d'Angleterre et de son mauvais conseiller Strafford, de Polignac et même de Catilina ¹. Or toute l'agitation se bornait à quelques milliers de politiciens et à un groupe d'intellectuels influencés par l'esprit occidental. La noblesse restait solidaire dans la défense de ses intérêts essentiels, la masse de la bourgeoisie était habituée à obéir, les paysans n'avaient pas d'ambitions, et, quant aux ouvriers, Bismarck sut flatter, dès le début de son expérience ministérielle, leurs illusions socialistes, encore plutôt vagues.

Ce qui aida beaucoup le tout-puissant ministre ce furent cependant ces complications internationales auxquelles, même si elle ne l'avait pas voulu, la Prusse devait être mêlée, parce que, si pour d'autres elles pouvaient amener un accroissement ou une diminution d'influence et de prestige, pour cette monarchie, au caractère dynastique, voulue et créée par les Hohenzollern, elles devaient amener le plus brillant triomphe ou la déchéance définitive.

En première ligne, les affaires danoises. En 1857 il avait été question d'une exécution fédérale contre un Etat considéré comme utile à la Prusse, dans sa forme de « monarchie intégrale ». Le roi du Danemark évita le danger en cédant aux objurgations des amis de Berlin; le caractère particulier du Holstein fut donc conservé. Mais le problème se présenta de nouveau un

¹ Charles Lowe, *Prince Bismarck*, I, Londres, 1887, p. 299.

peu avant la mort, en novembre, 1863, sans héritiers, de Frédéric VII. Un prince de Slesvig-Holstein, Christian de Glücksburg, devait lui succéder, mais c'était par ses duchés héréditaires qu'il arrivait à la couronne royale, ce qui paraissait devoir changer la situation très délicate dans laquelle se trouvaient devant la monarchie danoise ces formations autonomes, dont l'une, le Holstein, reliée au Reich, d'après la convention de 1851-1852. Du reste, Frédéric lui-même avait modifié, en mars de la dernière année de son règne, cette situation, séparant les deux duchés, et le Parlement de Copenhague s'en valut pour incorporer le Slesvig au Danemark. Le nouveau roi s'empressa de promulguer cette loi, en dépit d'une nouvelle déclaration germanique, d'imminente « exécution fédérale ». Le duc d'Augustenburg, poussé par les sentiments de l'Allemagne indignée, se proclama aussitôt, malgré la renonciation formelle de son père, souverain des deux duchés, et la Chambre prussienne voulait le reconnaître, exhortant tous les Etats germaniques à suivre son exemple.

La diète décréta l'exécution déjà annoncée, et, en décembre, l'Autriche et la Prusse, réunies, malgré leur longue discorde pour l'hégémonie, et peut-être précisément à cause de cette rivalité, installaient à Kiel le nouveau duc de Holstein par le moyen de troupes saxonnes et hannovriennes. La question du Slesvig restait encore à régler. La diète refusant de s'en occuper, les troupes des deux grandes monarchies envahirent sans autres ambages la province disputée (février 1864). Le maréchal autrichien von Gablenz avait auprès de lui, non seulement le maréchal prussien Wrangel, mais aussi le prince Frédéric-Charles, auquel fut confié bientôt le commandement suprême.

Ce furent les Prussiens seuls qui saignèrent devant les fossés de Düppel (avril). L'espoir des Danois de se voir appuyés par la conférence de Londres ou soutenus par l'Angleterre, la Russie, la France, la Suède aussi, pour garantir contre l'Allemagne envahissante la liberté de la Baltique, resta vain. Après l'installation des troupes

ennemies dans l'île d'Alsen (juin), le nouveau roi dut s'humilier et confier aux souverains vainqueurs les deux duchés et aussi le Lauenbourg, solution qui fut confirmée par le traité de Vienne (octobre).

Bismarck avait donc réussi à faire marcher l'Autriche traditionnaliste contre les « révolutionnaires », les menaçants « démocrates » de Copenhague. En ce faisant, il avait interrompu pour un seul moment, lui permettant une réalisation immédiate, une politique conséquente d'irréductible inimitié à l'égard de la rivale en Allemagne, — et quelle rivale insolente, offensant la Prusse par chacun de ses gestes! — qui était la Monarchie autrichienne.

Convaincu, surtout pendant son séjour à Francfort, que le cabinet de Vienne, sous la direction d'un Schwarzenberg, tend, pour effacer la honte subie en Italie, à se refaire dans l'Europe centrale, réduisant les rois germaniques à un rôle de « vassaux », d'« électeurs » comme jadis, il avait vu avec déplaisir l'entrevue de juillet 1860 entre Frédéric-Guillaume et le jeune empereur François-Joseph, suivie en octobre par la rencontre, à Varsovie, entre les deux souverains allemands et le Tzar. Bientôt après, il contrecarra de toutes ses forces les projets de réforme de l'Empire élaborés à Vienne : la commission de délégués, le congrès des princes, qui avaient pour but de majorer cette Prusse à laquelle il déclarait appartenir par toutes les racines de son être. En 1863, il observa avec méfiance la visite que le roi de Saxe fit à son voisin de Prusse, et arriva à en annuler l'effet. Il disait ouvertement que « les relations entre les deux Puissances ne peuvent pas continuer sur le pied actuel » et présentait au ministre autrichien qu'il trouvait devant lui « l'alternative de se retirer de l'Allemagne et de transporter le centre de gravité à Bude ou de voir la Prusse dans les rangs des ennemis de l'Autriche, à l'occasion de la première guerre européenne ¹ ». Il oubliait qu'autrefois

¹ Voy. Hahn, *Fürst Bismarck*, I, Berlin, 1878; *Originalbriefe Bismarcks an seine Gemahlin, seine Schwester und Andere, 1844-1870*, 5^e éd., Bielefeld, 1891.

cette Autriche lui avait apparu comme « la représentante et l'héritière d'une grande Puissance qui souvent et avec gloire avait porté l'épée de la nation ». Il s'était aperçu que « pendant chaque siècle à partir de Charles-Quint le dualisme allemand a décidé ses disputes par une guerre intérieure ». Bien avant son installation au pouvoir il avait exprimé sans réserves l'opinion que « plus tard il faudra combattre contre l'Autriche pour l'existence même de la Prusse et qu'il n'est pas en son pouvoir de l'arrêter »¹.

C'est dans ce but suprême de sa politique qu'il avait courtoisé la Russie, où il avait laissé les meilleures impressions², qu'il avait collaboré avec ses ministres contre la révolution polonaise, favorisée au secret par la France napoléonienne³ et qu'il avait cherché et abouti à regagner les sympathies de Napoléon, et, avec autant de sincérité qu'il pouvait mettre dans toutes ses expressions, il affirmait, en 1859, que la « Prusse ne doit jamais attaquer la France » sauf si elle est elle-même attaquée. Un traité de commerce avait été conclu avec le pays voisin, et la Prusse l'imposa aux autres membres de l'Union douanière allemande⁴.

Si certaines intentions de l'empereur des Français vers le Rhin allemand — on lui aurait accordé plutôt une extension du côté du Luxembourg ou de la Belgique — l'inquiétaient, Bismarck s'était rassuré en voyant que l'entrevue entre son roi et le César français avait eu lieu, avec toute une Cour de princes allemands autour de Frédéric-Guillaume⁵. Au cours d'une audience décisive il avait recueilli l'impression que l'action prussienne contre l'Autriche ne trouvera pas d'obstacle dans la politique française, à laquelle on ouvrait des perspectives

¹ Lowe, ouvr. cité, I, p. 212.

² Eckhardt, *Aus der Petersburger Gesellschaft*.

³ Charles-Roux, ouvr. cité, p. 318 et suiv.

⁴ Lowe, ouvr. cité, I, p. 236. En 1857 la Prusse croyait pouvoir obtenir de Napoléon le passage de ses troupes par l'Alsace-Lorraine pour dompter ces rebelles de Neuchâtel qu'elle dut en fin de compte abandonner (Lowe, ouvr. cité, I, p. 220).

⁵ Voir, pour l'entrevue de Stuttgart, plus haut, p. 276.

de compensations, Napoléon conservant son ancienne opinion que la Prusse représente l'avenir, l'Autriche le passé¹. La démonstration des flottes françaises et anglaises à Cherbourg en faveur du Danemark n'e porta aucun dommage à ces bonnes relations, qui laissaient à la Prusse toute liberté de mouvement.

La guerre contre l'Autriche paraissait devoir éclater dès le mois d'août 1865 sur la question du sort des deux duchés que Vienne voulait laisser au duc d'Augustenbourg, dont Bismarck, qui l'avait d'abord accepté comme duc, mais avec la cession de Kiel, d'une bande de territoire et à condition d'introduire le droit prussien et de s'asservir les troupes des duchés, demandait l'expulsion des pays autrichiens. Ayant chassé Hannovriens et Saxons du Holstein, qui après les événements de 1864 n'était plus à la disposition de la diète germanique, le ministre prussien entendait retenir le Slesvig avec ce port de Kiel qui devait servir de base à la flotte prussienne de la Baltique. L'Autriche céda cependant, se rendant compte qu'un nouveau conflit militaire ne pouvait pas être à son avantage. Elle consentit à la convention de Gastein, confirmée bientôt, par l'entrevue, à Ischl, des deux souverains. Guillaume I^{er} gardait provisoirement, comme sa part du butin, le Slesvig et s'annexait le Lauenbourg, laissant aux Autrichiens, dans les mêmes conditions, le Holstein.

Déjà l'Italie, flattée par un traité de commerce, avait été pressentie pour l'éventualité d'une action commune contre l'Autriche, qui ne l'avait pas reconnue; la possession de Venise, qui était aussi dans le programme d'avenir de Napoléon III², aurait récompensé les efforts de ce nouvel allié, nouvellement établi à Florence, qui tout en rêvant de Rome, occupée par les Français, avait

¹ Lowe, ouvr. cité, I, p. 234.

² Avant la guerre il crut, sur la base d'un traité secret avec l'Autriche (juin), qui voulait un morceau de Silésie prussienne, pouvoir même l'offrir à Victor-Emmanuel sans aucun sacrifice de sang, mais l'Italie ne crut pas pouvoir descendre à cet acte de mauvaise foi à l'égard de son allié prussien, lequel était, de son côté, capable de tout ce qui aurait pu lui servir.

arrêté par les armes, à Aspromonte, en 1862, l'avance de Garibaldi, au cri de *O Roma o morte!*, sur la cité des Papes¹. Après quelques tergiversations, un traité formel fut conclu en avril 1866 : dans trois mois les hostilités contre la Monarchie des Habsbourg devaient s'ouvrir des deux côtés.

Le prétexte pouvait être offert par la situation impossible que le partage avait créée dans les duchés de l'Elbe, le gouverneur prussien persécutant cette cause du duc d'Augustenbourg qui tenait cour à Kiel et que le gouvernement autrichien soutenait de tous ses moyens. Le conflit diplomatique ayant éclaté sur cette question, le Ministère de Vienne déclara vouloir s'adresser à la diète (mars). Bismarck, qui avait enfin gagné son roi pour une marche plus décidée, répondit en indiquant vaguement un projet de réforme complète en Allemagne pour empêcher l'hégémonie autrichienne. Un Parlement germanique, sorti du suffrage universel, aurait dû s'en occuper. La Bavière offrit de se rallier au projet à la condition que les hostilités en seront empêchées.

En ce moment même, une grande décision, qui ne dépendait pas des caprices de cette diplomatie, plus insolente que jamais à l'égard des droits nationaux dont on avait paru faire tant de cas, s'était produite sur cette rive roumaine du Danube, dont on aurait voulu faire, le cœur léger, une province autrichienne ou un refuge de principicules allemands déchus². Dès le mois de février le prince Couza avait été détrôné. Battu en brèche continuellement par l'opposition réunie des boïars et des libéraux « rouges », sans tenir compte des

¹ Les propositions faites à Paris par Victor-Emmanuel sur la question romaine, aussi dans Zeiller, ouvr. cité, p. 457 et suiv. — Garibaldi avait essayé aussi d'une révolution en Hongrie: *ibid.*, pp. 468, 471, et les *Dix ans d'exil* de Marc'Antonio (Cannini).

² La Marmora, *Un pò più di luce*; Charles-Roux, ouvr. cité, p. 376 et suiv.; les déclarations reproduites dans la revue parisienne *Le monde slave*, année 1926, chronique. Cf. notre *Histoire de la guerre de 1877* (en roumain).

grandes réformes qu'il avait courageusement et avec tant de risque personnel accomplies : réunion administrative, en 1862, des deux pays, devenus, quoi qu'en eussent dit les chancelleries, une seule Roumanie indivisible ; expropriation des moines grecs qui détenaient un tiers des terres en vertu de donations contestables ; création, sur la base des parcelles exploitées par les paysans, d'une vraie propriété terrienne au profit de ces derniers, il avait été abandonné par la diplomatie napoléonienne, son principal soutien aux débuts de ce court et grand règne. La couronne roumaine encore vassale avait été refusée par ce comte de Flandre, frère du roi des Belges, qui l'avait brigüée dix ans auparavant. Napoléon III, dominé par ses projets allemands, qui le faisaient courtoiser le Prusse, choisit, en protecteur des Principautés Unies, le fils de l'ancien ministre libéral de la Prusse, Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, descendant par les femmes des Beauharnais et des Murat. Le jeune prince, qui avait désiré s'unir à une des compagnes de l'impératrice Eugénie, Anne Murat, passa par-dessus les réserves de Bismarck et les incertitudes du roi de Prusse, et cet officier prussien qui avait perdu un frère à Düppel, affronta hardiment les risques de la mission débarquant, en mai 1866, à Severin.

De son côté, la France, qui avait averti l'Autriche du danger qui la menaçait, avait repris l'idée, rejetée en 1863 par la Russie, d'un congrès européen qui devait refaire le continent sur une autre base que celle de ces traités de 1815 dont l'annulation avait été dès le début une des idées maîtresses de la politique impériale. Laisant de côté la question de la Pologne, où avait été rétabli le régime russe, ce congrès aurait dû régler définitivement la question des duchés, celle des frontières italiennes à l'Est et aussi le problème de l'organisation intérieure de l'Allemagne. On parlait de l'extension de la France en Belgique, en Suisse, de l'échange de la Vénétie contre la Silésie, d'une nouvelle situation à créer pour les provinces danubiennes. La diplomatie,

mise en branle par le ministre des ambitions prussiennes, s'affolait dans le dédale inextricable de ses intrigues auxquelles restait étrangère la vie des nations elles-mêmes dont on entendait disposer avec tant de désinvolture comme si les jours du Congrès de Vienne fussent revenus.

L'Autriche se montrait inquiète, et elle refusa de donner un acquiescement complet à la proposition française du congrès. Elle continua à s'adresser à la diète pour la question des duchés, et aussitôt les Prussiens eurent ordre d'envahir le Holstein. Comme la diète soutenait l'empereur, la Prusse déclara que la confédération germanique s'était suicidée par cette attitude. Une déclaration publique de Napoléon III, qui laissait entrevoir ses espoirs secrets de compensations, encouragea Bismarck dans sa décision, qui était aussi celle de son souverain; il déclara plus tard qu'il s'agissait d'un accroissement territorial sur le Rhin, sans Mayence et Coblenz, mais avec Darmstadt, représentant en tout « 213.000 âmes ».

En juin, la Prusse attaqua aussi les Etats qui entendaient par leur mobilisation soutenir l'Autriche, à savoir, avec le Hesse-Cassel, dont le souverain follement réactionnaire avait été brusqué quelque temps auparavant par la Prusse, la Saxe, ancienne alliée de François-Joseph, et le fief anglais de Hanovre. La Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade se réunirent à cette opposition armée contre les convoitises prussiennes.

Ce n'était pas la guerre nationale qu'auraient voulue les libéraux et avec eux le sentiment général en Prusse, pour amener l'unité, longtemps et ardemment désirée de l'Allemagne. Il n'y eut ni enthousiasme, ni élan. Rien de l'admirable état d'esprit qui, contre Napoléon, avait amené sous les drapeaux des grandes monarchies allemandes réunies la fleur de la jeunesse de toutes les provinces. La guerre contre le ministre autocrate n'avait pas discontinué dans la Chambre prussienne, qui de nouveau avait dû être prorogée. Avec ces professeurs dont se moquait Bismarck et qui étaient la gloire intel-

lectuelle de la nation, un Sybel, un Gneist, un Virchow, toute l'opinion éclairée, en approuvant le but, dédaignait les moyens, qui étaient ceux de la tromperie et de l'intrigue pour en arriver au fonctionnement seul du mieux agencé parmi les instruments militaires.

Mais l'armée de von Roon, conduite par Moltke, brisa la résistance des alliés de l'Autriche. Malgré un premier succès à Langensalza, les Hannovriens capitulèrent.

L'action militaire se poursuivit, foudroyante. Les petits Etats furent facilement mis hors de combat. Les Saxons se plièrent sur les Autrichiens, qui comptaient, plus ou moins, pouvoir se défendre en Bohême. Les temps de Frédéric II paraissaient être revenus, avec la folle hardiesse des envahisseurs et la lente défense gênée des autres. Le nouvel armement prussien rendait, tout aussi bien que la parfaite organisation récente et les hautes qualités du commandement suprême, renouvelant la tactique napoléonienne, la victoire certaine. Trois armées, ayant pour la forme comme commandants le roi Guillaume et son fils, franchirent la frontière, et à Königgrätz ou à Sadowā, le point de concentration de l'armée impériale, Benedek fut écrasé ¹, « totalement culbuté par une dernière attaque de cavalerie », malgré la résistance admirable, pendant huit heures, des soldats, surtout des Tyroliens et des Roumains de Transylvanie (3 juillet). Le prince héritier de Prusse était arrivé à temps pour amener la décisive.

Mais cette guerre, poussée si énergiquement, n'était que le corollaire d'une habile action diplomatique. Sous sa cuirasse de héros germanique à l'époque des invasions, l'ancien lieutenant de la réserve qui participait à toute la bataille, à cheval pendant treize heures, restait le vrai chef de l'entreprise qui lui avait si bien réussi, et si vite. L'unique rencontre, l'unique bataille, qu'il avait prédite, lui suffisait. Il ne voulait pas le triomphe brillant des généraux, entrant, sur les traces du premier Napoléon, par les portes de Vienne. Tout romantisme était

¹ « J'ai tout perdu, dit-il, sauf, hélas, la vie! »

étranger à cette nature de force et d'ironie, insensible aux dehors des grands drames de l'Histoire qu'il était en train de provoquer. De ce côté, il ne poursuivait pas d'annexions, et celles de la veille elles-mêmes étaient venues par la logique seule des choses. Son but était uniquement celui d'imposer à l'Allemagne la suprématie prussienne, car il ne sortit jamais de sa conception étroite de Prussien; il ne devint jamais Allemand dans le sens des penseurs et des poètes, dans celui des « professeurs » méprisés. Il avait voulu renvoyer les Autrichiens à Bude, et il poursuivait ce plan, ce plan seul. Comme on se montrait disposé dans le camp des vaincus à abandonner la primauté en Allemagne, à sacrifier le beau rêve de 1853 : les Habsbourg à la tête de toutes les Allemagnes, il n'avait plus rien à dire. On pouvait bien attendre de nouvelles victoires à Berlin, où une nouvelle opinion s'était formée aussitôt, poussant, par les bruyantes manifestations de la rue affolée d'enthousiasme guerrier, à la continuation de la grande aventure heureuse. Le problème était résolu; un lourd travail politique restait à fournir. Pour le mener à bonne fin, Bismarck avait besoin de l'acquiescement même de l'Autriche, vaincue, mais pas poussée à bout, et surtout pas humiliée. Elle devait rester solide aussi pour les éventualités du lendemain : expulsée seulement de son champ d'intrigues, elle serait capable de soutenir la continuation de cette politique qu'il avait victorieusement affrontée. Des conseils lui seront bientôt donnés de demeurer germanique autant qu'il le fallait pour que l'alliance, nécessaire, signifie quelque chose au point de vue de cette idéologie même qu'on pouvait bien employer à son heure et dans certaines limites.

Prague fut occupée, et la marche sur Presbourg se poursuivit; mais seulement pour intimider les vaincus. Les nouvelles d'Italie étaient mauvaises; il fallait finir le plus tôt possible, mais sans abuser inutilement d'une victoire qui ne devait pas paraître controversée. De toutes ses forces, Bismarck lutta contre l'idée de pénétrer en Hongrie pour servir aussi les projets de révolution des

émigrés magyars dont le représentant était venu le chercher ¹. Et, de plus, il fallait empêcher toute intervention de Napoléon, qui, ayant la certitude de pouvoir donner à l'Italie Venise, ne devait pas pouvoir jouer de cet autre côté le rôle du médiateur, du pacificateur, de l'arbitre suprême, ni demander ensuite la récompense de ses services par la création de son troisième Etat allemand entre la Prusse, maîtresse d'une Confédération du Nord en train de se former, et l'Autriche, conservant toute son influence sur ces Souabes, ces catholiques, ces « ultramontains » de Bismarck, qui déclarait dédaigneusement ne pas vouloir les annexer, au moins pour le moment.

Dès le 24 juin, l'offensive italienne conduite par La Marmora, avait échoué. Il avait trouvé devant lui, de l'autre côté de l'Oglio, une bonne armée autrichienne que tenait ensemble le dévouement à la dynastie, car un Habsbourg de talent, l'archiduc Albert, était son chef réel. A Custozza l'armée de Victor-Emmanuel fut vaincue sans que son avance eût été empêchée, et Garibaldi se dirigeait sur Trente. Presque un mois plus tard, la flotte de l'amiral Persano eut le même sort devant l'île de Lissa, près de la côte de Dalmatie. Des forces autrichiennes restaient disponibles de ce côté-là. Mais Venise était gagnée par la France à l'Italie ou, pour rendre le texte même incorporé au traité austro-prussien, « en ce qui concerne le gouvernement de l'Empereur, Venise était acquise à l'Italie, pour lui être remise à la paix ».

La paix du 1^{er} octobre entre l'Autriche et l'Italie, à laquelle on rendait la couronne lombarde, était de nature à satisfaire l'amour-propre italien à juste titre froissé. Bientôt les Français, dont le drapeau avait couvert le château Saint-Ange, allaient évacuer Rome.

Napoléon III, qui présentait ses offres de médiation aussi entre l'Autriche et la Prusse, reçut la réponse, du reste très courtoise, que les préliminaires de la paix

¹ Voy. Lowe, ouvr. cité, I, p. 396 note; p. 400 note. Au contraire, Eduard von Wertheimer, *Graf Julius Andrassy und seine Zeit*, I Stuttgart 1910, p. 215, considère Bismarck comme le fauteur de ces intrigues.

doivent être fixés avant de pouvoir accepter l'intervention amicale d'un tiers. Les prétentions du vainqueur contenaient l'annexion de Hanovre, du Nassau et de la Hesse-Cassel, de tout le territoire guelphe, de la ville libre de Francfort, durement traitée par le ministère prussien ¹. Le reste du Nord allemand, avec la Saxe aussi, devait former la Confédération présidée par la Prusse; les Etats du Sud pouvaient s'organiser à leur façon, et même entrer en rapports de collaboration avec ce qui formait en fait un nouveau et formidable Etat. L'empereur des Français avait escompté déjà l'établissement de son influence exclusive, substituée à celle de l'Autriche vaincue et déchue, sur cette Allemagne catholique, où il avait des parents, des amis, des admirateurs et des clients. Il était arrivé à faire introduire une clause qui permettait aux habitants du Slesvig du Nord de se détacher de la Prusse. Le 26 juillet, deux jours après Lissa, les préliminaires désirés par Bismarck étaient signés à Nikolsburg ².

La paix suivit bientôt, le 23 août. Et, quant à ces Etats du Sud, qui continuèrent des opérations militaires totalement inutiles, la crainte de se voir dépecés par Napoléon, qui tendait à s'annexer le Palatinat avec la vallée de la Sarre et une partie du territoire hessois, fut plus forte que leur ancienne envie à l'égard de cette Prusse grandie par une victoire aussi inattendue que complète. La diplomatie française eut, une année plus tard, la mortification d'apprendre que la Bavière et ses voisins avaient, dès ce moment, conclu avec Guillaume un traité qui en faisait ses alliés, aussi dans le cas d'une offensive de l'ennemi de la veille ³.

Du reste, dans la Russie elle-même Bismarck était arrivé à trouver un appui pour la situation due à son incomparable habileté. La grande Puissance de l'Est,

¹ La France s'était unie à l'Autriche pour défendre l'indépendance de la Saxe menacée. Celle-ci dut sacrifier cependant une partie de son territoire et payer une sorte d'indemnité.

² Benedetti, *Ma Mission en Prusse*, Paris, 1871.

³ Benedetti, ouvr. cité; *Papiers saisis aux Tuileries*.

qui « se recueillait » n'avait nullement oublié l'attitude de l'Autriche, et spécialement celle de l'empereur François-Joseph pendant la guerre de Crimée, et, malgré les craintes entretenues par la diplomatie napoléonienne, après l'entrevue du Tzar avec l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse en 1860, qu'une entente des Puissances du Nord pourrait refaire la Sainte-Alliance ¹, le désir de revanche était resté bien vivant à la Cour de Pétersbourg. Les rapports d'étroite amitié avec la France impériale avaient été détruits, non seulement par l'attitude, si explicable et si noblement généreuse, de l'opinion française à l'égard de la Pologne en révolte, mais aussi par les manifestations publiques du prince Napoléon, cousin de l'Empereur, au Corps Législatif, par les préparatifs, facilement ébruités, d'une éventuelle guerre contre l'empire oppresseur, et surtout par la déclaration formelle de la diplomatie napoléonienne que les prétendus rebelles mènent de fait une action pour la défense légitime d'un « droit » garanti par les traités ².

Tous les retours en arrière, toutes les explications et les cajoleries n'étaient pas arrivés à faire disparaître l'impression pénible produite dans tous les cercles officiels par cette attitude qui s'était du reste imposée à la France par toute son idéologie permanente et par ses plus beaux souvenirs, on pouvait même dire par sa situation particulière dans le monde, sans parler de ce principe de base du régime impérial : le respect des nationalités que Napoléon III et ses collaborateurs, tout en poursuivant « les frontières de 1814 », n'avaient jamais renié. Si la Russie avait parlé à son tour de la nécessité d'un congrès européen pour régler les questions encore en discussion, elle eut le bon sens de ne pas insister, se bornant à se plaindre de ce que le Tzar avait été traité à cette occasion, lui, l'ami inébranlable, « en comparse et enregistreur de faits accomplis ³ ». La mission du général de Manteufel avait dissipé le mécontentement passager

¹ Charles-Roux, ouvr. cité.

² *Ibid.*, p. 333 et suiv.

³ *Ibid.*, p. 389 et suiv.

à l'égard de la Prusse par des promesses concernant le rétablissement de l'influence russe sur la Mer Noire ¹.

Car, déjà l'Orient était de nouveau en mouvement. Le trône d'Othon s'était écroulé en Grèce, dès 1862, sans que cet événement local eût eu des suites politiques trop importantes, bien que l'impopularité du roi bavarois eût été due avant tout à son incapacité de réunir au petit royaume, tourmenté par de grandes ambitions, si naturelles et si dangereuses, l'Épire et la Thessalie d'un côté, la Crète « frémissante », de l'autre ².

Pour la succession du roi si facilement détrôné, parce que, complètement désabusé, il s'était dès le premier moment abandonné lui-même, de nombreuses candidatures surgirent, et bientôt la concurrence, partant des plus grands intérêts européens, se restreignait entre le duc Alfred d'Edimbourg, fils cadet de la reine Victoria, qui fut en effet élu avec un grand enthousiasme, escomptant la création de la grande Grèce, et le candidat russe, sans compter les préférences, par trop marquées, de la France pour un troisième ³. Guillaume, fils du prince héritier danois, qui sortit victorieux de cette rivalité prolongée au prix de l'anarchie à Athènes, représentait de fait un triomphe de la diplomatie anglaise, qui avait fini par retirer, au nom de la reine Victoria, la candidature du duc Alfred. Le « basileus » Georges — car il lui avait fallu changer de nom —, jeune homme paraissant assez impropre à la tâche difficile qui l'attendait, devait conclure un mariage russe, avec Olga, fille du grand-duc Constantin, et plus d'une fois ce sera le ministre de Russie en Grèce qui le dirigera de ses conseils d'une sincérité douteuse. Et il débutait en bénéficiaire d'un grand acte de générosité de la part de l'Angleterre, qui lui faisait le magnifique cadeau des îles Ioniennes, de fait intenable pour la domination britannique (juillet 1863).

¹ *Ibid.*, p. 391 et suiv.

² Voyez notre *Histoire des Etats balcaniques*, p. 344 et suiv.

³ Driault et Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce*, IV. Cf. *Revue Historique du Sud-Est européen*, janvier-mars 1926.

Mais dès 1862 la Crète était en feu, et quatre ans plus tard, pendant cette même année où la Russie cherchait à tout prix une compensation en Orient, une Assemblée crétoise proclamait à Spakia l'union avec la Grèce.

Une guerre acharnée commença entre les insurgés, nombreux et décidés à tout, et les forces ottomanes commandées par le meilleur général dont disposait alors le Sultan, Omer-Pacha. Les Turcs étaient retenus en même temps par les difficultés qu'avait suscitées sur le Danube l'installation comme prince constitutionnel de ce jeune membre de la dynastie prussienne dont on pouvait soupçonner les ambitions d'indépendance et d'agrandissement. Leur camp s'était formé à Roustchouk, menaçant les Roumains s'ils s'avisaient de donner un sens plus prononcé à leur autonomie de tributaires; dominés par l'optimisme si peu fondé qu'avait suscité le nouveau régime occidental, à la française, du tanzimat, et espérant pouvoir créer un État unitaire comme celui de l'Empire français, qui leur servit de modèle, les chefs de cette Turquie, refaite en apparence plutôt qu'en réalité, espéraient réussir à faire descendre les provinces danubiennes à la situation d'un pachalik chrétien privilégié, et, en même temps, par l'intervention personnelle du chef des réformistes, Aali-Pacha, de ramener la Crète, satisfaite par des concessions peut-être seulement provisoires, à l'obédience envers le Sultan. On oubliait qu'il y avait encore une Serbie tout aussi désireuse de liberté et toute prête à se ranger du côté des Roumains menacés, et qu'à Belgrade, qui négociait de nouveau avec Athènes, le représentant de la Bulgarie révolutionnaire, Rakowski, reconnaissait, au nom du libéralisme national qui avait vaincu par Garibaldi en Italie toutes les appréhensions et toutes les réserves, la création d'un Etat yougoslave allant de l'Adriatique à la Mer Noire. On ne tenait pas compte des agitations du Monténégro, gagné à l'idée de la Grande-Serbie de Michel.

La Russie, défiante envers les projets anglais dans la Méditerranée, sollicitait, dès l'été de cette année de grandes transformations européennes, la France pour

une intervention en faveur de la Crète. Elle savait bien que Napoléon III, qui avait joué le rôle principal dans la pacification de la Syrie, où survivait une forte influence française de longue date, jetait des regards vers cette île de Chypre, explorée par les savants français, qui montrait encore dans ses monuments les traces ineffaçables de la domination, au moyen-âge, des Lusignan. A Paris on se montrait assez réservé, et le nouveau ministre des Affaires Étrangères qui succéda à Drouin de Lhuys, rendu impossible par la faillite lamentable du projet de compensations, le marquis de Moustier, venait de Constantinople, où il avait eu plus d'une fois la mission expresse de contrecarrer l'action russe ¹.

Avant la fin de l'année, le vice-chancelier Gortchakov avait des raisons de croire que, à côté de la révoite crétoise, difficile à étouffer, « l'incendie pouvait éclater d'un jour à l'autre dans les provinces du continent ² ». Il proposait la création d'une principauté en Crète sur le modèle de celles du Danube ³. Il allait jusqu'à demander qu'une entente franco-russe impose à la Turquie un principe de « non-intervention » pour « l'empêcher d'entraver à l'avenir le libre développement des nationalités roumaine, serbe, bulgare ou hellène ⁴ ». Plus tard, la diplomatie russe donna l'assurance que, si la Turquie venait d'elle-même à se dissoudre, bien que ses héritiers balkaniques ne fussent pas encore « mûrs », la Russie ne voudrait rien du territoire turc ⁵. De son côté Napoléon, sondé par un envoyé spécial du Tzar, allait plus loin, jusqu'à une solution radicale, capable de satisfaire les Serbes, désireux de voir sortir les Turcs de Belgrade, et les Grecs, enfiévrés de la « Grande Idée ». Débarrassé de ces ennuis, l'empire ottoman recevrait toutes les garanties nécessaires pour sa « sécurité », et sa « vitalité », à condition que les réformes nécessaires

¹ Alexandre II se défendait cependant de toute convoitise en Orient (Charles-Roux, ouvr. cité, p. 401).

² *Ibid.*, p. 402.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 403.

⁵ *Ibid.*, p. 405.

soient introduites par le nouveau Sultan, capable de donner des illusions à ce commencement de son règne, Abdoul-Aziz ¹. Ces réformes, allant jusqu'à la création de l'Université ottomane inter-religieuse, étaient même posées par écrit, quelques mois plus tard, par M. de Moustier ². Gortchakov aurait préféré qu'on eût parlé des chrétiens seuls, et parmi ces chrétiens, en première ligne, les Slaves ³.

Aali-Pacha devait revenir les mains vides de sa mission en Crète, et la Porte céda sur la question des garnisons serbes. Pour le problème de l'Orient ottoman, on s'arrêta là. La Grèce sera durement tancée par les Puissances pour avoir osé croire aux promesses qu'on lui avait pendant si longtemps prodiguées. On vit bien qu'au fond de tous ces tâtonnements diplomatiques il y avait du côté de la France l'unique désir de se voir soutenue par la Russie, redevenue puissante, dans la question des compensations, qui s'étaient précisées, dès 1866, dans le projet, négocié avec le roi de Hollande lui-même, de s'annexer le grand duché de Luxembourg.

De son côté, l'Autriche était arrivée à régler, après sa défaite qu'elle supportait avec calme et dignité, ses affaires extérieures, donnant satisfaction aux aspirations, devenues de plus en plus dangereuses, des Magyars.

Le parti qui avait détrôné en 1848 François-Joseph et réuni la Transylvanie à la République hongroise, celui qui n'avait été vaincu que par l'invasion russe, n'avait guère abandonné la lutte. La résistance tenace de cette nation irréductible amena la chute du cabinet Schmerling, impuissant à résoudre aussi la question des finances, et l'abandon du système résumé dans le Reichsrath. En 1865 déjà, l'Empereur avait cherché, au cours d'un voyage à Pesth, à se réconcilier avec

¹ *Ibid.*, pp. 406-407. Il était question aussi de faire céder à la Grèce l'Épire et la Thessalie (cf. Driault et Lhéritier, *ouvr. cité*). Sur l'idée d'associer l'Autriche, Charles-Roux, *ouvr. cité*, pp. 411-412.

² *Ibid.*, p. 415.

³ *Ibid.*, pp. 416-417.

L'aristocratie magyare, qui accueillit avec sympathie le souverain déchu de jadis, l'auteur des répressions sanglantes. Belcredi remplaça bientôt après le ministre sacrifié aux rancunes inoubliables; l'élément magyar fut de nouveau favorisé en Transylvanie, dont l'indépendance constitutionnelle fut aussitôt remise en question. « Les nations des régions orientales de l'Empire » se confondaient maintenant dans la nation ethnique des Magyars. La couronne de Saint Etienne redevenait une unité légale et devait bientôt se transformer en réalité politique, conformément aux vœux des patriotes de 1848. La Constitution de février fut donc suspendue par décret pour permettre de nouveaux arrangements. Les Allemands s'aperçurent du but poursuivi par cette mesure, et ils protestèrent contre la tendance de porter atteinte à leur hégémonie. Le discours du trône à l'ouverture de la diète de Hongrie, à la fin de cette même année, rétablissait la continuité avec l'état de choses d'avant la révolution. On discutait maintenant sur de simples questions de forme qui empêchaient encore l'entente définitive, lorsqu'intervint la guerre contre la Prusse. Les Magyars ne la soutinrent pas de toute leur énergie, et on a vu quelles étaient les espérances que le conflit, dans sa dernière forme, suscitait chez les ennemis de l'Autriche.

Après la défaite, un Saxon, le ministre Beust, fut chargé d'inaugurer une nouvelle direction dans la politique intérieure et nationale de la Monarchie. L'élément allemand, encouragé par la victoire de la Prusse, s'élevait de nouveau, dans les diètes provinciales contre les concessions qui pouvaient atteindre le caractère unitaire de l'Empire, aussi bien que contre le provisorat de l'absolutisme qui avait suivi la suspension des institutions constitutionnelles. Cependant on voulait la réconciliation avec les Magyars, dont la diète fut rouverte en automne. Déjà en juin 1866 leur comité, chargé d'étudier les nouvelles formes à établir, s'était prononcé, selon les idées du révolutionnaire loyal et dynastique qu'était François Deák, un adversaire des méthodes de

Kossuth et un ami personnel de l'impératrice, la belle Elisabeth de Bavière, pour une simple union personnelle de l'Autriche avec la Hongrie ressuscitée, qui aurait gardé la possession de la Croatie autonome et de la Transylvanie complètement déclassée; le budget commun serait fixé par des délégations, et il y aurait un seul ministre pour les Finances, pour les Affaires Étrangères et la Guerre. Les derniers scrupules germaniques de Beust furent vaincus, et l'accord avec les Magyars fut conclu dans ces conditions. Andrassy, un des jeunes révolutionnaires et des bannis, qui prisait l'Etat plus que la nation elle-même, dont il jugeait sévèrement le manque de sens politique, fut le premier président du ministère hongrois, qui avait aussi un membre pour les Finances et un autre pour la défense locale par les honveds ¹.

Le 8 juin 1867, François-Joseph, prenant à Bude la couronne des anciens rois de Hongrie, devenait souverain légitime du royaume restauré de Saint-Etienne. Le lendemain, l'œuvre de magyarisation des allogènes devait commencer, sans scrupules, par tous les moyens. Ce n'était pas précisément ce que Bismarck avait voulu en dirigeant vers le Danube moyen les perspectives d'avenir de l'ancienne rivale de la Prusse en Allemagne. De nouveaux problèmes demeuraient aigus sous l'oppression magyare, et la valeur de l'allié que le créateur de l'Allemagne du Nord se préparait, en était fortement amoindrie ².

Bismarck n'eut pas du reste le temps d'en arriver à des conventions pouvant lier cet ancien adversaire qu'il avait épargné. La France napoléonienne se préparait, ou bien à des agrandissements pacifiques de son territoire, ou bien à une lutte à outrance avec ceux qui, au moment où, à l'encontre parfois du principe national, on traitait du partage des populations, lui refusaient

¹ Cf. Edmond Arnd, ouvr. cité, p. 207 et suiv. et surtout Wertheimer loc. cit., p. 270 et suiv.

² Mais il déclarait que le dualisme le garantissait contre tout retour offensif de la Monarchie (voy. F. Helmolt, *Bismarck der eiserne Kanzler*, Leipzig, 1915, p. 218).

tout dédommagement pour la tolérance dont elle avait fait preuve pendant la solution sanglante du problème germanique.

En mars 1867, malgré les douloureuses instances de l'empereur Maximilien, dont la douceur n'avait pas désarmé le nationalisme mexicain excité par les Etats-Unis et qui était mal servi par des hommes préoccupés avant tout de l'intérêt de leur parti, les dernières troupes françaises furent retirées de l'aventure américaine. Après la victoire de Grant, il n'y avait évidemment aucun espoir de gagner quelque chose de ce côté-là. Mais en même temps on sentait bien que le régime, d'une si brillante improvisation, menacé par les ennemis qu'il avait lui-même aidés à se fortifier et à vaincre, réunissait toutes ses forces pour une dernière et décisive épreuve. Le sang du malheureux empereur du Mexique, pris dans la guerre civile acharnée, mis en jugement avec deux de ses généraux et immolé de sang-froid par ordre de l'Indien Juarez (juin) comme s'il s'était agi d'un détoursseur de grandes routes ou d'un rebelle, n'avait pas de prix dans ce désarroi commençant.

Napoléon apprit en même temps le refus de l'Allemagne du Nord, enivrée par ses victoires, d'accepter l'annexion du Luxembourg, considéré comme membre de l'Empire germanique, et dont la capitale avait une garnison prussienne ¹, et la conclusion des traités qui mettaient à la disposition de Berlin les forces militaires de l'Allemagne méridionale, complètement reconstituée, profondément dévouée à la politique de Bismarck. Celui-ci avait donné à la nouvelle confédération un régime parlementaire sur la base du suffrage universel et, reconnaissant l'illégalité de son gouvernement personnel, s'était gagné l'opinion publique des démocrates, sans rien perdre de l'appui de ses anciens amis les conservateurs. Un parti libéral, conduit par Edouard Lasker, remplaçant les progressistes désarçonnés, le

¹ Rothan, *L'Affaire du Luxembourg, le prélude de la guerre de 1870*, Paris 1882.

combattait, tout en soutenant la même ligne quant aux questions d'avenir de la nation allemande. Se buter à la résistance de ce nouvel Etat, si rapidement consolidé, paraissait impossible. L'idée de l'annexion dans cette dernière et modeste forme sombrait, et avec elle le sens même de cette monarchie sans racines qui ne pouvait se soutenir que par un prestige incessamment entretenu et appuyé sur des succès toujours nouveaux. Par un dernier mouvement désespéré, Napoléon proposa au roi des Belges le Luxembourg qu'il avait lui-même si ardemment convoité ¹, à condition que l'Empire français soit agrandi d'un lambeau de terre belge. Il finit par demander que la défaite de sa politique ² soit compensée au moins par une entente européenne, et le traité de Londres, en juillet 1867, décrétait la neutralité, pareille à celle de la Belgique, de ce petit Etat, uni personnellement à la Hollande. La visite d'Alexandre II à Paris pour l'Exposition pouvait passer comme une maigre compensation ³ ; à peine évitait-on cependant que celle du roi de Prusse coïncide.

Pendant le cours de la même année le second Empire, après avoir éloigné la Russie, abandonnée dans ses projets sur l'Orient, après avoir depuis longtemps perdu l'alliance de l'Angleterre d'un Beaconsfield et d'un Russell, et enfin après avoir mis en garde la Prusse rancunière d'un Bismarck, régisseur obéi de toute l'Allemagne, contre ses projets d'expansion au-delà du Rhin, devait perdre aussi les sympathies de l'Italie.

L'alliance avec le catholicisme clérical à l'intérieur

¹ L'Autriche s'était empressée de faire la médiatrice, Napoléon ne demandant plus que le départ des troupes prussiennes du Luxembourg (Charles-Roux, ouvr. cité, p. 428). La Russie ajouta ses bons offices auprès de la Prusse.

² Reniée ouvertement à la Chambre (6 avril).

³ Gortchacov croyait que cette épreuve d'amitié pourrait rapporter à la Russie, avec des engagements sur le problème oriental, des promesses concernant l'annulation des clauses du traité de Paris. Il n'en fut rien (Charles-Roux, ouvr. cité, pp. 437-438). Mais il y eut des cris de « Vive la Pologne! » et même l'attentat d'un Polonais contre la personne du Tzar. Et le Sultan fit aussi son apparition dans la capitale française.

imposait à Napoléon l'obligation de soutenir le Pape, fût-ce même contre les exigences de ce système national dont il avait été pendant longtemps le propagandiste armé. Or, la nouvelle Italie, qui avait quitté Turin pour Florence, était irrésistiblement poussée vers Rome, sa capitale naturelle et glorieuse. Toute l'idéologie nationale, sauf quelques guelfes attardés qui n'avaient pas oublié les théories d'un Rosmini, l'exigeait. La présence d'une garnison française pour soutenir la puissance temporelle de Pie IX tournait les esprits contre la France impériale, indissolublement liée à une cause ennemie de l'idéal italien.

Au commencement de l'année 1867, il n'y eut plus de soldat impérial à Rome, et une satisfaction éclatante paraissait avoir été donnée ainsi à un Etat de même race, à la fondation duquel avait brillamment collaboré l'armée napoléonienne. Garibaldi s'en crut encouragé pour un coup de main contre la ville des Papes; aussitôt un général français parut pour la défendre. Il réussit sans difficulté à battre la troupe d'enthousiastes amenée par le héros de l'unité italienne à Mentana (5 novembre)¹. Toute l'opinion politique française, du ministre Rouher au chef de l'opposition libérale Thiers, se déclara contre l'installation à Rome de Victor-Emmanuel III. Dans les discours et dans les pamphlets était signalée l'ambition de ces voisins, qui pouvaient eux aussi devenir des rivaux inquiétants, même des ennemis à craindre. Un détachement français avait pris garnison à Civita-Vecchia, et l'Italie ressentit ce qu'elle considérait comme une injure et une menace. L'idée d'une conférence européenne pour les affaires d'Italie, proposée par l'Empereur — encore un projet de conférence manqué —, fut considéré à Florence comme un acte formel d'inimitié².

La diplomatie napoléonienne, en quête d'amitiés, pour l'éventualité, depuis longtemps prévue, de la guerre avec la Prusse, se rabattit sur cette Autriche que l'empereur avait laissé dépouiller. Une entrevue eut lieu à

¹ Il en tira vanité, et de la façon la plus malencontreuse.

² Rothan, *La France en 1867*, 2 vol., Paris, 1887.

Salzbourg entre Napoléon et François-Joseph. Il est certain que des compensations furent offertes aux vaincus de Königrätz, entre autres la cession des Principautés roumaines, à la réunion desquelles avait si énergiquement collaboré l'homme à la politique la plus contradictoire et la plus désorientée. Il avait invoqué l'incapacité du nouvel Etat de se tracer et de suivre une voie assurée. Plus tard, un traité secret fut conclu entre les deux Empires, la France devant secourir, le cas échéant, l'Autriche contre la Prusse, pour être assurée en échange qu'elle serait secourue elle-même en cas de danger venant de cette même Prusse. On alla jusqu'à élaborer un plan d'action commune. Et ce fut par Beust que l'Italie, avec laquelle Vienne avait signé un traité se garantissant réciproquement le territoire, promit de garder une stricte neutralité si le conflit venait à éclater entre la France et la Prusse ¹. Et on se croyait assuré au moins de ce côté; Napoléon tenait compte aussi des sentiments de la moitié hongroise de la Monarchie, où Andrassy ne se montrait guère disposé à servir les intérêts du germanisme.

Mais, parmi les motifs de faiblesse du régime napoléonien, le plus important était dans les conditions intérieures de la France elle-même, où, devant un nouvel état d'esprit, manifesté d'une façon de plus en plus marquée, cédaient les bases mêmes de ce puissant établissement politique.

L'Empire avait tenu ce qu'il avait promis; il y avait ajouté une gloire qui n'avait qu'un défaut, celui de réclamer qu'elle soit sans cesse renouvelée. Ceci était plus difficile que la grande œuvre de réfection intérieure qui restera inséparable, dans l'histoire non influencée par les passions, du nom de ce doux idéologue aux décisions lentes qui, sans être un administrateur — et on le lui a reproché —, sut être un innovateur et un créateur. D'un bout à l'autre, le pays sentit une impulsion incessante,

¹ D'après Hahn, ouvr. cité, et Sorel, *Histoire Diplomatique*, dans Fyffe, *A history of modern Europe*, Londres, etc., 1913, pp. 945, 977-978.

tendant et réussissant à le transformer sous le rapport matériel, le seul dont se préoccupât celui qui avait raison de craindre un certain élan des esprits. La machine productive de la France fut organisée et mise en branle par le second Napoléon, qui s'y croyait obligé aussi par les souvenirs de son grand-oncle, à travers les erreurs d'une politique bientôt si étonnante qu'on put la croire hypocrite. On peut poursuivre d'une année à l'autre un enthousiasme du travail bien réglé, un accroissement de la prospérité; elle ne se bornait pas à la seule bourgeoisie, sur laquelle continuait à s'appuyer le régime de juste milieu, malgré l'essor hardi d'une nouvelle aristocratie et malgré les splendeurs d'une vie de Cour qui cherchait et réussissait à dépasser tout ce que pouvaient donner des monarchies plus anciennes et plus puissantes, comme celle de la Russie. Il y avait sans doute une vraie collaboration nationale, les ouvriers, de plus en plus nombreux, prenant leur part, qui était si importante, dans une industrie qui apprenait de la science de nouveaux procédés, dans un commerce circulant par les nouvelles voies — chemins de fer et canaux — et disposant de nouveaux débouchés. Les expositions françaises, dont celle de 1867, au milieu du désarroi diplomatique et des dangers de la politique de parti, fut la plus brillante, attirant un énorme public étranger, les rois en tête, soutenaient victorieusement la concurrence avec celles dont avait été fière l'Angleterre. Une France plus active, plus riche devait être l'héritage de cet Empire que, de plus en plus, les nouveaux courants mettaient en discussion.

De Paris, le Tzar Alexandre II rapporta l'impression de ce train de vie satisfait, d'un caractère général, qu'il avait vainement cherché dans l'étendue infinie de ses nombreuses provinces. A l'étranger on se réglait, sous le rapport économique aussi, sur cet Etat florissant. Ajoutons que toute une école d'économistes, Michel Chevalier à leur tête, s'occupait à fixer la théorie de ce développement rapide de toutes les activités humaines et de la répartition de leurs produits.

La campagne, dévote, modeste et économe, peu préoccupée de politique et favorisée par le gouvernement à cause de sa docilité, était ordinairement avec le sous-préfet et sous la surveillance attentive du magnifique gendarme, symbole galonné du régime. La candidature officielle ne se cachait pas : elle s'affichait. Sa pratique était la principale garantie du régime. Les élus des paysans donnaient à la droite, qui pendant longtemps forma une forte majorité, une attitude de parfaite et reconnaissante discipline. Un nouveau plébiscite aurait recueilli à n'importe quelle date l'assentiment sincère des villages.

Le monde ouvrier pouvait être content d'avoir, sans interruption, un travail largement rémunérateur¹. Cette transformation de la France d'un bout à l'autre faisait un appel incessant à la main-d'œuvre. On se nourrissait des grands travaux accomplis à Paris, qui devint comme la « villeneuve » de l'Empereur, par la disparition des vieux quartiers pittoresques et malsains où couvaient les révoltes des mal nourris et des asphyxiés, par l'ouverture de ces larges boulevards qui faisaient à juste titre l'admiration des visiteurs, empressés de transporter chez eux le système de la cité praticable, lumineuse et hygiénique. L'instruction qu'on donnait aux masses urbaines était encore entre les mains du clergé, absolument dévoué au régime. Mais à côté de l'école il y avait, sinon encore le « club » d'un socialisme un peu terni par la grande défaite de 1848 et lent à se transformer par la formule germanique de Marx, le journal. Autant que la presse resta strictement muselée, le journal vécut dans l'ombre, ou avec la tolérance du pouvoir. La modification apportée à la loi sur la presse devait ouvrir à ce monde, d'une ambition croissante à mesure qu'il se rendait compte de son nombre et de sa force, d'autres perspectives, moins rassurantes pour le Pouvoir.

Mais, retenir la bourgeoisie, rassurée, protégée, sou-

¹ L'Empereur restait fidèle aux idées sociales de sa jeunesse. Une loi de 1863 permettait aux ouvriers de se coaliser pour défendre leurs droits contre les abus du capital.

tendue et flattée, dans une situation de servage plein de gratitude envers un gouvernement auquel il lui était permis de donner des fonctionnaires et des représentants triés soigneusement d'après une fidélité éprouvée, devenait de plus en plus impossible. L'Université, la grande caserne de l'Enseignement, avec ses recteurs d'académies et ses doyens, ses principaux de collège, ne réussissait pas à conserver une maîtrise absolue sur les esprits, dans lesquels s'agitait la forte et vivace vitalité latine. Tenue autant que possible en lisière, auprès de cette Cour sans pareille où rayonnait la grâce de l'Impératrice, la littérature n'avait plus d'idées politiques; la poésie vivait des restes d'un romantisme fatigué, et le vieux Lamartine, infidèle à sa muse de jeunesse, s'évertuait laborieusement à mettre ensemble de vagues chapitres d'histoire et de critique; ce n'est que de l'exil volontaire que venaient, avec les protestations de l'irréconciliable Quinet — mais son ami Michelet, tout en écrivant des pages d'histoire pleines d'élan, d'idéologie, puis ses magnifiques hymnes à la nature et à l'homme, s'était laissé dompter —, les malédictions acharnées de Victor Hugo, hôte inconsolable d'un flot français sous le drapeau britannique, contre « Napoléon le Petit », « le criminel du coup d'État ». Mais c'étaient des livres interdits que ceux qui arrivaient de Belgique et d'Angleterre pour cette propagande républicaine dont se nourrissait cependant l'esprit d'une jeunesse turbulente. La nouvelle, le roman, si les écrivains ne traduisaient pas en prose leur fraîche poésie régionale, se mettaient à l'étude patiente, « scientifique », de cette vie de la nouvelle société française qui leur donnait de si riches sujets. Flaubert décrivait la bourgeoisie de province dans « Madame Bovary » pour se détacher ensuite de cette prose contemporaine et écrire ses chapitres d'évocation carthaginoise ou chrétienne primitive; Zola, d'une plume beaucoup plus féconde et sensiblement plus rude, prétendait donner à ses lecteurs nombreux *l'Histoire naturelle d'une famille sous le second Empire*. Et, quant à la pensée philosophique, Auguste Comte avait paru en nouvel

Aristote, adversaire des coups d'aile risqués d'une métaphysique nécessairement changeante, donc, au fond, inutile, pour fixer les catégories de l'esprit et celles de la science et indiquer dans des bornes précises les domaines de travail d'une société dont il esquissait la sociologie commençante. A côté, Ernest Renan, rebelle contre l'Eglise, humanisait Jésus.

Dans ce milieu aussi, où survivaient les souvenirs des révolutions étranglées, que la gloire des campagnes victorieuses et les splendeurs du militarisme régnant ne pouvaient pas effacer, la nouvelle presse devait susciter des dévouements et des fanatismes qui portaient de la négation de l'Empire usurpateur, illégitime, ennemi des libertés entrevues. Rochefort se faisait aimer par les attaques, le plus souvent triviales, de sa *Lanterne*.

Dès 1860, le lendemain des triomphes italiens, le Corps législatif avait été autorisé par décret impérial, comme il a été déjà dit, à se risquer dans certaines discussions des actes du Pouvoir. C'était un acte magnanime, une grâce de la part de la dictature impériale, qui restait contraire à toute idéologie constitutionnelle. En 1861 on put s'occuper du budget, qui, on l'a vu, était à la discrétion des deux Chambres, d'une si ancienne et profonde tradition monarchique, dans la Prusse royale. Dès 1863 il y avait un puissant parti libéral qui gagnait de plus en plus les villes, la bourgeoisie ayant oublié les sanglants excès ouvriers de la dernière révolution et se réunissant aux masses pour voter les avocats irréconciliables. Les discours, d'une stricte logique, parfois d'une certaine envolée rhétorique, mais totalement dénués de couleur et de sentiment, d'un Adolphe Thiers, continuateur des ambitions du libéralisme sous la royauté, trouvaient un profond écho, et la fougue de Jules Favre remuait les cœurs. Si Berryer, un grand avocat, restait un légitimiste inébranlable, Casimir Perier, dont le nom rappelait les luttes constitutionnelles d'avant-hier, Jules Simon, dont la notoriété commençait, se rangeaient parmi ceux qui demandaient dès lors ouvertement la « restitution de la

liberté », que Napoléon, recommandant le lent progrès des institutions, s'obstinait à traiter de « chimère ». Les déficits du régime, dévoilés, suscitaient des appréhensions dans l'opinion publique.

Bientôt, pour parer au danger d'une nouvelle révolution, une gauche loyale à l'Empire, avec laquelle on pouvait donc discuter et s'entendre, se forma. Elle eut son journal, *La France*, et son chef, Emile Ollivier, jusque-là un des adversaires les plus véhéments de la « tyrannie ». Thiers lui-même déclarait franchement en 1866 qu'il ne pensait pas à la possibilité d'un autre ordre dynastique que celui des Napoléonides, d'autant moins à cette République qu'il avait créée et servie dans sa jeunesse.

En 1867 Napoléon fit une nouvelle concession, permettant aux ministres de prendre part aux séances du Corps législatif et de répondre aux interpellations qui, de fait, n'étaient admises que sous beaucoup de réserves. La vie parlementaire, suivie avec intérêt par toute la France cultivée, en devint encore plus vive. Le Sénat, nommé, eut désormais, non seulement le droit de vérifier la constitutionnalité des lois votées par le Corps législatif, mais aussi de les lui renvoyer, bien que seulement une fois. Dans la même lettre au ministre Rouher, l'Empereur soumit les délits de presse au jugement des tribunaux correctionnels. La caution, le timbre, la prison, sont abolis. On étendit le droit de réunion, demandant seulement que les associations non politiques et non religieuses fussent annoncées aux autorités, mais pas sans réserver aux préfets le droit de dissolution.

Napoléon devait aller plus loin encore. A l'occasion des débats, très nourris, sur la nouvelle loi militaire, qui, avec le service de neuf ans, créait une armée de 750.000 hommes et, à côté, pour l'ordre à l'intérieur, une garde nationale mobile d'un demi-million, Ollivier avait demandé sans réserve l'ouverture immédiate d'une ère de constitutionnalisme tolérant qu'il se croyait capable de conduire. Malgré les sentiments nettement conservateurs, non seulement du Sénat, mais aussi de la majorité

du Corps législatif, l'Empereur, qui l'appréciait longtemps comme l'homme d'avenir, lui confia en 1870 la présidence d'un Conseil composé en grande partie d'hommes nouveaux et sans expérience. Le programme du nouveau chef du gouvernement, qui avait critiqué vivement l'accroissement de l'armée, était sincèrement pacifique.

Ollivier voyait bien l'impossibilité de briser, pour des motifs d'opportunité et de préservation égoïste, les unités nationales qui, d'après l'idéologie même du second Napoléon, s'étaient formées en Europe et qui étaient en train de se compléter. Son maître avait bien parlé des dangers de « l'idée germanique qui, si elle continue à grandir, doit naturellement englober dans sa sphère d'action tous les pays qui parlent l'allemand, depuis la Courlande jusqu'à l'Alsace », mais c'était pour impressionner le Tzar, qu'il voulait gagner pour sa politique. Finissant, d'une façon peu favorable à son prestige, avec ses projets d'expansion en Belgique (il avait fait dernièrement un voyage en Flandre, qui fut considéré du côté belge avec une légitime appréhension) et dans le Luxembourg dont, par le moyen de la Conférence réunie à Londres il avait délogé la garnison prussienne, il venait de soulever, pour se conserver un point de départ, la question du Slesvig septentrional et s'était même assuré un appui pour amener une révolution contraire aux intérêts de la Prusse, continuant à la considérer comme un ennemi qu'il faudrait bien finir par attaquer. On a vu ses rapports en vue de cette éventualité avec l'Autriche et avec cette Italie à laquelle, soutenu par une opinion égarée, il refusait Rome. Mais le ministère libéral ne paraissait guère disposé à prendre sur lui la responsabilité d'une action si risquée, à un moment où les alliances n'étaient guère assurées et où on procédait à peine, sous un ministre de la guerre hérité du passé, le maréchal Lebœuf, un candide illusionniste, à la réorganisation de l'armée.

Mais, avant que les mesures en cours dans la diplomatie et dans l'armée eussent porté leurs fruits, Bismarck voulait avoir cette guerre, qu'il sentait immanquable. Et tout moyen lui paraissait loisible pour en arriver à la

rupture qu'il désirait pour déclencher de nouveau la machine de précision créée par le labeur de von Roon et dirigée par l'esprit froidement précis de Moltke.

Les affaires d'Espagne lui en fournirent l'occasion; il sut ne pas la lâcher, même si le roi de Prusse, qui avait montré à Paris en 1867 les dispositions les plus cordiales à l'égard du couple impérial, se rebiffait de toute son honnêteté, de tout son sentiment d'humanité, contre une nouvelle et terrible action sanglante.

Pendant la guerre de Crimée, la régente Marie-Christine avait dû abandonner l'Espagne, où les anciennes intrigues pour le pouvoir continuaient, les généraux courtisans se suivant à la conduite des affaires, sans que les traditions de libéralisme du commencement du siècle eussent été reprises. Une nation entre les mains de son clergé ignorant ne donnait pas d'opinion politique, malgré les grandes qualités d'intelligence et d'énergie qu'elle ne pouvait pas avoir perdues. Si une belle littérature romantique, d'une flamboyante rhétorique avec Zorilla, d'un bel entrain avec Campoamor, d'une mélancolie byronienne avec Espronceda, avait pu éclore et fleurir, la presse ne jouait qu'un rôle absolument inefficace pour provoquer des courants et déterminer des attitudes. Les influences extérieures, même celle de la France voisine, étaient très réduites; tout au plus se valait-on de l'exemple de la dictature impériale pour imposer cette royauté d'un absolutisme stérile, la couronne étant échue à une jeune fille d'esprit inerte et manquant non seulement d'éducation, mais de sens moral et de tenue.

L'Espagne ne prit aucune part aux grandes transformations de l'Europe pendant les dernières vingt années avant le conflit franco-prussien de 1870. Dans la guerre civile américaine, elle n'avait eu que le souci de se conserver la possession de Cuba, convoitée par les États Unis; dans l'œuvre de réunion des provinces italiennes, que celui de garantir les droits du duc de Parme. Il n'y eut quelque mouvement que devant les provocations des musulmans du Maroc, et une petite guerre fut menée

avec une belle solidarité et un noble entrain contre le Sultan du Maghreb : un des généraux politiques, O'Donnell, Irlandais d'origine, créé comte de Lucena, se gagna avec le titre de duc de Tetuan une réputation qu'il ne manquera pas d'employer pour des buts personnels (1860). L'établissement d'un ministre espagnol à Fez paraissait préparer une plus large infiltration dans ce monde musulman voisin qui attendait dans son inertie séculaire et son incapacité totale d'adaptation un maître européen. La conjuration d'Ortega, qui éclata en rébellion ouverte, au profit d'un descendant de Don Carlos proclamé comme Charles VI, échoua. Le « roi » dut faire amende honorable et abandonner ses « droits » : un seul représentant du séparatisme despotique survécut à ses frères, bientôt disparus.

O'Donnell, un des chefs de l'Union libérale, représentait depuis peu un point de vue plus avancé dans le développement des institutions de cette monarchie constitutionnelle sans chef. On voulut le contraindre à partir par la rébellion de son collègue, le général Prim, auquel avait été confiée la conduite du parti des progressistes, au fond républicains; mais les insurgés furent battus, leur chef s'exila (janvier 1866). Or, bientôt après, en juin, la garnison de Madrid demanda la démission d'O'Donnell en faveur du Prim le vaincu; une partie de la capitale soutint le mouvement. Cette fois encore, le ministère resta maître de la situation, et les sanctions furent exemplaires. En récompense, la reine contraignit son ministre à s'en aller. Mais un autre général, jugé plus docile aux suggestions de la Cour, prit sa place pour suivre en fait la même politique.

Une nouvelle direction, d'un brutal arbitraire, fut cependant donnée au système. Il y eut des exécutions, des atteintes à l'autonomie locale, et deux Chambres dissoutes l'une après l'autre, sans compter l'arrestation de Serrano, président du Sénat. Des tentatives d'insurrection éclatèrent; elles furent aussitôt étouffées. O'Donnell alla mourir en France. Prim s'abritait à Bruxelles, à côté des protestataires français contre le régime

napoléonien. Le parti progressiste vivait en exil. Mais le dictateur lui-même finit, dès le mois d'avril 1868, par une mort inopinée. Le général Gonzalès Bravo lui succéda sans pouvoir le remplacer. Il commença par arrêter et déporter tous les généraux ses camarades, qui pouvaient rivaliser avec lui. Il y en eut qui furent envoyés aux Canaries. On ne fit pas même grâce au mari de l'Infante, sœur de la reine, duc de Montpensier.

Mais l'Angleterre fit partir en septembre Prim comme fauteur d'une révolution libérale que l'armée aussi, ressentant l'injure faite à ses chefs, était prête à soutenir. Les généraux délivrés proclamaient la nécessité du suffrage universel. On s'en prenait à la dynastie, cause première de tous les maux. Les villes se levaient contre la reine. Napoléon III, qui n'avait pas pu lui donner des conseils, se borna à lui offrir un refuge. Elle ne devait pas le quitter de sitôt.

Ecartant les prétentions de « Charles VI », ce Don Carlos, fils de Don Jaime et petit-fils du premier Don Carlos, et les partisans du duc de Montpensier, aussi bien que les illuminés d'une république fédérative, le grand orateur Emilio Castelar à leur tête, Prim et Serrano, alliés à l'agitateur de profession qu'était Olozaga, voulaient faire élire par les Cortès, qu'ils avaient convoqués, un nouveau monarque, le duc d'Aoste, Amédée, second fils du roi d'Italie. Il fut question aussi de Ferdinand, régent de Portugal, et du duc de Gênes, neveu du roi Victor-Emmanuel. Mais, devant le refus de ces princes, une nouvelle candidature surgit, et réussit : celle de Léopold, frère du prince de Roumanie.

L'Allemagne avait donné un Cobourg à la Belgique, un autre au Portugal, où dom Ferran, prince-consort, veuf de la reine Marie, avait la conduite des affaires pendant la minorité de son fils dom Pedro V et agissait en adhérent sincère et honnête de la démocratie constitutionnelle, maîtrisant par la correction de son gouvernement aussi bien les miguelistes que les républicains. Le jeune roi, qui montrait des qualités éminentes de douceur et de loyauté, avait épousé la fille du prince Charles-Antoine

de Hohenzollern-Sigmaringen, frère du prince de Roumanie et de Marie, comtesse de Flandre. En 1859, la reine Stéphanie mourut, et deux ans plus tard le typhus emporta le roi et son frère, l'infant dom Ferran, puis l'infant dom Joaô. Le successeur de dom Pedro, Luis, fut lui-même en danger de mort. Des deux filles du prince-consort et de la reine, l'une était devenue princesse de Saxe, revenant dans la famille de son père; l'autre, dona Antonia, avait été mariée à un des frères de la reine Stéphanie, Léopold, qui avait été porté un moment comme candidat au trône de Grèce. Ajoutons que les rapports avec la dynastie de Savoie — Charles-Albert était mort à Oporto, chez ses parents portugais, — avaient été renouvelés par le mariage du roi Dom Luis avec Pia, une des filles du roi Victor-Emmanuel, l'autre étant l'épouse du prince Napoléon.

Avec ces relations dynastiques entre les royaumes ibériques et l'Allemagne rhénane, catholique, il n'y avait rien de tout à fait imprévu et extraordinaire dans le projet du gouvernement espagnol, datant de 1869 déjà, qui offrait à Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen ce trône dont on avait chassé les Bourbons, ni dans l'acceptation, qui ne tarda pas, du prince, enhardi par l'exemple de son frère Charles, qui avait, malgré tant de difficultés extérieures, consolidé sa situation en Roumanie.

Napoléon, qui, après avoir fait partir les Prussiens du Luxembourg, croyait devoir maintenant les retrouver au-delà des Pyrénées, n'attendit pas le vote des Cortès, convoqués pour le 20 juillet; il ordonna aussitôt à son représentant à Berlin de présenter une protestation formelle contre cette candidature incommode, qui cependant avait déjà reçu l'assentiment du roi Guillaume, sans que cet acte eut été prémédité par lui comme une offense au prestige de la France. Il y eut une interpellation à la Chambre française, et le ministre des Affaires Étrangères, le duc de Grammont, qualifia le projet espagnol de dérangement de l'équilibre européen, dont

¹ Lowe, *la. cit.*, pp. 502-503.

depuis longtemps on n'avait pas parlé. L'opinion publique demeurait houleuse sur ce sujet. Le pacifisme d'Emile Ollivier était à bout de résistance. Il avait contre lui tout un parti de courtisans, et l'Impératrice voulait, pour préparer le règne de son fils, cette guerre dont l'idée effrayait l'Empereur, torturé par sa maladie.

Le roi de Prusse était à Ems, où il prenait les eaux. Une entrevue y avait eu lieu avec le Tzar, Bismarck étant présent. L'ambassadeur de l'Empereur reçut l'instruction de s'adresser directement au chef de la Maison de Prusse. Il reçut un bon accueil et repartit d'Ems avec l'assurance que le roi était prêt à désapprouver cette candidature troublante sans avoir à la retirer, puisqu'il n'avait eu aucune part à sa présentation; il attendait cependant la décision du prince lui-même, qui avait seul à décider. Grammont ne se déclara pas satisfait de cette réponse. Puisqu'il était, encore une fois, question de prestige, il lui fallait que Guillaume reconnût la candidature comme son œuvre et qu'il s'en désistât sous la pression de la diplomatie française.

Encore une fois, de passage, le roi de Prusse donna à Benedetti une réponse qui le dégageait : Léopold n'avait pas eu le temps de prendre sa décision. D'après de nouveaux ordres de Paris, l'ambassadeur insista auprès du souverain, demandant une invitation au candidat espagnol, et dans des termes qui équivaudraient à un ordre, ce qui lui fut refusé. Par un biais qui devait sauver la dignité du vieux monarque, la renonciation de Léopold fut communiquée à Paris par l'ambassadeur d'Espagne. Les instances auprès de Guillaume n'en reprirent pas moins; cette fois il fallait que le roi approuvât cette renonciation et s'engageât en outre — ce qui certainement était absurde, — à ne permettre jamais une pareille candidature ¹. Un refus formel fut opposé, sans irritation, à cette requête. Le père de Léopold devait

¹ Helmolt (ouv. cité, p. 220 et suiv.) d'après des Notes du chancelier de l'ambassade de Bavière à Paris. La princesse de Salm-Salm raconte (ouv. cité, III, p. 135) que, le soir du 8 juillet, Guillaume I^{er} se déclara contre la candidature du prince Léopold : « da dieselbe üble Folgen

d'abord se prononcer. Mais un aide-de-camp apporta à l'ambassadeur, avec la réponse de Charles-Antoine, l'approbation qu'il avait commencé par demander. Devant un nouvel effort, le roi déclara enfin avoir terminé sa partie et s'en remettre désormais à son gouvernement.

Alors, Bismarck s'empressa de donner, dans un télégramme aux diplomates prussiens, une pointe au récit de ces événements et n'oublia pas de communiquer à la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, que son souverain avait refusé de recevoir désormais l'ambassadeur de Napoléon III : « Il n'avait plus rien à lui dire ».

Dans la rue, le soir, la foule hurlait la guerre. Sur les boulevards de Paris, dans quelques heures, sous l'impression d'une offense que la rédaction du chancelier allemand avait fabriquée, d'autres cris de haine répondaient. Les plus grandes Puissances militaires du monde devaient s'étreindre désespérément dans une guerre furieuse dont allait dépendre le sort du monde entier. A la Chambre qui applaudissait la résolution fatale, étouffant la voix d'un Thiers, le comte de Grammont annonçait la rupture. Une intervention anglaise à Berlin obtint la réponse qu'on l'accepterait si la France déclarait d'abord la vouloir. Celle du Pape fut tardive.

L'Allemagne entière répondit à l'appel du roi de Prusse : le Sud comme le Nord. Il est possible qu'à Paris on ne s'en doutât pas ; on avait demandé du reste à ces Etats de l'Allemagne méridionale de choisir entre la neutralité ou la guerre. La supériorité du nombre du côté des Allemands en devenait écrasante.

L'avance française sur le Rhin moyen fut aussitôt arrêtée. On avait espéré pénétrer dans l'Allemagne du Sud et chercher le chemin de Vienne, où on se préparait pour une intervention militaire, de concert avec l'Italie même

haben möchte ». Elle prétend cependant que le roi avait une attitude indignée pendant sa dernière conversation avec Benedetti (*Ibid.*, p. 137).

Cf. aussi avec Benedetti (ouvr. cité), Sorel (ouvr. cité), Grammont (*La France et la Prusse*) et les *Mémoires* d'Ollivier l'*Aus dem Leben König Karls von Rumänien*.

Mais l'on ne s'aperçut que trop tard combien avait été insuffisante cette préparation que le ministre de la Guerre avait proclamée parfaite, combien peu était capable de décider, à cette époque de renouvellement des armements, la nouvelle mitrailleuse, combien était inférieur à sa tâche le commandement lui-même.

L'avant-garde, à Wissembourg, fut rejetée par les Allemands, commandés cette fois par le prince héritier Frédéric (4 août). Mac-Mahon fut battu (le 6) à Woerth, près de Sarrebruck; Frossard perdit (le même jour) à l'aile gauche la bataille de Spickeren. La retraite des forces françaises, retardée par l'indécision de Napoléon, fut empêchée par les mouvements habiles des trois groupes allemands combinés. Les batailles de Mars-la-Tour, de Gravelotte et de Saint-Privat achevèrent la ruine d'une glorieuse armée (16-18 août). Bazaine, le commandant de l'expédition du Mexique, venait à son tour de prouver, plus que l'infériorité numérique des soldats, sa propre incapacité. Il se laissa enfermer dans Metz avec une armée qui en grande partie, par sa faute à lui, n'avait pas donné. De son côté, l'Empereur, qui avait quitté le commandement, s'était décidé à partir de Châlons, le camp de concentration de l'armée de réserve, pour se mettre sous la protection des forts de Paris. Quand Mac-Mahon, poussé par l'Impératrice, qui faisait un dernier effort pour sauver la dynastie, essaya de dégager Bazaine, il se laissa enfermer dans le bassin de Sedan. Il fallut capituler après avoir épuisé tous les moyens de défense; Napoléon III, après avoir vainement essayé de se faire tuer, se constitua prisonnier (2 septembre). C'était la plus douloureuse tragédie du siècle que ce spectacle lamentable de l'écroulement de l'Empire qui avait dominé l'Europe et l'humiliation profonde de l'homme devant lequel s'étaient inclinés des rois. Le destin paraissait avoir réservé la même fin aux deux Napoléon ¹.

Le régime impérial était tombé, mais il y avait encore

¹ Voyez Gabriel Monod, *Allemands et Français, Souvenirs de campagne*, 2^e éd., Paris, 1872.

une armée à Metz et surtout, derrière cette défaite d'une armée non préparée pour sa tâche, il y avait la France, une grande et noble nation qui, ne se sentant pas coupable de ce désastre, n'entendait, ni conserver à sa tête ses auteurs, ni courber la tête devant l'ennemi victorieux.

Or, la France ne voulait pas se reconnaître, dans cette foudroyante défaite, due à ceux qui l'avaient confisquée depuis une vingtaine d'années, lui promettant la sécurité à l'intérieur, la gloire en Europe. Elle savait bien que le désastre n'était pas dû à cette infériorité nationale, cette « décadence » latine que proclamaient grossièrement les vainqueurs, confondant toute une nation de sûr et discret travail, d'admirable économie, avec un certain monde parisien, plus qu'à demi international, avec une Cour devenue un repaire d'aventuriers et avec une hiérarchie de fonctionnaires qui étaient ses créatures et ses agents. Il y eut, dans la bourgeoisie aussi bien que dans les campagnes, même chez les ouvriers, dont l'état d'esprit était généralement autre, un tressaillement d'indignation qui produisit aussitôt une volonté inébranlable de refaire, sinon une supériorité militaire écroulée, du moins la réputation méritée de la Nation.

Pendant que Bazaine, s'excusant de ce que, après la capitulation de l'Empereur, il n'y avait plus rien, se préparait à livrer Metz, en dépit des sentiments exaspérés d'une armée capable de se tirer d'affaire avec honneur, un nouveau gouvernement, sur les ruines de cet Empire pourri qui s'était suicidé « le cœur léger », avait créé, par un miracle de l'instinct populaire, une armée fraîche, de mobiles, de volontaires, de francs-tireurs.

Le Corps législatif fut convoqué, et, cette fois, par-dessus l'effarement d'une droite humiliée par la nouvelle foudroyante du désastre complet, sans précédent, c'était la gauche qui dominait. Thiers, revenant à ses attaches de jeunesse, aurait volontiers essayé d'une restauration de la royauté constitutionnelle sous le comte de Paris, fils du duc d'Orléans, un prince laborieux et modeste, qu'on savait s'intéresser vivement aux questions sociales; son oncle, le duc d'Aumale, servant la France

sans regarder au régime qui la gouvernait, allait présider le conseil de guerre qui jugera Bazaine, auquel il jettera la réplique célèbre : « Monsieur, il y avait la France ! ». Mais Jules Simon, soutenu par la foule que conduisait à l'assaut de l'Assemblée un jeune avocat méridional, Léon Gambetta, l'emporta. La république bourgeoise et nationale de février 1848 ressuscitait sous le coup de fouet de l'insulte allemande. Selon la coutume, elle fut proclamée par le peuple à l'Hôtel-de-Ville.

Un gouvernement fut improvisé, avec, à sa tête, un général qu'on croyait capable d'assurer la défense, Trochu. Les deux créateurs de la République, Jules Favre et Gambetta, avaient pris, dans ce ministère que personne n'avait nommé, les Affaires Étrangères et l'Intérieur (en septembre).

Ces pacifistes opiniâtres croyaient qu'il suffisait de la disparition de l'Empire pour que la guerre désastreuse cessât. Dans ce sens, des ouvertures furent faites à ces neutres, parmi lesquels la Russie était de forme une amie de la France et l'Autriche, l'Italie auraient dû, en cas de succès, en être les alliées. Personne ne répondit, et Bismarck, qui avait depuis longtemps un programme d'annexions comprenant, avec l'Alsace, une partie au moins de la Lorraine, anciennes provinces d'Empire, n'était pas homme à se laisser arrêter par des transformations politiques dans le camp ennemi. Le dur exécuteur de la volonté nationale allemande, irréductible, impitoyable, dut sourire devant la formule d'une paix sans aucune cession territoriale. Il voulait lui-même à tout prix Strasbourg. Le parti militaire le convainquit que sans Metz on ne pouvait pas avoir une bonne frontière. Comme, dans une entrevue avec Favre, il ne parvint pas à s'entendre, lui, le légitimiste qui ne considérait pas ces hommes comme membres d'un gouvernement légal et pensait à négocier avec l'Impératrice en fuite, par le moyen de Bazaine, la marche sur Paris fut poursuivie, et, pendant que Strasbourg, bien défendue, agonisait et que Metz préférait la reddition, les casques à pointe s'installaient à Versailles.

Ce fut un vrai miracle celui qu'un groupe d'avocats sans expérience des affaires, sans organisation de parti proprement dite, enfermés dans une ville assiégée, réussirent à fonctionner comme organes de direction, obéis d'un grand pays, et que de soi-même une nouvelle armée, celle de la seconde guerre, put se former, sous les chefs de la valeur d'un Chanzy et d'un d'Aurelle de Paladines.

Alors qu'après Königrätz, l'Autriche ne risqua pas un geste de défense, restant paralysée sous un gouvernement sans espoir, la France, abandonnant l'Empire vaincu, reprit avec confiance la lutte pour sauvegarder l'intégrité, menacée, de son territoire.

Un nouveau centre de la résistance s'était formé dès le début à Tours. Dans quelques semaines, comme la situation n'arrivait pas à se consolider, Gambetta accourut pour donner aux efforts pressés l'élan de sa grande âme d'enthousiasme. Pour la première fois Bismarck put voir des « idéologues », des avocats, faisant contre toute attente une besogne pratique. Elle devait prendre aux envahisseurs six mois de sacrifices à travers un rude hiver et leur faire payer par plus de morts que les batailles qui s'étaient livrées l'agrandissement territorial qu'ils avaient en vue.

Les combats recommencèrent en octobre, sur la Loire. Orléans fut occupée, mais les Allemands durent échauffer un nouveau plan de guerre contre cette résistance qui, brisée sur un point, réussissait sans retard à se refaire sur une autre. Même après que la capitulation de Metz (27 octobre) eût rendu libre l'armée du prince prussien Frédéric-Charles, les Français continuèrent autour d'Orléans des combats qui furent plus d'une fois heureux, reprenant pour quelque temps la ville au commencement de novembre.

A Paris, Trochu avait formé des troupes fraîches; la nouvelle armée essaya même de sortir de la ligne des forts. Au Nord, Faidherbe arrêtait les conquérants d'Amiens et, vaincu, il put reprendre l'offensive. On rassemblait des hommes en Bretagne. Garibaldi était

accouru avec une troupe de volontaires « latins », des représentants de toutes les nations de même race, jusqu'aux lointains Roumains, et du libéralisme antimilitariste accouraient avec enthousiasme sous le noble drapeau des derniers sacrifices. La conscience de l'avenir européen paraissait s'être réveillée, alors que, à travers l'Europe, visitée d'un bout à l'autre avec un beau dévouement, par le vieillard Thiers, pas un gouvernement n'osait murmurer une parole de réconciliation ¹.

De son côté, la Russie, qui, attendant des offres pour l'abrogation du traité de Paris et sa liberté d'action en Orient, s'était dérobée à toute promesse, non sans s'être assurée par une entente secrète avec la Prusse, se préparait à une nouvelle offensive du côté de la Turquie.

Dès le 20 septembre, après une courte lutte avec les défenseurs du pouvoir temporel, les soldats de Victor-Emmanuel entraient par la porte Pia dans la ville qui représentait pour l'Italie la clef de voûte et la consécration de son unité. Un plébiscite consacra ce qu'avaient conquis les armes, le Pape, Pie IX, qui avait à peine été proclamé « infaillible » par le Concile de juillet et auquel on reconnaissait l'exterritorialité pour le Vatican, le palais de Latran et Castel-Gondolfo (loi du 13 mai 1871), prenait cette attitude de prisonnier que tous ses successeurs ont soigneusement gardée jusqu'à cette heure. Victor-Emmanuel s'installait au Quirinal.

Mais Chanzy fut battu pour la dernière fois en janvier, près du Mans, et Bourbaki, après avoir épuisé les forces d'une armée qui luttait nu-pieds, dut se retirer en Suisse.

Or, Paris tenait bon, et le cinquième acte de l'affreux drame n'était pas clos encore. Cependant le gouvernement provisoire, à bout de ressources, savait bien que l'heure suprême était arrivée. A la fin de ce même mois

¹ Voyez Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, 2 vol., Paris, 1875. La Russie recommandait en octobre « des sacrifices comme les autres Puissances avaient su en faire après des guerres malheureuses et comme la Russie en avait donné l'exemple par la cession de la Bessarabie » (Charles-Roux, ouvr. cité, p. 518).

de janvier 1871 les négociations furent reprises, ce qui signifiait que la base de Bismarck était acceptée. Les conditions de la capitulation furent très dures; garnison prisonnière, sauf la garde nationale nécessaire pour assurer la tranquillité dans l'immense ville affamée, devenue le rendez-vous de tous les mécontents et des aventuriers internationaux les plus dangereux, rêvant de la réalisation de leurs rêves bizarres : Polonais, Arméniens et autres; abandon des forts et de l'armement. L'Assemblée nationale, qu'on devait élire, allait décider des conditions de la paix.

Il y eut donc dès le 8 février une Chambre française à Bordeaux. Des conservateurs, des royalistes, formèrent la majorité, très nationale, mais nullement dévouée à la République du « Quatre septembre ». Thiers fut acclamé « chef de l'Etat », ce qui signifiait une toute autre direction que la dictature de gauche d'un Gambetta et l'esprit tout de même guerrier qui régnait dans Paris, où les Allemands n'avaient pas fait leur entrée. D'après les clauses du traité qui fut douloureusement accepté par le vieil homme d'Etat, ils devaient avoir cette satisfaction si ardemment désirée en échange pour la conservation à la France de Belfort, imprenable grâce à l'héroïsme exemplaire d'un Denfert-Rochereau. Les troupes allemandes de toutes les provinces ne passèrent du reste que quelques heures dans la Babylone maudite: dès le 1^{er} mars on ratifiait à Bordeaux le traité du 26 février, contenant la cession de l'Alsace et de la Lorraine.

La France vaincue et dépouillée, le grand ministre prussien devenu le représentant de l'Allemagne entière pouvait accomplir le reste de son programme. Il avait pensé à un empire du Nord allemand dont la Prusse avait eu l'ambition au commencement de ce XIX^e siècle. Les Etats du Sud s'y seraient reliés d'une certaine façon. Les plus petits étaient disposés à faire un empereur pour tous les « pays », sous la condition indispensable que dans une Confédération ils conservent tous leur prestige et tous leurs droits, car personne n'allait jusqu'à une

annexion comme celles de 1866. Le prince héritier de Prusse, Frédéric-Guillaume, libéral de vieille date et époux d'une fille de la reine Victoria, donc un anglophile et un « parlementaire » par ses relations, tenait absolument à la conservation des formes constitutionnelles venant d'une histoire plusieurs fois séculaire. La Bavière, le Wurtemberg se montrèrent très peu enclins à l'abandon de leur complète indépendance; on vit plus tard qu'il y avait dans cette opposition plus que le sentiment de fierté, bien légitime, des vieilles dynasties, à savoir : le sentiment général d'Etats dont les habitants se considéraient presque comme des nations distinctes. Tout un clergé catholique, dominant la vie politique des campagnes, était l'adversaire furieux du rattachement à la Prusse protestante. Il y eut un vote formel de la Chambre de Munich contre ce qui paraissait une annexion déguisée, inadmissible après avoir participé, au prix de si grands sacrifices, à la victoire commune, si chèrement payée.

Mais Bismarck savait faire plier les résistances. Le roi de Bavière, Louis, un fantasque romantique, fut amené à proposer lui-même à ses frères couronnés l'érection du nouveau Reich sur des fondements ressemblant plus ou moins à ceux du Moyen-Age. Après avoir pensé à faire alterner la couronne de l'unité allemande entre les Hohenzollern et les Wittelbach, ce prince bizarre, qui avait lui-même par sa mère du sang prussien, écrivit la lettre qu'on voulait de lui à Guillaume I^{er} qui devait devenir une espèce de suzerain impérial de sa royauté. Tout cela ayant été arrangé, la mise en scène fut agencée par celui qui, étendant sa qualité de chancelier, qu'il avait pour le Nord, sur le Reich entier, voulait entourer l'acte suprême de l'unité germanique de tout le prestige historique de cette France écrasée. Ce fut donc dans cette magnifique galerie des Glaces à Versailles, dont les plafonds éternisaient les victoires de Louis XIV, remportées souvent sur cette même race, que les princes germaniques proclamèrent Guillaume de Prusse leur chef à tous, dans sa nouvelle qualité nationale, et non

territoriale, de *Deulscher Kaiser*, d'Empereur allemand : Guillaume avait voulu « Empereur d'Allemagne » ; Bismarck paraissait ne pas accorder trop d'importance à cette distinction, l'assimilant à celle qui sépare l'*homousios* et l'*homooousios* byzantins.

Mais, avec cette solennelle offense à son passé, la malheureuse France n'avait pas encore payé toute la dette accumulée du régime qu'elle avait souffert, se confiant à la sagesse et à la précaution de son Empereur. Un nationalisme anarchique et désorienté agitait tous les esprits à Paris. Les radicaux belliqueux regardaient avec défiance la composition de l'Assemblée, pacifique et modérée, d'allures royalistes, qui, à Bordeaux, avait cru devoir céder aux prétentions de l'ennemi. Les ouvriers avaient nécessairement d'autres conceptions politiques que les dociles paysans ; ils croyaient que les longues fatigues du siège méritaient autre chose que l'avantage de voir défiler sur les boulevards Prussiens, Bavaurois et Saxons. La garde nationale donnait des armes et un commandement à ces mécontents qui avaient laissé entrevoir leurs projets. Après les préliminaires du traité de Versailles (24 février) et la retraite des Allemands, qui évacuaient les forts, il y eut à Montmartre un choc entre les troupes de ligne et les gardes nationaux ; deux généraux, pris par les rebelles, furent fusillés. Les soldats se retirèrent à Versailles, et un gouvernement de la Commune de Paris fut installé, après une consultation de forme du corps électoral (18 mars).

Il fallut que les « Versaillais » prissent d'assaut la ville rebelle, où les meneurs, affolés par la défaite immanquable, immolaient les otages, parmi lesquels l'archevêque de Paris, et incendiaient les édifices publics, le palais jadis impérial des Tuileries, la Cour des Comptes. Des exécutions en masse furent la terrible sanction de ces crimes ; les proscriptions suivirent, impitoyables. L'ordre avait vaincu sur les victimes d'une lamentable guerre civile dont la vraie France était tout aussi peu responsable que des malversations et du désordre de l'Empire. Une France unifiée de force, entre les mains

d'une bourgeoisie à tendances monarchistes, signait l'acte définitif de la paix à Francfort, le 10 mai suivant.

Dès le 31 octobre 1870 Gortchakov avait communiqué aux représentants du Tzar à l'étranger que, devant les graves changements qui s'accomplissaient en Europe, la Russie ne se croyait plus obligée par l'article 11 du traité de Paris, celui qui concernait la situation dans la Mer Noire. Elle avait évité le geste de se soustraire à toutes les obligations de ce traité qu'elle considérait comme la marque durable d'une défaite passagère. Mais l'Angleterre était là, sinon pour s'opposer à la transformation, inopinée et cependant préparée depuis longtemps, de la situation orientale, au moins à la façon inaccoutumée dont la diplomatie russe avait essayé de la réaliser.

En 1866 le gouvernement libéral, disposé à la réforme électorale, de Gladstone et de Russell, qui avait succédé à Palmerston, mort au pouvoir, avait cédé la place à celui de Disraëli-Beaconsfield, uni à lord Derby. Etrangère à toute préoccupation sérieuse de politique continentale, la nouvelle formation ministérielle était préoccupée de la façon la plus intense de la solution du problème électoral, les libéraux poussant énergiquement au *bill* de réforme. En mars 1867 le projet, assez large, était en effet présenté à la Chambre des communes : la clause du double vote, conditionné par des conditions de cens, fut même bientôt abandonnée, certains comtés et localités bénéficiaires de privilèges électoraux en perdaient la moitié, et l'Université de Londres obtint le droit d'être représentée au Parlement. Il y eut même de la part du philosophe John Stuart Mill une proposition d'accorder le droit de suffrage aux veuves et aux femmes non mariées s'entretenant elles-mêmes, sans être soumises à l'autorité paternelle. On parla aussi à la Chambre des Lords de la représentation des Universités¹.

Dès le mois d'août 1868, malgré une assez forte opposition des Lords, l'Angleterre vivait sous le nou-

¹ Arnd, ouvr. cité, pp. 72-75.

veau régime, beaucoup plus généreux, et les voix conservatrices s'étaient réunies aux whigs pour soutenir la réforme. C'était un moyen de refaire une solidarité nationale, assez ébranlée depuis des dizaines d'années déjà, paralysant en quelque mesure, après la guerre de Crimée, l'action du gouvernement anglais. Mais en Irlande, où le mouvement des fenyans révolutionnaires avait été étouffé, la vieille querelle religieuse subsistait, et les catholiques, formant l'immense majorité du pays, s'attaquaient aux principes d'une Église protestante, d'Etat, dont les tories eux-mêmes n'étaient plus disposés à soutenir les privilèges vieilliss.

Pour en arriver à ce but, des réunions publiques allaient jusqu'à demander la constitution de l'île en un État séparé. Le Parlement dut s'occuper dès 1868 de cette question, et Disraëli, devenu, après la retraite de Derby, président du Conseil, trouva devant ses rares ressources d'esprit l'énergie, procédant d'une haute conscience honnête, de Gladstone, devenu le porte-parole des libéraux. Il arriva à gagner les voix pour une proposition nette, allant à l'encontre des réserves cauteleuses de son adversaire. Disraëli, qui résista jusqu'au bout, demandant en sa faveur la dissolution du Parlement, dut céder enfin un pouvoir dont la courte durée n'avait pas assouvi une ambition bien vive, mais peu commune. Le Parlement fut dissous, et ce fut Gladstone, avec Russell, qui présidèrent aux élections.

Le parti ouvrier en formation fut battu dans les élections qui, malgré le grand nombre des représentants de la richesse et de la naissance, donnaient une forte majorité libérale. Les conservateurs dirigèrent aussitôt une attaque à fond de train contre le projet de réforme religieuse en Irlande. Une puissante agitation se produisit dans tout le pays. Le débat finit par un compromis dû à l'habileté de Disraëli, qui parut ainsi décider une question sur laquelle par deux fois il avait été vaincu. Le principe des whigs était maintenu; l'Etat n'avait plus son Église protestante en Irlande, mais les modalités avaient dû être changées souvent dans le sens des tories,

réconciliés au grand changement. En 1870, on pensait déjà à une réforme des conditions agraires dans cette île, où la majorité indigène de la population végétait dans un état de pauvreté et d'abandon qui n'était pas seulement une tache pour le royaume-uni, mais aussi une honte pour la civilisation moderne. La situation économique, des métayers au moins, fut rendue meilleure. Les libéraux réussirent aussi à donner aux masses anglaises le premier enseignement élémentaire d'Etat, devant faciliter la formation d'un prolétariat cultivé, qui manquait trop jusque-là à la vie politique du pays; là encore fut détruit une partie de l'ancien édifice confessionnel.

Après avoir donné une solution, même provisoire, aux grandes questions urgentes de l'intérieur, l'Angleterre se reprit, sous la direction du nouveau ministre des Affaires étrangères qui succéda à lord Clarendon, lord Granville, à suivre avec un intérêt qui avait trop tardé les grands changements qui se poursuivaient sur le continent.

Un essai d'intervention au commencement de la guerre franco-prussienne avait échoué; la Prusse put s'apercevoir que non seulement les sympathies de la nation anglaise, mais aussi les dispositions du Ministère libéral de la reine étaient du côté de la France, entrée elle-même dans les voies du constitutionnalisme. La façon dont fut inaugurée la guerre par le gouvernement impérial changea cependant, et d'une façon radicale, cet état d'esprit dans l'opinion ¹.

On avait appris aussi, avec un profond mécontentement, les intentions de Napoléon III sur la Belgique dont la liberté était un des principaux points de programme pour tout régime anglais. On s'empressa d'as-

1. Sur l'opinion française concernant l'Angleterre en 1867, ces observations de Boucher de Perthes, *Voyages en Angleterre, Ecosse et Irlande*, Paris 1868, p. 114 : « Chez les Anglais, les administrateurs et les administrés ne sont pas comme chez nous deux ennemis en présences : ce sont deux associés, qui de bonne foi, travaillent pour la même cause d'intérêt public, parce qu'ils voient également le leur. »

surer par une nouvelle convention cet état de choses, l'Angleterre se déclarant prête à soutenir dans le conflit la partie qui défendrait le droit du petit royaume.

Bientôt après cependant, l'égoïsme des intentions et la dureté des systèmes allemands amenèrent un fort revirement dans l'opinion anglaise, et il dura jusqu'à la fin de cette terrible guerre. Mais c'est en vain que la médiation de l'Angleterre fut demandée avec désespoir par la France poussée aux extrémités, et ceci bien qu'un nouveau régime, libre des péchés du napoléonisme, se fût présenté en suppliant devant le ministère Gladstone. Vers la fin de l'année 1870 seulement, il y eut bien un timide essai de médiation, que Bismarck rejeta.

Lorsque la déclaration russe sur la Mer Noire se produisit, il fallut réagir, d'autant plus que l'on croyait que le gouvernement du Tzar ne s'arrêterait pas là. On ne s'était pas rendu compte assez de l'influence énorme que devait avoir dans les Balkans la création, aussi par la diplomatie russe, qui donnait satisfaction aux désirs de longue date de la nation bulgare, capable de s'adresser aux catholiques pour arriver à sa liberté religieuse usurpée par les Grecs, d'un patriarcat slave pour cette nation, jugée plus maniable que les Serbes, qui avaient déjà leur Etat.

Le firman du 10 mars définissait par les limites de cette importante création religieuse les frontières mêmes d'une Bulgarie à créer pour la première occasion. L'exarque installé à côté de l'œcuménique, à Constantinople même, ne laissait aux Grecs que l'autorité sur le littoral de la Mer Noire. La Serbie, où le grand prince Michel avait été assassiné en juin 1868, cherchait à consolider le trône du neveu mineur du mort, Milan, et une action de cet autre pays slave n'était plus à attendre.

La Grèce du nouveau roi se cherchait une direction, et l'insuccès à l'égard de la révolte crétoise l'avait profondément humiliée. On parlait de nouveau de l'imminence d'une invasion russe dans les Principautés, qui demandaient conseil à l'Autriche.

La monarchie des Habsbourg s'était bientôt refaite de son désastre de 1866, et, puisque son centre de gravité s'était déplacé à Budapest, elle entendait reprendre son ancienne influence en Orient. On avait vu les vaisseaux autrichiens dans la Mer Noire lors du voyage de François-Joseph à Constantinople et à Suez. Les agissements de l'héritière catholique de Byzance recommençaient dans les provinces serbes de l'empire ottoman. Empêchée, par l'attitude de la Russie et par les sentiments de sa population allemande, de prendre part contre la Prusse à la guerre de 1870, elle espérait bien se trouver des compensations ailleurs que dans le succès, aléatoire, de cette revanche. Andrassy, qui conduisait la politique orientale de l'Empereur-Roi, avec un fort souvenir de la mission de sa Hongrie au Moyen-Age, était là pour suivre ces buts.

Pour le moment, les deux rivales de la Russie, Angleterre et Autriche, n'avaient qu'un chemin à suivre, celui de sembler accorder par une collaboration avec les autres Puissances ce que le Tzar venait de s'attribuer lui-même. Ce fut encore un succès de Bismarck que de paraître décider au milieu d'une guerre, en médiateur désintéressé, la réunion d'une Conférence qui serait destinée à corriger les prescriptions controversées d'un traité sans valeur actuelle. L'Angleterre fut flattée de pouvoir l'accueillir à Londres. Les discussions commencèrent en janvier 1871, et le nouveau gouvernement français, auquel on s'était borné à « faire part » de cette décision, pour laquelle on n'avait pas consulté le principal signataire du traité de Paris, eut lui aussi la satisfaction de se voir reconnu par la participation de son délégué aux séances ¹. Mais il ne parut que vers la fin de mars, lorsque déjà la paix avec l'Allemagne était menée à bonne fin. De son côté, la Turquie, heureuse d'avoir échappé à

¹ Les passeports, demandés dès la fin de l'année, avaient été refusés par Bismarck à Jules Favre, qui croyait pouvoir soulever à la Conférence la question française (Charles-Roux, *ouvr. cité*, pp. 528-529). En février 1871, Jules Favre pensait à « une protestation » des neutres au sein de la Conférence contre les cessions territoriales imposées à la France (*ibid.*, pp. 532-533).

l'invasion russe, qu'elle avait appréhendée, n'avait pas tardé à donner son acquiescement. La Mer Noire était de nouveau livrée aux caprices belliqueux de la Russie, dont la préparation militaire commençait déjà pour la réalisation de projets dont la réalisation n'avait été qu'ajournée pendant la période de « recueillement ¹ ».

L'antagonisme entre les deux héritiers présomptifs de l'Empire ottoman était déjà ouvert; une nouvelle phase commençait dans la vie de souffrances et d'espoirs des nationalités chrétiennes soumises au Sultan, qui, après l'exemple roumain, italien et allemand, croyaient pouvoir invoquer elles aussi le droit d'avoir l'unité et l'indépendance. Une guerre se dessinait à l'horizon pour un avenir pas trop lointain.

Si Napoléon III avait continué à exercer, comme une dizaine d'années auparavant, une vraie hégémonie sur l'Europe, peut-être serait-on arrivé, en dépit des difficultés, si grandes, à des solutions pacifiques de ces conflits inévitables. L'Allemagne unie du « Deutscher Kaiser », tutelée par le génie du grand chancelier, prétendait s'être substituée à cette puissance créatrice et modératrice. Une nouvelle hégémonie aurait remplacé l'ancienne, l'imitation napoléonienne étant évidente dans tout ce qui avait été fait, et devant s'affirmer ensuite, avec une teinte d'américanisme économique, qui sera exposé dans la suite, dans d'autres domaines aussi. Ce n'était pas la première fois dans l'Histoire que le vainqueur prenait les caractères distinctifs du vaincu qu'il désirait remplacer. Mais un examen attentif arrive sans grand'peine à montrer que l'hégémonie prussienne n'était et ne sera, malgré les grands dons d'une nation de plus de trente millions d'âmes, très active et très cultivée, encore parfaitement disciplinée, malgré des finances florissantes et le trésor de guerre formé à Spandau par les cinq milliards de dédommagements exigés de la France, malgré une armée qui restera inégalable, qu'une brillante illusion. Les menaces de guerre, contre ceux qui ne

¹ Voyez aussi notre Préface à *la Correspondance diplomatique de Charles I^{er} de Roumanie*, Bucarest, 1921.

voulaient pas suivre les conseils ou les injonctions de Berlin, ou accepter sa médiation, ne manqueront pas, mais on savait aussi combien l'Empire, une fois formé, avec tant de risques et de sacrifices, tenait à rester pacifique; à Versailles même Guillaume I^{er} l'avait solennellement promis.

Il le devait, à une époque de consolidation nécessaire, aussi par égard à la situation intérieure entre des Etats que tant de souvenirs et d'intérêts continuaient à séparer, et en Prusse même, où des partis nouveaux surgissaient et une nouvelle situation sociale se dessinait.

Dès la réunion, en mars 1871, du premier Reichstag, on put constater, à côté des partis disposés à soutenir la politique de Bismarck, libéraux et « conservateurs libres », une opposition formée par les vieux conservateurs, le centre catholique et le parti progressiste qui s'était repris. Sans compter les nationalités, le puissant groupe polonais et les Alsaciens irréconciliables, — leur pays étant devenu un Etat séparé, dépendant du Reich, avec une diète, mais administré par l'Empereur —, qui cherchèrent des attaches du côté du centre.

Les institutions de l'Empire devaient être créées: l'armée, la justice, avec son tribunal mixte à Leipzig, la monnaie, la Banque d'Empire, les communications, le système économique: une longue et dure besogne demandant les efforts dévoués de la plupart des hommes politiques de la nation, peu disposée à se détacher de ces problèmes essentiels pour courir les aventures ou élever des prétentions vaines à la domination du monde. Les luttes de parti devaient bientôt les diviser, et pour longtemps.

Sous l'influence des souvenirs du séparatisme, des rancœurs des dynasties évincées, comme celle du Hanovre, et aussi, surtout, sous l'impulsion du nouvel essor de la Papauté, laquelle, après la perte du domaine séculier, s'était trouvée une compensation dans les décisions du Concile de Latran, qui décréta l'infailibilité pontificale, ce groupement du Centre s'était formé, qui demandait que l'Etat n'attaque aucun des droits de l'Eglise, ni ceux sur

les consciences, ni ceux sur l'enseignement. Un fougueux orateur, le « guelfe » Windhorst, en devint le porte-parole et le chef. Ce mouvement se dirigeait, bien entendu, contre la Prusse protestante. Le programme du parti contenait aussi des mesures de liberté et de secours social qui lui assuraient les sympathies des classes rurales surtout. Si un parti des « vieux catholiques » s'était formé à l'encontre de ces prétentions, demandant ce que le XIV^e siècle avait fait à l'égard de la Papauté, ce n'était pas ce groupement qui aurait été capable de défendre les droits les plus naturels de l'Etat national contre une Eglise internationale gouvernée par un chef toujours étranger sur une terre devenue étrangère. La loi sur l'instruction publique, avec ses prescriptions strictement étatiques, devait provoquer inmanquablement la guerre. L'interdiction de séjour aux Jésuites, la persécution contre cette ancienne milice restaurée du Pape, l'envenima. Pie IX assimila Bismarck, sans le nommer, au colosse du prophète Daniel, qui sera détruit par la pierre roulant d'en haut. Bismarck se retira de la présidence du Conseil prussien à la fin de l'année 1872, laissant la place à Roon, lorsque à ces motifs de découragement s'ajouta l'attitude de ses anciens amis les conservateurs à l'égard d'une loi plus libérale pour l'organisation des provinces prussiennes. Mais l'œuvre législative destinée à subordonner l'Eglise à l'Etat n'en fut pas moins continuée par les lois de mai 1876, qui fixèrent, presque comme dans la catholique Autriche, les conditions, d'indigénat et d'études reconnues par les autorités laïques, dans lesquelles on pouvait exercer les fonctions de prêtre, ainsi que les droits de censure des prêtres à l'égard de leurs ouailles, l'interdiction des mesures de discipline venant de l'étranger, les modalités selon lesquelles on pouvait passer d'une confession à une autre. Bismarck invoqua tous les actes historiques de la lutte entre l'autorité ecclésiastique et le pouvoir politique, dès les jours d'Agamemnon, pour soutenir les projets de son ami Falk, qui passèrent dans le Parlement prussien.

La résistance fut aussitôt organisée par les adversaires de cette politique, et les procès devant le « tribunal ecclésiastique » nouvellement créé cherchèrent à la briser. Le Pape avait donné son appui, et sa lettre à l'Empereur déclarait hardiment que « tout homme qui a reçu le baptême appartient d'une certaine façon au Pape ¹ ». « Je n'ai pas d'autre médiateur entre Dieu et moi que Jésus-Christ » répondait Guillaume. Le Kulturkampf, nommé ainsi par un ancien ennemi de Bismarck, le grand physiologue Virchow, qui se ralliait à son attitude envers le Pape, s'était ouvert. Le chancelier avait repris la présidence du Conseil pour conduire la lutte. Jamais les attaques n'avaient été plus sauvages contre le « menteur » qu'il fallait pendre, « le traître », le Néron, le Dioclétien. Un attentat fut provoqué par ces calomnies et ces injures. Bismarck n'en poursuivit pas moins sa marche, retenant, comme Philippe-le-Bel jadis, les revenus du chef de l'Eglise catholique et invitant les communes à se choisir librement leurs curés, expulsant, sauf certaines exceptions, tous les ordres religieux et introduisant le mariage civil. La résistance se prolongea cependant sans faiblir. Ce sera le mérite du nouveau Pape, Léon XIII, un « politique », de prêter la main à une réconciliation, et cela dès son élection, en 1878.

A côté de ces soucis, le Reich croyait avoir à craindre une revanche française. Dès le 31 août 1871, Thiers, le chef de l'exécutif, était, de fait, devant une Assemblée composée pour les trois quarts d'orléanistes, président d'une République qui ne devait être votée que plus tard, en 1875, à une seule voix de majorité ².

Réunissant autour de lui les chefs du libéralisme, Jules Favre, Jules Simon, Casimir Perier — Gambetta seul

¹ Gottlob Egelhaaf, *Geschichte der neuesten Zeit vom Frankfurter Frieden bis zur Gegenwart*, 6^e édition, Stuttgart, 1919, p. 39.

² Elle donnera un Sénat élu, sans membres de droite, et une Chambre résultant d'élections par scrutin d'arrondissement et ayant le droit de nommer elle-même 75 sénateurs inamovibles (les élus étaient 225). Le Parlement élit le Président de la République pour sept ans : il peut être réélu.

restait à l'écart, irréconciliable encore dans son radicalisme —, il se mit, presque octogénaire, à l'œuvre pour refaire un pays ruiné et donner un nouvel esprit, d'optimisme et de confiance, à ceux que la guerre extérieure et la guerre civile avaient si profondément démoralisés. Ce fut une des plus belles œuvres de l'Histoire, accomplie avec beaucoup de tact, avec calme et une admirable confiance patriotique. En deux ans furent payés tous les termes d'une indemnité qu'on avait crue au premier moment écrasante. L'économie française avait remporté une victoire plus importante que le plus brillant succès militaire. Le dernier soldat allemand dut abandonner le territoire de la France. L'emprunt national, couvert avec enthousiasme, avait suffi pour ce résultat. Une nouvelle loi militaire écartait toutes les exceptions et introduisait de fait le système prussien; cinquante nouveaux régiments montèrent l'effectif de l'armée française à un demi-million. Les efforts des ultramontains furent maîtrisés.

En mai 1873 la discussion sur la forme définitive du gouvernement de la France amena la démission de Thiers, qui rentra dans la vie privée. Un monarchiste qui pleurait la mort de son empereur — Napoléon avait fini ses jours à Chislehurst, en Angleterre —, un catholique, un ultramontain, le maréchal de Mac-Mahon, lui succéda. On lui prêtait le rôle d'un Monck, et, si le comte de Chambord, devant lequel avaient consenti à se retirer les princes d'Orléans, ne voulait revenir que sous le drapeau blanc de Louis XIV, en roi « par la grâce de Dieu », le comte de Paris, le duc d'Aumale présentaient une royauté constitutionnelle sous le tricolore. Il refusa cependant de recevoir « Henri V », même furtivement, à Versailles, et accepta le septennat présidentiel qui décidait la question. Les sentiments royalistes du Ministère de Broglie et ceux, bonapartistes — les partisans de la dynastie napoléonienne reconnaissaient le fils du prisonnier de Sedan, Louis, comme Napoléon IV —, de celui qui lui succéda, ne pouvaient pas être un obstacle pour la Constitution républicaine, qui ne tarda pas.

L'Allemagne conservait ses alliés de 1870. En août 1871 Guillaume I^{er} se rencontra à Ischl avec François-Joseph, qui avait pensé un moment, approuvant les idées de son ministre Hohenwart, à s'appuyer sur les Slaves de la Monarchie, accordant une individualité aux Tchèques, qui auraient eu aussi la Moravie et la Silésie. Après cet échange de vues, le Ministère autrichien fut changé, les libéraux venant au pouvoir avec le prince Auersperg; Beust lui-même se retira quelques jours plus tard, en novembre. Le courant allemand domine désormais à l'Ouest de la Leitha et le libéralisme remplacera le Reichsrath sortant des diètes locales par celui dérivant des élections de premier degré (sauf pour les campagnes), dans lesquelles la grande propriété, les villes, les Chambres de commerce et d'industrie avaient un nombre déterminé de mandats ¹.

L'entrevue de Berlin, en septembre 1872, réunissait aux deux souverains allemands le Tzar, qui avait félicité sans réserve l'empereur allemand pour la conclusion de la paix de Francfort. Deux conventions, en mai et en juin 1873, entre l'Allemagne, d'un côté, la Russie et l'Autriche, de l'autre, prévoyaient un appui ou une aide en cas d'une attaque de la part d'une troisième Puissance. On pensait déjà à l'éventualité d'une guerre de revanche de la France régénérée.

Un nouveau système européen se formait ainsi sans la France et contre son réveil. L'Italie, qui voyait dans Thiers un ancien ennemi de son unité et dans Mac-Mahon un partisan de la restitution du Pape dans ses possessions, vint s'y inscrire. En 1873, après une visite du prince héritier Humbert à la Cour de Prusse, Victor-Emmanuel visitait l'Exposition de Vienne et se montrait à Berlin. Deux ans plus tard, avec le même ministère Minghetti, le roi d'Italie accueillait l'Autrichien à Venise, et à Milan le vieil empereur allemand. En Espagne, Amédée de Savoie, qui avait accepté le trône refusé par Léopold de

¹ Voy. aussi Wertheimer, *ouvr. cité*, I, p. 550 et suiv.; surtout pp. 563, 601 et suiv.; II, p. 11 et suiv.

Hohenzollern, eut bientôt devant lui carlistes et républicains. Se maintenir dans cette situation répugnait à sa droiture, à l'esprit chevaleresque de sa Maison. Il quitta Madrid en février 1873, et la République fut proclamée, mais sans être mieux obéie. Son président, l'éloquent Emilio Castelar, n'était pas un homme d'action, fait pour les tempêtes politiques. Un vague socialisme s'agitait dans les principales villes, et des aventuriers politiques purent même se saisir un moment de la flotte espagnole. Après un an de vains efforts, le pouvoir fut confié à un militaire, le maréchal Serrano, qui eut contre lui, les carlistes. Lorsqu'un autre chef de l'armée, le général Martinez del Campo, proclama le très jeune fils d'Isabelle comme Alphonse XII, le dictateur se retira sans résistance (décembre 1874). Le ministre du nouveau roi, Canovas del Castillo, n'épargna pas les moyens les plus sévères pour détruire les bandes basques de « Charles VII ». Dans cette œuvre, la France républicaine ne lui donna aucun appui. Après la mort de sa première femme, sa cousine Mercédès, Alphonse épousa cette princesse autrichienne, Marie-Christine, qui devait diriger la politique de son mari vers les Puissances Centrales.

Mais cette constellation politique ne donna pas à l'Allemagne le concours qu'elle désirait pour écraser en 1875 la France dont la rapide réfection inquiétait l'âme, troublée par les dures luttes intérieures, du chancelier. Des diplomates, des généraux, Moltke lui-même, préféraient à une incertitude continuelle la guerre immédiate, et ne se gênaient pas de le dire ouvertement. Il y eut une intervention anglaise, et des conseils partirent de Pétersbourg. L'Autriche-Hongrie d'Andrassy se déroba seule, alors que le Tzar croyait nécessaire ce voyage à Berlin au bout duquel Gortchakov pouvait déclarer que « la paix est assurée ».

Si l'Allemagne elle-même était retenue dans ses limites, si larges, par des questions extérieures attendant encore leur solution et par les besoins de son nouvel

« équilibre européen », les deux autres Empires tenaient à rechercher des compensations proportionnelles aux formidables dimensions du grand Etat qui s'était formé à leurs frontières.

Andrassy donnait une direction énergique à la monarchie danubienne, dont il était devenu le chancelier, travaillant dans le sens et d'après le modèle de Bismarck, qui constitua pendant longtemps le type à imiter par les ministres à poigne de tous les pays. Il poursuivait des buts qui n'étaient pas ceux d'une idée nationale. Alors que la Hongrie était gouvernée par un groupe de hobereaux, à leur tête ce Coloman Tisza dont le chancelier méprisait ouvertement l'esprit patriarcal et les vues étroites, se préoccupant assez peu des naïfs et brutaux essais de magyarisation de son conational, Andrassy avait repris la grande politique de 1853 à l'égard de la péninsule des Balkans. Il flattait la Roumanie, qui, après avoir établi la nouvelle dynastie, en grande partie par l'action de Jean Brătianu, le chef des libéraux, le voyait travailler à se défaire, en 1871, par un mouvement populaire, de ce prince représentant une race ennemie de la France, aimée dans ses malheurs. Charles I^{er} se confia, après les démonstrations menaçantes contre le consulat de Prusse à Bucarest, au gouvernement conservateur de Lascar Catargiu, honnête boïar un peu arriéré. On recommandait fortement à ces ministres, inquiétés par la vigueur de l'action libérale dans le pays, de s'orienter d'après Vienne, laissant de côté tout souci, vain, concernant les trois millions de Roumains transylvains, destinés à passer peu à peu à la nation dominante. Le prince Carol fera une visite à l'empereur François-Joseph, et il s'arrêtera aussi à Pesth : ce voyage sera présenté comme ayant posé les bases d'une politique extérieure définitive pour les Roumains libres. Désireuse d'indépendance ou, au moins, de se voir reconnaître le droit de conclure des conventions, la Roumanie du prince Charles signa une entente de commerce, favorable à ses intérêts, avec la Monarchie. De ce côté, Bismarck s'était rendu antipathique au prince lui-même par sa pression en faveur des débiteurs

allemands de la faillite de Strousberg, l'entrepreneur malhonnête des nouveaux chemins de fer roumains.

En 1872, lorsque le prince Milan fut déclaré majeur, il y eut de grandes démonstrations irrédentistes, auxquelles on avait eu le courage d'inviter les communes serbes de Hongrie; on acclamait à Belgrade une future royauté serbe, s'étendant au moins sur tout le territoire balcanique habité par la race. Mais dès 1874 l'Autriche-Hongrie, qui en 1869 avait dû intervenir militairement dans la Crivochtchié, du côté de Risano, où travaillaient des intrigues monténégrines, parlait en faveur des Bosniaques réfugiés sur le territoire dalmate. C'était l'ancien jeu consistant à se chercher dans ses Slaves du Sud, opprimés par une mauvaise administration traditionnelle, un appui pour sa pénétration dans la péninsule. La Bosnie et l'Herzégovine figuraient dès 1868 dans ses projets d'annexion. Il y eut une visite de vassalité du jeune prince serbe à Vienne, et le ministère Ristitch, représentant une autre politique, fut sacrifié après le retour du prince de Paris.

Mais ceci ne suffit pas pour une réconciliation avec l'Empire voisin qu'avaient offusqué les grands projets d'union slave à l'époque du prince Michel. En 1875 on vit François-Joseph faire dans les eaux de l'Adriatique, teintes du sang italien une dizaine d'années auparavant, un voyage d'hégémonie, rassemblant autour de sa majesté, au cours de brillantes festivités, le Monténégrin, reçu en grâce, le représentant diplomatique du bon ami roumain, auquel on pardonnait le nouveau Ministère « rouge » de Bratiano, mais pas aussi celui de Milan, dont le caractère et la politique étaient sévèrement critiqués. On parlait ouvertement de la possibilité d'établir un archiduc à Belgrade, pleine encore des souvenirs d'Éugène de Savoie ¹.

C'est à la suite des agissements simultanés du Monté-

¹ Voy. les sources dans notre *Histoire des Etats balcaniques*, pp. 371-372 et surtout la *Correspondance diplomatique de Charles I^{er}* et les ouvr. de Beer et de Soznowski, *Die Balkanpolitik Österreich-Ungarns seit 1866*, I, Vienne, 1914; Wertheimer, ouvr. cité, II, pp. 48 et suiv. 91-92

négro, de la Serbie et de la politique autrichienne, plus que à cause des difficultés agraires, — les begs, Serbes passés à l'islam, opprimant leurs congénères restés misérables paysans chrétiens —, qu'une révolte éclata dès 1875 en Herzégovine, puis en Bosnie. Les organisateurs travaillaient en territoire autrichien, dans un monastère près de Raguse. L'Autriche-Hongrie fut en tête des Puissances qui se crurent obligées d'intervenir.

À côté il y avait le cabinet de Berlin, mais la Russie ne pouvait pas manquer à l'appel; comme en 1853 encore, elle n'admettait pas que son ancienne rivale lui ravisse une proie qu'elle s'était réservée depuis un siècle et demi : les chrétiens des Balkans qui appartenaient à la religion orthodoxe.

Elle n'avait pas cessé de poursuivre attentivement l'état d'esprit chez les Bulgares. Midhat-Pacha, un homme façonné par l'Occident et continuant le cours inauguré par Réchid, continué par Aali et Fouad, un « anglisant » sincèrement pénétré de la nécessité des réformes, avait essayé de parer le coup en réorganisant ce vilayet du Danube auquel il consacra, et non sans résultat, le meilleur de son activité. Parmi les Bulgares mêmes il y avait des partisans d'un dualisme avec les Turcs qui, admettant même le turc comme langue officielle, aurait fait du Sultan aussi un Tzar bulgare dont le lieutenant aurait administré les provinces réunies de la « race » ¹.

Cependant le comité révolutionnaire, depuis longtemps établi en Roumanie, avec des centres d'action à Bucarest, à Brăila et à Giurgiu, grâce à la large tolérance du gouvernement roumain, surtout sous Brătianu, n'en continuait pas moins ses travaux. Il fallait briser de force ce « joug » qu'on soulevait un peu pour mieux pouvoir le retenir. Le diacre Levski, poussé après la mort de Rakovski, par son conational Liouben Karavelov, envahit

¹ Alois Hajek, *Bulgarien unter der Türkenherrschaft*, Berlin-Leipzig, 1925, pp. 231-233, p. 256-259, et Sutherland Edwards, ouvr. cité, p. 103. Aussi d'après les Notes de J.-A. Mac Gahan, *Die türkischen Greuel in Bulgarien*, Stettin 1876. Cf. Gladstone, *Bulgarian horrors* et, du même, *Question of the East*.

sa patrie à la tête d'une bande en 1873; il fut saisi et décapité. Sans se laisser intimider par cette tragédie, des groupes bulgares levèrent dans plusieurs villages le drapeau de l'insurrection, méthodiquement préparée. On projetait l'incendie des grandes villes, en commençant par Constantinople, et la réunion d'un Parlement bulgare à l'air libre, qui tint de fait ses séances à Oborichté. Le nouveau régime de la liberté fut installé solennellement à Panaguïourichté. Une femme en armes, la « reine des Bulgares », figura dans le cortège à côté du mystérieux révolutionnaire Benkovski. Et le poète Botiov un rêveur socialiste, associé au jeune nihiliste Stamboulov, suivit, au prix de sa vie, se saisissant d'un bateau autrichien sur le Danube, l'exemple de Levski. Il y eut une répression sauvage, surtout à Batak ¹.

Pour satisfaire l'opinion publique anglaise et pour empêcher une participation de la Russie seule, Gladstone prit le parti de la race persécutée. Dès 1873, après avoir imposé avec difficulté des solutions incomplètes dans la question de la réforme militaire, dans celle des abus électoraux et à l'égard des troubles en Irlande, suscités par les « rïfflemen », il avait voulu se démettre, mais Disraëli n'avait pas accepté la succession, qui lui offrait très peu de garanties. Un mouvement radical s'était produit dans le pays, et pour la première fois on parlait ouvertement de république, qui serait établie, non pas au profit d'une bourgeoisie ambitieuse, mais de « l'ouvrier producteur » ². La bruyante carrière d'un Charles Dilke, qui devait finir, par des scandales privés, commençait sur cette base. L'heure des tories était pressée par le danger de ces courants mêmes. Gladstone avait avancé, par la dissolution des Chambres, cette heure; les élections de 1874 installèrent au pouvoir son adversaire. Le nouveau Ministère présida à une réconciliation avec la Russie : mariage du duc d'Edimbourg, fils de la reine, avec la fille d'Alexandre II, visite du Tzar à Londres en 1874. L'année suivante, l'Angleterre et la Russie eurent à l'égard du conflit

¹ Hajek, ouvr. cité, p. 239 et suiv.

² Bulle, *Geschichte der Jahre 1871 bis 1877*, Leipzig 1878, II, p. 143.

franco-allemand une action commune. Mais, lorsque les troubles balcaniques éclatèrent, le gouvernement anglais resta fidèle à ses sympathies pour la Turquie, qui devait conserver son intégrité. Et ce fut en chef de l'opposition libérale que Gladstone proclama, pour la première fois dans un Parlement britannique, que la mission de l'Angleterre dut s'inspirer d'une autre idéologie et poursuivre des buts nettement favorables aux chrétiens. Il devait entraîner le ministre des Affaires étrangères Derby et contribuer à donner une base européenne aux problèmes balcaniques qui, à l'Est et à l'Ouest de la péninsule, se posaient de nouveau.

La Turquie essaya de se défendre contre une immixtion étrangère. Dès le 12 décembre 1875 elle accordait une certaine autonomie communale et régionale et l'emploi de la langue serbe. Andrassy ne se déclara pas satisfait, et, présentant toute une liste de réformes, il finissait par ce qui l'intéressait le plus : la nomination d'une commission mixte qui devait en surveiller l'exécution (décembre). Il réussit à obtenir l'assentiment des Puissances, qui en revenaient, à l'égard de cet Etat tutelé, à la conception de l'ancienne Europe de 1856.

Le Ministère turc, comprenant des hommes d'un esprit aussilibéral que Réchid, se déclara prêt, en janvier 1876, à créer deux provinces d'autonomie bulgare, et en février à donner une solution à la vieille question agraire en Bosnie et Herzégovine. Les insurgés n'en voulurent pas, et en Serbie le ministère Marinovitch, puis celui de Ristitch, ne trouvant pas d'issue à la situation, durent partir; des mouvements de troupes se produisirent et le prince prit l'attitude de quelqu'un qui prépare une guerre, Pendant ce temps l'accord des Puissances faisait faillite; l'Europe, unie un moment pour une démonstration le lendemain de l'assassinat des consuls par une multitude fanatique à Salonique, se détachait d'après les intérêts divergents, et l'Angleterre des tories ne voulait pas contraindre la Turquie; l'Autriche croyait que la diplomatie seule pourrait réussir et craignait de faire profiter la Serbie; la Russie, agitée par le sentiment-

lisme panslaviste d'un Katkov, n'était pas au bout de sa réorganisation militaire. A Constantinople on avait déposé d'abord, puis trouvé mort, le Sultan Abdul-Aziz, les veines ouvertes, et un autre « fou » de sa famille, Mourad, prenait en mai, pour quelques mois, cette place suprême, de la hauteur de laquelle, sous une vraie terreur du fanatisme, on ne pouvait rien décider.

Mais déjà, à l'encontre de l'idéologie ou des intérêts des grandes Puissances, la Serbie avait été contrainte à intervenir. La proposition que Milan, reconnu prince héréditaire par la Porte, et le prince Nicolas du Monténégro, sommé en juin de s'expliquer, firent parvenir à Constantinople, où elle devait être accueillie avec indignation, ne tendait à rien moins qu'à détacher de l'Empire ottoman les deux provinces révoltées, que les deux États serbes se seraient partagées d'après les conventions géographiques, sous la forme d'une administration en vue de réformes sous le nom du Sultan. C'était la guerre, et une guerre des Balcaniques eux-mêmes, que les Puissances intéressées avaient voulu éviter à tout prix.

Pendant que le prince Milan levait le drapeau de la liberté, acclamé par tous les Slaves, Bismarck amenait une rencontre de François-Joseph et du Tzar à Reichstadt, en Bohême. Les « pourparlers secrets » aboutirent à une entente sur le sort réservé aux belligérants; en cas de victoire des chrétiens, quelques légers accroissements de territoire; en cas de défaite, le *statu quo*. Mais, dans la première alternative, ce sera la monarchie des Habsbourg qui administrera la Bosnie et l'Herzégovine: des drapeaux aux couleurs autrichiennes avaient paru en Bosnie-Herzégovine, et on entendait crier « Vive François-Joseph, empereur de Croatie »; il y avait des projets socialistes de dictature de la Skoupchtina et de drapeau rouge. La Grèce obtiendrait l'Épire, la Thessalie et l'île de Crète, des provinces autonomes étant formées en Bulgarie, en Albanie et en Roumélie; la Russie ferait disparaître la dernière trace du traité de Paris en reprenant les

trois districts bessarabiens¹. Plus tard, Gortchacov déclarait ne pas se rappeler que cette dernière province eût été mentionnée dans les ouvertures faites par Andrassy.

La guerre, que les deux pays slaves alliés présentaient seulement comme une intervention destinée à pacifier et réformer les provinces chrétiennes en révolte, fut menée, bien entendu, dans des conditions difficiles. Il n'y avait rien de conclu avec la Grèce. La Roumanie se tenait dans l'attitude prudente de l'expectative que lui recommandait Vienne et qu'appuyait Berlin. Les Bulgares, décimés et atterrés, n'osaient plus un geste. Des monitors autrichiens croisaient devant Belgrade, et la Russie officielle ne suivait guère les panslavistes russes qui donnaient à cette action de race tout l'appui dont était capable une société pleine de fanatisme. De Pirote, de Vidine, de Nich l'invasion turque se produisit, et les pauvres soldats-paysans, en chemise et en sandales, la besace sur le dos, ne pouvaient pas résister à cette triple pression. Le chef des volontaires russes, Tchernaiëv, ne réussit pas à défendre la vallée de la Morava. Dès le 24 août, Milan demandait la médiation des Puissances : l'Angleterre et l'Italie seules répondirent à son appel; les héritiers de Byzance se réservaient; l'Allemagne de Bismarck s'en tenait à son rôle de Reichstadt. Quant à la Turquie victorieuse, elle consentait tout au plus à éviter une déchéance au vassal félon que Tchernaiëv, pour prolonger la guerre, faisait proclamer roi par les soldats de son armée².

L'armistice fut imposé par l'intervention des consuls, puis rompu en automne, quand la Russie avait déjà commencé sa mobilisation. Elle voulait avoir un mandat européen avant d'intervenir dans les conditions néces-

¹ E. Wertheimer, ouvr. cité p. 322 et suiv.; Slobodan Iovanovitch, *Serbia in the early seventies*, dans la *Slavonic Review*, IV, n° 11; Seton-Watson, *Unprinted Documents : Russo-British relations during the Eastern Crisis*, *ibid.*, III et IV.

² Sur les projets de « principautés slaves indépendantes, formant une espèce de confédération libre sous l'influence de la Russie » voir Sutherland Edwards, ouvr. cité, p. 91. Cf. *ibid.*, p. 94 et suiv.

saires pour pouvoir changer légalement le statut de 1856 en Orient. L'Autriche n'entendait pas plus que l'Angleterre le lui donner.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui faisait semblant de désirer qu'une action militaire austro-russe soit soutenue par la flotte anglaise, proposa donc, plutôt de forme, l'idée de cette conférence d'ambassadeurs qui s'ouvrit le 11 décembre à Constantinople, décidant en pure perte sur les réformes, et même sur les cessions de territoire, créant deux Bulgaries autonomes et conservant à l'Empire Ottoman la Bosnie et l'Herzégovine. La Turquie, où Abdoul-Hamid avait remplacé Mourad, restitué à son palais de prisonnier, répondit par un acte d'inspiration « européenne » : la Constitution élaborée par le réformateur de l'époque, Midhat. Du moment où l'Empire donnait à tous ses « citoyens », de toutes les provinces, de toutes les races et de toutes les religions, le droit de décider dans un Parlement unique, siégeant à Constantinople — dont à Reichstadt on voulait faire un port franc et une ville libre — sur leurs intérêts, à quoi pouvait servir une protection étrangère? Un *farâ da se* ottoman était proclamé aussitôt après, dans la réponse donnée le 18 janvier 1877 aux ambassadeurs. Quant à la Serbie, la Turquie constitutionnelle lui présenta de nouvelles conditions de paix qui furent jugées acceptables, le Monténégro seul s'obstinant à demander plus que l'on ne croyait pouvoir lui accorder.

Mais l'Angleterre officielle, qui allait jusqu'à excuser « l'action vengeresse » des bachi-bouzouks contre les malheureux Bulgares, ne voulait pas se considérer comme battue, et elle soupçonnait par l'attitude de l'Autriche qu'elle n'avait pas conclu un traité formel avec la rivale commune en Orient, la Russie. Sur ce point, elle se trompait. Après que Pétersbourg eût sondé Berlin sur son attitude en cas d'un conflit avec l'Autriche-Hongrie, — et la réponse fut que l'Allemagne n'aurait pas permis la ruine de l'une ou de l'autre de ses deux amies —, une convention entre les deux Empires rivaux, signée le 15 janvier 1877, corroborait l'entente de Reichstadt,

accordant à la Russie, outre les districts bessarabiens, le port de Batoum sur la Caspienne.

Andrassy n'ayant pas réussi à pacifier, Beaconsfield crut pouvoir arranger avec plus de succès, et une seconde Conférence fut convoquée à Londres pour le mois de mars 1877. Elle décida, comme si des moyens d'exécution eussent été disponibles, que des réformes nouvelles seraient introduites dans la monarchie ottomane sans se préoccuper de la Constitution décrétée et des élections qui avaient lieu, presque sans la participation de la population chrétienne, restée indifférente. Au reste, avec le créateur du nouveau régime, Midhat, qui fut destitué dès le mois de février, puis exilé, toute garantie d'une nouvelle ère avait disparu. Les Turcs étaient invités à désarmer, mais, tout en observant la paix conclue sans changements territoriaux avec la Serbie, avec le Monténégro la guerre, selon un vote solennel du Parlement ottoman continuait.

Quelques derniers efforts furent faits pour empêcher la Russie de frapper le coup décisif, mais de plus en plus le Tzar pacifique était dominé par le parti de l'action et par son frère, le grand-duc Nicolas, qui, déjà, en Bessarabie, préparait les opérations. Le gouvernement d'Abdoul-Hamid fit rejeter par le Parlement ottoman les propositions des Puissances. L'opinion de Savfet, ministre des Affaires étrangères, était que depuis le traité de Paris il n'y avait au point de vue de l'indépendance aucune différence entre la Turquie et n'importe quel autre Etat européen.

La guerre fut donc déclarée au Sultan, qui avait refusé toute satisfaction, le 24 avril. Gortchakov faisait semblant de servir ainsi les intentions de « l'Europe ».

Un premier problème se posait : celui du concours roumain. Depuis des mois on négociait secrètement avec Brătianu pour le passage des armées impériales à travers le pays. Le chef des « rouges » ne se sentait pas aussi lié à la politique autrichienne que ses adversaires boïars; il prit, en décembre 1876, l'avis d'Andrassy plutôt pour s'orien-

ter que pour le suivre. Mais il avait eu vent de l'entente de Reichstadt, des intentions russes sur la Bessarabie. En vain avait-il cherché, à Livadia, où il était allé voir Gortchakov et avait été reçu par le Tzar ¹, à élucider le secret diplomatique dont dépendait l'intégrité territoriale de sa patrie. On lui donna l'assurance qu'il ne serait pas porté atteinte à cette intégrité, pour interpréter ensuite qu'il s'agissait d'une garantie contre les seuls Turcs. Une convention fut conclue enfin, contenant ces paroles omineuses. Mais, pour empêcher la réalisation du projet russe dont Brătianu soupçonnait le maintien, la décision fut prise de donner suite à une action qui durait depuis des années auprès de tous les cabinets des Puissances en vue de l'indépendance du pays — on parlait même de royauté —, en faisant proclamer par les Chambres, le 10 mai, la séparation de la Roumanie, — que la Constitution ottomane avait outrageusement qualifiée de « province privilégiée » dont le fier prince aurait été le simple « chef » ², — de l'ensemble politique de la Turquie auquel elle ne tenait du reste que par le paiement plus ou moins régulier d'un maigre tribut. Ceci arriva le 10/22 mai. Mais déjà les Russes avaient passé le Pruth, et ils s'adressaient, la principauté ayant un gouvernement, à la population seule, comme au temps des guerres contre la Turquie de l'ancien régime.

Une grande armée, mal composée et encore plus mal dirigée, se déversa dans un pays très peu préparé pour la recevoir et rempli de défiance à l'égard de la politique russe qui avait refusé toute participation militaire, évitant ainsi les engagements qui dérivent nécessairement d'une collaboration. Une partie des troupes passa dans la Dobroudcha, après la destruction des moniteurs ottomans; leur gros entra en Bulgarie par le point de Zimnicea, à la

¹ Une visite du prince Charles, quelques années auparavant, au même endroit, paraissait devoir amener son mariage avec la grande-duchesse Marie qui épousa le duc d'Edimbourg. On refusa le « vassal ». Charles devint l'époux d'Elisabeth de Wied, parente de la dynastie russe.

² On avait eu jadis, du côté de l'Angleterre, l'idée de faire de la Roumanie une Bavière pour la Turquie, devenue une Prusse (*Correspondance diplomatique de Charles I^{er}*).

fin du mois de juin. D'autres forces opéraient en Asie du code d'Ardahan et de Kars, où elles allaient rencontrer la résistance heureuse du Pacha Mouktar. En Europe, dès la moitié de juillet les Russes étaient au défilé du Balcan, à Chipka.

Mais Osman-Pacha put se loger à Plevna, menaçant le flanc droit de l'armée qui avançait vers Andrinople. Les efforts pour l'en déloger restèrent vains, malgré des sacrifices énormes. Il fallut faire venir des régiments de la Garde, et un appel chaleureux, presque désespéré, fut adressé par le grand-duc Nicolas à ces Roumains dont le concours, aussi pour les motifs politiques exposés plus haut, avait été jusque là refusé ¹. La crainte d'être rejetés au-delà du Danube vainquit les scrupules d'un Gortchakov et, de leur côté, les Roumains, qui n'eurent jamais d'autre garantie que les assurances du Tzar qu'ils ne se repentiraient pas d'être accourus, ne tenaient guère à voir les bandes turques vengeresses sur leur territoire envahi. Le collaboration fut donc organisée, le prince Charles, auquel fut donné comme conseiller technique le vieux général russe von Todleben, défenseur de Sébastopol, prenant le commandement des troupes russo-roumaines chargées de prendre d'assaut le nid d'Osman. Ce fut cependant, malgré la bravoure de l'attaque russe et roumaine à Grivitza, sensiblement plus difficile qu'on ne l'avait cru, et il fallut les fautes des autres commandants turcs pour empêcher une déroute générale des forces impériales, attaquées un peu partout. Ce ne fut qu'après un investissement de trois mois qu'Osman, n'ayant pas été secouru, dut capituler, après avoir risqué, avec une incomparable hardiesse, une sortie désespérée (10 décembre). Dès ce moment le général Gourko put envahir la Roumélie; au prix de pertes et de souffrances incroyables, il ouvrit au grand-duc Nicolas le chemin d'Andrinople, où le frère de l'empereur orthodoxe fit son entrée le 20 janvier 1878.

¹ Bismarck était d'avis que « le Tzar doit se retirer au-delà du Danube et faire aux Turcs chaque année une petite guerre de forteresses »; Lowe, ouvr. cité, II, p. 91, d'après les *Neue Tagebuchblätter* de Busch.

Le même jour, le Sultan demanda la paix. Déjà la flotte anglaise se dirigeait vers les Détroits. On ne pouvait pas pousser plus loin, mais il fut possible de poser aux Turcs les conditions les plus dures. Kars avait été prise, et Serbes et Monténégrins étaient entrés dans la lice, contre la volonté des vainqueurs qui ne voulaient pas avoir des traites à payer, préoccupés qu'ils étaient uniquement des Bulgares, admis à combattre comme volontaires à leurs côtés. Les Roumains eux-mêmes, traités en vassaux du Sultan, ne furent pas invités aux négociations qui furent ouvertes après la signature de l'armistice d'Andrinople (janvier), dans le village de San-Stefano, aux portes de la capitale imprenable de l'ancien empire d'Orient. D'après les clauses du traité, signé le 3 mars, une grande Bulgarie était créée comme dépendance de fait des Russes entre l'Archipel et la Mer Noire, avec Salonique et des annexes en Macédoine, conformément à la carte de l'exarcat; l'indépendance des petits Etats qui avaient pris part à la guerre fut reconnue, Pirote et Nich ayant été accordés aux Serbes, Antivari au Monténégro; on avait « oublié » la Bosnie et l'Herzégovine. La Grèce, qui à un certain moment avait envahi l'Epire, ayant été tour à tour incitée et ramenée en arrière par une diplomatie mal disposée à son égard, n'eut rien. Quant à la Roumanie, on lui offrait la Dobroudcha sans Silistrie, si elle renoncerait formellement à la lisière bessarabienne que la Russie était décidée à reprendre à tout prix, fût-ce même celui de « désarmer » les troupes roumaines et d'occuper le pays. Bien entendu, le Tzar conservait ses conquêtes en Arménie.

Or, comme on pouvait bien s'y attendre, l'Angleterre s'opposa à cette solution. S'ils'agissait d'annuler un traité portant les signatures des représentants de toutes les Puissances, il fallait que ce fût, comme pour l'article 11 en 1871, avec l'assentiment de ces Puissances mêmes. Beaconsfield se préparait ouvertement pour une guerre, et le président du Conseil anglais évoquait à la Chambre l'image de « l'Empire sans pareil dans l'Histoire auquel ne pouvaient être comparés ni celui de Rome, ni celui de

Charlemagne »; et, en Autriche-Hongrie, où les Magyars s'étaient agités pour leurs « congénères » les Turcs, envoyant un sabre d'honneur au héros Osman, on armait aussi. La Russie dut céder et accepter l'idée d'un congrès.

Bismarck profita de l'occasion pour affirmer le grand rôle international du nouvel Empire. Bien que n'ayant contribué en rien au développement de la situation, il voulut avoir, comme l'Autriche en 1814 et la France en 1856, l'assemblée destinée à régler les conflits du moment, dans la vieille capitale prussienne. Dans ce but, il se fit prier par un envoyé spécial du Tzar. Dès la fin de mai, le nouveau ministre anglais des Affaires étrangères, Lord Salisbury, s'était entendu avec ce même envoyé russe. Salonique et la Macédoine devaient rester à la Turquie mutilée, ainsi que la voie de commerce en Asie, et l'idée des deux Bulgaries, dont celle du Sud, autour de Philippopolis, devait s'appeler du nom bizarre de Roumélie orientale et avoir, non pas un prince, mais un simple gouverneur, fut reprise. De plus, l'Angleterre obtint elle aussi une « administration » : celle de l'île de Chypre.

L'Autriche avait pensé, au commencement de l'année, pouvoir réunir une conférence à Vienne. Mais ce fut à Berlin que se réunirent, en juin, les envoyés de toutes les Puissances pour discuter les points d'un nouveau règlement de l'Orient sur la base des victoires russes, mais aussi des convenances de l'Autriche et des concupiscences encore cachées, de l'Angleterre, et pour écouter les doléances des Roumains dépouillés, des Grecs bafoués, qui furent accueillies avec une indifférence presque offensante, bien qu'une rectification de frontière eût été accordée aux derniers en Thessalie.

Bismarck favorisa par tous les moyens la Russie ¹, et il sut se ménager aussi la reconnaissance de l'Autriche-Hongrie; l'Angleterre croyait elle aussi avoir été servie par le puissant chancelier; il était inutile de penser aux autres, à l'égard desquels plus d'une fois le médiateur

¹ Voy. dans Hajek, ouvr. cité, pp. 311-313, ses déclarations à une députation bulgare. Le refrain est : Nous sommes les amis de la Russie. Il faut la récompenser d'avoir favorisé l'unité germanique.

alla jusqu'à la grossièreté. Le traité de Berlin, représentant l'apogée de cette influence allemande qui ne devint jamais une hégémonie, fut signé le 13 juillet.

On avait travaillé cependant trop vite, sous la pression nerveuse de ce terrible homme, pour qu'il ne restât pas beaucoup de problèmes à résoudre au cours de la dizaine d'années qui allaient suivre.

L'Occident ne s'en mêla que par des conversations de diplomates, sauf la Russie, qui avait son œuvre à défendre et, si possible, à élargir. La Russie était de plus en plus nationaliste. L'esprit de Moseou, celui de Katkov, le grand agitateur pour une action strictement nationale et orthodoxe, avait vaincu pendant la guerre qu'il avait si fortement contribué à provoquer. L'autre esprit, celui de Pétersbourg, la tradition de Pierre-le-Grand, la direction vers l'Occident, n'était plus représenté et défendu que par certains cercles officiels. Alexandre II, qui était revenu des Balkans très ébranlé par les risques encourus, lui appartenait. Mais tout autres étaient les intentions de l'héritier du trône, dont la femme, Marie, s'appelait jadis la princesse Dagmar de Danemarck. Ajoutons que le retour vers « l'âme russe » était servi par toute une littérature nouvelle, imprégnée d'un autre sens que celui de l'« Europe », tenant moins aux formes reliées au classicisme ou à un romantisme germanique, également étrangers à son essence, et, en échange, regardant plus directement et avec moins de réserves traditionnelles les vérités fondamentales et les profonds problèmes de l'humanité et, pour les mieux comprendre, descendant jusqu'à la vie, de plus en plus glorifiée, jusqu'à en faire une religion, des derniers parmi les humbles et les ignorants. L'ancien officier de l'armée du Caucase, comte Léon Tolstoï, considérait sous cet aspect la crise par laquelle passait une aristocratie de mode étrangère (*Anna Karénine*) et découvrait, en répétant dans le passé le même thème, une interprétation personnelle du grand drame napoléonien (*La Guerre et la Paix*); un autre de ces aristocrates hantés par des réalités encore inconnues, Ivan

Tourguéniev, qui vécut une grande partie de sa vie en France, dans la société des écrivains du second Empire, n'en resta pas moins attaché comme le dernier des paysans à la terre dont il était un des seigneurs, et, si son œuvre touche aux mêmes questions fondamentales de la vie nationale, elle représente dans la littérature l'avènement de cette classe à laquelle la grande réforme d'Alexandre II, « libérateur » non seulement dans les Balkans, venait de donner la possession de la terre ardemment aimée et rudement travaillée. Et la pitié de Dostoïevski descendra aussi aux criminels torturés par une idéologie supérieure à la matérialité de leur méfait, aux prisonniers, à la dernière des misères humaines, dans l'espoir d'y retrouver un rayon de cette lumière qui brille aux sommets de l'espèce. Ce mouvement était bien plus russe que le socialisme violent, fait d'attentats, qui prit le nom de nihilisme et qui domina bientôt, en s'appuyant sur de vagues imitations marxistes, une grande partie de la jeunesse désorientée.

Ceci devait avoir des conséquences politiques, et à bref délai. Le panslavisme, offensé par les fortes retouches apportées à ce traité de San-Stefano qui avait suscité tant d'enthousiasme, s'en prenait au germanisme de plus en plus abhorré, en raison même de la forte maîtrise qu'il avait si longtemps exercée, et d'une façon si envahissante, dans tous les domaines de la pensée et de l'action de la Russie depuis trop longtemps dévoyée. Ce n'était pas seulement une politique qui s'encombra d'une autre; c'était toute une psychologie nationale s'opposant à celle des amis d'hier, qui avaient été presque des alliés.

Aussi, dès 1879, la diplomatie russe dut s'ériger en adversaire de celle du chancelier allemand dans la question des délimitations orientales. L'établissement de l'Autriche-Hongrie en terre slave de Bosnie-Herzégovine était considérée au fond comme une atteinte portée aux droits séculaires de la Russie, comme une usurpation en pays orthodoxe. L'influence exercée sur la Roumanie, rendue ennemie par le rapt de ces districts moldaves de la Bessarabie d'où elle s'était bornée à retirer ses fonction-

naires et ses soldats, même sur la Serbie, qui avait rêvé du territoire pris par les Habsbourg, mais aussi de la Vieille-Serbie au moins, reprise, inquiétait non seulement le vieux chancelier russe, mais aussi ce qu'il y avait, d'opinion publique dans l'Empire. On pouvait soupçonner l'immixtion de l'Autriche-Hongrie aussi dans ces mouvements de résistance des Albanais qui s'opposaient aussi bien à la cession de Ianina, d'Arta, de Prévésa à la Grèce, qui n'eut en fin de compte que la Thessalie sans Prévésa, qu'à celle du littoral adriatique au Monténégro; le statut albanais, avec une sorte de Parlement pour ses nouvelles divisions administratives, montrait bien ses auteurs: tout un clergé catholique y travaillait pour Vienne. La Bulgarie seule, tournée dès le début, sous le proconsulat de Dondoukov-Korsakov, et de toute l'énergie d'une race soupçonneuse jusqu'à l'envie, contre la Roumanie, jadis le plus hospitalier des asiles, et contre les frères de Serbie, restait, même après la Constitution d'avril 1879, une terre soumise aux volontés de ses libérateurs, et encore fallait-il tenir compte de tout un courant de sain égoïsme national qui, sous le nouveau prince Alexandre de Battenberg, d'une branche bâtarde de la maison de Hesse, à laquelle appartenait la Tzarine, devait se lever contre une tutelle qui serrait vraiment de trop près. Ces anciens élèves des séminaires russes, inspirés par le nihilisme, comme Stamboulov, ces fonctionnaires, jusqu'hier, de la Roumanie libérale, ces idéologues de l'espèce de Tzankov, l'occidental, l'ami des catholiques, le rédacteur de *La Liberté* (*Svoboda*), et du second Karavelov, ces gradués au Collège américain de Constantinople, ces docteurs des Universités occidentales, comme Guéchof, formé à Manchester, Balabanov, venu de Paris, où il avait défendu devant Thiers la cause de sa nation, ou Stoïlov, revenu d'Allemagne, voyaient pour la Bulgarie, enfin fondée, un autre avenir que celui d'un gouvernement russe devant servir à écraser d'autres tendances nationales vers la liberté.

Et toute une littérature d'un enthousiaste optimisme, à laquelle appartenaient l'évêque Clément et le poète

Slavéïcov, et dont le grand-maître était ce créateur inépuisable en vers et en prose, Ivan Vazov, agissait sur les esprits dans le même sens. Dans la Roumélie orientale, dont fut nommé gouverneur le Pacha Aléko Vogoridès, d'une ancienne famille de Bulgares grécisés qui avait donné aux Principautés roumaines deux lieutenants princiers, la propagande, bien naturelle, pour l'union à la Principauté bulgare n'était pas soutenue seulement par l'agent de la Russie, mais aussi par le consul d'Angleterre.

Les vieux rêves russes s'effondraient, et Bismarck en était rendu responsable. S'en apercevoir et prendre des mesures, malgré les étroits liens de famille entre les deux Maisons impériales et malgré cette concordance de doctrine conservatrice qui avait tant influencé jusque-là sur les rapports mutuels, fut tout un pour le vigilant chancelier d'un grand Etat nouveau, devant être surveillé de très près. Déjà en 1878 l'Autriche-Hongrie avait renoncé à la clause du traité de Prague, qui, au désavantage de la Prusse, concernait le Slesvig du Nord. Pendant ce même mois de septembre au cours duquel Guillaume I^{er} tendit de nouveau une main amie à son neveu le Tzar à Alexandrovo, sur le territoire prussien, des négociations furent ouvertes à Gastein, à Vienne, entre Bismarck et Andrassy. Ce rapprochement paraissait d'autant plus nécessaire que la France se trouvait enfin entre les mains des libéraux, dont le protagoniste, le symbole, était l'homme de la « Défense nationale », le « démagogue » contre lequel s'était toujours tournée la rancune allemande, Gambetta. Pendant quatre années, la lutte s'était continuée entre lui et le réactionnarisme militariste et ultramontain de Mac-Mahon. Le président avait recouru, avant et après l'élection en 1875 d'une Chambre de gauche, à tous les moyens de l'opportunisme, par Dufaure, deux fois président du Conseil, par Decazes, qui conduisit longtemps le ministère des Affaires étrangères, et du défi, par le rappel de Broglie, ainsi qu'à toute l'influence du cléricalisme, qui menait dans ce pays aussi

la lutte pour Rome pontificale, à toute la force des candidatures officielles et des falsifications électorales pour empêcher la ruine de la Droite qui l'avait voulu et sur laquelle il s'était appuyé. Après le grand succès de cette Exposition de Paris qui fit voir au monde ce que pouvait donner l'intelligence et le labeur, la vive initiative d'une France complètement refaite, le vieux maréchal dut se retirer, le 30 janvier 1879.

Il est vrai que le nouveau président, lui-même d'un assez grand âge, l'avocat Jules Grévy, se défiait de Gambetta et de ses partisans, défenseurs de l'idéal d'une République laïque, inaugurant cette politique extérieure de libéralisme à laquelle depuis trop longtemps on avait renoncé. Mais le ministère Waddington, avec Jules Ferry, de Freycinet, Sadi-Carnot, représentait une nette orientation de gauche; il amnistia aussitôt les condamnés de la Commune et établit l'enseignement d'Etat, contre lequel avaient combattu les congrégations. Cette politique anticléricale sera franchement continuée quand Freycinet prendra la présidence du Conseil, puis, surtout en 1880, sous Jules Ferry.

Tout cela, et aussi la disposition du ministère anglais, resté très anti-russe, favorisa cette conclusion d'un traité germano-autrichien, le 8 octobre 1879 qui dut être arraché aux sentiments les plus intimes et les plus durables de l'empereur octogénaire. On se garantissait contre l'éventualité d'une attaque de la part de la Russie seule, ou d'une Puissance que la Russie aurait soutenue¹ et qui pouvait être, pour l'Autriche, l'Italie, mais était pour l'Allemagne cette France qui marchait de nouveau la tête haute vers une mission qui dépassait ses frontières mutilées².

L'utilité de cette alliance parut plus évidente après l'affreux crime des nihilistes qui fit disparaître par l'explosion d'une bombe Alexandre II (13 mars 1881). Alexandre III était le représentant convaincu, irréduc-

¹ Cependant il y eut en novembre la visite à Berlin du tzarévitch, puis celle de Gortchakov.

² Voy. Wertheim, ouvr. cité, t. III.

tible de la politique nationale, et on le sentit bientôt, dans toute la vie intérieure de l'Empire, en même temps que l'action en Orient reprenait. Alexandre de Bulgarie prit part aux funérailles de son oncle impérial. Aussitôt après son retour, suivant les conseils qu'on lui avait donnés, il chassait le ministère libéral de Karavélov-Tzankov et demandait à la Grande-Sobranié, convoquée dans ce but, une dictature septennaire avec l'appui d'un Conseil d'Etat; des généraux russes, Ehrenworth, Romlingen, Sobolev, Kaulbars, gouvernèrent par des persécutions, contre les anciens ministres, contre le métropolitain, par des emprisonnements. Mais le « nouveau cours » à Pétersbourg visait plus que cela, et Katkov était contre la présence même dans les Balkans slaves de cet « Allemand gênant ¹ ». Pour le harceler, le lendemain du couronnement d'Alexandre III, auquel parut le vassal bulgare, les généraux, maîtres du pays par l'armée qu'ils avaient formée dans un esprit exclusivement russe, comme un corps auxiliaire quelconque, imposèrent le retour à l'ordre constitutionnel (septembre 1883). Le nouveau Ministère, qui, conservant le portefeuille de la guerre à un général russe, agréé par le Tzar, Cantacuzène, réunissait deux libéraux revenus de Roumélie orientale à Tzankov, préparait un coup auquel la diplomatie européenne n'était guère préparée.

Pour endormir la vigilance de Bismarck vieillissant, Alexandre III, qui avait visité dès le mois de septembre 1881 Guillaume I^{er} à Danzig, le prince héritier d'Allemagne et le chancelier lui-même étant présents, se résigna à se ranger à côté des deux empereurs allemands à l'entrevue de Skierncevice, en Pologne russe, en novembre 1884 : cette fois, dans la ligue des trois Puissances impériales, conclue pour seulement trois ans, il ne s'agissait que du danger pouvant venir d'une quatrième.

Pendant quelque temps, les relations entre l'Allemagne et la France étaient devenues de beaucoup meilleures. Bismarck avait réussi même à pousser la République vers

¹ Notre *Histoire des Etats balkaniques*, p. 402 et suiv.

des buts coloniaux, qui devaient la brouiller encore plus avec l'Italie, où le roi de l'unité nationale était mort (janvier 1878), mais la politique d'élan qu'il avait inaugurée se poursuivait sous Humbert, un prince libéral, qui admit l'extension du droit électoral à encore deux millions de votants. On devait nécessairement penser aux millions d'Italiens qui vivaient en Autriche, sacrifiés au germanisme envahissant, dans le Trentin et dans l'Istrie, au Tyrol, en Dalmatie; on évitait de parler des autres, qui ne faisaient pas partie d'un programme immédiat. Au congrès de Berlin, le représentant de l'Italie avait déjà parlé ouvertement de la justice qu'il y aurait à donner au royaume ses congénères du Trentin, au moment où l'Autriche-Hongrie gagnait deux vastes et belles provinces balcaniques. Bismarck fit, bien entendu, la sourde oreille. L'Empire allemand pensait peut-être déjà à descendre lui-même vers les mers souriantes du Sud. Les manifestations contre les *Tedeschi* de Vienne n'en furent que plus fréquentes et plus chaleureuses dans les villes italiennes. Il y avait donc, au point de vue de l'Allemagne, une sanction à prononcer de ce côté-là, une sanction qui paraîtrait venir d'ailleurs, et ramènerait Humbert I^{er} à ses premiers sentiments à l'égard du germanisme. Une offense faite à la France par le bey de Tunis, principicule vassal des Ottomans, mais n'ayant presque pas de relations avec Constantinople, affaire venue à la suite de toute une série d'actes d'hostilité en Algérie, amena, avec l'assentiment empressé de l'Allemagne, — celui de l'Angleterre était gagné depuis des années —, l'expédition d'avril 1881 contre le vieux repaire de pirates. Dans quelques semaines, le traité du Bardo donnait à la France, qui conservait la forme de gouvernement, le nom du pays et la présence du bey, doublé d'un résident général à l'anglaise, des droits comme ceux que, d'après une nouvelle formule, s'étaient arrogés les Austro-Hongrois en Bosnie et en Herzégovine, les Anglais en Chypre. La Turquie dut se soumettre : elle n'avait perdu qu'un vague droit de suzeraineté, et Abdoul-Hamid pensait à une autorité religieuse venant de son titre

de Padichah, ce qui représentait bien autre chose; les pauvres vaisseaux, si cher achetés et entretenus par le malheureux Abdoul-Aziz, ne firent donc pas leur apparition en rade de Bizerte, où, en face de la Malte anglaise, s'établissaient les Français. Le Ministère Cairoli, auquel on objectait passionnément n'avoir pas su prévenir cette « usurpation », fit place à une autre formation libérale présidée par Mancini, et aussitôt on chercha à consolider la situation du royaume, qui venait de s'apercevoir du danger d'un isolement un peu voulu de tous les côtés. Des réformes militaires s'imposaient; on ne crut pas que leur garantie fût suffisante. Après les nouvelles élections, on chercha un appui dans l'Allemagne, mais cette Puissance prétendit imposer une entente avec, aussi, l'ancienne ennemie autrichienne; il fallut prendre des mesures contre les « irrédentistes » et condamner l'attentat du Trentin Oberdan contre François-Joseph, le lendemain du traité secret du 20 mai 1882, qui ralliait l'Italie à l'alliance austro-allemande sans seulement l'assurer à l'égard de la Méditerranée ¹.

La haine avait été, cette fois encore, mauvaise conseillère.

La Roumanie indépendante, qui avait donné en mars 1881 la couronne royale à Charles I^{er}, ne tarda pas, par crainte de la Russie, dont le nouveau Tzar était un ennemi déclaré du royaume danubien, à chercher des garanties du même côté. Aux Roumains aussi, Bismarck donna le Conseil de tendre la main à l'Autriche, d'abandonner toute idée d'irrédentisme, d'assurer aux Magyars, non seulement la « libre possession » de la Transylvanie et du Banat, mais de fermer les yeux sur l'œuvre de magyarisation à outrance. Il fallut en passer par là, et Jean Brătianu signa l'acte qui reliait la politique de son pays à celle des Centraux, qui, par les conventions avec les Latins du Sud, assurait à la dynastie des Habsbourg la paisible jouissance de ses provinces non germaniques et non magyares.

¹ Humbert I^{er} avait visité François-Joseph à Vienne sans qu'on eût pu ensuite obtenir l'apparition de l'Empereur et Roi à Rome.

Quant à l'Angleterre, elle n'avait pas tardé à se refaire sur l'Égypte, jugeant que Chypre, qu'elle avait eue en 1878, était une trop maigre compensation.

En ouvrant à la navigation mondiale le passage de la Méditerranée à l'Océan Indien par le canal de Suez, œuvre de génie d'un ingénieur français, Ferdinand de Lesseps (1869)¹, Napoléon III, qui n'avait peut-être pas oublié l'expédition de son oncle en Égypte, entendait aussi affirmer la prépondérance de la France dans le Levant, où elle se réservait la Syrie, Chypre, et vraisemblablement la Crète. L'Égypte elle-même, dans sa forme nouvelle, était de fait une création de l'initiative française, qui y avait laissé des souvenirs inoubliables. La chute du second Empire remit en question le problème égyptien. La vice-royauté, plus ou moins dépendante de Constantinople, d'un Ismaïl-Pacha, un Turc francisé, n'avait aucun prestige, et les dépenses déraisonnables de ce monarque en sous-ordre devaient mener à une faillite. L'Angleterre était là pour en profiter. Beaconsfield fit acheter par le Trésor britannique les actions du canal de Suez appartenant au vice-roi en faillite (1875); le contrôle européen sur les finances ruinées et la participation d'un ministre anglais et d'un ministre français au gouvernement ne tardèrent pas à être imposées. Une campagne heureuse en Abyssinie, où les victoires furent facilement gagnées sur l'aventureux roi Théodore, trahi par certains de ses vassaux, avait permis, presque en même temps, l'établissement d'une province anglaise au Soudan. L'Égypte elle-même, qui avait dirigé ses lignes de chemins de fer vers le Sud, attaqua les bandes arabes qui, du côté du Kordofan et du Darfour, se disputaient la large et fertile lisière du désert, et elle s'en prit aussi à l'Abyssinie voisine; mais c'étaient des Anglais, Samuel Baker, Charles Gordon, puis Hicks-Pacha, aidés plus tard par l'Allemand Schnitzler (Emin-Pacha), qui furent

¹ Il était l'oncle de l'impératrice des Français. Il avait été gagné par les projets du père Infantinet avait réussi grâce à l'appui du khédive Mohammed-Saïd. Voy. Steindorff, *Ägypten in der Vergangenheit und der Gegenwart*, Berlin-Vienne, 1916.

chargés de conquérir, d'organiser et d'exploiter le Soudan annexé (1874-1875), dont la capitale, Khartoum, devint par leurs soins une grande ville florissante. Ismaïl fut déposé par le Sultan, d'après le conseil des Puissances, qui s'étaient arrogé le droit de tutelle sur l'Égypte, en juin 1879, au profit de son fils Tevfik, qui avait reçu la même éducation occidentale. La mission qui lui était imposée comprenait avant tout des économies, qui atteignirent l'armée.

Un des officiers mécontents, Arabi-Pacha, prit à tâche de la venger de cette injure, et, mettant à profit le désir d'indépendance du pays, il essaya d'un mouvement national (1881). Ayant contraint le khédivé à l'accepter comme ministre de la guerre, il essaya d'amener une occupation ottomane, mais ne fit que provoquer une intervention navale des Anglais et des Français. L'Italie, invitée à y prendre part, avait répondu par un refus. Comme Alexandrie s'en vengea en attaquant les étrangers (juin 1882), elle fut bombardée (juin-juillet). La France se retira bientôt de cette campagne sans but, le ministère Freycinet succombant sous le mécontentement de l'opinion. Le général anglais Wolseley entreprit donc seul l'œuvre de répression contre les nationalistes égyptiens. Ayant occupé au mépris du droit international le canal de Suez, il brisa les forces d'Arabi, qui, se constituant prisonnier, fut déporté à Ceylan. Les troupes de Wolseley n'en furent pas retirées pour cela; et les Anglais, dirigés par lord Cromer, s'insinuèrent, par des sous-secrétaires d'Etat, dans tous les domaines du pays qu'ils comptaient bien ne plus abandonner. Le nouveau khédivé, Abbas-Hilmi, fonctionnait plutôt de nom. Mais au Soudan un prophète, le Mahdi, Mohammed-Ahmed, ayant soulevé les populations, mit le siège devant Khartoum, qu'il emporta finalement, d'assaut. Gordon fut tué dans ce dernier acte de la lutte (1884). De grosses difficultés étaient ainsi suscitées sur cette frontière à l'occupation britannique, et elles durèrent plus de dix ans, jusqu'aux marches victorieuses de Lord Kitchener (1896-1898).¹

¹ La Secte des Sénoussi devait reprendre la lutte du fanatisme musulman.

Pendant tout ce laps de temps, l'Allemagne, sans rien gagner dans cette grande distribution des proies extra-européennes, avait le loisir de refaire dans le domaine religieux sa solidarité intérieure.

Pie IX, le roi, l'impérialiste sur le trône romain des Pontifes, était mort peu de jours après son rival Victor-Emmanuel, en février 1878. Son successeur, le cardinal Pecci, esprit profondément politique, d'une fine habileté dans la poursuite des buts plus naturels du Saint-Siège, n'était pas disposé à continuer une lutte sans issue contre les Etats qui, comme la Prusse, mais aussi d'autres pays allemands, l'Autriche aussi, et non moins la France, entendaient réclamer leurs droits dans la surveillance du clergé et l'organisation de l'enseignement. A une lettre du Pape, qui rompait la glace, l'empereur allemand répondit, demandant l'appui du Pontife pour tranquilliser ses sujets catholiques agités. Le Prince impérial, esprit doux et tolérant, qui n'approuvait pas la dureté de méthode du chancelier, se mêla de cette œuvre de réconciliation pendant qu'il conduisait les affaires après un attentat contre son père, qui avait été blessé. La Bavière employa aussi ses bons offices. Falk, l'auteur des « lois de mai », se retira, et Bismarck reprit les relations personnelles avec Windhorst. Le nouveau ministre de l'Instruction publique, Puttkamer, réussit à tirer du Saint-Siège une concession sur le droit de l'Etat d'approuver les élections du clergé. On parlait à Berlin de modalités plus douces, et même d'un changement aux lois incriminées. En 1880, le gouvernement eut par une mesure législative le droit de travailler à côté. Deux ans plus tard, si l'ambassade allemande auprès du Vatican ne fut pas rétablie, un ministre prussien y fut installé. Déjà les évêques, poursuivis jusque-là, avaient été en grande partie rappelés. L'empereur, répondant au Pape, déclarait que les « lois de mai » étaient une tactique de guerre et n'avaient rien de permanent. On put donner des prêtres aux 1.400 paroisses restées vacantes. Des princes de Prusse, visitant le roi d'Italie à Rome, ne négligeaient pas de se présenter à Léon XIII : ce fut le cas de l'héri-

tier du trône prussien. Dans la querelle avec l'Espagne pour les îles Carolines, l'Allemagne demanda au Pape d'être l'arbitre ¹. Une série de mesures législatives permirent, seulement en 1887, au chef de l'Église catholique, de déclarer de son côté que la querelle était enfin terminée, à l'avantage des deux parties en lutte. Le Centre, qui disposait d'une popularité plus grande que jamais, n'entendant pas souffrir de cette réconciliation, resta seul à poursuivre une guerre dont le caractère purement politique en devint évident.

La paix avec l'Église romaine paraissait d'autant plus nécessaire à l'Empire que Gambetta était arrivé à dominer la vie politique de la France. S'il avait eu des rapports secrets avec la Prusse, s'il avait été question même de son voyage à Berlin, il n'en était pas moins le représentant, non seulement des souvenirs de la résistance en 1870, mais aussi des espérances de sa nation; une immense majorité, résultée à la Chambre des élections de 1877, amena la formation du « grand Ministère », qu'il présida en novembre 1881. Son programme comprenait le scrutin de liste, la réforme du Sénat, la réduction du temps de service dans l'armée, une politique religieuse fondée sur le Concordat ². Le gouvernement, assiégé par l'envie et la haine, ne dura que deux mois, et, à la fin de 1882 Gambetta mourait des suites d'un accident banal. Freycinet et Ferry recueillirent son héritage, poursuivant l'action destinée à établir un régime purement laïque. Le Sénat devint électif en totalité; le scrutin de liste ne passa qu'en 1887. Mais l'instabilité de la situation intérieure contraignit la France à soumettre le résultat de sa politique coloniale à la Conférence de Berlin (1884-1885). Dès 1885 les élections selon le nouveau système amenaient au Ministère de la Guerre le général Boulanger, avec tout ce qu'il signifiait. L'Allemagne parut vouloir brusquer par son attitude dans l'affaire Schnaebelé (arrestation d'un Alsacien, fonctionnaire français, sur le territoire de la France). La modération seule de Grévy empêcha la

¹ Cf. Lefebvre de Béhaine, *Léon XIII et la Prusse de Bismarck*.

² Buchan, ouvr. cité, pp. 135-136.

guerre. A la fin de l'année il quittait le pouvoir, compromis par des actes malhonnêtes de son gendre et par sa réputation d'avarice.

Mais, déjà, dans les Balkans, de nouvelles crises avaient mis une fois de plus les armées en face l'une de l'autre. On travaillait continuellement, depuis des années, à Philippopolis, pour l'union, naturelle et nécessaire, avec la principauté d'Alexandre I^{er}. Un mouvement national, celui des « unionistes », modérés ou radicaux, était soutenu par le consul du Tzar, mais celui-ci avait des instructions pour arranger les choses de façon que pour la seconde fois la Russie apparût, à la première occasion favorable en « libératrice ». Agir de soi-même était un grave péché, presque un crime, pour la diplomatie impériale. Les officiers de la milice rouméliote, en grande partie Bulgares venus d'ailleurs, étaient cependant trop pressés et trop fiers de leur force. Sans presque verser le sang, ils arrivèrent, en mai 1885, à proclamer l'union tant désirée. Alexandre « accepta le fait accompli » et prit le titre de « prince de la Bulgarie du Nord et du Sud » ; il fit son entrée solennelle dans la seconde capitale de sa principauté. En agissant ainsi, peut-être suivait-il les conseils de l'Angleterre, où son frère avait épousé la petite-fille de la reine Victoria, qui protégeait ce jeune souverain balcanique, mais il avait oublié de demander l'acquiescement de sa protectrice, la Russie. La diplomatie anglaise retint donc la Turquie, dont l'attitude avait été un moment en opposition avec les actes du nouveau potentat. La Russie, tenant rancune à un prince qu'elle désirait depuis longtemps évincer, dans un but qui est resté inconnu, fit mine de céder aux prières du peuple bulgare lui-même, dont une députation se présenta à Pétersbourg. Mais il y avait une Puissance que ces compétitions slaves dans les Balkans inquiétaient : l'Autriche-Hongrie, où la politique active, envahissante, d'un Andrassy, était depuis quelque temps doublée par l'esprit d'intrigue d'un Haymerlé.

Elle disposait de la Serbie, blessée par le règlement des

questions territoriales à San-Stefano. Milan était devenu roi, comme son voisin de Roumanie, par un vote de la Skoupchtina, mais la royauté ne reprenait pas le programme de cette unité nationale qui ne pouvait être satisfaite qu'aux dépens de la Monarchie voisine aussi bien qu'à ceux de la Turquie. En 1881, Vienne promettait du reste à sa voisine balcanique une extension en Vieille-Serbie, même en Macédoine jusqu'au Vardar, si on cessait, avec la même sagesse dont avaient fait preuve les Roumains du roi Charles, toute agitation au-delà du Drin et de la Save. Un traité de commerce resserrerait les liens avec la nouvelle protectrice, et c'est avec son assentiment que la couronne royale fut posée sur la tête du prince serbe. S'appuyant sur cette alliance, Milan administrait son pays par des favoris et ne mettait aucun frein à ses passions.

Apprenant ce qui venait de se passer dans les territoires bulgares, dont la réunion était pour lui un peu ce que les unions italienne et germanique avaient été pour l'Empire de Napoléon III il ordonna en novembre 1885 la mobilisation d'une armée qui, malgré sa récente réorganisation, était composée de milices, n'ayant rien de la forte discipline de l'armée bulgare, réorganisée et conduite par des officiers russes.

Demandant des compensations qui se seraient étendues de Vidine à Trnovo, le roi slave se dirigea vers la capitale bulgare, Sofia, d'ailleurs voisine de ses Etats. A Slivnitza les Serbes, mal conduits par Milan en personne, qui était totalement dénué de qualités militaires, furent battus après une résistance de trois jours, et, comme conséquence, la Serbie fut à son tour envahie.

La Russie et l'Autriche, la première satisfaite de ce résultat, — l'autre, tout en menaçant les Bulgares d'une immixtion certaine, retirait son épingle du jeu, — employèrent aussi le prestige de l'Allemagne pour imposer un armistice, lequel amena, mais seulement trois mois plus tard, la paix de Bucarest (3 mars 1886). Rien ne fut changé aux frontières des États belligérants. L'Autriche-Hongrie comptait arriver par d'autres voies à ses buts

balcaniques : cette Bulgarie victorieuse pouvait elle-même la servir, et la Russie, toujours brutale sous le nouveau régime d'Alexandre III, devait commettre assez d'erreurs pour la livrer à sa rivale.

L'Europe s'occupa ensuite de régler la condition du prince de Bulgarie à l'égard de la Turquie, à laquelle, retirant ses troupes de l'ancienne Roumélie Orientale et lui cédant le territoire montagneux habité par les Pomaks mahométans, il demanda un firman de nomination, Alexandre s'obligeant même à une collaboration éventuelle avec les armées de son suzerain le Sultan, ce qui ne devait pas le mettre à l'abri de la vengeance implacable du Souverain rancunier de la Russie. Quelques mois à peine après le triomphe de l'idée nationale et une victoire aussi complète qu'inespérée, les politiciens bulgares, poussés par le consul de Russie et les agents du Tzar (Tzancov, l'évêque Clément y participant en première ligne), soulevaient les élèves de l'Ecole militaire de Sofia contre le prince, qui se laissa sans aucune résistance transporter en Bessarabie russe.

Aussitôt, un parti anti-russe, dans lequel communièrent des ennemis acharnés, comme Karavélov et Stamboulov, organisa la contre-révolution. Les officiers rouméliotes ne voulaient pas se séparer du prince de l'union. En septembre, Alexandre, chassé en août, était ramené, à travers la Roumanie amie, à Sofia. S'étant adressé au Tzar pour se faire pardonner, il reçut par le télégraphe cette réponse foudroyante : « Je ne puis approuver votre retour en Bulgarie ».

De nouveau les Puissances se trouvaient aux prises sur cet éternel champ de bataille de la péninsule balcanique. Le prince parti, restaient ceux qui l'avaient appelé et qui n'entendaient pas qu'une longue série de souffrances nationales et de martyres aboutît à créer pour le Tzar un grand-duché bulgare au-delà du Danube. L'Autriche s'était mise de la partie, et l'Angleterre ne ménageait pas les encouragements. On savait bien que les Russes ne se risqueraient pas à entreprendre une guerre qui pourrait avoir des conséquences incalculables. Pour radoucir le

Tzar, on avait essayé d'installer sur le trône bulgare un frère de l'impératrice, le prince danois Waldemar, époux de Marie d'Orléans; il refusa. Les propositions faites au roi de Roumanie, en vue d'un lien dynastique en sa personne, furent considérées à Pétersbourg comme une injure et une menace. Cette fois, l'Autriche, qui continuait à marcher de pair avec l'Angleterre, prit la même attitude que sa rivale, déclarant que « ses intérêts ne pouvaient souffrir une union personnelle dans la Péninsule Balcanique ». Écartant les bizarres tentatives de la diplomatie russe, allant jusqu'à croire qu'on pouvait faire un prince du général Ignatiev, qui, comme ambassadeur de Russie à Constantinople, avait contribué essentiellement à la libération de la Bulgarie, la monarchie des Habsbourg se choisit pour ce pays réconcilié un futur vassal docile. Elle le trouva dans la personne de Ferdinand de Cobourg, jeune officier de l'armée impériale et royale, qui, étant le petit-fils de Louis-Philippe par sa mère, la princesse Clémentine, appartenait par son ancêtre, un Koháry, à la noblesse magyare, et était apparenté, par le mariage de son frère avec une fille du roi des Belges, à l'archiduc héritier Rodolphe, époux de la princesse Stéphanie. La Roumanie lui facilita son installation, qui eut lieu en juillet 1887. Une dictature, énergiquement soutenue, en dehors de toute légalité et de tout scrupule d'humanité, par Stamboulov, devait consolider le trône contre lequel se déchaîna pendant dix ans la fureur impuissante d'une Russie tenue en laisse ¹.

Dès 1886, devant l'état des choses dans les Balkans, — la Crète aussi se révoltait, demandant son union à la Grèce, qui croyait, de nouveau, avoir droit à une compensation, — devant l'attitude d'une Russie provocante et capable, avec la psychologie de son empereur, de toute aventure imprévue, ainsi que devant les projets qu'on attribuait, dans son entourage, au général Boulanger, considéré en France, de plus en plus, comme l'instrument de la revanche, l'Allemagne accroissait encore sa

¹ Notre *Histoire des Etats balcaniques*, pp. 408-425.

puissance militaire. Bismarck parlait dans la Chambre de l'Empire, ouvertement, d'une guerre terrible, pouvant éclater « dans dix jours ou dans dix ans » et « à côté de laquelle celle de 1870 serait un jeu d'enfants ». Un revirement dans l'opinion publique amena une Chambre qui vota le projet du « septennat » (augmentation pour trente ans de l'armée, sans un nouveau vote).

Mais le nouveau président de la République Française, Sadi-Carnot, ne voulait nullement la guerre. Il défendit la Constitution, aussi bien contre les projets aventureux du général Boulanger, qui apparaissait comme le mandataire d'un immense courant dans l'opinion publique, que contre les radicaux de Floquet, qui, avec d'autres intentions, s'attaquaient au régime si difficilement établi en 1878. L'ancien ministre de la Guerre, devenu simple commandant de corps d'armée, continuait à se mêler ouvertement de politique, et tout un groupe d'intellectuels, dominés par l'idée nationale, se rangeaient autour de lui. Ils n'hésitèrent pas à parler de la possibilité, de la nécessité, d'un coup d'Etat, permettant d'établir au profit de l'idole populaire : un nouveau Bonaparte sans dynastie, la dictature vengeresse. Le programme du futur gouvernement se précisait devant une opinion dégoûtée des perpétuels changements provoqués par les intrigues des partis : une présidence autoritaire (à la façon américaine). Mais, devant la forte opposition d'un homme à poigne, Constans, ministre du cabinet Tirard, et l'établissement d'une Haute-Cour pour délits politiques, Boulanger n'eut pas le courage de « marcher sur l'Elysée ». Désillusionnant cruellement les « patriotes » de la « Ligue » qui le soutenait, il passa en Belgique où, ayant été condamné à Paris à la déportation, il sacrifia sa vie, dans un cimetière, à une passion malheureuse.

En 1887, quand l'Empereur Alexandre III, revenant de Copenhague, fut amené à visiter Berlin, on réussit à lui faire conclure un traité de défense mutuelle contre « l'attaque d'un tiers »¹. Ce fut le dernier triomphe de

¹ Egelhaaf, ouvr. cité, pp. 257-258.

Bismarck. Mais l'empereur allemand avait atteint l'âge patriarcal de quatre-vingt dix ans, et une affection cancéreuse à la gorge menaçait déjà la vie de son fils aîné. Bismarck, qui depuis longtemps s'était fait donner des auxiliaires portant le titre de ministre d'Empire et même de vice-chancelier, résistait difficilement à l'âge, sous la pression des difficultés intérieures attaquant plus d'une fois un système d'alliances échafaudé au prix de si longs et difficiles efforts. Ce qu'il attendait depuis longtemps avec une grande appréhension, arriva : le 9 mars 1887 Guillaume I^{er} finissait sa longue et glorieuse carrière.

Le règne de Frédéric II ne pouvait être, étant donné son état de santé, qu'un interrègne. Son fils, élevé dans des idées d'ambition monarchique exagérée, attendait impatiemment sa succession, et l'on pouvait être certain qu'il n'abdiquerait pas entre les mains du vieux ministre ses tendances à un absolutisme conservateur et théâtral. Le 15 juin, après la tragédie de trois mois d'un homme supérieur qui voulut remplir jusqu'au dernier moment, et de la façon la plus noble, son devoir de Souverain, Guillaume II devenait le troisième chef d'un Empire créé et soutenu par un génie politique qui lui-même s'approchait de la fin des choses humaines. Le nouvel empereur se chargea d'assurer le repos des dernières années de son ministre. Il avait commencé par proclamer la nécessité de la paix européenne. Il visita tous les Souverains alliés et neutres, en commençant par le Tzar, et n'oubliant pas le Pape, non plus que le Sultan. Il se laissa même siffler par les Danois au cours d'une visite à Copenhague. Il avait proclamé aussi la nécessité de réformes sociales. Cette seconde partie de son programme ne répondait guère aux intentions de Bismarck, qui avait toujours été un acharné persécuteur des adhérents de Karl Marx. Fils d'une Anglaise, Guillaume II tourna dès le début son attention vers la création d'une puissante flotte, qui servit en effet magnifiquement le développement industriel et commercial de l'Allemagne. C'était sous la même influence qu'il entendait mettre fin au conflit qui existait depuis longtemps entre le gouverne-

ment et les masses ouvrières¹. Cela amena, aux nouvelles élections, une victoire des ennemis du chancelier. Comme l'empereur voulait lui créer une situation inférieure à celle qu'il s'était assurée dans l'Etat agrandi et élevé par lui, le vieil homme d'Etat crut de sa dignité de démissionner, ce qu'il fit de la façon la plus respectueusement discrète (18 mars 1888).

Son départ marquait la fin d'une des grandes époques de l'histoire moderne, dans laquelle, pour ce qu'il croyait être le bien de sa patrie et de sa race, il avait fait couler beaucoup de larmes et de sang. L'ère nouvelle devait être encore plus prodigue de vies humaines et d'œuvres de la vraie civilisation.

¹ Voyez le chapitre suivant. Voy. Georg Freiherr von Eppstein, *Fürst Bismarcks Entlassung*, Berlin, s. d.

CHAPITRE X

Préoccupations sociales et coloniales. Réveil de l'esprit national.

Pendant que les grandes luttes internationales se livraient sur le continent, l'Angleterre avait travaillé sans cesse, attirant aussi les autres Puissances dans cette sphère d'action, à élargir et consolider ses domaines coloniaux, et même à se les attacher par de nouveaux liens.

Déjà en 1842 la première guerre contre la Chine, terminée par le traité de Nanking, avait ouvert au commerce européen, à celui de l'Angleterre en première ligne, avec Canton, Shanghai, Amoy, Ning-Po et l'île de Formose, les portes de l'Empire du Milieu, et le Japon voisin avait su faire, à la suite d'un incident, le premier geste d'acceptation à l'égard de ces « diables » de l'Europe dont cette race si bien douée devait apprendre si vite, dans la marine, dans l'armée, dans l'industrie, la technique supérieure. De leur côté, les Russes avaient avancé dans la direction de l'Asie centrale, où végétaient les khanats turcomans de Khiva, de Boukhara, de Samarcande, de Kokhand, et un reste de la vieille énergie survivait dans les Etats militaires de l'Afghanistan, jadis ennemi de l'Empire ottoman, du Béloutchistan et de Hérat. Sans avoir ni un programme colonial, ni des tendances d'expansion, en dehors de cette Algérie où l'avait amenée un hasard propice à son influence dans la Méditerranée, la France de la royauté avait dû participer aux mesures de contrainte envers la Chine ¹. Mais ce qui

¹ La France signa en 1844 le traité de Whampoa, suivie par l'Amérique.

n'avait été au commencement qu'une action purement politique, arrangée par les diplomates et servie par les armes, devait prendre un tout autre caractère, lorsque le développement des industries, l'accroissement de la classe ouvrière, consciente de sa valeur, eût posé devant tous les gouvernements, avec les grands soucis maritimes, le problème des débouchés.

Après les drames du socialisme sentimental et romantique, prêt à se fourrer dans l'idéologie bénigne des phalanstères sans discipline ou à se jeter sur les barricades pour faire le coup de fusil contre les riches plus que contre les bourgeois, après ces explosions périodiques d'un « peuple » ignorant et nerveux, manquant de toute conception, de tout programme et de toute discipline, la France napoléonienne arriva la première à produire et à imposer des systèmes d'économie politique. Dans cette atmosphère chaude encore des âpres luttes qui s'étaient livrées, se forma, à Paris et en Angleterre, un penseur allemand d'origine sémitique rhénane, Karl Marx, qui, après quelques brochures révolutionnaires, fit paraître en 1867 un livre fameux : *Das Kapital*. Il y exprimait, dans une forme très serrée, par tout un appareil de syllogismes impressionnants, que la société se partage en classes sans cloisons étanches dont la base, dérivant du matérialisme historique, est donnée par le rôle dans la production et la répartition des richesses; que ceux qui, prolétaires, n'ont pas de part au capital, produit par leurs efforts cependant, doivent rester en guerre contre les détenteurs de ce moyen d'influence par lequel leur travail est asservi; qu'ils ont l'obligation de lutter pour la destruction du facteur d'injustice qui accumula sans cesse ses victoires sans considération pour ses victimes, les surchargés de travail et les sans-travail, s'organisant pour briser la « loi de fer » de la requête et de l'offre, et pour ravir aux exploiters la « plus-valeur » sortie de leur effort.

Alors qu'en Angleterre on parlait de la même haine contre les « fainéants » qui exploitent les producteurs, pour former la première légion, encore hésitante, de la

lutte sociale, Marx, mais surtout son associé, Friedrich Engels, qui était aussi un sociologue, élaboraient, non seulement la « doctrine », mais aussi la méthodologie de la guerre sociale, en attendant l'heure où le capitalisme, se concentrant, sur ses propres ruines, dans quelques mains de criminels égoïstes, paiera tous ses méfaits, et l'ère de la collaboration sociale commencera, pendant laquelle le travail, libre, mais bien ordonné par l'Etat, donnera à l'humanité un règne millénaire de paix, d'harmonie et de bonheur. A côté de la poésie des rêveries romantiques il y avait dans cette conception de l'Etat régulateur sans possibilité de contradiction et de résistance une autre forme de cet impérialisme qui hanta le monde entier vers le milieu du XIX^e siècle.

Les deux pères du socialisme, vivant à l'étranger, n'avaient ni la possibilité, ni, du reste, la vocation nécessaire pour mettre en mouvement les masses mécontentes qui clamaient leur passion et leurs espoirs autour de tout mouvement révolutionnaire dont elles cherchaient, et parfois arrivaient à s'emparer. L'âme de feu, le prophète appelé à cette mission par le sang même de sa race, fut l'Israélite de grand talent, et d'une personnalité prestigieuse, un « Bismarck » d'autre couleur, Ferdinand Lassalle. Jeune encore, ce héros d'aventures sentimentales, qui allaient le faire périr dans un stupide duel, lançait jusque dans les salons l'idée de « l'union générale des ouvriers allemands ». Mais chez cet homme pratique les régiments du travail ne devaient pas rester sous les armes, attendant la catastrophe logiquement prévue du capitalisme; se formant en nouveaux « corps de métiers », les travailleurs contraindraient sur l'heure l'Etat, l'Etat actuel, quel qu'il fût, national ou monarchique, de dictature ministérielle, comme la Prusse de Bismarck, avec lequel il négocia contre le libéralisme bourgeois, à leur épargner les souffrances injustes et inutiles. Ce ne fut cependant que six ans après la mort de ce prince des humbles, hautain et dévoré d'orgueil, que, par-dessus les efforts, de caractère purement économique et professionnel, d'un Max Hirsch et du coopératiste Schultze-

Delitzsch, encore un juif, Liebknecht et Bebel, au fond des libéraux en rupture de ban, et d'excellents Allemands, comme Marx lui-même du reste, fondèrent le « parti ouvrier social-démocrate ».

De la Commune parisienne, totalement désorientée et comprenant toutes les variétés de l'aventure, jusqu'à la plus folle, le socialisme organisé n'eut que le mauvais héritage d'impopularité. A côté des partisans d'une vie communale autonome il y avait eu, parmi les meneurs, des défenseurs du simple partage des biens et des anarchistes théoriques comme le grand géographe Elisée Reclus. Quatre ans plus tard, les deux branches du mouvement allemand se confondaient dans un parti socialiste unifié, ayant plusieurs chefs et une tactique encore indéfinie. Il y eut des centaines de mille de votes pour le nouveau parti, de plus en plus fortement représenté dans le Reichstag; et il y eut même, de la part des impatiens, deux attentats contre le vieil empereur.

Pendant longtemps — en Allemagne, jusqu'en 1878 — il n'y eut pas de défense systématique de la société bourgeoise contre le danger de cette révolution plus menaçante que tout acte de renversement de la part du radicalisme violent. Pendant que les masses se formaient en armée, les monarchies employaient, pour favoriser cette industrie même dont sortaient leurs plus acharnés ennemis, les moyens propices à s'asservir les habitants des continents encore incapables de se défendre. On voit quels services cela rendait à cette idée de base du socialisme « scientifique » qui était le « matérialisme historique ».

Une seconde guerre contre la Chine de 500 millions d'habitants, où couvaient les germes d'une réaction nationale, fut entreprise par les amiraux de la reine Victoria et par les généraux de Napoléon III pour infliger à ces malheureux la continuation des bienfaits de l'opium consolateur. La guerre fut menée énergiquement, visant la capitale elle-même. Les forts du Péi-Ho ayant été pris, un nouveau traité, auquel sut s'associer la Rus-

sie, celui de Tien-Tsin, en 1858, ouvrit encore aux Européens les ports de Nou-Tschou, Tang-Tschou, Taï-Van et deux autres dans l'île de Hai-Nan. Comme cependant les délégués pour la ratification furent accueillis à coups de canon, il fallut que Napoléon III, en chef de l'Europe, envoie une armée contre Pékin. Après le pillage rémunérateur des trésors d'art du Palais d'Eté, l'Empereur divin avait consenti aux arrangements d'octobre 1860 avec ses vainqueurs. Tien-Tsin, le nouveau port ouvert au commerce européen, resta provisoirement entre leurs mains. Une flotte anglaise remonta pour la première fois le Yan-Tsé-Kiang, sans être inquiétée par les Taï-Pings dévastateurs et pillards. Un nouveau Ministère fut créé par le prince Kong, père de l'empereur, pour les négociations qui s'ouvraient avec ces « barbares » puissants par leurs engins de guerre, qui ne pouvaient pas être mis de pair avec les tributaires. L'église catholique de Pékin fut rouverte, on permit de fonder des écoles, et il dut y avoir à bref délai à Pékin une Faculté des sciences, avec, comme maîtres, des Jésuites et des laïcs français (1868). Bientôt, pour toute espèce de mission diplomatique, seront employés les Européens de n'importe quelle provenance, et des Américains entreprenants, poursuivant une carrière d'aventures, comme Burlingame, un honnête homme et un homme de talent, qui avait été dans sa patrie membre du Congrès. Un essai de réaction pendant la minorité du nouveau souverain fut énergiquement réprimée, et une petite troupe européenne, avec les auxiliaires chinois, rapidement dressés, mit fin, après la prise de Nan-Kin (1864), aux dévergondages des redoutés Taï-Pings. Des mesures étaient prises pour former une flotte à l'européenne, et l'idée des chemins de fer chinois trouvait un appui, même chez les indigènes. Des scènes comme le massacre des religieux et des religieuses de France à Pékin en juin 1870, pouvaient montrer cependant combien tout cela était superficiel. A Tien-Tsin, d'après les ordres du gouverneur, on s'en prit à tous les Européens sans distinction. Les étudiants étaient animés des sentiments xénophobes les plus farou-

ches et, l'un d'eux tua le vice-gouverneur de Nan-King parce qu'il n'était pas de leur avis.

La Russie, représentée alors par le même Ignatiev qui joua dans la suite un rôle si important à Constantinople, avait fait tout son possible pour ne pas être oubliée; ayant pénétré dans la Mandchourie et sur les rives du fleuve Amour, elle pensait déjà à la Mongolie voisine.

En 1866, à la suite du massacre de quelques missionnaires français, Napoléon III fit attaquer le territoire du roi de Corée, tributaire des Chinois, qui devait accepter un peu plus tard la visite d'une mission américaine.

L'Amérique avait d'abord réussi, par force, à se faire accorder, en 1854, des privilèges dans le moyen-âgeux Japon, où une sorte de majordome féodal, à la tête d'une aristocratie guerrière, élevée dans un système d'éducation chevaleresque, insensible au danger, le Taïkoun ou Shogoun, avait pris tout pouvoir au chef religieux du pays, le Mikado. A côté du vieux port de débarquement des Hollandais, une vraie quarantaine dans une petite île en face de Nangasaki, des ports furent ouverts à ces gens d'Amérique, même aux anciens amis hollandais, aux Russes qui, ici encore, flairaient la proie, puis aux autres, encore inconnus dans ces régions, à Nangasaki même et à Hakodaté. Dès 1858 on vit en Europe un neveu du souverain effectif des îles japonaises. Entre 1859 et 1861, la clause de l'intermédiaire pour le commerce qui étaient les fonctionnaires japonais fut abandonnée, et la capitale du Japon eut des ambassadeurs permanents de l'Europe. Les conflits, les assassinats ne manquèrent pas. Une population habituée à vivre isolée ne pouvait pas se faire facilement au contact d'étrangers d'autre race, presque toujours avides et le plus souvent malhonnêtes.

Une révolution conduite par les nobles, sous le couvert du Mikado, se produisit dès 1863, malgré la terreur qu'inspirait encore l'appareil guerrier des Européens. Les îles du Japon furent bombardées par les Français venus au secours de leurs conationaux. Les daïmios, rassemblés par les deux princes suprêmes, finirent par se

déclarer pour la paix. Elle fut cependant, malgré un traité formel conclu à Paris, violée par un prince régional désobéissant, ce qui amena la reprise des hostilités qu'une partie de l'opinion anglaise seule, pour des raisons d'opportunité, désapprouvait. Il fallut bien finir par accepter la nouvelle situation, et les Anglais se donnèrent la peine d'être aimables.

Mais bientôt le Japon revenait, par dessus cette féodalité séparatiste et indisciplinée, à la plus ancienne des formes de son organisation politique et religieuse en même temps. Comme le Saint-Empire romain de nature germanique revivra en 1871 dans la Constitution bismarckienne du nouveau Reich, la volonté solidaire des daïmios eux-mêmes mena dès 1869 à la restauration du pouvoir exercé avant le xvi^e siècle (règne du vaillant Shogoun Hidéiochi, mort en 1536) par le Mikado ou Tenno, avec une restauration du shintoïsme à la place du bouddhisme importé, mais sans aucune intolérance, avec une égalisation des classes, un recrutement général pour la nouvelle armée, avec l'introduction du calendrier russe, un enseignement culminant dans l'Université, ayant ses professeurs étrangers, ses bourses pour les étudiants destinés à se rendre en Europe. Pressé par le courant national, le dernier Shogoun déposa ses pouvoirs, pour les reprendre un moment, dans une dernière lutte désespérée. Il finit par se retirer sur ses possessions, et un enfant d'une vingtaine d'années, Moutsou-Hito, dont la tête était cependant entourée de l'auréole d'une longue histoire sacrée, devint seul maître de tout le Japon. C'était en même temps la réalisation de l'unité nationale, impossible sous le règne de la féodalité ¹. « Terre et Ciel appartiennent à l'Empereur! » s'écriaient les daïmios domptés sans qu'on eût dû employer contre eux la force des armes : « il n'y a personne qui ne soit son sujet ». Les feudataires autonomes se transformèrent en fonctionnaires dociles. Kioto perdit son titre de capitale, et « la capitale de l'Est », Yeddo, redevenue hospitalière pour les étrangers — car on

¹ Arnd, ouvr. cité, II, p. 29.

pensait à poursuivre l'imitation de l'Occident européen pour s'en valoir dans le propre intérêt du Japon —, changea de nom pour célébrer cette révolution d'un nationalisme traditionnel, en devenant Tokio. Il y eut, dès 1890, un régime parlementaire avec deux Chambres, et tout ce que l'Europe pouvait présenter dans ce domaine. L'Angleterre avait secrètement influencé ce grand changement, qui devait bientôt donner au monde un facteur important de la vie internationale.

L'attention de la France napoléonienne s'était tournée vers ces contrées moyennes entre le monde indien, qui leur a donné le fond de leur population, et le monde chinois, qui exerçait depuis des siècles une influence politique et culturelle sur leurs marches, s'étendant vers les eaux de l'Océan Indien. Dans cette « Indo-Chine » des Européens, depuis longtemps traversée et fortement catéchisée par les missionnaires catholiques, la Hollande seule avait pénétré jusque-là comme créatrice de colonies florissantes. Depuis le xvii^e siècle elle avait fondé, pour certaines cultures tropicales, comme le café et le riz, des établissements dans les grandes îles de Sumatra et de Java, le sultan de Bornéo se reconnaissant leur vassal; une exploitation rémunératrice était poursuivie sans scrupules, aux dépens des sujets malais, vivant dans l'ignorance et la misère, et l'opinion hollandaise elle-même s'était révoltée lorsque les révélations d'un fonctionnaire des Indes Orientales, Dekker, qui devait se rendre célèbre comme romancier et penseur révolutionnaire sous le pseudonyme de Multatuli, appelèrent l'attention sur cette situation, intolérable au point de vue de l'humanité. De nombreux Allemands étaient attirés comme auxiliaires ou soldats dans ces parages et les tendances nationales de l'Allemagne se dessinaient déjà.

Les Français, qui avaient jeté dès 1847 les yeux sur la Cochinchine, pénétrèrent en 1862 dans la région du Mékong, occupant, avec Saïgon, tout un angle de la péninsule cochinchinoise; un gouverneur fut nommé pour cette Cochinchine qui, bien entendu, dans le grand

programme maritime et colonial de l'Empereur, ne devait être qu'un point de départ. Les royaumes de Birmanie, d'Annam, du Cambodge et de Siam, avec de très anciennes dynasties, de type chinois, mais influencées depuis assez longtemps par l'Inde anglaise ¹, se partageaient l'immense territoire intérieur. Dès le commencement, le souverain du Cambodge dut accepter une situation de vassalité. La République recueillit cet héritage et ne manqua pas de l'étendre aussitôt qu'elle eut les mains un peu libres. Dès 1874 un traité fut conclu avec la Chine, qui abandonnait l'Annam à la sphère d'influence française. Un homme aux vues plus hardies au milieu de l'opportunisme politique toujours louvoyant et flattant sans cesse une opinion le plus souvent ignorante, Jules Ferry, eut le courage d'ajouter par les armes une nouvelle colonie indo-chinoise au domaine colonial de sa patrie.

Dès 1883 on était en guerre avec les Annamites, et les bandes des Pavillons-Noirs s'enhardirent jusqu'à attaquer dans Hanoï les troupes françaises; la Chine se montrait peu disposée à tolérer plus loin sur ses frontières ce lent envahissement. Mais une action militaire énergique amena en août un traité avec le roi d'Annam, qui, descendant à son tour à une situation de vassalité, abandonnait à la France victorieuse toute une province de la superficie d'un royaume : le Tonkin. Le « Tonkinois » tomba en 1885, au premier échec sur ce terrain encore mal assuré, pour avoir prodigué l'argent et le sang de son pays, mais la nouvelle possession dans l'Extrême Orient put facilement se consolider après sa retraite ². La Chine avait abandonné ses droits sur ce district vassal.

Dans l'Inde, les Anglais avaient eu toutes les peines du monde à briser, le lendemain de la guerre de Crimée, en 1857, la révolte de leurs propres soldats indigènes, les cipayes, à l'égard desquels fut employée la plus inhumaine répression. Un « empereur » hindou avait été proclamé à Delhi. L'Etat, héritier de la Compagnie de Com-

¹ Traité de 1825 avec le roi de Siam.

² Voy. Rambaud, *Jules Ferry*, Paris 1903.

merce, continua à tuteler, par ses résidents, un gouverneur, devenu plus tard vice-roi, à leur tête, dans la ville à caractère anglais de Calcutta, tout un enchevêtrement de souverainetés locales, chacune avec son roi, sa noblesse, sa résidence et sa Cour, ses revenus et même son armée.

Ce territoire, grand comme la moitié de l'Europe, s'appuyant au Nord sur le Thibet, dominé par ses lamas comme jadis le Paraguay par les Jésuites, mais avec un chef traité en Pape du bouddhisme, avait ses annexes naturelles du côté de l'Indo-Chine par les provinces du Pégou, d'Aracan, de Ténasserim, jusqu'à la péninsule de Malacca et au port florissant de Singapoure. De ce côté-là, il n'y avait aucune concurrence à craindre : chez les Birmans et à Bangkok, capitale du roi, à demi-européanisé, malgré ses éléphants blancs, du Siam, l'influence britannique restait prépondérante. Il ne devait pas y avoir de conflits avec les Français qui, à l'autre bout, prenaient possession de la côte du Pacifique. A l'Ouest, la Mer Rouge avait été pacifiée par la réduction des pirates arabes de Mascate, et il y avait des Anglais à Aden. Mais sur le continent, du côté du monde touranien et iranien en même temps, vivant avec une pompe barbare et, sauf les Afghans, une morgue sans puissance, la situation était des plus délicates, non pas à cause des monarchies indigènes, faciles à intimider, et, en cas de résistance, à punir, mais à cause de l'expansion de l'autre concurrent à la domination de l'Asie Centrale, la Russie.

La guerre pour la soumission du Turkestan avait commencé en 1839. Dès 1841 l'avance anglaise dans l'Afghanistan avait été repoussée par l'émir Dost Mohammed, et le résident, établi à Kaboul, assassiné. Il fut impossible de déraciner cette « royauté » indigène, soutenue par une nation guerrière, et les querelles entre les successeurs de ce sultan rendirent la tâche de l'infiltration anglaise plus facile sans possibilité d'arriver à une conquête.

La Perse du chah Nasser-eddine avait été empêchée en 1856 de toucher au Hérat, considéré par l'Angleterre

comme une dépendance de l'Inde, et elle avait retiré les mains en 1868, quand un général anglais se mêla aux discordes intérieures qui déchiraient le pays des Afghans. La Russie, servie comme au xvi^e siècle par des aventuriers sans responsabilité politique, qu'on pouvait désavouer tout en gardant leurs conquêtes, avait déjà à Tachkend, prise au Khan turcoman de Khokand, et dans la ville de Timour, pleine des ruines d'une ancienne splendeur, dans Samarcande au prestige légendaire, détachée maintenant du Bokhara, son Turkestan, sa « Turquie » à elle. L'Angleterre s'évertuait à imposer des réformes au prince afghan Chir-Ali, qui visita le gouverneur de l'Inde en 1869; elle cherchait à redresser, sous Gladstone, les vices de son administration indienne et à extirper des rites religieux les restes des anciennes superstitions sauvages. Mais la Russie allait plus vite en besogne. Le Khanat de Khiva fut attaqué à son tour en 1873. Une partie de ce vaste territoire fut annexée; l'autre dut se résigner à accepter un de ces protectorats russes qui équivalent à une domination de fait. En 1875 le Khokand disparaissait pour faire place à un gouvernement impérial gardé par des Cosaques, et, pour retenir et relier cet ensemble imposant de provinces, la voie ferrée transcaspienne était mise en œuvre dès 1880. Le tiers du continent asiatique appartenait au Tzar, dont les visées allaient plus loin encore, et on pouvait croire qu'un conflit éclaterait avec l'Angleterre arrivée à l'Indus par la soumission des Siks et l'annexion du Pendjab, la région des « Cinq-Fleuves », de Lahore, pour la possession de ces marches turques. Chir-Ali, l'ancien émir afghan, avait été gagné par les Russes. Il fut chassé en 1879, et son fils, le Khan Yacoub, fit la paix avec ses puissants voisins.

Encore une fois il y eut un résident anglais tué à Kaboul, et, si lord Roberts infligea une nouvelle punition aux bandes de l'Afghanistan qui représentaient maintenant une vraie petite armée, l'ordre dynastique dut être conservé. Mais les Russes ne s'en prirent pas moins au seul Khanat qui eût résisté à leur expansion; ils lui prirent en 1880 Merv et partagèrent avec lui le

plateau du Pamir, c'est-à-dire les clefs de l'Inde anglaise. L'Angleterre libérale laissa faire.

En Afrique, le littoral méditerranéen était partagé, avec l'exclusion des Italiens, et en retenant la suzeraineté nominale de l'Empire ottoman à Tripoli, entre Français et Anglais, depuis longtemps descendus au Sud chez les Cafres. L'Espagne retenait difficilement une médiocre lisière du Maroc, qu'elle arrosait périodiquement du sang de ses soldats. L'heure où on pouvait se disputer l'Empire, riche en productions et conservant encore une ancienne civilisation arabe d'un art raffiné, celui des Moghrebins, n'était pas encore venue. Les Anglais, qui avaient regardé eux aussi de ce côté-là, avaient lancé leurs soldats indiens sur l'Abyssinie, et des ressortissants de leur race prenaient au nom du khédive d'Egypte possession du Soudan. Plus tard seulement, l'Italie, se cherchant des colonies, se risquera à Massaouah, s'essayant, sans succès, contre la vieille royauté au caractère impérial et de religion chrétienne du négus abyssinien.

Au Sud du continent noir, la domination hollandaise, qui avait abandonné aux Anglais le Cap, avait laissé derrière elle deux Etats indépendants, deux républiques appartenant à l'oligarchie des anciens fermiers patriarcaux, les Boërs, à Pretoria et à Potchefstroom. Mais pour le Congo, pour le cours du Niger, pour la côte orientale sous le Zanzibar arabe, un sultan à sa tête, et le Mozambique portugais, pour la grande île des Hovas, régies par une royauté de vieille tradition, les compétitions étaient libres, et elles furent acharnées.

La grande exploration anglaise conduite par Stanley en 1877 paraissait destinée à étendre les limites des possessions anglaises sur la côte atlantique du continent africain. Du côté français on répondit par le voyage de Savorgnan de Brazza sur le cours du Congo en 1880, un an avant l'établissement des Français en Tunisie, et à une époque où on pensait à pousser dans l'inconnu dangereux du Sahara. Le roi des Belges, Léopold, aux grands projets qui dépassaient les limites étroites de l'Etat dont il

était Souverain constitutionnel, se gagna des droits sur les districts voisins de ceux qui étaient soumis à l'administration énergique de Brazza. Des conventions furent signées aussi avec les Portugais, qui étaient dans ces parages les premiers occupants et auxquels les tribus des noirs étaient mieux habitués.

Mais un nouveau concurrent surgit aussitôt : les Allemands. Sans aucun encouragement de la part de Bismarck, qui s'intéressait très peu aux choses extra-européennes, deux associations s'étaient formées pour créer des débouchés à une industrie en plein progrès et même à une classe ouvrière qui ne paraissait plus pouvoir être contenue dans les limites du Reich. Les villes hanséatiques donnaient, après que des explorateurs comme Nachtigal ou Peters, du Hanovre, puis von Wissmann eurent reconnu le terrain, des colonisateurs à la façon des conquistadors du *xvi^e* siècle ou des Russes travaillant pour leur propre compte en Asie Centrale. Lüderitz se gagna ainsi une vaste région du côté des Hottentots, à Angra Pequena, au nom portugais archaïque. Les Hambourgeois, les capitalistes de Brême pénétrèrent sur la côte orientale de l'Afrique, au Togo et au Cameroun. L'Empire reconnut aussitôt, en 1884, ces provinces comme lui appartenant. Pour empêcher l'opposition de l'Angleterre, Bismarck recourut à la collaboration diplomatique de la France, désirant faire décider par une conférence internationale, en 1884 encore, le sort des régions du Niger; l'Etat libre du Congo fut reconnu, l'esclavage aboli, et les futures extensions rendues dépendantes d'une entente formelle entre les Puissances intéressées. Emin-Pacha se rappela son origine allemande pour s'abriter, au Soudan, sous le drapeau respecté du Reich. Ce qui n'empêcha pas les Anglais de former une Compagnie du Niger, et Cecil Rhodes, annexant pour son pays des territoires dans l'Afrique méridionale, rêvait, en attendant les explorations du côté de ces lacs du Nyanza qui reçurent les noms de la Reine Victoria et du Prince Consort Albert, d'une grande voie ferrée allant de Capetown au port d'Alexandrie. En échange, la France s'en prendra au

royaume nègre du Dahomey, le Madagascar étant déjà placé sous son protectorat.

En Australie, une autre initiative individuelle avait paru donner à l'Allemagne l'île de Samoa. Pour les Carolines il y eut un conflit avec l'Espagne, dont le roi venait à peine de visiter Berlin et d'être sifflé à Paris pour avoir accepté le commandement honoraire d'un régiment de uhlans en garnison à Strasbourg. Il y aura bientôt un « Archipel Bismarck » dans ces mêmes eaux australiennes et un « Pays de l'Empereur Guillaume » dans l'île de la Nouvelle-Guinée, par suite de l'occupation par le personnel d'une société privée. Les Allemands s'établirent à la même époque aussi dans les îles Salomon. Un autre groupe insulaire reçut le nom du ministre Marshall.

Contre les concupiscences qui avaient été signalées par l'expédition du Mexique, l'Amérique était défendue par sa prospérité et sa puissance, par la solidité du développement normal des Etats-Unis ¹

La guerre de Sécession n'avait pas cessé sans laisser de profondes différences d'opinions chez les vainqueurs mêmes. Un parti, les Républicains, croyait qu'il fallait faire disparaître, dans le Sud, non seulement toute trace du passé, mais aussi toute possibilité de le refaire. Il dominait au Congrès, qui décida que les Etats vaincus vivraient sous un régime militaire, distribués en cinq régions, jusqu'au moment où ils auraient transformé, dans le sens imposé par le Nord, leurs institutions fondamentales. Les généraux-gouverneurs devaient, d'après ce *reconstruction's bill*, dresser les listes électorales et surveiller le scrutin, jusqu'à la réunion d'une Constituante pour chacun desdits Etats; le gouvernement civil serait considéré comme provisoire, et simplement toléré. Les nègres auraient le même droit d'élire que les blancs, même si, comme il pouvait arriver, les hommes de couleurs seraient en majorité. Tous ceux qui avaient participé à la rébellion perdaient leur droit au vote. Contre

¹ Voy. Muzzley, *The United States of America*, II (1924) : large bibliographie.

cette politique se déclara, dès le commencement, le président Johnson, ancien tailleur à l'horizon borné, nature autoritaire et dure. Disposé à pardonner aux fédérés leur crime politique, qu'ils avaient durement expié par la ruine, parfois complète, de leur économie, il croyait pouvoir imiter pendant la paix l'attitude imposée à son prédécesseur par le danger de guerre à outrance et sans issue. Se prévalant de son autorité présidentielle, il déclarait ouvertement avoir le droit de sauver l'Etat, même contre la volonté du Congrès et en dépit des prescriptions constitutionnelles. Dans le conflit qui devait nécessairement éclater entre les deux facteurs, il fut mis en jugement pour avoir violé les lois fondamentales, et il s'en fallut d'une voix pour que la décision lui fût défavorable (mai 1868). Son prestige en resta cependant totalement brisé.

Les nouvelles élections présidentielles, particulièrement passionnées, portèrent au pouvoir le candidat des Républicains, le général Grant, dont les sentiments étaient beaucoup plus pacifiques. Il y avait une noble dignité dans le tact de cet ancien guerrier. Le parti démocrate était sorti brisé de la lutte, et la *National Labour Union* de 1869 ne se constitua pas en parti des ouvriers dans ce grand pays bientôt de nouveau prospère, payant sa dette en or et créant un immense réseau de voies ferrées, où tout travail trouvait aussitôt sa juste rémunération. Grant fut réélu en 1873, et ses successeurs, Garfield, assassiné en 1881, et Cleveland, continuèrent le même régime conservateur des républicains. Les Etats-Unis avaient licencié leur armée, la flotte était à refaire, mais l'opinion publique ne se montrait guère disposée, malgré les offres des nouveaux troubles du Mexique, malgré la réunion, déjà ancienne, de la Floride espagnole et du Texas mexicain, avec tout un groupe de provinces : la Californie, le Nevada, le Nouveau-Mexique, l'Utah et l'Arizona (1848), malgré l'achat de l'Alaska russe et la nécessité de trouver une communication avec le nouvel Etat, malgré le désir de réunir l'île de Saint-Domingue et la tentation de mettre à profit les agitations révolutionnaires de Cuba espagnole, enfin malgré le conflit avec

l'Angleterre (procès de l'*Alabama*), à adopter une attitude active à l'égard de l'Europe. La guerre franco-allemande ne provoqua que des sentiments d'animosité envers Napoléon, de sympathie pour les efforts de la République.

L'Angleterre avait su s'opposer aux tendances centrifugales des habitants de ses provinces nord-américaines en leur donnant une organisation autonome. Après avoir créé un premier groupe de gouvernement local à Vancouver, un autre plus grand, destiné à comprendre plus tard le premier, se forma autour de la ville capitale, Ottawa, sous le nom de Canada. Le gouverneur anglais faisait figure de quasi-Souverain constitutionnel, avec un Sénat nommé par lui, mais une Chambre élue. La tentative de la population française de former dans l'ancien territoire du Prince Rupert un « Etat libre du Winnipeg » qui se serait réuni à la grande République voisine, fut brisée par les armes. L'esprit australien, qui résista à l'implantation de la domination française sur les Nouvelles-Hébrides, créa en 1901 seulement, par la réunion de sept Etats, la république de l'Australie, à système bicaméral, réunie à la Couronne anglaise, la Nouvelle-Zélande seule se réservant.

Dès 1869 un traité avec la république sud-américaine de Colombie fixait les conditions dans lesquelles, par le percement de l'isthme de Panama — un travail énorme qui devait bien tarder, — un nouveau moyen essentiel de communications maritimes devait s'ouvrir pour toutes les nations. C'était pour l'Histoire un événement beaucoup plus important que tous les changements à vue exécutés par les généraux au Mexique et surtout dans les Etats du Centre et du Sud du Nouveau Continent, que l'Empire d'Araucanie du César Aurèle Antoine, un Périgourdin, que la longue guerre qui dévasta le Paraguay, et même que la guerre portée quelque temps par les grandes républiques du Chili et du Pérou contre la monarchie espagnole.

Mais déjà les Suisses, les Italiens, les Allemands s'établissaient en grand nombre dans les immenses espaces vides de l'Argentine. Le Brésil, gouverné par Dom

Pedro II, un lettré et un philosophe, qui finira par établir lui-même la République aux dépens de ses gendres, un prince d'Orléans et un Cobourg ¹, offrait un large asile encore à l'émigration européenne, qui ne pouvait pas user là, sous les yeux des Américains du Nord, des moyens employés dans d'autres continents pour planter le drapeau de leur pays.

De la mort de Lassalle à l'avènement de Guillaume II en Allemagne, le socialisme, de méthodes nihilistes, rendu responsable d'attentats contre le vieux souverain, avait été considéré comme un danger prochain et une menace pour la civilisation du siècle. Des mesures, d'une dureté extraordinaire (on proposait même la confiscation des biens), furent prises contre ces politiciens mis hors la loi; leur ensemble équivalait à la proscription. Si leur application fut tempérée par des scrupules naturels, elles n'en restèrent pas moins en vigueur jusqu'en 1890. Dans les autres pays ayant une puissante classe ouvrière, les partisans de la doctrine marxiste s'étant manifestés moins et de manière moins turbulente, on n'accordait pas une attention aussi pressée au problème social qui venait de se poser.

Guillaume II débuta par des décisions destinées à rendre plus supportable la vie matérielle des masses urbaines. Il alla, sous l'influence anglaise qui avait dominé dans son éducation, jusqu'à projeter une conférence du travail à laquelle participèrent les Etats, grands et petits, qui possédaient une nombreuse population ouvrière. Ceci encouragea les électeurs à voter pour les chefs d'un socialisme qui paraissait être mis sous la protection de la bannière même de l'Empire. Ce fut sans doute un des motifs de l'irréremédiable dissentiment qui éclata entre le souverain et son premier ministre et qui amena le retentissant changement de régime. Aussitôt après, pendant le ministère, de pure forme pour l'absolutisme impérial, d'un militaire, le général de Caprivi, les desiderata de la

¹ L'Impératrice était fille du roi de Naples, François. Le Brésil avait reconnu l'empire mexicain.

conférence sociale de Berlin furent transformés en lois : repos dominical, interdiction du travail des enfants dans les fabriques, onze heures d'occupation par jour ¹. La France répondit, de son côté, cédant aux demandes des « possibilistes » du mouvement social, à l'encontre des radicaux, qui commençaient à employer l'arme à double tranchant des grèves ouvrières, en faisant voter, sous l'impulsion du ministre Waldeck-Rousseau, la reconnaissance des associations du travail, la protection dans les mines; le Conseil suprême du Travail fut établi, et on travaillait à la loi des pensions. Le socialisme d'Etat était dans ce pays d'autant plus une nécessité que, en dehors du travail zélé des propagandistes de la révolution sociale, les cléricaux, suivant les directions de Léon XIII, commençaient à organiser le socialisme chrétien. En Belgique, en Hollande, il fallut suivre le mouvement. Parmi les grands pays industriels, l'Angleterre seule se maintenait sur un autre terrain : l'ouvrier était libre de s'aider lui-même, dans la limite des lois, par ses propres forces.

En même temps, le « nouveau cours » inaugurait par l'alliance avec l'Angleterre, qui cédait l'île de Helgoland, le Gibraltar de la Baltique, mais obtenait les mains libres à Zanzibar et dans l'Uganda, une politique océanienne d'un vaste et hardi programme. Il faut reconnaître qu'elle était réclamée par le développement sans exemple d'une industrie servie avec enthousiasme par la science allemande et par le rapide développement d'une flotte de commerce dans laquelle revivaient les traditions de la vieille Hanse. L'alliance avec la Russie, nécessaire au moment des préoccupations continentales, fut abandonnée. Les Polonais, persécutés jusque-là, envahis dans leurs foyers par la colonisation germanique d'Etat, furent favorisés pour marquer une frontière devenue ennemie.

Avec la nouvelle alliance, l'Allemagne impériale crut pouvoir regarder sans émotion le rapprochement, depuis longtemps acheminé, entre la Russie et la France répu-

¹ Egelhaaf, ouvr. cité, p. 283.

blicaine, qui, désormais, nourrissant de son épargne les mauvaises finances de l'Empire des Tzars, se sentait assurée contre les projets offensifs du Reich voisin. En juillet 1890 la flotte française paraissait à Cronstadt, le port de Pétersbourg, où elle était reçue très chaleureusement, le Tzar allant rendre visite à l'amiral Gervais. Le 27 août déjà le traité d'alliance défensive était signé entre la République et la Russie. Trois ans plus tard, une flotte russe paraissait à Toulon et des démonstrations répétées prouvaient que l'alliance correspondait à un désir intime des deux nations. Le traité de commerce, qui mit fin, la même année, à la guerre de tarifs entre l'Allemagne et la Russie, ne changea rien à un état de choses définitivement fixé.

La France ne ressentit pas de sitôt les avantages du traité. Pendant que les élections allemandes donnaient un chiffre de 44 socialistes sur 72 conservateurs, 53 libéraux, 99 du centre, devenu après la mort de Sandhorst presque « populiste », 99 membres des autres partis (libres-penseurs de deux nuances, parti de l'Empire, antisémites et guelfes) et 27 représentants des nationalités, un anarchisme sauvage apparaissait en France, employant contre la bourgeoisie régnante la bombe et le couteau. Il y eut d'horribles attentats de la « propagande par le fait » au moment où les maîtres de la République étaient compromis par les scandales de la Compagnie du Panama, en 1893 et 1894. Les socialistes gagnèrent un nombre important de mandats à la Chambre.

Pendant les fêtes de Lyon, en juin de cette même année, le président Sadi Carnot était tué par un anarchiste italien. On essaya, sous l'impression de l'abominable forfait, d'installer à la présidence un homme jeune, énergique, ayant une personnalité, et, sous le rapport aussi de son ascendance, apte à défendre la bourgeoisie si furieusement attaquée. Mais Casimir-Périer, qui employa le ministère Dupuy pour les mesures de préservation, fut si faiblement soutenu, par sa classe et par le parti dont il venait, contre les attaques et la calomnie de la gauche

socialiste, qu'il abandonna les hautes fonctions dans l'exercice desquelles on ne lui permettait pas d'être lui-même.

Un « tanneur », de fait un richissime grand industriel, Félix Faure, lui succéda. Ce fut un habile opportuniste, qui laissa tomber la seule initiative de ses ministères rapidement usés : celle de Léon Bourgeois pour l'introduction, en 1896, de cet impôt sur le revenu qu'avait déjà depuis quelques années l'Allemagne, par l'esprit innovateur d'un ministre fécond en ressources, Miquel. L'affaire Dreyfus, le procès d'un officier israélite accusé de haute trahison, partagea bientôt la France en deux camps et créa des popularités instantanées et des victimes d'une opinion publique énervée, brisant la solidarité nationale au moment où les hasards de la politique coloniale la rendaient le plus nécessaire. Nationalistes et cléricaux combattirent, sur la base de documents qui furent en fin de compte reconnus faux, contre les radicaux, les libres-penseurs et le puissant clan de la finance et surtout de l'intellectualité juive. L'« affaire » elle-même finit seulement en 1900, et elle fut, de fait, un prétexte pour essayer de vider les anciennes querelles entre les partis depuis longtemps aux prises. La lutte devait continuer plus tard sous la forme du conflit pour ou contre les congrégations.

En Allemagne, le meurtre de Carnot, que devait suivre celui du roi Humbert en 1900 et celui du président Mac Kinley un an plus tard, avait suscité de fortes appréhensions; les conservateurs gagnaient du terrain, faisant revenir l'empereur sur ses préventions dans le domaine social. Comme le timide Caprivi se montrait lent à agir, on le laissa partir, le lendemain d'une réconciliation de forme entre l'ancien chancelier et le souverain qui l'avait si rudement disgracié. On pensait à chercher un appui dans ces masses rurales si fortement négligées jusque-là, même opprimées dans la partie de la Prusse au-delà de l'Elbe; c'était reprendre le système qui, pendant de longues années, avait réussi à Napoléon III. Un quasi-octogénaire, ancien ambassadeur à Paris, fut appelé du gouvernement de l'Alsace-Lorraine pour inaugurer cette nouvelle politique intérieure : le prince de Hohenlohe-

Schillingsfürst. Le Parlement lui donna une base dans la prédominance pendant onze ans du Centre.

Mais ce qui continuait à occuper l'attention des Puissances rivales, c'était le grand problème des colonies et des débouchés.

Le ministère français de Méline, ayant aux Affaires étrangères M. Hanotaux, un adversaire déclaré de l'Angleterre, reprit l'œuvre extérieure de la France sur les autres continents. Elle s'étendit rapidement en Afrique, sur la Côte d'Or et sur la Côte d'Ivoire, au sujet de laquelle intervint un traité avec l'Angleterre, ainsi que sur le Dahomey, royaume nègre qui fut annexé; sur l'Indochine, où l'opposition du Siam fut promptement surmontée; sur Tombouctou, vers où descendit bientôt l'exploration algérienne; sur Madagascar, dont le général Galliéni acheva la conquête. Une convention fut signée pour le Togo avec l'Allemagne.

Mais l'Angleterre veillait à la défense de sa suprématie. Le sentiment d'envie par suite des progrès réalisés par la France, que l'on aimait à croire déchu et éterné pour longtemps, agissait. Aussitôt la rivale qu'était devenue l'Italie, fut amenée à Massauah, sur la côte de la Mer Rouge, et poussée vers l'Abyssinie, où, après un long travail d'implantation, elle devait trouver à Adoua le désastre, devant les forces, de beaucoup supérieures, et pleines d'un enthousiasme patriotique irrésistible, de l'empereur Ménélik et de ses vassaux. Lorsque le ministère français se décida à envoyer le colonel Marchand vers le cours du Nil, une puissante expédition anglaise, conduite par le général Kitchener, se dirigea vers le camp des derviches qui dominaient le Soudan, pour arriver à soumettre à son pays toute la vallée du Nil. Après sa grande victoire d'Omdourman, le général trouva devant lui l'officier français. Un conflit paraissait devoir éclater (1898). A Paris, on céda.

Mais une autre proie était en vue que celle des oasis soudanaises. La Chine avait cru, en 1894, pour la Corée,

pouvoir se mesurer avec la jeune énergie du Japon européenisé. Les Chinois ne purent pas défendre ce royaume vassal; ils furent battus sur terre et sur mer. Les vainqueurs, maîtres à Séoul, capitale de la Corée, s'installèrent aussi à Port-Arthur pris d'assaut, et à Wei-hai-weï, port près duquel la flotte chinoise capitula. Ils parurent à Nioutschweng sans rencontrer d'autre résistance. Par le traité de Simonosaki, conclu en août 1895, le Japon obtenait tout le territoire coréen, et en plus, la péninsule de Liac-tong avec Port-Arthur et la grande île de Formose, qui fait face à la côte orientale de l'Empire du Milieu.

Cette victoire décisive, si rapide, cette énorme extension territoriale, le brillant prestige qui en résultait pour une Puissance extra-européenne, pour une nation de race jaune, devaient causer les plus grandes appréhensions à l'Europe, adonnée depuis quelque temps avant tout à une fiévreuse activité coloniale. La Russie, qui préparait son chemin de fer transsibérien et qui avait besoin, sur les mers orientales, d'un autre port que le roc glacé de Vladivostok; l'Angleterre, qui de Changhaï et de Singapour entendait dominer par sa flotte la mer de Chine, l'Océan Jaune; la France, qui ne pouvait pas voir sans crainte que les Asiatiques, disposant de tous les moyens techniques de l'Europe militariste, se rapprochaient de son Indochine par Formose; l'Allemagne, dont Guillaume II venait de proclamer l'« avenir sur l'eau », oublièrent tout pour se coaliser. Ce qui avait été impossible pour les efforts des hommes politiques les mieux doués et pour la propagande d'une intellectualité solidaire par-dessus les frontières, — jamais les traductions d'une langue à l'autre n'avaient été plus nombreuses et Paris raffolait, sous l'influence d'un de Vogüé, du roman russe —, ce miracle de solidarité offensive fut réalisé par la victoire des Japonais.

Comme, après San-Stefano, la Russie avait dû réduire l'importance de ses conquêtes, le Japon fut obligé, par une démonstration des flottes française, russe et allemande — l'Angleterre encore alliée au Japon se tenant

prudemment de côté — à refaire le traité. En mai 1895, il dut rendre Port-Arthur et toute la péninsule sur laquelle était construite cette place. Deux ans à peine se passèrent après ce nouvel acte despotique et la Russie prenait « à ferme » Port-Arthur. L'Angleterre se crut donc autorisée à s'établir aux mêmes conditions dans Weï-Haï-Weï en 1898. La France, cette même année, prit pour sa part la rade de Kouang-tchéou. Toujours théâtral, Guillaume II avait envoyé son frère Henri, l'amiral des mers à découvrir, avec une mission d'un romantisme guerrier, à Pékin, qui dut l'accueillir en visiteur bien venu.

L'Amérique, complètement refaite sous la double présidence de Cleveland et enrichie comme forces d'une immense immigration européenne, elle qui avait ouvert au commerce mondial le Japon, n'avait rien pris. Elle devait se dédommager ailleurs, ses 94.000.000 d'habitants ne pouvant pas rester les bras croisés devant ce partage hâtif des terres sans défense et des nations arriérées. Dès 1898 les îles Sandwich ou Hawaï seront annexées sans aucune protestation de la part des Puissances européennes intéressées. Pendant la minorité du jeune roi Alphonse XIII, fils posthume d'Alphonse XII, qui avait succombé à la phtisie, la régente Marie-Christine, archiduchesse d'Autriche, confia au général Weyler la mission de pacifier Cuba, cette grande et belle île qui, sous l'influence de la République voisine, s'était beaucoup mieux développée que l'Espagne. Il ne réussit qu'à rendre la résistance des rebelles désespérée. Les libéraux espagnols, alors au pouvoir avec Sagasta, essayèrent d'une proposition qui contenait la représentation au parlement de Madrid et un commencement d'autonomie : on ne voulut pas prêter foi à ces assurances. L'opinion américaine soutenait le parti de l'indépendance totale, et, Mac Kinley étant président la guerre avec l'Espagne, la première guerre coloniale des Etats-Unis, éclata en avril 1898.

La flotte espagnole était, on l'avait constaté à Berlin, pendant le conflit pour les îles Carolines, dans un état

lamentable. Elle fut facilement coulée à fond près de Manille, où avait paru dans le même temps une énigmatique force navale allemande. Les Philippines, appelées du nom du monarque espagnol qui avait été capable de faire trembler le monde, furent aussitôt occupées, un deuxième amiral espagnol ayant eu dans ces eaux le même sort que le premier. La paix de Paris, en décembre, n'abandonnait pas aux vainqueurs seulement Cuba, mais aussi les Philippines et Puerto-Rico, sans parler de quelques cessions moins importantes. Les Philippines devaient obtenir un régime spécial, et Cuba former une république séparée.

L'Allemagne était là pour profiter aussi de cette autre liquidation. Les Carolines lui revenaient, et elle eut aussi les îles Mariannes et un troisième groupe en Océanie.

Les « affermages » européens en Chine avaient suscité un grand mouvement d'indignation parmi les nationalistes, depuis longtemps organisés pour la lutte, de cette nation impudemment envahie. Quand les Tagals des Philippines résistaient jusqu'au bout aux Espagnols, puis aux Américains, les Chinois croyaient avoir eux aussi le droit de réclamer, les armes à la main, le départ des étrangers et de leurs clients chrétiens. Dès 1897 le mouvement commença, ayant pour appui un prince impérial, Touan, et même l'impératrice Tsen-Hsi; l'empereur des réformes européennes dut résigner tout pouvoir entre les mains des représentants de la réaction. Le courant imaginé par le « Bismarck » chinois, Li-Houng-Tchang, disparut complètement. Tout le passé de cette monarchie plusieurs fois millénaire se réveillait sous l'injure et la menace. Les « Chevaliers de la main-forte », les Boxers, formaient déjà une armée à caractère presque officiel.

Avec les mœurs chinoises, d'une cruauté raffinée, qui avait été déjà plusieurs fois prouvée, on pouvait s'attendre à des massacres. Une grande persécution contre les sujets chrétiens de l'Empire, qui furent détruits par milliers, impitoyablement, amena aussi le sacrifice de

quelques centaines d'Européens, qui, ceux-ci, devaient être vengés. Les ambassades mêmes, réunies dans un seul quartier de Pékin, furent militairement assiégées.

L'intervention des Puissances se produisit, naturellement, aussitôt. Cette fois l'Allemagne avait tenu à avoir le premier rang : un vaisseau impérial s'était présenté dès le premier jour pour bombarder les forts du Peï-Ho et ouvrir le chemin vers la capitale des assassins, et le commandement de toutes les troupes de répression fut confié au maréchal Waldersee. Le Japon lui-même s'était rangé sous cette direction. Guillaume II, qui avertissait solennellement « les peuples de l'Europe » du danger qui les menaçait de la part des centaines de millions de la race jaune, dont il oubliait l'état de vieillesse et d'épuisement, se glorifiait de paraître en ce moment en vengeur de la civilisation et en président de l'ordre européen. Tien-Tsin avait été libérée ; les Européens se trouvaient à Pékin, où les palais des ambassades avaient été incendiés ; des détachements pénétrèrent dans l'intérieur du pays sans résistance jusqu'à la Grande-Muraille défensive, l'armée de la Chine n'étant capable que d'une guerre de simple forme.

La solidarité européenne ne devait pas cependant durer longtemps. Pour empêcher un nouveau partage, déjà préparé, des provinces chinoises, un traité fut conclu, en octobre 1900, entre l'Allemagne et l'Angleterre. La première de ces Puissances reconnut cependant aux Russes le droit de rester dans la Mandchourie, dont ils occupaient déjà la plus grande partie, avec la grande ville de Moukden, sous prétexte de prendre des garanties pour le prolongement de la voie ferrée du Transsibérien. L'empereur allemand eut, après que la Chine se fût soumise, en mai 1901, le suprême plaisir de se voir adorer, comme jadis Louis XIV par différents mamamouchis, par un prince chinois qui lui fit une « triple révérence » et s'excusa très humblement de l'« accident » arrivé à l'ambassadeur von Ketteler, cet « excellent homme », la « sacrée personne » du souverain chinois prenant sur elle, d'après la tradition, la responsabilité d'un crime commis à son

insu ¹. L'ambassadeur eut en échange un de ces magnifiques discours dont le chef de l'Allemagne était prodigue.

Le lendemain de ces événements, les réformes de Li-Houng-Tchang qui fut le signataire de la paix, d'un Youar-Chi-Kaï et d'un Tseng-Ki-Tong, devenu ministre d'un nouvel enseignement révolutionnaire, furent reprises, avec la sécularisation des biens conventionnels, avec l'interdiction d'anciennes coutumes, la simplification de l'alphabet, la création d'une nouvelle armée, l'abolition du commerce des esclaves, la construction de chemins de fer et des promesses de vie constitutionnelle et parlementaire. Sous un empereur enfant, qui avait succédé au malheureux Kouang-Hsou, on pouvait travailler librement à cette œuvre de civilisation dans un autre sens que celui des ancêtres. Il y eut même en 1910 une assemblée des notables qui devait préparer le Parlement proprement dit, et le prince Tchoun, qui présidait au mouvement, se forma un ministère comme ceux qu'il avait vus fonctionner en Europe. Le Sud, où s'agitaient les étudiants formés en Amérique et ailleurs, lui répondra plus tard par la proclamation d'une République chinoise.

Pendant que le pays des distances infinies et des agglomérations inextricables passait par cette crise de sa vénérable vieillesse, le Japon se vengeait cruellement contre la Russie de l'humiliation qu'il avait subie par l'interdiction de se couper encore une tranche du corps abandonné de l'Empire rival.

Pour se préparer à cette guerre de revanche et de conquête, une alliance formelle fut conclue, en janvier 1902, avec l'Angleterre, qui eut le courage de se réunir à une Puissance asiatique contre un Etat européen, affaiblissant ainsi, quels que pussent être les avantages de cette collaboration, le prestige, jusqu'ici intact, de l'Europe. Une action commune ne devait être entreprise que si l'un des contractants était attaqué par deux ennemis à la fois. Bien que la Russie et la France eussent déclaré solen-

¹ Egelhaaf, ouvr. cité, p. 524.

nellement vouloir défendre l'indépendance de la Corée et de la Chine, les Etats-Unis se réunirent à la double alliance pour demander à la Russie d'évacuer cette Mandchourie qu'elle détenait contre tout droit.

Le conflit devait éclater avec la Russie. Dès 1894 Alexandre III, dont l'état de santé était depuis longtemps ébranlé par suite de l'attentat nihiliste qui avait fait sauter presque sous ses pieds le parquet de la salle à manger du Palais d'Eté, s'était éteint sans avoir rien abandonné de son intransigeance, de sa foi profonde aux institutions du passé, à sa puissance autocratique sans bornes, de sa haine à l'égard de tout ce qui était étranger, c'est-à-dire occidental. Retenant la Bulgarie sous son anathème, considérant les Serbes comme des traîtres au slavisme, qui était pour lui une religion, abhorrant les Roumains, d'abord parce qu'ils n'étaient pas Slaves, et ensuite parce qu'ils souffraient un roi étranger, allemand et catholique, il évitait la guerre, mais préparait l'état d'esprit qui devait infailliblement la donner. Une guerre d'ordre divin, dont la conception sortait de la philosophie politique de son conseiller écouté, le procureur du Saint-Synode Pobiédonostsev.

Le nouveau Tzar, Nicolas II, fils d'une Danoise et époux d'une princesse allemande, Alice-Alexandra, de la maison de Hesse, mais descendant par sa mère, fille de la Reine Victoria, de la dynastie anglaise, avait été élevé pour continuer la politique de son père, bien qu'un voyage, pour motif de santé, lui eût fait connaître jusqu'au Japon, où il fut presque la victime d'un fanatique, un autre monde que celui des courtisans du « nationalisme » russe. Ayant hérité de quelques bons conseillers comme Stolypine, qui devait périr assassiné, et Witte, l'organisateur des finances russes, il ne chercha pas à écarter les parasites qu'avait rassemblés le réactionnisme borné d'Alexandre III. Mais dès le début, tout en promettant de penser « au bien de son peuple », il ajoutait, avec une énergie de langage qui contrastait avec sa jeunesse, son aspect frêle et doux et son invincible imidité, qu'« il conserverait le suprême pouvoir avec

la même fermeté et inflexibilité que feu son père ».

Mais, en même temps, son attention restait dirigée vers l'Est asiatique dont il avait pu apprécier personnellement la valeur économique et l'importance militaire. On pensait à doubler la ligne du Transsibérien, à le faire contourner le lac Baïkal. La Corée attirait par ses richesses inexplorées. La Mer devait rester libre de ce côté pour la navigation russe. Déjà pour les forêts coréennes des capitaux importants avaient été exposés. Dans le gouverneur de cet Extrême Orient asiatique, les entrepreneurs et faiseurs de projets avaient un associé.

Quand le Japon demanda une vraie retraite des Russes de la Mandchourie, qu'ils s'étaient engagés envers la Chine à évacuer graduellement, sans plus discuter sur l'idée, longtemps analysée, d'une zone neutre, puis la liberté de navigation et l'abandon des prétentions sur la Corée, aucune réponse ne fut donnée à ces injonctions, jugées arrogantes, prétextant qu'une maladie de l'impératrice empêchait momentanément de parler au Tzar. Les négociations furent donc déclarées interrompues le mois suivant et l'ambassadeur du Japon quitta Pétersbourg (février 1904).

Déjà, tout était préparé de ce côté-là pour un coup décisif. Les sujets du Mikado n'avaient pas la lenteur habituelle aux soldats du Tzar; ils considéraient cette guerre comme un grand acte national et lui consacrèrent toute leur intelligence, toute leur énergie et l'esprit de sacrifice traditionnel de cette nation où l'on se suicide pour un point d'honneur en s'ouvrant le ventre. Des torpilleurs japonais mirent hors de service dans une seule attaque la flotte russe qui attendait des ordres en rade de Port-Arthur. En août, le reste des vaisseaux du Tzar essaya une sortie qui en mena au moins une partie dans les ports neutres, où ils furent désarmés; la flotte de Vladivostok ne fut pas, à la même époque, plus heureuse. L'amiral Togo bombarda la puissante forteresse, qui fut bientôt bloquée. Le port de Dalny sera occupé. Une armée japonaise contraignit l'« empereur » de Corée à se

déclarer vassal. En avril, le maréchal Oyama, secondé par les généraux Kouroki, Okou et Nodzou, prenait en Mandchourie l'offensive contre Kouropatkine, sur les rives du Yalou. Mais la grande bataille fut livrée seulement en août, à Liao-Yang; retiré à Moukden, le généralissime russe tenta une nouvelle offensive, qui fut aussitôt arrêtée.

De plus en plus la conservation de Port-Arthur apparaissait comme un suprême devoir d'honneur pour le grand Empire russe; c'était pour son orgueil un nouveau Sébastopol. On allait jusqu'à vouloir lui sacrifier aussi la flotte de la Baltique, envoyée par le chemin le plus long, qui lui faisait contourner l'Afrique Méridionale. A leur arrivée ces vaisseaux délabrés allaient être détruits par les boulets japonais à Tsoushima. La grande île russe de Sakhaline était aussitôt envahie.

Mais, dès le 2 janvier 1905, Port-Arthur avait capitulé devant l'armée cruellement décimée du général Nogui. Et la seconde grande bataille, près de Moukden, en mars, avait permis aux Japonais de faire une entrée solennelle dans la capitale de la Mandchourie. Les Russes se rassemblèrent de nouveau à Kharbine, et les y poursuivre eût été une folie napoléonienne.

Le Président des États-Unis, Théodore Roosevelt, s'offrit en médiateur. Cette guerre ne manquait pas, en effet, d'inquiéter la grande République à laquelle appartenait l'autre rivage du Pacifique, et d'autant plus que, par la Californie, la race jaune s'infiltrait par milliers, modeste et tenace, en Amérique. Guillaume II eut une entrevue en Finlande avec le Tzar, et, quelques semaines plus tard, l'Angleterre, contente des résultats obtenus, confirmait, dans une prolongation de son traité d'alliance avec le Japon, la domination de cette Puissance sur la Corée, lui promettant de la défendre, en échange pour un contre-service, même si elle serait attaquée par un seul ennemi. C'était ce qu'il fallait pour décider la diplomatie russe, qui gardait encore toute sa morgue. Par le traité du 5 septembre, l'Empire du Mikado obtenait la Corée, Port-Arthur et Dalny, la partie méridionale de l'île de Sakhaline, la liberté maritime dans ces eaux, le

droit de pêche dans celles de la Sibérie, et il chassait les Russes aussi bien de la Mandchourie que de la partie correspondante de la voie ferrée, partie qui passait aux mains des Japonais.

L'Angleterre avait abrité à Portsmouth ces dernières négociations. Elle venait de rendre aux Asiatiques l'influence sur leurs pays d'Extrême-Orient. Elle devait préférer cette solution à une expansion russe dans ces mers. Deux ans plus tard, comme la Corée croyait pouvoir défendre, au moins par les moyens de la diplomatie, son indépendance, l'« empereur » fut forcé de se retirer, et peu après le pays n'était plus qu'une province japonaise, ayant un simple gouverneur à la tête de son administration. L'Amérique consentait à signer en 1908 une convention par laquelle les deux Puissances se garantissaient leurs possessions dans le Pacifique.

Mais en Afrique méridionale l'Angleterre elle-même avait subi un amoindrissement de prestige essentiel. Les anciens habitants de la Colonie du Cap, qui avaient préféré émigrer dans le désert plutôt que de subir la domination étrangère, avaient formé les républiques boërs de l'Orange, puis du Transvaal, dont les provinces se réunirent, après que l'Angleterre, qui avait occupé aussi le Natal, eût reconnu leur indépendance, dans une Confédération Sud-Africaine. Le labueur de ces éleveurs et agriculteurs, conservant au *xix^e* siècle le caractère patriarcal profondément religieux des vieux fermiers hollandais, avec une note d'esprit guerrier et aventureux due aux nouvelles conditions de leur existence, fut troublé par la découverte des champs de diamant et des mines d'or. Des étrangers avides de gain accoururent dans cette nouvelle Californie et bientôt ces *uillanders* réclamèrent des droits politiques, en quoi ils furent appuyés par l'Angleterre, dont le représentant typique, Cecil Rhodes, créateur de la Rhodesia, avait besoin de leur territoire pour l'Afrique anglaise dont il rêvait.

Dès 1877 le gouvernement anglais avait décrété la réunion du territoire boër; les habitants, conduits par

Krueger et Joubert, s'y opposèrent les armes à la main. Ils se gagnèrent ainsi, de la part de Gladstone, la reconnaissance de leur indépendance (1881-84). L'Allemagne s'intéressait vivement à ces « frères germaniques ». C'était pour l'Angleterre de Salisbury un motif de plus de s'en prendre à leur liberté. Les agitations de l'Afrikander Bond dans la colonie du Cap inquiétaient. Le raid de l'aventurier Jameson rencontra une forte résistance, tacitement encouragée par Guillaume II.

Il fallait autre chose qu'un coup de main : une vraie guerre. Comme les boërs refusaient le droit de vote aux *uillanders*, demandé par l'énergique impérialiste Chamberlain, elle éclata dès 1899, sous le prétexte que l'ultimatum du président Krueger venait d'offenser l'Angleterre.

Les fusiliers selon la Bible des deux Républiques surent défendre leur pays d'admirable façon. Une longue guérilla épuisa les forces que l'Angleterre pouvait envoyer. Lord Roberts seul put gagner sur le « camp » de Cronje une victoire complète. Bloemfontein, capitale de l'Orange, fut prise, et Pretoria, capitale du Transvaal, abandonnée par Krueger. On croyait pouvoir prononcer l'annexion, mais Botha et Smuts firent des merveilles dans la petite guerre. Femmes et enfants, qui agonisaient dans les horribles camps de concentration, furent sacrifiés à l'instinct religieux de la liberté. L'Europe des colonisations brutales en fut émue d'un bout à l'autre. La Hollande s'était vu refuser une médiation. Sous le nouveau roi Edouard VII, l'Angleterre de Gladstone résolut de tendre librement la main aux invincibles vaincus. Les États disparurent, mais la langue fut garantie et une autonomie ne tarda pas à venir ; avec la Colonie et le Natal fut formé en 1903 l'État de l'Afrique du Sud.

Cependant l'Allemagne à côté de l'Angleterre avait continué à être l'ennemie, ouverte ou cachée, de la Russie. Alors que le Tzar se considérait, en vertu d'un héritage de deux siècles, comme le défenseur de la chré-

tienté orientale, Guillaume II alla rendre visite au Sultan, en 1898; et il fit, en continueur de Frédéric II, roi de Jérusalem, une entrée triomphale dans la ville sainte, se présentant à la fois comme protecteur des protestants et des catholiques. Abdoul-Hamid avait fait meubler à son usage un de ses palais, renouvelant pour l'empereur allemand les brillantes cérémonies avec lesquelles Abdoul-Aziz avait accueilli naguère la « Guzel Kokona Napoléon » (« la belle dame de Napoléon »), l'impératrice Eugénie. Guillaume reçut des dons précieux, distribua en Terre-Sainte les chapelles qui lui avaient été cédées et commémora son passage à Byzance par l'érection d'une médiocre fontaine.

En même temps il avait paru étendre, par son discours à Damas, où eut lieu une nouvelle exhibition impériale, sa protection à tous les millions de musulmans que la nouvelle politique d'Abdoul-Hamid, sournoisement religieuse, cherchait à soumettre aux injonctions du Padi-chah qu'il était. Il rêvait déjà de son voyage au Maroc, où, alors que le général Lyautey poursuivait l'œuvre de la pénétration française, il parut, en rade de Tanger, en 1905, pour arriver à imposer à la France l'admission d'un sultanat indépendant. Depuis quelque temps von der Goltz travaillait à l'organisation de l'armée turque. C'était de fait lui qui avait vaincu sous le nom du Ghazi (victorieux) Osman-Pacha et de ses auxiliaires dans la campagne portée par les Turcs contre l'impatience grecque en 1897. Mais ceci appartient au nouveau nationalisme qui, en dépit des traités, des conventions, des rectifications de frontières et d'efforts pour retenir le statu-quo, avait fini par provoquer, au milieu de ces préoccupations sociales et économiques des grandes Puissances, saturées en Europe, des agitations en Autriche-Hongrie, en Russie aussi, mais surtout dans cette région des Balcons où il y avait encore de la terre turque à se partager.

A cette intrusion allemande dans un domaine que la Russie s'était autant que possible jalousement réservé, Nicolas II répondit par sa longue et brillante visite à

Paris, au cours de laquelle il y eut les plus enthousiastes manifestations que la France eût vues depuis longtemps, le sentiment national excité allant jusqu'à l'idolâtrie pour cet hôte si longtemps désiré. En 1901 le Tzar assista, toujours aussi chaleureusement acclamé, aux manœuvres de l'armée française. Huit ans plus tard, il se rencontrait à Cherbourg avec le président Fallières.

Cependant Guillaume II, le réformateur social de jadis, se posait en défenseur de l'ordre contre les propagandistes de révoltes, de désertions et de grèves. Les projets contre ceux qui attaqueraient la religion ou la personne des monarques, ainsi que les institutions fondamentales, de même que celui qui tendait à l'emprisonnement des grévistes ayant sévi contre leurs camarades qui voulaient travailler, rencontrèrent cependant une forte opposition au sein du Reichstag, et durent être retirés.

Mais tout effort pour faire revenir en arrière la vague socialiste devait rester vain. L'accroissement du nombre et de l'importance des fabriques, l'invasion des paysans dans l'industrie, l'abandon par les Allemands d'au delà de l'Elbe de la terre aux Polonais plus « paysans », ainsi qu'une forte propagande bien organisée, continuent à renforcer le mouvement qui tendait, d'après le programme d'Erfurt, en 1891, à la socialisation des instruments de travail et à l'élection de tous les fonctionnaires, jusqu'au chef de l'État, par le « peuple » composé de tous les citoyens des deux sexes ayant atteint vingt et un ans, lesquels auraient aussi le droit de décider sur la paix et la guerre. Malgré les divisions entre les modérés et les radicaux, manifestées bruyamment au congrès de Dresde en 1903, la représentation du parti au Reichstag était de plus en plus nombreuse : de 44 en 1893, de 56 en 1898, à 81 en 1903¹. La Saxe avait essayé de se défendre, pour le parlement local, en introduisant le système électoral des trois catégories, et elle eut jusqu'au vote plural le plus nuancé; cela n'empêcha pas que 22 sur 23 sièges pour le

1. Egelhaaf, ouvr. cité, pp. 314-315.

Reichstag furent pris par le parti persécuté. Il fallut introduire un peu partout, en Bade, dans le Wurtemberg, dans la Hesse, le suffrage universel, la Bavière seule résistant encore en 1904 à l'introduction du vote direct.

En 1906 les socialistes réussirent à faire rejeter, d'entente avec le Centre, une demande de crédits militaires pour l'Afrique du Sud. Le chancelier Bülow, un modéré, mais le seul des ministres de Guillaume II qui eût un fin tact et une vraie compréhension des réalités, avec l'énergie nécessaire dans l'exercice de ses hautes fonctions, recommanda la dissolution d'un Parlement rebelle aux nécessités nationales. Les élections de janvier 1907 furent une catastrophe pour le parti, répudié même par les masses des grandes villes industrielles. Libéraux et conservateurs arrivaient avec une forte majorité, et ils formèrent « un bloc » capable de dominer. De leur côté, les socialistes « révisionnistes », gagnant quelques pas sur les marxistes irréductibles, entraient en rapport avec les partis bourgeois et prétendaient servir la patrie jusque-là si fortement décriée. Le Congrès de Nuremberg fit sentir leur force sans leur donner la victoire. Malgré des mesures d'un caractère libéral, on pouvait s'apercevoir que le courant était vers la droite : il n'y eut que quelques succès socialistes à la Diète prussienne. Cette droite réussit à faire tomber von Bülow, qui avait proposé une loi fiscale sur les successions, en juin 1908, empêchant par ce fait la réforme électorale aussi en Prusse.

Sous le nouveau chancelier Bethmann-Hollweg, les socialistes se renforcèrent, et le libéralisme forma un « parti progressiste populaire ». Le chancelier parvint cependant à s'imposer par des mesures politiques et sociales, plutôt dans le sens de la gauche, mais sans pouvoir résoudre le problème électorale en Prusse. En 1912 les élections donnèrent une forte majorité aux socialistes et au « Centre ». Un socialiste, M. Scheidemann, fut élu vice-président. Cependant les lois militaires furent votées.

L'attitude du gouvernement français à l'égard des socialistes était beaucoup plus prudente que celle du

Reich. Waldeck-Rousseau, après avoir consolidé l'union des républicains de gauche, put procéder, ayant pour collègue au Commerce M. Millerand, à la mise en œuvre de tout un plan de réformes sociales, allant de la « journée de dix heures » à l'établissement des Chambres du Travail. Sous le ministère suivant, présidé par M. Combes, des mesures jugées comme inutilement persécutrices furent prises contre l'enseignement congréganiste, regardé comme dangereux pour la Société et pour l'État, alors qu'en Allemagne le Centre allait jusqu'à proposer le rappel des jésuites.

Tandis que Léon XIII avait été un Pape « français » et « républicain », le Vénitien Pie X, son successeur, ancien curé aux idées intransigeantes, refusa de recevoir le nouveau président de la République française, Loubet, lors du voyage de celui-ci à Rome en 1904. Dès l'année suivante, l'État se dégageait de tout devoir, de toute charge et de tout rapport à l'égard de l'Église, dont la propriété devait passer aux « associations cultuelles » établies pour chaque commune. La mesure fut appliquée avec tact par le cabinet Clémenceau, qui créa pour Viviani un Ministère du Travail. Il y eut même en 1909 un chef du gouvernement professant le socialisme, M. Briand, qui sut agir contre les grèves dénuées de patriotisme et de mesure. Toute idéologie se corrige d'elle-même en arrivant à gouverner : le fougueux orateur qui était le chef et l'orgueil des socialistes, Jaurès, l'aurait sans doute lui-même éprouvé.

En Autriche, le ministre Taaffe essaya sans succès d'introduire en 1893 le suffrage universel, ce qui provoqua sa chute devant toute une coalition des libéraux et des conservateurs. Le second successeur de Taaffe, le comte Badeni, se borna à introduire le vote de tout citoyen autrichien âgé de vingt-quatre ans pour une « curie » supplémentaire, la cinquième (1896). Une année plus tard, le nouveau parti des « chrétiens sociaux » arrivait à imposer son chef, un homme doué de qualités vraiment supérieures en tant qu'énergie créatrice et vivacité spirituelle, Karl Lueger († 1910), comme maire de

Vienne. Les socialistes demandaient le suffrage universel, et deux ministères durent abandonner la place avant que Beck pût, en 1906, présenter un projet acceptable pour tout ce monde national mêlé du Reichsrath; le suffrage universel fut accordé, mais chaque nationalité élisait ses représentants. Aussitôt les socialistes des deux nuances, chrétiens et libres-penseurs, eurent la majorité des sièges, les cléricaux, parti de gauche de même que le « Centre » allemand, se réunissant aux dominateurs de la situation politique. Après la dissolution d'une Chambre tout aussi impossible que les précédentes, les élections donnèrent, Lueger étant mort, une majorité des partis nettement bourgeois.

En Hongrie, Fejerváry avait promis le suffrage universel en 1905, mais le projet présenté peu après par le ministère de coalition, préoccupé de sauver l'hégémonie magyare contre les nationalités, comprenait, avec le vote plural, l'obligation de pouvoir lire et écrire la « langue de l'Etat ». Les autres ne votaient qu'à raison de un sur dix (jusque-là sur six). Un parti socialiste naissant prit part à la lutte qui empêcha le projet d'être discuté. La loi tarda jusqu'en 1913, sous le second régime d'Etienne Tisza, et elle ne satisfit ni les théories des socialistes, ni les aspirations des nationalistes.

L'Angleterre s'en tenait à la réforme accomplie par Gladstone en 1884, qui excluait cependant du vote tous ceux qui n'étaient pas à la tête d'un ménage. Les ouvriers votaient maintenant comme un des éléments dominants du corps électoral. Bientôt les femmes eurent aussi le droit d'être élues. Dans les nouveaux comtés créés par les conservateurs en 1888, les conseils élus pour trois ans prennent le rôle des anciens « juges de paix »; le système électif s'étend jusqu'aux paroisses. Des mesures pour l'organisation des écoles élémentaires furent prises sous la même impulsion. On pensait même, sous les libéraux, à interdire celles des confessions et on travaillait pour la création de la petite propriété rurale. Avec le ministre socialiste Burns, dans le cabinet Campbell-Bannerman (à partir de 1906) les lords furent menacés de perdre leur

droit de *velo*, et le radical Lloyd George demanda de nouvelles charges sur la richesse, qu'ils rejetèrent, pour qu'une nouvelle Chambre finisse par les adopter, sous le ministère Asquith. La Chambre Haute, tout en conservant le droit de vote contre les lois votées par les Communes, ne put plus empêcher que le projet, maintenu de l'autre côté, fût promulgué par la Couronne. En même temps que des lois pour les assurances ouvrières en cas de maladie et de chômage étaient votées, on passa à une proposition sur le suffrage universel des Anglais âgés de vingt et un ans et ayant six mois de séjour; les suffragettes recoururent au crime pour faire admettre leur sexe au vote. Mais cette dernière mesure contre le passé dut être réservée à l'avenir ¹. Dans les Dominions, l'Australie venait en tête de tous les pays préoccupés de « socialisation ».

Dans les pays scandinaves, il y eut assez tard l'extension du droit général de voter. Au Danemark les femmes votaient pour les communes dès 1908, mais le suffrage universel ne fut admis, pour les femmes aussi, que six ans après. La Norvège, séparée de la Suède, avait pris la même mesure en 1907. Bien qu'admis la même année d'une façon théorique en Suède, le système ne fut réglé par une loi qu'en 1910, sous la condition que les citoyens âgés de vingt-quatre ans fussent contribuables.

En Italie le droit de vote fut accordé aux analphabets, très nombreux, qui avaient atteint l'âge de trente ans et fait leur service militaire, en 1912 seulement. Le parti socialiste, jusque-là peu représenté, en eut un sensible accroissement à la Chambre, et les cléricaux, décidés depuis peu à voter aux élections ordonnées par celui que Léon XIII avait jadis qualifié « le roi subalpin » dont il aurait fait tout au plus son « vicaire » pour une partie de Rome et pour l'Etat Pontifical, se donnèrent, comme en Allemagne et aussi en France, une façade démocratique, presque sociale. Le parti anarchiste, en Espagne, nourri par la misère et l'ignorance des basses

1. Egelhaaf, ouvr. cité, pp. 405-417.

classes, armait la main des assassins contre le roi et les ministres. La répression fut tout aussi violente que les attentats, et un théoricien de l'anarchie, défendu par toute la libre-pensée européenne, Ferrer, fut fusillé en Catalogne. Le roi du Portugal, Carlos, ayant confié au « libéral-conservateur » Franco un mandat illimité de dictature, fut tué avec son fils aimé à coups de fusil par des républicains qui réussirent ensuite à mettre fin au règne du second fils du roi assassiné, dom Manuel, en 1910.

En Belgique il y eut de vraies révoltes des ouvriers, mais le suffrage élargi, introduit en 1893, ajoutait la condition du vote plural, qu'une grève générale ne réussit pas à faire retirer. Mais, alors qu'ailleurs la durée du travail était fixée à onze heures, ce pays de forte industrie, dans lequel les libéraux s'alliaient aux socialistes et les cléricaux et l'autre des deux grands partis alternant au pouvoir détachait une avant-garde de gauche sociale, obtint la journée de neuf heures. Les pensions et secours aux ouvriers ne vinrent que plus tard. Mais le bloc des cléricaux réussit à vaincre tout essai d'écartier le vote plural.

En Hollande, sous le règne de la reine Wilhelmine, qui étant mineure avait succédé en 1890 au vieux roi Guillaume, le suffrage universel fut admis dès 1896, et pour les femmes aussi en 1913, après que le gouvernement cléricale de Kuyper eut fait place à des libéraux.

En Russie, le ministre de l'intérieur Plehwe fut tué par l'explosion d'une bombe. Le nihilisme paraissait être ressuscité, mais bientôt l'opposition à l'absolutisme sacré prit un caractère général et déclaré. Les marins du vaisseau de guerre « Patiomkine » bombardèrent Odessa et allèrent se réfugier à Constantza; à Kiev, à Kronstadt, il y eut des mouvements militaires. Les étudiants embrassèrent la cause de la révolution. Des troubles se produisirent à Moscou; des grèves éclatèrent; un nommé Braunstein dit Trotzki en était le chef ¹.

1. C. R. Ballard, *Russia in rule and misrule*, Londres, 1920, pp. 138-139.

Un groupe de paysans affamés, que dirigea en 1905 le prêtre Gapon vers le Palais d'Hiver, fut accueilli par des coups de feu; quelques semaines plus tard, le Grand-Duc Serge, considéré comme un des chefs de la réaction, était tué par une bombe. Le Tzar, rendu plus accessible à l'idée de réformes par la victoire japonaise, rétablit par l'acte du 17 octobre l'ancienne institution de la Douma, une assemblée des notables, élue par les propriétaires. Or déjà un parti socialiste travaillait au grand jour, et il organisa une grève générale pour réclamer des institutions vraiment libres; il descendit dans la rue.

En Pologne, les grands centres industriels furent envahis par la vague révolutionnaire sanglante, et on s'en prit aussi aux agents du pouvoir. Des troubles antisémites devaient éclater bientôt.

L'émigration des paysans dans les villes, où ils vinrent grossir les rangs des ouvriers, la communion de tous dans le même credo, prêché avec une foi profonde dans l'idéologie marxiste par des apôtres de la Révolution prochaine, tout cela constituait dès lors un facteur essentiel de la vie publique en Russie, et l'on ne se rendait pas compte dans le monde confiant qui entourait le jeune Tzar combien le mouvement devait être rapide vers un avenir dont personne n'entrevoyait le terrible caractère. Déjà, les paysans réclamaient la terre, sans dédommagement pour les anciens propriétaires poursuivis par une haine héréditaire; sur les rives de la Baltique, où les latifundiaires étaient des Allemands, les anciens serfs, lettes ou lettons, esthoniens, brûlaient les demeures seigneuriales et tuaient leurs maîtres, comme l'avaient fait, une quarantaine d'années auparavant, les paysans ruthènes, à l'égard des seigneurs polonais en Galicie. Les soldats, les matelots refusaient l'obéissance aux officiers et allaient envers eux jusqu'au crime.

Avant les élections à la « Douma », Nicolas II s'empressa de décréter par un ukase la liberté de conscience, de la parole, de la presse, de réunion; en même temps il élargit le droit de vote, l'accordant, au moins indirect, à ceux qui jusque-là en avaient été écartés. A côté de

cette assemblée populaire, élue pour cinq ans, il était créé une espèce de Sénat, mais qui ne pouvait régler les questions constitutionnelles, ni discuter sur la partie du budget concernant la Maison impériale et les cas extraordinaires; ce Parlement bicaméral avait toute latitude pour discuter par des interpellations les questions à l'ordre du jour, et même de prendre l'initiative des lois.

Les « constitutionnels-démocrates », nommés « cadets » d'après les initiales de leur titre, eurent la majorité aux élections. Dès le commencement (avril 1906), ils devaient entrer en conflit avec le successeur réactionnaire du comte Witte, Goremykine. Leur programme, proclamé au moment où le pillage des maisons seigneuriales se produisait, prévoyait tout ce qu'il fallait à une démocratie historique aussi avancée que celle des États-Unis : le suffrage universel des femmes comme des hommes était à la base du système parlementaire; on n'avait pas oublié les lois pour les ouvriers, ni l'expropriation des terres de main-morte et de celles de la Couronne. Les ministres n'étaient guère épargnés par les critiques les plus acerbes, et la personne même du souverain fut mêlée aux discussions tumultueuses. Après deux mois, en juillet, une dissolution étouffa ce foyer de troubles. En partant, certains des membres de l'Assemblée demandèrent dans leurs réunions à Viborg, en Finlande, qu'on refuse à un gouvernement violateur des lois les impôts et les recrues. De nouveau la campagne se leva en armes.

Un attentat contre le nouveau ministre Stolypine rendit infirmes ses deux enfants, et des exécutions suivirent. Un complot contre le Tzar allait être découvert quelques mois plus tard. Mais le ministre si durement frappé dans ses sentiments paternels persévéra dans des intentions qu'on peut qualifier de sincèrement démocratiques, malgré l'énergie avec laquelle il avait fait emprisonner 250 membres de l'Assemblée dissoute, et les gibets pour les anarchistes. S'adressant aux paysans, il leur distribua des terres aux frais de l'Etat, et par la Banque des Paysans il les colonisa en Sibérie; il mit fin au régime condamné par les villageois de la com-

munauté, le *mir*. Les zemstvos districtielles furent favorisées. On fit enfin, librement, les élections pour la seconde Douma. Composée d'ignorants radicaux et de nationalistes forcenés, de socialistes mêlés aux complots, elle fut à son tour dissoute, après quatre mois d'inactivité, en juin 1907.

La troisième Douma devait être élue surtout par les représentants de la grande propriété rurale, de laquelle on attendait des sentiments d'ordre et de dévouement traditionnel à la Couronne. La proportion électorale fut autrement distribuée, en tenant compte des nationalités. Le Tzar avait quitté l'attitude d'inimitié à l'égard des Finnois et des Allemands de la Baltique, mais les Polonais furent traités avec méfiance et leur droit de représentation fortement entamé; de même, les Caucasiens, dont les chefs avaient montré les tendances socialistes les plus avancées. La majorité de l'Assemblée fut donc composée d'amis de Pourichkiévitch, qui se faisaient appeler « Union des Vrais Russes », et de constitutionnels ou « octobristes », d'après la date du manifeste impérial pour les réformes. Le souci principal de ces députés, qui, tout en étant plutôt des modérés, n'étaient guère insensibles à la grande mission que leur imposait la marche de l'Histoire, fut de consolider la classe paysanne libre et propriétaire, seule base solide de la société et de l'Etat, les ouvriers n'étant qu'une très faible minorité, composée, sauf en Pologne, de paysans en rupture de ban et ne possédant d'autre instruction que celle qu'ils puisaient dans des brochures d'agitation. Par des mesures facilitant l'affermage des terres de la grande propriété, et surtout par la réunion des parcelles appartenant au paysan détaché des liens du *mir*, l'Assemblée, dans laquelle Stolypine, bien que capable de décision, en dehors de son vote à elle, jouait, non sans succès, le rôle d'un Necker en 1789, rendit des services essentiels, non seulement à la classe agricole, mais à l'agriculture nationale elle-même. La session ne fut pas fermée cependant avant l'assassinat, à Kiev, du ministre réformateur. Il ne se trouva pas de personnalité capable de lui succéder

et de poursuivre avec la même persévérance son œuvre.

La quatrième Douma, présidée par l'« octobriste » Rodzianko, devait se trouver bientôt en face d'autres difficultés qu'une situation intérieure encore très indécise et un pouvoir d'Etat représenté par un empereur timide et des ministres inférieurs à leur tâche.

La Finlande avait regagné son autonomie; le Tzar était presque redevenu le Grand-Duc de jadis. Mais, avec un suffrage universel dont bénéficiaient largement les femmes, on eut dès 1907 des majorités socialistes écrasantes, les autres étant surtout des chrétiens-sociaux et des radicaux ¹.

En Turquie, le mouvement des Jeunes-Turcs, élevés en Occident ou influencés par les idées occidentales, avait gagné les officiers, décidés à défendre contre la pression de la diplomatie austro-russe et anglo-russe l'indépendance de leur pays, auquel on imposait des réformes qui ne pouvaient lui convenir. Les idées de Midhat revenaient en faveur, mais cette fois non plus comme caprice idéologique d'une personnalité isolée. A Resna, deux lieutenants, Enver et Nazim, proclamèrent la Constitution de 1876, avec la même illusion que les « citoyens » ottomans de toute race et de toute religion pourraient marcher ensemble vers la liberté et le progrès. Le drapeau de l'« Union pour l'Unité et la Liberté » fut implanté à Constantinople. Le « Sultan rouge », qui régnait par la délation et les exécutions secrètes, mais qui avait donné à l'Empire, agonisant en 1878, vingt ans de calme et de dignité, n'hésita pas à acquiescer au régime constitutionnel (juillet). Du sang fut versé dans les rues de la capitale, mais ce qui dominait, c'était une vraie et sincère fraternisation de surface, allant jusqu'à la soumission des bandes bulgares. Pour la première fois chez les Turcs eux-mêmes apparaissait une opinion publique, qui fut enthousiaste pour le changement. Dans le cabinet du vieux Kiamil, l'ami

1. Bon résumé, aussi dans Egelhaaf, ouvr. cité, pp. 551-571.

des Anglais, qui succéda au libéral Saïd, nommé pendant la crise, il y eut un Arménien et un Grec portant le grand nom de Maurocordato. Si, comme on le verra, la Bulgarie se détachait et l'Autriche-Hongrie se déclarait souveraine en Bosnie et Hertzégovine, la nouvelle Turquie ne s'en préoccupait pas autant que de sa vie parlementaire.

Elle fut cette fois, réelle, mais vide. Il y eut contre le parti vainqueur l'« Union libérale » d'Ismail Kémal : le ministère, mis en minorité, tomba, et il céda la place à un libéral jeune, Hilmi-Pacha, jadis gouverneur de la Macédoine. Mais les vaincus n'avaient pas renoncé à prendre leur revanche. Les Albanais étaient toujours disposés à la soutenir. Pendant qu'on massacrait des Arméniens à Adana, le Parlement était envahi par l'armée contre-révolutionnaire qui tua deux officiers. Mais les « représentants de la Nation » ne se donnèrent pas pour battus, et l'armée de Salonique et d'Andrinople arrivait, le dur Mahmoud Chefket à sa tête. Abdoul-Hamid, rendu responsable du coup d'État, fut déposé selon les anciennes règles et son frère Mohammed V, vieillard naïf, presque imbécile, installé comme un simple instrument des révolutionnaires. Leur situation ne devait être attaquée qu'en 1912, lorsque le Vizir octogénaire Mouktar-Pacha présida à la dissolution de la Chambre, introduisant l'état de siège.

Pendant que ces changements dans l'ordre constitutionnel s'imposaient à presque tous les États de l'Europe, — qui conservait l'hégémonie sur les autres continents, — bien que déjà des mouvements d'indépendance se fussent produits contre les usurpateurs, — par la vague montante du radicalisme de gauche bourgeoise ou du marxisme doctrinaire, dépassé par la science, mais devenu la religion des demi-cultivés, avec une prêtrise d'initiés intéressés, la situation coloniale plus que tout autre motif imposa, à partir de la guerre russo-japonaise, par un changement dans la politique de l'Angleterre, un nouveau système d'alliances.

Le Tzar, resté, par certains côtés de son âme complexe et délicate, un idéologue, avait cru pouvoir imposer au monde un statut de la paix. Il avait réussi à faire admettre par les autres Puissances l'idée d'une conférence d'arbitrage qui tiendrait ses séances dans la capitale accueillante d'un État sans importance militaire, la Hollande. Des mesures devaient être prises à La Haye, où allait siéger plus tard un Tribunal permanent, contre les crimes odieux qui, dans la poursuite d'une guerre, pouvaient être le bombardement par avions et l'emploi de balles explosives ou de gaz asphyxiants. En 1907, la seconde conférence s'occupait du problème brûlant du désarmement.

Mais personne ne pensait sérieusement à confier la garde de ses intérêts à la seule conscience, encore malheureusement si indécise, d'un monde européen déchiré par les discordes. Le règlement pacifique des questions à l'ordre du jour et surtout la garantie des intérêts légitimes durent donc être cherchés d'un autre côté.

De plus en plus l'Angleterre pouvait se rendre compte qu'en dépit de Fachoda le danger ne pouvait pas venir, pour ses colonies, du côté de la France. Elle avait été libre de soumettre en 1885 la Birmanie, d'accroître en 1896 ses domaines africains du royaume des Achantis, bien que les Français eussent réalisé des expansions dans les mêmes directions. C'était la Russie qui menaçait de fait cette politique.

La mort de la reine Victoria, le 22 janvier 1901, devait marquer pour l'Angleterre le début d'une ère nouvelle dans les rapports internationaux. Le Prince de Galles, Albert, devenu le roi Edouard VII, à un âge avancé, avait mené à Paris et ailleurs une vie qui offrait quelques ressemblances avec celle de Henri IV pendant sa jeunesse. Ce passé ne semblait pas être une garantie pour un grand règne personnel, plein d'une courageuse initiative. Et cependant ce fut ce règne que connut l'Angleterre, le roi Edouard entendant manifester autant de personnalité active que son cousin de Berlin, qu'il détestait cordialement pour ses allures théâtrales

et qu'il évita, jusqu'à la fin de sa vie, de visiter à Berlin.

Dès 1902 la République française avait encouragé par une convention formelle les vues de l'Italie sur la Régence de Tripoli, un des principaux buts du régime libéral de l'entrepreneur méridional Crispi, qui rêvait d'une Rome nouvelle continuant les traditions de l'antiquité. En échange elle se réservait l'héritage marocain du grand Sultan Mouley-Hassan, dont le successeur Abd-el-Aziz, était un « Européen » de surface, par ses goûts et ses plaisirs, mais non un « empereur » capable de régner. Pendant des années, la révolte d'un Raïsouli, sorte de bandit nationaliste, occupa sérieusement le gouvernement de Fez, et dès 1903 le général Lyautey était chargé d'une mission dans ce pays de vastes possibilités économiques, où de grandes entreprises internationales furent aussitôt ébauchées.

Dès 1902, sous le ministère libéral de Balfour, le neveu de Gladstone, qui venait de remplacer Salisbury, le roi Edouard visitait Paris et signait avec la France un traité qui renvoyait à la conférence de La Haye le règlement des questions en suspens.

Aussitôt, pendant que l'Allemagne se buttait, dans le Sud africain, à de grosses difficultés, dans ses luttes, non seulement avec les nègres Herreros, qui furent presque détruits, mais aussi avec la race résultée du mélange des indigènes avec les Hollandais, des chrétiens d'une conception morale comme celle des Boërs, les « witboys », soutenus certainement en secret par les Anglais, et que la Russie était aux prises avec le Japon victorieux, l'avance de l'Angleterre, protectrice de l'Inde, se produisit dans le Thibet. Les lamas, vassaux de la Chine, admirent la liberté du commerce, accordèrent aux Anglais le monopole d'une voie de communication pouvant pénétrer dans l'Empire Céleste et s'engagèrent à ne pas céder leur territoire à d'autres, c'est-à-dire aux Russes.

Si les ministères changèrent souvent en France, au gré des constellations parlementaires, on eut le bon sens de retenir pendant des années à celui des Affaires Étran-

gères, un ancien journaliste de talent, parfaitement au courant des questions internationales et capable d'affronter les responsabilités, Delcassé. Passant par-dessus les scrupules qui faisaient de M. Hanotaux presque un promoteur de la politique amicale à l'égard de l'Allemagne, toujours prête à faire des avances pourvu qu'on ne parlât plus de revanche, au moins dans le monde officiel, il continua à voir un ennemi dans cette Allemagne, malgré les démonstrations de celle-ci, destinées à donner le change. L'Angleterre n'avait qu'une rivale, et les rivalités mêmes peuvent être employées momentanément par les hommes d'État.

Le 6 avril 1904, Delcassé signait donc un traité par lequel étaient liquidés tous les points de litige dans la politique coloniale des deux Puissances, et, à l'analyse, on s'était aperçu combien étaient conciliables les points de vue différents. L'« entente cordiale » allait jusqu'à fixer à la rivière du Ménam la frontière entre les possessions françaises et anglaises dans la péninsule de l'Indo-Chine.

Aussitôt délivrée de toute autre préoccupation coloniale, la République s'entendait avec l'Espagne, qui conservait ses anciennes possessions sur la côte d'Afrique, mais ne pouvait les étendre, sur le sort futur du Maroc. Quand on le sut à Berlin, Guillaume II oublia ses cajoleries à l'égard des vaincus de 1870, et, sans tenir compte de l'infériorité notoire des intérêts allemands dans ces contrées, où il fallait être peu sérieux pour penser à une colonisation, il céda à un nouvel élan de théâtralisme voyageur et vint se montrer à Tanger, où il se fit arranger par les Marocains une réception comme celle de son « prédécesseur » Charles-Quint, croisé sur cette même côte de l'Afrique.

L'opinion publique française en fut plus qu'inquiétée. Le « Kaiser » se posait donc en concurrent dans ce domaine réservé aux futures actions coloniales de la République. On s'attendait à un conflit; il n'y eut que la chute d'un ministre, de celui qui avait ouvert la direction politique menacée par le voyage impérial. On « laissa tom-

ber » Delcassé. La question religieuse, l'offensive contre le cléricisme retenaient l'attention des gouvernants sous les régimes Combes et Rouvier.

L'Allemagne n'en fut que d'autant plus encouragée dans son impérialisme extra-européen. Un homme énergique, Dernburg, prit la conduite des affaires coloniales, qu'il conserva pendant de longues années. Il poursuivit les intentions de son maître du côté du Maroc. La France dut accepter une conférence internationale pour fixer des limites et imposer des conditions à ce qu'elle considérait être son droit. Après de longues discussions à Algésiras, qui permirent de vérifier la vraie valeur des alliances, on arriva à des conclusions qui faisaient de la France, et de l'Espagne aussi, la gardienne de l'ordre dans les huit ports marocains ouverts, sans distinction, au trafic pour tout le monde, mais sous le contrôle, qui aurait été gênant, s'il ne fût resté de pure forme, d'un inspecteur suisse (janvier 1906).

L'année suivante, un incident, à Casablanca, sur cette côte du Maroc, amena un conflit entre les organes militaires français et le consul d'Allemagne, celui-ci voulant favoriser la fuite de déserteurs français. De nouveau, France et Allemagne se trouvèrent dressées en face l'une de l'autre, et, de nouveau, des complications furent évitées. Mais pendant ces discussions l'Angleterre poursuivait fermement ses buts, et de différents côtés. L'Italie, sous les conservateurs du marquis di Rudini, était délogée amicalement du pays des Derviches, à Kassala; on en obtenait la garantie de la liberté abyssinienne. La voie ferrée tracée là-bas devait avoir un caractère international. Et Edouard VII montrait bien qu'il pouvait lui aussi voyager, avec plus de profit que son parent de Berlin. Si Guillaume accueillait à Swinemünde, sur la Baltique, le Tzar, le 3 août 1907 le roi d'Angleterre essayait de se gagner à Ischl les sympathies de François-Joseph avant de paraître à Wilhelmshöhe à côté de Guillaume (même mois d'août). Et, sans oublier nullement la Russie, sortie brisée de la guerre d'Asie et empêtrée dans le conflit du Tzar avec la première Douma, il s'entendait

avec elle, en août encore, pour la délimitation des sphères d'influence en Perse, pays à partager, croyait-on, à brève échéance.

Guillaume II crut devoir reculer, en donnant d'une façon détournée l'assurance que, loin de vouloir du mal à l'Angleterre, il était au contraire le seul homme en Allemagne qui eût cherché à plusieurs reprises à éviter des conflits armés avec cette Puissance. Cette révélation, qu'il avait autorisée, suscita une émotion facile à comprendre d'un bout à l'autre de l'Europe et obligea le chancelier de Bülow à désavouer son souverain en plein Parlement, où ne manquèrent pas les attaques contre les initiatives maladroites et inopportunes, et l'Empereur lui-même à approuver le geste, indispensable, de son ministre.

Mais la Russie, encouragée par l'entente asiatique, travaillait déjà en Perse, où Mohammed Ali-Mirza, gardé par des Cosaques, avait dissout le Parlement qu'on lui avait imposé, et fermé les clubs politiques. Tebriz se soulevait aussitôt contre l'acte du despote, cette Tebriz que l'impérialisme russe avait inscrite dans son programme. Ce shah allait être déposé en 1909 au profit de son fils Achmed Mirza, et se réfugier en Russie. Et dès la fin de l'année, quelques mois à peine après la rencontre, à Reval, de Nicolas II avec l'empereur allemand (9 juin), commençaient à se produire dans l'Inde anglaise des mouvements violents contre la domination étrangère, mouvements qui devaient aller jusqu'à un attentat contre le gouverneur, lord Minto.

En plus, l'Allemagne réussissait à faire signer par la France, en février 1909, un traité d'obligation à l'égard du Maroc. Et la question de Bosnie-Hertégovine, ouverte par la révolution turque, lui permettait de reprendre son rôle de médiatrice écoutée, paraissant régler, dans son intérêt à elle-même, la situation en Europe.

La Serbie avait aussitôt protesté contre l'annexion, réclamant un accroissement de territoire, et, pour les provinces de même race, l'autonomie.

Le prince Georges, fils du roi Pierre Karagéorgévitch, arrivé au trône après le meurtre d'Alexandre, fils de Milan Obrénovitch, s'était rendu à Pétersbourg pour demander l'appui du Tzar, protecteur du slavisme, et, sans arriver à un résultat, il n'avait pas eu un mauvais accueil. L'Italie était disposée, malgré l'alliance avec la Monarchie des Habsbourg, à prendre en considération un état de choses qu'elle trouvait inquiétant.

Mais la Russie n'avait pas achevé la réorganisation de son armée, et la France se bornait à donner des conseils de paix. L'Allemagne mit à profit ces insuffisances et ces indécisions. Alors que la Turquie, vivant à ce moment sous l'influence de Berlin, qui lui avait donné les créateurs d'une nouvelle armée, signait dès le 26 février la convention qui lui assurait, avec la restitution du sandjak de Novi-Bazar, un dédommagement important et un traité de commerce favorable, la diplomatie du futur secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, Kiderlen-Wächter, pouvait écarter habilement l'idée d'un congrès qui aurait, d'après le droit international, dû tenir au courant les prescriptions du traité de Berlin, ceci en faisant adopter par la Russie l'idée que chaque Puissance communique séparément son autorisation. Ainsi, en mars, la Serbie acceptant une formule russe, se désistait de toute opposition, et, de son côté, l'Autriche-Hongrie signant une note d'inspiration anglaise, assurait le cabinet de Belgrade qu'elle ne nourrissait pas de projets ennemis du développement du royaume slave voisin.

Cette même année, l'Angleterre apaisa les patriotes hindous en leur faisant des concessions sur la participation des indigènes dans les assemblées régionales, mais conservant pour le Parlement central de l'Empire indien une majorité de fonctionnaires anglais.

Mais les forces maritimes du Royaume étaient bientôt accrues par la construction de nouveaux dreadnoughts. On vit à brève distance le Tzar chez le roi d'Italie à Racconigi, mais aussi, enfin, Edouard VII à Berlin.

Quelques mois plus tard, le 6 mai 1910, le créateur de l'alliance entre l'Angleterre, la France, et par elle, la Russie, finissait un règne court, mais fécond en orientations nouvelles.

Son œuvre lui survécut. Si la Russie réussit, pendant les troubles intérieurs de la Perse, à occuper Tebriz, et plus tard l'Azerbaïdjan, si une rencontre de Nicolas II avec l'empereur allemand à Potsdam semblait vouloir consacrer cet état de choses, le traité du mois d'août 1911 suivit une seconde entrevue des deux souverains au Port Baltique (juillet). Après l'expédition de Lyautey sur Fez, et, d'un autre côté, l'apparition de la frégate allemande *Panther* pour la soi-disant défense des ressortissants de l'Empire dans la région, en novembre, une nouvelle convention franco-allemande fut signée pour le Maroc, établissant le protectorat de la République sur ce pays, qui dut être néanmoins conquis par les Français, en échange d'un immense territoire français sur le Congo (traité d'octobre 1912). La situation coloniale paraissait réglée, un peu aux dépens de l'Angleterre; d'autres actions permirent à cette Puissance de reprendre son rôle de direction et d'hégémonie.

L'Italie croyait l'heure venue pour l'occupation, depuis longtemps préparée, de Tripoli. Sans tenir compte de l'énergie nouvelle donnée aux Turcs par la révolution et le régime de la liberté, elle invita, en septembre 1911, après une série de notes qui ne paraissaient pas devoir mener à une pareille décision, la Turquie à lui abandonner la Lybie et la Cyrénaïque. La réponse ne pouvait être qu'un refus; ce que Abdoul-Hamid aurait pu accepter n'était pas au pouvoir du nouveau régime, désireux de prestige. Le 29, le roi Victor-Emmanuel déclarait donc la guerre au Sultan impotent.

Dès le 5 octobre, les Italiens étaient à Tripoli, et bientôt leur occupation s'étendit jusqu'à la limite du désert. Mais les indigènes, mus par le sentiment religieux, soutinrent l'effort de quelques nationalistes turcs qui étaient accourus pour défendre l'intégrité de l'Empire, Enver

lui-même, Bonaparte ottoman, à leur tête. Des succès atteignirent les armées royales, qui reprirent cependant au printemps leur avance, allant à Lebda, l'ancienne Leptis, et plus loin au Sud.

Mais Constantinople, retranchée dans son droit, ne voulait pas céder. Il fallut pour la réduire d'autres blessures que celle-là. La flotte italienne parut devant Prévésa, paraissant préparer un coup de force en Epire, en Albanie, sur laquelle déjà le ministre des Affaires étrangères, di San-Giuliano, avait manifesté des prétentions, mais l'Autriche-Hongrie protesta, et il fallut faire cesser aussitôt une entreprise qui ne réussit qu'à mettre en mouvement les chrétiens balkaniques contre la Turquie attaquée. Il y eut une tentative sur Beyrouth; deux, en avril et en juillet 1912, sur les Dardanelles, en même temps que le drapeau italien était hissé sur les vieux murs des Hospitaliers à Rhodes, d'où depuis quatre siècles la croix d'Occident avait disparu. Il fallut la guerre des Balkaniques unis dans une œuvre de croisade pour amener, après les négociations d'Ouchy, la paix de Lausanne (octobre). Le Sultan ne cédait de fait rien; il retirait seulement ses troupes, rendant à Tripoli son autonomie, avec ses institutions libres; et ce pays d'autonomie, que cependant Victor-Emmanuel avait annexé, avec ratification de cet acte par les Chambres italiennes, passait sans protestation à l'Italie, qui s'obligeait à faire mentionner le nom du Padichah dans les mosquées, à accepter un représentant du pouvoir ottoman auprès du gouvernement, et surtout à payer une forte rente de dédommagement.

La guerre balkanique qui s'était ouverte avait cependant un autre sens que ces progrès coloniaux des grands États européens, embarrassés par leur surplus de population et de produits. C'était une manifestation exaspérée de l'idée nationale qui devait se mêler de nouveau, en facteur décisif, dans la vie de l'humanité. Et, pour en saisir l'importance, il faut revenir en arrière d'une vingtaine d'années et en suivre toute l'action dans les différents pays.

CHAPITRE XI

Nouvelle ère de luttes nationales. — Le règlement des conflits nationaux par la grande guerre.

Alors que, de 1850 à 1871, l'idée nationale avait été cultivée, servie et menée à la victoire par les États nationaux se cherchant une intégration, à partir de 1880, et surtout de 1890, ce furent, même avec l'existence et le développement prospère de ces États, les nations elles-mêmes qui se cherchèrent des voies vers la liberté à laquelle elles s'étaient obstinées à croire comme à un but suprême de leur essor.

D'un bout à l'autre de l'Europe, on peut observer cette action qui devait changer la face du continent, et celui de quelques autres régions aussi.

L'Irlande n'avait pas de littérature nationale, fût-ce même dans cette langue d'emprunt que parlait la plupart de sa population, la langue de ceux que les Celtes de cette île pauvre et négligée considéraient comme des usurpateurs et des tyrans. Cependant, dès la fin du XVIII^e siècle, quand se dessina le mouvement des « orangistes » en souvenir d'un roi étranger et protestant, mais juste, il y avait un fort courant vers l'autonomie, sinon vers l'indépendance entière. Trente ans plus tard, un enthousiaste et un opiniâtre, respecté par l'opinion publique européenne, et même par celle de ses ennemis, pour la noblesse de son caractère, O'Connell, demandait, en créant l'« Association of repeal », le retrait de l'acte, datant des premières années du siècle, qui réunissait l'Irlande à la Grande-Bretagne unifiée. Vers 1880, sous la poussée des paysans anémiés par une mauvaise nour-

riture, et surtout des fermiers en lutte contre les landlords, les membres de l'aristocratie anglaise établie par les expropriations, et enfin, avec le concours fanatique des centaines de mille d'Irlandais qui, vivant en Amérique, avaient fondé l'Association de la lutte par le crime, celle des Fenians, Parnell, qui appartenait cependant lui-même à la caste des maîtres protestants, réclama pour sa petite patrie un gouvernement séparé, ce qu'on a appelé le *home rule*, désormais le point de programme immuable de toute agitation.

Aussitôt Gladstone incorpora dans ses projets de réforme ce desideratum de plusieurs millions d'hommes fidèles à la mission historique de l'ensemble britannique et à la personne du Roi. Déjà en 1881 il avait fait des concessions importantes aux fermiers jusque-là toujours menacés d'expulsion. En 1886, les continuant, il proposait l'établissement d'un Parlement séparé à Dublin, mais ses propres partisans « unionistes » lui refusèrent leur vote, et les élections amenèrent au pouvoir les conservateurs, mal disposés à l'égard de l'Irlande, pour laquelle ils n'admettaient que des libertés locales. Revenu en 1892, il réussit à faire passer un *bill* qui, réduisant le nombre des représentants de l'Irlande au Parlement de Londres, lui donnait, à côté d'un vice-roi pour six ans, un Conseil élu par les censitaires et une Chambre issue d'une consultation populaire plus large. Les Lords s'y opposèrent de toutes leurs forces. L'opinion publique soutint aux élections de 1895 les tories et leur accorda encore une fois ses votes, en 1900. De nouveau il y eut des mesures pour les seules assemblées locales. Après la disparition de Gladstone, qui n'arriva pas à voir son projet sanctionné, le nouveau Ministère anglais de Campbell-Bannerman, succédant à celui de Balfour, défendit en 1907 les expulsions de fermiers sous peine d'expropriation; le simple Conseil proposé aux Irlandais ne correspondait cependant plus à leurs espérances. La création de deux Universités n'était pas faite pour leur faire accepter la situation sous la continuation de l'ère libérale. Asquith, de concert avec le chef irlandais Redmond,

renouvela en 1912, avec d'autres détails, le projet de 1892, en ajoutant des restrictions pour le vote des impôts, et le droit de *velo* pour le lord-général. Cette fois, ce ne furent pas seulement les Lords qui s'opposèrent, et avec eux le nouveau chef des conservateurs, Bonar-Law, mais aussi les protestants irlandais de l'Ulster, qui se levèrent en armes, et, ce qui était encore plus grave, les officiers irlandais, qui déclarèrent ne pas pouvoir marcher contre leurs conationaux. Ce sera assez pour qu'une révolution éclate, en 1914, créant bientôt, par le fer et le sang, l'État actuel.

L'Alsace et la Lorraine « rédimées » au nom de la nation allemande, qui l'avait demandé aussi impérieusement que l'état-major de Moltke à Bismarck, se montrèrent très peu contentes dans leur nouvelle dépendance de l'Empire, envers lequel elles formaient un État séparé, bien que non confédéré, un « Bundesstaat ». Plus fort que ce qu'on appelle la race était le catholicisme professé par les campagnes et la conscience d'avoir collaboré librement pendant deux siècles au développement et à la gloire de l'État français, sous tous les régimes. Alors que des dizaines de mille d'Alsaciens, se prévalant des clauses du traité de Francfort, passaient en France, pour laquelle ils avaient « opté », et des Allemands étrangers au pays et méprisants à l'égard de ces « Wakes » locaux les remplaçaient, ceux qui restaient conservaient, malgré l'essor de la vie économique et le caractère grandiose des nouvelles créations dans les villes, une attitude d'inlassable protestation. Après toute une série d'expériences sous des statthalters dont certains furent accusés d'avoir trop cédé à l'esprit local, en 1910 on essaya de les gagner par l'octroi d'une nouvelle Constitution, avec une Chambre pour la moitié nommée ou composée de membres de droit et une autre moitié sortie du vote populaire. La réponse fut la création, en juin 1911, du « Parti national alsacien et lorrain ».

La Belgique, État de langue officielle française, découvrait entre ses frontières une conscience flamande. Dès

1886 il y avait une Académie pour les Flamands; en 1910 leur langue était introduite dans les écoles : ils ne tardèrent pas à vouloir leur Université flamande dans leur ville de Ghent (Gand).

Au Slesvig, des adoucissements furent apportés en 1898. La grande guerre du germanisme fut cependant celle contre la puissante résistance des Polonais. Dès 1902 était entreprise une œuvre de colonisation allemande sans réserve, à laquelle on opposa la forteresse formée par les sociétés locales polonaises. Tous les moyens furent employés pour déloger ces indésirables, qui, s'accroissant d'une immigration venue de la Pologne russe, envahirent la Silésie, où ils devinrent les maîtres dans cinq de ses districts. Des sommes énormes furent dépensées par l'État pour introduire et soutenir les agents du germanisme. On alla, en 1907, jusqu'à permettre à la commission de colonisation d'expulser les occupants étrangers; en dehors de la Posnanie et de la Prusse occidentale, on pouvait payer aux propriétaires seulement 85 % de la valeur du terrain. On faisait en même temps la guerre à la langue. Elle fut défendue dans les réunions publiques, les commissaires de police ne pouvant pas suivre les discours. Elle fut attaquée dans l'école, même aux leçons de catéchisme et, comme cinquante enfants s'opposaient à ces attentats, on eut recours à la prison. Le plus grand écrivain polonais, digne successeur de l'idéologie patriotique d'un Slowacki, sans le messianisme d'une génération mystique, le romancier Sienkewicz, auteur de *Quo Vadis* et de toute une série de récits historiques, se mit dans les rangs des défenseurs par la plume du droit de sa nation.

Le sentiment national norvégien amenait, en juin 1905, la déposition du roi Oscar, qui ne voulut pas indiquer comme nouveau souverain un prince de sa famille. Le plébiscite décida la Monarchie et il donna le trône au prince danois Charles, devenu Haakon VII. En Suède, les paysans venaient en groupes demander l'armement

contre la Russie, et, en 1911 se formait une flotte volontaire de défense.

L'Autriche-Hongrie, dans ses deux moitiés, mais surtout dans la première, devait connaître tous les affres des drames nationaux que personne n'aurait pu empêcher de se produire.

Dès le commencement du régime dualiste, les Slaves de l'État autrichien avaient réclamé contre le sacrifice qu'on leur avait imposé. Un grand élan des Tchèques leur fit conquérir une à une les citadelles historiques de leurs adversaires allemands : la grande propriété, l'enseignement supérieur, la représentation à la Diète, d'où les Allemands finirent par faire une sortie démonstrative. A côté des panslavistes à la façon de Palacky, et à l'encontre des ralliés au gouvernement, les jeunes Tchèques commençaient, avec Kramarz et ses camarades, une lutte acharnée pour l'hégémonie. Les théories libertaires d'un Masaryk, formé à l'école américaine, donnaient une base d'idéologie à ces admirables efforts.

Le ministère Hohenwart avait promis en 1871 de reprendre l'idée d'une Bohême libre dans ses frontières historiques et de faire couronner François-Joseph à Prague; il tomba. L'empereur essaya, installant comme président du Conseil pour quatorze ans (1879-1893), après les essais malheureux avec Auersperg et Hohenwart, un ami personnel, le comte Taaffe, une réconciliation. Elle se serait étendue aussi aux Polonais, dont le parti, conduit par une aristocratie capable et solidaire, était un des plus puissants dans le Reichsrath. Des concessions, comme l'obligation pour les fonctionnaires de connaître la langue de leurs administrés, représentaient bien peu à l'égard du programme des deux grands groupes slaves. Après deux ans de restauration germanique, avec Windischgraez et Kilmannsegg, un comte polonais, le Galicien Badeni, se risqua, en 1897, à décréter des ordonnances sur les langues officielles. Il dut partir, au milieu d'un affreux scandale; à Prague l'état de siège dut être pro-

clamé. Dans le camp germanique on était tout aussi peu satisfait de l'action du gouvernement, et un parti de l'Unité Allemande, les « Aldeutschen » de Schönerer et Wolff, entreprenaient pour préparer la fusion avec le Reich toute une campagne de conversion au protestantisme, le *Los von Rom*. En trois ans il y eut trois cabinets, conduits par des membres de la noblesse. Von Körber, qui put rester quatre ans (1900-1904), n'arrivant lui-même à aucun résultat, procéda à la dissolution du Parlement, où l'obstruction des Tchèques, demandant l'union personnelle de la Bohême, à laquelle on aurait restitué la Couronne de saint Wenceslas, rendait tout travail impossible. Il se prévalut de l'article 4 de la Constitution autrichienne et gouverna par des édits impériaux sans convoquer le corps électoral. C'était une victoire à la Pyrrhus. Il fallut revenir au parlementarisme sans trouver d'autres solutions au problème national, et sans avoir une Assemblée utilisable. En 1908, après Gautsch et le prince Conrad Hohenlohe, Beck, qui pensait pouvoir retenir aux Allemands une proportion de représentants qui ne répondait pas à leur valeur numérique, tomba devant la fureur tchèque qui, dans la capitale de la Bohême, ne se contentait pas de rouer de coups les Allemands, mais osait traîner dans la boue le drapeau à l'aigle impériale. En 1913 l'empereur admettait la parité dans la commission chargée d'administrer la Bohême.

Les Magyars rencontraient moins de résistance de la part de nations d'un développement politique incomplet, Roumains et Slovaques, et même de la part des Croates, moins molestés, qui avaient leur Ban et leur Parlement à Zagreb (Agram), leur langue officielle, qu'ils essayaient d'employer aussi à l'Assemblée de Budapest, — ceci, malgré l'excellente éducation nationale que leur avait donnée leur grand évêque Strossmayer, auprès duquel les Roumains pouvaient placer cependant l'influent archevêque (depuis 1860) de Sibiu-Hermannstadt, André Şaguna. La langue magyare fut introduite de force dans tout l'enseignement et jusque dans les écoles élémentaires entretenues par les confessions. Les gouvernements changeaient ;

après le vieux Tisza, en 1890, Szapáry, puis un fonctionnaire, Souabe d'origine, Weckerlé, après lui le Transylvain Bánffy, un des plus durs, Szell, d'un tempérament plus habile (1899), enfin le jeune Tisza, Etienne (1903), sans qu'on eût changé ni au but, ni au programme, ni à la méthode, patriotiquement détestables. En 1905, la « coalition » des partis nationaux remporta la victoire et, le fils de Kossuth, François, élevé en Italie, étant revenu en triomphe, il entra dans le ministère Fejerváry, avec un autre opposant, le fils même d'Andrássy. Le problème d'une armée purement magyare fut posé contre la résolution inébranlable de l'Empereur; on ne voulait plus seulement des honveds comme troupe spéciale: la langue de commandement devait être le magyar. Devant les difficultés d'une situation que Weckerlé, revenu, trouva inextricable, le roi recourut à un *homo regius*, Kuen-Hederváry (1910), qui forma le « parti national du travail ».

Mais les Magyars ne trouvèrent leur vrai chef que dans le second Tisza, dont la volonté implacable paraissait devoir leur assurer la victoire. En vain les chefs religieux des Roumains, l'orthodoxe et l'uniate, avaient-ils protesté contre la loi scolaire attentatoire d'un Apponyi. En vain le parti national roumain, dont le programme demandait l'autonomie pour la Transylvanie, conduit par Jean Rațiu, présenta-t-il un memorandum au Souverain: comme il avait été adressé à Vienne, on le renvoya non décacheté par le ministère royal de Budapest. Il y eut à Cluj-Kolozsvár un procès retentissant, et les chefs des Roumains entrèrent en prison pour des mois ou des années, pendant que des amendes répétées et des sentences d'emprisonnement cherchaient à ruiner leur presse. Mais une nouvelle génération conduite par un Maniu, un Vaida, reprenait la lutte, quel que dût être le risque encouru devant un adversaire sans scrupule et sans pitié. Les élections, au vote public, faites par les gendarmes, n'étaient qu'une dérision, et à la Chambre toute parole de protestation était accueillie par du vacarme et des injures.

En Croatie même, après des procès retentissants, on en arriva à la dictature du Ban Cuvaj en 1912.

Entre partis magyars du reste on ne se ménageait pas trop; Tisza dut faire passer des projets indispensables en simulant une acceptation de la part de sa majorité, alors qu'au milieu des imprécations on tirait un coup de revolver sur la personne de celui qui plus tard devait finir assassiné dans sa propre maison par ses conationaux.

En Bosnie-Herzégovine, le gouverneur Kallay écrivait l'histoire des Serbes en allemand, et son successeur Burján, Arménien magyarisé, accordait à la population, qui opprimée par les beys, demandait surtout une réforme agraire au profit des paysans, une Constitution et un régime parlementaire, qui lui furent reprochés par les siens.

En Russie, le réformateur Stolypine avait agi en destructeur des nationalités, diminuant la proportion des Polonais dans la Douma, faisant son possible pour attaquer le peu de droits qui restaient à une nation impatiente du joug. En Finlande, dont le gouverneur allait être assassiné en 1904, le gouvernement de l'Empire rogna tour à tour le privilège d'une armée locale, le droit de la Diète de discuter sur les questions militaires, postales, de presse, de réunions. On força les Finlandais à se faire représenter aux Assemblées russes, et on accordait le droit de cité en Finlande aux Russes qui s'y établissaient. Deux districts furent annexés à la Russie. La langue finlandaise était persécutée. Et, après avoir dissout une diète en 1910, on n'en convoqua pas une autre.

Parmi les phénomènes nationaux, il faut mettre la longue lutte des Albanais, Malissores, Mirdites, contre les tendances centralistes des Jeunes-Turcs qui firent paraître en vain sur le territoire de la révolte le pauvre Mohammed V, et les luttes des Arabes révoltés contre le même régime : Wéhabites, Sultan Idris et Sultan Yahia, ainsi que les tendances séparatistes, jusqu'en Mésopotamie, de l'élément syrien et arabe.

Mais nulle part le sentiment national n'était servi par une âme plus prête à discuter sur les champs de bataille l'avenir de la race et la nouvelle forme de l'État que dans cette péninsule des Balkans, où les nations chrétiennes, méprisant cette idéologie turque dont avaient été gagnés momentanément certains de leurs congénères vivant dans l'Empire, ne pensaient qu'à échapper à la tutelle des Puissances pour régler elles-mêmes un procès qui durait depuis un millénaire.

La révolte de l'île de Crète n'avait jamais été vraiment domptée. La Constitution de Khalépa, imposée par l'Europe, qui croyait avoir trouvé un *modus vivendi* entre Grecs et Turcs, au fond peut-être, là-bas, de même race, ne porta pas de fruits. L'essai d'en faire une espèce de Roumélie Orientale, avec un gouverneur chrétien, un Bulgare, portant le titre de vizir, puis un diplomate grec, resta vain. Lorsque le roi de Grèce envoya son fils Georges avec des troupes pour empêcher le massacre général des chrétiens, qu'on paraissait redouter, les flottes européennes défendirent un *statu quo* impossible.

L'opinion publique en Grèce poussait à la guerre. Une société, une « hétérie » nationale comme celle de 1821, se forma pour la porter en Épire, attendant une révolte générale des sujets grecs du Sultan. Provoquée, la Turquie d'Abdoul-Hamid déclara la guerre en avril 1897. Cette guerre fut portée, de fait, d'après les méthodes prussiennes, et sous des commandants empruntés à l'Allemagne. Ce fut par leurs conseils qu'Edhem-Pacha put se saisir de Larissa, de Pharsale et de Volo (avril). L'héritier du trône, Constantin, qui avait épousé la sœur de Guillaume II, Sophie, fut mis en déroute; à Domokos il y eut la panique. Les Grecs étaient rejetés aussi de l'Épire qu'ils avaient envahie.

La guerre, faite par une vraie rébellion contre l'Europe, qui entendait gouverner par sa diplomatie le monde balkanique, fut terminée par une entente entre les Puissances. En avril déjà, François-Joseph avait paru à Pétersbourg pour prendre des engagements strictement secrets.

La Russie imposa aussitôt la suspension d'armes et, de commun accord, le 4/16 décembre, on contraignit la Porte à signer la paix de Constantinople, qui ne récompensait pas la Turquie par aucun retour de territoire, car, selon cette théorie, le Turc peut vaincre, mais pas aussi reprendre ce qu'il a perdu; au contraire, tout en lui accordant les frais de la guerre dont le paiement allait être surveillé par une commission de contrôle des finances grecques, on lui prenait l'administration de la Crète, confiée au prince Georges. Mais ce furent les Anglais et les Français qui l'y installèrent, à coups de canon et de fusil, expulsant en même temps les Turcs et désarmant les insurgés d'une République dissoute de force. Ce régime durera, malgré la retraite du prince, en 1906 — il fut remplacé par Zaïmis —, et en dépit du vote formel de l'Assemblée crétoise en 1910 pour la réunion à la Grèce et de la tentative, en 1912, d'envoyer des députés au Parlement d'Athènes la question resta ouverte ¹.

Presque aussitôt les Bulgares profitèrent de la honte qui accablait l'hellénisme militairement impuissant, pour s'attribuer théoriquement la Macédoine, dont ils étendaient les frontières jusqu'à Andrinople. Des Comités firent surgir par centaines, puis par milliers, les comitadgis, qui, en bandes, faisaient la petite guerre aux pauvres soldats d'Anatolie, mal vêtus, mal équipés et mal nourris, que le Sultan envoyait à la mort. La Serbie ne pouvait pas s'opposer à ces prétentions; les scandales provoqués par l'inconduite d'un roi vicieux qui, ayant divorcé de sa femme, abdiqua; mais revint dans le pays pour compromettre comme chef de l'armée le règne de son fils Alexandre (1889) et alla jusqu'à proposer à l'Autriche de lui céder son pays, qu'il considérait comme sa propriété, les luttes acharnées entre les radicaux de Pachitch, ennemi personnel du roi, et leurs adversaires, rendaient le royaume impuissant à pratiquer une politique extérieure indépendante des conseils de Vienne et

1. Victor Bérard, *Les Affaires de Crète*; Driault et Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce*.

à pousser la nation à des entreprises risquées comme celle des Bulgares. Alexandre Obrénovitch lui-même, mal dirigé, crut pouvoir assurer son règne en faisant arrêter les régents, et il ne fit que donner des preuves d'un esprit en même temps faible et volontaire. L'étranger qui régnait à Sofia, intelligent et ambitieux, bientôt initié à toute l'intrigue politique du pays qui l'avait appelé, et homme à pouvoir la maîtriser, ce futur roi indépendant, sacré à Tirnovo, d'après les traditions du moyen-âge, comme Tzar, héritier des Assénides qui avaient dominé sur trois mers, était un chef national d'une autre envergure que le roi slave, Roumain par sa mère et par sa grand-mère, qui réunissait la rudesse de ses origines serbes à l'orgueil de la boïarie moldave.

Un peu plus d'un an après la paix de Constantinople, Ferdinand I^{er} faisait demander au Sultan, dont il était si peu le vassal, l'autonomie complète d'une Macédoine dont la capitale aurait été Salonique; les Bulgares, « nation dominante », lui auraient fourni un gouverneur.

Aussitôt, le « Comité macédo-andrinopolitain », dirigé par un officier téméraire, inaugurerait la terreur, allant jusqu'à tuer un adversaire roumain dans une rue de Bucarest, au risque de provoquer un conflit avec la Roumanie. En 1902 déjà le sang coulait dans les vallées macédoniennes, et en 1903, le jour de Saint-Elie, il y eut un grand lever de drapeaux, suivi naturellement par des massacres dont à Sofia, se rappelant ceux de 1876, si féconds en résultats, on croyait avoir besoin.

De fait, avec l'intervention immédiate de l'Europe, on eut le gouverneur, un Turc, mais européenisé et libéral, Hilmi-Pacha, des ministres, des inspecteurs, des gendarmes chrétiens, tout un contrôle étranger; on parlait déjà de droits locaux. Mais ceci ne suffisait pas; il y eut des attentats à Salonique et à Monastir, puis une nouvelle insurrection, et, le ministère Danev ayant été écarté d'après l'intimation de la Russie, son successeur, plus modéré, présentait à la Porte, dans des termes indignés, la liste exacte de ses méfaits, allant jusqu'à la menace d'une guerre.

La note austro-russe, sortie en automne d'une nouvelle rencontre entre le Tzar et François-Joseph à Mürzsteg, qui comprenait l'envoi d'un chef italien de la gendarmerie et la reconnaissance des sphères nationales en Macédoine, encourageait la politique bulgare à persévérer dans cette voie. Une commission mixte, avec des représentants de chaque nationalité, aida désormais Hilmi dans l'accomplissement de sa délicate mission.

De fait, d'entente avec les Bulgares, c'était la Russie qui reprenait son influence dans les Balkans. Dès 1902 l'agitation commençait en Serbie au profit du prince Pierre Caragéorgévitch, fils du prince-régnant Alexandre, homme doux et profondément honnête, qui vivait dans une modeste retraite à Genève. Marié à une ancienne dame d'honneur de sa mère, le roi s'était aliéné tous les partis. La faveur dont jouissait le frère de la reine incita les militaires à une conspiration qui finit par la plus sanglante et la plus odieuse des victoires. Alexandre et sa femme furent tués dans leur palais, en juin de l'année qui avait inauguré la lutte révolutionnaire pour la Macédoine. La Skouptchina élut, peu après, le représentant de la dynastie évincée par les Obrénovitch. On n'aurait guère pensé que ce triste début devait être le commencement d'un règne grand et glorieux.

La guerre malheureuse de la Russie contre le Japon interrompit cependant une action dépassant la « Constitution » macédonienne de 1903. Ce ne fut qu'après la réfection des forces russes que les anciens projets d'immixtion en Turquie, avec l'intention de parfaire pacifiquement l'œuvre de partage arrêtée en 1878, furent repris.

Cette fois, la nouvelle constellation européenne, reliant au Tzar l'Angleterre et la France, permettait beaucoup mieux de contrecarrer les projets de l'Autriche-Hongrie qui avait dû être acceptée à Mürzsteg comme associée. On laissa donc au ministre anglais Grey le soin de proposer les plus vastes réformes et une plus large autonomie, avec un gouverneur à vie, dépendant des Puissances. Le cabinet de Vienne résista, soutenu par

l'Allemagne, devenue la protectrice du régime hamidien. Mais, en juin 1908, le Tzar rencontrait Edouard VII à Reval, et l'amputation de l'Empire Ottoman fut le sujet principal des discussions. La conscience nationale turque, enfin réveillée, répondit par la révolution militaire. Elle éclata en Macédoine même, et, comme le successeur de Sarafov, Sandanski, se déclara prêt à tendre la main aux constitutionnels turcs, la preuve paraissait être faite que tout ce qui s'était passé jusque-là n'était dû, de fait, qu'à la mauvaise administration d'un système despotique et aux agissements d'un voisin désireux de s'agrandir.

Nicolas II reçut amicalement à Pétersbourg le nouveau roi indépendant de la Bulgarie, qui avait rompu ses liens avec la Turquie, résignée à accepter le fait accompli. Il ne s'offusqua ni du titre de Tzar pris par le souverain d'un petit pays, ni de sa qualité de chef des Bulgares de toute la race. Alors que la Serbie n'était pas encouragée à pousser plus loin son conflit avec la Monarchie austro-hongroise, installée définitivement en Bosnie-Herzégovine, la Russie continuait à caresser les Bulgares. Elle vit de bon œil, alors que la domination des officiers brisait les partis en Grèce, où un Crétois, M. Vénizélos, prit bientôt le pouvoir sur les ruines de la vieille politique, mais sans accepter l'appui de la soldatesque, les visites de fraternisation entre les rois de Serbie et de Bulgarie. La Roumanie elle-même était depuis quelque temps dans des dispositions amicales envers la grande Puissance slave qui était devenue l'alliée de la France. Le ministre russe à Belgrade, Hartwig, travaillait de toutes ses forces à créer le bloc balcanique contre la Turquie dont la résurrection sous un régime conduit par de jeunes patriotes était vraiment inquiétante. On ne devait pas laisser cette nouvelle ère se consolider. L'occasion de la guerre italienne, un des membres de la Triple Alliance travaillant lui-même contre la Turquie, devait être employée.

Dès le 13 mars 1912 un traité secret était donc conclu entre la Serbie et la Bulgarie qui, se garantissant du côté

de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie, considérée comme une rivale non-slave, se partageaient, reconnaissant le Tzar comme arbitre en cas de mésintelligence dans l'éventualité d'une guerre, sur la ligne du Rhodope et de la Strouma, la Macédoine, sauf un territoire mitoyen qui, arraché lui aussi à la Turquie, resterait neutre. Le Monténégro, devenu le royaume de Nicolas I^{er}, avait aussi une entente avec la Serbie, dont l'héritier du trône, Alexandre, était par sa mère petit-fils du Montenégrin. Une convention militaire suivit. M. Vénizélos, qui avait sondé déjà en 1911 ses voisins chrétiens, signait une convention concernant la Crète seule (29 mai).

Pour en arriver à la guerre, des attentats furent préparés par les Bulgares, et le massacre habituel suivit contre la population innocente. Les Turcs, avertis de ce qu'on leur préparait, rassemblèrent des troupes. L'opinion publique dans les États alliés demanda aussitôt des mesures de défense.

Une sommation diplomatique devait cependant précéder les hostilités. Cette fois, il ne fut pas question de tous les replâtrages dont s'étaient occupés jusque-là les différents groupes de Puissances : on s'en tint aux prescriptions du traité de Berlin sur la nécessité de réformes générales et intégrales. D'un côté, la Russie devait être satisfaite de ce que l'on revenait à son point de départ, déterminé par les sacrifices d'Alexandre II « le libérateur »; de l'autre, les croisés balkaniques se présentaient de ce fait en représentants armés de l'Europe.

Les Russes feignirent de vouloir se dégager de toute responsabilité. Ils laissèrent à la diplomatie viennoise, conduite en ce moment par le comte Berchtold, la charge de négocier avec les Jeunes Turcs, qui paraissaient disposés à des concessions allant jusqu'à la création d'assemblées locales, et de rappeler au calme les États chrétiens. Ils se réunirent même à leurs rivaux pour une déclaration que la guerre, quel qu'en fût le résultat, n'apporterait pas une modification de frontières. Déjà cependant les Montenégrins, empressés de se faire valoir, avaient franchi la frontière. Ils étaient

sur le territoire ottoman, lorsqu'une note des quatre alliés demandait encore à la Turquie, pour la forme, des provinces nationales autonomes, gouvernées par des Suisses ou des Belges et ayant des forces propres à leur disposition, et le droit de surveillance de la part des États balcaniques aussi. De pareilles prétentions n'auraient pas été acceptées par le dernier des gouvernements d'une nation déchue. Ce n'était plus une proposition, mais une offense. La déclaration de guerre eut lieu, des deux côtés, le 17 octobre.

Chacune des armées chrétiennes eut cependant son champ d'opérations distinct. Les Serbes envahirent le sandjak de Novi-Bazar et la Vieille-Serbie. Passant par Prichtina, ils traversèrent la plaine tragique de Kossovo, où ils crurent apercevoir les ombres de leurs aïeux sacrifiés, et ils culbutèrent dans une grande bataille de deux jours, à Coumanovo (23-24), le gros des forces turques en Macédoine.

Le prince Alexandre entra le 26 à Uskub, qui revenait sous le drapeau serbe une Skoplié chrétienne. Par Prizrend (31), un autre groupe était entré en Albanie, avec la résolution de poursuivre jusqu'à Alessio, à Saint-Jean de Medua, à Durazzo, à Vallona, sur le littoral de l'Adriatique jalousement gardé par l'Autriche-Hongrie et convoité par l'Italie, le drapeau de l'Albanie libre ayant été hissé sur la dernière de ces places.

L'avance bulgare ne fut pas moins foudroyante. A Kirkilissé, la « ville des quarante églises », qui deviendra Lozengrade, le meilleur général de cette campagne, le « petit Napoléon » de ses conationaux, Radko Dimitriev, surprenait les Turcs dans les vignobles et mettait en fuite une armée à laquelle manquait l'organisation, et aussi l'ancien enthousiasme (23-24). Plus bas, à l'ancienne station de poste de Lulé-Bourgas, les fuyards, s'étant repris et reformés, résistèrent pendant trois jours à des attaques à la baïonnette, furieusement réitérées, des Bulgares, qui ne s'épargnaient pas (29-31).

Enfin, les Grecs, qui avaient prononcé dès le 19 du mois leur attaque dans la partie de la Macédoine

qu'ils s'étaient réservée, brisaient tour à tour les cordons, plus faibles, qu'on leur opposait. Alors que les Serbes occupaient Keuprili ou Vélès, Prilep et, le 18 novembre, Monastir, dès le 8 la garnison de Salonique, la Soloun slave, vers laquelle accouraient les Bulgares, fut livrée au prince héritier de Grèce; le 12 le roi Georges y faisait son entrée; et il se remémorait joyeusement tout un long règne d'efforts, enfin couronnés de succès, pour la « Grande Idée », lorsqu'il tomba sous la balle d'un fou. En ce moment Prévésa et Metzovo avaient arboré le drapeau de l'Hellade, et la flotte, qui ne rencontrait pas de résistance, déposait des garnisons dans toutes les îles de l'Archipel et jusqu'à la côte d'Asie; la Crète, Samos proclamaient leur réunion à la Grèce.

Mais les forteresses laissées en arrière, Ianina, Scutari, Andrinople, résistaient héroïquement, et devant la Byzance rêvée par Ferdinand de Cobourg, qui se faisait déjà représenter en Empereur d'Orient, s'étendaient les lignes inexpugnables de Tchataldcha, qui n'attendaient qu'un Osman pour briser l'élan confiant des troupes bulgares.

Cependant, dès le 4 novembre le gouvernement du vieux Kiamil s'adressait aux Puissances pour obtenir la paix, bien entendu aux conditions fixées dans leur note de la mi-octobre; des offres furent faites, une semaine plus tard, aux Bulgares eux-mêmes, qui commençaient à se dégager des premières ivresses. On était disposé à créer une principauté de Macédoine et un État albanais, abandonnant aux Grecs la Crète seule, alors que les vainqueurs espéraient pouvoir renfermer la domination européenne du Sultan entre les murs de sa capitale.

Les négociations avaient été attirées par l'Angleterre à Londres et elles se poursuivaient avec une certaine lenteur; l'Albanie libre, voulue par l'Autriche-Hongrie et l'Italie, ayant été déjà imposée, en décembre, lorsque Enver, à la tête d'une multitude fanatisée, envahit, le 23 janvier 1913, le Sérail, tuant le ministre de la guerre et installant à sa place le porte-épée des Jeunes-Turcs,

Mahmoud Chefket. De nouveau, le 3 février, la guerre fut reprise, et avec la même énergie sauvage.

Ce fut un moment difficile pour les relations des Puissances. Il était évident que l'Autriche-Hongrie suscitait des difficultés à ceux qui s'étaient jetés à l'assaut de l'Empire ottoman sous l'impulsion de la Russie. Le vieil antagonisme menaçait de se transformer en guerre ouverte. Pour l'empêcher, le vieil empereur et roi consentit à envoyer à Pétersbourg un envoyé spécial et personnel. Ce fut seulement après ce geste amical que la Russie contremanda des mesures militaires qui équivalaient à un commencement de mobilisation ¹.

Presqu'au même moment, le 6 mars, Ianina capitulait, et le 26 Andrinople se livrait à une armée obsidionale qui comptait, à côté des Bulgares, tout un corps serbe avec une bonne artillerie. Les Monténégrins n'eurent que vers la fin d'avril Scutari, dont les Puissances les délogèrent, bien que le roi Nicolas eût demandé qu'on lui cède « les tombeaux de ses ancêtres ».

La Roumanie, où il y avait un courant d'opinion très belliqueux, dut menacer pour obtenir comme compensation Silistrie et son rayon, qui lui avaient été refusés en 1878; elle déclarait, devant l'accroissement énorme de la Bulgarie, vouloir une frontière défendable dans la Dobrogea. Quelques jours après la convention signée dans ce sens par les délégués de l'Europe, la Turquie à bout d'efforts acceptait (30 mai) la paix qui réduisait son territoire européen à l'angle défini par la ligne Enos-Midia. Mais tout ce qu'elle cédait, sauf les îles, sur lesquelles les Puissances devaient décider, appartenait aux alliés en groupe, sans que les nouvelles frontières eussent été au moins vaguement esquissées.

Il y avait là la semence d'une nouvelle guerre. La Grèce n'avait rien stipulé sur son extension; la Serbie, perdant l'Albanie, demandait aux Bulgares d'en tenir

1. Egelhaaf, ouvr. cité, pp. 668-669.

compte au règlement de la Macédoine, d'autant qu'ils avaient collaboré essentiellement contre Andrinople. La médiation du Tzar était invoquée, il est vrai selon le traité, mais dans des sentiments bien différents. Le protecteur de la Chrétienté orientale, revenu dans son rôle, se croyait assez influent pour se faire écouter lorsqu'il menaçait de sa colère ceux qui commettraient le crime d'un conflit armé qui aurait été presque une guerre civile. Mais déjà à la fin de juin le général Savov avait attaqué les Serbes sur la Brégalnitsa, sans qu'on eût suffisamment éclairci sa responsabilité personnelle ¹.

Il fut battu et les Serbes avancèrent, d'un côté vers Kustendil, de l'autre sur Vidine; les Grecs pénétrèrent du côté de Coucouche (Kilkitch), où fut livrée une bataille assez importante, et, ayant pris Doïran, Sérès et le port de Cavala, ils arrivèrent jusqu'à Dédéagatch en Roumélie. Les Roumains, ne pouvant pas accepter au-delà du Danube l'hégémonie bulgare, se mirent aussitôt de la partie sous le commandement du prince héritier Ferdinand, et, pendant qu'un corps d'armée occupait Silistrie, poussant jusque dans les environs de Varna, d'autres atteignaient le Balcan au mont Saint-Nicolas, presque en vue de Sofia. Au même moment, Mahmoud Cheket étant mort, Enver se chargeait de faire entrer les Turcs à Andrinople (juillet).

Il avait été question de discuter la paix, que le Tzar Ferdinand implorait auprès du roi Charles, plutôt médiateur que belligérant, à Nich. Bucarest, proposée comme place du futur congrès, fut aussitôt acceptée. Le 10 août, le traité que la diplomatie bulgare déclarait accepter comme le paiement d'une note, alors que le roi Ferdinand lui-même, dans sa proclamation à l'armée, parlait des drapeaux repliés pour être à la première occasion de nouveau déployés, donnait à la Serbie la plus grande partie de la Macédoine et à la Grèce, avec, le reste, la Crète, Salonique et toutes ses dépendances. La Turquie garda ce

1. Les révélations dans les deux livres de Guéchov, cités, avec la bibliographie la plus importante, dans notre *Histoire des États Balcaniques*, p. 472 et suiv.

qu'elle avait reconquis. Les Bulgares ne restaient qu'à Lagos et à Dédéagatch, qui leur avait été abandonnée, et la « Nouvelle Dobrogea » avec Dobritch (Bazardchik), Baltchik et Kavarna passait aux Roumains.

L'Autriche-Hongrie, irritée de voir la Grande Serbie à moitié réalisée, envisageait la possibilité d'une révision comme celle de Berlin pour le traité de San-Stefano. Il aurait fallu pour cela employer la force, et, devant l'idée de la guerre générale qui devait en dériver, Guillaume II eut le sentiment de l'écrasante responsabilité qu'il encourrait. L'épée de la jeune Autriche militariste, dirigée par l'archiduc héritier, — après la mort mystérieuse de Rodolphe, fils de François-Joseph, et du frère de ce dernier, Charles-Louis —, François-Ferdinand, ennemi des Magyars et ami des Slaves, auxquels appartenait sa femme, une Tchèque, fut retenue dans le fourreau. L'Italie, qui se savait menacée elle-même, pour un avenir plus lointain, par ce prince pieusement clérical et ultramontain et par les projets d'un Konrad de Hötendorf, par le groupe d'officiers bravaches réunis autour de la *Reichspost*, dut donner des conseils dans le même sens. Il fallut se résigner à Vienne à accepter un état de choses qu'on jugeait hautement dangereux pour les intérêts de la Monarchie. Le roi Charles de Roumanie, qui voyait dans la paix de Bucarest le couronnement de toute une habile œuvre de prestige, d'après le modèle, qu'il avait toujours eu devant les yeux, d'un Napoléon III, pouvait, tout en serrant la main autrichienne et en préparant sa nouvelle adhésion au pacte des Centraux, renouvelé le 4 décembre suivant, en remercier son si lointain parent de Berlin. Mais, de fait, pour la guerre, devenue immanquable, ce n'était que partie remise.

Car ce n'était pas de ce côté seul que les oppositions d'intérêts insolubles se présentaient.

L'Angleterre croyait avoir raffermi sa domination sur l'Hindoustan, où tout un mouvement national se prononçait, sous l'impulsion d'un grand poète, vrai prophète

de sa nation, comme Rabindranath Tagore, ou d'agitateurs en apparence plus dangereux, Gandhi. Les musulmans donnaient la main aux bouddhistes et aux fidèles du plus ancien culte. La visite en 1911 du roi Georges dans son Empire asiatique, la translation de la capitale à Delhi, la ville sacrée, les concessions faites à ce nationalisme impatient n'étaient que de nouvelles excitations pour le désir d'indépendance. En 1912 le Thibet s'était détaché de la Chine, et des perspectives s'ouvraient de ce côté aux ambitions anglaises.

Les Russes ne restaient pas inactifs, et l'Aderbeïdchan leur appartenait déjà; mais, grâce à une entente cordiale, ce n'était pas de là que pouvait venir le grand danger pour l'avenir. Dès 1892 une ligne de chemin de fer menait de Constantinople à Angora; en 1896, la station terminus était déjà à Konieh. La finance allemande, les ingénieurs qu'elle employait, soutenus par la politique de l'Empire, visaient, non seulement Bagdad, mais un débouché sur le Golfe Persique, où les Anglais, suzerains des petits émirs arabes, s'attribuaient Aden. En 1911 on crut s'être entendu entre Berlin et Londres en fixant, pour cette ligne aussi, les sphères d'influence, alors que, dans l'Arabie continuellement agitée, le chemin de fer de Beyrouth arrivait aux deux villes saintes. Avec la valeur des pétroles de l'Irak, cette question de la « Bagdad-Bahn », tendant à Bassora, n'en restait pas moins ouverte pour l'avenir.

En France, les essais d'empiètement allemands en Afrique avaient excité les esprits. Passant par-dessus les difficultés de la politique courante, un homme de hautes conceptions et de main forte, M. Raymond Poincaré, put s'associer pour une action de résistance les éléments les plus valeureux dans tous les partis : Delcassé, MM. Briand et Millerand. Il s'empessa de prendre des informations et de présenter ses appréhensions à Pétersbourg et à Moscou en août 1912, alors que la guerre balkanique n'avait pas éclaté. Dans quelques mois l'énergique ministre devenait Président de la République (janvier 1913) : le roi d'Angleterre Georges V et la reine visitèrent

Paris en mai 1914, pendant qu'à Pétersbourg la diplomatie anglaise prenait certaines mesures pour toute éventualité ¹.

Dès le 4 mars, le ministère Barthou rétablissait, devant les complications à prévoir, le service de trois ans. Le cabinet fut renversé par les socialistes unis aux radicaux, qui imposèrent au pouvoir MM. Doumergue, Caillaux, et Malvy, mais en mars 1914 le nouveau ministère était vaincu à son tour, malgré la « fédération des gauches ». Après le bref passage de Ribot à la présidence du Conseil, Viviani reprit devant une nouvelle Chambre la politique de défense nationale, organisant la jeunesse et renforçant la réserve.

En Russie, une réforme militaire avait été commencée par le général Soukhomlinov, et on avait déjà le moyen de sortir de cette réserve qu'avait imposée la défaite en Asie. On travaillait à accroître la flotte de la Baltique, à compléter le réseau des chemins de fer. Le Tzar restait pacifique, mais sa diplomatie, sous un Iswolski (1906-1910) et un Sazonov, désirait renouveler les jours d'action et de succès d'un Gortchakov. En Arménie et ailleurs des perspectives paraissaient s'ouvrir et les victoires des Bulgares, qui avaient paru menacer Constantinople elle-même, avaient réveillé les anciens rêves byzantins. Se cherchant des alliés pour une pénétration dans les Balkans, Nicolas II avait visité à Constantza le roi Charles de Roumanie, mais, il est vrai, pour accourir aussitôt en Bessarabie et assister à l'inauguration du monument élevé à Alexandre II en souvenir de l'annexion de 1812.

De son côté, l'Allemagne, quelles que fussent les vraies intentions des politiciens responsables, du chancelier et de l'empereur lui-même, était dans un de ces états d'esprit où il est difficile de maîtriser une nation, ivre de confiance en elle-même. Dans tous les domaines, celle-ci avait réalisé des choses merveilleuses. Si la littérature, la science abstraite étaient en décadence, si des tendances

1. Egelhaaf, ouvr. cité, pp. 695-696.

de « modernisme » malsain envahissaient plus qu'en d'autres pays l'art, l'industrie, servie par une science appliquée d'une activité sans égale, passait d'une réalisation à l'autre. La mer était sillonnée par des vaisseaux dépassant ceux des autres nations. Le commerce allemand, hardi et adaptable à tous les goûts, employait les moyens honnêtes, de même que ceux du dumping, pour évincer ses concurrents. Les marchandises de France prenaient, à cause des avantages de tarifs, la voie de Hambourg, et tous les moyens de communication, chemins de fer, canaux, ainsi que les ports, étaient agencés, à n'importe quel prix, pour un développement encore plus brillant. La finance allemande se saisissait de la place italienne, et des fabriques allemandes s'implantaient en France; le « made in Germany » se dressait en face du produit anglais. La balance commerciale (18 milliards en face de 24) s'élevait vers le montant de celle de l'Empire britannique. Et, comme le système scolaire voulu par Guillaume II avait créé toute une génération prête à un nouveau bond de conquête, la jeunesse exercée à tous les sports n'attendait qu'un geste pour se jeter sur la proie. Leur doctrine la plus en vogue était celle de Nietzsche, l'ennemi des lâchetés humanitaires du christianisme, l'adorateur de la bête humaine belle et forte, usant « sincèrement » de toutes ses forces. A l'ouvrier on faisait voir la perspective d'une vie facile sur le compte des nations subjuguées. Aussi les festivités rappelant la Victoire sur Napoléon, la « Völkerschlacht », furent-elles en 1913 une vraie provocation jetée à ceux qu'un avenir de soumission à la « race élue », proclamée par le Français Gobineau, ne flattait pas.

Préparant déjà son règne qui paraissait devoir être prochain, en raison du grand âge de l'empereur François-Joseph, l'archiduc héritier, accompagné de sa femme, se rendit à Séraïevo aux manœuvres, plus pour une démonstration que pour une visite utile. Il y arriva le jour même de la grande fête des Serbes, la « Vidov-den », dans un milieu où la jeunesse était fanatique pour la « foi nationale » et « l'union des Serbes et des Croates », même

des Bulgares, et indignée par les mesures sévères dues au gouverneur Potiorek. Après une bombe jetée sur leur passage par des étudiants, un collégien, qui n'avait certainement pas d'attaches avec les conspirateurs organisés, atteignit le couple archiducal de deux balles de revolver dans sa voiture même (juin 1914) ¹.

C'était la paix du monde qu'avait tuée cet enfant.

La Serbie ne pouvait pas être rendue responsable pour l'attentat, et tout aussi peu pour l'existence de sociétés, comme la fameuse Narodna Ohrana, qui travaillaient à leur façon pour l'idéal, bien naturel, de l'unité nationale. La diplomatie austro-hongroise, après s'être tue tout un mois, ce qui laisse supposer des négociations secrètes avec ses alliés, fit cependant tous ses efforts pour mêler le pays entier, son armée, le prince héritier lui-même dans la préparation du crime politique de Sèraïévo. Sans avertir au moins les deux cabinets alliés, elle lança, le 23 juillet, l'ultimatum, la « note à terme » par laquelle on demandait aux Serbes de déclarer dans les deux jours qu'ils reconnaissent leur culpabilité et qu'ils permettent à la Monarchie voisine de faire elle-même les recherches sur les responsabilités. Les Mémoires d'un officier supérieur autrichien, vivant près du vieil empereur, Albert de Margutti (*La tragédie des Habsbourg, Mémoires d'un aide-de-camp*), montrent bien quels étaient les organisateurs de cette action destinée à mettre le feu aux poudres, et avec quelle impatience, en dépit des appréhensions de François-Joseph, on attendait le résultat espéré. Les interventions de la Russie et de l'Angleterre pour une prolongation du terme, puis pour la réunion d'une Conférence des Puissances « désintéressées », restèrent vaines.

La Serbie, qui avait imploré l'aide du Tzar, dut admettre la plupart des conditions offensantes qu'on voulait lui imposer, mais elle refusa, du reste sur le ton le plus conci-

1. Déjà en 1910 on avait tenté d'assassiner le gouverneur. Le meurtrier de 1914 « allait souvent, de nuit, à la tombe de Jéraitch, l'attentateur. (voy. R. W. et S. W. dans la *Slavonic Review*, IV, p. 647). Il y avait en Serbie de jeunes Bosniaques exilés.

liateur, de se soumettre à une enquête étrangère. Sur ce point aussi, elle finit par accepter, faisant seulement des réserves sur la méthode à employer. Sans plus attendre, le ministre impérial et royal à Belgrade quitta la capitale serbe pour annoncer que le prétexte d'une guerre était là. Elle fut déclarée de sang-froid et « le cœur léger ».

Des mesures furent prises pour la mobilisation russe, parallèle avec celle de la Monarchie des Habsbourg. Elles n'étaient que bien naturelles. La Russie, qui pensait avoir restauré, en 1912-1913, son influence dans les Balkans, où elle croyait avec raison avoir plus d'attaches et de mérites que l'Autriche-Hongrie, ne pouvait pas permettre à cette dernière de supprimer, ni même d'humilier la Serbie. Et cependant le Tzar admettait qu'on puisse continuer les négociations, même si les Impériaux bombarderaient Belgrade, ce qui fut fait. Il implorait l'intervention de Guillaume II auprès de son allié, pour empêcher des conséquences irrémédiables. Il proposait de saisir le Tribunal international de La Haye. L'Angleterre menaçait de son intervention pour empêcher le conflit. Tout fut inutile. L'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire le parti militaire, dont tout dépendait, s'obstinait, et l'Allemagne, qui proposait à la France, sur la base de la « solidarité pacifique » existant entre les deux pays, une intervention à Pétersbourg, ne réussissait pas à l'influencer dans le sens d'un retour pacifique.

Guillaume II imposait à la Russie d'interrompre sa mobilisation en cours; c'était, comme on le lui fit observer, une impossibilité technique. Il décréta donc de son côté, pendant que son allié appelait toute son armée sous les drapeaux, le « danger de guerre », et annonça, bien que son traité avec François-Joseph eût prévu le concours militaire seulement pour le cas d'une attaque contre une des parties contractantes, une mobilisation qui était plus facile à exécuter que celle de l'immense Empire russe. A ce moment encore, Nicolas II proposait de négocier. Il fut refusé. Le 1^{er} août l'Allemagne commença sa mobilisation, et déclara aussitôt la guerre.

Ajoutons que l'Autriche-Hongrie s'était obligée à ne pas faire d'annexions et à ne pas toucher à l'indépendance serbe (25-28 juillet).

La France ne pouvait que venir en aide à son alliée, d'autant plus qu'un ultimatum lui était adressé, à elle aussi, par une Puissance qui, décidément, se pressait : on prétendait savoir sans délai ce qu'elle ferait en cas d'une guerre germano-russe. « Elle consultera ses propres intérêts » fut la réponse.

Les violations de frontières dont se plaignit l'Allemagne appartiennent certainement, pour les Russes aussi, à une imagination un peu énermée. Le 3 août on reçut à Paris la déclaration de guerre.

Aussitôt, le Luxembourg et la Belgique furent sommées, en dépit de leur neutralité, reconnue par la France, à la demande de l'Angleterre, d'accepter le passage des troupes allemandes. Le roi Albert refusa nettement cette violation des traités et cette humiliation. Son pays fut envahi et considéré comme ennemi sans rien lui épargner des brutalités d'une expédition de vengeance. On pouvait bien, malgré les propositions de neutralité qui furent portées à Londres même pour le cas où les colonies françaises seraient attaquées, s'attendre à l'entrée en guerre de l'Angleterre elle-même, et on l'eut aussitôt après le refus allemand d'épargner un pays garanti formellement par des conventions internationales. Les conservateurs se déclarèrent solidaires avec le gouvernement libéral d'Asquith et de Grey, mais les socialistes de John Burns désapprouvèrent une action devenue nécessaire, alors que les socialistes allemands emboîtaient le pas dans la guerre offensive, et qu'en France, après l'assassinat stupide d'un Jaurès, prêt lui-même à servir sa patrie, aucun mouvement social n'osait contrecarrer la plus légitime des défenses. Elle fut organisée par le ministère Viviani, complété avec Delcassé et M. Millerand, et dont deux socialistes, Sembat et Guesde, faisaient partie.

Le Japon remplit ses engagements d'allié envers l'Angleterre. Ayant demandé à Berlin l'évacuation de

Kiao-Tchéou, et n'ayant reçu aucune réponse, il attaqua cette colonie allemande et s'en saisit, ainsi que des îles Carolines, Mariannes et Marshall. Bientôt les Japonais se soumettront la Chine, lui imposant un régime de complète vassalité; en 1916 ils obtenaient de la Russie l'occupation de Kharbine et des terres de colonisation en Sibérie.

L'Italie, préoccupée de son « égoïsme sacré » et pensant déjà à des compensations, et la Roumanie, qui considérait avec une émotion douloureuse le sacrifice de ses congénères de Transylvanie et de Bucovine, déclarèrent que leurs traités ne les obligeaient pas à soutenir une guerre voulue. Dans ces deux pays latins, une immense vague d'opinion publique, nettement irrédentiste, empêcha ceux des gouvernants qui, comme le roi Charles et certains politiciens italiens, auraient désiré la réunion aux Centraux.

La plus terrible guerre que le monde eût connue, s'ouvrait ainsi parce que l'Autriche-Hongrie en avait besoin pour sortir de ses difficultés intérieures et parce que la nation allemande appartenait à un empereur préoccupé de jouer un rôle magnifique et à une oligarchie de diplomates et de généraux qui comptaient sur l'entrée triomphale à Paris avant que la lourde Russie eût mis en mouvement ses millions de soldats ignorants, mal organisés et mal conduits.

Au commencement, il y eut une guerre franco-allemande, avec quelques mouvements tardifs des Autrichiens en Serbie, et une faible invasion russe en Galicie. Le 4 août la formidable artillerie de Krupp battait les casemates blindées, réputées imprenables, de Liège, sans que l'armée belge, trop négligée dans les illusions d'une neutralité garantie par des signatures supposées également honnêtes, pût avoir une action quelconque; dès le 8, des forces d'infanterie française, bien entraînées pour l'offensive et accompagnées de canons du type 75, entraient en Alsace, ce qui devait créer un excellent esprit chez une population surprise et encore un peu indécise. A la

fin du mois, il fallut se replier devant une forte résistance, alors que les forts de Liège étaient presque entièrement détruits et que l'invasion allemande, fusillant les francs-tireurs, brûlant les villes comme Louvain, exécutant les ôtages et terrorisant la population, couvrait toute la Belgique (occupation de Bruxelles le 20).

Les Français de Joffre, qui s'étaient avancés jusqu'à Charleroi, furent repoussés, et l'aile gauche anglaise, maîtrisée par des forces de beaucoup supérieures, fut forcée elle aussi à la retraite rapide. Le 2 septembre, toute la gauche française se repliait sur Paris, mais en bon ordre. Les Allemands de Kluck, qui la poursuivaient, manquèrent leur coup sur la capitale, dont la conquête était déjà célébrée sur les médailles à distribuer aux vainqueurs. Cependant, ordre avait été donné de faire quitter Paris par le gouvernement. L'ennemi, s'étant décidément fourvoyé, Joffre décida la résistance sur la Marne.

Après deux jours d'attaques réitérées, le commandement allemand, qui avait appris aussi l'insuccès d'une nouvelle et forte attaque sur Nancy, donna à son tour l'ordre de revenir en arrière. Le front français regagna la région entre Amiens, Reims et Soissons. On s'enterra des deux côtés dans des tranchées, comme l'avaient fait Russes et Japonais en Extrême Orient. Le *Nach Paris*, avec toutes ses suites, ce souvenir des campagnes portées dans d'autres conditions contre les deux Napoléons, avait fait faillite. Le gouvernement, qui s'était installé au commencement de septembre à Bordeaux, reviendra dès le 22 décembre dans la capitale.

L'armée allemande qui opérait dans les Flandres continua seule une offensive contre les Français et toute l'armée anglaise qui défendait Arras. Après la prise d'Anvers, le 10 octobre, les restes de l'armée belge se réunirent à la défense de ce front du Nord. Ayant occupé Lille le 13, les Allemands livrèrent de grandes batailles sanglantes autour d'Ypres, qui fut détruite, avec une complète indifférence, comme Reims et ses trésors d'art du passé, et de Dixmude.

De ce côté aussi, la pénétration « rapide » avait été arrêtée. Il fallait penser aussi à la Russie, enfin partie en guerre, et surtout se préparer pour une longue et dure guerre nationale qui, peu à peu, devait dresser contre les projets allemands, s'étendant sur le monde entier, les énergies de tous les intérêts et l'indignation de toutes les idéologies.

Déjà en septembre, les Cosaques de Rennenkampf avaient entrepris un raid hardi en Prusse orientale, faisant d'énormes dégâts dans une province florissante. Il fut affronté par Hindenburg, qui réussit à l'attirer dans les Marais Mazuriens et à lui infliger une dure défaite, terminée par un vrai massacre (27-29 août); une seconde suivit, à Insterburg. Mais en Galicie les Autrichiens, qui venaient d'être totalement défaits en Serbie par un mouvement national irrésistible, souffraient de la part des Russes, commandés par Rousski, la honte de Lwów-Lemberg; après une grande bataille perdue contre le général Ivanov, ils s'enfermèrent dans Przemyśl, alors que les vainqueurs poursuivaient d'un côté vers Cracovie et Cernăuți (Czernowitz), de l'autre vers les défilés des Carpathes en Marmaros, ce qui signifiait une menace directe sur Budapest. Il fallut une offensive désespérée des Autrichiens, renforcés bientôt par les Allemands de Mackensen, qui pénétrèrent jusqu'à Lodz, le grand centre industriel de la Pologne russe, et s'y consolidèrent, pour déterminer une retraite russe jusqu'au Dounaïetz. Et, comme la nouvelle expédition contre la Serbie, appuyée par une puissante artillerie, qui manquait à l'armée du généralissime Putnik, arriva à occuper le 2 décembre Belgrade, la monarchie danubienne était momentanément sauvée de la catastrophe imminente de son morcellement, auquel travaillaient secrètement les nationalités. Mais une brillante revanche serbe chassa les envahisseurs de Belgrade, et le vieux roi Pierre put s'essuyer les pieds sur le drapeau abattu de l'aigle impériale (15 décembre) ¹.

1. Voy. notre *Histoire des Etats balkaniques*, p. 496 et suiv.

Les Centraux s'étaient gagnés, du reste, avec la bienveillante neutralité de la Bulgarie, haineusement animée contre les vainqueurs de son ambition effrénée en 1913 et nourrissant des espoirs quant à la Macédoine et à Salonique, et de la Grèce, où le roi Constantin conservait des sentiments d'amitié fidèle et d'admiration pour son beau-frère, l'appui de la Turquie, c'est-à-dire qu'ils avaient réussi à fermer aux Russes les Détroits. Sous le règne nominal de Mohammed V, Enver-Pacha, mari d'une Sultane, ministre tout puissant, idole du nationalisme néo-ottoman, décidait de la situation, bien qu'il eût comme collègue et chef un prince égyptien. Ses associés Jeunes-Turcs, comme le ministre de l'Intérieur et celui des Finances, Dchavid, étaient dans les mêmes dispositions nettement anti-russes. Deux vaisseaux allemands échappés à la flotte française concentrée dans les eaux méditerranéennes, le *Goeben* et le *Breslau*, furent abrités, puis « adoptés » par la Turquie. Et, se servant de ce renforcement d'une flotte depuis peu refaite, les maîtres de l'Empire faisaient bombarder Odessa et les autres ports de la Russie méridionale, finissant par déclarer la guerre à ceux qu'on avait provoqués d'une façon si insolite. Le moyen démagogique de la « guerre sainte » fut employé par des gens qui, de fait, n'avaient pas de religion, pour créer un fanatisme populaire.

En hiver 1915, l'offensive de Mackensen fut formidable en Russie, pendant que les Autrichiens, revenus à Cernăuți et à Kolomea en Galicie, perdaient en avril Przemysl et, avec cette puissante forteresse, toute une armée, mais pouvaient garder, grâce à une résistance opiniâtre, les défilés du Marmaros, empêchant de nouveau la marche sur Budapest. Les Allemands perçaient en mai le front du Dounaïetz et se rendaient maîtres des régions pétrolifères galiciennes; ils reprenaient Przemysl. Hindenburg avait occupé la Courlande, lorsque, le 5 août, Varsovie elle-même assista à l'entrée triomphale de ce prince de la Bavière catholique, Léopold, dont on espérait faire le roi d'une Pologne restaurée. Déjà des corps nationalistes polonais combattaient pour la liberté de leur patrie, à

côté des ennemis victorieux de la Russie. Des troupes autrichiennes, parmi lesquelles beaucoup de Roumains, prenaient la forteresse d'Ivangorod; leurs camarades allemands arrivaient par Kovno et Novoguégorguievsk à Brest-Litovsk au cours du même mois. On les eut en septembre à Grodno et à Vilno, capitale de la Lithuanie. Le front de l'envahissement s'étendait à la fin de l'année de Riga à Dünaburg.

La même énergie fut déployée par les armées de l'empereur et roi et par celles de son allié contre les adversaires balcaniques.

Sur les Dardanelles, la lutte avait continué, acharnée, pour rouvrir à la Russie la porte vers la Méditerranée et permettre l'armement des armées du Tzar, qui étaient réduites à recevoir les munitions par Arkhangel sur la Mer Glacée.

M. Vénizélos, partisan constant de l'union avec les Anglo-Français, aurait désiré participer à cette guerre en marge de Constantinople ardemment désirée par sa race. Mais le roi s'opposa à l'abandon d'une neutralité qu'il aurait voulue amicale pour les Centraux. Le 6 mars il se séparait d'un ministre qui voulait lui imposer une autre politique que la sienne. Le ministère Gounaris était tout disposé à servir celle-ci sans réserve. On lui proposa de recevoir Smyrne en échange du lambeau de côte égéenne que l'Entente voulait offrir aux Bulgares, avides de vengeance contre les Serbes et pleins de l'espoir d'avoir enfin la Macédoine, qui leur fut reconnue par sa diplomatie. De plus, la Turquie avait été amenée par l'autre groupe de belligérants à céder aux Bulgares les deux rives de la Maritza, qui les intéressaient pour leurs communications vers le Sud. Ayant de la part de l'Allemagne l'emprunt nécessaire, le roi Ferdinand mobilisait, pendant que M. Vénizélos, revenu au pouvoir le 22 août, ouvrait, contre la défense expresse de son souverain, aux Anglo-Français le port de Salonique, où aussitôt se forma une bonne petite armée des Balcons contre les futurs alliés des Centraux.

Elle représentait les restes des forces militaires qui pendant des mois avaient essayé, au prix des plus grands sacrifices, de se saisir de la presqu'île de Gallipoli et de chasser les Turco-Allemands de ce détroit où, par deux fois, la flotte franco-anglaise avait perdu, par les boulets des batteries du rivage ou les torpilles des sous-marins, quelques-unes de ses plus belles unités. Par le traité d'avril 1915 la Russie obtenait de l'Angleterre la promesse de Constantinople et d'une communication par les bords de la Mer Noire, les Détroits et les îles voisines devant rester anglais.

Quelques semaines plus tard, la Bulgarie s'étant déclarée, malgré les objurgations de la Russie, qui parlait de l'idée slave, Mackensen et le Hongrois Kóvess entreprenaient, avec une énorme supériorité d'artillerie, la réduction de la Serbie. Le passage du Danube fut facilement forcé et, le 9 octobre, le drapeau autrichien était de nouveau hissé sur le konak du roi Pierre. Sous le tir précis, implacable, du canon des envahisseurs, une armée qui ne voyait même pas les ennemis « vainqueurs » à si peu de frais comme vies humaines, la belle infanterie serbe, se retirait : les Bulgares paraissaient déjà du côté du Timok sur son flanc gauche. Au commencement de novembre, ce n'était qu'un immense et douloureux convoi, sans direction et sans but, qui se cherchait une issue vers les montagnes couvertes de neige de l'Albanie ; le roi lui-même était à la tête du reste de son armée et d'une multitude terrorisée qui suivait les soldats. Toute la Serbie, puis, en décembre, la Macédoine (Monastir étant occupée le 4) se trouvaient vers la fin de l'année au pouvoir des Autrichiens, des Allemands et des Bulgares. Le prince Alexandre esquissa dans les vallées macédoniennes une dernière et héroïque défense, pendant que les vaisseaux des alliés transportaient à Corfou ceux des Serbes qui n'avaient pas succombé aux bombes et aux fatigues. L'armée de Salonique risqua un timide mouvement vers le Nord. Elle fut rejetée sur ses lignes de protection. La Grèce, où Zaïmis, puis Skouloudis, avaient remplacé M. Vénizélos, venait d'ouvrir aux Bulgares la

région de Sérès, Drama et Cavala. Bientôt une partie de l'armée grecque se livra aux Allemands, et les alliés recoururent au blocus des côtes de la Grèce, considérée comme ennemie. Le Monténégro perdit la montagne du Lovtchen en janvier suivant, et, trois jours plus tard, les régiments de Kôvess pouvaient entrer à Cettingé. Un armistice fut imposé au vieux roi découragé, dont le fils avait des accointances avec les Autrichiens; il devait le désavouer et chercher un refuge en France.

L'entrée en lutte de l'Italie n'avait pas pu empêcher cette débâcle de la cause des Alliés dans les Balkans.

Toute l'opinion s'était déclarée dès le commencement contre les Centraux, auxquels le pays avait été si longtemps lié par une alliance stérile, qui n'empêchait pas, au Trentin, au Tyrol, en Istrie, en Dalmatie, les mesures incessantes contre l'élément italien, auquel on préférerait jusqu'aux Slaves du Sud. Un grand poète, qui se révéla aussi puissant agitateur, M. Gabriele d'Annunzio, se mit à la tête d'un mouvement nationaliste qui tendait à montrer au monde que l'Italie n'est pas seulement le ciel bleu et les monuments d'un art deux fois millénaire, mais une nombreuse et forte race, ayant la conscience de sa valeur, le culte de son droit et le sens de sa dignité. La prudence d'un San-Giuliano avait déjà mis en discussion des compensations que l'Autriche-Hongrie ne consentait pas à accorder, même dans les Balkans, et encore moins sur son propre territoire. Mais l'Allemagne, qui avait envoyé à Rome l'ancien chancelier de Bülow, mari d'une Italienne, faisait entendre un autre langage. Aux négociations se mêlait quelque amertume des deux côtés; de celui de l'Autriche, une impatience, même de l'indignation, après que, San-Giuliano étant mort, son successeur, Sydney Sonnino, eût donné une expression plus vive aux revendications de son pays, invoquant un article formel du traité d'alliance. On parlera ouvertement, en janvier 1915, de Trieste et du Trêntin; plus tard, lorsque cette dernière province sera accordée, non sans des menaces pour l'avenir, la diplomatie italienne voudra Gorizia

(Görz) et Gradisca, les îles voisines du littoral dalmate, — Trieste, Capo-d'Istria et Pirano devant de venir un État libre, — avec la reconnaissance de la domination déjà établie sur Valona et le Dodécanèse. Or les Alliés offraient, avec Trieste, toute l'Istrie, toute la Dalmatie, un établissement en Asie-Mineure, sans parler d'autres avantages; le traité du 25 avril les garantissait. Le ministère Salandra se fit voter alors, par une grande majorité dans la Chambre et le Sénat, des pleins-pouvoirs qui lui permettront d'entrer en guerre. Après que la Turquie en eut reçu la déclaration, celle contre l'Allemagne suivit. Les troupes de Cadorna entreprirent aussitôt une action extrêmement difficile dans un pays de montagnes, du côté de Gorizia, et une autre sur l'Isonzo.

Sur le front occidental les grandes actions paraissaient être exclues. Joffre « grignotait » les forces allemandes. Des attaques déclenchées en été pour repousser un ennemi opiniâtre restèrent sans résultat. Un grand assaut des Français et des Anglais fut livré en septembre du côté de La Bassée et de Lens, et en Champagne du côté de Reims; il ne fut pas plus heureux. L'obstination allemande paraissait devoir rester invincible.

L'année 1916 amena la tentative sur Verdun, qui en devint une des plus douloureusement glorieuses places de bataille de l'Histoire par les énormes hécatombes sous les murs de ses forts.

Les généraux Castelnau et Pétain réussirent à la conserver, en dépit des poussées désespérées des assaillants. Des sacrifices énormes furent consentis pour défendre sur la Meuse le Mort-Homme et Douaumont, en mai. On se battit sur la Somme, en juillet, pour sauver Verdun qui semblait à l'agonie.

Une offensive combinée de tous les Alliés était préparée pour cet été quand on eut l'illusion, si trompeuse, de pouvoir mettre fin à la calamité pour l'espèce humaine entière, qu'était devenue cette guerre atroce.

En Occident, l'Italie était arrivée à reprendre les

districts occupés par les Autrichiens du côté des Sept-Communes à Arsiero et Asiago; en août Gorizia fut prise.

En Russie, les influences de Cour avaient amené l'installation au pouvoir de Stürmer. Le Grand-duc Nicolas, fils du vainqueur des Turcs en 1877, avait abandonné le commandement, que le Tzar, accouru à l'armée, accorda avec confiance à l'ancien commandant en Extrême Orient, l'amiral Aléxiév. Celui-ci réussit à réorganiser une armée presque totalement démoralisée; le conquérant anglais du Soudan, lord Kitchener, fut appelé pour donner des conseils, mais un sous-marin coula le vaisseau de guerre qui le transportait. En juin, l'offensive de Broussilov en Galicie se prononça pour aider les grands efforts sur la Somme et contribuer à la défense de Verdun. Les Russes traversèrent en vainqueurs la Galicie, balayant devant eux les Autrichiens saisis de panique. Ils pénétrèrent de nouveau, par la Bucovine, jusqu'à la frontière de la Roumanie, qui en était au dernier acte de sa neutralité. Mais les assurances demandées depuis longtemps aux Franco-Anglais par le gouvernement de M. J. J. Brătianu, qui demandait la possession des provinces roumaines irrédentes, Bucovine, Transylvanie, Banat, districts hongrois jusqu'à la Theiss, tardaient. Elles ne furent accordées qu'en août, et, lorsque la Roumanie entra en guerre, l'avance russe en Galicie s'était arrêtée.

Comme la participation de l'Italie, la déclaration, pleine d'un risque que l'on ne pouvait pas ignorer, de la Roumanie contre l'Autriche-Hongrie, que l'Allemagne appuya aussitôt, — la Bulgarie, après s'être déclarée neutre, attendant le moment de lâcher son coup —, représentait autre chose qu'une guerre de prestige, d'équilibre européen ou de simple défense, comme l'avait été jusqu'à 1916 le caractère de la grande guerre.

De plus en plus, les conflits sur les fronts, dévorant par centaines de mille des jeunes hommes qui formaient une partie précieuse de l'avenir de leurs nations, étaient accompagnés d'un effort tragique de toute la population

civile des pays aux prises pour leur existence ou pour leur développement. Pendant que les Allemands introduisaient la méthode affreuse des gaz asphyxiants, à la production desquels travaillaient leurs maîtres de la chimie et que des deux côtés l'artillerie des avions, à laquelle les Allemands ajoutaient celle des zeppelins, faisait sa terrible besogne, dès 1915 des mesures étaient prises sur mer pour s'affamer réciproquement; les cartes d'alimentation avaient été introduites en Allemagne et les sous-marins de l'amiral Tirpitz commençaient leur œuvre détestable, même contre les vaisseaux transportant des passagers. La *Lusitania*, l'*Arabic* coulèrent, devant l'indignation de la conscience mondiale, et entraînent au fond de la mer des femmes, des enfants appartenant aux pays neutres. Le Président des Etats-Unis, qui appartenait au parti démocratique et était un historien, un penseur et un sincère philanthrope, Woodrow Wilson, protesta contre ces crimes sans pouvoir en empêcher la continuation. Au contraire, le gouvernement du Reich déclara ouvertement, en février 1916, qu'il considérait comme ennemi tout vaisseau armé qui ne s'arrêterait pas à la première sommation. Cela amena, le 20 avril suivant, la rupture des rapports diplomatiques de la part de la grande république américaine.

On s'organisait fiévreusement pour la résistance jusqu'au bout, chacun participant selon ses moyens à la grande œuvre commune de fabrication du matériel de guerre, de secours, d'aide mutuelle et de concours à l'armée. La grande voix de M. Clemenceau donnait, par ses critiques et ses exhortations, à la guerre française une force qui ne venait pas du mécanisme officiel; le socialisme militant le plus corrosif, celui d'un Hervé, la littérature la plus élégamment dissolvante, celle d'Anatole France, idole de sa génération, contribuaient à l'élan, nécessaire, des âmes. Le ministère Briand, qui s'installa à la fin d'octobre 1915, représentait par le tempérament même de son chef une nuance de plus dans la confiance laborieuse, sans phrases vides et sans optimisme trompeur. Il réussit à réunir, en mars suivant, à

Paris, une Conférence des Alliés, à laquelle parurent aussi les représentants du Japon, de la Serbie et du Portugal, qui, sous la nouvelle République, ayant remplacé le roi Manuel, marchait, selon la coutume, dans le sillage de l'Angleterre. Si le Parlement français était bruyamment divisé, la France restait absolument unie. Sous la direction du socialiste Albert Thomas, on s'empressait, d'un bout à l'autre, à préparer les engins indispensables à la défense. Insensiblement, pendant la poursuite inlassable et taciturne de ce travail acharné de la part d'une nation entière, on marchait vers la dictature inévitable, et on rencontrera la chance de l'avoir pour un homme qui n'était ni militaire, ni jeune, ni ambitieux. Ce sera le cas pour l'Angleterre, où, dans le grand ministère de coalition formé en mai 1915 avec Bonar Law, MM. Chamberlain, Balfour, Curzon, Lansdowne et Henderson, cet homme avait paru : M. Lloyd George.

A côté de ces manifestations admirables du sentiment public qui résistait dans les États nationaux, il y avait cependant, en continuelle croissance, sous le fouet des souffrances journalières et devant les grandes perspectives de transformations qui s'ouvraient, toute une éclosion de nationalisme, avide de combattre, dans les États qui ne comprenaient pas la nationalité entière, ou au milieu des nations qui se cherchaient encore l'État. Ce nationalisme avait poussé la Bulgarie dans une guerre qui, quoi qu'on en eût dit plus tard, pour la mettre sur le compte de l'ambition du roi, fut, sans doute, dans ses débuts et dans sa poursuite, une œuvre nationale, et c'est au même sentiment, capable d'accomplir des miracles, qu'était due l'épopée douloureuse de la résistance, de l'exode des Serbes.

Ce fut dans cet état d'esprit que la Roumanie entreprit la guerre. On voulait la faire marcher dans les Balkans pour qu'elle tendit la main à l'armée de Salonique, écrasant les Bulgares et donnant à l'armée serbe, déjà refaite, la possibilité d'agir de nouveau ¹. On oubliait que les

¹ Voy. général Sarrail, *Mon Commandement en Orient 1916-1919*. Dès

Austro-Hongrois auraient aussitôt envahi le royaume. Le sentiment général imposa l'entrée en Transylvanie, qui fut accueillie avec enthousiasme par la population de même race.

Mais, avant qu'une ligne susceptible d'être défendue eût été atteinte, les Centraux trouvèrent des troupes pour former de nouvelles armées sur ce long front de 600 kilomètres. Attendant que les Autrichiens les rejoignent, les Allemands envoyèrent Falkenhayn, avec des forces bavaroises, et une artillerie de premier ordre, qui, après la bataille de Sibiiu-Hermannstadt et les rencontres de Braşov-Kronstadt contraignirent les Roumains à se replier en désordre. Mais pour la protection du sol de la patrie ils purent aussitôt se ressaisir, et les défilés des Carpathes furent défendus, de septembre jusqu'à la moitié de novembre, lorsqu'après un succès roumain éclatant, les ennemis purent forcer le passage à Vulcan. Dès le mois d'août, les Bulgares, armés et conduits par les Allemands, avaient détruit ou pris à Turtucaia toute une armée et, sous les ordres de Mackensen, le vainqueur des Serbes, ils avaient envahi la Dobrogea. En novembre, le général allemand passa le Danube et se dirigea vers Bucarest. La tentative d'attaque en Bulgarie, risquée par le général Avereseu, ne réussit pas¹. D'après les conseils du chef de la mission française, accouru sur place, le général Berthelot, une nouvelle bataille fut livrée sur le Neajlov et elle finit par la déroute. La capitale roumaine, occupée, fut représentée dans les bulletins de victoire des Allemands comme une place-forte d'une extraordinaire importance. Mais le Roi, le Parlement, l'armée se réfugiaient en Moldavie, et les Russes, qui n'avaient pas ordre de combattre dans la plaine valaque, s'opposèrent, sur le Séreth, à l'avance allemande et autrichienne dans cette province qu'ils déclaraient ouvertement considérer comme leur part de butin, habitués qu'ils étaient

avril 1916, le général avait écrit : « l'offensive, dans la force même du terme, est uniquement réalisable sur le front balcanique ».

¹ Voy. le livre roumain de M. Chiritescu sur la guerre roumaine. Une 2^e édition a paru en 1926.

depuis 1877-1878 à la chercher chez leurs alliés même.

Une timide avance sur Monastir des troupes du général Sarrail avait été bientôt arrêtée; un grand espoir disparaissait pour les Roumains. La Grèce ne bougeait pas, et la présence de M. Vénizélos, revenu d'un voyage dans les îles, au camp des alliés, où il organisa comme une autre armée et un autre État, ne donnait pas de résultats notables dans la poursuite de la guerre. L'Entente prit alors, réalisant un projet plus ancien, possession de la Grèce royale, récalcitrante à toute injonction, les troupes helléniques étant renfermées en Morée. On ira, en juin 1917, jusqu'à éloigner par un délégué français, un « haut-commissaire », le roi, de fait prisonnier, qui céda sa couronne à son fils Alexandre, confié par les maîtres de la situation aux soins de M. Vénizélos, qui, de fait, alors que dans les rues on acclamait la République, régnait. Il déclara la guerre aux Centraux.

L'année critique pour les armées des alliés, et aussi pour les nations, qui montraient déjà des signes d'épuisement, fut celle-ci, 1917. On pouvait s'en apercevoir par la perte, en avril, de la seconde bataille de l'Aisne (contre les lignes Hindenburg) et par les difficultés de l'attaque pendant de longs mois dans les Flandres.

Cependant les Roumains, miraculeusement refaits, attaquaient victorieusement à Mărăști (juillet) et résistaient aux efforts suprêmes de Mackensen pour aller à Jassy et à Odessa (août). Les Italiens, repoussés à Caporetto, voyaient leur pays envahi (octobre).

Sous le gouvernement de Ribot-Painlevé, le successeur du général Nivelle, le général Pétain, avec une méthode qui épargnait mieux les troupes, prenait le Mort-Homme et le Chemin-des-Dames (même mois), et le général Foch allait soutenir l'œuvre difficile de regroupement des Italiens. Ce qui démoralisait cependant le plus, c'était le sentiment que le grand allié de l'Est paraissait devoir disparaître de l'immense champ de bataille.

La Douma avait été convoquée à Pétersbourg en février 1917; elle se vit entourée par une multitude agitée

qui demandait du pain. Le Tzar était à l'armée; le gouvernement d'un favori loquace et prétentieux, Protopopov, ne valait rien; la Cour était sous l'influence magique d'un moine dissolu et charlatan, l'ancien paysan Raspoutine, devenu confesseur de l'Impératrice et de ses filles et gardien, par la grâce du Seigneur, de la santé de l'héritier du trône, un enfant maladif, Alexis. L'armée était mécontente, désirant la paix, et on vit des Cosaques aider la foule contre la police. La Douma fut prorogée; elle refusa de partir. Les ouvriers, mal traités dans les fabriques et gagnés à l'idéologie marxiste, proclamèrent la grève générale.

La garnison de la capitale soutint les députés, qui demandaient ouvertement, par la voix du président Rodzianko, l'établissement d'un nouveau pouvoir, qui fût issu de l'Assemblée. Le président du Conseil avertit Rodzianko qu'il avait démissionné. Le 27 février (ancien style) il y avait déjà un « Comité exécutif » agissant comme gouvernement provisoire. Il se proposait de « rétablir l'ordre » d'abord, de créer un nouveau régime ensuite. Les officiers, les Écoles militaires, étaient avec lui. En province des succursales se formaient.

Mais, à côté, un jeune avocat, orateur écouté à la Douma, et deux associés établirent le « Soviet des soldats et des ouvriers » et fondèrent un autre Comité, composé de représentants des masses. Il s'adressa à l'armée, lui demandant de refuser l'obéissance aux officiers. On l'écoutait plus que le Comité des bourgeois radicaux et des intellectuels. Protopopov fut arrêté, ainsi que l'odieux Stürmer et Soukhomlinov, accusé de dilapidation et même de trahison. Il n'y avait plus de journaux; on travaillait dans l'obscurité et dans l'ignorance ¹.

Le Tzar voulut revenir à Tzarskoé-Sélo, mais il trouva la Révolution déjà sur son chemin; il n'avait pas à côté de lui l'énergie de sa femme, les conseils de ses intimes, mais seulement quelques vieux serviteurs inintelligents,

¹. Sur ces événements, voy., à côté des sources bien connues, Adolf Törnren, *Ryssland in Revolution*, Stockholm, s. a., et les notes du général français Janin dans le « Monde slave », année 1925.

impopulaires et lâches. Le général Rousski obéit aux ordres de la Douma et accepta l'envoi de deux commissaires, à la façon de 1793 en France, dont l'un était l'influent membre de la gauche Goutchkov. Ils arrivèrent le 15 mars à Pskov, où s'était arrêté le train impérial, et en quelques minutes, ils avaient traité de l'abdication du malheureux monarque, qui, abandonnant même les droits de son fils bien-aimé, transmettait le pouvoir suprême à son frère Michel, un libéral et un indécis. Il recommandait l'ordre et surtout la continuation de la lutte solidaire contre un « ennemi cruel ». Peu de jours après, il était, dans sa résidence de campagne près de Pétrograde, un prisonnier d'État, auquel ne devait être épargnée aucune humiliation.

Le Grand-duc Michel ne voulut pas accepter un pareil héritage. La République devenait de ce fait le gouvernement de la Russie. Les « Cadets » et les officiers croyaient pouvoir la retenir dans le sillage d'un radicalisme modéré; les socialistes minimalistes et leurs adversaires acharnés, les maximalistes ou bolchéviks, les uns et les autres copistes piteux des courants et des dénominations du socialisme allemand, dont ils se réclamaient également, voulaient naturellement la « dictature du prolétariat » avec tout ce qu'elle pouvait donner à leur ambition personnelle.

Formé par tous les partis de gauche (à l'exception de ces derniers), le ministère du prince Lvov, un agrarien, promettait les libertés dont jouissaient les nations d'Occident, la suppression de la police, qui devait être remplacée par une « milice nationale », une décentralisation avec des gouvernements élus et la réunion d'une Constituante nommée par le suffrage universel.

Dès la fin du mois de mai cependant, Goutchkov, ministre de la Guerre, fils d'un marchand et d'une Française, et l'historien Milioukov, le chef des Cadets, avaient quitté leurs places. Lvov s'en alla en juillet. M. Kérenski, chef d'un nouveau cabinet, y fit entrer trois autres socialistes. Il jouait au dictateur, et les armées, travaillées par les « commissaires » qui faisaient

emprisonner les officiers supérieurs, le virent tour à tour faire le Napoléon de tribune, avec un succès qui l'enivra et l'aveugla. On lui attribua le succès de la grande offensive prise en Galicie par le général Broussilov, qui au cours de son avance fit par dizaines de mille des prisonniers aux Autrichiens, presque aussi démoralisés que les Russes, et d'ailleurs inférieurs en nombre. Quelques jours plus tard, la retraite fut cependant ordonnée, et elle eut tous les caractères d'une déroute. Là-bas, aussi bien que sur le Séreth roumain, il n'y avait plus que des déserteurs et des bandes de paysans, encore presque armés, vendant de leur équipement tout ce qu'ils trouvaient encombrant, pour courir plus vite à leurs foyers.

Un homme de foi et d'énergie, le général Kornilov, essaya d'une réaction militaire. Il proposa à M. Kérenski un régime de dictature sévère pour sauver le pays, et fit arrêter l'intermédiaire, qui était Lvov. Kornilov fut destitué par télégramme, et, comme le général poursuivait sa marche sur Pétrograde, déclaré « contre-révolutionnaire », il périt (août). Son successeur voulut décongestionner l'armée par une démobilisation partielle : tout le monde voulut s'en aller (octobre). M. Kérenski introduisit les différences nationales : les nationalistes employèrent le système des Soviets militaires pour se grouper séparément. Comme l'Ukraine avait déjà son gouvernement propre, la Russie paraissait s'en aller en morceaux.

Le drame finit par le coup de main des bolchéviks, au commencement de novembre. Dirigé par Trotzki et par le féroce et froid raisonneur Oulianine, dit Lénine, que les Allemands avaient renvoyé en Russie, il eut facilement raison de la magnifique loquacité de M. Kérenski. La nouvelle Russie avait des maîtres implacables dans les « commissaires nationaux ». Les négociations furent aussitôt ouvertes avec les Centraux à Brest-Litovsk. La guerre était finie de ce côté.

La Révolution russe, reconnue dès le 16 mars par les Alliés d'Occident, se trouvera bientôt en face, en France,

d'un nouveau gouvernement. Une grande attaque contre les pacifistes sous le ministère Ribot avait été entreprise par le vieux radical Clemenceau, qui réunissait à ses dons d'orateur une profonde et honnête conviction du danger où se trouvait sa patrie. Le ministre de l'Intérieur, M. Malvy, fut présenté à la Chambre comme le chef des traîtres, d'entente avec M. Caillaux, qui, lui-même, ami du général Sarrail, cherchait à l'étranger des voies vers la « paix blanche » qui eût laissé sans récompense tout le sang versé par les défenseurs du droit. En septembre, il y avait un cabinet Painlevé, mais en novembre le même courant contre les pacifistes le renversa. Des histoires d'espions excitaient les esprits. Les défaitistes étaient exécrés par l'opinion, qui leur attribuait l'éloignement de la victoire finale, le découragement, l'indiscipline qui s'infiltraient dans l'armée. Le 20 novembre 1917 la France n'avait pas seulement un nouveau ministère, mais un seul maître, avec un seul programme : « faire la guerre ». Dans le nouveau président du Conseil en Angleterre, un Welche passionné, M. Lloyd George, il trouvait l'allié dont il avait besoin. Ces deux *croiyants* allaient gagner la guerre. Et la conscience du monde se déclarait pour la cause à laquelle ils croyaient.

Les États-Unis avaient déjà pris leur décision. De l'interruption des rapports avec les belligérants qui employaient froidement les moyens de la piraterie la plus raffinée ¹, la grande République était arrivée à une déclaration de guerre. La décision suprême fut due au professeur d'histoire qu'était Wilson, un autre *croiyant*, pour lequel, dans un autre sens que celui proclamé par les pacifistes bolchéviks, le « droit d'auto-détermination des peuples » était un article de Crédo. Déjà les premiers Américains venaient sur les champs de bataille arrosés du sang généreux de leurs voisins du Canada, de leurs congénères d'Australie. Ils devaient jouer un rôle impor-

¹. Sur l'origine du système de torpilleurs de l'Allemagne, presque un demi-siècle avant la guerre, voy. aussi Lowe, loc. cit., p. 203 et suiv.

tant l'année suivante et permettre à l'Amérique-du-Nord d'apparaître en dominatrice de l'immense conflit.

Cependant la nouvelle année, la quatrième de la guerre, s'ouvrait dans des conditions tout à fait défavorables pour l'Entente, la Russie bolchéviste ne désirant rien plus ardemment que d'abandonner la cause des « bourgeois », des « capitalistes » de l'Occident et de tendre la main aux Centraux qui, à ce qu'il paraît, n'étaient ni « bourgeois », ni « capitalistes ». On leur promettait, sur la base du « droit d'auto-détermination », une carte de l'Est européen correspondant au meilleur programme de l'internationalisme. Sur tous les fronts l'armistice avait été imposé, même sur celui de Moldavie, où les Roumains, trahis, durent mettre bas les armes, le général Averescu, réorganisateur en 1916 de l'armée, étant chargé de négocier avec les Austro-Allemands, à la place de M. Brătianu, qui avait cru devoir se retirer. Les préliminaires de paix devaient être conclus à Bucarest par le successeur au pouvoir du général, Alexandre Marghiloman, qui ne put pas empêcher, ni le rapt de tout le versant méridional et oriental des Carpathes, devant être annexé à la Hongrie et à l'Autriche, ni la cession de la Dobrogea à tous les confédérés présidés par l'Allemagne, qui entendait n'en donner qu'une partie aux Bulgares, laissant aux Roumains une espèce de corridor jusqu'à la mer, ni l'imposition d'une prolongation d'occupation et de conditions économiques qui asservissaient pour de longues années le royaume dont d'autres, plus durs que le délégué allemand von Kühlmann, à savoir les gens de Vienne, auraient voulu faire, faute d'une annexion, un simulacre d'État des Bouches Danubiennes. Les troupes du front oriental pouvaient donc, même avant la signature (7 mai) du traité, qui ne reçut jamais la ratification du roi Ferdinand, être envoyées en France.

Il fallut rappeler de partout les troupes anglo-françaises pour une concentration capable de résister à la grande poussée qu'on attendait. A la fin d'avril, cette

nouvelle et formidable vague était arrêtée. Une seconde, qui arriva à la Marne, rencontra bientôt les Américains. En juin il y eut un nouvel effort allemand, qui fut répété en juillet. Ce même mois, Foch commençait sur la Marne sa contre-offensive, que rien ne put arrêter, pendant que les Anglais avançaient du côté d'Amiens. Le grand stratège de l'Allemagne, Ludendorf, ordonna alors la retraite, essayant de raccourcir sa ligne de front qu'il ne pouvait plus conserver entière, et de se remettre sous la protection des lignes Hindenburg. L'armée qui le poursuivait était composée aussi de Belges, d'Italiens, et les Américains continuaient à arriver par gros paquets. Sur les autres fronts, des attaques simultanées devaient avoir lieu.

De fait, l'avance reprit jusqu'en Asie, où les Anglais avaient à prendre leur revanche de Kut-el-Amara, où, en 1915, avait dû capituler Townsend, qui avait espéré prendre Bagdad; le général Allenby occupa Jérusalem et Damas. En Occident, on se battait des rives de la Mer du Nord à Verdun, et peu à peu l'ennemi cédait. Les fameuses lignes furent rompues, et le roi Albert était déjà à Gand vers la moitié d'octobre. Bruges et Ostende furent réoccupées, presque en même temps que Lille. Les Allemands étaient déjà au delà de l'Aisne et de la Meuse. La prise de Charleville, de Maubeuge, de Mons suivit; on pouvait avancer en toute sécurité sur Metz et Strasbourg.

Presqu'au moment où l'Allemagne demandait, le 7 novembre, une paix de défaite qu'elle préférait à l'envahissement, bien mérité, de son territoire, les Italiens avaient brisé la résistance autrichienne par la victoire de Vittorio Veneto, à la suite de laquelle la Monarchie demanda, elle aussi, à négocier avec le général Diaz (27 octobre). Et, sur le front oriental, chez les Bulgares, à bout de résistance et minés par des querelles intérieures, le chef du parti paysan, Stambouliski, longtemps emprisonné, proclamait la République en province, cédant à la pression de l'armée de Salonique, commandée maintenant par Franchet d'Esperey. La voie vers Sofia était ouverte, et

c'était assez pour que le Tzar Ferdinand abdiquât en faveur de son fils aîné, Boris. Les Serbes reprenaient possession de leur pays, avançant vers le Danube. Et le général Berthelot passait le fleuve à Giurgiu, pendant que les Roumains, qui avaient su cacher une partie de leur armée, se dégageaient des conditions désastreuses de la paix qu'ils avaient dû subir, et Mackensen se voyait obligé de quitter au plus vite Bucarest pour ne pas être retenu prisonnier avec les troupes, assez nombreuses encore, dont il disposait.

Le commandant de l'armée française dans les Balkans ne trouva pas plus que le vainqueur sur l'Isonzo un État capable de traiter comme organisme intégral, représenté par son souverain et disposant de moyens éventuels de défense. Après la Monarchie des Romànov, celle des Habsbourg, coupable de cette horrible tragédie qui avait coûté à l'humanité vingt millions d'hommes en pleine vigueur, s'était effondrée sous le règne, d'une si courte durée, du successeur de François-Joseph, mort d'épuisement, le jeune empereur Charles, qui avait été appelé au pouvoir dans des conditions auxquelles ne pouvaient pas répondre sa seule bonne volonté, son désir réel de la paix, sa superficialité et son étourderie.

Pour en arriver à ce résultat, il avait suffi du débandement complet des armées dans les deux moitiés de l'Etat dualiste. A Vienne, le groupe de jeunes officiers et de favoris ne suffisait pas plus que l'autorité du nouveau président du Conseil, le professeur Lamasch, pour soutenir le souverain, mal conseillé, en plus, par l'ambition de sa femme, une princesse de Parme, Zita. A Pesth, Tisza succomba à l'assaut de tout un parti de gauche, le comte Károlyi à sa tête, avec un honnête conseiller théorique comme l'écrivain Oscar Jászi, et, aux cris joyeux de la multitude, disposant librement de la rue, un gouvernement de liquidation, mêlé de socialistes, alors qu'Andrássy prenait, dans l'illusion de l'existence d'une Autriche-Hongrie, la place qu'avait remplie son père, se saisissait du pouvoir, espérant sauver l'intégrité d'un

pays basé sur l'héritage médiéval des vieilles dynasties nationales. Mackensen allait être arrêté, malgré ses protestations indignées, dans la capitale hongroise, mais cela ne suffisait pas pour faire pardonner à la Hongrie sa participation enthousiaste à l'ouverture et à la conduite d'une guerre qui devait être fatale à ses auteurs. La ligne de l'armistice, fixée par le général français, devait trancher définitivement dans la terre dominée par la couronne de saint Etienne; déjà les troupes roumaines, jetées à la hâte, empêchèrent en Transylvanie le déchaînement d'un bolchévisme militaire et populaire, mais en agissant comme maîtres du pays.

Quant à l'Allemagne, la résistance de Guillaume II devant les colères qui se dressaient, encore contenues, muettes, devant lui, ne fut pas plus longue que celle de son malheureux associé. Laisant derrière lui, pour une République improvisée, le chaos des partis, il passait en toute hâte la frontière de la Hollande, où le suivait sa famille.

Depuis le commencement de l'année, et après les tâtonnements allemands en Suisse, après la tentative faite par Sixte de Bourbon, officier dans les rangs des Alliés, mais frère de l'Impératrice, le comte Czernin, ancien représentant à Bucarest et maintenant ministre des Affaires Étrangères de l'Empereur-Roi, avait parlé, répondant aux « Quatorze points » solennellement énoncés, le 8 janvier, par Wilson, comme seule base possible pour un nouvel ordonnement des peuples et des Etats, du « fruit de la paix, qui ne peut pas mûrir en vingt-quatre heures ». Admettant une Pologne libre, il se renfermait pour le reste dans une « auto-détermination » qui n'aurait pas été, selon l'intention du Président américain, celle des nationalités, mais au contraire celle de l'Autriche-Hongrie et de son Parlement libre. Peu après, Lamasch lui-même et le cardinal-primat de Hongrie venaient secrètement en Suisse pour négocier avec les Américains. L'empereur faisait connaître son intention de former six

groupes nationaux : les Yougoslaves ensemble, qui cependant, dès 1917, à Corfou, s'étaient déclarés membres d'un seul Etat, des frontières italiennes à celles de la Bulgarie et de la Transylvanie, comme un seul bloc; Trieste deviendrait un port libre. « Du reste », disait-il, « avec la Ligue des Nations désirée par le Président, qu'importe si une nation appartient à tel ou tel autre Etat! » Charles rêvait même d'une présidence de son Empire sur tout le Sud-Est de l'Europe. L'Allemagne, au moins celle du Sud, se rallierait au traité et, d'ailleurs, « l'Autriche-Hongrie est prête à faire une paix séparée ».

La réponse publique de Wilson fut que « les peuples et les provinces ne sont pas pour être trafiquées (*cartered*) d'une souveraineté à une autre souveraineté comme des animaux ou des enjeux d'une partie », « *pawns in a game* ». Au mois de mai suivant, lorsque les Tchèques prisonniers en Russie s'étaient formés en « légion », allant jusque sur les frontières de l'Extrême-Orient et provoquant par leur intention de délivrer le malheureux Tzar, sa femme, ses filles et son fils, le meurtre abominable de ces infortunés à Ekaterinenbourg (juin 1918), on savait déjà, par une déclaration officielle du secrétaire d'Etat américain, Lansing, que l'Amérique admettait leurs vœux nationaux, et aussi ceux des Yougoslaves, qui, par leur héroïsme endurent et par leurs dures souffrances, s'étaient gagnés les sympathies générales. En septembre, Wilson devait aller encore plus loin, reconnaissant les Tchèques comme belligérants et leur « Conseil national » comme un gouvernement. En vain, en octobre, Lamasch parlait d'une Autriche-Hongrie accordant des libertés à ses peuples, alors que maintenant il y avait les organismes nationaux de ces peuples sur les ruines de l'Autriche-Hongrie ¹.

Pour procéder au règlement de la succession de cet Etat et pour fixer les conditions à l'Allemagne vaincue,

1. Voy. S. W., *The Secret peace negotiations between Vienna and Washington*, dans la *Slavonic Review*, IV, p. 657 et suiv.

pour décider sur les colonies depuis longtemps arrachées à celle-ci, pour chercher à réaliser la noble idéologie de Wilson, une Conférence devait s'ouvrir à Paris.

Les représentants de vingt-sept nations s'y réunirent, pour défendre des intérêts ou émettre des vœux. « Zionistes, Bolchéviks, Coréens, Arméniens, Tatars, Géorgiens, Persans, tous y avaient leurs quartiers-généraux. Il y avait des républicains irlandais et des nationalistes égyptiens. Des hommes de toutes les parties de l'Empire britannique, des Syriens, des Maronites, des Arabes, des sages étranges de l'Est, tous avaient trouvé leur voie à cette Mecque de la Paix, espérant être entendus à la Conférence, ou être en état, d'une façon ou d'autre, d'en influencer les décisions. »

La France réussit facilement à se faire reconnaître ses deux provinces rhénanes, détachées d'elle en 1871, où l'accueil fait aux armées de la République fut extraordinairement chaleureux; il y eut des difficultés avec l'idéologie américaine, rêvant, sous le régime de Wilson, arrivé à Paris avec l'air d'un dictateur de la Paix, d'une fraternité universelle, pour gagner à un pays ruiné en grande partie et devant être continuellement menacé la garantie d'une occupation sur le Rhin, avec la participation des Anglais et des Américains; l'Allemagne dut payer une énorme somme de dédommagements et s'engager à fournir des millions de tonnes de charbon. Les mines de la Sarre furent mises pour quinze ans à la disposition des Français. Ce sont les principales clauses du traité conclu à Versailles le 28 juin 1919 dans la même salle, pleine des souvenirs de la royauté française, où Bismarck avait fait proclamer par les princes allemands un empereur de sa nation. En septembre, le Parlement français acceptait, en dépit de certaines récriminations, cet acte fondamental pour la vie de l'Europe, pendant des années, et les élections donnèrent en novembre une brillante victoire au bloc national, formé, contre les socialistes et la gauche entière, par M. Clemenceau. Il n'avait manqué au triomphe du vieux lutteur que son élection à la Présidence de la République.

Comme un orateur disert et un esprit conciliant, Deschanel, lui fut préféré (janvier 1920), il se retira de la vie publique. Il devait voir bientôt, en septembre, la maladie et la démission du nouveau Président et l'installation de M. Millerand à l'Élysée.

L'Angleterre s'était enrichie des colonies que l'Allemagne avait dû abandonner sans aucune exception. Cela devait lui suffire; dès le lendemain du traité de Versailles, elle pensait déjà à réduire dans des proportions plus acceptables pour ses intérêts la prépondérance, bien naturelle, de la France. D'autant plus qu'à l'Est celle-ci se sera donné des alliés par la création d'une Tchécoslovaquie, d'une Pologne unie, à laquelle avaient été données la Posnanie et la Silésie et un couloir à Dantzig devenu ville libre, et d'une large Roumanie, correspondant presque, dans ses nouvelles frontières, à l'ancienne Dacie.

Avant de montrer les circonstances dans lesquelles fut dépecée, en vertu du principe national, la Monarchie des Habsbourg, il faut montrer quelle fut à la Conférence de la Paix la situation de l'Italie.

Pola, Trente et Trieste avaient été occupées par les Italiens aussitôt après la bataille de Vittorio Veneto. Après quarante et un mois de guerre, l'armistice était signé à Padoue. De cet état de choses dérivait en grande partie le caractère du traité de Saint-Germain, conclu dès le 10 septembre 1919. Mais, si les conquêtes italiennes furent consacrées, sauf la Dalmatie, habitée en grande majorité par des Slaves, mais toute pleine de monuments vénitiens et ayant dans les villes une influence italienne prédominante malgré la forte concurrence des adversaires nationaux, le sort même de l'ancien grand port de Fiume, que le traité de Londres, en 1915, n'avait pas mentionné, resta indécis, et il fallut l'aventure du poète d'Annunzio, soutenu par toute une opinion publique, la création bizarre d'un Etat de Fiume dont il fut le « prince », pour faire reconnaître les droits de l'Italie. Bien que Wilson eût été, de fait, le protagoniste du

« grand refus » opposé aux aspirations italiennes, ce devait être entre la France, qui avait décidé pour la Serbie, dont elle admirait le martyr héroïque, et l'Italie, désabusée et dépitée, un levain de tristes rancunes.

Dès le 20 juillet 1917, suivant les directions de l'idéologie wilsonienne, une députation des Croates et des Slovènes s'était adressée au prince héritier de Serbie Alexandre, régent au nom de son père, pour lui annoncer que les rameaux, jusque-là non libres, de la race voulaient un Etat « yougoslave », des Slaves du Sud, dans la dénomination duquel seraient mentionnés les éléments qui le composeraient ; le Monténégro avait été occupé, et la dynastie du roi Nikita, mort dans son exil en France, ne retournera jamais à Cettingé. Il y eut des votes dans ce sens à Lubliana-Laybach, centre des Slovènes, à Zagreb-Agram, la capitale des Croates, et même chez les Monténégrins, dont une partie continuait à demander l'indépendance. L'Italie s'empressa de reconnaître cet Etat, avec lequel devait bientôt éclater un long et difficile conflit, et l'adhésion américaine, solennelle, le consacra.

Dès l'année 1917, parmi les Bessarabiens, un Comité de soldats et de paysans, à la façon des révolutionnaires russes, se formait à Odessa, se transportant ensuite à Chişinău-Kichéniev, capitale de cette ancienne Moldavie orientale, et y proclama, au milieu d'une jacquerie qui dévastait les châteaux et partageait les terres, la « République moldave », qui refusa d'obéir aux sommations de la Rada ou Conseil de l'Ukraine, formée en Etat confédéré de la Grande Russie. Une forte propagande, menée surtout par des immigrés, des exilés de la Transylvanie, de la Bucovine, par des idéalistes du royaume roumain, plus qu'à demi occupé par les Centraux, suscita pour l'idée nationale, longtemps assoupie dans l'ignorance ou l'oppression, un courage irrésistible. Dès la fin de l'année, les chefs de la République, MM. Inculeţ et Ciugureanu, se présentaient à Jassy pour une éclatante démonstration ; l'Allemagne, sinon l'Autriche-Hongrie aussi, paraissait favoriser le mouvement, et il fut question de la Bessarabie dans les négociations de paix ouvertes à

Bucarest après la débâcle de l'armée russe. En mars 1918 on se rendit compte que cette république sans armée n'était pas viable, et, malgré les agissements des révolutionnaires russophiles, qui ameutèrent la population contre les volontaires transylvains venus à Chişinău, on admit que les troupes roumaines, entrées dans la province pour défendre leurs dépôts de provisions, rétablissent l'ordre; puis, dans une séance solennelle du Parlement improvisé qui était le Conseil du Pays (*sfatul țerii*), l'union avec la Roumanie fut enfin proclamée. En Bucovine, la réunion au royaume fut décrétée en octobre suivant devant l'anarchie suscitée par des déserteurs ruthènes qui pensaient faire de l'archiduc Guillaume un roi de la Galicie ruthène. Enfin, en décembre, MM. Jules Maniu, Vaida Voevod et les autres chefs du parti national roumain réussissaient, brisant par le moyen des gardes-nationaux improvisés les tentatives de bolchévisme, à réunir, le 1^{er} décembre, des milliers de paysans à Alba-Julia, l'ancienne capitale de Michel-le-Brave, pour déclarer cette union à la Roumanie que s'empressèrent d'admettre les Saxons dans leur assemblée de Medias (Megyes), les Magyars eux-mêmes y acquiesçant d'une façon tacite. Un puissant Etat d'ordre venait de se former ainsi sur la lisière de l'Union russe des Soviets, qui ne désarmait pas, réclamant à chaque occasion, et en dépit de l'acte de reconnaissance signé en 1920 à Londres par les Alliés, sauf l'Italie et le Japon, la province roumaine annexée jadis par les Tzars. M. Rakovski, Bulgare né à Kotel, propriétaire, médecin et chef socialiste en Roumanie, où il fut condamné à mort comme déserteur, devenu quasi-maître d'une Ukraine qui lui était si étrangère, puis diplomate influent, était resté à la tête de cette opposition opiniâtre et si féconde en ressources.

La Hongrie, qui avait dû signer le traité de Trianon, la « mutilant » dans sa forme historique moyen-âgeuse, avait essayé de refaire sous le drapeau rouge cette unité archaïque, à laquelle elle n'entendait pas renoncer. Un jeune Israélite transylvain, Bela Khún, installa à

Budapest, en mars 1919, sur les ruines du régime károlyen, qui s'était effondré par suite de son incapacité, une République soviétique, plus ridicule que redoutable.

Une attaque se produisit sur la Theiss contre les Roumains, qui avaient poussé jusqu'à cette rivière leur occupation militaire. Les Rouges purent pénétrer jusqu'aux montagnes de la Transylvanie, mais dans une bataille décisive leurs forces furent brisées. La revanche des Roumains atteignit, dans une marche énergique, en août 1920, Budapest elle-même, malgré la défense des Alliés, dominés par des intérêts divergents. Après le départ de l'armée roumaine, l'amiral Horthy prit le pouvoir comme régent d'un royaume auquel était interdit le rétablissement de son roi, Charles de Habsbourg. Celui-ci s'habitua peu à peu si bien au pouvoir, qu'à l'apparition du « souverain légitime », surgi en surprise dans le voisinage de la capitale, il lui opposa la force. Le malheureux prince fut escorté par les Anglais à travers la Roumanie et exilé dans l'île de Madère, où il devait mourir quelques mois plus tard, d'une pneumonie. Son fils aîné, Otto, fut dès lors l'espoir des royalistes de la revanche, les comtes Apponyi et Andrássy à leur tête. De fait, pendant longtemps, jusqu'à l'installation du ministère Bethlen, la Hongrie, qui devait descendre jusqu'à la fameuse contrefaçon officielle des billets de banque français, fut entre les mains des nationalistes, violents antisémites et patriotards, les « Magyars qui se réveillent ».

La Bulgarie, où l'abdication de Ferdinand I^{er} installa son fils Boris, dut rendre par le traité de Neuilly (28 novembre 1919) la Dobrogea à la Roumanie et la Macédoine aux Serbes, avec une légère cession à ces derniers sur la frontière occidentale. La Turquie abandonna à la Grèce la Thrace occidentale, et, sous la forme du « mandat », une partie de l'Anatolie, autour de Smyrne. Comme « mandataires », les Français s'établirent en Syrie, les Anglais dans l'Irak. Le dernier des kalifes, le successeur anonyme, encore jeune, du vieux Mohammed V signa, avant de perdre le pouvoir suprême pour rester Padi-chah et finir par être expulsé, ce traité de partage.

Une Albanie nouvelle — Guillaume de Wied étant revenu dans l'armée allemande — fut constituée en République, bientôt détachée du protectorat italien (en 1920).

Quant à la Russie, dirigée par Lénine d'une façon absolutiste, qui dépassait, dans l'idolâtrie dont on l'entourait, de beaucoup ce que le tzarisme avait eu de plus dévoué et de plus veule, elle abandonna les rives de la Baltique, où s'étaient organisées les Républiques de Finlande, d'Esthonie, de Letvie ou Lettonie, et elle considérait comme une alliée, contre la Pologne restaurée, comprenant la Galicie, la République de Lithuanie, qui convoitait Vilno contre la Pologne. Les Soviets en vinrent à une guerre qui, après avoir mené les Polonais jusque vers Moscou, provoqua un raid hardi sur Varsovie. Le maréchal Pilsudski, un des héros des luttes nationales pendant la grande guerre, défendit, aidé par le général français Weygand, la capitale menacée. Une paix blanche suivit.

La rapide débandade des « conquérants », qui n'attendaient pas de résistance, et des intérêts économiques, qui imposèrent le voyage du ministre des Affaires Etrangères des Soviets en Pologne, rendirent nécessaire un accord, sans qu'il pût être considéré comme assez rassurant pour que les Polonais ne dussent pas chercher ailleurs leurs garanties. Un traité de défensive commune fut conclu et renouvelé, renforcé, avec la Roumanie, et le Président du conseil, Skrzynski, mit fin aux discordes avec les Tchécoslovaques, au cours d'une visite qu'il fit à Prague. Malgré la lutte civile qui éclata en 1926 entre les « pourris », soutenus par le président de la République, et M. Pilsudski, qui refusa la dictature, mais exerça énergiquement une autorité de prestige, l'État polonais se montrera fortement viable.

Les luttes nationales étaient finies. Un plébiscite avait décidé du sort de Klagenfurth. Les minorités ethniques, dont le maintien avait été proclamé dans le traité de paix, ce qui amena le gouvernement roumain de M. J. Bră-

tianu à quitter le pouvoir pour ne pas avoir à signer, eurent bientôt un organe de réglementation mondiale auquel elles avaient le droit de s'adresser. Le Tribunal international de La Haye continuant à fonctionner, on eut la Ligue, puis la Société des Nations, à Genève, qui plus d'une fois eut une action conciliatrice sur les différends internationaux. Si, dans le conflit avec la Grèce, provoqué par l'assassinat des officiers italiens chargés de fixer la frontière de l'Albanie, l'Italie agit d'elle-même, débarquant des troupes à Corfou, si la Turquie, dans ses revendications sur la Mésopotamie, prit une attitude d'opposition, dans la plupart des cas les avis venus de Genève jouirent de la considération nécessaire pour la paix du monde. L'Allemagne, qui se tint, pendant des années, à côté, malgré son conflit avec la France pour le territoire de la Ruhr, négocia en 1926 son entrée dans la Société, la Russie des Soviets, seule, représentante d'un autre ordre de choses, d'un internationalisme haineusement rival, refusant de reconnaître cette instance bourgeoise des Puissances « capitalistes ». Un nouveau régime français, dans lequel M. Briand avait une très large place, amènera avec l'Allemagne, à travers d'assez longues négociations, ce pacte de Locarno dans lequel certains voient une garantie de la paix future.

La Grèce n'était pas encore saturée; elle désirait, tout en réclamant Rhodes et Chypre, sous la forte impulsion de M. Vénizélos, des frontières encore plus larges aux dépens des Turcs. Elle croyait ne rencontrer qu'un vieux régime découragé, et elle se trouva devant un nationalisme turc à outrance, de caractère plutôt moderniste, anti-religieux et ennemi de toute tradition, incarné dans le général Moustapha-Kémal, résidant avec son gouvernement à Angora; il devait devenir un chef d'État. Au commencement, les Grecs, arrivés à Afioun-Karahissar et à Brousse, Andrinople étant aussi occupée, parurent devoir restituer l'hellénisme dans la péninsule (été 1920). Le roi Alexandre était mort d'un accident, et de ce fait M. Vénizélos devenait monarque. Les élections rappelèrent le roi Constantin, qui poursuivit la guerre

qu'il n'avait pas voulue. Les Alliés lui refusèrent Byzance, occupée par leurs troupes, mais par le traité de Sèvres (août 1921) ils croyaient avoir tout arrangé, en traitant de rebelle le dictateur d'Angora. Une victoire foudroyante des nationalistes turcs mit fin aux rêves grecs et aux illusions européennes. Bientôt l'armée vaincue expulsa le roi et fit fusiller ses ministres. Le traité de Lausanne ayant reconnu, en juillet 1923, la « reconquête » turque, le trône de Georges II, fils de Constantin, en fut ébranlé; il partit bientôt pour la Roumanie, étant l'époux d'Elisabeth, fille du roi Ferdinand. La République hellénique, ainsi établie, répudiait M. Vénizélos aussi. Elle devait installer la dictature du général Pangalos, bientôt finie par un autre mouvement militaire qui rétablit le « légalisme » civil.

Le bolchévisme russe avait espéré se transformer, sous le signe de la Faucille et du Marteau accouplés, dans un grand mouvement mondial, de prochaine victoire. Ses visées se dirigèrent du côté de l'Allemagne et du côté des Balkans, ainsi que vers l'Asie, dont les provinces devaient être des premières envahies, transformées et amenées à l'état de sujétion à l'égard de la Russie.

La République allemande était restée le Reich, et un puissant parti tenait par toutes ses fibres au grand passé impérial. Le prince de Prusse revint dans le pays et ne resta pas isolé, malgré la discrétion dont il sut entourer sa vie à la campagne; Guillaume II lui-même, établi à Doorn en Hollande, où n'alla pas le chercher la vindicte de l'humanité, pour les vingt millions de vies sacrifiées à son ambition, conservait des illusions; il y eut toute une cérémonie de Cour autour du cercueil de l'impératrice morte en exil. Les troupes de police des Sociétés de sports remplaçaient l'armée, et, après une formidable destruction des engins de guerre par une Commission des Alliés, on n'en continua pas moins à travailler en secret dans les usines, où on dépassait volontiers les limites des huit heures, pour la guerre future. Toute une puissante

bourgeoisie, celle de la « lourde industrie », dominait encore la vie économique, et la finance la plus hardie du monde ruinait le mark par une fabrication incessante, une fantastique inflation, pour payer toutes les dettes intérieures et exposer à l'égard des créanciers de l'étranger, et devant les charges acceptées, la « misère » d'une grande nation qui ne se reconnaissait pas coupable de la grandiose tragédie humaine. L'intellectualité ne donna aucun appui aux projets de transformation sociale, la Presse restant en général nationale à tendances.

Une immense soif de vengeance animait cette nation qui ne s'avouait pas même vaincue, et, comme l'Angleterre, uniquement préoccupée de rétablir l'équilibre continental, chercha aussitôt un rapprochement, comme les États-Unis, sous Wilson encore et après son remplacement, prenaient une attitude plutôt désagréable à la France, le maximalisme ne trouvait pas l'état psychologique nécessaire pour imposer par un coup de main la « dictature du prolétariat ». Les crimes du bolchévisme s'affirmant par des fusillades dégoûtaient une société hautement cultivée.

Les seuls résultats obtenus par une propagande bien nourrie, en partie de l'or roumain déposé à Moscou sous la garantie des Alliés, furent de sanglantes échauffourées à Berlin, et elles servirent à rendre une popularité aux chefs militaires de la guerre : Hindenburg, son chef d'état-major Ludendorf, et aux exaltés de Munich, anti-sémites et revanchards. Les campagnes ne soutenaient guère les appels à la révolution rouge; dans tout le Sud, le catholicisme conservait ses fidèles. A côté, en France, le socialisme, sans vrai chef, ne donnait au bolchévisme que la troupe bruyante de quelques énergiques, capables de terrifier, mais aussi d'organiser les bourgeois à Paris. Le mouvement royaliste, servi par un écrivain de premier ordre, en sortit renforcé, et les « camelots du Roi » échangèrent des balles avec les soldats de « l'armée rouge » en formation.

Le Ministère Poincaré, qui, le lendemain de la Conférence de Cannes, et à la veille de celle de Gênes, remplaça

celui de M. Briand, mieux disposé en apparence à l'égard des courants de gauche, annonçait une offensive financière de la France contre l'Allemagne qui, publiquement, depuis 1922, refusait de payer. Si l'Angleterre de Lloyd George se montrait totalement opposée à une pareille action, le Président du Conseil français n'en maintenait pas moins sa décision. Lorsque les dettes de l'État furent recouvrées sur les ressortissants du Reich et les expulsions d'Allemands furent décrétées en Alsace-Lorraine, l'Allemagne en devint plus nationale que jamais. L'occupation de la Ruhr par les Français en 1923 suscita une tempête de protestations et poussa les exaltés à des attentats, auxquels succomba un des artisans de la paix, Erzberger, et le principal représentant de la « Schwerindustrie » Walter Rathenau. Lorsque, après un séjour de plusieurs mois, les troupes françaises furent retirées de cette région minière dont la production ne couvrait qu'une faible partie des revendications, et une entente internationale difficilement acceptée par la France donna une autre base aux paiements, les possibilités de révolution sociale en Allemagne avaient disparu. Le premier Président avait été un ancien ouvrier, Ebert; le second, en 1925, fut, malgré les efforts du socialisme qui ne voulait pas s'associer à la gauche bourgeoise, le vieux maréchal Hindenburg, « fidèle serviteur de son maître ». Le chancelier Luther continua à garder le pouvoir dans le sens d'un libéralisme teinté d'un fort nationalisme, qui tendait à la revanche. La gauche française, arrivée — jusqu'à la crise financière et le retour de M. Poincaré à la tête d'une coalition des partis — au pouvoir avec les radicaux-socialistes de M. Herriot, les adhérents de M. Painlevé et les socialistes de tous les clans, ne sera guère belliqueuse, mais contre les courants de renversement il y a une action solidaire, récemment accentuée par la découverte du complot ourdi par la représentation commerciale des Soviets à Londres, dans les deux grands pays séparés par des souvenirs récents, si terribles, au grand désavantage de l'humanité. La petite propriété française sortie victorieuse de la guerre, l'asso-

ciation des petits capitaux à la politique financière du pays, par les « bons de la Défense nationale », ont consolidé la France comme boulevard opposé à l'invasion d'une idéologie démente et ruineuse.

La Roumanie paraissait, étant donnée la réunion de la Bessarabie, où il y avait eu toute une révolution paysanne, une proie désignée pour l'avance du bolchévisme vers l'Ouest. Mais une loi votée en 1920 par le Parlement roumain consacra la petite propriété rurale, et les chefs de la population agricole, pour les trois quarts Roumains, manifestaient des sentiments d'un nationalisme très net; quelques tentatives des bandes russes furent repoussées, du coup de main de Hotin, en 1920 encore, à celui de Tatar-Bouinar, en 1924. En Bulgarie le parti paysan de Stambouliski, qui se saisit du pouvoir, était autre chose que l'avant-garde de la révolution. En Serbie, quelques essais de la part des réfugiés russes de l'armée contre-révolutionnaire du général Wrangel ne trouvèrent pas d'écho, et certaines déclarations du chef des ruraux croates, M. Etienne Raditch, n'eurent aucune conséquence.

En Asie, les Turcs de Moustapha-Kemal s'allièrent à la Russie, une ennemie traditionnelle, uniquement pour trouver un appui dans les difficultés avec d'autres voisins. S'il y eut une Arménie bolchéviste, ce fut pour écraser le nationalisme arménien. Ce fut aussi le cas pour la Géorgie, qui avait donné certains chefs à la révolution rouge.

Le bolchévisme du Turkestan ne signifiait qu'une nouvelle forme de la domination russe. Aux Indes anglaises la pénétration se montra impossible, mais la Chine offrait d'autres conditions. La xénophobie fut transformée par l'ambassadeur des Soviets, un Arménien, en instrument révolutionnaire, et la masse des étudiants, qui tiraient dans les rues sur les étrangers, fut tenue dans un état de continuelle agitation. Il fallut que les éléments sains de l'immense nation, qui se gouvernait maintenant en République, organisent une armée pour mettre fin à une anarchie tout aussi sauvage

que celle des communards dans Paris en 1871. Cela finit par une guerre particulièrement cruelle entre Chinois « communistes » et d'autres Chinois, pillards sous d'autres drapeaux, qui amena une intervention militaire anglaise (1927).

En Italie, sous quatre gouvernements faibles — et celui du vieil homme d'Etat Giolitti ne fit pas exception, — la gauche socialiste en était arrivée si loin, qu'elle installait les gardes rouges dans les fabriques et dressait les syndicats de paysans sans terre contre la propriété.

Une réaction devait se produire.

Déjà la Bulgarie avait dans la bizarre dictature de son chef « paysan », qui dédaignait les villes et régnait de fait, appuyé sur des bandes fidèles, un maître ministériel à côté du roi, à la couronne duquel on ne pensait pas devoir toucher.

La Roumanie d'un Brătianu, d'un général Averescu n'était autre chose qu'un Etat de tyrannie ministérielle, appuyé sur le mépris caché des formes constitutionnelles. Des moyens empruntés au passé retenaient à Belgrade, avant et après la réunion aux démocrates de la Croatie, la permanence du vieux patriote Pachitch.

La Grèce allait vers le règne de la soldatesque.

Dans le grand mouvement du fascisme italien, qui réunissait les « faisceaux » d'anciens combattants, il y avait cependant autre chose que des intérêts groupés, ceux d'une classe ou ceux d'une association de politiciens : l'âme de l'Italie demandait que le pays échappe à un régime de pourriture sociale que ne pouvaient pas endiguer les recettes timides de l'esprit de parti, si profondément usé.

M. Benito Mussolini organisa, contre l'Etat qui s'abandonnait, la volonté des éléments les plus énergiques de la Nation qui ne consentaient pas à ce suicide. Les « Chemises noires » déclenchèrent, en octobre 1922, la révolution de la « marche sur Rome ».

La bourgeoisie, l'Église, une grande partie de l'intel-

lectualité étaient gagnés à cette action par laquelle la Nation, enfin, se ressaisissait. Le roi consacra par son acquiescement l'inauguration d'une autre ère, qui se montra féconde, grâce surtout aux qualités extraordinaires de résolution et de travail de son chef, le « duce ».

Une imitation espagnole, celle du général Primo de Rivera, se montra moins heureuse, malgré l'appui sans conditions d'Alphonse XIII. Des essais, correspondant plus ou moins aux vrais besoins des peuples, furent risqués ailleurs aussi.

La France se montra longtemps favorable, malgré l'incapacité des gouvernants à résoudre le problème financier, au régime de gauche; l'autorité de M. Poincaré devait être appelée, au moment le plus critique, pour rendre la confiance.

Il en fut autrement en Angleterre. Après la chute de M. Lloyd George, un ministère de la labour-party, qui comprenait une gauche presque communiste, fut installé, plutôt comme un provisorat, soutenu par les libéraux contre les conservateurs de Bonar Law. Son chef, M. Mac Donald, se prêta à une politique de sympathie pour les Soviets, qui eurent un ambassadeur à Londres aussi bien qu'à Paris, M. Rakowski en arrivant à jouer les premiers rôles. Des révélations sur les agissements de ses amis révoltèrent l'opinion publique. Les labouristes furent écartés du pouvoir, et une réaction nationale ramena les conservateurs. Ils devaient expulser les « diplomates » des Soviets et proposer à la France le « front unique » contre les Rouges.

Les difficultés financières, suscitées par la faillite de la monnaie nationale dans certains des pays vainqueurs, attirent toute l'attention des hommes d'État en ce moment. Les occupations de l'esprit sont dégradées, et un prolétariat de l'intellectualité se débat contre les exigences pressantes d'une vie économique anarchisée. Mais les sources éternelles de l'activité humaine ne sont que momentanément empêchées de couler librement pour l'œuvre de profonde rénovation morale et, par elle,

pour les nouvelles formations politiques, sociales et économiques, qui sont de la plus grande urgence à une époque où l'humanité, solidaire par la civilisation, malgré les haines de surface, ne peut vivre ni sur le cadavre galvanisé du passé, ni sur les vaines illusions d'un avenir impossible.

FIN



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME IV

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Les nouvelles autonomies américaines.	1
— II. — Les « philosophes » comme conseillers des Etats et les monarchies de « partages »	11
— III. — La révolution en France.	27
— IV. — L'agonie de la royauté française.	49
— V. — Les monarchies et la Révolution.	61
— VI. — Nations et dynasties à l'époque du libéralisme	137
— VII. — Changements de l'ordre politique par les nations.	198
— VIII. — Les monarchies nationales : Période française	249
— IX. — Les monarchies nationales; décadence de l'hégémonie française; avènement de l'Allemagne.	293
— X. — Préoccupations sociales et coloniales. Réveil de l'esprit national.	385
— XI. — Nouvelle ère de luttes nationales. — Le règlement des conflits nationaux par la grande guerre.	436

VERIFICA
2017

MAYENNE. IMPRIMERIE FLOCH. — 15-11-1927

